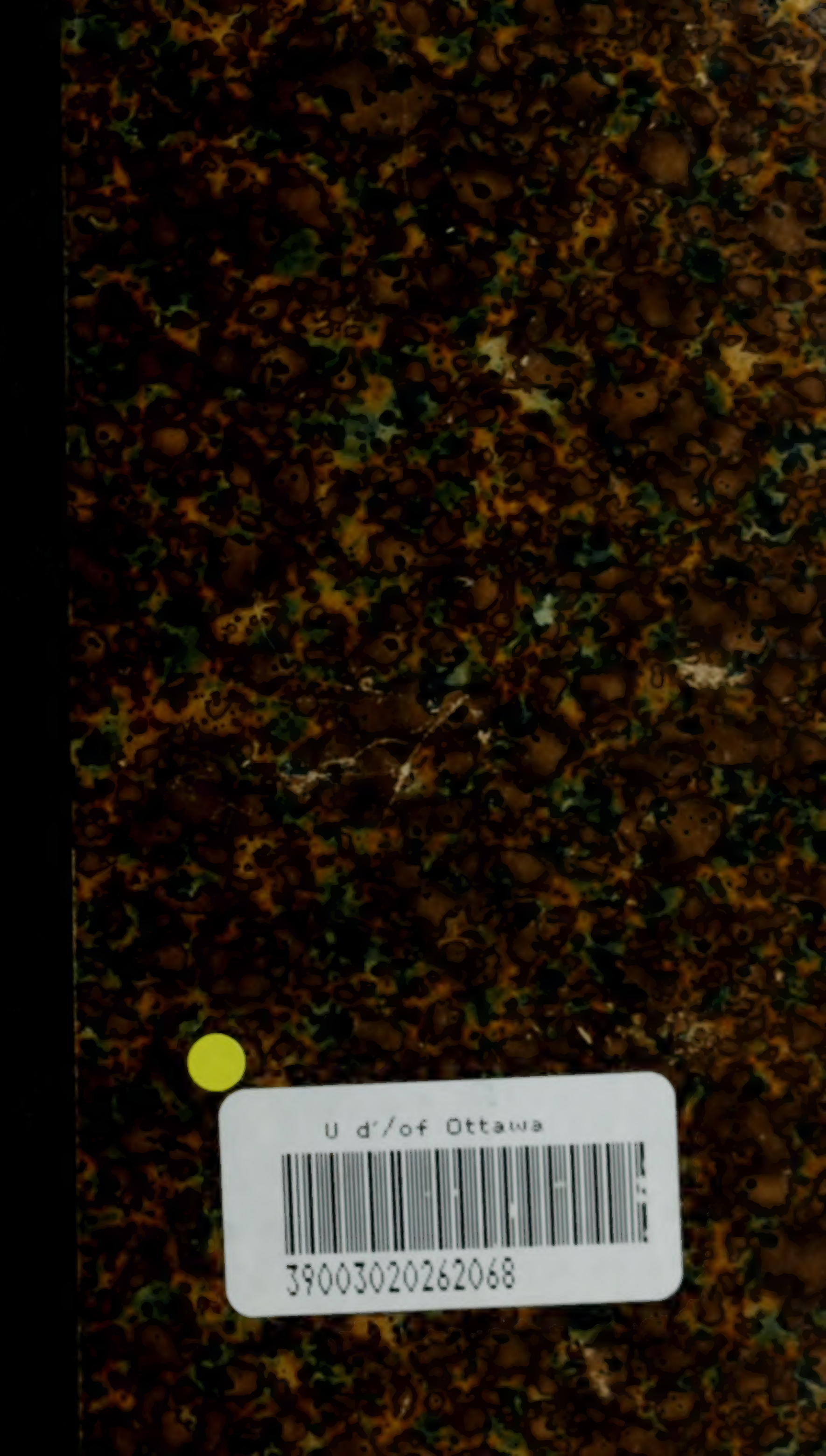
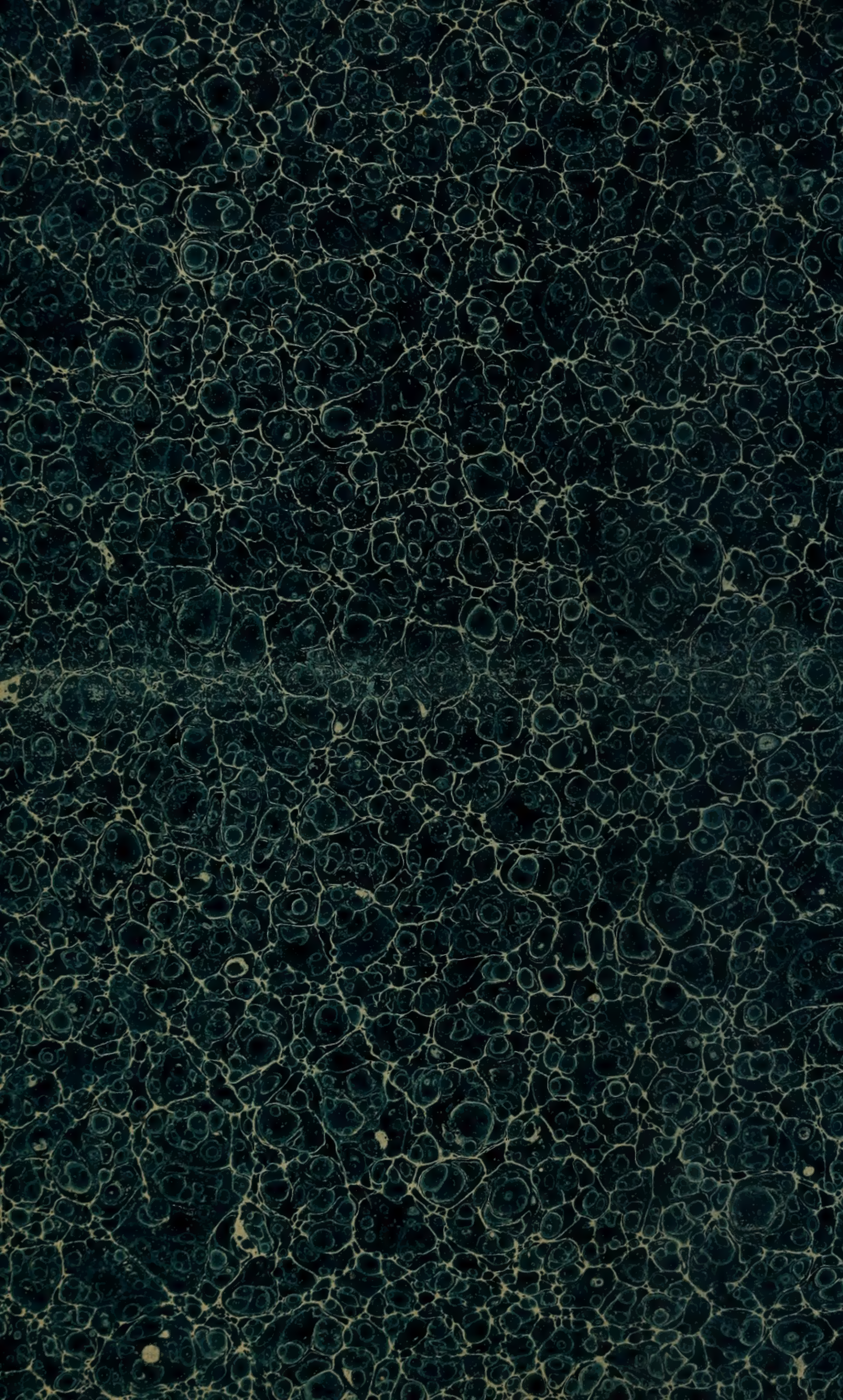
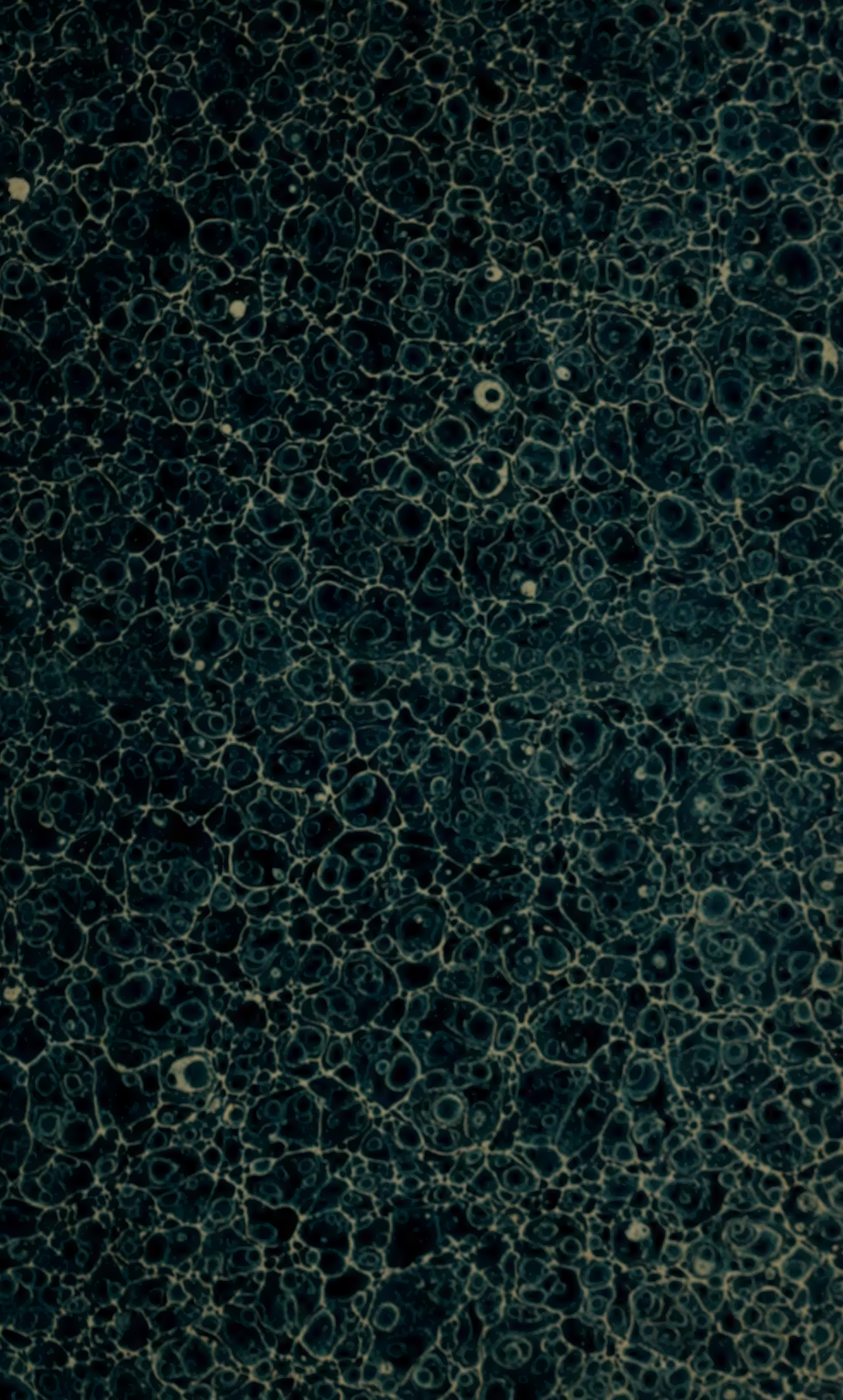

U d'/of Ottawa
39003020262068





HISTOIRE

D'ANGLETERRE

I



A LA MÊME LIBRAIRIE

HISTOIRE DU RÈGNE DE GUILLAUME III, pour faire suite à l'*Histoire de la Révolution de* 1868, par T.-B. MACAULAY, traduit par AMÉDÉE PICHOT 4 vol. . . . . 14 fr

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

HISTOIRE

D'ANGLETERRE

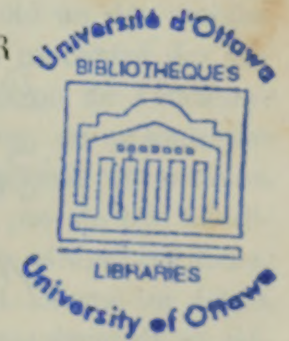
DEPUIS L'AVÉNEMENT DE JACQUES II

PAR T.-B. MACAULAY

TRADUCTION NOUVELLE

PAR ÉMILE MONTÉGUT

TOME PREMIER



PARIS

CHARPENTIER ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

28, QUAI DU LOUVRE, 28

1875

AVANT-PROPOS

DU TRADUCTEUR.

M. Macaulay n'a jusqu'à présent publié que deux volumes de son *Histoire de l'Angleterre depuis l'avénement de Jacques II*. Ces deux volumes, dont nous donnons la traduction, s'arrêtent à la révolution de 1688, et ils forment par eux-mêmes un ouvrage complet.

La révolution de 1688 a un caractère unique : c'est le plus remarquable mouvement de l'opinion publique qui ait jamais été. Durant la grande révolution, le fanatisme religieux et républicain avait été un des mobiles du peuple anglais. Charles Ier avait rencontré des adversaires aussi ennemis que lui-même de l'ancienne constitution du royaume, et la nation, en se soulevant pour échapper à un despotisme, en avait rencontré un autre. Mais Jacques II ne trouva pas de tels adversaires. Tous les ennemis de sa famille, whigs, puritains, républicains, avaient été écrasés, et lorsque les débris de ces partis autrefois formidables essayèrent de se rallier au commencement de son règne, la nation les laissa massacrer avec indifférence et dédain. Jacques n'eut donc pas affaire à des factions, il eut affaire à la nation elle-même, à ses représentants, à ses magistrats, à ses corporations, à son clergé. Aussi ne fut-il renversé par

aucun parti ni par aucune secte, mais par son peuple; l'auteur de la révolution de 1688, ce n'est ni Guillaume, ni Danby, ni Halifax, ni Russell, ni Mordaunt, c'est l'opinion publique, et c'est elle aussi qui joue le principal rôle de la première à la dernière page de la belle histoire de M. Macaulay.

Tel est le grand intérêt de la révolution de 1688, les enseignements qu'elle contient et qui méritent bien pour plus d'une raison d'être médités par les contemporains. Le nouvel historien de cette révolution la raconte avec sympathie, mais avec impartialité et sans préjugés. M. Macaulay est whig, et en cette qualité il est un des vainqueurs de 1688, si nous pouvons nous servir de cette expression; mais son enthousiasme pour la révolution ne l'empêche pas de rendre justice à ceux qui la combattirent ou qui n'y consentirent qu'à regret. Il est équitable envers ses ennemis, envers Jacques lui-même. Nous n'avons pas à faire l'éloge d'un livre dont les mérites sont universellement reconnus. L'habileté de l'exposition est extrême et le récit est plein de mouvement; les faits revivent dans toute leur réalité, l'esprit du temps passé anime de nouveau tous les personnages. Nous sentons, pour ainsi dire, et nous voyons circuler autour d'eux les courants de l'atmosphère morale au milieu de laquelle ils vécurent. M. Macaulay possède aussi à un haut degré l'art des portraits. Rien n'égale la finesse avec laquelle il dessine un personnage quel qu'il soit, courtisan, homme du peuple, sectaire; il n'esquisse pas les caractères à grands traits, et ne les résume pas dans un jugement absolu, mais il aime à les détailler avec la plus scrupuleuse minutie, à en démonter tous les rouages et tous les ressorts, à en exposer tous les mobiles, à en montrer les pièces fournies par la

nature et les pièces fournies par la vie, les événements, la fatalité. Il y a du moraliste en lui, tant dans sa manière de juger les faits que dans son analyse des caractères humains, et on pourrait l'appeler, à cause de ce talent particulier, le La Bruyère des historiens.

En présentant sa belle histoire aux lecteurs français, nous devons remercier l'illustre écrivain d'avoir voulu nous permettre de contribuer, pour notre part, à mettre nos compatriotes en état de juger du talent et de la science qui l'ont rendu si justement célèbre dans son pays.

Paris, 25 février 1854

ÉMILE MONTEGUT.

HISTOIRE

D'ANGLETERRE

DEPUIS L'AVÉNEMENT DE JACQUES II

CHAPITRE PREMIER.

HISTOIRE DE L'ANGLETERRE AVANT LA RESTAURATION.

Introduction. — La Grande-Bretagne sous les Romains. — La Grande-Bretagne sous les Saxons. — Conséquences de la conversion des Saxons au christianisme. — Invasions danoises. — Les Normands. — La conquête normande et ses résultats. — Effets de la séparation de l'Angleterre et de la Normandie. — Amalgamation des races. — Conquêtes des Anglais sur le continent. — Guerre des deux Roses. — Extinction du servage. — Bienfaisante influence de la religion catholique romaine. — La nature de l'ancien gouvernement anglais souvent mal présentée ; pourquoi? — Description des monarchies limitées du moyen âge. — Comment étaient limitées les prérogatives des anciens rois anglais. — Ces limites n'étaient pas toujours observées ; pourquoi? — La résistance, frein ordinaire imposé à la tyrannie, au moyen âge. — Caractère particulier de l'aristocratie anglaise. — Le gouvernement des Tudors. — Les monarchies limitées du moyen âge transformées partout en monarchies absolues ; pourquoi? — La monarchie anglaise fait seule exception; pourquoi? — La réformation et ses effets. — Origine de l'Église d'Angleterre. — Son caractère particulier. — La nature de ses relations avec la couronne. — Les puritains. — Leur esprit républicain. — Aucune opposition parlementaire systématique n'est faite au gouvernement d'Élisabeth ; pourquoi? — Question des monopoles. — L'Écosse et l'Irlande deviennent parties intégrantes de l'empire britannique. — Diminution de l'importance de l'Angleterre après l'avénement de Jacques Ier. — La doctrine du droit divin. — La séparation entre l'Église et les puritains devient plus marquée. — Avénement et caractère de Charles Ier. — Tactique de l'opposition dans la chambre des communes. — Pétition des droits. — La pétition des droits violée. — Caractère et desseins de Wentworth. — Caractère de Laud. — La chambre étoilée et la haute commission. — L'impôt des vaisseaux. — Résistance à la liturgie anglicane en Écosse. — Parlement

convoqué et dissous. — Le long parlement. — Première apparition des deux grands partis anglais. — La rébellion irlandaise. — La remontrance. — Mise en accusation de cinq membres des communes. — Charles quitte Londres. — Commencements de la guerre civile. — Succès des royalistes. — Apparition des indépendants. — Olivier Cromwell. — Ordonnance dite d'abnégation. — Victoire du parlement. — Domination et caractère de l'armée. — Soulèvements contre le gouvernement militaire réprimés. — Procès du roi. — Son exécution. — Soumission de l'Irlande et de l'Écosse. — Expulsion du long parlement. — Protectorat d'Olivier Cromwell. — Richard Cromwell succède à son père. — Chute de Richard et résurrection du long parlement. — Seconde expulsion du long parlement. — Monk et l'armée d'Écosse marchent sur l'Angleterre. — Monk se déclare pour un parlement libre. — Élections générales de 1660. — La restauration.

Je me propose d'écrire l'histoire de l'Angleterre depuis l'avénement au trône du roi Jacques II jusqu'à ces jours dont les événements font partie des souvenirs de quelques hommes encore vivants. Je raconterai les erreurs qui, en quelques mois, enlevèrent à la maison des Stuarts les cœurs d'une *gentry*[1] dévouée et d'un clergé fidèle. Je décrirai le cours de cette révolution qui termina le long combat de nos souverains avec leurs parlements, et qui unit les droits du peuple aux priviléges de la dynastie régnante. Je dirai comment le nouveau régime fut pendant de longues et orageuses années défendu avec succès contre ses ennemis domestiques et ses ennemis étrangers; comment sous ce régime s'établit un équilibre parfait entre l'autorité de la loi, la sécurité de la propriété et une liberté de discussion et d'action individuelles inconnue jusqu'alors; comment sous les auspices de cette alliance entre l'ordre et la liberté s'épanouit une prospérité dont les annales des affaires humaines n'avaient pas encore fourni l'exemple; avec quelle rapidité notre pays d'un état d'ignominieux asservissement s'éleva au rang d'arbitre des puissances européennes et vit grandir simultanément son opulence et sa gloire mi-

[1] *Gentry* veut dire à la fois moins que noblesse et plus que classe moyenne. La *gentry* est ce que nous appellerions soit aristocratie bourgeoise, soit petite noblesse.

litaire; comment par une bonne foi sagace et opiniâtre s'établit graduellement un crédit public source de merveilles que les hommes d'État de tous les âges antérieurs sans exception auraient jugées impossibles; comment un commerce gigantesque donna naissance à un pouvoir maritime tel que toute comparaison avec les autres pouvoirs maritimes anciens et modernes serait vaine et puérile; comment après des siècles d'inimitié l'Écosse fut enfin unie à l'Angleterre, non-seulement par des liens légaux, mais par les liens indissolubles de l'intérêt et de l'affection; comment en Amérique les colonies anglaises devinrent rapidement plus puissantes et plus riches que les royaumes que Cortès et Pizarre avaient ajoutés aux possessions de Charles-Quint; et comment en Asie des aventuriers anglais fondèrent un empire aussi splendide et plus durable que celui d'Alexandre.

Mon devoir d'historien m'ordonnera aussi de raconter les désastres mêlés aux triomphes, ainsi que les grands crimes et égarements nationaux plus humiliants que les désastres. On verra que les choses que nous considérons à juste titre comme nos plus bienfaisantes conquêtes ne furent pas sans alliage. On verra que le système qui assura nos droits et les mit si complétement à l'abri des empiétements du pouvoir royal donna naissance à une nouvelle classe d'abus dont les monarchies absolues sont exemptes. On verra que par suite de l'intervention et de la négligence également impolitiques du gouvernement, l'accroissement de la richesse et l'extension du commerce produisirent avec d'immenses bienfaits quelques maux auxquels échappent les sociétés pauvres et grossières. On verra comment dans deux contrées dépendantes de la couronne, l'injustice reçut rapidement son châtiment; comment l'imprudence et l'entêtement brisèrent les liens qui unissaient les colonies de l'Amérique du Nord à la mère-patrie; et comment l'Irlande, condamnée à la domination d'une race sur une autre race, d'une

religion sur une autre religion, ne fut plus qu'un membre desséché et flétri de l'empire britannique, dont elle ne cessa pourtant de faire partie, mais sans ajouter aucune force au corps politique, objet repoussant montré au doigt par tous ceux qui craignaient ou enviaient la grandeur de l'Angleterre, sujet éternel de leurs reproches.

Cependant, ou je me trompe fort, ou ce récit plein de variété et de contrastes aura pour effet général d'éveiller la reconnaissance dans tous les esprits religieux, et l'espérance dans tous les cœurs patriotiques. Car l'histoire de notre pays pendant les dernières cent soixante années est éminemment l'histoire du progrès matériel, moral et intellectuel. Ceux qui comparent l'époque dans laquelle il leur a été donné de vivre avec un âge d'or qui n'existe que dans leur imagination peuvent parler d'abâtardissement et de décadence; mais tous ceux qui ont une connaissance précise du passé ne se sentiront point disposés à porter sur leur époque un jugement morose et désespéré.

Je n'exécuterais que bien imparfaitement la tâche que j'ai entreprise si je me bornais à raconter les batailles et les siéges, l'avénement et la chute des administrations ministérielles, les intrigues de palais et les débats parlementaires. Je m'efforcerai de raconter l'histoire du peuple aussi bien que l'histoire du gouvernement, de suivre les progrès des arts utiles et d'agrément, d'expliquer l'origine des sectes religieuses et les changements du goût littéraire, de peindre les mœurs des générations successives, et de ne pas même négliger les révolutions qui se sont accomplies dans le costume, l'ameublement, la nourriture et les amusements publics. J'accepterai joyeusement le reproche d'avoir fait descendre l'histoire au-dessous de sa dignité, si je puis réussir à placer sous les yeux des Anglais du dix-neuvième siècle une image exacte de la vie de leurs ancêtres.

Les événements que je me propose de raconter ne forment qu'un seul acte d'un drame immense et aux mille péripéties, qui s'étend à travers les siècles, et ne peuvent être que très-imparfaitement compris si l'on ne connaît pas bien le plan des actes antérieurs. Je ferai donc précéder mon récit d'une courte esquisse de notre histoire depuis les temps les plus reculés. Je passerai avec rapidité sur bien des siècles, mais je m'étendrai davantage sur les vicissitudes de cette lutte dont l'administration du roi Jacques II amena le dénoûment définitif [1].

Rien dans l'existence première de la Grande-Bretagne n'indiquait la grandeur qu'elle était destinée à atteindre. Ses habitants, quand ils furent connus pour la première fois par les marins de Tyr, étaient à peine supérieurs aux naturels des îles Sandwich. Elle fut subjuguée par les armes de Rome, mais ne reçut qu'une faible teinture des arts et des lettres de la nation conquérante. De toutes les provinces occidentales qui obéissaient aux Césars, elle fut la dernière conquise et la première délaissée. Aucuns restes grandioses de portiques et d'aqueducs romains ne se trouvent dans la Grande-Bretagne ; aucun écrivain de sang breton n'est compté parmi les maîtres de la poésie et de l'éloquence latines. Il n'est même pas probable que le langage de leurs dominateurs italiens ait été à aucune époque familier aux insulaires. De l'Atlantique aux rives du Rhin, le latin fut pendant plusieurs siècles la langue dominante. Il fit oublier le langage celtique, il résista au langage teutonique, et il est resté l'élément premier et le fondement des langues française, espa-

[1] Dans ce chapitre et dans le chapitre suivant, j'ai rarement cru nécessaire de citer les autorités ; car dans ces chapitres je n'ai pas détaillé minutieusement les événements, et je n'ai fait usage que de matériaux connus. Les faits que je raconte sont tels que toute personne, pour peu qu'elle soit familiarisée avec l'histoire d'Angleterre, saura où en trouver la preuve, s'il en est qu'elle ne connaît pas. Dans les chapitres suivants, j'indiquerai avec soin les sources où j'aurai puisé.

gnole et portugaise. Mais dans notre île, le latin ne paraît pas avoir jamais remplacé le vieux langage gaélique, et il ne parvint pas davantage plus tard à résister au langage germanique.

La maigre et superficielle civilisation que les Bretons avaient acquise au contact de leurs dominateurs méridionaux fut effacée par les calamités du cinquième siècle. Dans les royaumes du continent qui sortirent de la dissolution de l'empire romain, les conquérants apprirent beaucoup des vaincus. Mais dans la Grande-Bretagne, la race conquise devint aussi barbare que les conquérants.

Tous les chefs barbares qui fondèrent les dynasties teutoniques dans les provinces continentales de l'empire romain, Alaric, Théodoric, Clovis, Alboin, étaient des chrétiens zélés. Les compagnons d'Ida et de Cerdic, au contraire, apportaient dans leurs établissements de la Grande-Bretagne toutes les superstitions des rives de l'Elbe. Tandis que les princes germains qui régnaient à Paris, à Tolède, à Arles et à Ravenne, prêtaient l'oreille avec respect aux instructions des évêques, adoraient les reliques des martyrs et prenaient une part passionnée aux discussions sur la théologie de Nicée, les conquérants des royaumes de Wessex et de Mercie célébraient encore leurs rites sauvages dans les temples de Thor et de Woden.

Les royaumes du continent qui s'étaient élevés sur les ruines de l'empire d'Occident entretenaient encore quelques relations avec ces provinces orientales, où l'ancienne civilisation, bien que tombant lentement en poussière sous l'influence d'un inhabile gouvernement, était capable cependant d'étonner et d'instruire des barbares; où la cour conservait toujours les splendeurs impériales des temps de Dioclétien et de Constantin; où les édifices publics étaient encore ornés des sculptures de Polyclète et des peintures d'Apelles; où de laborieux

pédants, dépourvus par eux-mêmes de goût, de jugement et d'esprit, pouvaient encore lire et interpréter les chefs-d'œuvre de Sophocle, de Démosthène et de Platon. Mais la Grande-Bretagne fut privée de ces relations. Ses rivages étaient, pour la race polie qui habitait les bords du Bosphore, l'objet d'une mystérieuse terreur comparable à celle que les Ioniens d'Homère ressentaient pour les défilés de Scylla et la cité des anthropophages Lestrigons. Il y avait dans notre île (on l'avait affirmé à Procope) une province où la terre était couverte de serpents, et où l'air était tel qu'aucun homme ne pouvait le respirer et vivre ensuite. Dans cette région désolée, les âmes des morts étaient transportées de la terre des Francs à l'heure de minuit. Une race étrange de pêcheurs accomplissait ce fantastique office. Les bateliers entendaient distinctement les discours des morts : sous leur poids le navire s'enfonçait profondément dans les vagues ; mais leurs formes étaient invisibles à l'œil mortel. Telles étaient les merveilles qu'un habile historien, contemporain de Bélisaire, de Simplicius et de Tribonien, racontait gravement dans l'opulente et polie Constantinople, touchant un pays où le fondateur de la capitale d'Orient avait porté la pourpre impériale. Nous avons pour toutes les autres provinces de l'empire d'Occident une série ininterrompue de documents. Ce n'est que dans la Grande-Bretagne qu'une époque fabuleuse sépare complétement deux époques historiques. Odoacre et Totila, Euric et Thrasimund, Clovis, Frédégonde et Brunehaut sont des hommes et des femmes historiques ; mais Hengist et Horsa, Vortigern et Rowena, Arthur et Mordred sont des personnages mythiques, dont l'existence peut être contestée, et dont les aventures peuvent être mises sur le même rang que celles de Romulus et d'Hercule.

Enfin les ténèbres commencent à se dissiper, et la contrée qu'on a perdue de vue sous le nom de Bretagne

commence à reparaître sous le nom d'Angleterre. La conversion des conquérants saxons au christianisme fut le point de départ d'une longue série de révolutions bienfaisantes. L'Église, il est vrai, avait été déjà profondément corrompue à la fois par la superstition et par cette philosophie qu'elle avait si longtemps combattue et dont elle avait enfin triomphé. Elle avait trop aisément admis des doctrines empruntées aux anciennes écoles, et des rites empruntés aux anciens temples. La politique romaine et l'ignorance gothique, la subtilité grecque et l'ascétisme syrien avaient contribué à la corrompre. Cependant elle conservait encore assez de la sublime théologie et de la bienfaisante morale de ses premiers âges pour élever les intelligences et purifier les cœurs. Quelques-unes des choses qui, à une époque plus rapprochée de nous, lui furent justement reprochées à titre de honte comme ses plus grandes souillures étaient au septième siècle, et furent longtemps après au nombre de ses principales vertus. Si de nos jours le pouvoir sacerdotal empiétait sur les fonctions du magistrat civil, ce serait un grand malheur. Mais ce qui dans une époque de bon gouvernement est un mal peut être un bien dans une époque de gouvernement grossièrement mauvais. Il vaut mieux que le genre humain soit gouverné par de sages lois bien appliquées et une opinion publique éclairée que par la diplomatie cléricale ; mais il vaut certainement mieux être gouverné par cette diplomatie que par la force brutale, et par un prélat comme Dunstan que par un guerrier comme Penda. Une société plongée dans l'ignorance et gouvernée par la force physique seule a de grandes raisons de se réjouir lorsqu'une classe, dont l'influence est intellectuelle et morale, prend le dessus. Une telle classe abusera sans doute de son pouvoir, mais le pouvoir moral, même lorsqu'on en abuse, est infiniment plus noble que le pouvoir qui consiste simplement dans la force corporelle. Nous lisons dans

nos chroniques saxonnes les histoires de tyrans qui, parvenus au faîte de la puissance, rongés de remords, regardant avec horreur les plaisirs et les dignités acquises par leurs crimes, abdiquaient leur couronne et cherchaient, dans de cruelles pénitences et d'incessantes prières, le pardon de leurs forfaits. Ces histoires ont arraché des expressions de mépris et d'amertume à des écrivains qui, malgré leur étalage de libéralisme, étaient aussi pleins de préjugés qu'un moine du moyen âge, et dont l'habitude était d'appliquer à tous les événements de l'histoire du monde le critérium adopté par la société parisienne du dix-huitième siècle. A coup sûr, cependant, un système qui, bien que défiguré par la superstition, introduisait de telles contraintes morales dans des États qui n'étaient gouvernés auparavant que par des poignets vigoureux et des passions entreprenantes, un système qui enseignait au plus puissant et au plus féroce despote qu'il était, comme le plus humble de ses serfs, un être responsable, aurait dû mériter que des philosophes et des philanthropes parlassent de lui avec plus de respect.

Les mêmes réflexions s'appliquent au mépris avec lequel il était de bon ton, au dix-huitième siècle, de parler des pèlerinages, des asiles religieux, des croisades et des institutions monastiques du moyen âge. Dans des temps où les hommes étaient rarement poussés à voyager par un sentiment de libérale curiosité ou par le désir du gain, il valait certainement mieux que les rudes habitants du Nord visitassent l'Italie et l'Orient en qualité de pèlerins, que de ne voir autre chose pendant toute leur vie que les huttes sordides et les forêts sauvages de leur patrie natale. A une époque où des tyrans et des maraudeurs mettaient chaque jour en péril la vie des hommes et l'honneur des femmes, le respect irrationnel qui considérait comme sacré et inviolable l'enceinte d'une chapelle valait mieux que l'absence de tout refuge

inaccessible à la cruauté et à la licence. A une époque où les hommes d'État étaient incapables de former de vastes combinaisons politiques, il valait mieux que les nations chrétiennes se levassent ensemble et s'unissent pour recouvrer le saint sépulcre, que de se laisser anéantir successivement, une à une, par les armes mahométanes. Quelque justes qu'aient été plus tard les reproches d'indolence et de luxe adressés aux ordres religieux, assurément il était bon que, dans un âge d'ignorance et de violence, il y eût des cloîtres paisibles où les arts de la paix pussent être cultivés avec sécurité, où les douces et contemplatives natures pussent trouver un asile ; où tel moine pût s'occuper à transcrire l'*Énéide* de Virgile, et tel autre à méditer les *Analytiques* d'Aristote ; où celui qui possédait le génie artistique pût enluminer un martyrologe ou sculpter un crucifix, et où cet autre, dont l'esprit était tourné vers la philosophie naturelle, pût faire des expériences sur les propriétés des plantes et des minéraux. Si de telles retraites n'avaient été disséminées çà et là parmi les huttes de misérables populations rustiques et les châteaux d'une féroce aristocratie, la société européenne n'aurait été composée que de bêtes de somme et de bêtes de proie. L'Église a été comparée bien souvent par les théologiens à l'arche dont parle la Genèse : mais jamais cette image ne fut d'une vérité plus frappante que durant ces jours détestables, où seule elle flotta, au milieu de la nuit et de la tempête, sur les eaux de ce déluge où gisaient engloutis toutes les grandes œuvres de l'antique politique et de l'antique sagesse, portant en elle le faible germe d'où devait sortir une seconde et plus glorieuse civilisation.

La suprématie spirituelle que s'arrogeait le pape produisit elle-même plus de bien que de mal. Dans ces siècles de ténèbres, elle eut pour effet d'unir les nations de l'Europe occidentale en une seule grande communauté. Rome et son évêque furent, pour tous les chrétiens de

la communion latine, depuis la Calabre jusqu'aux Hébrides, ce que les courses d'Olympie et les oracles pythiens avaient été pour toutes les villes grecques, depuis Trébizonde jusqu'à Marseille. Ainsi grandirent, sur une vaste échelle, des sentiments de mutuelle bienveillance. Les races séparées par de vastes mers et de hautes montagnes se reconnurent pour sœurs et adoptèrent un même code de droit public; même dans la guerre, la cruauté du conquérant fut fréquemment tempérée par le souvenir que lui et ses ennemis vaincus étaient tous membres d'une même grande fédération.

C'est dans cette fédération que furent enfin admis nos ancêtres saxons. Des communications régulières s'établirent entre nos rivages et cette contrée de l'Europe où les traces de l'ancienne civilisation étaient encore visibles. Bien des nobles monuments, qui depuis ont été détruits et mutilés, conservaient encore leur ancienne magnificence; et les voyageurs pour lesquels Salluste et Tite-Live étaient lettres closes pouvaient néanmoins tirer de la vue des temples et des aqueducs quelques faibles notions d'histoire romaine. Le dôme d'Agrippa, dont le bronze étincelait encore, le mausolée d'Adrien, qui n'avait pas encore perdu ses colonnes et ses statues, l'amphithéâtre Flavien, qui n'avait pas encore été transformé en carrière, racontaient aux pèlerins merciens et northumbriens quelques fragments de l'histoire de cette grande civilisation disparue. Les insulaires revenaient, le respect et l'étonnement profondément gravés dans leur âme à demi dégrossie, et racontaient aux habitants émerveillés des baraques de Londres et d'York que tout près du tombeau de saint Pierre une race puissante, maintenant éteinte, avait entassée des édifices qui ne seraient détruits qu'au jour du jugement. A la suite du christianisme arriva le savoir. La poésie et l'éloquence du siècle d'Auguste furent étudiées avec assiduité dans les monastères de la Mercie et de la Northumbrie. Les

noms de Bède, d'Alcuin et de Jean, surnommé Érigène, furent justement célèbres dans toute l'Europe. Tel était l'état de notre contrée, lorsqu'au neuvième siècle commença la dernière grande invasion des barbares du Nord.

Durant plusieurs générations le Danemark et la Scandinavie ne cessèrent de vomir d'innombrables pirates, remarquables par leur force, leur valeur, leur férocité impitoyable et leur haine du nom chrétien. Nulle contrée ne souffrit plus de ces envahisseurs que l'Angleterre. Ses côtes étaient voisines des ports d'où ils s'embarquaient, et aucun point de notre île n'était assez éloigné de la mer pour être à l'abri de leurs attaques. Les mêmes atrocités qui avaient accompagné les victoires des Saxons sur les Celtes, les Danois les renouvelèrent alors après des siècles contre les Saxons. La civilisation qui commençait justement alors à s'épanouir fut brisée par ce coup de vent et disparut une fois encore. De vastes colonies de ces aventuriers de la Baltique s'établirent sur les rives de l'est, puis s'étendirent graduellement vers l'ouest, et bientôt, appuyés par les renforts constants qui leur venaient d'outre-mer, les envahisseurs aspirèrent à la domination du royaume entier. La lutte engagée entre ces deux farouches races sorties de la même souche teutonique dura six générations. Chacune l'emporta alternativement. De cruels massacres, suivis de cruelles vengeances, des provinces dévastées, des couvents pillés, des villes rasées, composent en grande partie l'histoire de ces mauvais jours. Enfin, ce torrent de déprédateurs toujours nouveaux cessa de couler du Nord, et dès ce moment, l'aversion mutuelle des races commença à diminuer. Les mariages réciproques devinrent fréquents. Les Danois s'instruisirent dans la religion des Saxons, et ainsi disparut une cause de mortelle animosité. Les langues danoise et saxonne, deux dialectes d'un

même idiome répandu sur un espace immense, se fondirent ensemble. Mais la distinction entre les deux nations n'était aucunement effacée, lorsqu'arriva l'événement qui les plaça dans un commun esclavage et dans une commune humiliation aux pieds d'un troisième peuple.

Les Normands étaient alors la race la plus éminente de la chrétienté. Leur valeur et leur férocité les avaient fait remarquer parmi les pirates que la Scandinavie avait envoyés au pillage de l'Europe occidentale. Leurs vaisseaux furent longtemps la terreur des deux rives du détroit. Ils avaient porté à plusieurs reprises leurs armes jusqu'au centre de l'empire carlovingien et avaient été victorieux sous les murs de Maëstricht et de Paris. Enfin, un des débiles héritiers de Charlemagne céda à ces étrangers une province fertile, arrosée par un beau fleuve, contiguë à la mer, leur élément favori. Dans cette province ils fondèrent un État puissant qui étendit graduellement son influence sur les principautés voisines de la Bretagne et du Maine. Sans rien abdiquer de cette valeur indomptable qui les avait rendus la terreur de toutes les nations depuis l'Elbe jusqu'aux Pyrénées, les Normands s'étaient rapidement assimilé toute la culture morale, la science et la civilisation du pays où ils s'étaient établis et même ils y avaient ajouté. Leur courage assura contre toute invasion étrangère leur territoire, dans lequel ils établirent un ordre intérieur que l'empire franc avait longtemps ignoré. Ils embrassèrent le christianisme, et avec le christianisme apprirent à peu près du clergé tout ce qu'il pouvait enseigner. Ils abandonnèrent leur langue nationale et adoptèrent la langue française, dont le latin était l'élément prédominant. Ils élevèrent leur nouveau langage à une dignité et à une importance qu'il n'avait jamais eues aupa avant. Ils le trouvèrent à l'état de jargon barbare, et ils en firent une langue écrite qu'ils em-

ployèrent à la législation, à la poésie, aux romans de chevalerie. Ils renoncèrent à cette brutale intempérance à laquelle toutes les autres branches de la grande famille germanique avaient trop d'inclination. Le luxe élégant du Normand présentait un frappant contraste avec l'ivrognerie et la gloutonnerie grossières de ses voisins Danois et Saxons. Il aimait à montrer sa magnificence non par de larges entassements de mets et de tonneaux remplis de lourds breuvages, mais par de vastes et beaux édifices, de riches armures, des chevaux élégants, des faucons de choix, des tournois bien ordonnés, des banquets délicats plutôt qu'abondants, des vins plus exquis et plus savoureux qu'enivrants. Cet esprit chevaleresque qui a exercé une influence si puissante sur la politique, les mœurs et les manières de toutes les nations européennes, avait trouvé son plus haut point d'élévation dans la noblesse normande. Les nobles normands se distinguaient par leur tenue gracieuse, leurs manières insinuantes, leur habileté dans les négociations diplomatiques et une éloquence naturelle qu'ils cultivaient assidûment. Aussi un de leurs historiens dit-il avec orgueil que tous les gentilshommes normands étaient orateurs dès le berceau. Mais ils tiraient la plus grande part de leur renommée de leurs exploits militaires. Chaque pays depuis l'Atlantique jusqu'à la mer Morte fut témoin des prodiges opérés par leur discipline et leur valeur. Un chevalier normand à la tête d'une poignée de guerriers dispersa les Celtes du Connaught. Un autre fonda la monarchie des Deux-Siciles et vit les empereurs d'Orient et d'Occident fuir devant ses armes. Un troisième, l'Ulysse de la première croisade, fut revêtu par ses compagnons d'armes du titre de prince d'Antioche; et un quatrième, le Tancrède dont le nom vit immortel dans le grand poëme du Tasse, fut célébré dans toute la chrétienté comme le plus brave et le plus généreux des champions du saint Sépulcre.

Le voisinage d'un peuple si remarquable commença de bonne heure à faire impression sur l'esprit public de l'Angleterre. Avant la conquête, les princes anglais recevaient leur éducation en Normandie. Des évêchés et des domaines anglais étaient concédés à des Normands. Le français de Normandie était familier au palais de Westminster. En un mot, la cour de Rouen semble avoir été à la cour d'Édouard le Confesseur ce que longtemps après la cour de Versailles fut à la cour de Charles II.

La bataille d'Hastings et les événements qui la suivirent ne placèrent pas seulement un duc de Normandie sur le trône d'Angleterre, mais livrèrent encore toute la population anglaise à la tyrannie de la race normande. La conquête d'une nation par une autre nation a été rarement plus complète, même en Asie. Le pays fut partagé entre les capitaines des envahisseurs. De fortes institutions militaires, étroitement unies à l'établissement de la propriété, donnèrent aux conquérants étrangers les moyens de maintenir leur tyrannie sur les enfants du sol. Un code pénal cruel et cruellement appliqué protégea les priviléges et même les plaisirs des oppresseurs. Cependant la race conquise, quoique terrassée et foulée aux pieds, fit encore sentir son aiguillon. Quelques hommes hardis, héros favoris de nos plus vieilles ballades, se réfugièrent dans les bois; et là, en dépit des lois du couvre-feu et des lois sur les forêts, firent une guerre de rapine à leurs oppresseurs. L'assassinat devint un événement journalier. Des Normands disparaissaient soudainement sans laisser de traces. De nombreux cadavres étaient trouvés portant les marques de la violence. Sentence de mort par la torture était rendue contre les meurtriers, qui étaient recherchés avec le plus grand soin, mais en vain, car la nation entière était d'accord pour dérober les coupables aux poursuites. A la fin, on jugea nécessaire d'imposer une amende sur chaque centurie où une personne d'extraction française aurait

été tuée, et cette ordonnance fut suivie d'une autre portant que toute personne assassinée serait supposée d'extraction française, à moins qu'il ne fût prouvé qu'elle était de race saxonne.

Pendant le siècle et demi qui suivit la conquête, il n'y a pas, à proprement parler, d'histoire d'Angleterre. Les rois français de l'Angleterre s'élevèrent, il est vrai, à une puissance qui jeta dans l'étonnement et la crainte les nations voisines. Ils conquirent l'Irlande. Ils reçurent l'hommage de l'Écosse. Par leur valeur, leur politique, leurs heureuses alliances matrimoniales, ils devinrent infiniment plus puissants que leurs suzerains les rois de France. L'Asie, aussi bien que l'Europe, fut éblouie de la gloire et de la puissance de nos tyrans. Les chroniqueurs arabes racontent avec admiration, bien qu'à contre-cœur, la prise d'Acre, la défense de Joppa, la marche victorieuse sur Ascalon; et les mères arabes effrayèrent longtemps leurs enfants avec le nom du Plantagenet au cœur de lion. Un moment il sembla que la race de Hugues Capet allait finir, comme avaient fini les races de Mérovée et de Charlemagne, et qu'une seule grande monarchie allait s'étendre des Orcades aux Pyrénées. Il existe, dans un grand nombre d'esprits, une association si étroite entre la grandeur du souverain et la grandeur de la nation qu'il gouverne, que presque tous les historiens de l'Angleterre ont parlé avec un sentiment de triomphe du pouvoir et de la splendeur des maîtres étrangers de leur pays, et se sont lamentés sur la décadence de ce pouvoir et de cette splendeur comme sur une calamité nationale; mais en réalité cela n'est-il pas aussi absurde que si de nos jours un nègre d'Haïti insistait, avec un orgueil national, sur la grandeur de Louis XIV, et parlait de Blenheim et de Ramillies avec une honte et un regret patriotiques? Guillaume le Conquérant et ses descendants, jusqu'à la quatrième génération, ne furent pas Anglais; beaucoup d'entre eux étaient

nés en France et y passaient la plus grande partie de leur vie; leur langage ordinaire était le français; presque toutes les grandes charges qu'ils pouvaient accorder, ils les donnaient à des Français, et chaque acquisition qu'ils faisaient sur le continent les rendait de moins en moins disposés à l'affection pour la population de notre île. Un des plus capables d'entre eux essaya, à la vérité, de conquérir les cœurs de ses sujets anglais, en épousant une princesse saxonne; mais ce mariage fut jugé par la plupart de ses barons comme le serait aujourd'hui, dans la Virginie, le mariage d'un planteur blanc avec une quarteronne. Ce prince est connu dans l'histoire sous l'honorable surnom de Beauclerc; mais de son temps, ses compatriotes le désignaient par un sobriquet saxon qui faisait une allusion méprisante à son mariage.

Si les Plantagenets, comme cela sembla possible à une certaine époque, eussent réussi à réunir toute la France sous leur gouvernement, il est probable que l'Angleterre n'aurait jamais eu d'existence indépendante. Ses princes, ses lords, ses prélats eussent été différents, par la race et le langage, de ses artisans et de ses laboureurs. Les revenus de ses grands propriétaires auraient été dépensés sur les bords de la Seine en festins et en divertissements. Le noble langage de Milton et de Burke serait resté un dialecte rustique, sans littérature, sans grammaire ni orthographe fixes, et aurait été laissé avec dédain aux paysans et aux gens grossiers. Aucun homme d'extraction anglaise ne se serait élevé à une grande situation qu'en se faisant Français dans ses habitudes et son langage.

C'est à un événement que nos historiens ont généralement regardé comme désastreux que l'Angleterre est redevable d'avoir échappé à de telles calamités. Ses intérêts étaient si directement en opposition avec les intérêts de ses souverains, qu'elle n'avait d'espérance que dans leurs erreurs et leurs infortunes. Les talents et

même les vertus de ses six premiers rois français furent pour elle une vraie malédiction. Les folies et les vices du septième furent son moyen de salut. Si Jean avait hérité des grandes qualités de son père, de Henri Beauclerc, ou du Conquérant, moins que cela, s'il eût possédé le courage militaire d'Étienne ou de Richard, et si le roi de France qui régnait alors eût été aussi incapable que l'avaient été les autres successeurs de Hugues Capet, la maison des Plantagenets se serait élevée en Europe à un ascendant sans contrôle. Mais, précisément à ce moment décisif, la France, pour la première fois depuis la mort de Charlemagne, était gouvernée par un prince d'une grande fermeté et d'une grande habileté; et l'Angleterre, au contraire, qui depuis la bataille d'Hastings avait été gouvernée généralement par de sages hommes d'État et toujours par de braves soldats, était tombée entre les mains d'un lâche et d'un niais. Alors se leva l'aurore des destinées de l'Angleterre. Jean fut chassé de la Normandie. Les nobles normands furent obligés de choisir entre notre île et le continent. Enfermés désormais par la mer avec ce peuple qu'ils avaient jusqu'alors opprimé et méprisé, ils arrivèrent peu à peu à regarder l'Angleterre comme leur patrie et les Anglais comme leurs compatriotes. Les deux races, si longtemps hostiles, reconnurent bientôt qu'elles avaient des intérêts et des ennemis communs. Toutes deux avaient à se plaindre de la tyrannie d'un mauvais roi; toutes deux s'indignaient également des faveurs accordées à des Poitevins et à des Aquitains. Les arrière-petits-fils des hommes qui avaient combattu sous Guillaume et sous Harold se rapprochèrent les uns des autres, et le premier gage de leur réconciliation fut la grande charte, conquise par leurs efforts réunis et rédigée pour leur avantage commun.

Ici commence l'histoire de la nation anglaise. Celle des événements précédents n'est que l'histoire des maux tour

à tour infligés et subis par diverses races, qui toutes à la vérité habitaient sur le sol anglais, mais qui se portaient une aversion mutuelle et comme il n'en exista que rarement entre les nations séparées par des barrières naturelles; car l'animosité réciproque de nations en guerre l'une contre l'autre est faible, comparée à l'animosité de nations qui, séparées moralement, sont entremêlées dans les mêmes lieux. Dans aucune contrée, l'inimitié de race n'a été poussée plus loin qu'en Angleterre, et dans aucune cette inimitié n'a été plus complètement effacée. Les phases diverses de cette lente révolution, qui fondit les éléments hostiles en une seule masse homogène, ne nous sont qu'imparfaitement connues; mais il est certain qu'à l'avénement de Jean, la distinction entre les Saxons et les Normands était profondément marquée, et qu'avant la fin du règne de son petit-fils, il n'y en avait presque plus de traces. Au temps de Richard I[er], l'imprécation ordinaire d'un gentilhomme normand était : « Que je devienne plutôt un Anglais, » et la forme ordinaire de ses démentis dans les moments d'indignation était : « Me prenez-vous pour un Anglais? » Cent ans plus tard, le descendant de ce gentilhomme était fier du nom d'Anglais.

Les sources des plus fameuses rivières qui répandent la fertilité sur les continents, et portent jusqu'à la mer les flottes aux riches cargaisons, se trouvent dans ces parties sauvages et stériles des contrées montagneuses, incorrectement figurées sur la carte, et rarement explorées par les voyageurs. L'histoire de notre pays au treizième siècle peut se comparer assez justement à une région de ce genre. Malgré la stérilité et l'obscurité de cette portion de nos annales, c'est à cette époque qu'il nous faut chercher l'origine de notre liberté, de notre prospérité et de notre gloire. C'est alors que le grand peuple anglais se forma, que le caractère anglais commença à montrer ces singularités qu'il a conservées

depuis ; c'est alors que nos pères devinrent des insulaires dans toute l'acception du mot, non plus seulement par leur position géographique, mais par leur politique, leurs sentiments, leurs manières. Ce fut alors qu'apparut distinctement pour la première fois cette constitution qui, à travers tous ses changements, a conservé son identité; cette constitution dont toutes les autres constitutions libres du monde ne sont que les copies, et qui, en dépit de quelques défauts, mérite d'être regardée comme la meilleure sous laquelle ait vécu depuis des siècles une grande société. Ce fut alors que la chambre des communes, cet archétype de toutes les assemblées représentatives des deux mondes, tint ses premières sessions. Ce fut alors que le droit public s'éleva à la dignité de science, et devint rapidement capable de soutenir la comparaison avec la législation impériale. Ce fut alors que le courage de ces matelots qui montaient les barques grossières des cinq ports rendit redoutable, pour la première fois, l'étendard anglais sur les mers. Ce fut alors que furent fondées les deux universités, ces deux anciens colléges qui sont encore aujourd'hui les grands foyers de la science nationale. Ce fut alors que fut formé ce langage, moins musical à la vérité que les langues du Sud, mais qui n'est inférieur en force, en richesse, en souplesse de ressources pour l'expression des conceptions et des pensées les plus élevées du poëte, de l'orateur et du philosophe, qu'à la langue grecque seule. Alors aussi apparurent les premières et faibles lueurs de l'aurore de cette noble littérature, la plus splendide et la plus durable des nombreuses gloires de l'Angleterre.

Dès les commencements du quatorzième siècle, l'amalgamation des races était à peu près complète, et bientôt des signes auxquels on ne pouvait se méprendre annoncèrent qu'un peuple, qui ne le cédait en rien aux autres peuples alors existants, venait de se former par le mélange et la fusion de trois branches de la grande famille

teutonique et de la race aborigène des Bretons. Il n'y avait en vérité presque plus rien de commun entre l'Angleterre où Jean avait été relégué par Philippe-Auguste, et l'Angleterre d'où les armées d'Edouard III sortirent pour aller conquérir la France.

Une période de plus de cent ans s'écoula pendant laquelle le principal dessein des Anglais fut d'établir par la force des armes un grand empire sur le continent. Les réclamations d'Édouard III à l'héritage occupé par la maison de Valois ne pouvaient guère, à ce qu'il semble, intéresser beaucoup ses sujets; mais l'ardeur conquérante passa rapidement du prince au peuple. Cette guerre fut bien différente de celle que les Plantagenets du douzième siècle avaient faite aux descendants de Hugues Capet. Le succès de Henri II ou de Richard I aurait fait de l'Angleterre une province de la France. L'effet des succès d'Edouard III et d'Henri V, au contraire, fut de faire un moment de la France une province de l'Angleterre. Le dédain qu'au douzième siècle les conquérants du continent avaient montré pour les insulaires, les insulaires le rendaient à leur tour au peuple du continent. Tout Anglais du Kent au Northumberland, se considérant comme d'une race née pour la victoire et la domination, regardait avec mépris cette nation devant laquelle ses ancêtres avaient tremblé. Ces chevaliers de Gascogne et de Guyenne eux-mêmes, qui avaient combattu si vaillamment sous le prince Noir, étaient regardés par les Anglais comme des hommes d'une race inférieure, et étaient écartés avec mépris de tous les commandements lucratifs et supérieurs. En très-peu de temps nos ancêtres perdirent de vue les raisons premières de la querelle. Ils en arrivèrent à considérer la couronne de France comme un simple apanage de la couronne d'Angleterre, et lorsqu'en violation de la loi ordinaire de succession au trône ils donnèrent la couronne d'Angleterre à la maison de Lancastre, ils semblent avoir pensé que les droits de Ri-

chard II à la couronne de France devaient passer du même coup à cette maison. Le zèle et la vigueur que déployèrent nos ancêtres font un remarquable contraste avec la torpeur des Français, qui avaient un bien plus grand intérêt dans le résultat de la lutte. Les plus grandes batailles dont l'histoire du moyen âge fasse mention furent gagnées à cette époque, malgré de nombreuses chances contraires, par des armées anglaises. Ces victoires furent de celles dont une nation peut être justement orgueilleuse, car elles doivent être attribuées à la supériorité morale des vainqueurs, supériorité qui était surtout remarquable dans les rangs inférieurs de l'armée. Les chevaliers anglais trouvaient de dignes rivaux dans les chevaliers français: Chandos n'était pas pour Duguesclin un adversaire supérieur; mais la France n'avait pas d'infanterie qui osât affronter les arbalètes et les haches anglaises. Un roi français fut emmené prisonnier à Londres, et un roi anglais fut couronné à Paris. La bannière de Saint-George fut portée au delà des Pyrénées et des Alpes. Au sud de l'Èbre, les Anglais gagnèrent une grande bataille qui décida pour un temps des destinées des royaumes de Léon et de Castille; et les compagnies conquirent une prééminence terrible parmi ces bandes de guerriers qui mettaient à prix d'argent leurs armes au service des princes et des républiques d'Italie.

Les arts de la paix ne furent pas négligés par nos pères durant cette orageuse période. Tandis que la France était désolée par la guerre, et qu'elle en était réduite à trouver dans sa propre détresse un moyen de défense contre l'invasion, les Anglais récoltaient et rentraient leurs moissons, ornaient leurs cités, discutaient, commerçaient et étudiaient en toute sécurité. Un grand nombre de nos plus beaux édifices appartiennent à cette époque. C'est alors que s'élevèrent les belles chapelles de New-College et de Saint-George, la nef de Winches-

ter et le chœur d'York, la flèche de Salisbury et les tours majestueuses de Lincoln. Un langage à la fois abondant et énergique, formé par un mélange du français et de la langue germanique, était devenu la commune propriété du peuple et de l'aristocratie. Peu de temps s'écoula avant l'application de cet admirable instrument à des conceptions dignes de lui. Pendant que des bataillons anglais, laissant derrière eux les provinces dévastées de France, entraient triomphants dans Valladolid et portaient la terreur aux portes de Florence, des poëtes anglais peignaient avec de vives couleurs l'infinie variété des mœurs et des vicissitudes humaines, et des penseurs anglais aspiraient à connaître, ou osaient douter alors que les bigots se contentaient de s'extasier et de croire. Le même siècle qui produisit le prince Noir et Derby, Chandos et Hawkwood, produisit aussi Geoffroy Chaucer et Jean Wycliffe.

C'est de cette façon splendide et royale que le peuple anglais proprement dit entra dans le monde et prit rang parmi les nations. Cependant, tout en contemplant avec plaisir les hautes et imposantes qualités déployées par nos ancêtres, nous ne pouvons nous empêcher d'avouer que la fin qu'ils poursuivirent était également condamnée par l'humanité et par une politique éclairée, et que les revers qui après une longue et sanglante lutte les forcèrent à abandonner l'espoir d'un grand empire sur le continent, bien loin d'être des désastres, furent d'heureux événements. Le courage des Français se ralluma enfin ; ils commencèrent à opposer aux conquérants étrangers une vigoureuse résistance nationale, et à partir de ce moment l'habileté des capitaines et la bravoure des soldats anglais s'exercèrent, heureusement pour le genre humain, en pure perte. Après bien des combats désespérés et bien des regrets amers, nos ancêtres abandonnèrent la lutte. Depuis cette époque, aucun gouvernement anglais n'a poursuivi sérieusement et avec persévérance l'idée de grandes con-

quêtes sur le continent. Le peuple, il est vrai, continua à caresser avec orgueil le souvenir de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt. Bien des années après la fin de la guerre, il fut facile encore d'échauffer son sang et de lui arracher des subsides par la promesse d'une expédition pour la conquête de la France. Mais heureusement les forces d'énergie de notre pays ont trouvé un meilleur emploi d'elles-mêmes, et maintenant l'Angleterre occupe dans l'histoire du genre humain une place bien plus glorieuse que celle qu'elle y aurait occupée, si, comme cela parut probable à une certaine époque, elle avait conquis par l'épée un ascendant analogue à celui que posséda jadis la république romaine.

Relégué une fois encore dans les limites de son île, ce peuple guerrier employa à la guerre civile ces armes qui avaient été la terreur de l'Europe. Les barons anglais avaient longtemps tiré des provinces opprimées de France les moyens de fournir à leurs prodigues dépenses. Cette source de richesses était épuisée, mais les habitudes luxueuses et fastueuses que la prospérité avait engendrées persistaient toujours, et les grands seigneurs, impuissants désormais à satisfaire leurs goûts en pillant la France, se pillaient mutuellement et avec une sorte d'ardeur. Le royaume où ils étaient maintenant confinés ne pouvait, comme le dit Comines, le plus judicieux observateur de cette époque, suffire pour eux tous. Deux factions aristocratiques, commandées par deux branches de la famille royale, engagèrent une longue et cruelle lutte pour savoir à qui resterait la suprématie; et, comme l'animosité de ces factions n'avait pas sa source réelle dans les disputes relatives à la succession au trône, elle dura longtemps encore après que les motifs de ces disputes eurent disparu. Le parti de la Rose rouge survécut au dernier prince qui réclamait la couronne en vertu des droits de Henri IV; le parti de la Rose blanche survécut au mariage de Richmond et d'Élisa-

beth. Laissés sans aucun chef qui pût décemment faire valoir l'ombre d'un droit, les partisans de la maison de Lancastre se rallièrent à une ligne bâtarde, et les partisans de la maison d'York mirent en avant une série d'imposteurs. Enfin, de guerre lasse, lorsque bien des nobles ambitieux eurent péri sur le champ de bataille ou par la main du bourreau, lorsque bien des maisons illustres eurent disparu de la scène de l'histoire, lorsque les grandes familles qui avaient survécu eurent été épuisées et modérées par les calamités, tout le monde s'accorda à reconnaître que les droits de tous les Plantagenets passaient à la maison de Tudor.

Pendant ce temps, une révolution s'opérait, infiniment plus importante que l'acquisition ou la perte d'une province, que l'avénement ou la chute d'une dynastie. Le servage et tous les maux qui l'accompagnent disparaissaient rapidement.

Il est remarquable que les deux plus grandes et plus salutaires révolutions sociales qui ont eu lieu en Angleterre, celle qui au treizième siècle mit fin à la tyrannie d'une nation sur une autre nation, et celle qui, quelques générations plus tard, mit fin à la possession de l'homme par l'homme, s'accomplirent silencieusement et imperceptiblement. Elles ne frappèrent pas de surprise les observateurs contemporains, et les historiens ne leur ont accordé qu'un médiocre degré d'attention. Elles ne furent accomplies ni par des règlements législatifs, ni par la force physique. Des causes morales toutes seules effacèrent sans bruit, d'abord la distinction entre le Normand et le Saxon, ensuite la distinction entre le maître et l'esclave; mais personne ne pourrait s'aventurer à fixer le moment où ces distinctions cessèrent d'exister. Peut-être eût-il été possible de rencontrer quelques derniers et faibles restes du vieux préjugé normand jusque vers la fin du quatorzième siècle. Des curieux découvr.-

rent, du temps même des Stuarts, quelques faibles vestiges de l'institution du servage, qui d'ailleurs jusqu'à ce jour n'a pas été aboli légalement.

Il serait fort injuste de ne pas reconnaître que le principal agent de ces deux grands affranchissements fut la religion, et il est même permis de douter qu'une religion plus pure eût eu la même efficacité. Sans contredit, l'esprit charitable de la morale chrétienne est opposé aux distinctions de caste; mais ces distinctions sont particulièrement odieuses à l'Église de Rome, car elles sont incompatibles avec d'autres distinctions essentielles dans son système. Elle attribue à tout prêtre une dignité mystérieuse qui lui donne droit au respect de tout laïque, et elle n'admet pas que, pour des raisons de nationalité ou de caste, aucun homme puisse être exclu des fonctions sacerdotales. Ses doctrines touchant le caractère sacerdotal, tout erronées qu'elles puissent être, ont à diverses reprises mitigé quelques-uns des pires maux qui puissent affliger les sociétés. Une superstition ne peut être regardée comme absolument nuisible, lorsque dans des pays frappés des calamités qu'engendre la tyrannie d'une race sur une autre race, elle peut créer une aristocratie entièrement indépendante du préjugé du sang, transformer les relations entre l'oppresseur et l'opprimé, et forcer le maître héréditaire à s'agenouiller au pied du tribunal spirituel du serf héréditaire. De nos jours encore, dans quelques-unes des contrées où existe l'esclavage des noirs, le papisme contraste à son avantage avec toutes les autres formes du christianisme. Il est notoire que l'antipathie entre les races européennes et africaines est moins forte à Rio-Janeiro qu'à Washington. Dans notre propre pays, cette doctrine particulière du système catholique romain produisit au moyen âge de nombreux et salutaires effets. Il est vrai que, peu de temps après la bataille d'Hastings, les abbés et les prélats saxons furent violemment déposés, et que des

aventuriers ecclésiastiques du continent furent mis par centaines en possession d'opulents bénéfices. Cependant, même alors, de pieux docteurs de sang normand élevèrent la voix contre une telle violation de la constitution de l'Église, refusèrent d'accepter la mitre des mains du conquérant, et l'avertirent qu'il lui était défendu, au péril de son âme, d'oublier que les insulaires vaincus étaient ses frères dans le Christ. Le premier protecteur que les Anglais rencontrèrent dans la caste dominante fut l'archevêque Anselme. A une époque où le nom d'Anglais était une injure, où toutes les dignités civiles et militaires du royaume étaient regardées comme devant être la propriété exclusive des compatriotes du conquérant, la race méprisée apprit avec des transports de joie qu'un des siens, Nicolas Breakspear, avait été élevé au trône pontifical et avait tendu son pied à baiser à des ambassadeurs issus des plus nobles maisons de Normandie. Ce fut un sentiment national autant que religieux qui attira les multitudes autour du tombeau de Becket, le premier Anglais qui depuis la conquête se fût montré redoutable aux tyrans étrangers. On trouve un successeur de Becket à la tête des hommes qui obtinrent cette charte, qui assura à la fois les priviléges des barons normands et des *yeomen* saxons. Le témoignage irrécusable de sir Thomas Smith, un des plus habiles conseillers protestants d'Élisabeth, nous apprend quelle grande part prirent par la suite les prêtres catholiques romains à l'abolition du servage. Lorsqu'un possesseur de serfs à l'heure de la mort réclamait les derniers sacrements, ses conseillers spirituels ne manquaient jamais de l'adjurer, s'il tenait au salut de son âme, d'émanciper ses frères pour qui le Christ était mort. L'Église se servit avec tant de succès de ces terribles moyens, qu'elle avait réussi, avant la réformation, à affranchir presque tous les serfs du royaume, excepté les siens, qui d'ailleurs, il faut lui

rendre cette justice, semblent avoir été traités avec une grande douceur.

Il est hors de doute, qu'une fois ces deux grandes révolutions accomplies, nos ancêtres furent de beaucoup le peuple le mieux gouverné de l'Europe. Pendant trois cents ans le système social avait toujours été en progressant. Sous les premiers Plantagenets, il existait des barons capables de défier leurs souverains et des paysans aussi dégradés que les pourceaux et les bœufs qu'ils gardaient. Le pouvoir exorbitant des barons avait été graduellement limité; la condition du paysan avait été graduellement élevée. Une classe moyenne, à la fois agricole et commerçante, s'était formée entre l'aristocratie et le peuple. Sans doute il y avait encore plus d'inégalité qu'il n'est désirable pour le bonheur et la dignité morale de l'espèce humaine; mais personne n'était plus entièrement au-dessus des ordres de la loi, personne n'était plus entièrement en dehors de sa protection.

Que les institutions politiques de l'Angleterre aient dès cette époque reculée fait l'objet de l'orgueil et de l'affection des Anglais, fait l'objet de l'admiration et de l'envie des hommes éclairés des nations voisines, cela est prouvé avec la dernière évidence. Il n'en est pas de même touchant la nature de ces institutions, qui a donné lieu à une foule des controverses acrimonieuses et peu sincères.

Une circonstance qui n'a pas peu contribué à la prospérité de l'Angleterre a très-gravement compromis sa littérature historique. Les changements, tout grands qu'ils soient, que sa constitution politique a subis durant les six derniers siècles, ont été l'effet d'un développement graduel, et non d'une démolition suivie d'une reconstruction. La présente constitution de notre contrée est, à la constitution à l'abri de laquelle elle grandissait il y a cinq cents ans, ce que l'arbre est au plant, ce que l'homme

est à l'enfant. Ses transformations ont été grandes ; toutefois, il n'y a pas eu un seul moment où la majeure partie de cette constitution n'ait été ancienne. De là, naturellement, une grande abondance d'anomalies ; mais nous avons de grandes compensations pour les maux sortis de ces anomalies. D'autres sociétés possèdent des constitutions écrites plus symétriques, mais aucune société n'a encore réussi, comme la nôtre, à unir la révolution aux droits prescrits, le progrès à la stabilité, l'énergie de la jeunesse à la majesté d'une immémoriale antiquité.

Ces grands avantages ont toutefois leurs revers, et l'un de ces revers est celui-ci : c'est que l'esprit de parti a empoisonné presque toutes les sources où l'on peut puiser les origines de notre histoire. Comme il n'y a pas de pays où les hommes d'État aient été autant soumis à l'influence du passé, il n'y en a pas non plus où les historiens aient été autant soumis à l'influence du présent. Il existe une affinité naturelle entre ces deux faits. Dans les pays où l'histoire est considérée simplement comme une peinture de la vie et des mœurs, ou comme une collection d'expériences d'où l'on peut tirer les maximes générales de la sagesse politique, l'écrivain n'éprouve pas de bien vives tentations à dénaturer des événements de vieille date ; mais dans les pays où l'histoire est comme un dépôt d'actes et de titres dont dépendent les droits des gouvernements et des nations, des intérêts déterminants le poussent, avec une force irrésistible, à la falsification. Un Français d'aujourd'hui n'a pas un intérêt bien pressant à exagérer ou à rabaisser le pouvoir des rois de la maison de Valois. Les priviléges des états généraux, des états de Bretagne, des états de Bourgogne, ont maintenant pour lui aussi peu d'importance pratique que la constitution du sanhédrin juif ou du conseil amphictyonique. Le gouffre d'une grande révolution sépare complétement le nouveau système de l'ancien. Mais un tel abîme n'a

pas séparé l'existence de la nation anglaise en deux périodes distinctes. Nos lois et nos coutumes ne sont jamais tombées dans une ruine générale et irréparable. Chez nous, les précédents du moyen âge sont encore valables et encore cités dans les plus graves occasions par les hommes d'État les plus éminents. Ainsi, lorsque le roi George III fut atteint de la maladie qui le rendit incapable d'accomplir ses fonctions royales, et que les légistes et les politiques différaient entièrement d'avis sur le parti à prendre dans ces circonstances, les deux chambres du parlement se refusèrent à discuter aucun plan de régence jusqu'à ce que tous les exemples de cas analogues contenus dans nos annales, à partir des temps les plus reculés, eussent été recherchés et réunis. Des comités furent nommés pour examiner les anciennes archives du royaume. Le premier précédent remontait à l'an 1217 ; on attacha beaucoup d'importance aux précédents de 1326, de 1377 et de 1422; mais celui de 1455 fut considéré, avec juste raison, comme ayant le plus d'analogie avec le fait alors en discussion. Ainsi, dans notre contrée, les plus chers intérêts des partis ont été très-souvent à la merci, pour ainsi dire, des recherches d'antiquaires; aussi, — conséquence inévitable, — nos antiquaires ont-ils été guidés dans leurs recherches par l'esprit de parti.

Il n'est donc pas surprenant que les hommes qui ont écrit sur les limites de la prérogative royale et de la liberté dans la vieille constitution de l'Angleterre, aient généralement montré plutôt le caractère d'avocats furieux et menteurs que le caractère de juges. Ils discutaient, en effet, non sur des matières spéculatives, mais sur des matières qui avaient une relation directe et pratique avec les disputes les plus importantes et les plus ardentes de leur temps. Depuis le commencement du long conflit entre les parlements et les Stuarts, jusqu'au jour où les prétentions des Stuarts cessèrent d'être redoutables, peu de

questions ont eu plus d'importance pratique que la question de savoir si l'administration de cette famille avait été oui ou non d'accord avec l'ancienne constitution du royaume. Cette question ne pouvait être décidée que par l'examen des règnes antérieurs. Bracton et Fleta, le Miroir de justice, et les rôles du parlement, furent pillés et mis à contribution pour y trouver la justification des excès de la chambre étoilée d'une part, de la haute cour de justice de l'autre. Durant de longues années, tout historien whig fit de son mieux pour prouver que le vieux gouvernement anglais était presque entièrement républicain, et tout historien tory pour prouver qu'il était presque entièrement despotique.

C'est avec de tels sentiments que les deux partis fouillèrent les chroniques du moyen âge. Tous deux y trouvèrent tout de suite ce qu'ils y cherchaient, et tous deux se refusèrent obstinément à y voir autre chose que ce qu'ils y cherchaient. Les champions des Stuarts purent facilement montrer des exemples d'oppression exercée par les rois sur leurs sujets. Les défenseurs des Têtes rondes purent, avec non moins de facilité, produire des exemples de résistances audacieuses et triomphantes contre la couronne. Les tories purent extraire des anciens écrits des expressions presque aussi serviles que celles dont retentissait la chaire de Mainwaring, et les whigs y découvrir des expressions aussi hardies et aussi sévères que celles que de son siége de juge lançait Bradshaw. Une certaine catégorie d'écrivains cita les nombreuses occasions où les rois avaient soutiré de l'argent sans l'autorité du parlement; une autre cita les cas où le parlement s'était arrogé le pouvoir d'infliger des châtiments aux rois : de sorte que ceux qui n'auraient prêté l'oreille qu'aux preuves d'un des partis en auraient conclu que les Plantagenets étaient aussi absolus que les sultans de Turquie, ou qu'ils avaient aussi peu de pouvoir réel que les doges de

Venise. L'une et l'autre conclusion auraient été également éloignées de la vérité.

Le vieux gouvernement anglais appartenait à la classe de ces monarchies limitées qui naquirent dans l'Europe occidentale pendant le moyen âge, et qui, malgré bien des différences, avaient toutes un même air de famille. Cette ressemblance n'a rien qui puisse étonner. Les contrées où ces monarchies s'élevèrent avaient été toutes des provinces du même grand empire civilisé, et avaient été toutes submergées et conquises à peu près en même temps, par les tribus d'une même barbare et guerrière nation. Elles avaient été membres de la même grande coalition contre l'islamisme. Elles étaient toutes en communion avec la même orgueilleuse et ambitieuse Église. Leurs constitutions politiques prirent donc naturellement partout la même forme. Elles eurent des institutions dérivées en partie de la Rome impériale, en partie de la Rome papale, en partie de la vieille Germanie. Toutes eurent des rois, et dans toutes les fonctions royales devinrent par degrés strictement héréditaires. Toutes eurent des nobles dont les titres indiquaient une origine militaire : les dignités de la chevalerie, les règlements héraldiques furent les mêmes pour toutes. Toutes enfin eurent des établissements ecclésiastiques richement dotés, des corporations municipales en possession de larges franchises, et des assemblées dont le consentement était nécessaire pour la validité de certains actes publics.

De toutes ces constitutions sœurs, la constitution anglaise fut de très-bonne heure et justement réputée la meilleure. Sans doute les prérogatives du souverain étaient grandes. L'esprit de la religion et l'esprit de la chevalerie concouraient à rehausser sa dignité. L'huile sainte avait coulé sur son front. Le plus brave et le plus noble chevalier pouvait s'agenouiller à ses pieds sans crainte de s'avilir. Sa personne était inviolable. Lui seul avait

le droit de convoquer les états du royaume, qu'il pouvait dissoudre selon son bon plaisir, et dont les actes législatifs ne pouvaient se passer de son assentiment. Il était le chef de l'administration exécutive, l'unique organe de la nation vis-à-vis des puissances étrangères, le capitaine des forces de terre et de mer de l'État, la fontaine de justice, de clémence et d'honneur. Il avait de grands pouvoirs pour régler le commerce. La monnaie était frappée en son nom; il fixait les poids et mesures, déterminait les lieux pour l'établissement des marchés et des ports. Son patronage ecclésiastique était immense. Ses revenus héréditaires, administrés avec économie, suffisaient à couvrir les dépenses ordinaires du gouvernement. Ses domaines particuliers étaient très-vastes. Il était en outre le seigneur suzerain du sol entier de son royaume, et en cette qualité possédait un nombre infini de droits lucratifs et formidables qui le mettaient à même d'inquiéter et d'écraser ceux qui traversaient ses desseins, d'enrichir et d'élever, sans qu'il lui en coûtât rien, ceux qui jouissaient de sa faveur.

Mais son pouvoir, quoique immense, était limité par trois grands principes constitutionnels, si anciens que personne ne peut dire à quelle époque ils ont commencé d'exister, si puissants que leur développement naturel, se continuant à travers les générations, a produit l'ordre de choses sous lequel nous vivons aujourd'hui.

Premièrement, le roi ne pouvait faire aucun acte législatif sans le consentement de son parlement; secondement, il ne pouvait pas imposer de taxes sans le consentement de ce même parlement; troisièmement, il était tenu de gouverner selon les lois du pays, et s'il violait ces lois, ses agents et ses conseillers étaient responsables.

Il n'y a pas un tory sincère qui voulût nier que ces principes ont depuis cinq cents ans acquis l'autorité de

lois fondamentales. D'autre part, aucun whig sincère n'affirmera qu'avant une époque très-rapprochée de nous, ces principes aient été dépouillés de toute ambiguïté et poussés à leurs dernières conséquences. Une constitution du moyen âge n'était pas comme une constitution du dix-huitième ou du dix-neuvième siècle, créée d'un seul coup par un acte unique et promulguée tout entière dans un seul document. Ce n'est que dans les époques raffinées et philosophiques qu'une organisation politique est construite par système. Dans les sociétés grossières, les progrès du gouvernement ressemblent aux progrès du langage et de la versification. Les sociétés grossières ont un langage souvent abondant et énergique, mais elles n'ont pas de grammaire scientifiquement formée, ni de définitions pour les substantifs et les verbes, ni de noms pour les déclinaisons, les modes, les temps et les sons divers. Les sociétés grossières ont souvent une versification d'une grande puissance et d'une grande douceur, mais elles n'ont pas de lois métriques, et le ménestrel dont les vers charment l'auditoire par leur nombre, réglé seulement par l'oreille, serait incapable de dire de combien de dactyles et de trochées chacun d'eux est composé. De même que l'éloquence existe avant la syntaxe et la poésie avant la prosodie, de même le gouvernement peut exister, et atteindre à un haut degré d'excellence, longtemps avant que les limites des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, aient été tracées avec précision.

Il en fut ainsi dans notre pays. La ligne qui délimitait les frontières de la prérogative royale, quoiqu'en général suffisamment nette, n'avait pas été tirée partout assez distinctement et assez correctement. Il en résulta donc que sur cette frontière il y eut une sorte de terrain contestable et contesté, sur lequel eurent lieu des incursions et des représailles, jusqu'au moment où, après des siècles de combat, des bornes durables et

visibles furent enfin posées. Il peut être instructif de dire de quelle façon et jusqu'à quel point nos anciens souverains avaient l'habitude de violer les trois grands principes protecteurs des libertés de la nation.

Aucun roi d'Angleterre n'a jamais réclamé des droits au pouvoir législatif général. Les plus violents et les plus impérieux des Plantagenets ne se sont jamais imaginé qu'ils étaient compétents pour ordonner, sans le consentement de leur grand conseil, qu'un jury serait composé de dix personnes au lieu de douze, que le douaire d'une veuve serait d'un quart au lieu d'être d'un tiers, que le parjure serait considéré comme une félonie, ou que la coutume du *Gavelkind* serait introduite dans le Yorkshire [1]. Mais le roi avait le pouvoir de faire grâce aux coupables, et il est un point où le droit de faire grâce et le pouvoir de faire la loi semblent se fondre l'un dans l'autre, et peuvent dans un âge naïf être aisément pris l'un pour l'autre. Un statut pénal est virtuellement annulé si les pénalités qu'il impose sont régulièrement remises aussi souvent qu'elles sont encourues. Le souverain ayant sans contredit le droit illimité de remettre les peines avait donc le pouvoir d'annuler virtuellement un statut pénal. On pouvait penser qu'il n'existait pas d'objection sérieuse à ce qu'il fît formellement ce qu'il pouvait faire virtuellement. C'est ainsi, et avec l'aide de légistes subtils et courtisans, que grandit, sur la frontière douteuse qui sépare les fonctions exécutives des fonctions législatives, cette énorme anomalie connue sous le nom de *pouvoir de dispense*.

Il a été admis depuis un temps immémorial, comme une des lois fondamentales de l'Angleterre, que le roi ne pouvait imposer de taxes sans le consentement du parlement. Cette condition formait un des articles de

[1] Tout ceci est excellemment exposé par M. Hallam, dans le premier chapitre de son Histoire constitutionnelle.

la grande charte que les barons obligèrent le roi Jean à signer. Édouard Ier se hasarda à violer cette loi ; mais malgré son habileté, sa puissance et sa popularité, il rencontra une telle opposition, qu'il jugea prudent de céder. Il stipula en conséquence et en termes exprès que ni lui ni ses héritiers ne lèveraient à l'avenir aucun impôt sans l'assentiment et le bon vouloir des états du royaume. Son puissant et victorieux petit-fils essaya à son tour de violer ce pacte solennel, mais cette tentative rencontra une vigoureuse résistance. Enfin les Plantagenets, en désespoir de cause, abandonnèrent la partie; mais tout en cessant d'enfreindre ouvertement la loi, ils réussirent dans certaines occasions, en usant de moyens évasifs, à se procurer des ressources extraordinaires pour un motif temporaire. Il leur était interdit d'imposer des taxes, mais ils réclamèrent le droit de demander et d'emprunter. Ils demandèrent donc, et quelquefois d'un ton qui ressemblait assez à celui d'un ordre absolu ; ils empruntèrent, et quelquefois sans l'intention de rendre. Mais la nécessité où l'on était de déguiser les exactions sous les noms d'emprunts et de dons volontaires prouve suffisamment que l'autorité de ce grand principe constitutionnel concernant l'impôt était universellement reconnue.

Le principe que le roi d'Angleterre était tenu de gouverner conformément aux lois, et que dans le cas de violation de la loi, ses conseillers et ses agents étaient responsables, fut établi à une époque très-reculée, comme le prouvent suffisamment les sévères jugements prononcés et mis à exécution contre un grand nombre de favoris. Toutefois, il est certain que les droits des individus furent souvent violés par les Plantagenets, et qu'il fut souvent impossible aux parties lésées d'obtenir réparation. Selon la loi, aucun Anglais ne pouvait être arrêté et retenu en prison sur le simple mandat du

souverain. Mais en fait, des personnes qui inquiétaient le gouvernement furent souvent emprisonnées sans autre autorité qu'un ordre royal. Selon la loi, la torture, cette honte de la jurisprudence romaine, ne pouvait dans aucune circonstance être appliquée à un sujet anglais. Néanmoins, pendant les troubles du quinzième siècle, un chevalet fut placé dans la Tour et fut fréquemment employé sous des prétextes de nécessité politique. Mais ce serait une grande erreur que de tirer de ces irrégularités la conclusion qu'en fait ou en théorie les monarques anglais étaient rois absolus. Nous vivons dans une société extrêmement civilisée, où la connaissance des faits est répandue avec tant de rapidité par le moyen de la presse et de la poste, que tout acte brutal d'oppression commis sur n'importe quel point de notre île serait au bout de quelques heures l'objet des discussions de millions d'hommes. Si un souverain emprisonnait un sujet, au mépris de l'*habeas corpus*, ou soumettait à la torture un conspirateur, la nation tout entière serait immédiatement électrisée par ces nouvelles. Au moyen âge, l'etat de la société était tout autre. Les injustices individuelles atteignaient rarement et très-difficilement les oreilles du public. Un homme pouvait être enfermé illégalement pendant des mois entiers dans le château de Carlisle ou de Norwich sans que le plus léger murmure touchant cette affaire arrivât jusqu'à Londres. Il est même très-probable que les instruments de torture étaient employés bien des années avant que la majorité de la nation en eût le moindre soupçon. Nos ancêtres n'étaient pas d'ailleurs aussi susceptibles que nous le sommes sur l'importance de maintenir strictement les grands principes généraux. Une longue expérience nous a enseigné le danger qu'il y a à laisser passer sans en prendre acte toute infraction à la constitution. Il est donc universellement admis aujourd'hui qu'un gouvernement qui sans nécessité excède son pouvoir doit recevoir du

parlement une sévère réprimande, et qu'un gouvernement qui sous la pression de grandes nécessités et dans des intentions pures a excédé son pouvoir, doit sans retard s'empresser de soumettre sa conduite au parlement et solliciter son absolution. Mais tels n'étaient pas les sentiments des Anglais du quatorzième et du quinzième siècle. Ils étaient peu disposés à défendre un principe pour lui-même, ou à s'élever contre une irrégularité dont ils n'avaient pas immédiatement à souffrir. Tant que l'esprit général de l'administration restait doux et populaire, ils laissaient volontiers leur souverain prendre quelques latitudes. Si le souverain, dans une fin généralement reconnue bonne, agissait vigoureusement en dehors de la loi, non-seulement ils lui pardonnaient, mais ils l'applaudissaient et n'étaient que trop disposés à croire, tant qu'ils jouissaient sous son gouvernement de la sécurité et de la prospérité, que quiconque avait encouru son déplaisir, l'avait mérité. Mais cette indulgence avait ses limites, et il aurait été peu sage le roi qui aurait trop compté sur la patience des Anglais. Ils pouvaient bien lui permettre quelquefois de franchir la barrière constitutionnelle, mais à la condition de s'accorder le privilége de franchir eux-même cette même barrière toutes les fois que les empiétements du roi seraient assez sérieux pour exciter leurs alarmes. Si, non content d'opprimer de temps à autre les individus, le roi osait opprimer les multitudes, alors ses sujets en appelaient immédiatement aux lois, et si cet appel faisait défaut, ils en appelaient bien vite au dieu des batailles.

A la vérité, les Anglais de cette époque pouvaient passer à leurs rois quelques excès, car ils avaient en réserve un frein qui mettait bientôt à la raison le roi le plus orgueilleux et le plus farouche, le frein de la force physique. Il est difficile à un Anglais du dix-neuvième siècle de s'imaginer avec quelle facilité et quelle rapidité ce

frein était employé, il y a quatre cents ans. Le peuple a désappris depuis longtemps le maniement des armes. L'art de la guerre a été porté à un point de perfection inconnu à nos ancêtres, et la connaissance de cet art est restreinte à une classe d'hommes particulière. Cent mille soldats, bien disciplinés et bien commandés, maintiendront des millions de paysans et d'artisans. Quelques régiments de troupes municipales suffisent pour imposer le respect à tous les mécontents d'une grande capitale. En même temps, un des effets du progrès constant de la richesse a été de faire considérer par tous les esprits réfléchis une insurrection comme infiniment plus désastreuse qu'une mauvaise administration. D'immenses sommes ont été employées à des travaux qui, si une insurrection éclatait, pourraient disparaitre en quelques heures. La valeur de la richesse mobilière entassée dans les boutiques et les magasins de Londres seulement est cinq cents fois plus grande que toutes les valeurs réunies de l'Angleterre au temps des Plantagenets; et si le gouvernement était renversé par la force brutale, toutes ces richesses seraient en danger d'être pillées et détruites. Le crédit public, dont dépendent directement les ressources de milliers de familles, et auquel se rattache, par des liens indissolubles le crédit commercial du monde entier, courrait encore de plus grands périls. Il n'y a pas d'exagération à dire qu'une guerre civile d'une semaine, en Angleterre, produirait maintenant des désastres qui se feraient sentir depuis le Hoang-ho jusqu'au Missouri, et dont les traces seraient encore visibles après un siècle. Dans un tel état social, la résistance doit être considérée comme un remède plus désespéré qu'aucune maladie qui puisse affliger l'État. Au moyen âge, au contraire, la résistance était le remède ordinaire aux maladies politiques, un remède toujours prêt, et qui, bien que terrible dans le moment, n'avait pas d'effets profonds et durables. Si un chef populaire dé-

ployait son étendard en faveur d'une cause populaire, une armée irrégulière pouvait être levée en un jour. D'armée régulière, il n'en existait pas. Tout homme savait un peu le métier de soldat, mais personne à peu près ne le savait complétement. Les troupeaux et le bétail, la moisson de l'année, les chétives habitations du peuple, composaient en grande partie la richesse nationale. Tout l'ameublement, tout l'approvisionnement des boutiques, tous les instruments et outils que l'on aurait pu trouver dans le royaume étaient de moindre valeur que la propriété de quelques-unes de nos paroisses d'aujourd'hui. Les manufactures étaient grossières, le crédit à peu près inconnu; la société, par conséquent, se remettait facilement du coup aussitôt que le conflit était terminé. Les calamités de la guerre civile se bornaient à un massacre sur le champ de bataille, et à quelques exécutions et confiscations subséquentes. Une semaine après le combat, le paysan conduisait sa charrette, et le gentilhomme lançait ses faucons dans la campagne de Towton ou de Bosworth, comme si rien d'extraordinaire n'avait interrompu le cours régulier de la vie humaine.

Il y a maintenant cent soixante années que le peuple anglais a renversé pour la dernière fois par la force un gouvernement. Durant les cent soixante années qui précédèrent l'union des deux Roses, neuf rois régnèrent en Angleterre. De ces neuf rois, six furent déposés; cinq perdirent la vie en même temps que la couronne. Il est donc évident que toute comparaison entre notre ancien et notre nouveau système politique conduirait aux conclusions les plus erronées, si l'on négligeait d'accorder toute l'importance qu'elles méritent à ces restrictions que l'esprit de résistance et la crainte de la résistance imposaient constamment au pouvoir des Plantagenets. Comme nos ancêtres avaient contre la tyrannie un important moyen de défense qui nous manque, ils pouvaient aisément se

passer de certaines garanties auxquelles nous attachons justement la plus haute importance. Ne pouvant, sans courir des périls devant lesquels recule l'imagination, employer la force physique comme frein contre une mauvaise administration, il est évident que nous devons mettre toute notre sagesse à tenir en bon état, pour ainsi dire, tous les freins constitutionnels, à surveiller avec jalousie les premiers essais d'empiétement, à ne souffrir jamais que des irrégularités, même inoffensives, passent sans protestation, de peur que ces irrégularités n'acquièrent la force de précédents. Il y a quatre cents ans, une aussi minutieuse vigilance pouvait paraître inutile. Une nation d'archers, d'hommes d'armes robustes, pouvait, sans danger pour ses libertés, tolérer et même appuyer quelques actes illégaux chez un prince dont l'administration générale était bonne, et qui n'avait pas pour défendre son trône une seule compagnie de soldats réguliers.

Sous ce régime, qui peut paraître grossier si on le compare à ces constitutions soigneusement élaborées dont les dernières soixante-dix années ont été fécondes, les Anglais jouirent longtemps, et dans une large mesure, de la liberté et du bonheur. Bien que sous le faible règne de Henri VI l'État fût déchiré, d'abord par les factions, ensuite par les guerres civiles; bien qu'Édouard IV fût un prince d'un caractère dissolu et impérieux, et que Richard III ait été considéré généralement comme un monstre de dépravation; bien que les exactions de Henri VIII aient excité de violents murmures, il est certain cependant que sous ces mauvais rois nos ancêtres étaient infiniment mieux gouvernés que les Belges sous Philippe, surnommé le Bon, et que les Français sous ce roi Louis surnommé le Père du peuple. Même au moment où les fureurs de la guerre des deux Roses étaient le plus allumées, notre contrée paraît avoir été dans une meilleure condition que les royaumes voisins, malgré les années de profonde et longue paix dont

ils avaient joui. Comines était certainement un des hommes d'État les plus éclairés de son temps. Il avait vu les pays les plus riches et les plus civilisés du continent; il avait vécu dans les villes opulentes des Flandres, ces Manchester et ces Liverpool du quinzième siècle; il avait visité Florence, récemment embellie par la magnificence de Laurent de Médicis, et Venise, qui n'avait pas encore été abaissée par les confédérés de Cambrai; eh bien, cet homme éminent déclarait positivement que de tous les pays l'Angleterre était à sa connaissance le mieux gouverné : il parlait de sa constitution comme d'une chose juste et sainte, qui, en même temps qu'elle protégeait le peuple, augmentait en réalité la force du prince qui savait la respecter. Nulle part, disait-il, les hommes n'étaient aussi efficacement protégés contre l'injustice. Les calamités produites par nos guerres intestines ne lui semblaient avoir atteint que les nobles et les hommes de guerre, et n'avoir laissé aucune de ces traces qu'il était accoutumé à voir partout ailleurs : ni habitations ruinées, ni villes dépeuplées.

Ce n'était pas seulement par l'efficacité de ces contraintes légales imposées à la prérogative royale, que l'Angleterre se distinguait avantageusement de la plupart des contrées voisines. Une particularité moins remarquée, mais également importante, était la position de la noblesse vis-à-vis des autres classes de la société. Notre aristocratie héréditaire était fortement constituée; mais de toutes les aristocraties héréditaires elle était la moins insolente et la moins exclusive. Elle n'avait aucun des caractères odieux d'une caste. Elle ouvrait constamment ses rangs à des membres du peuple, et envoyait constamment ses propres membres se mêler avec le peuple. Tout gentilhomme pouvait devenir pair. Le plus jeune fils d'un pair n'était qu'un simple gentilhomme. Des petits-fils de pairs cédaient le pas à des chevaliers de création récente. Cette dignité

le chevalier n'était point hors de la portée de l'homme qui avait acquis par son activité et son économie une grande position de fortune, ou qui s'était signalé par sa valeur à un siége ou à une bataille. On ne regardait pas comme une mésalliance pour la fille d'un duc, et même d'un duc de sang royal, un mariage avec un membre distingué de la bourgeoisie. C'est ainsi que sir John Howard épousa la fille de Thomas Mowbray, duc de Norfolk, et sir Richard Pole la comtesse de Salisbury, fille de George, duc de Clarence. La noblesse du sang était certainement tenue en haute estime; mais entre la noblesse du sang et les priviléges de la pairie, il n'y avait, heureusement pour notre pays, aucune union nécessaire et indissoluble. On pouvait trouver des généalogies aussi longues et des écussons aussi vieux en dehors de la chambre des Communes que dans son enceinte. Des hommes nouveaux portaient les plus hauts titres, tandis que des hommes bien connus comme descendants des chevaliers qui avaient rompu les rangs des Saxons à Hastings, et escaladé les murailles de Jérusalem, n'en portaient aucun. Il y avait des Bohuns, des Mowbray, des De Vere, bien plus, des parents même de la maison de Plantagenet, qui n'ajoutaient pas à leur nom de titres plus élevés que celui d'*esquire*, et qui ne jouissaient pas de plus de priviléges civils que le premier fermier et le premier boutiquier venus. Il n'existait chez nous aucune de ces barrières qui dans d'autres pays séparaient les patriciens des plébéiens. Le bourgeois n'avait aucune envie de murmurer contre des dignités auxquelles ses enfants pouvaient atteindre. Le grand seigneur n'avait aucun penchant à insulter une classe dans laquelle ses propres enfants devaient descendre.

Après les guerres d'York et de Lancastre, les liens qui unissaient la noblesse à la bourgeoisie devinrent plus étroits et plus nombreux que jamais. On peut s'expliquer l'étendue des pertes qu'avait supportée la vieille

aristocratie par un seul fait. En l'année 1451, Henri VI convoqua cinquante-trois lords temporels au parlement. Les lords temporels, convoqués par Henri VII au parlement de 1485, n'étaient que vingt-neuf, et dans ce nombre restreint figuraient encore quelques hommes récemment élevés à la pairie. Durant le siècle suivant, on recruta largement dans les rangs de la bourgeoisie pour remplir les vides de la noblesse. La constitution de la chambre des Communes contribua grandement à favoriser ce salutaire mélange des classes. Le chevalier de comté était le lien qui rattachait le baron au simple boutiquier. Sur les mêmes bancs ou siégeaient les orfévres, les drapiers et les épiciers que les villes commerciales avaient envoyés au parlement, siégeaient aussi des membres qui, dans tout autre pays, eussent été nobles, seigneurs héréditaires de châteaux, eussent eu droit de rendre la justice et de porter la cotte d'armes, capables comme ils l'étaient tous de prouver une illustre origine et de montrer une longue lignée d'ancêtres. Quelques-uns étaient les plus jeunes fils ou les frères des grands lords du royaume. D'autres pouvaient même se vanter d'être du sang royal. Enfin le fils aîné d'un comte de Bedford, à qui on donnait, par politesse, le second titre de son père, se porta candidat à la chambre des Communes, et son exemple fut suivi par d'autres membres de la haute aristocratie héréditaire. Une fois assis dans la chambre des Communes, les héritiers des grands seigneurs du royaume devinrent naturellement aussi zélés pour ses priviléges que le plus humble des bourgeois auxquels ils étaient mêlés. Ainsi notre démocratie fut, dès l'origine, la plus aristocratique, et notre aristocratie la plus démocratique du monde, particularité qui s'est continuée jusqu'à ce jour, et qui a produit de nombreux et importants résultats moraux et politiques.

Le gouvernement de Henri VII, de son fils et de ses petits enfants fut, en somme, plus arbitraire que celui des

Plantagenets. Leur caractère personnel peut, jusqu'à un certain point, expliquer cette différence; car le courage et la force de volonté furent des qualités communes à tous les membres de la maison de Tudor, hommes et femmes. Ils exercèrent le pouvoir pendant une période de cent vingt ans, toujours avec vigueur, souvent avec violence, quelquefois avec cruauté. Imitant la dynastie qui les avait précédés, ils empiétèrent maintes fois sur les droits de leurs sujets, levèrent à l'occasion des taxes sous le nom d'emprunts et de dons gratuits, et à l'occasion aussi suspendirent l'action des lois pénales. Bien plus, quoiqu'ils ne se fussent jamais cru le droit de pouvoir faire aucune loi permanente de leur autorité privée, ils prirent sur eux-mêmes quelquefois, en l'absence du parlement, de faire face par des édits temporaires à des exigences momentanées. Il était toutefois impossible aux Tudors de pousser l'oppression au delà d'une certaine limite; car ils n'avaient pas de force armée à leur disposition et ils étaient environnés par un peuple armé. Leur palais était gardé par un petit nombre de domestiques que la milice d'un seul comté ou d'un seul quartier de Londres aurait aisément dominés. Ces princes hautains se trouvaient donc soumis à une contrainte plus forte que celle d'aucune loi, à une contrainte incapable de les empêcher à la vérité de faire subir parfois à tel ou tel individu un traitement arbitraire et même barbare, mais qui garantissait avec efficacité la nation contre une oppression générale et continue. Ils pouvaient en toute sécurité être tyrans dans l'intérieur de leur cour; mais il leur fallait veiller, avec une anxiété constante, à ne pas exciter la colère nationale. Henri VIII, par exemple, ne rencontra pas d'opposition lorsqu'il lui fit plaisir d'envoyer à l'échafaud Buckingham et Surrey, Anne de Boleyn et lady Salisbury. Mais lorsque, sans le consentement du parlement, il demanda à ses sujets une contribution s'élevant au sixième de leurs biens, il se

vit bientôt obligé de se rétracter. Les multitudes n'eurent qu'un cri : Nous sommes Anglais et non Français, hommes libres et non esclaves. Dans le comté de Kent, les commissaires royaux furent forcés de s'enfuir pour sauver leur vie. Dans le comté de Suffolk, quatre mille hommes prirent soudain les armes. Les lieutenants du roi pour ce comté essayèrent vainement d'y lever une armée, les hommes qui n'étaient pas allés rejoindre l'insurrection déclarèrent qu'ils ne combattraient pas contre leurs frères dans une semblable querelle. Henri, tout orgueilleux et volontaire qu'il fût, recula avec raison devant une lutte avec les colères de la nation soulevée. Il avait devant les yeux la destinée de ses prédécesseurs, qui avaient péri à Berkeley et à Pomfret. Non-seulement il cassa ses commissions illégales, non-seulement il accorda un pardon général à tous les mécontents, mais encore il fit des excuses publiques et solennelles pour ses violations de la loi.

Sa conduite en cette occasion donne très-exactement l'explication de la politique de tous les souverains de sa maison. Le caractère des princes de cette famille était violent, et leur ardeur était entreprenante, mais ils avaient l'intelligence du caractère de la nation qu'ils avaient à gouverner, et jamais, comme l'avaient fait quelques-uns de leurs prédécesseurs, comme devaient le faire quelques-uns de leurs successeurs, ils ne poussèrent l'opiniâtreté à l'extrême. La prudence des Tudors fut si grande que leur pouvoir, qui rencontra souvent des résistances, ne fut jamais renversé. Les règnes de tous ces princes, sans exception, furent troublés par de formidables mécontentements, mais le gouvernement ne manqua jamais d'agir de façon, soit à apaiser les mutins, soit à s'en rendre maître et à les punir. Quelquefois, par des concessions faites à propos, il empêcha la guerre civile; mais le plus souvent il tint ferme et appela à son secours la nation elle-même. Alors la nation obéissait à

l'appel, se ralliait autour de son souverain et le mettait à même de réprimer les minorités mécontentes.

Ainsi, depuis le règne de Henri III jusqu'au règne d'Élisabeth, l'Angleterre grandit et prospéra sous une organisation politique qui contenait le germe de nos institutions actuelles, et qui, bien qu'inexactement définie et inexactement observée et respectée, ne dégénéra pourtant jamais en despotisme véritable, grâce à la crainte qu'inspiraient aux gouvernants l'audace et la force des gouvernés.

Mais un tel système politique n'est convenable qu'à une certaine phase du progrès social. Les mêmes causes qui produisent la division du travail dans les arts de la paix doivent à la longue faire de la guerre une science distincte et une profession à part. Il arrive un temps où l'usage des armes commence à occuper exclusivement l'attention d'une classe d'hommes particulière. On s'aperçoit bientôt que des paysans et des bourgeois, quoique braves, sont incapables de résister à de vieux soldats qui ont employé toute leur vie à se préparer pour le jour du combat, dont les nerfs, grâce à une longue habitude du danger, ont perdu dès longtemps toute leur susceptibilité et toutes leurs inquiétudes irréfléchies, dont les mouvements ont toute la précision mécanique d'une horloge. On sent que la défense des nations ne peut plus être confiée avec sûreté à des soldats enlevés à leur charrue ou à leur navette pour une campagne de quarante jours. Si un État quelconque forme une grande armée régulière, les États voisins doivent suivre son exemple ou se résigner à un joug étranger. Mais là où existe une grande armée régulière, la monarchie tempérée, telle qu'elle existait au moyen âge, ne peut pas durer plus longtemps. Le souverain se trouve tout à coup délivré de la principale entrave qui modérait son pouvoir, et alors il devient inévitablement absolu, s'il n'est soumis à des moyens de contrôle qui sont

superflus dans une société où tous les citoyens sont soldats par occasion, où personne ne l'est d'une manière permanente.

Avec le danger se présentèrent aussi les moyens de l'éviter. Dans les monarchies du moyen âge, le pouvoir de l'épée appartenait au prince, mais le pouvoir de la bourse appartenait à la nation, et le progrès de la civilisation, en rendant de plus en plus redoutable au peuple l'épée du souverain, rendit aussi de plus en plus nécessaire au souverain la bourse de la nation. Les revenus héréditaires du roi ne lui suffirent plus, même pour les dépenses du gouvernement civil. Il lui était complétement impossible, sans un vaste et régulier système d'impôts, d'entretenir en bon état, et de manière à ce qu'il fût toujours propre à servir, un corps considérable de troupes disciplinées. La politique que les assemblées parlementaires auraient dû adopter, c'était de maintenir fermement leur droit constitutionnel, d'accorder ou de refuser l'impôt, et de refuser résolûment les fonds pour l'entretien des armées, jusqu'à ce que d'amples garanties eussent protégé la société contre un despotisme possible.

Cette sage politique ne fut suivie que dans notre pays. Dans les royaumes voisins, de grands établissements militaires furent formés, nuls moyens nouveaux de sauvegarde pour les libertés publiques ne furent inventés, et, en conséquence, les vieilles institutions parlementaires cessèrent partout d'exister. En France, où ces institutions avaient toujours été faibles, elles languirent et moururent enfin de leur propre faiblesse. En Espagne, où elles avaient été aussi fortes que dans n'importe quel autre État de l'Europe, elles luttèrent vaillamment pour maintenir leur existence, mais elles luttèrent trop tard. Les artisans de Tolède et de Valladolid défendirent vainement les priviléges des cortès de Castille contre les bataillons de vétérans de Charles-Quint. Ce fut aussi vainement que, une génération plus tard, les citoyens de Saragosse luttèrent

contre Philippe II pour défendre la vieille constitution d'Aragon. L'un après l'autre, les grands conseils nationaux des monarchies continentales qui, naguère encore, étaient presque aussi puissants et aussi fiers que ceux qui siégeaient à Westminster, tombèrent dans la dernière insignifiance. S'ils se réunirent, ce fut comme notre Convocation ecclésiastique se réunit aujourd'hui, pour maintenir quelques vénérables formes.

En Angleterre, les événements prirent un cours tout différent. Notre pays dut ce bonheur singulier principalement à sa situation géographique. Avant la fin du quinzième siècle, de grands établissements militaires étaient devenus indispensables à la dignité et même à la sécurité des monarchies espagnole et française. Si l'une de ces deux puissances avait désarmé, elle aurait été bientôt forcée de se soumettre aux volontés de l'autre. Mais l'Angleterre, protégée par la mer contre l'invasion, et rarement engagée dans des opérations militaires sur le continent, n'était pas encore dans la nécessité d'employer des troupes régulières. Le seizième siècle, le dix-septième siècle la trouvèrent sans armée permanente. Au commencement du dix-septième siècle, la science politique avait fait des progrès considérables. La destinée des cortès espagnoles et des états généraux de France avait donné un solennel avertissement à nos parlements, et ceux-ci, pleinement informés de la nature et de l'importance du danger, adoptèrent, à temps, un système de tactique qui, après une lutte continuée pendant trois générations, finit par triompher.

Presque tous les écrivains qui ont parlé de cette lutte ont tâché de prouver que le parti auquel ils appartenaient était celui qui avait lutté pour préserver de toute altération la vieille constitution. La vérité, c'est que cette vieille constitution ne pouvait pas durer plus longtemps sans être altérée. Une loi supérieure au contrôle de la sagesse humaine avait décrété qu'il n'existe-

rait pas plus longtemps de gouvernements semblables à celui qui, au quatorzième et au quinzième siècle, avait été commun à toute l'Europe. La question n'était donc pas de savoir si notre constitution devait subir un changement, mais de savoir quelle serait la nature de ce changement. L'avénement d'une force nouvelle et puissante avait détruit le vieil équilibre, et avait transformé l'une après l'autre les monarchies limitées en monarchies absolues. Ce qui était arrivé ailleurs allait certainement arriver chez nous, si on ne rétablissait pas l'équilibre en transférant au parlement une grande partie du pouvoir de la couronne. Nos princes allaient avoir entre leurs mains des moyens d'imposer l'obéissance tels que n'en avaient possédés ni les Plantagenets, ni les Tudors; ils allaient donc inévitablement devenir des despotes, s'ils n'étaient en même temps soumis à des entraves auxquelles n'avaient été soumis ni les Plantagenets, ni les Tudors.

Il est donc hors de doute que, même n'y eût-il eu en jeu que de simples causes politiques, le dix-septième ne se serait pas passé sans une lutte terrible entre nos rois et leurs parlements. Mais d'autres causes plus puissantes encore peut-être contribuèrent à produire le même résultat. Pendant que le gouvernement des Tudors était à son plus haut degré de puissance, il arriva un événement qui a donné son caractère et ses couleurs aux destinées de toutes les nations chrétiennes, et spécialement de l'Angleterre. Deux fois, durant le moyen âge, l'esprit de l'Europe s'était soulevé contre la domination de Rome. La première insurrection éclata dans le midi de la France. L'énergie d'Innocent III, le zèle des ordres alors tout nouveaux de François et de Dominique, la férocité des croisés, que le clergé lâcha sur une population peu guerrière, écrasèrent les églises des Albigeois. La seconde tentative de réformation vint de l'Angleterre, et se répandit en Bohême. Le concile de Constance, en supprimant quelques abus ecclésiastiques

qui avaient été le scandale de la chrétienté, et en usant sans trêve ni merci du bûcher et de l'épée contre les hérétiques, réussit à arrêter et à anéantir le mouvement. Ce dénoûment n'est pas très-regrettable. Les sympathies d'un protestant, il est vrai, doivent se tourner naturellement du côté des Albigeois et des Lollards. Cependant un protestant éclairé et modéré sera peut-être porté à douter que le succès des Albigeois ou des Lollards eût en somme fait avancer beaucoup le bonheur et la sagesse du genre humain. Il y a des raisons de croire que si l'Église romaine, toute corrompue qu'elle fût, avait été renversée au douzième ou même au quatorzième siècle, la place qu'elle aurait laissée vide aurait été remplie par un système infiniment plus corrompu encore. Il n'y avait alors dans la plus grande partie de l'Europe que bien peu de science, et ce peu était la propriété du clergé. Il n'y avait pas un homme, sur cinq cents, qui fût capable de lire couramment un psaume. Les livres étaient rares et coûteux. L'art de l'imprimerie était inconnu. Des copies de la Bible, inférieures en beauté et en correction à celles que peut se procurer maintenant le premier paysan venu, se vendaient à des prix que beaucoup de prêtres ne pouvaient pas donner. Il était matériellement impossible que les laïques pussent chercher par eux-mêmes l'explication des Écritures. Il est donc probable qu'aussitôt après avoir brisé un joug spirituel, ils seraient retombés sous un autre, et que le pouvoir exercé jusqu'alors par le clergé de l'Église de Rome aurait passé à une pire classe de docteurs. Le seizième siècle fut, comparativement aux siècles précédents, un siècle de lumière; et pourtant, même dans ce seizième siècle, un grand nombre de ceux qui avaient abandonné la vieille religion suivirent le premier guide spécieux qui se présenta à eux et eut l'art de les séduire, et tombèrent bientôt dans des erreurs infiniment plus graves que celles qu'ils avaient abjurées. Ainsi Matthias

et Kniperdoling, ces apôtres de la convoitise charnelle, du pillage et du meurtre, purent un moment gouverner de grandes cités. A une époque de plus grandes ténèbres, de tels faux prophètes auraient pu certainement fonder des empires, et le christianisme aurait pu être ainsi perverti et transformé en une superstition cruelle et licencieuse, plus nuisible, non-seulement que la papauté, mais même que l'islamisme.

C'est environ cent ans après le concile de Constance que commença ce grand changement appelé du nom expressif de réformation. Les temps étaient mûrs maintenant. Le clergé n'était plus l'unique ou le principal dépositaire de la science. L'invention de l'imprimerie avait fourni aux hommes qui montaient à l'assaut de l'Église une arme puissante dont avaient manqué leurs prédécesseurs. L'étude des anciens écrivains, le développement rapide des langages modernes, l'activité toute nouvelle qui fut déployée dans tous les genres de littérature, l'état politique de l'Europe, les vices de la cour de Rome, les exactions de la chancellerie romaine, la jalousie très-explicable avec laquelle les laïques voyaient les richesses et les priviléges du clergé, et la jalousie très-naturelle aussi qu'inspirait aux hommes de ce côté-ci des Alpes l'ascendant de l'Italie, toutes ces causes réunies donnèrent aux docteurs de la nouvelle théologie un avantage dont ils surent admirablement profiter.

Ceux qui croient que l'influence de l'Église de Rome au moyen âge fut au total bienfaisante pour l'humanité peuvent, sans aucune inconséquence, regarder aussi la réformation comme une inestimable bienfait. Les lisières qui servent à guider, protéger et soutenir l'enfant gêneraient l'homme fait. De même aussi les moyens par lesquels, à une certaine phase de son développement, l'esprit humain se soutient et grandit, ne sont plus à une autre période que de pures entraves. Il y a

un moment dans la vie et des individus et des sociétés où la soumission et la foi, même poussées jusqu'à cet excès qui leur ferait donner, à une époque plus avancée, les noms de servilité et de crédulité, sont des qualités utiles. L'enfant qui, docilement, sans arrière-pensée, ni velléité de doute, écoute les instructions de ses aînés, fera certes de rapides progrès. Mais l'homme fait qui accepterait avec une docilité enfantine toute assertion et tout dogme tombés des lèvres d'un autre homme, qui n'est pas plus sage que lui-même, deviendrait bientôt un être méprisable. Il en est de même des sociétés. Les nations européennes passèrent leur enfance sous la tutelle du clergé. L'ascendant de la caste sacerdotale fut longtemps l'ascendant qui appartient naturellement et justement à la supériorité intellectuelle. Malgré tous leurs défauts, les prêtres étaient de beaucoup les membres les plus sages de la société. Il était donc à tout prendre excellent qu'ils fussent respectés et obéis. Les empiétements du pouvoir ecclésiastique sur le pouvoir civil produisirent beaucoup plus de bien que de mal, tant que le pouvoir ecclésiastique fut entre les mains de la seule classe qui eût étudié l'histoire, la philosophie et le droit public, et tant que le pouvoir civil fut entre les mains de chefs sauvages qui ne pouvaient pas même lire leurs édits et leurs ordonnances. Mais un changement survint. La science se répandit graduellement parmi les laïques. Au commencement du seizième siècle beaucoup d'entre eux étaient dans chaque branche du savoir humain les égaux de leurs pasteurs spirituels les plus éclairés. Dès lors cette autorité qui, durant les âges ténébreux, avait été, en dépit de bien des abus, une tutelle légitime et salutaire, devint une tyrannie injuste et nuisible

Depuis l'époque où les barbares renversèrent l'empire d'Occident jusqu'à l'époque de la renaissance des lettres, l'influence de l'Église romaine fut généralement

favorable à la science, à la civilisation et à un bon gouvernement. Mais pendant les trois derniers siècles, arrêter le développement de l'esprit humain a été son principal objet. Tous les progrès, sans exception aucune, qui se sont accomplis au sein de la chrétienté, en lumières, en liberté, en richesse, dans les arts de la vie, se sont accomplis en dépit d'elle et ont été partout en proportion inverse de son pouvoir. Les plus ravissantes et les plus fertiles provinces de l'Europe sont descendues, sous son gouvernement, aux derniers degrés de la pauvreté, de la servitude politique, de la torpeur intellectuelle, tandis que les contrées protestantes, autrefois citées proverbialement pour leur stérilité et leur barbarie, se sont transformées en riches jardins, grâce à leur industrie et à leur habileté, et peuvent montrer avec orgueil une longue liste de héros et d'hommes d'État, de philosophes et de poëtes. Celui qui, sachant ce que sont naturellement l'Italie et l'Écosse, et ce qu'étaient respectivement ces deux pays il y a quatre cents ans, comparera aujourd'hui la campagne qui entoure Rome à la campagne qui entoure Édimbourg, pourra se former une opinion sur les tendances de la domination papale. La décadence de l'Espagne, autrefois la première des monarchies, maintenant descendue jusqu'aux dernières profondeurs de la dégradation, et l'élévation de la Hollande qui, en dépit de ses nombreux désavantages naturels, a atteint à une position qu'un aussi petit État n'a jamais atteint, nous enseignent la même leçon. Quiconque passe, en Allemagne, d'une principauté catholique à une principauté protestante; en Suisse, d'un canton catholique à un canton protestant; en Irlande, d'un comté catholique à un comté protestant, remarque qu'il a passé d'un état inférieur à un état supérieur de civilisation. De l'autre côté de l'Atlantique, la même loi prévaut encore. Les protestants des États-Unis ont laissé bien loin derrière eux les catho-

liques romains du Mexique, du Pérou et du Brésil. Les catholiques romains du bas Canada restent immobiles, tandis qu'autour d'eux, sur tout leur continent, bouillonne l'esprit protestant d'entreprise et d'activité. Les Français, sans doute, ont montré une énergie et une intelligence qui, même lorsqu'elles ont été mal dirigées, leur ont valu justement le titre de grand peuple. Mais cette exception apparente, lorsqu'on l'examine de près, ne fait que confirmer la règle générale; car il n'y a pas de contrée catholique romaine où l'Église romaine ait depuis plusieurs générations possédé aussi peu d'autorité.

Il est difficile de dire à laquelle des deux religions, de la religion catholique romaine ou de la religion réformée, l'Angleterre doit le plus. Elle doit principalement à l'influence que le clergé du moyen âge exerça sur la société laïque l'amalgation des races et l'abolition du servage. Elle doit principalement à la grande révolte de la société laïque contre le clergé ses libertés politiques et intellectuelles, et tous les bienfaits qu'entraînent à leur suite les libertés politiques et intellectuelles.

La lutte entre la vieille et la nouvelle théologie fut longue dans notre pays, et l'issue en parut quelquefois douteuse. Deux partis extrêmes étaient en présence, prêts à agir avec violence ou à souffrir avec une opiniâtre résolution. Entre eux, se plaça pendant longtemps un parti moyen qui tâchait de rattacher, très-illogiquement, sans doute, mais assez naturellement, les doctrines apprises dans l'enfance aux doctrines des modernes évangélistes, et qui tout en se cramponnant avec une affection passionnée aux vieilles pratiques religieuses, détestait cependant les abus auxquels ces pratiques étaient étroitement unies. Les hommes de ce parti, avec de telles dispositions d'esprit, ne demandaient qu'à obéir, et à suivre avec reconnaissance les ordres d'un chef habile qui leur épargnerait le souci de juger par eux-mêmes, et qui, élevant une voix ferme et dominatrice

au-dessus du tumulte des controverses, leur enseignerait ce qu'ils devaient croire et comment ils devaient prier. Il n'est donc pas étonnant que les Tudors aient été à même d'exercer une grande influence sur les affaires ecclésiastiques, ni qu'ils aient en grande partie exercé cette influence en vue de leurs intérêts.

Henri VIII entreprit de constituer une Église anglicane, différant de l'Église catholique romaine sur le point de la suprématie et sur ce point seul. Son succès dans cette entreprise fut extraordinaire. La force de son caractère, sa situation singulièrement favorable vis-à-vis des puissances étrangères, les immenses richesses que la spoliation des abbayes mit à sa disposition, le soutien que lui fournit cette classe nombreuse qui gardait le milieu entre deux opinions, le mirent à même de défier les deux partis extrêmes, de brûler comme hérétiques ceux qui confessaient les dogmes des réformateurs, et de pendre comme traîtres ceux qui reconnaissaient l'autorité du pape. Mais le système de Henri mourut avec lui. Si sa vie s'était prolongée, il eût senti la difficulté de maintenir une position attaquée avec une égale force par tous les fanatiques des vieilles et des nouvelles opinions. Les ministres à qui était confiée la garde des prérogatives royales pendant la minorité de son fils n'osèrent pas persister dans une aussi hasardeuse politique, et Élisabeth elle-même n'osa pas y revenir. Il devenait nécessaire de faire un choix. Le gouvernement devait ou se soumettre à Rome, ou obtenir l'aide des protestants. Le gouvernement et les protestants n'avaient qu'un point de commun entre eux, la haine du pouvoir papal. Les réformateurs anglais désiraient ardemment aller aussi loin que leurs frères du continent. Ils condamnaient maintenant, comme antichrétiens, bon nombre des dogmes et des pratiques auxquels Henri VIII était resté obstinément attaché, et qu'Élisabeth avait abandonnés à regret. Beaucoup d'entre

eux éprouvaient une forte répugnance pour des choses indifférentes en elles-mêmes, mais qui avaient fait partie de la constitution ou du rituel de la mystique Babylone. Ainsi l'évêque Hooper, qui mourut courageusement à Gloucester pour sa religion, refusa longtemps de porter les vêtements épiscopaux. L'évêque Ridley, martyr d'un plus grand renom encore, renversa les anciens autels de son diocèse, et ordonna que le sacrement de l'eucharistie serait administré aux fidèles dans le milieu des églises, sur des tables que les papistes appelaient irrévérencieusement tables à huitres. L'évêque Jewel déclara que le vêtement ecclésiastique était un déguisement de théâtre, un habit de fou, une relique des Amorites, et promit de n'épargner ni soins ni peines pour extirper d'aussi dégradantes absurdités. L'archevêque Grindal hésita longtemps à accepter la mitre, en répugnance de la consécration, qu'il regardait comme une momerie. L'évêque Parkhurst, dans une prière fervente, exprima le désir de voir l'Église d'Angleterre se modeler sur l'Église de Zurich, comme sur le type absolu de l'Église qui convenait à une société réellement chrétienne. L'évêque Ponet était d'avis que le mot évêque fût abandonné aux papistes, et que les principaux administrateurs de l'Église purifiée fussent appelés surintendants. Quand on considère qu'aucun de ces prélats n'appartenait à la portion extrême du parti protestant, on ne peut douter que si les opinions générales de ce parti eussent été suivies, l'œuvre de la réformation aurait été aussi complète en Angleterre qu'en Écosse.

Mais de même que le gouvernement avait besoin du soutien des protestants, les protestants avaient besoin du soutien du gouvernement. Des deux côtés on se fit beaucoup de concessions; une union s'ensuivit, et le fruit de cette union fut l'Église d'Angleterre.

C'est aux caractères particuliers de cette grande institution et aux violentes passions qu'elle a excitées chez

ses amis et ses ennemis que doivent être attribués plusieurs des plus importants événements qui se soient passés dans notre pays depuis la réformation, et l'histoire séculière de l'Angleterre ne peut être comprise si on ne l'étudie parallèlement avec l'histoire de son organisation ecclésiastique.

L'homme qui prit la plus grande part à poser les conditions de l'alliance d'où sortit l'Église anglicane fut Thomas Cranmer. Il était bien le représentant des deux partis qui à ce moment avaient besoin du secours l'un de l'autre. Il était à la fois théologien et courtisan. Comme théologien, il était tout prêt à pousser le changement aussi loin qu'aucun réformateur suisse ou écossais. Comme courtisan, il désirait conserver cette organisation qui, durant tant de siècles, avait si admirablement servi les desseins des évêques de Rome, et qui pouvait servir également bien maintenant les desseins des rois anglais et de leurs ministres. Son caractère et son intelligence le rendaient éminemment propre à servir de médiateur. N'ayant de sa profession que les dehors pieux seulement, sans scrupule dans sa conduite, sans amour pour aucune chose, hardi en théorie, lâche et temporisateur dans l'action, ennemi sans haine, tiède ami, il avait toutes les qualités nécessaires pour arranger les termes d'une coalition entre les ennemis religieux et les ennemis politiques de la papauté.

La constitution, les doctrines, les offices et cérémonies de l'Église anglicane gardent encore aujourd'hui les marques visibles du compromis qui lui donna naissance. Elle occupe un juste milieu entre les Églises de Rome et de Genève. Les professions de foi de ses doctrines et ses traités, composés par des protestants, établissent des principes théologiques auxquels Calvin ou Knox auraient à peine trouvé un mot à changer Ses prières et ses oraisons, tirées des anciens bréviaires, sont tels en général que le cardinal Fisher ou le cardinal Pole

auraient pu de tout cœur les adopter. Un controversiste qui essayerait de donner un sens arminien à ses homélies ou aux articles de sa profession de foi serait regardé par tout homme de bonne foi comme aussi peu raisonnable que le controversiste qui nierait que sa liturgie contient la doctrine de la régénération par le baptême.

L'Église de Rome soutenait que l'épiscopat était d'institution divine, et que certaines grâces surnaturelles de la nature la plus élevée avaient été transmises par l'imposition des mains à travers cinquante générations, depuis les onze pêcheurs qui reçurent leur mission sur la montagne de Galilée, jusqu'aux évêques qui se réunirent à Trente. Un grand nombre de protestants, d'un autre côté, regardaient l'épiscopat comme positivement illégal, et prétendaient que l'Écriture recommandait expressément une forme toute différente de gouvernement ecclésiastique. Les fondateurs de l'Église anglicane prirent un juste milieu. Ils conservèrent l'épiscopat, mais sans le déclarer une institution essentielle au bon gouvernement d'une société chrétienne, ou à l'efficacité des sacrements. Cranmer, en effet, dans une occasion importante, déclara que dans sa conviction, il n'y avait pas dans les temps primitifs de l'Église de distinction entre les évêques et les prêtres, et que l'imposition des mains était complétement superflue.

Les presbytériens laissent en grande partie au ministre la direction du culte public. Leurs prières, par conséquent, ne sont pas exactement les mêmes dans deux assemblées tenues le même jour, ni dans la même assemblée à deux jours différents. Dans une paroisse les prières sont ferventes, éloquentes et pleines de vie; dans la paroisse voisine, elles sont tièdes ou absurdes. Les prêtres de l'Église catholique romaine, au contraire, ont depuis des générations chanté chaque jour les mêmes vieux cantiques de pénitence, de supplication, d'actions de grâce, dans l'Inde et en Li-

thuanie, en Irlande et au Pérou. L'office se faisant dans une langue morte n'est intelligible qu'aux lettrés, et l'on peut dire que les membres de la congrégation, en grande majorité, y assistent plutôt en qualité de spectateurs qu'en qualité d'auditeurs. Ici encore l'Église d'Angleterre prit un juste milieu : elle copia les prières catholiques romaines, mais elle les traduisit en langue vulgaire, et invita les multitudes illettrées à joindre leurs voix à celle du ministre.

Le même compromis se retrouve dans chacune des parties de son système. Tout en rejetant complétement la doctrine de la transubstantiation et en condamnant comme un acte d'idolâtrie toute adoration du pain et du vin sacramentels, cependant, au grand dégoût des puritains, elle invita les fidèles à venir recevoir humblement à genoux le symbole commémoratif de l'amour divin. Tout en dépouillant beaucoup des riches vêtements qui brillaient autour des autels de la vieille religion, elle conserva encore, à la grande horreur des esprits faibles, la blanche robe de lin, emblème de la pureté qui lui appartient comme épouse mystique du Christ. Tout en rejetant une foule de gestes mimiques qui, dans le culte catholique romain, tiennent la place de mots intelligibles, elle choqua pourtant bien des protestants rigides, en continuant à marquer du signe de la croix l'enfant arrosé de l'eau du baptême. Le catholique romain adressait ses prières à une multitude de saints, au nombre desquels se trouvaient des hommes d'un caractère douteux ou même haïssable. Le puritain refusait d'ajouter l'épithète de saint, même aux noms de l'apôtre des gentils et du disciple chéri de Jésus. L'Église d'Angleterre, tout en rejetant l'intercession de toute créature humaine, réserva néanmoins certains jours à la commémoration de quelques-uns des hommes qui avaient fait de grandes choses et souffert de grandes douleurs pour la foi. Elle conserva la confirmation et

l'ordination des prêtres à titre de rites pieux, mais elle leur enleva la dignité de sacrements. La confession fut rejetée de son système; cependant elle invita le pénitent couché sur son lit de mort à confesser ses péchés à un prêtre, et elle donna à ses ministres le pouvoir de soulager par une absolution, où respire réellement l'esprit de la vieille religion, l'âme prête à quitter ce monde. En général, on peut dire que l'Église anglicane en appelle moins aux sens et à l'imagination et plus à l'intelligence que l'Église de Rome, et qu'elle en appelle moins à l'intelligence et plus aux sens et à l'imagination que les Églises protestantes d'Écosse, de France et de Suisse.

Rien, toutefois, ne distingua plus profondément l'Église d'Angleterre des autres Églises, que ses rapports avec la monarchie. Le roi fut son chef. Les limites de l'autorité du roi sur l'Église ne furent pas tracées, et n'ont pas jamais été tracées depuis avec précision. Les lois qui établirent sa suprématie dans les matières ecclésiastiques furent rédigées grossièrement, et en termes généraux. Si, pour nous assurer du sens de ces lois, nous examinons les livres et les vies des fondateurs de l'Église anglicane, notre perplexité augmente encore; car les fondateurs de cette Église agirent et écrivirent dans un âge de violente fermentation intellectuelle et d'actions et de réactions constantes. Ils se contredisaient souvent les uns les autres, et quelquefois étaient en contradiction avec eux-mêmes. Que le roi fût après le Christ le seul chef de l'Église, c'était là une doctrine qu'ils affirmaient tous d'une seule voix; mais ces mots avaient une signification différente en passant par différentes bouches, et même en passant par la même bouche, selon les différentes circonstances. Quelquefois on reconnaissait au souverain une autorité qui eût satisfait Hildebrand; d'autres fois, cette autorité se rapetissait jusqu'à être à peine plus forte que celle que beaucoup de vieux princes

anglais, alors en communion fidèle avec l'Église de Rome, avaient réclamée. Ce que Henri et ses conseillers favoris entendaient par suprématie n'était rien moins certainement que le pouvoir entier de l'évêque qui tient les clefs de saint Pierre. Le roi devait être le pape de son royaume, le vicaire de Dieu, l'interprète de la vérité catholique, le canal des grâces sacramentelles. Il s'arrogeait le droit de décider dogmatiquement de ce qui était orthodoxie et de ce qui était hérésie; d'arrêter et d'imposer des articles de foi, de distribuer l'instruction religieuse à son peuple. Il proclamait que toute juridiction spirituelle, aussi bien que temporelle, dérivait de lui seul, et qu'il était en son pouvoir de conférer l'autorité épiscopale et de la retirer. Il ordonna que son sceau fût posé sur les actes qui contenaient les nominations des évêques, lesquels ne devaient exercer leurs fonctions qu'en qualité de députés du roi, et pendant le temps qu'il lui conviendrait. Selon ce système, tel qu'il fut exposé par Cranmer, le roi était le chef spirituel aussi bien que le chef temporel de la nation. Dans ces deux ordres de pouvoirs, Son Altesse devait avoir des lieutenants. De même donc qu'il nommait des officiers civils pour garder son sceau, faire rentrer ses revenus, rendre la justice en son nom, de même aussi il nommait des prêtres de rangs divers pour prêcher l'Évangile et administrer les sacrements. L'imposition des mains n'était plus nécessaire. Le roi, telle fut l'opinion expresse de Cranmer, pouvait, en vertu de l'autorité qu'il tenait de Dieu, créer un prêtre, et ce prêtre ainsi créé n'avait besoin d'aucune ordination. Ces opinions, Cranmer les poussa à leurs dernières et très-logiques conséquences, en dépit de l'opposition de théologiens moins courtisans. Il soutint que ses propres fonctions spirituelles, comme les fonctions temporelles du chancelier ou du grand-trésorier, étaient des charges données personnellement par le roi, et qui devaient cesser avec la mort du souverain qui les avait accordées.

En conséquence, lorsque Henri mourut, l'archevêque et ses suffragants reçurent de nouveaux mandats qui les mirent à même de continuer à gouverner l'Église et à conférer l'ordination, jusqu'à ce que le nouveau souverain jugeât convenable d'en ordonner autrement. Lorsqu'on objecta que le pouvoir de lier et de délier, tout à fait distinct d'ailleurs du pouvoir temporel, avait été donné par Notre Seigneur à ses apôtres, quelques théologiens de cette école répondirent que le pouvoir de lier et de délier avait passé, non au clergé, mais à la communauté chrétienne tout entière, et devait être exercé par le premier magistrat de l'État, comme le représentant de la société. Lorsqu'on objecta que saint Paul avait parlé de certaines personnes instituées par le Saint-Esprit pour être les surveillants et les pasteurs des fidèles, on répondit que le roi Henri était le véritable surveillant, le véritable pasteur institué par le Saint-Esprit et auquel s'appliquaient les expressions de saint Paul[1].

Ces prétentions excessives scandalisèrent les protestants aussi bien que les catholiques, et le scandale devint encore bien plus grand lorsque la suprématie que Marie avait rendue au pape revint de nouveau à la couronne, à l'avénement d'Élisabeth. Il parut monstrueux qu'une femme fût le premier évêque d'une Église dans laquelle un apôtre avait interdit aux femmes de faire entendre leur voix. La reine jugea donc nécessaire de renoncer expressément au caractère sacerdotal que son père s'était attribué, et qui, selon Cranmer, avait été inséparablement uni, par investiture divine, aux fonctions royales. Lorsque la profession de foi de l'Église anglicane fut révisée sous son règne, la suprématie fut interprétée d'une manière fort différente de celle qui avait eu vogue et faveur à la cour de Henri. Cranmer avait déclaré en termes exprès que Dieu

[1] Voir une très-curieuse note que Strype croit de la main de Gardiner. *Ecclesiastical Memorials*, livre I, chapitre XVII.

avait directement remis aux princes chrétiens le soin de tous leurs sujets, aussi bien en ce qui concernait l'interprétation et l'exécution de la parole de Dieu pour le salut des âmes, qu'en ce qui concernait l'administration des choses politiques[1]. Le trente-septième des articles de religion formulés sous Élisabeth déclare, en termes non moins exprès, que le ministère de la parole de Dieu n'appartient pas aux princes. La reine toutefois conserva sur l'Église un pouvoir de surveillance vaste et mal déterminé. Le parlement lui donna le pouvoir de réprimer et de punir l'hérésie, ainsi que toute sorte d'abus ecclésiastiques, et lui permit de déléguer son autorité à des commissions. Les évêques ne furent guère que ses ministres. Plutôt que d'accorder au magistrat civil le pouvoir absolu de nommer les pasteurs spirituels, l'Église de Rome au onzième siècle mit toute l'Europe en feu. Plutôt que d'accorder au magistrat civil le pouvoir absolu de nommer les pasteurs spirituels, les ministres de l'Église d'Écosse ont de notre temps résigné leurs fonctions et abandonné leurs presbytères par centaines. L'Église d'Angleterre n'eut pas de tels scrupules. Ses prélats étaient nommés par l'autorité royale seule. Ses assemblées ecclésiastiques étaient convoquées, réglementées, prorogées et dissoutes par l'autorité royale seule. Ses canons n'avaient aucune force sans la sanction royale. Un de ses articles de foi portait qu'aucun concile ecclésiastique ne pouvait s'assembler légalement sans le consentement royal. On pouvait en appeler en dernier ressort au souverain, de tous les jugements de l'Église, même lorsque la question pendante était de savoir si telle opinion devait être tenue pour hérétique, ou si l'administration de tel sacrement avait été valide. L'Église d'ailleurs accorda sans regrets et sans hésitation cet immense pouvoir à nos

[1] Ce sont les propres paroles de Cranmer. Voyez l'Appendice à Burnet : *Histoire de la réformation*, partie I[re], livre III, n° 21, question 9.

princes ; car c'étaient eux qui l'avaient engendrée, qui l'avaient nourrie et élevée durant sa faible enfance, qui l'avaient défendue contre les papistes d'un côté, contre les puritains de l'autre, protégée contre les parlements mal disposés à son égard, vengée des assaillants littéraire. auxquels parfois elle avait trouvé difficile de répondre. Ainsi, la reconnaissance, l'espérance, la crainte, de communs attachements, des inimitiés communes l'unissaient au trône. Toutes ses traditions, toutes ses inclinations étaient monarchiques. La fidélité au souverain devint un point d'honneur professionnel dans son clergé, la marque caractéristique qui le distinguait à la fois des calvinistes et des papistes. Les calvinistes et les papistes, malgré les différences énormes qui les séparaient à d'autres égards, avaient un point commun : leur surveillance jalouse de tous les empiétements du pouvoir temporel sur les domaines du pouvoir spirituel. Les uns et les autres soutenaient que les sujets avaient légitimement le droit de tirer l'épée contre des souverains impies. En France, les calvinistes résistèrent à Charles IX, les papistes à Henri IV, et les deux partis ensemble à Henri III. En Ecosse, les calvinistes emprisonnèrent Marie. Au nord de la Trent, les papistes prirent les armes contre Elisabeth. L'Eglise d'Angleterre, pendant ce même temps, condamnait à la fois les calvinistes et les papistes, et se glorifiait hautement de n'avoir jamais recommandé plus constamment et plus ardemment aucun devoir que celui de l'obéissance aux souverains.

Les avantages que la couronne retira de cette étroite alliance avec l'Eglise établie furent considérables, mais ne furent pas sans de sérieux inconvénients. Le compromis arrangé par Cranmer avait été considéré dès le principe, par beaucoup de protestants, comme un plan conçu pour servir deux maîtres à la fois, comme une tentative pour unir le culte de Dieu au culte de Baal.

Sous le règne d'Édouard VI, les scrupules de ce dernier parti avaient, à diverses reprises, créé de grandes difficultés au gouvernement. Lorsqu'Élisabeth monta sur le trône, ces difficultés ne firent qu'augmenter. La violence engendre naturellement la violence. L'esprit du protestantisme fut donc infiniment plus audacieux et plus intolérant après les persécutions de Marie qu'auparavant. Un grand nombre de ceux qui étaient ardemment attachés aux nouvelles opinions avaient cherché un refuge en Suisse et en Allemagne. Ils avaient été reçus avec hospitalité par leurs frères en croyance, s'étaient assis aux pieds des chaires des grands docteurs de Strasbourg, de Zurich et de Genève, et un séjour de plusieurs années dans ces contrées les avait habitués à un culte plus simple et à une forme de gouvernement ecclésiastique plus démocratique que l'Angleterre n'en avait encore vu. Ces hommes revinrent dans leur pays convaincus que la réforme accomplie sous le roi Édouard avait été infiniment moins profonde et moins étendue que ne le demandaient les intérêts de la pure religion. Mais ce fut en vain qu'ils essayèrent d'obtenir quelques concessions d'Élisabeth. Entre son système et celui de son frère, ils ne voyaient de différences qu'en pire. Ils étaient peu disposés à se soumettre, en matière de foi, à aucune autorité humaine. Confiants dans leur propre interprétation de l'Écriture, ils s'étaient soulevés récemment contre une Église forte d'une antiquité immémoriale et d'un assentiment universel. C'était par un effort peu commun d'énergie intellectuelle qu'ils avaient rejeté le joug de cette impériale et splendide superstition, et il était vain d'attendre qu'immédiatement après une telle émancipation, ils se soumettraient patiemment à une nouvelle tyrannie spirituelle. Ils avaient appris à regarder la messe comme une jonglerie païenne, eux qui pourtant avaient été longtemps habitués, lorsque le prêtre élevait l'hostie, à se courber la face contre terre comme devant

un Dieu présent. Ils avaient appris à regarder le pape comme la bête de l'Apocalypse, l'Antechrist, l'homme du péché, eux qui si longtemps avaient été habitués à le regarder comme le successeur du prince des apôtres, comme celui qui tient les clefs de la terre et du ciel. On ne devait pas s'attendre à les voir transporter immédiatement à une autorité parvenue, née d'hier, les hommages qu'ils avaient refusé de rendre plus longtemps au Vatican; à les voir soumettre leur jugement privé à l'autorité d'une Église fondée sur le seul jugement privé; à les voir s'effrayer à l'idée d'une séparation d'avec des docteurs qui s'étaient eux-mêmes séparés de tout ce qui constituait récemment encore la foi de la chrétienté d'Occident. Il est aisé de concevoir l'indignation que durent ressentir des esprits hardis et chercheurs, tout fiers d'une liberté nouvellement conquise, lorsqu'une institution, infiniment plus jeune que leur propre foi elle-même, une institution qu'ils avaient vue se construire pièce à pièce, sous leurs yeux, et recevoir la forme que lui imprimaient les passions et les intérêts de la cour, commença à singer le style orgueilleux de Rome.

Ces hommes ne pouvant être convertis, il fut résolu qu'ils seraient persécutés. La persécution produisit sur eux ses effets naturels; elle les trouva à l'état de secte, elle en fit un parti. La haine de la couronne vint alors s'ajouter à leur haine de l'Église. Les deux sentiments se fondirent, et mêlèrent leur double amertume. Les opinions du puritain touchant les rapports du prince et des sujets différaient grandement de celles qu'établissaient les homélies. Ses théologiens favoris avaient à la fois encouragé par le précepte et par l'exemple la résistance aux tyrans et aux persécuteurs. Ses frères calvinistes, en France, en Hollande, en Écosse, avaient pris les armes contre des princes idolâtres et cruels. Ses principes touchant le gouvernement de l'Église déteignirent encore

sur sa manière de considérer le gouvernement de l'État. Quelques-uns des sarcasmes qui avaient été dirigés contre l'épiscopat pouvaient, sans grande difficulté, être dirigés contre la royauté, et beaucoup des arguments par lesquels on avait coutume de prouver que le pouvoir spirituel ne pouvait être mieux placé que dans un synode semblaient pousser à la conclusion que le pouvoir temporel serait bien mieux placé dans le parlement que partout ailleurs.

Ainsi de même que le prêtre de l'Église établie était, par intérêt, par principe et par passion, plein de zèle pour les prérogatives royales, de même le puritain leur était hostile par intérêt, par principe et par passion. Le pouvoir des sectaires mécontents était grand. On les trouvait dans tous les rangs de la société, mais surtout dans les classes commerçantes des villes et dans les petits propriétaires des campagnes. Dès les premières années du règne d'Élisabeth, ils commencèrent à envoyer une majorité à la chambre des communes; et il n'est pas douteux que, si nos ancêtres avaient été libres de donner toute leur attention aux questions intérieures, la lutte entre la couronne et le parlement aurait commencé immédiatement. Mais ce n'était pas l'heure des discussions intérieures, car à ce moment on pouvait se demander si la plus étroite union entre tous les ordres de l'État était elle-même capable de détourner le danger qui les menaçait tous à la fois. L'Europe catholique romaine et l'Europe réformée avaient engagé un combat de vie ou de mort. La France, divisée contre elle-même, avait un moment cessé de compter dans la chrétienté. Le gouvernement anglais était à la tête des intérêts protestants, et tandis qu'il persécutait les presbytériens dans ses États, il étendait sa puissante protection aux églises presbytériennes de l'étranger. A la tête du parti opposé était le prince le plus puissant de cette époque, un prince qui gouvernait l'Espagne, le Portu-

gal, l'Italie, les Pays-Bas, les deux Indes, dont les armées à diverses reprises avaient marché sur Paris, et dont les flottes tenaient dans l'inquiétude les côtes du Devonshire et du Sussex. Il parut longtemps problable que les Anglais auraient à combattre en désespérés sur le sol anglais lui-même pour leur religion et leur indépendance. De plus, ils étaient constamment obsédés par la crainte de quelque grande trahison intérieure; car, à cette époque, sacrifier leur patrie à leur religion était pour beaucoup de natures généreuses un point de conscience et d'honneur. Une succession de complots ténébreux, tramés par des catholiques romains contre la vie de la reine et l'existence de la nation, tenaient la société dans une perpétuelle alarme. Quelles que fussent les fautes qu'on pût reprocher à Élisabeth, il était évident, d'après le simple sens commun, que les destinées du royaume et des Églises réformées étaient inséparables de la sécurité de sa personne et du succès de son gouvernement. Fortifier son pouvoir était donc le premier devoir d'un patriote et d'un protestant, et ce devoir fut fidèlement accompli. Les puritains, même au fond des prisons où elle les avait jetés, priaient, et avec une ferveur non simulée, pour que la reine pût échapper aux poignards des assassins, pour qu'elle pût fouler aux pieds la rébellion, pour que ses armes fussent victorieuses sur terre et sur mer. Un des hommes les plus opiniâtres de cette secte opiniâtre, au moment où sa main venait d'être coupée en punition de quelque délit que son zèle intempéré l'avait poussé à commettre, agita son chapeau avec la main qui lui restait et cria : Dieu, protége la reine! Les sentiments que les cœurs de ces hommes entretenaient pour Élisabeth ont passé à leurs descendants. Les non-conformistes, malgré les rigueurs dont elle les accabla, ont toujours vénéré sa mémoire[1].

[1] L'historien des puritains, Neal, après avoir censuré la cruauté avec laquelle elle traita la secte dont il faisait partie, conclut ainsi : « Toutefois, mal-

Pendant la plus grande partie du règne d'Élisabeth, les puritains de la chambre des communes, bien que turbulents par intervalles, ne se sentirent donc jamais l'envie de s'opposer systématiquement au gouvernement. Mais lorsque la défaite de l'Armada, la résistance victorieuse des Provinces-Unies à l'Epagne, le ferme établissement d'Henri IV sur le trône de France et la mort de Philippe II eurent assuré l'État et l'Église contre tout danger extérieur, un combat obstiné, qui devait durer plusieurs générations, commença immédiatement à l'interieur.

Ce fut dans le parlement de 1601 que l'opposition qui, durant quarante ans, avait silencieusement assemblé et ménagé ses forces, combattit son premier grand combat et conquit sa première victoire. Le terrain fut bien choisi. Les souverains anglais avaient toujours été chargés de la suprême direction de la police commerciale. Régler les monnaies, les poids et les mesures, fixer les foires, les marchés et les ports, étaient au nombre de leurs prérogatives indubitables. La ligne qui limitait leur autorité sur le commerce avait comme de coutume été vaguement tracée. Comme de coutume aussi, les souverains empiétèrent sur les domaines du pouvoir législatif, et l'empiétement fut, comme de coutume encore, supporté patiemment jusqu'à ce qu'il devînt par trop sérieux. Enfin un beau jour la reine prit sur elle d'accorder par centaines à la fois les patentes de monopoles. Il y eut à peine une famille dans le royaume qui ne se sentît atteinte par l'oppression et les excès engen-

gré toutes ces taches, la reine Élisabeth n'en a pas moins mérité le renom de princesse sage et politique, pour avoir délivré son royaume de toutes les difficultés où il était engagé à son avénement, pour avoir protégé la réformation protestante contre les assauts formidables du pape, de l'empereur, du roi d'Espagne à l'extérieur, de la reine d'Écosse et de ses sujets papistes à l'intérieur.... Elle fut la gloire du siècle dans lequel elle vécut, et sera l'admiration de la postérité. (*Histoire des puritains*, partie 1re, chapitre VIII.)

drés tout naturellement par un tel abus de pouvoir. Le fer, l'huile, le vinaigre, le charbon, le salpêtre, le plomb, l'amidon, la laine, les cuirs, les peaux, le verre, ne pouvaient plus être achetés qu'à des prix exorbitants. La chambre des communes se réunit dans des dispositions de mécontentement et de résolution. Ce fut en vain qu'une minorité courtisanesque essaya de blâmer le président pour avoir laissé mettre en question les actes de Son Altesse la reine. Le parti mécontent parla hautement et d'un ton menaçant, et la voix de la nation entière lui fit écho. La voiture du premier ministre de la couronne fut entourée par une populace indignée, qui couvrit de malédictions les monopoles, et cria qu'elle ne permettrait pas à la prérogative royale de toucher aux vieilles libertés de l'Angleterre. Un moment on put craindre que le long et glorieux règne d'Elisabeth n'eût une honteuse et désastreuse fin. Mais la reine, avec un jugement et une prudence admirables, déclina la lutte, se mit à la tête du parti réformateur, redressa le grief, remercia les communes pour leur tendre sollicitude des intérêts publics, dans un langage digne et touchant, ramena à elle les cœurs du peuple et laissa à ses successeurs un mémorable exemple de la conduite qu'il convient à un souverain de tenir dans les troubles publics, lorsqu'il n'a pas les moyens de résister.

La grande reine mourut en l'année 1603. Cette année est, sous bien des rapports, une des dates les plus importantes de notre histoire. Ce fut alors que l'Irlande et l'Ecosse devinrent parties intégrantes d'un même empire avec l'Angleterre. L'Ecosse et l'Irlande, il est vrai, avaient été toutes deux subjuguées par les Plantagenets; mais ni l'une ni l'autre de ces deux contrées n'avait supporté patiemment le joug. L'Ecosse avait toujours défendu avec une énergie héroïque son indépendance, avait formé un royaume séparé depuis le temps de Robert Bruce, et se

voyait maintenant réunie à la partie méridionale de l'île, dans des circonstances plus flatteuses que blessantes pour son orgueil national. L'Irlande, depuis l'époque de Henri II, n'avait jamais été en état de chasser les envahisseurs étrangers, mais elle les avait longtemps et vaillamment combattus. Pendant le quatorzième et le quinzième siècle, la puissance de l'Angleterre, dans cette île, était allée toujours en déclinant, et, sous le règne de Henri VII, était tombée au dernier degré de faiblesse. Les possessions de ce souverain, en Irlande, se composaient seulement des comtés de Dublin et de Louth, de quelques parties des comtés de Meath et de Kildare, et de quelques ports disséminés çà et là, tout le long des côtes. Une grande partie même du Leinster n'était pas encore divisée en comtés. Le Munster, l'Ulster et le Connaught étaient gouvernés par de petits souverains, les uns celtes, les autres normands dégénérés qui avaient oublié leur origine et avaient adopté les mœurs et le langage celtiques. Mais, pendant le seizième siècle, la domination anglaise avait fait de grands progrès. Les chefs demi-sauvages qui régnaient au delà de la *palissade* avaient cédé, l'un après l'autre, aux lieutenants des Tudors. Enfin, quelques semaines avant la mort d'Élisabeth, la conquête qui, quatre cents ans auparavant, avait été commencée par Strongbow, fut achevée par Montjoy. A peine Jacques I[er] était-il monté sur le trône d'Angleterre que le dernier O'Donnell et le dernier O'Neill, qui aient tenu le rang de princes indépendants, vinrent baiser sa main à Whitehall. Dès lors ses édits eurent cours, et ses juges tinrent leurs assises dans toutes les parties de l'Irlande, et la loi anglaise remplaça les coutumes qui avaient prévalu parmi les tribus aborigènes.

L'Irlande et l'Écosse étaient à peu près égales en étendue, et composaient à peu près, à elles deux, l'étendue de l'Angleterre, mais elles étaient infiniment en arrière

de l'Angleterre sous le rapport de la population, de la richesse et de la civilisation. L'Écosse avait été retardée par la stérilité de son sol, et au milieu même de la lumière moderne, les épaisses ténèbres du moyen âge recouvraient encore l'Irlande.

La population de l'Écosse, à l'exception des tribus celtiques éparses en petit nombre dans les Hebrides et dans les parties montagneuses des comtés du Nord, était du même sang que la population de l'Angleterre, et parlait une langue qui ne différait pas plus de la pure langue anglaise, que les dialectes du Somersetshire et du Lancashire ne différaient entre eux. L'Irlande, au contraire, à l'exception de la petite colonie anglaise établie près des côtes, était celtique et conservait le langage et les mœurs celtiques.

Les deux nations qui se virent alors unies à l'Angleterre étaient des plus remarquables par l'intelligence et le courage naturels. Les Écossais n'ont jamais été surpassés en persévérance, en empire sur soi-même, en prévoyance, dans toutes les vertus, en un mot, qui conduisent au succès dans la vie. Les Irlandais, au contraire, se distinguaient par les qualités qui rendent les hommes plutôt intéressants que prospères. C'était une race ardente et impétueuse, passant avec une facilité inouie du rire aux larmes, de la fureur à l'amour. Seuls, entre tous les peuples de l'Europe septentrionale, les Irlandais possédaient la susceptibilité, la vivacité, la disposition naturelle à la pantomime et à la rhétorique qui sont les qualités natives des populations riveraines de la Méditerranée. L'Écosse avait sur l'Irlande une incontestable supériorité de culture intellectuelle. Ce royaume, quoiqu'il fût le plus pauvre de la chrétienté, rivalisait déjà avec les contrées les plus favorisées, dans toutes les branches de la science. Les Écossais, dont les habitations et la nourriture étaient aussi méprisables que celles des Islandais d'aujourd'hui, écrivaient des vers

latins avec plus d'élégance que Vida, et faisaient dans la science des découvertes qui eussent ajouté à la renommée de Galilée. L'Irlande ne pouvait se vanter ni d'un Buchanan, ni d'un Napier. Le génie dont ses habitants aborigènes étaient largement doués ne se manifestait encore que dans des ballades où, malgré leur rudesse et leur barbarie, l'œil clairvoyant de Spenser découvrait des parcelles de l'or poétique le plus pur.

En devenant partie intégrante de la monarchie britannique, l'Écosse conserva toute sa dignité. Après avoir résisté courageusement, pendant plusieurs générations, aux armes anglaises, ce fut dans les conditions les plus honorables qu'elle fut réunie à sa puissante voisine. Elle donna un roi à l'Angleterre, au lieu d'en recevoir un. Elle conserva sa constitution et ses lois. Ses tribunaux et ses parlements restèrent entièrement indépendants des tribunaux et des parlements qui siégeaient à Westminster. L'administration de l'Écosse resta entre des mains écossaises, car aucun Anglais n'avait de motif assez puissant pour aller s'exiler dans le Nord, et disputer à la plus rusée et à la plus tenace de toutes les races les maigres rogatons du plus pauvre des trésors publics. Les aventuriers écossais, au contraire, se jetèrent sur le Sud, et arrivèrent, dans toutes les conditions de la vie, à une prospérité qui excita beaucoup d'envie, mais qui n'était, en général, que la juste récompense de la prudence et de l'industrie. Néanmoins, l'Écosse n'échappa pas au sort ordinaire des pays annexés, mais non incorporés à un autre pays jouissant de ressources plus grandes que les leurs : quoique royaume indépendant nominalement, elle fut en réalité, et pendant plus d'un siècle, traitée à beaucoup d'égards comme une province soumise.

L'Irlande fut gouvernée, sans feinte aucune, comme une dépendance conquise par l'épée. Ses grossières institutions nationales avaient péri. Les colons anglais, soumis aux ordres de la mère-patrie, sans le soutien de

laquelle ils n'auraient pas pu exister, s'en dédommageaient en foulant aux pieds le peuple au milieu duquel ils s'étaient établis. Les parlements qui se réunissaient à Dublin ne pouvaient promulguer aucune loi avant qu'elle n'eût été, au préalable, approuvée par le conseil privé d'Angleterre. L'autorité de la législature anglaise s'étendait sur l'Irlande. L'administration exécutive était confiée à des hommes pris en Angleterre ou parmi les habitants de race anglaise, et regardés également, dans les deux cas, comme des étrangers, et même comme des ennemis, par la population celtique.

Mais il nous reste encore à exposer la circonstance qui, plus que toute autre, rendit le sort de l'Irlande si différent de celui de l'Écosse. L'Écosse était protestante. Nulle part, en Europe, le mouvement de l'esprit populaire contre l'Église catholique romaine n'avait été aussi rapide et aussi violent. Les réformateurs avaient vaincu, déposé et emprisonné leur idolâtre souveraine. Ils n'avaient pas voulu souffrir de compromis tel que celui qui avait été effectué en Angleterre. Ils avaient établi la doctrine, la discipline et le culte calvinistes, et ne faisaient que fort peu de différence entre la papauté et l'épiscopat, la messe et le livre des prières communes. Malheureusement pour l'Écosse, le prince qu'elle avait envoyé gouverner un plus bel héritage que le sien avait été tellement ennuyé de l'opiniâtreté avec laquelle les théologiens calvinistes avaient défendu contre lui les priviléges du synode et de la chaire, qu'il haïssait les institutions ecclésiastiques si chères à l'Écosse, autant qu'il était possible à sa nature efféminée de haïr quelque chose, et qu'à peine monté sur le trône d'Angleterre, il commença à déployer un zèle intolérant en faveur du gouvernement et du rituel de l'Église anglicane.

Les Irlandais étaient le seul peuple de l'Europe septentrionale qui fût resté fidèle à l'ancienne religion. Cette fidélité doit être attribuée en partie à cette circonstance,

qu'ils étaient de plusieurs siècles en retard sur leurs voisins sous le rapport de l'instruction générale; mais d'autres causes y contribuèrent encore. La réformation avait été une révolte nationale aussi bien que morale. Elle avait été non-seulement une insurrection des laïques contre le clergé, mais encore une insurrection de la grande race germanique contre une domination étrangère. C'est un fait significatif que toute grande société dont la langue n'est pas teutonique n'a jamais pu devenir protestante, et que partout où est parlé un langage dérivé du langage de la vieille Rome, la religion de la Rome moderne prévaut également. Le patriotisme des Irlandais avait pris une direction particulière. L'objet de leur animosité n'était pas Rome, mais l'Angleterre, et ils avaient des raisons toutes spéciales d'abhorrer ces souverains anglais qui avaient été les chefs du grand schisme, Henri VIII et Élisabeth. Pendant la vaine résistance que deux générations de princes milésiens firent aux Tudors, l'enthousiasme religieux et l'enthousiasme national s'étaient fondus en un seul et indissoluble sentiment dans les cœurs de la race vaincue. La nouvelle querelle du protestant et du papiste vint entretenir et raviver la vieille querelle du Saxon et du Celte. Les conquérants anglais, toutefois, négligèrent tous les moyens légitimes de conversion. On ne prit aucun soin de pourvoir la nation vaincue de précepteurs capables de lui parler un langage intelligible. Aucune traduction ne fit passer la Bible dans la langue erse. Le gouvernement se contenta d'établir une vaste hiérarchie d'archevêques, d'évêques et de recteurs protestants qui ne faisaient rien, et qu'on payait pour ne rien faire, des dépouilles d'une Église aimée et respectée par la grande masse du peuple.

Il y avait dans l'état de l'Écosse et de l'Irlande bien des éléments qui pouvaient éveiller les appréhensions d'un homme d'État prévoyant. Toutefois l'apparence de la tranquillité régnait encore dans ces deux contrées.

Pour la première fois, toutes les îles britanniques étaient paisiblement unies sous le même sceptre.

Il semble que le poids de l'Angleterre dans la balance européenne aurait dû singulièrement augmenter dès cette époque. Le territoire que gouvernait son nouveau roi était presque le double en étendue du territoire dont Élisabeth avait hérité. Son empire était le plus compacte intérieurement, et le plus à l'abri de toute attaque extérieurement qu'on pût trouver dans le monde entier. Les Plantagenets et les Tudors avaient été à diverses reprises obligés de se défendre contre l'Écosse, alors qu'ils étaient engagés dans les luttes continentales. La longue lutte avec l'Irlande avait tenu leurs ressources dans un état de continuel épuisement. Cependant, même malgré de tels désavantages, ces souverains avaient joui d'une influence considérable dans toute la chrétienté. Il n'était donc pas déraisonnable d'espérer que l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande réunies formeraient un État qui ne le céderait à aucun des États alors existants.

Toutes ces espérances furent singulièrement déçues. A dater de l'avénement de Jacques Ier, notre pays descendit du rang qu'il avait occupé jusqu'alors, et commença à n'être plus considéré que comme une puissance de second ordre et encore à peine. Pendant les longues années que durèrent les quatre règnes successifs des princes de la maison de Stuart, la grande monarchie britannique ne fut guère un membre plus important du système européen que ne l'avait été auparavant le petit royaume d'Écosse. Cette éclipse n'est pas d'ailleurs fort regrettable. On peut dire de Jacques Ier, comme du roi Jean, que si son administration eût été habile et brillante, elle eût probablement été fatale à notre contrée, et que nous devons plus à sa faiblesse et à sa médiocrité qu'à la sagesse et au courage de souverains bien plus remarquables. Il monta sur le trône à un moment critique. Le temps approchait rapidement où ce dilemme

devait être résolu : le roi deviendrait-il absolu ? le parlement exercerait-il un contrôle souverain sur l'administration exécutive tout entière ? Si Jacques eût été comme Henri IV, comme Maurice de Nassau, ou comme Gustave-Adolphe, un chef d'État vaillant, actif et politique ; s'il s'était mis à la tête des protestants de l'Europe ; s'il avait remporté de grandes victoires sur Tilly et Spinola ; s'il avait orné Westminster des dépouilles des monastères de Bavière et des cathédrales flamandes ; s'il avait suspendu dans Saint-Paul les bannières d'Autriche et de Castille, et si, après l'accomplissement de grands exploits, il s'était trouvé à la tête de cinquante mille hommes braves, bien disciplinés, d'un dévouement absolu à sa personne, le parlement anglais n'aurait bientôt plus été qu'un nom et un souvenir. Heureusement il n'était pas homme à jouer une telle partie. Il débuta dans son administration en mettant fin à la guerre acharnée qui durait depuis tant d'années entre l'Angleterre et l'Espagne ; et depuis cette époque il évita les hostilités avec une prudence à l'épreuve des insultes de ses voisins et des clameurs de ses sujets. Ce ne fut que la dernière année de sa vie, que toutes les influences combinées de son fils, de son favori, de son parlement et de son peuple, purent le décider à frapper un léger coup pour la défense de sa dynastie et de sa religion. Il fut heureux pour ses sujets qu'il ait refusé d'accéder à leurs vœux sur cette question. L'effet de cette politique pacifique fut que pendant son règne on n'eut pas besoin de troupes régulières, et que, tandis que la France, l'Espagne, l'Italie, la Belgique et l'Allemagne fourmillaient de soldats mercenaires, la défense de notre île continua d'être confiée à la milice.

Le roi n'ayant pas d'armée permanante, et n'essayant même pas d'en former une, il eût été sage à lui d'éviter tout conflit avec son peuple. Mais son imprudence était telle, que tout en négligeant les moyens qui

seuls auraient pu le rendre absolu, il mettait constamment en avant des prétentions auxquelles n'avaient jamais rêvé aucun de ses prédécesseurs. Ce fut à cette époque que ces théories étranges, que Filmer réduisit plus tard en système, et qui devinrent l'évangile politique de la portion la plus violente du parti tory et anglican, firent leur entrée dans le monde. On soutenait gravement que l'Être suprême protégeait avec une faveur spéciale la monarchie héréditaire, à l'exclusion de tout autre forme de gouvernement; que le droit de succession par ordre de primogéniture était d'institution divine, antérieur à la loi chrétienne, et même à la loi mosaïque; que nul pouvoir humain, pas même celui de la législature tout entière, que nulle durée de possession du trône par une autre famille, fût-elle de dix siècles, ne pouvaient priver de ses droits le prince légitime; que son autorité était nécessairement toujours despotique; que les lois par lesquelles la prérogative royale était limitée en Angleterre et dans d'autres pays devaient être regardées comme de simples concessions, que le souverain avait libéralement accordées, et qu'il pouvait retirer à volonté; que tout compromis consenti par un roi à son peuple devait être regardé simplement comme une déclaration de ses intentions dans le moment même, et n'était pas un contrat dont on pût réclamer l'exécution. Il est évident que ces théories, bien qu'inventées pour affermir les fondements du gouvernement, les ébranlent au contraire. La loi divine et immuable du droit de primogéniture admettait-elle les femmes ou les excluait-elle? Alors, dans l'une ou l'autre de ces suppositions, la moitié des souverains de l'Europe devaient être tenus pour des usurpateurs, régnant au mépris des commandements du ciel, et pouvant être dépossédés par les héritiers légitimes. Ces doctrines absurdes ne reçoivent aucun appui du Vieux Testament; car nous y

lisons que le peuple élu fut blâmé et puni pour avoir désiré un roi, et qu'il reçut plus tard l'ordre de lui retirer son obéissance. L'histoire entière des Hébreux, bien loin de favoriser l'opinion que le droit de primogéniture est d'institution divine, semblerait indiquer plutôt que ce sont les frères cadets sur lesquels le ciel étend sa protection spéciale. Isaac n'était pas le fils aîné d'Abraham, ni Jacob celui d'Isaac, ni Juda celui de Jocob, ni David celui de Jessé, ni Salomon celui de David. Dans les pays où la polygamie est en usage, on n'attache que peu d'importance au rang d'âge des enfants. Le système de Filmer ne reçoit pas davantage l'appui des passages du Nouveau Testament où il est question du gouvernement comme d'une institution divine, car le gouvernement sous lequel vivaient les auteurs du Nouveau Testament n'était pas une monarchie héréditaire. Les empereurs romains étaient des magistrats républicains nommés par le sénat. Aucun d'entre eux ne prétendait régner par droit de naissance, et en fait, Tibère, à qui le Christ recommanda de payer le tribut, et Néron à l'obéissance duquel Paul engagea les Romains, n'étaient, selon cette théorie du gouvernement patriarcal, que des usurpateurs. Au moyen âge, la doctrine du droit inaliénable de l'hérédité aurait été tenue pour hérétique, car elle aurait été complétement incompatible avec les hautes prétentions de l'Église de Rome. C'était une doctrine inconnue aux fondateurs de l'Église d'Angleterre. L'homélie sur la rébellion volontaire avait fortement, et même trop fortement posé en principe la soumission à l'autorité établie, mais elle n'avait pas fait de distinction entre la monarchie héréditaire et la monarchie élective, ou entre les monarchies et les républiques. Il y a plus, beaucoup d'entre les prédécesseurs de Jacques auraient eu, par des motifs personnels, la plus grande aversion pour la théorie du gouvernement patriarcal. Guillaume le Roux, Henri Ier,

Étienne, Jean, Henri IV, Henri V, Henri VI, Richard III, Henri VII, régnèrent tous au mépris de l'ordre direct de descendance. Un doute grave planait sur la légitimité de Marie et d'Élisabeth. Il était impossible que Catherine d'Aragon et Anne Boleyn pussent en même temps avoir été légalement mariées à Henri VIII, et la plus grande autorité du royaume avait déclaré qu'aucune des deux ne l'était. Les Tudors, loin de considérer la loi de succession comme une institution divine et immodifiable, machinèrent constamment contre elle. Henri VIII obtint du parlement un acte qui lui donnait le pouvoir de disposer de la couronne par testament, et fit aussitôt un testament au préjudice de la famille royale d'Écosse. Édouard VI, sans y être autorisé par le parlement, se donna la même latitude, à la grande approbation des réformateurs les plus éminents. Élisabeth sachant très-bien que son propre titre soulevait de graves objections, et ne voulant pas admettre même un droit réversible sur la reine d'Écosse, son ennemie et sa rivale, poussa le parlement à passer un acte portant que quiconque nierait la compétence du souverain régnant à modifier l'ordre de succession au trône, avec l'assentiment des états du royaume, serait puni de mort comme traître. Mais la situation de Jacques était infiniment différente de celle d'Élisabeth. Bien inférieur à cette reine en habileté et en popularité, regardé par les Anglais comme un étranger, et exclu du trône par le testament d'Henri VIII, le roi d'Écosse était néanmoins l'héritier incontestable de Guillaume le Conquérant et d'Egbert. Il avait donc un intérêt évident à faire adopter cette opinion superstitieuse que la naissance confère des droits antérieurs à la loi et que la loi ne peut détruire. Cette opinion, d'ailleurs, convenait bien à son esprit et à son caractère. Elle trouva bientôt de nombreux avocats parmi ceux qui aspiraient à sa faveur, et fit de rapides progrès dans le clergé de l'Église établie.

Ainsi, au moment même où l'esprit républicain commençait à se manifester vivement dans le parlement et dans le pays, les prétentions du monarque prenaient une forme monstrueuse, qui aurait excité le dégoût du plus orgueilleux et du plus arbitraire de ses prédécesseurs.

Jacques se vantait toujours de son habileté dans ce qu'il appelait l'art de régner, et cependant il est difficile d'imaginer une conduite plus opposée à toutes les règles de l'art de régner que celle qu'il suivit. La politique des sages gouvernants a toujours été de déguiser des actes de vigueur sous des formes populaires. C'est ainsi qu'Auguste et Napoléon purent être des monarques absolus, tandis que le public ne les considérait que comme des citoyens éminents, chargés de magistratures temporaires. La politique de Jacques était directement l'opposée de la leur. Il taquinait et alarmait ses parlements, en leur disant sans cesse qu'ils n'exerçaient leurs priviléges que par son bon plaisir de roi, et que ce n'était pas plus leur affaire de rechercher si ses actes étaient légaux, que de rechercher si ceux de la Divinité elle-même étaient légitimes. Cependant il tremblait devant eux, il livrait à leurs vengeances tous ses ministres successivement, et, cédant à leurs importunités, se laissait entraîner par eux à des actes directement opposés à ses plus forts penchants. Ainsi l'indignation excitée par ses prétentions, et le mépris excité par ses concessions, allèrent croissant de compagnie. Son attachement pour d'indignes favoris, et la sanction qu'il donnait à leurs actes de tyrannie et de rapacité, entretenaient constamment le mécontentement public. Sa couardise, sa puérilité, sa pédanterie, la gaucherie de sa personne et de ses manières, son accent provincial, en faisaient un objet de dérision ; même dans ses vertus et dans ses qualités, il y avait quelque chose de complétement anti-royal. Pendant le cours de son règne, toutes les respectueuses croyances, qui si longtemps avaient environné le

trône d'un rempart de vénération et de prestige, allèrent perdant graduellement leur force. Depuis deux cents ans, tous les souverains qui avaient gouverné l'Angleterre, à l'exception du malheureux Henri VI, avaient été des princes d'un vigoureux caractère, d'un esprit élevé, d'un grand courage et d'une tournure royale; presque tous avaient possédé des talents au-dessus du niveau ordinaire. Ce ne fut pas un événement sans signification, à la veille même du combat décisif entre nos rois et leurs parlements, que ce spectacle donné au monde de la royauté bégayante, baveuse, pleurnicheuse, tremblante devant une épée nue, et parlant alternativement le langage d'un bouffon et le langage d'un pédagogue.

Pendant ce temps, les dissensions religieuses, qui dès le règne d'Édouard VI avaient divisé le corps des protestants, étaient devenues plus formidables que jamais. L'intervalle moral qui séparait la première génération de puritains, de Cranmer et de Jewel, n'était rien à côté de celui qui séparait la dernière génération de ces mêmes puritains, de Laud et de Hammond. Tant que le souvenir des cruautés de Marie eut encore toute sa vivacité, tant que la puissance du parti catholique inspira encore des inquiétudes, tant que l'Espagne conserva son ascendant et aspira à la domination universelle, toutes les sectes réformées sentirent qu'elles avaient un puissant intérêt commun et un même ennemi mortel. L'animosité qu'elles ressentaient les unes pour les autres était faible, comparée à l'animosité que toutes ensemble ressentaient pour Rome. Conformistes et non-conformistes se coalisèrent de grand cœur tant qu'il ne s'agit que de porter contre les papistes des lois pénales d'une extrême sévérité. Mais lorsque plus d'un demi-siècle d'une possession sans trouble eut donné confiance à l'Eglise établie; lorsque les neuf dixièmes de la nation furent devenus foncièrement protestants; lorsque l'Angleterre fut en paix avec le monde entier, et qu'on ne

redouta plus de voir le papisme imposé à la nation par les armes étrangères; lorsque les derniers confesseurs qui avaient résisté à Bonner eurent disparu, un changement s'opéra dans les sentiments du clergé anglican. Son hostilité contre la doctrine et la discipline catholique romaine se modéra considérablement. Son aversion pour les puritains, au contraire, ne fit que croître chaque jour. Les controverses, qui dès le commencement avaient divisé le parti protestant, prirent une forme qui enlevait tout espoir de réconciliation, et de nouvelles controverses d'une plus grande importance vinrent s'ajouter aux vieux sujets de dispute.

Les fondateurs de l'Église anglicane avaient conservé l'épiscopat comme une institution ecclésiastique, ancienne, vénérable et utile, mais ils ne l'avaient pas déclaré d'origine divine. Nous avons déjà vu à quel faible prix Cranmer estimait les fonctions des évêques. Sous le règne d'Élisabeth, Jewel, Cooper, Whitgift et d'autres éminents docteurs le défendirent comme une institution innocente, utile, pouvant et devant être légalement établie dans l'État, et qui, une fois établie, avait droit au respect de tous les citoyens. Mais jamais ils n'avancèrent qu'une communauté chrétienne sans évêques n'était pas une véritable Église. Au contraire, ils regardaient les protestants du continent comme appartenant à la même famille religieuse qu'eux-mêmes. Les Anglais, en Angleterre même, étaient bien tenus de reconnaître l'autorité de l'évêque, comme ils étaient tenus de reconnaître l'autorité du shériff et du coroner, mais cette obligation était purement locale. Un ecclésiastique anglais, et même un prélat anglais, s'il allait en Hollande, se conformait sans scrupule à la religion de la Hollande. A l'étranger, les ambassadeurs d'Élisabeth et de Jacques assistaient presque officiellement aux cultes qu'Élisabeth et Jacques persécutaient en Angleterre, et s'abstenaient avec soin de

décorer leurs chapelles particulières selon la mode anglicane, de crainte de scandaliser des frères moins éclairés qu'eux-mêmes. En l'année 1603, la convocation ecclésiastique de la province de Cantorbéry reconnut solennellement l'Église d'Écosse comme branche de la sainte Église catholique du Christ, et cependant le pouvoir épiscopal et l'ordination épiscopale étaient inconnus dans l'Église d'Écosse [1]. Il était même admis que les ministres presbytériens avaient droit de siéger et de voter dans les conciles œcuméniques. Lorsque les états généraux des Provinces-Unies convoquèrent, à Dort, un synode de docteurs non ordonnés évêques, un évêque anglais et un doyen anglais, envoyés par le chef de l'Église anglicane, siégèrent au milieu de ces docteurs, les haranguèrent et votèrent avec eux sur les plus graves questions de théologie [2]. Bien plus, un grand nombre de bénéfices anglais furent donnés à des théologiens qui étaient entrés dans le sacerdoce selon les formes usitées par les calvinistes du continent, et, dans ces cas, la réordination par un évêque ne parut ni nécessaire, ni même légale.

Mais une nouvelle race de théologiens venait d'apparaître dans l'Église anglicane. Selon eux, les fonctions épiscopales étaient essentielles au bonheur des sociétés chrétiennes et à l'efficacité des ordonnances les plus solennelles de la religion. Certains privilèges suprêmes et sacrés que nul pouvoir humain ne pouvait donner ou enlever étaient attachés à ces fonctions. Une Église, disaient-ils, pouvait tout aussi bien exister sans la doctrine de la Trinité ou la doctrine de l'incarnation que sans la hiérarchie apostolique, et l'Église de Rome qui,

[1] Canon 55 de 1603.

[2] Joseph Hall, alors doyen de Worcester, et ensuite évêque de Norwich, fut un de ces commissaires. Il dit dans sa Vie écrite par lui-même : « Mon indigne personne fut nommée pour être un des assistants de cette honorable, grave et respectable assemblée. » Cette humilité semblera sans doute hors de place aux partisans du haut clergé.

au milieu de toutes ses corruptions, avait conservé la hiérarchie apostolique, était plus près de la pureté primitive que ces sociétés réformées, qui avaient témérairement substitué à ce modèle divin un système inventé par les hommes.

Sous les règnes d'Édouard VI et d'Élisabeth, les défenseurs du rituel anglican s'étaient généralement contentés d'établir que ce rituel pouvant être suivi sans péché, il n'y avait qu'un sujet pervers et déloyal qui pût refuser de le suivre lorsqu'il en était requis par le magistrat civil. Maintenant, au contraire, le nouveau parti qui s'élevait et qui assignait une origine divine à la constitution de l'Église commença à attribuer à ses offices religieux une dignité et une importance nouvelles. On insinua que si on pouvait reprocher quelque défaut au culte établi, ce ne pouvait être qu'une extrême simplicité, et que les réformateurs avaient, dans la chaleur de leurs disputes avec Rome, aboli bien des cérémonies anciennes qu'on aurait pu conserver avec avantage. On recommença à tenir en mystérieuse vénération certains jours et certains lieux; quelques pratiques, depuis longtemps tombées en désuétude et regardées généralement comme des momeries superstitieuses, furent remises en honneur. Les peintures et les sculptures qui avaient échappé à la colère de la première génération de protestants devinrent les objets d'un respect si grand qu'il paraissait idolâtre à beaucoup de gens.

Il n'y avait, dans tout le système de la vieille Église, aucun point qui eût été plus attaqué par les réformateurs que la sanctification du célibat et les vertus qu'on lui reconnaissait. Ils soutenaient que la doctrine de Rome sur ce sujet avait été prophétiquement condamnée par l'apôtre saint Paul, comme une doctrine diabolique, et ils insistaient beaucoup sur les crimes et les scandales qui semblaient prouver la justice de cette terrible condamnation. Luther avait manifesté son opinion de la manière la plus évidente en épousant une reli-

gieuse. Quelques-uns des plus illustres d'entre les prêtres et les évêques qui étaient morts sur le bûcher, pendant le règne de Marie, avaient laissé des femmes et des enfants. Mais alors la rumeur que le vieil esprit monastique avait reparu dans l'Église d'Angleterre commença à se répandre; on chuchota que les prêtres mariés étaient vus d'un mauvais œil en haut lieu; que même des laïques, qui se décoraient du titre de protestants, avaient formé des résolutions de célibat qui ressemblaient presque à des vœux; bien plus, qu'un ministre de la religion établie avait fondé un couvent de filles où les psaumes étaient chantés à minuit par une compagnie de vierges consacrées à Dieu [1].

Ce n'était pas tout. Un ordre de questions sur lesquelles les fondateurs de l'Église anglicane et la première génération de puritains avaient peu ou même pas du tout différé, commença à fournir matière à de violentes disputes. Les controverses qui avaient divisé le corps des protestants, à l'origine, avaient eu presque exclusivement rapport au gouvernement de l'Église et aux cérémonies religieuses. Il ne s'était pas élevé de querelles sérieuses sur des points de théologie métaphysique entre les partis en dispute. Les doctrines reconnues par les chefs de la hiérarchie anglicane touchant le péché originel, la foi, la grâce, la prédestination, le choix des élus, étaient les opinions qui sont vulgairement appelées calvinistes. Vers la fin du règne d'Élisabeth, son prélat favori, l'archevêque Whitgift, arrêta, de concert avec l'évêque de Londres et d'autres théologiens, les termes de l'acte célèbre connu sous le nom d'articles de Lambeth. Dans ces articles sont affirmées, avec une précision qui de nos jours choquerait bon nombre d'hommes qualifiés calvinistes, les doctrines les plus

[1] *Vie de Ferrar*, par Peckard. — *Le couvent arminien*, ou brève description des lieux récemment convertis en un lieu monastique nommé le Couvent arminien, à Little Gidding, dans le Huntingdonshire, 1641.

hardies du calvinisme. Un membre du clergé qui s'y opposa, et parla de Calvin en termes emportés et téméraires, fut traduit pour sa présomption devant l'université de Cambridge, et n'échappa à la punition qui l'attendait qu'en exprimant sa ferme croyance dans les dogmes de la réprobation et de la persévérance finale, et son repentir pour le scandale qu'il avait donné aux hommes pieux par ses paroles contre le grand réformateur français. L'école théologique dont Hooker fut le chef occupe le milieu entre l'école de Cranmer et l'école de Laud, et Hooker, dans les temps modernes, a été réclamé par les arminiens comme un allié. Cependant Hooker déclarait que Calvin était un homme supérieur en sagesse à tous les théologiens que la France avait produits, un homme à qui des milliers d'autres hommes étaient redevables de leur connaissance de la vérité divine, et qui n'était redevable de rien qu'à Dieu. Lorsque la controverse arminienne s'alluma en Hollande, le gouvernement et l'Église d'Angleterre prêtèrent un puissant appui au parti calviniste, et le nom anglais n'est pas tout à fait exempt des taches dont l'emprisonnement de Grotius et le meurtre judiciaire de Barneveldt ont couvert ce parti.

Mais même avant la réunion du synode hollandais, cette portion du clergé anglican qui était particulièrement hostile au gouvernement ecclésistique et au culte du calvinisme avait commencé à manifester son aversion pour la métaphysique de cette Église, et ce sentiment avait été très-naturellement fortifié par la brutale injustice, l'insolence et la cruauté du parti qui l'avait emporté à Dort. La doctrine arminienne, doctrine moins austèrement logique que celle des premiers réformateurs, mais plus conforme aux notions populaires touchant la justice et la bonté divine, se répandit très-vite. L'infection gagna bientôt la cour. Des opinions, qu'à l'époque de l'avénement de Jacques aucun ecclé-

siastique n'aurait pu avouer sans courir risque d'être dépouillé de sa robe, étaient devenues les meilleurs titres à la faveur. Un théologien de cette époque, auquel un naïf gentilhomme campagnard demandait à quoi *tenaient* les arminiens, répondit, avec autant de vérité que d'esprit, qu'ils *tenaient* les meilleurs évêchés et les meilleurs doyennés de l'Angleterre.

Tandis qu'une portion du clergé anglican s'écartait, dans un sens, de la position qu'il avait originairement occupée, une fraction du parti puritain s'écartait aussi, mais dans un sens diamétralement opposé, des principes et des pratiques de ses pères. Les persécutions subies par les séparatistes avaient été assez dures pour les irriter, et pas assez pour les détruire. La persécution ne les avait ni domptés ni soumis, et n'avait fait qu'amorcer leur opiniâtreté et leur caractère farouche. Selon l'habitude des sectes opprimées, ils prenaient leurs sentiments de vengeance pour des émotions pieuses, entretenaient par la lecture et la méditation leur disposition naturelle à concentrer en eux et à caresser l'idée des injures subies, et, lorsqu'ils avaient bien travaillé à se remplir de haine contre leurs ennemis, s'imaginaient ne haïr que les ennemis de Dieu. Dans le Nouveau Testament, il ne se trouve que bien peu de passages qui, même pervertis par le plus artificieux commentaire, puissent paraître favoriser les passions haineuses. Mais le Vieux Testament contenait l'histoire d'une race choisie par Dieu pour proclamer son unité, être l'instrument de sa vengeance, et accomplir des actes qui, sans son commandement spécial, eussent été des crimes atroces. Il n'était pas difficile à des esprits violents et sombres de trouver dans une telle histoire bien des faits susceptibles de se prêter à une interprétation conforme à leurs vœux. Les puritains extrêmes commencèrent donc à ressentir pour l'Ancien Testament une prédilection qu'ils ne s'avouaient peut-être pas à

eux-mêmes, mais qui se manifestait dans tous leurs sentiments et dans toutes leurs habitudes. Ils rendaient à la langue hébraïque un hommage qu'ils refusaient à la langue dans laquelle les discours de Jésus et les épîtres de Paul nous ont été transmis. Ils baptisaient leurs enfants des noms des patriarches et des guerriers hébreux, de préférence aux noms des saints du christianisme. En dépit des déclarations expresses et réitérées de Luther et de Calvin, ils transformèrent la fête hebdomadaire que l'Église a depuis les temps primitifs consacrée au souvenir de la résurrection du Sauveur, en un sabbat judaïque. Ils cherchèrent des principes de jurisprudence dans la loi mosaïque, et des précédents pour guider leur vie habituelle dans les livres des *Juges* et des *Rois*. Leurs pensées et leurs discours roulaient beaucoup sur des actes qui assurément ne nous ont pas été transmis à titre d'exemples à suivre. Le prophète qui coupa en morceaux un roi captif, le général rebelle qui donna le sang d'une reine à boire aux chiens, la femme qui, au mépris de la foi jurée et des lois de l'hospitalité orientale, enfonça le clou dans la tête de l'hôte fugitif qui venait à l'instant même de s'asseoir à sa table, et qui sommeillait à l'ombre de sa tente, furent proposés comme modèles aux chrétiens souffrant sous la tyrannie des prélats et des princes. Leurs mœurs et leurs manières furent soumises à un code assez semblable à celui de la synagogue dans la pire phase de son existence. Le vêtement, l'allure, le langage, les études, les amusements de cette secte rigide furent réglés sur des principes pareils à ceux des Pharisiens qui, fiers de leurs mains lavées et de leurs larges phylactères, censurèrent le Rédempteur comme violateur du sabbat et buveur de vin. C'était pour eux un péché que de suspendre des guirlandes à un arbre de mai, de boire à la santé d'un ami, de lâcher un faucon, de chasser un cerf, de jouer aux échecs, de boucler ses che-

veux, d'empeser sa fraise, de toucher de l'épinette, de lire le poëme de *la Reine des Fées*. Ces règles, qui auraient paru insupportables à l'esprit libre et joyeux de Luther, méprisables à l'intelligence sereine et philosophique de Zwingle, étendaient sur la vie une tristesse plus que monastique. La science et l'éloquence, qui avaient si éminemment distingué les grands réformateurs, et auxquelles ils avaient été redevables en bonne partie de leurs succès, furent regardées avec soupçon, sinon même avec aversion par la nouvelle école de protestants. Quelques rigoristes hésitaient à enseigner la grammaire latine, parce que les noms de Mars, de Bacchus et d'Apollon s'y rencontraient. Les beaux-arts furent tous à peu près proscrits. L'orgue aux sons solennels était un instrument de superstition; la musique légère des mascarades de Ben Jonson était dissolue. La moitié des belles peintures que contenait l'Angleterre était idolâtre, l'autre moitié indécente. Le puritain accompli était immédiatement reconnaissable au milieu des autres hommes par sa démarche, son costume, ses cheveux plats, l'aigreur solennelle de sa figure, ses yeux levés en haut, son accent nasillard et, avant tout, par son jargon particulier. Il employait en toute occasion les images et le style de l'Écriture. Des hébraïsmes violemment introduits dans la langue anglaise, des métaphores empruntées à la plus hardie poésie lyrique d'un temps reculé et d'un pays lointain, et appliquées aux actes habituels de la vie anglaise, étaient les caractères les plus frappants de ce jargon, qui excitait non sans motifs la double raillerie des prélatistes et des libertins.

Ainsi le schisme religieux et politique qui avait pris naissance au seizième siècle ne fit que s'élargir de plus en plus pendant le premier quart du dix-septième siècle. Des théories qui menaient droit au despotisme turc étaient à la mode à Whitehall; des théories tendant au républicanisme étaient en faveur auprès d'un grand

nombre de membres des communes. Les prélatistes violents, zélés comme un seul homme pour la prérogative royale, et les puritains violents, zélés comme un seul homme pour les priviléges du parlement, se trouvaient en présence, animés d'une animosité mutuelle bien plus grande que celle qui, dans la génération précédente, avait existé entre les catholiques et les protestants.

C'est à ce moment de crise morale que la nation, après une paix de plusieurs années, s'engagea dans une guerre qui demandait des efforts ardents et soutenus. Cette guerre hâta l'approche de la grande crise constitutionnelle. Il était nécessaire que le roi eût une grande force militaire; il ne pouvait l'avoir sans argent, et l'argent ne pouvait être légalement levé sans le consentement du parlement. Il s'ensuivait donc que le roi devait gouverner conformément aux intentions de la chambre des communes, ou tenter une violation des lois fondamentales du royaume comme on n'en avait pas vu depuis plusieurs siècles. Les Plantagenets et les Tudors avaient bien, il est vrai, à l'occasion, comblé un déficit au moyen d'un impôt volontaire ou forcé; mais ces expédients étaient toujours d'une nature temporaire. Suffire aux charges régulières d'une longue guerre par des taxes régulières, imposées sans le consentement des états du royaume, était une entreprise dans laquelle Henri VIII lui-même n'aurait pas osé s'aventurer. Il semblait que l'heure décisive s'avançât pour le parlement anglais, destiné à partager bientôt le sort des assemblées du continent, ou à obtenir un ascendant suprême dans l'État.

Jacques mourut justement dans cette conjoncture. Charles Ier lui succéda. Il avait reçu de la nature une intelligence infiniment plus remarquable, une volonté infiniment plus forte, un caractère beaucoup plus ferme et plus pénétrant que son père. Il avait hérité de ses doctrines politiques, et était beaucoup plus disposé que lui

à les mettre en pratique. Comme son père, il était un partisan zélé de l'épiscopat. Il était de plus, ce que son père n'avait jamais été, un arminien zélé, et quoiqu'il ne fût point papiste, préférait de beaucoup un papiste à un puritain. Il serait injuste de refuser à Charles quelques-unes des qualités d'un bon et même d'un grand prince. Il parlait et écrivait, non comme son père, avec une exactitude et une correction de professeur, mais comme parlent et écrivent les gentilshommes intelligents et d'une noble éducation. Son goût en littérature et en art était excellent, ses manières dignes, sans être cependant gracieuses, sa vie domestique irréprochable. L'absence de bonne foi fut la principale cause de ses malheurs et la plus grande tache qui déshonore sa mémoire. Un incurable penchant le portait aux moyens ténébreux et tortueux. Il peut paraître étrange que sa conscience qui, dans les occasions de mince importance, se montrait suffisamment susceptible, ne lui ait jamais fait honte de ce vice énorme. Mais il y a des raisons de croire qu'il était perfide non-seulement par tempérament et par habitude, mais aussi par principe. Il semble avoir appris à l'école des théologiens qu'il préférait, qu'entre lui et ses sujets il ne pouvait exister rien qui ressemblât à un contrat réciproque; qu'il ne pourrait, quand bien même il le voudrait, se dépouiller de son autorité despotique, et enfin que, dans chacune de ses promesses, était impliquée la restriction mentale de s'y soustraire dans un cas de nécessité dont il était le seul juge.

Alors commença cette partie aléatoire dans laquelle furent mises en jeu les destinées du peuple anglais. Du côté de la chambre des communes elle fut conduite avec âpreté, mais avec une dextérité, un sang-froid, une persévérance admirables. De grands hommes d'État pleins des souvenirs du passé, pleins de défiance dans l'avenir, étaient à la tête de cette assemblée. Ils étaient résolus à

placer le roi dans une telle situation, qu'il fût obligé de gouverner conformément aux désirs de son parlement, ou de diriger contre les principes les plus sacrés de la constitution d'outrageantes attaques. Ils ne lui accordèrent donc des subsides qu'avec une grande parcimonie. Le roi s'aperçut qu'il devait gouverner d'accord avec la chambre des communes ou bien au mépris de toute loi. Son choix fut bientôt fait. Il prononça la dissolution de son premier parlement et leva des taxes de son autorité privée. Il convoqua un nouveau parlement et le trouva plus intraitable que le premier. Alors il eut encore recours à l'expédient de la dissolution, leva de nouvelles taxes sans montrer le moindre souci de la légalité, et jeta en prison les chefs de l'opposition. Au même moment une nouvelle offense de la cour, péniblement supportée par la nation anglaise à cause de certaines habitudes et de certains instincts particuliers, et présage terrible pour tous les hommes prévoyants, excita une alarme et un mécontentement universels. Des compagnies de soldats furent logées dans les maisons des citoyens, et la loi martiale, dans quelques localités, fut substituée à l'ancienne jurisprudence du royaume.

Le roi convoqua un troisième parlement, et s'aperçut bientôt que l'opposition y était plus forte et plus audacieuse que jamais. Il se détermina alors à changer de tactique. Au lieu d'opposer une résistance inflexible aux demandes des communes, il consentit, après de longues altercations et de nombreux faux-fuyants, à un compromis qui, s'il y eût été fidèle, aurait empêché une longue série de calamités. Le parlement accorda d'amples subsides. Le roi ratifia, de la manière la plus solennelle, cette loi célèbre, connue sous le nom de *pétition des droits*, et qui est la seconde grande charte des destinées de l'Angleterre. En ratifiant cette loi, il s'engageait à ne lever jamais d'impôts sans le consentement des chambres, à ne jamais emprisonner personne, excepté selon les formes

de la loi, à ne jamais soumettre son peuple à la juridiction des cours martiales.

Le jour où la sanction royale fut, après bien des délais, donnée solennellement à ce grand acte, fut un jour de joie et d'espoir. Les membres des communes, qui encombraient la barre de la chambre des lords, éclatèrent en bruyantes acclamations aussitôt que le greffier eut prononcé les anciennes formules par lesquelles nos princes ont, depuis des siècles, signifié leur assentiment aux vœux des états du royaume. Les voix de la capitale et de la nation firent écho à ces acclamations; mais, en moins de trois semaines, il devint évident que Charles n'avait pas l'intention d'observer le pacte qu'il avait souscrit. Les subsides accordés par les représentants de la nation étaient levés, mais les promesses grâce auxquelles ces subsides avaient été accordés étaient rompues. Un violent conflit s'ensuivit. Le parlement fut dissous dans des formes qui laissaient percer tout le mécontentement du roi. Quelques-uns de ses membres les plus distingués furent incarcérés, et de ce nombre faisait partie sir John Eliot, qui mourut en prison après plusieurs années de souffrance.

Charles, toutefois, ne pouvait pas se hasarder, de son autorité privée, à lever des taxes suffisantes pour continuer la guerre. En conséquence il se hâta de faire la paix avec ses voisins, et donna alors toute son attention à la politique intérieure.

Alors une nouvelle ère commença. Bien des rois anglais avaient, à l'occasion, commis des actes inconstitutionnels, mais jamais aucun n'avait systématiquement essayé d'arriver au despotisme et de réduire le parlement à une complète nullité. Tel fut le but que Charles se proposa nettement. Les chambres ne furent pas convoquées depuis mars 1629 jusqu'à avril 1640. Jamais, dans notre histoire, une période de onze années ne s'était écoulée entre deux parlements. Une seule fois, il y avait eu un intervalle plus court de moitié. Ce fait seul suffit pour

réfuter ceux qui représentent Charles comme n'ayant fait que suivre les traces des Plantagenets et des Tudors.

Il est prouvé, par le témoignage même des plus ardents défenseurs du roi, que, durant cette partie de son règne, il viola, non occasionnellement, mais constamment et par système, les dispositions de la pétition des droits; qu'il leva, sans aucune autorité légale, une grande partie du revenu public, et que les personnes qui donnaient de l'ombrage à son gouvernement pourrirent pendant des années en prison, sans jamais être appelées à se défendre devant aucun tribunal.

L'histoire doit principalement faire peser sur le roi la responsabilité de ces actes; car, à partir de son troisième parlement, il se servit à lui-même de premier ministre. Toutefois quelques personnes, dont le caractère et les talents convenaient à ses desseins, étaient à la tête de différents départements de l'administration.

Thomas Wentworth, créé successivement lord Wentworth et comte de Strafford, homme de grande capacité, plein d'éloquence et de courage, mais d'une nature impérieuse et cruelle, était le conseiller le plus écouté dans toutes les affaires politiques et militaires. Il avait été un des membres les plus distingués de l'opposition, et ressentait, pour le parti dont il avait déserté la cause, cette rancune particulière qui, de tout temps, a caractérisé les apostats. Il connaissait parfaitement les sentiments, les ressources et la politique du parti auquel il avait récemment appartenu; et il avait formé un plan vaste et profondément médité qui fut bien près de triompher des hommes d'État habiles qui dirigeaient la chambre des communes. C'est le plan que, dans sa correspondance confidentielle, il appelle du nom expressif de système *à outrance*. Son dessein était de faire en Angleterre tout ce que Richelieu avait fait en France, et même plus; de rendre Charles aussi absolu qu'aucun monarque du continent, de mettre les états du royaume et la liberté per-

sonnelle du peuple entier à la disposition de la couronne, de priver les tribunaux de toute autorité indépendante, même dans les questions ordinaires de droit civil entre simples particuliers, et de punir sans merci quiconque ferait entendre des murmures contre les actes du gouvernement, ou qui en appellerait de ces actes à un tribunal quel qu'il fût, et quelque régulier, calme et modéré que fût cet appel [1].

Tel fut son but, et il sut voir très-distinctement le seul chemin qui pouvait l'y conduire. Il y avait véritablement dans ses idées une clarté, une cohérence, une précision qui l'eussent rendu digne d'une haute admiration, s'il n'eût pas poursuivi un but pernicieux pour son pays et le genre humain. Il vit qu'il n'y avait qu'un instrument, et un seulement, qui pût lui servir à exécuter ses vastes et audacieux projets. Cet instrument, c'était une armée permanente. Il employa donc toute l'énergie de son vigoureux esprit à former cette armée. En Irlande, dont il était vice-roi, il réussit complétement à établir le despotisme militaire, non-seulement sur la population aborigène, mais encore sur les colons anglais, si bien qu'il put se vanter d'avoir rendu, dans cette île, le roi aussi absolu qu'aucun autre prince du monde entier [2].

L'administration ecclésiastique, à la même époque, était principalement dirigée par William Laud, archevêque de Canterbury. De tous les prélats de l'Église anglicane, Laud était celui qui s'était le plus éloigné des principes de la réformation, et s'était rapproché le plus de Rome. Sa

[1] La correspondance de Wentworth me semble corroborer pleinement tout ce que j'ai dit dans le texte. Transcrire tous les passages qui m'ont conduit à la conclusion à laquelle je suis arrivé serait impossible ; et il ne serait pas aisé d'ailleurs de faire un meilleur choix de citations que celui qui a été fait récemment par M. Hallam. Je peux néanmoins indiquer à l'attention du lecteur le remarquable rapport rédigé par Wentworth sur les affaires du Palatinat. Il est daté du 31 mars 1637.

[2] Ce sont les propres paroles de Wentworth. Voyez sa lettre à Laud, datée du 16 décembre 1634.

théologie était encore plus éloignée de la théologie calviniste que celle des arminiens hollandais. Son amour pour les cérémonies religieuses, sa vénération pour les jours de fête, les vigiles, les lieux consacrés, son aversion mal déguisée pour le mariage des prêtres, le zèle ardent et peu désintéressé avec lequel il affirmait les droits du clergé au respect des laïques, l'auraient rendu un objet d'aversion pour les puritains, quand même il n'aurait usé que de moyens légaux et doux pour atteindre à ses fins. Mais son intelligence était étroite, et il n'avait eu que peu de relations avec le monde. Il était par nature téméraire, irritable, prompt à sentir les blessures faites à sa dignité, lent à sympathiser avec les souffrances d'autrui, et enclin à une erreur commune à tous les hommes superstitieux, celle de prendre pour les émotions d'un zèle pieux, des boutades moroses et des accès d'humeur furieuse. Sous sa direction, pas un coin du royaume n'échappa à une surveillance constante et minutieuse. Les plus petites congrégations de séparatistes étaient traquées et dissoutes. Les pratiques religieuses des familles dans leur intérieur n'échappaient même pas à la surveillance de ses espions. Ses rigueurs inspirèrent de telles craintes, que la haine mortelle de l'Église, qui couvait dans des milliers de cœurs, se dissimulait généralement sous une apparence de conformité. A la veille même de ces troubles si désastreux pour lui et son ordre, les évêques de divers diocèses considérables lui écrivaient qu'on ne pouvait pas trouver un seul dissident dans toute l'étendue de leur juridiction [1].

Les tribunaux n'offraient aucune protection aux sujets, contre la tyrannie civile et ecclésiastique de cette période. Les juges des cours ordinaires, qui n'exerçaient leurs fonctions que selon le bon plaisir du roi, étaient scandaleusement obéissants. Cependant, malgré leur servilité, ils

[1] Voyez son rapport à Charles, pour l'année 1639.

étaient, pour le pouvoir arbitraire, des instruments moins dociles et moins actifs qu'une certaine classe de cours de justice dont le souvenir est encore aujourd'hui, à une distance de plus de deux siècles, en horreur à la nation. En tête de ces cours, les premières en pouvoir et en infamie étaient la chambre de l'Étoile, inquisition politique, et la haute commission, inquisition religieuse. Ni l'une ni l'autre ne faisaient partie de la vieille constitution de l'Angleterre. La chambre de l'Étoile avait été refondue et établie sur un nouveau modèle ; la haute commission avait été créée par les Tudors. Le pouvoir étendu et formidable que ces commissions avaient possédé avant l'avénement de Charles n'était rien cependant comparé à celui qu'elles usurpèrent alors. Guidées en grande partie par l'esprit violent du primat, affranchies du contrôle du parlement, elles montrèrent une rapacité, une violence, une énergie malfaisante inconnues aux âges précédents. Le gouvernement fut à même, avec ces instruments, d'imposer des amendes, d'emprisonner, de clouer au pilori, de mutiler sans obstacle. Un conseil spécial, qui siégeait à York sous la présidence de Wentworth, fut armé, au mépris de la loi et par un simple acte de la prérogative royale, d'un pouvoir à peu près illimité sur les comtés du Nord. Tous ces tribunaux insultaient et défiaient l'autorité de Westminster-Hall, et commettaient chaque jour des excès, qu'ont hautement condamnés les plus éminents royalistes. Clarendon nous apprend que, dans tout le royaume, il y avait à peine un homme notable qui n'eût, par expérience personnelle, éprouvé la cruauté et la rapacité de la chambre de l'Étoile; que la haute commission s'était conduite de telle sorte qu'elle n'avait pas un seul partisan dans tout le pays, et que la tyrannie du conseil d'York avait fait de la grande charte une lettre morte au nord de la Trent.

Le gouvernement de l'Angleterre était maintenant sur

tous les points, sauf un seul, aussi despotique que le gouvernement de la France. Mais ce point unique était de la dernière importance; il n'existait pas d'armée permanente. L'élément essentiel de sécurité manquait donc à cet échafaudage de tyrannie, qui pouvait être renversé en un jour; et si l'autorité royale levait des taxes pour l'entretien d'une armée, il était probable qu'une explosion immédiate et irrésistible éclaterait. C'était là la difficulté qui, plus que toute autre, embarrassait Wentworth. Finch, le lord garde des sceaux, de concert avec d'autres légistes, fonctionnaires du gouvernement, indiqua un expédient, qui fut adopté avec empressement. Les anciens souverains d'Angleterre, de même qu'ils sommaient les habitants des comtés voisins de l'Écosse de s'armer et de s'équiper à leurs frais pour la défense de la frontière, avaient aussi sommé quelquefois les comtés maritimes de fournir des vaisseaux pour la défense des côtes. De l'argent avait été quelquefois accepté en place de vaisseaux. On se détermina donc non-seulement à faire revivre, mais à étendre cette vieille pratique depuis longtemps abandonnée. Les anciens princes n'avaient levé l'argent des vaisseaux (*ship money*) qu'en temps de guerre; on l'exigeait maintenant au sein de la paix la plus profonde. Les anciens princes n'avaient, même dans les guerres les plus périlleuses, levé le *ship money* que dans les provinces des côtes; maintenant on l'imposait aux comtés de l'intérieur. Les anciens princes n'avaient levé le *ship money* que pour la défense de la nation; il était levé maintenant, de l'aveu des royalistes eux-mêmes, non dans le but d'entretenir une marine, mais dans le but de fournir au roi des subsides qu'il pourrait élever à sa discrétion à n'importe quelle somme, et dépenser à sa discrétion à l'exécution de n'importe quel dessein.

L'alarme et l'exaspération s'emparèrent de la nation entière. John Hampden, gentilhomme opulent et bien

né du Buckinghamshire, très-considéré dans son voisinage, mais d'une réputation peu grande encore dans le royaume, eut le courage de prendre l'initiative de la résistance, d'affronter le pouvoir du gouvernement, et de prendre pour son compte les dépenses et les périls d'un débat sur la prérogative que le roi voulait s'arroger. L'affaire fut plaidée devant les juges de la cour de l'échiquier. Les arguments dirigés contre les prétentions de la couronne étaient si forts que, malgré la servilité et la dépendance des juges, la majorité contre Hampden fut la plus faible possible. C'était néanmoins une majorité. Les interprètes de la loi venaient donc de déclarer qu'une taxe énorme et productive pouvait être imposée par l'autorité royale seule. Wentworth observa justement que leur décision ne pouvait se justifier que par des raisons aboutissant directement à une conclusion qu'ils n'avaient pas osé tirer. Si un impôt pouvait être légalement levé sans le consentement du parlement pour l'entretien d'une flotte, il était difficile de nier qu'un impôt ne pût être levé légalement sans le consentement du parlement, pour l'entretien d'une armée.

La décision des juges accrut l'irritation du peuple. Un siècle auparavant, une irritation moins sérieuse aurait produit un soulèvement général; mais le mécontentement ne prenait plus aussi rapidement qu'autrefois la forme de la rébellion. Les progrès de la richesse et de la civilisation nationales avaient été depuis longues années constants et ininterrompus. Soixante-dix ans s'étaient écoulés depuis que les grands comtes du Nord avaient pris les armes contre Élisabeth; et, pendant ces soixante-dix ans, il n'y avait pas eu de guerre civile. Jamais, dans tout le cours de l'existence de l'Angleterre, une si longue période ne s'était passée sans luttes intestines. Les hommes s'étaient habitués aux travaux des industries paisibles; et, tout exaspérés qu'ils fussent, ils hésitèrent longtemps avant de tirer l'épée.

Ce fut le moment le plus périlleux pour les libertés de la nation. Les opposants commençaient à désespérer des destinées de leur pays, et beaucoup d'entre eux tournaient leurs yeux du côté des solitudes américaines, comme vers le seul asile où ils pussent jouir de la liberté civile et de l'indépendance religieuse. Là, quelques puritains résolus, prêts à tout souffrir pour leur religion, ne craignant ni les colères de l'Océan, ni les privations de la vie barbare, ni les griffes des bêtes sauvages, ni les tomahawks d'hommes plus sauvages encore, avaient bâti au milieu des forêts primitives des villages qui sont maintenant de grandes et opulentes cités; mais qui, à travers tous leurs changements, ont conservé quelques marques du caractère que leur avaient imprimé leurs fondateurs. Le gouvernement regardait avec aversion ces colonies naissantes, et essaya par la violence d'arrêter le courant de l'émigration, mais il ne put empêcher la population de la nouvelle Angleterre de se recruter largement d'hommes au mâle cœur, et pleins de la crainte de Dieu, sortis de toutes les régions de la vieille Angleterre. Wentworth, à ce même moment, bondissait de joie à la pensée du triomphe prochain de son système *à outrance*. Quelques années lui suffiraient probablement pour l'exécution de son grand projet. Si une économie stricte était observée, si toute collision avec les puissances étrangères était évitée avec soin, les dettes de la couronne seraient liquidées, on aurait des fonds suffisants pour l'entretien d'une grande force militaire, et avec cette force on aurait bientôt raison de l'esprit réfractaire de la nation.

A ce moment de crise, un acte de bigoterie insensée changea soudainement et complétement la face des affaires publiques. Si le roi eût été sage, il aurait observé une politique prudente et modérée à l'égard de l'Écosse, jusqu'à ce qu'il eût été tout à fait maître du Sud de notre île. Car l'Écosse était de tous ses royaumes celui

où il était le plus à craindre qu'une étincelle produisît une flamme, et cette flamme un incendie. A la vérité, il n'avait pas à redouter à Édimbourg une opposition constitutionnelle comme celle qu'il avait rencontrée à Westminster. Le parlement de son royaume du Nord était très-différent du corps politique anglais du même nom. Il était mal constitué, peu considéré, et n'avait jamais imposé aucune restriction sérieuse au pouvoir des prédécesseurs de Charles. Les trois ordres siégeaient dans la même assemblée. Les députés des bourgs n'étaient considérés que comme les serviteurs et les dépendants de la grande noblesse. Aucun acte n'y pouvait être présenté jusqu'à ce qu'il eût été approuvé par les *lords des articles*, comité nommé de fait, sinon de forme, par la couronne. Mais si le parlement écossais était obéissant, le peuple écossais en revanche était et avait toujours été singulièrement turbulent et ingouvernable. Les Écossais avaient assassiné le premier Jacques dans sa chambre à coucher, avaient à diverses reprises pris les armes contre Jacques II, avaient tué Jacques III sur le champ de bataille, avaient brisé le cœur de Jacques V par leur insubordination, déposé et emprisonné Marie, tenu son fils en captivité. Leur caractère était toujours aussi intraitable. Leurs habitudes étaient rudes et martiales. Tout le long de la frontière du Sud et de la ligne qui sépare les hautes terres des basses terres, une guerre de rapines incessante exerçait ses ravages. Sur toute l'étendue du pays, les hommes étaient habitués à venger leurs griefs de leur propre main. Quelle que fût la fidélité que la nation avait anciennement gardée aux Stuarts, cette fidelité s'etait refroidie pendant leur longue absence. Deux classes de mécontents, les maîtres du sol et les prédicateurs, se partageaient l'influence suprême sur l'esprit public. Les lords étaient animés du même esprit qui avait poussé plus d'une fois les anciens

Douglas à résister à la maison royale, et les prédicateurs avaient hérité des opinions républicaines et de l'indomptable esprit de Knox. Les sentiments religieux et les sentiments nationaux de la population avaient été blessés à la fois. Toutes les classes se plaignaient à l'unanimité que leur pays, ce pays qui avec tant de gloire avait résisté aux plus habiles et aux plus braves Plantagenets, fût devenu, de fait sinon nominalement, par le concours de leurs princes nationaux, une province de l'Angleterre. La doctrine et la discipline calvinistes ne s'étaient nulle part en Europe emparées aussi fortement de l'esprit public qu'en Écosse. L'Église de Rome était regardée par la grande masse du peuple avec une haine qu'on pourrait appeler justement féroce, et l'Église d'Angleterre, qui semblait devenir de jour en jour plus semblable à l'Église de Rome, était l'objet d'une aversion à peine moindre.

Le gouvernement depuis longtemps désirait imposer l'anglicanisme à l'île entière, et avait déjà dans cette pensée fait divers changements que tout presbytérien avait vus du plus mauvais œil. Une innovation toutefois, la plus hasardeuse de toutes parce qu'elle tombait directement sous le jugement du peuple, n'avait pas encore été tentée. Le culte public était toujours célébré selon les formes agréables à la nation, et adoptées par elle. Néanmoins Charles et Laud résolurent d'imposer aux Écossais la liturgie anglicane, ou, pour mieux dire, une liturgie qui, tout en différant de la liturgie anglicane, n'en différait qu'en pire, au jugement de tous les protestants rigides.

Notre pays doit sa liberté à cette mesure prise par un pur caprice de tyrannie, et par une criminelle ignorance ou un mépris plus criminel encore du sentiment public. La première célébration de ces cérémonies étrangères produisit une émeute. L'émeute devint rapidement une révolution. L'ambition, le patriotisme, le fanatisme, se

fondirent en un même impétueux torrent. Toute la nation prit les armes. Les forces de l'Angleterre étaient bien à la vérité, comme on put s'en convaincre quelques années plus tard, suffisantes pour maintenir l'Écosse; mais une grande partie du peuple anglais sympathisait avec les sentiments religieux des insurgés, et beaucoup d'Anglais peu scrupuleux à l'endroit des antiphonies et des génuflexions, des autels et des surplis, voyaient avec plaisir les progrès d'une révolte qui semblait devoir confondre les projets arbitraires de la cour, et rendre nécessaire la convocation d'un parlement.

Wentworth n'est pas responsable du caprice insensé qui produisit de tels résultats, et qui en réalité bouleversa tous ses projets[1]. Mais il n'était pas dans sa nature de conseiller la concession. On essaya donc de réduire l'insurrection par l'épée; mais les ressources et les talents militaires du roi étaient insuffisants pour accomplir cette tâche. Imposer illégalement de nouvelles taxes à l'Angleterre eût été folie dans un tel moment. Il ne restait d'autre ressource que dans un parlement, et en conséquence, au printemps de 1640, un parlement fut convoqué.

La nation avait été réjouie par l'espoir de voir rétablir le gouvernement constitutionnel et redresser les griefs. La nouvelle chambre des communes était plus modérée et plus respectueuse envers le trône qu'aucune de ses aînées depuis la mort d'Élisabeth. La modération de cette assemblée a été vantée hautement par les royalistes les plus éminents, et semble avoir donné bien des ennuis et causé bien des désappointements aux chefs de l'opposition. Mais cette modération s'exerça en pure perte. La tactique invariable de Charles, tactique également impolitique et mesquine, était de refuser toute satisfaction aux désirs de son peuple, jusqu'à ce que ces désirs fussent

[1] Voyez sa lettre au comte de Northumberland, datée du 30 juillet 1638.

exprimés d'un ton menaçant. Aussitôt donc que les communes se montrèrent disposées à prendre en considération les griefs dont la nation avait souffert pendant onze ans, le roi prononça la dissolution du parlement avec des marques évidentes de mécontentement.

Entre la dissolution de cette assemblée éphémère et la réunion de cette assemblée à jamais mémorable, connue sous le nom de *Long Parlement*, quelques mois s'écoulèrent, pendant lesquels le joug pesa plus durement que jamais sur la nation, dont l'esprit s'enflammait de plus en plus, et dont les colères contre la tyrannie grandissaient sans cesse. Des membres de la chambre des communes furent interrogés par le conseil privé sur leur conduite parlementaire et jetés en prison pour avoir refusé de répondre. Le *ship money* fut perçu avec une rigueur croissante. Le lord-maire et les shérifs de Londres furent menacés d'emprisonnement pour cause de lenteur dans la rentrée des taxes. Des soldats furent enrôlés de force, et l'argent nécessaire à leur entretien fut arraché à leurs comtés, par exaction. La torture, qui avait toujours été illégale et qui avait été récemment déclarée telle par les magistrats serviles de cette époque eux-mêmes, fut infligée pour la dernière fois en Angleterre au mois de mai 1640.

Tout dépendait maintenant de l'issue des opérations militaires du roi contre les Écossais. Parmi ses troupes, il y avait peu de ce sentiment qui sépare les soldats de profession de la masse de la nation et les attache exclusivement à leurs chefs. Son armée, composée en grande partie de recrues regrettant la charrue dont elles avaient été violemment arrachées, et imbues des sentiments religieux et politiques alors dominants sur toute la surface du pays, était plus dangereuse pour lui-même que pour l'ennemi. Les Écossais, encouragés par les chefs de l'opposition anglaise, et ne trouvant qu'une faible résistance dans les troupes anglaises, passèrent le Tweed et la Tyne

et vinrent camper sur les frontières du Yorkshire. Alors les murmures du mécontentement général, s'élevant de plus en plus, produisirent une telle clameur que tous les esprits, hormis celui d'un seul homme, furent consternés. La voix de Strafford s'élevait toujours en faveur de l'*outrance*, et il montra même dans cette extrémité une nature si cruelle et si despotique, que ses propres gardes furent sur le point de le mettre en pièces.

Il restait encore un dernier expédient qui pouvait épargner au roi, il s'en flattait du moins, le désagrément de se trouver en face d'une nouvelle chambre des communes. Il avait moins d'aversion pour la chambre des lords. Les évêques lui étaient dévoués, et, quoique les pairs temporels fussent généralement mécontents de son administration, ils étaient, comme classe, si profondément intéressés au maintien de l'ordre et de la stabilité des anciennes institutions, qu'il était peu vraisemblable qu'ils réclamassent des réformes considérables. S'écartant de la règle ininterrompue depuis des siècles, il convoqua un grand conseil composé seulement des lords. Mais les lords furent trop prudents pour assumer la responsabilité des fonctions inconstitutionnelles dont on voulait les investir. Sans argent, sans crédit, sans autorité même dans son propre camp, le roi céda enfin aux exigences de la nécessité. Les chambres furent convoquées, et les élections prouvèrent que, depuis le printemps, la défiance et la haine que le peuple portait au gouvernement avaient fait d'effrayants progrès.

En novembre 1640 se réunit ce parlement célèbre qui, en dépit de bien des fautes et de bien des malheurs, a de justes titres à la reconnaissance de tous ceux qui, dans toutes les parties du monde, jouissent des bienfaits du gouvernement constitutionnel.

Pendant l'année qui suivit, il ne se manifesta dans les

chambres aucune division très-importante d'opinion. L'administration civile et ecclésiastique avait été si oppressive et si inconstitutionnelle pendant une période de douze années, que même les classes que leurs inclinations portent généralement du côté de l'ordre et de l'autorité poussaient avec ardeur aux réformes populaires, et ne demandaient qu'à faire justice des instruments de la tyrannie. Il fut décrété qu'il ne s'écoulerait jamais entre deux parlements un intervalle de plus de trois ans, et que si les ordonnances royales de convocation n'avaient pas été publiées à l'époque légale, les officiers électoraux devraient, en l'absence de ces ordonnances, convoquer les corps constituants pour qu'ils procédassent au choix des représentants. La chambre de l'Étoile, la haute commission, le conseil d'York, furent balayés. Les individus qui, après avoir souffert de cruelles mutilations, avaient été renfermés au plus profond des cachots, recouvrèrent leur liberté. La vengeance de la nation assouvit ses colères sur les principaux ministres de la couronne : le lord garde des sceaux, le primat d'Angleterre, le lord lieutenant furent décrétés d'accusation. Finch échappa par la fuite; Laud fut jeté dans la Tour; Strafford fut accusé, jugé, et enfin mis à mort par acte d'*attainder*. Le jour même où cet acte passait, le roi donnait son adhésion à une loi par laquelle il s'engageait à ne pas ajourner, proroger ou dissoudre sans son consentement le parlement alors en fonctions.

Après dix mois de travail assidu, les chambres, en septembre 1641, se prorogèrent pour de courtes vacances, et le roi visita l'Écosse. Il pacifia ce royaume très-difficilement, malgré l'abandon de ses plans de réforme ecclésiastique, et même malgré la promulgation, faite d'ailleurs d'assez mauvaise grâce, d'un acte déclarant que l'épiscopat était contraire à la parole de Dieu.

Les vacances du parlement durèrent six semaines. Le jour où les chambres reprirent leurs travaux est une des

époques les plus remarquables de notre histoire ; car de ce jour date l'existence bien distincte des deux grands partis qui depuis ont alternativement gouverné le pays. Cette distinction, qui devint alors sensible, avait à la vérité existé toujours et existera toujours ; car elle a son origine dans des différences de caractère, d'intelligence et d'intérêts qui se retrouvent dans toutes les sociétés, et qui s'y retrouveront aussi longtemps que l'esprit humain sera tiré dans des directions contraires par le charme de l'habitude et par le charme de la nouveauté. Nous retrouvons cette distinction, non-seulement dans la politique, mais dans la littérature, dans les beaux-arts, dans la science, dans la médecine et les arts mécaniques, dans la navigation et l'agriculture, et jusque dans les mathématiques. Partout il existe une classe d'hommes qui tiennent avec passion pour tout ce qui est ancien, et qui, même lorsqu'ils sont convaincus par des raisons toutes puissantes qu'une innovation serait salutaire, n'y consentent qu'avec bien des craintes et bien des appréhensions. Partout aussi nous trouvons une autre classe d'individus ardents dans leurs espérances, pleins de hardiesse dans leurs théories, poussant toujours en avant, prompts à distinguer les imperfections de tout ce qui existe, disposés à tenir peu de compte des périls et des inconvénients qui accompagnent les améliorations, et prêts à présenter tout changement comme un progrès. Il y a quelque chose à approuver dans les sentiments de l'une et de l'autre de ces deux classes d'hommes ; mais les meilleurs spécimens de toutes les deux ne doivent pas être cherchés trop loin de la frontière qui les sépare. La portion extrême de l'une se compose de radoteurs bigots, la portion extrême de l'autre se compose d'empiriques superficiels et imprévoyants.

Il n'est pas douteux que, même dans nos premiers parlements, on eût pu distinguer un groupe désireux de conserver, un autre désireux de réformer ; mais

tant que les sessions de la législature furent de courte durée, ces éléments premiers des partis ne prirent pas de formes définies et permanentes, n'eurent pas le temps de se choisir des chefs et de se ranger sous leur bannière, de se donner des noms, des devises, des cris de guerre. Pendant les premiers mois du long parlement, l'indignation excitée par tant d'années d'une oppression illégale était si forte et si générale, que la chambre des communes agit comme un seul homme. Les abus disparurent sans soulever l'ombre d'une lutte. Si une petite minorité du corps représentatif souhaitait de conserver la chambre de l'Étoile et la haute commission, cette minorité, dominée par l'enthousiasme et la supériorité numérique du parti réformateur, dut se contenter de regretter secrètement des institutions qu'elle ne pouvait défendre ouvertement avec espérance de succès. Plus tard, les royalistes trouvèrent utile d'antidater la séparation de l'assemblée en deux partis, et d'attribuer l'acte qui défendait au roi de dissoudre ou de proroger le parlement, l'acte triennal, la mise en accusation des ministres et la condamnation de Strafford, à la faction qui plus tard fit la guerre au roi. Mais il ne peut exister de faux-fuyant moins sincère. Les plus vigoureuses de toutes ces mesures furent activement encouragées par les hommes qui dans la suite se placèrent à la tête des cavaliers. Aucun républicain ne parla plus sévèrement des longues illégalités de Charles que Colepepper. Le plus remarquable discours en faveur de l'acte triennal fut prononcé par Digby. L'accusation contre le lord garde des sceaux fut proposée par Falkland. La demande que le lord lieutenant fût mis au secret fut faite par Hyde, à la barre de la chambre des lords. Aucun signe de désunion sérieuse ne se manifesta avant que l'application de la loi d'*attainder* ne fût proposée contre Strafford ; et même contre cette loi, que l'extrême nécessité pouvait seule justifier, il n'y eut que soixante opposants dans la chambre des

communes. Il est certain que Hyde ne fit point partie de la minorité, et que Falkland non-seulement vota avec la majorité, mais parla énergiquement en faveur du bill. Même la petite minorité, qui se sentait des scrupules à infliger la mort par un acte rétroactif, jugea nécessaire d'exprimer sa complète aversion pour le caractère et l'administration de Strafford.

Mais un grand schisme se cachait sous cette apparente concorde, et lorsqu'en octobre 1641, le parlement se réassembla après de courtes vacances, deux partis hostiles, exactement les mêmes qui, depuis, sous des noms différents, se sont disputé et se disputent encore la direction des affaires publiques, apparurent en face l'un de l'autre. Pendant quelques années, ils furent désignés sous les noms de Cavaliers et de Têtes rondes : ils furent, par la suite, appelés Tories et Whigs, et il ne paraît pas que ces dénominations soient prêtes à passer d'usage.

Composer un pamphlet ou un panégyrique sur chacun de ces deux partis fameux ne serait pas difficile, car il n'est pas un homme ayant quelque jugement et quelque candeur qui voudra contester les grandes et nombreuses taches qui souillent la renommée du parti auquel il appartient, non plus que les noms illustres, les actions héroïques, les grands services rendus à l'État, dont peut se glorifier le parti opposé. La vérité, c'est que malgré les nombreuses et sérieuses erreurs commises par chacun de ces partis, l'Angleterre n'aurait pu se passer d'aucun des deux. Si, dans ses institutions, la liberté et l'ordre, les avantages résultant de l'innovation et les avantages résultant de la tradition, se sont combinés sur une plus large échelle que dans toute autre nation, nous devons attribuer cette heureuse particularité aux luttes ardentes et aux victoires alternatives de ces deux confédérations rivales d'hommes d'État, l'une zélée pour l'autorité et l'antiquité, l'autre zélée pour la liberté et le progrès.

Il faut se rappeler que la différence entre les deux grandes catégories d'hommes politiques anglais a toujours été plutôt une différence de mesure que de principe. Il y avait, à droite et à gauche, certaines limites rarement franchies. Quelques enthousiastes, d'un côté, étaient tout prêts à déposer nos lois et nos franchises aux pieds de nos rois; de l'autre, quelques enthousiastes étaient entraînés à poursuivre, à travers des troubles civils sans fin, le fantôme chéri de leur république; mais la grande majorité des défenseurs de la couronne, était opposées au despotisme, et la grande majorité des champions des droits populaires était hostile à l'anarchie. Deux fois, durant le cours du dix-septième siècle, les deux partis suspendirent leurs dissensions et réunirent leurs forces pour une cause commune. Leur première coalition rétablit la monarchie héréditaire; leur seconde coalition sauva la liberté constitutionnelle.

Il faut aussi remarquer que les deux partis n'ont jamais été toute la nation; bien plus, qu'ils n'ont jamais composé la majorité de la nation, même à eux deux. Entre eux a toujours existé une grande masse qui ne s'est jamais complétement attachée ni à l'un ni à l'autre, qui quelquefois a gardé la neutralité la plus inerte à leur égard, et quelquefois oscillé et hésité entre eux. Cette masse a plus d'une fois, en quelques années, passé et repassé d'un extrême à l'autre. Parfois elle a changé d'opinion par pur ennui de soutenir les mêmes hommes, d'autres fois par épouvante pour ses propres excès, d'autres fois encore parce qu'elle s'attendait à l'impossible et qu'elle se trouvait désappointée. Mais toutes les fois qu'elle a pesé de tout son poids dans l'une ou l'autre de ces deux directions, la résistance a été impossible.

Lorsque ces deux partis rivaux apparurent pour la première fois sous une forme tranchée, leurs forces ne semblaient pas trop inégales. Du côté du gouvernement se

groupait une forte majorité composée de nobles et de ces hommes opulents et de bonne lignée, auxquels il ne manquait de la noblesse que le titre. Ces hommes, avec les gens nombreux placés sous leur dépendance et dont ils pouvaient exiger le soutien, exerçaient dans l'État un grand pouvoir. Du même côté se rangeait le grand corps du clergé, les deux universités et tous les laïques fortement attachés au gouvernement épiscopal et au rituel anglican. Ces respectables classes se trouvaient en compagnie d'alliés beaucoup moins honorables. L'austérité puritaine poussa dans le parti du roi tous ceux qui faisaient des plaisirs leurs affaires, qui aimaient la galanterie, les vêtements splendides, et avaient du goût pour les arts légers. A leur suite marchaient tous ceux qui vivent en amusant les loisirs d'autrui, depuis le peintre et le poëte comique jusqu'au danseur de corde et au bouffon; car tous les artistes savaient parfaitement qu'ils pouvaient prospérer sous un orgueilleux et luxueux despotisme, mais qu'ils devraient mourir de faim sous le gouvernement de rigoristes inflexibles. Les catholiques romains appartenaient jusqu'au dernier à la même cause. La reine, une fille de France, professait leur religion. On savait que son mari lui était vivement attaché, et qu'il était même dominé par elle. Bien qu'indubitablement protestant par conviction, il ne voyait pas d'un mauvais œil les sectateurs de la vieille religion, et il leur aurait volontiers accordé plus de tolérance qu'il n'était disposé à en accorder aux presbytériens. Si l'opposition remportait la victoire, il était probable que les lois sanguinaires portées contre les papistes sous le règne d'Élisabeth seraient appliquées en toute rigueur. Les catholiques romains étaient donc poussés par les motifs les plus forts à épouser la cause de la cour. En général ils agissaient avec une prudence qui leur attira les reproches de lâcheté et de tiédeur; mais il est probable

qu'en observant cette grande réserve, ils consultèrent les intérêts du roi aussi bien que les leurs. En se faisant remarquer parmi ses amis, ils ne lui auraient guère rendu service.

Le gros de l'opposition se composait des petits propriétaires campagnards et des marchands et boutiquiers des villes. Mais à leur tête se plaçait une formidable minorité de l'aristocratie, minorité qui comptait dans ses rangs les riches et puissants comtes de Northumberland, de Bedford, de Warwick, de Stamford, d'Essex, et plusieurs autres lords d'une grande richesse et d'une grande opulence. Dans le même parti se trouvaient la masse entière des protestants non conformistes, et la plupart de ces membres de l'Église établie qui adhéraient aux opinions calvinistes si généralement admises par les prélats et le clergé, quarante ans auparavant. Les corporations municipales, à quelques exceptions près, se rangèrent aussi du même côté. Dans la chambre des communes, l'opposition avait la prépondérance, mais non pas pourtant d'une manière décisive.

Ni l'un ni l'autre de ces deux partis ne manquait de puissants arguments en faveur des mesures qu'il était disposé à prendre. Les raisonnements des royalistes les plus éclairés pourraient se résumer ainsi. — « Il est vrai que de grands abus ont existé, mais ils ont été redressés. Il est vrai qu'on á empiété sur des droits précieux, mais ces droits ont été rétablis et entourés de sécurités nouvelles. Les sessions des états du royaume ont été, au mépris de tout précédent et de l'esprit de la constitution, suspendues pendant onze ans, mais des précautions ont été prises pour qu'à l'avenir il ne s'écoule jamais plus de trois années sans parlement. La chambre de l'Étoile, la haute commission, le conseil d'York nous ont opprimé et pillé, mais ces cours odieuses ont maintenant cessé d'exister. Le lord lieutenant aspirait à établir le despotisme militaire, mais il a payé sa

trahison de sa tête. Le primat d'Angleterre infectait notre culte de rites papistes et punissait nos scrupules avec une cruauté papiste; mais il est maintenant à la Tour, attendant le jugement de ses pairs. Le lord garde des sceaux sanctionna un plan qui mettait à la merci de la couronne la propriété de tout Anglais; mais il a été disgracié, ruiné et obligé de chercher un refuge sur une terre étrangère. Les ministres de la tyrannie ont expié leurs crimes; les victimes de la tyrannie ont été dédommagées de leurs souffrances. Dans de telles circonstances, il ne serait pas sage de persévérer dans les voies et moyens qui étaient justifiables et nécessaires lorsque nous nous sommes réunis pour la première fois après un long intervalle, et que nous avons trouvé une administration entièrement composée d'abus. Il est temps de réfléchir qu'en poussant trop loin notre victoire sur le despotisme, nous pouvons arriver à une pleine anarchie. Il n'était pas en notre pouvoir de renverser les mauvaises institutions qui ont récemment désolé notre pays sans des secousses qui ont ébranlé les fondements du gouvernement. Maintenant que ces institutions sont tombées, nous devons nous hâter d'étayer l'édifice qu'il fut de notre devoir de battre en brèche. C'est pourquoi nous serons sages en nous défiant de toute théorie novatrice, et en nous gardant d'empiéter sur les prérogatives dont la loi a, pour le bien public, armé le souverain. »

Telles étaient les vues de ces hommes, dont l'excellent Falkland peut être regardé comme le chef. Des hommes non moins habiles et non moins vertueux répliquaient avec tout autant de force, du côté opposé, que la sécurité dont jouissaient les libertés du peuple anglais était plus apparente que réelle, et que la cour reviendrait à ses projets arbitraires aussitôt que la vigilance des communes se relâcherait. Il était vrai, — tel était le raisonnement de Pym, de Hollis et d'Hampden, — que

plusieurs bonnes lois avaient été décrétées, mais si de bonnes lois avaient été suffisantes pour modérer le roi, ses sujets auraient eu peu de raisons de se plaindre de son administration. Les statuts de date récente n'avaient assurément pas plus d'autorité que la grande charte ou la pétition des droits. Cependant ni la grande charte consacrée par la vénération de quatre siècles, ni la pétition des droits sanctionnée après mûres réflexions et pour de sérieux motifs par Charles lui-même, n'avaient pu suffire à la protection du peuple. Si le frein de la crainte était une fois retiré, si l'esprit d'opposition venait un instant à s'endormir, toutes les sécurités de la liberté anglaise se résumeraient en une seule, le serment du roi; et une longue et sévère expérience avait prouvé qu'on ne pouvait pas se fier au serment du roi.

Les deux partis se considéraient encore mutuellement avec une prudente hostilité et n'avaient pas encore mesuré leurs forces, lorsqu'arrivèrent des nouvelles qui enflammèrent les passions et renforcèrent les convictions de l'un et de l'autre. Les grands chefs de l'Ulster qui, à l'époque de l'avénement de Jacques, s'étaient, après une longue lutte, soumis à l'autorité royale, n'avaient pas longtemps supporté l'humiliation de la dépendance. Ils avaient conspiré contre le gouvernement anglais et avaient été condamnés pour crime de haute trahison. Leurs immenses domaines avaient été confisqués au profit de la couronne et avaient été peuplés par des milliers d'émigrants anglais et écossais. Les nouveaux colons étaient en civilisation et en intelligence bien supérieurs à la population indigène, et abusaient quelquefois de leur supériorité. L'animosité produite par la différence de race s'accroissait de l'animosité produite par la différence de religion. Sous la verge de fer de Wentworth, on entendit à peine un murmure, mais lorsque cette puissante compression ne s'exerça plus, lorsque l'Écosse eut

donné l'exemple d'une révolte triomphante, lorsque l'Angleterre fut déchirée par ses querelles intestines, alors la colère silencieusement contenue des Irlandais éclata en actes d'effroyable violence. Tout à coup la population aborigène se rua sur les colons. Une guerre, à laquelle les haines religieuses et nationales donnaient un caractère de férocité particulier, désola l'Ulster et se répandit dans les provinces voisines. Le château de Dublin était à peine regardé comme à l'abri; chaque courrier apportait à Londres des récits exagérés de violences qui n'avaient cependant nul besoin d'être exagérées pour exciter l'horreur et la pitié. Ces mauvaises nouvelles portaient à leur comble les passions des deux grands partis qui manœuvraient l'un contre l'autre à Westminster. Les royalistes maintenaient que le premier devoir de tout bon Anglais et de tout bon protestant, dans un tel moment de crise, était de fortifier le pouvoir du souverain. Il semblait au contraire à l'opposition qu'il y avait maintenant de meilleures raisons que jamais de limiter et de contrecarrer son autorité. Les périls de la chose publique étaient sans doute une bonne raison pour donner de grands pouvoirs à un magistrat digne de confiance, mais c'était aussi une bonne raison pour refuser ces pouvoirs à un magistrat qui était au fond du cœur un ennemi public. Lever une grande armée avait toujours été la pensée principale du roi. Une grande armée devait être maintenant levée de toute nécessité, et on pouvait craindre que si de nouvelles garanties n'étaient créées, les forces levées pour la réduction de l'Irlande ne fussent employées contre les libertés de l'Angleterre. Ce n'était pas tout. Un horrible soupçon, très-injuste à la vérité, mais fort explicable, avait germé dans beaucoup d'esprits. La reine était catholique romaine; le roi n'était point considéré par les puritains, qu'il avait persécutés sans pitié, comme un protestant sincère, et sa dupli-

cité était si notoire, qu'il n'y avait pas de trahison dont ses sujets, avec quelque apparence de raison, ne pussent le croire capable. On chuchota bientôt que la révolte des catholiques romains de l'Ulster était un des fils d'une vaste trame ténébreuse tissée à Whitehall.

Après quelques semaines de prélude, le premier grand conflit parlementaire entre les deux grands partis, qui depuis se sont toujours disputé et se disputent encore le gouvernement de la nation, eut lieu, le 22 novembre 1641. L'opposition proposa que la chambre des communes présentât au roi une remontrance, énumérant les fautes de son administration depuis l'époque de son avénement, et exprimant la méfiance que sa politique inspirait encore au peuple. Cette assemblée qui, quelques mois auparavant, avait été unanime à demander la réforme des abus, était maintenant divisée en deux factions hardies et passionnées d'une force presque égale. Après un chaud débat, qui dura plusieurs heures, la remontrance passa à la majorité de onze voix seulement.

Le résultat de cette lutte fut extrêmement favorable au parti conservateur. Il était hors de doute qu'il n'obtînt bientôt la prédominance dans la chambre basse, à moins de quelque grave imprudence arrivant à l'encontre. La chambre haute lui appartenait déjà. Rien ne lui manquait pour assurer son succès, si le roi montrait dans toute sa conduite un respect invariable pour les lois et une scrupuleuse bonne foi envers ses sujets.

Ses premières mesures furent de bon augure. Il semblait avoir enfin découvert qu'un changement complet de système était nécessaire, et avoir sagement pris son parti de ce qui ne pouvait plus longtemps être évité. Il annonça qu'il était déterminé à gouverner de concert avec les communes, et à cette fin, à appeler dans ses conseils des hommes dans les talents et le caractère desquels les communes pussent avoir confiance. Le choix ne fut

certes point mauvais. Falkland, Hyde et Colepepper, tous trois distingués par la part qu'ils avaient prise à la réforme des abus et à la punition de mauvais ministres, furent invités à devenir les conseillers confidentiels de la couronne, et reçurent de Charles l'assurance solennelle qu'il ne prendrait aucune mesure concernant la chambre des communes sans leur participation.

S'il avait tenu cette promesse, il n'est pas douteux que la réaction, déjà très-prononcée, ne fût devenue bientôt aussi forte que pouvaient la désirer les plus respectables royalistes. Déjà les membres violents de l'opposition avaient commencé à désespérer de la fortune de leur parti, à trembler pour leur propre sûreté, et parlaient de vendre leurs biens et d'émigrer en Amérique. Si la belle perspective qui commençait à s'ouvrir devant le roi fut si soudainement voilée, si sa vie fut attristée par l'adversité et enfin abrégée par la violence, c'est à son manque de bonne foi et à son mépris des lois qu'il faut l'attribuer.

La vérité, c'est qu'il paraît avoir détesté également les deux partis qui divisaient la chambre des communes. Cela n'est pas étonnant, car dans chacun de ces deux partis l'amour de la liberté et l'amour de l'ordre se mêlaient, quoique dans des proportions différentes. Les conseillers dont la nécessité l'avait forcé de s'entourer n'étaient en aucune façon des hommes selon son cœur. Ils avaient pris leur part de toutes les mesures qui avaient condamné sa tyrannie, limité son pouvoir, puni ses instruments. Ils étaient bien, à la vérité, tout prêts maintenant à défendre par des moyens strictement légaux ses prérogatives strictement légales, mais ils auraient reculé d'horreur à la pensée de ressusciter les projets *à outrance* de Wentworth. Ils n'étaient dans la pensée du roi que des traîtres, dont la séditieuse malveillance ne différait que d'un degré de l'opposition de Pym et de Hampden.

En conséquence, quelques jours après la promesse

faite aux chefs des royalistes constitutionnels, de ne prendre aucune mesure importante à leur insu, le roi forma la résolution la plus considérable de sa vie, cacha avec soin cette résolution à ses ministres, et l'exécuta dans des circonstances qui les accablèrent de honte et de terreur. Il envoya son *Attorney général* décréter d'accusation, comme coupables de haute trahison, Pym, Hollis, Hampden et d'autres membres de la chambre des communes, à la barre de la chambre des lords. Non content de cette violation flagrante de la grande charte et de la pratique ininterrompue des siècles, il alla en personne, accompagné d'hommes d'armes, pour saisir les chefs de l'opposition dans l'enceinte même du parlement.

La tentative échoua. Les membres accusés avaient quitté la chambre des communes peu de temps avant l'arrivée du roi. Un subit et violent retour du sentiment public, à la fois dans le parlement et dans le pays, s'ensuivit. Le jugement le plus favorable qui ait été porté sur la conduite du roi dans cette occasion, par ses défenseurs les plus partiaux, c'est qu'il s'était laissé pousser lâchement, dans cet acte de grave imprudence, par les mauvais conseils de sa femme et de ses courtisans. Mais la voix publique l'accusait hautement d'une plus grande culpabilité. Au moment où ses sujets, après un long éloignement, fruit de sa mauvaise administration, revenaient à lui avec des sentiments de confiance et d'affection, il avait porté une atteinte mortelle à leurs droits les plus chers, aux priviléges du parlement, au principe du jugement par jury. Il avait montré qu'il considérait l'opposition à ses desseins arbitraires comme un crime, qui ne pouvait s'expier que par l'effusion du sang. Il avait violé sa parole, non-seulement avec son grand conseil et son peuple, mais avec ses propres partisans. Il avait fait une tentative qui aurait probablement eu pour résultat une

lutte sanglante autour du fauteuil du président des communes, sans une circonstance imprévue. Tous les hommes qui dominaient dans la chambre basse sentaient maintenant que non-seulement leur pouvoir et leur popularité, mais leurs biens et leurs têtes étaient en jeu, et dépendaient de l'issue de la lutte où ils étaient engagés. L'ardeur à demi éteinte du parti opposé à la cour reprit en un instant toute sa flamme. La ville de Londres s'arma tout entière pendant la nuit qui suivit cet acte de violence. En quelques heures les routes conduisant à la capitale se couvrirent d'une multitude de *yeomen* courant en hâte vers Westminster, et portant à leur chapeau les devises de la cause parlementaire. A la chambre des communes, l'opposition devint tout à coup irrésistible, et enleva, à la majorité de plus des deux tiers des voix, des résolutions d'une violence sans précédents. De forts détachements de milices bourgeoises montaient la garde autour de Westminster Hall. Les portes du palais du roi étaient assiégées chaque jour par une multitude furieuse, dont les insultes et les malédictions parvenaient jusque dans la salle du trône, et que les gentilshommes de la maison du roi avaient grand peine à empêcher de se ruer dans les appartements royaux. Si Charles était resté plus longtemps dans sa capitale orageuse, il est probable que les communes auraient trouvé un prétexte pour le retenir, avec toutes les formes extérieures de respect, prisonnier d'État.

Il quitta Londres pour n'y plus revenir jusqu'au jour mémorable et terrible où il devait y rendre ses comptes. Une négociation, qui occupa plusieurs mois, commença alors. Accusations et récriminations furent échangées entre les partis en lutte. Toute conciliation était devenue impossible. L'inévitable punition qui ne manque jamais d'atteindre les hommes qui font de la perfidie une habitude avait enfin atteint le roi. Ce fut en vain qu'il engagea maintenant sa parole royale,

et prit le ciel à témoin de la sincérité de ses déclarations. La défiance qu'il inspirait à ses adversaires ne pouvait plus être dissipée par des serments ou des traités. Ils étaient convaincus qu'ils n'auraient de sécurité que lorsque le roi serait complétement désarmé et forcément inoffensif. Ils demandèrent donc que le roi renonçât non-seulement à toutes ces prérogatives qu'il avait usurpées, en violation des anciennes lois et de ses récentes promesses, mais encore à d'autres prérogatives que les rois anglais avaient possédées depuis un temps immémorial et qu'ils possèdent encore aujourd'hui. Aucun ministre ne pourrait être nommé, aucun pair ne pourrait être créé sans le consentement des chambres. Par-dessus tout, le roi devrait résigner cette suprême autorité militaire qui depuis un temps immémorial avait fait partie des attributions de la royauté.

On ne pouvait guère attendre de Charles qu'il accédât à de telles demandes, tant qu'il lui resterait quelques moyens de résistance. Cependant il serait difficile de prouver que les chambres eussent pu prudemment exiger moins. Elles étaient véritablement dans une situation très-embarrassante. La grande majorité de la nation était fermement attachée à la monarchie héréditaire. Ceux qui professaient des opinions républicaines étaient encore peu nombreux, et ne s'aventuraient pas à les exprimer. Il était donc impossible d'abolir le gouvernement royal. Cependant il était évident qu'on ne pouvait accorder aucune confiance au roi. Il eût été absurde à ceux qui savaient, par des preuves récentes, qu'il était invinciblement porté à les anéantir, de se contenter de lui présenter une nouvelle pétition des droits et d'accepter de nouvelles promesses semblables à celles qu'il avait tant de fois faites et violées. Le manque d'une armée l'avait seul empêché d'anéantir entièrement la vieille constitution du royaume. Il était nécessaire maintenant de lever une grande armée régulière pour la conquête de l'Irlande; il y aurait donc

eu plus que de la folie à lui laisser dans sa plénitude cette autorité militaire dont ses ancêtres avaient joui.

Lorsqu'un pays est dans la situation contradictoire où se trouvait alors l'Angleterre, que la royauté y est, comme elle y était alors, l'objet de l'affection et de la vénération générales, et que la personne qui remplit ces suprêmes fonctions y est détestée et sans crédit, il semble que la marche à suivre est simple et claire : la dignité de ces fonctions devra être préservée, et la personne qui les remplit devra être écartée. C'est ainsi que nos ancêtres avaient agi en 1399 et agirent en 1689 S'il y eût eu en 1642 un homme occupant une position semblable à celle que Henri de Lancastre occupait lors de la déposition de Richard II, et que le prince d'Orange occupait lors de la déposition de Jacques II, il est probable que les chambres auraient changé la dynastie sans faire subir à la constitution aucune modification profonde. Le nouveau roi appelé au trône par leur choix, n'existant que par leur soutien, aurait été dans la nécessité de gouverner conformément à leurs vœux et à leurs opinions. Mais il n'y avait pas de prince du sang royal dans le parti parlementaire, et quoique ce parti contînt bien des hommes d'un haut rang et d'une éminente habileté, aucun ne s'élevait assez au-dessus des autres pour pouvoir être proposé comme candidat à la couronne. Comme il fallait un roi, et qu'on n'avait pas l'étoffe nécessaire pour en faire un nouveau, il était nécessaire de laisser à Charles le titre royal. Il ne restait donc plus qu'un seul moyen de salut : séparer le titre de roi des prérogatives royales.

Le changement que les chambres proposaient de faire, bien qu'il paraisse exorbitant, ne va guère plus loin, lorsqu'il est nettement résumé en quelques articles de capitulation, que le changement qui dans la génération suivante fut accompli par la révolution. Il est vrai qu'à l'époque de la révolution, le souverain ne

fut pas privé par la loi du pouvoir de nommer ses ministres, mais il est également vrai que depuis la révolution aucun ministère n'a été capable de rester six mois en place lorsqu'il était en opposition avec l'opinion dominante aux communes. Il est vrai que le souverain possède encore le pouvoir de créer des pairs, et le pouvoir plus important du commandement militaire; mais il est également vrai que depuis la révolution le souverain a toujours été guidé dans l'exercice de ces pouvoirs par des conseillers possédant la confiance des représentants de la nation. En réalité, les chefs du parti des Têtes rondes en 1642, et les hommes d'État qui un siècle et demi plus tard environ accomplirent la révolution, avaient exactement en vue le même objet, c'est-à-dire de terminer la lutte entre la couronne et le parlement, en donnant au parlement le contrôle suprême de l'administration exécutive. Les hommes d'État de la révolution arrivèrent à ce but indirectement, par le changement de la dynastie. Les Têtes rondes de 1642, ne pouvant changer la dynastie, furent obligés de marcher directement à leur but.

Nous ne pouvons toutefois nous étonner que les demandes de l'opposition, emportant, comme elles le faisaient, un transfert formel et complet au parlement, des pouvoirs qui avaient toujours appartenu à la couronne, aient blessé le grand parti dont les traits caractéristiques sont le respect de l'autorité établie et l'horreur des innovations violentes. Ce parti s'était récemment bercé de l'espérance d'obtenir par des moyens paisibles l'ascendant dans la chambre des communes; mais tout espoir de ce genre avait été détruit en germe. La duplicité de Charles avait rendu ses vieux ennemis irréconciliables, avait poussé dans les rangs des mécontents une foule d'hommes modérés qui étaient sur le point de se ranger à ses côtés, et avait si cruellement humilié ses meilleurs amis qu'ils s'étaient pendant un moment tenus à l'écart, le cœur plein d'une honte et d'un ressen-

timent silencieux. Toutefois les royalistes constitutionnels étaient forcés maintenant de faire leur choix entre deux dangers, et ils pensèrent que leur devoir leur ordonnait de se rallier autour d'un prince dont ils condamnaient la conduite privée, et dont la parole leur inspirait peu de confiance, plutôt que de laisser dégrader la royauté et changer de fond en comble l'organisation politique du royaume. C'est poussés par de tels sentiments, que bien des hommes dont les vertus et les talents auraient honoré toutes les causes se rangèrent du côté du roi.

L'épée fut enfin tirée en août 1642, et aussitôt, dans chaque comté du royaume, deux factions hostiles apparurent en armes l'une contre l'autre. Il n'est pas aisé de dire lequel des deux partis en lutte fut d'abord le plus formidable. Les chambres avaient pour elles Londres et les comtés environnants, la flotte, la navigation de la Tamise, un grand nombre de villes importantes et de ports de mer; elles avaient à leur disposition presque tous les arsenaux militaires du royaume, et pouvaient imposer des droits sur les valeurs importées de l'étranger, et sur quelques produits importants de l'industrie nationale. Le roi était mal pourvu d'artillerie et de munitions. Les taxes qu'il imposait aux districts ruraux occupés par ses troupes produisaient, selon toute probabilité, une somme infiniment inférieure à celle que le parlement tirait de la seule ville de Londres. Il comptait principalement, à la vérité, pour les secours pécuniaires, sur la munificence de ses riches partisans. Beaucoup d'entre eux, pour l'assister, hypothéquèrent leurs terres, mirent leurs bijoux en gage, fondirent leurs bassins et leurs vases d'argent. Mais l'expérience a pleinement prouvé que la libéralité volontaire des individus, même dans les temps de plus grand enthousiasme, est une pauvre ressource financière comparée à un système d'impôts sévère et méthodique, qui pèse également

sur tous, quels que soient leurs dispositions d'esprit et leurs attachements de parti.

Néanmoins, Charles avait un avantage qui, s'il l'eût bien employé, aurait plus que compensé le manque de munitions et d'argent, et qui, malgré le mauvais parti qu'il en tira, lui donna, pendant quelques mois, la supériorité dans la guerre. Ses troupes combattirent beaucoup mieux d'abord que celles du parlement. Les deux armées, il est vrai, étaient presque entièrement composées d'hommes qui n'avaient jamais vu un champ de bataille; toutefois la différence entre elles était grande. Les rangs des parlementaires étaient remplis de mercenaires que le besoin et la paresse avaient poussés à s'enrôler. Le régiment de Hampden était considéré comme un des meilleurs, et ce même régiment était qualifié par Cromwell, de pur ramassis de garçons de taverne et de domestiques sans place. L'armée royale, au contraire, était composée en grande partie de gentilshommes très-courageux et très-ardents, habitués à considérer le déshonneur comme plus terrible que la mort, habitués à manier l'épée, à faire usage des armes à feu, à monter à cheval, habitués à cet amusement viril et périlleux, qui a été parfaitement nommés l'image de la guerre. Ces gentilshommes montés sur leurs chevaux favoris, commandant de petites troupes composées de leurs frères cadets, de leurs domestiques, de leurs gardes-chasse, de leurs piqueurs, étaient bien préparés pour prendre avec éclat leur part d'une escarmouche dès le jour même de leur entrée en campagne. Ces élégants volontaires n'atteignirent jamais à ce sang-froid, à cette immédiate obéissance, à cette précision mécanique de mouvements qui caractérisent le soldat de profession; mais ils se trouvèrent d'abord en présence d'ennemis aussi indisciplinés, mais infiniment moins actifs, moins vigoureux, moins audacieux qu'eux-mêmes. Les Cavaliers remportèrent donc l'avantage pen-

dant un certain temps dans presque toutes les rencontres.

Les chambres n'avaient pas eu la main heureuse dans le choix de leur général. Le comte d'Essex était, par son rang et sa fortune, un des membres les plus importants du parti parlementaire. Il avait servi avec honneur sur le continent, et lorsque la guerre commença, avait une aussi grande réputation militaire que tout autre général anglais; mais on vit bientôt qu'il n'était pas capable de remplir la poste de commandant en chef : il avait peu d'énergie et n'avait aucune originalité. La tactique méthodique qu'il avait apprise dans la guerre du Palatinat ne put lui épargner la honte d'être surpris et mis en déroute par un capitaine tel que Rupert, qui ne pouvait prétendre cependant à d'autre réputation qu'à celle de partisan audacieux.

Les officiers qui exerçaient les hauts commandements, sous les ordres de d'Essex, n'étaient guère capables non plus de suppléer à ce qui lui manquait. On ne peut blâmer pourtant les chambres de tels choix. On ne pouvait trouver des généraux d'une habileté et d'une valeur éprouvées dans un pays qui, de mémoire d'homme, n'avait pas eu à soutenir sur terre une grande guerre. On fut donc obligé au commencement de se fier à des hommes non éprouvés, et la préférence tomba naturellement sur les hommes distingués par leur position sociale ou par les talents qu'ils avaient déployés au parlement. Mais c'est à peine si dans une seule occasion le choix de tels hommes fut heureux; ni les grands seigneurs, ni les orateurs ne se trouvèrent être de bons soldats. Le comte de Stamford, un des premiers gentilshommes de l'Angleterre, fut mis en déroute par les royalistes à Stratton. Nathaniel Fiennes, qui n'était inférieur en talent dans les affaires civiles à aucun de ses contemporains, se couvrit de honte par la pusillanime reddition de Bristol. En réalité, de tous les hommes d'Etat qui, à cette époque,

acceptèrent de hauts commandements militaires, Hampden paraît avoir seul transporté dans le camp la capacité et la force d'esprit qui l'avaient rendu si éminent en politique.

Lorsque la guerre eut duré un an, les royalistes se trouvèrent décidément avoir l'avantage; ils étaient victorieux dans les comtés de l'Ouest et dans les comtés du Nord à la fois; ils avaient arraché Bristol, la seconde ville du royaume, au parlement; ils avaient gagné plusieurs batailles et n'avaient pas subi une seule défaite sérieuse ou ignominieuse. La mauvaise fortune avait commencé à produire chez les Têtes rondes des dissensions et des mécontentements. Le parlement était tenu en alarme quelquefois par des complots, d'autres fois par des émeutes. On jugea nécessaire de fortifier Londres, pour le préserver de l'armée royale, et de pendre à la porte de leurs propres demeures quelques citoyens désaffectionnés. Quelques-uns des pairs les plus illustres, qui jusqu'alors étaient restés à Westminster, s'enfuirent, et allèrent à Oxford se joindre à la cour, et il est hors de doute que si les opérations des royalistes eussent été dirigées par un esprit sagace et puissant, Charles serait bientôt entré triomphant à White-Hall.

Mais le roi laissa échapper ce moment propice qui ne revint jamais plus. En août 1643, il plaça le siége devant Gloucester. Cette ville fut défendue par ses habitants et sa garnison avec une détermination que les adhérents du parlement n'avaient jamais montrée depuis le commencement de la guerre. L'émulation de Londres fut excitée; les milices bourgeoises de la cité s'offrirent à marcher partout où leurs services pourraient être réclamés. Une grande force fut rapidement assemblée, et commença à se diriger vers l'Ouest. Le siége de Gloucester fut levé. Les royalistes perdirent cœur dans toutes les parties du royaume, le courage des parlementaires se ranima, et les lords apostats qui s'étaient enfuis récem-

ment à Oxford s'empressèrent de revenir à Westminster.

Alors commença à apparaître une classe nouvelle de symptômes alarmants dans la maladie du corps politique. Dès l'origine, il y avait eu dans le parti parlementaire des hommes dont l'esprit était tourné vers un but devant lequel la majorité de ce parti aurait reculé avec horreur. Ces hommes étaient la secte religieuse des Indépendants. Ils pensaient que toute congrégation chrétienne avait, sous l'autorité du Christ, une suprême juridiction dans les choses spirituelles; que les appels aux synodes provinciaux et nationaux n'étaient guère moins contraires à l'Écriture que les appels à la cour des Arches ou au Vatican, et que la papauté, l'épiscopat et le presbytérianisme étaient simplement trois formes d'une même grande apostasie. En politique, les Indépendants étaient, pour nous servir de l'expression de leur temps, réformateurs *depuis la racine jusqu'aux branches*, ou, pour nous servir de l'expression contemporaine, des radicaux. Ne se contentant pas de limiter le pouvoir du monarque, ils voulaient élever une république sur les ruines de la vieille organisation politique anglaise. D'abord leur nombre et leur influence avaient été peu considérables; mais avant que la guerre eût duré deux ans, ils étaient devenus, sinon la plus nombreuse, du moins la plus puissante faction du pays. Quelques-uns des vieux chefs parlementaires avaient été enlevés par la mort, d'autres avaient trahi la confiance publique. Pym avait été enseveli, avec des honneurs royaux, au milieu des Plantagenets. Hampden était tombé d'une manière digne de lui, en s'efforçant vainement d'inspirer à ses soldats, par son héroïque exemple, le courage d'affronter la bouillante cavalerie de Rupert. Bedford avait déserté la cause parlementaire; Northumberland était notoirement tiède; d'Essex et ses lieutenants avaient montré peu d'habileté et de vigueur dans la conduite des opérations militaires. C'est à ce moment critique que le parti des

indépendants, ardent, résolu, n'acceptant aucun compromis, commença à lever la tête et dans l'armée et dans la chambre des communes.

L'âme de ce parti était Olivier Cromwell. Élevé dans des habitudes paisibles, il avait, à plus de quarante ans, accepté une commission dans l'armée parlementaire. Il ne fut pas plus tôt devenu un soldat qu'il discerna, avec l'œil pénétrant du génie, ce qu'Essex et les hommes qui lui ressemblaient n'étaient pas capables d'apercevoir. Il vit en quoi consistait précisément la force des royalistes, et les seuls moyens par lesquels cette force pouvait être vaincue. Il vit qu'il était nécessaire de reconstituer l'armée du parlement. Il vit aussi qu'il avait pour cela d'abondants et d'excellents matériaux moins brillants à la vérité, mais plus solides que ceux dont les vaillants escadrons du roi étaient composés. Il fallait trouver des soldats qui ne fussent pas des mercenaires, des soldats d'une condition honorable, d'un caractère grave, craignant Dieu, et zélés pour les libertés publiques. C'est de tels hommes qu'il remplit son régiment, et tout en les soumettant à une discipline plus rigide que l'Angleterre n'en avait encore connue, il versa dans leur nature intellectuelle et morale des stimulants d'une puissance terrible.

Les événements de l'année 1644 prouvèrent pleinement la supériorité de ses talents. Dans le Sud, où commandait Essex, les forces parlementaires essuyèrent une succession de honteux désastres ; mais dans le Nord, la victoire de Marston Moor compensa amplement toutes les autres pertes. Cette victoire ne porta pas un coup moins mortel au parti qui jusqu'alors avait dominé dans Westminster qu'aux royalistes ; car il fut notoire que la bataille, honteusement perdue par les presbytériens, avait été regagnée par Cromwell et la valeur inflexible des soldats disciplinés par lui.

Ces événements engendrèrent l'ordonnance dite d'*ab-*

négation et le nouveau système militaire. D'Essex et la plupart des officiers qui commandaient sous ses ordres furent rappelés sous des prétextes plausibles et avec toutes les marques de respect ; et la direction de la guerre fut confiée à des mains bien différentes. Fairfax, brave soldat, mais d'une intelligence étroite et d'un caractère irrésolu, fut nominalement le général en chef des troupes dont Cromwell fut le chef réel.

Cromwell se hâta d'organiser toute l'armée sur les mêmes principes que son régiment. Aussitôt que cette opération fut terminée, l'issue de la guerre fut décidée. Les Cavaliers avaient maintenant à affronter un courage naturel égal au leur, un enthousiasme plus fort que le leur, une discipline qui leur faisait entièrement défaut. Il passa bientôt en proverbe que les soldats de Fairfax et de Cromwell étaient d'une autre race que les soldats de d'Essex. C'est à Naseby qu'eut lieu la première grande rencontre entre les royalistes et l'armée renouvelée du parlement. La victoire des Têtes rondes fut complète et décisive. Elle fut suivie d'autres triomphes qui se succédèrent rapidement. En quelques mois, l'autorité du parlement fut pleinement établie sur tout le royaume. Charles s'enfuit en Ecosse et fut livré par les Écossais, dans des circonstances qui ne font pas beaucoup d'honneur à leur caractère national, à ses sujets anglais.

Pendant que l'issue de la guerre était encore douteuse, les chambres avaient mis à mort le primat d'Angleterre, avaient interdit dans tout le cercle de leur autorité l'usage de la liturgie anglicane, et avaient exigé de tous une adhésion à la mesure célèbre connue sous le nom de ligue solennelle ou *Covenant*. Lorsque le combat fut terminé, l'œuvre des innovations et des représailles fut poussée avec une ardeur plus grande encore. L'organisation ecclésiastique du royaume fut refaite à neuf. Une grande partie de l'ancien clergé fut dépouillée de ses bénéfices. Des amendes, souvent d'un chiffre ruineux, frappèrent les

royalistes déjà appauvris par les secours fournis au roi. De nombreuses propriétés furent confisquées. Des Cavaliers proscrits durent acheter à un prix énorme la protection des membres éminents du parti victorieux. De vastes domaines appartenant à la couronne, aux évêques et aux chapitres, furent saisis, concédés ou mis aux enchères. En conséquence de ces spoliations, une grande partie du sol anglais se trouva à vendre. Mais comme l'argent était rare, le marché encombré, les titres peu sûrs, et que la crainte inspirée par de puissants enchérisseurs empêchait la libre concurrence, les prix n'eurent souvent qu'une valeur nominale. Ainsi disparurent beaucoup de vieilles et honorables familles dont on n'entendit plus parler depuis; ainsi s'élevèrent rapidement à l'opulence bien des hommes nouveaux.

Mais tandis que les chambres employaient ainsi leur autorité, elle échappa soudainement à leurs mains. Elles n'avaient obtenu cette autorité qu'en appelant à la vie un pouvoir qui ne souffrait pas de contrôle. Dans l'été de 1647, un an environ après la reddition de la dernière forteresse des Cavaliers au parlement, celui-ci fut obligé de se soumettre à ses propres soldats.

Treize années s'écoulèrent pendant lesquelles l'Angleterre fut, sous des noms différents et des formes diverses, gouvernée réellement par l'épée. Jamais avant cette époque, jamais depuis, le pouvoir civil ne fut dans notre pays soumis à la dictature militaire.

L'armée, qui devint alors toute puissante dans l'État, était une armée bien différente de toutes celles que nous avons vues depuis parmi nous. Aujourd'hui la solde du simple soldat n'est pas assez forte pour séduire et arracher à leur profession d'autres hommes que les manœuvres de la plus humble classe. Une barrière presque infranchissable sépare le soldat de l'officier en titre. La grande majorité de ceux qui s'élèvent à de hauts grades

y arrivent à prix d'argent. Les possessions de l'Angleterre sont si nombreuses et si éloignées, que l'homme qui s'engage doit s'attendre à passer bien des années en exil, et un certain nombre de ces années dans des climats défavorables à la santé et à la vigueur de la race européenne. Mais l'armée du long parlement avait été levée pour le service intérieur. La solde du simple soldat s'élevait beaucoup au-dessus des salaires gagnés par la grande majorité des gens du peuple, et s'il se distinguait par l'intelligence et le courage, il pouvait espérer d'atteindre à des commandements élevés. En conséquence, les rangs de l'armée se trouvaient composés de personnes supérieures à la multitude par la condition et l'éducation. Ces hommes sobres, moraux, diligents, habitués à réfléchir, avaient été poussés à prendre les armes, non par l'aiguillon du besoin, non par l'amour de la nouveauté et de la licence, non par l'habileté d'officiers recruteurs, mais par un zèle politique et religieux mêlé à un désir de distinction et d'avancement. Les soldats se vantaient, comme nous le lisons dans leurs solennelles délibérations, d'être entrés librement au service; de ne pas s'être enrôlés par amour du gain; d'être de libres citoyens anglais, et non des janissaires; des citoyens qui de leur propre mouvement avaient exposé leur vie pour les libertés et la religion de l'Angleterre, et dont le droit et le devoir étaient de veiller à la sécurité de la nation qu'ils avaient sauvée.

Une armée ainsi composée pouvait, sans nuire à sa force, s'accorder quelques libertés qui, si elles étaient permises à d'autres troupes, seraient bientôt subversives de toute discipline. En général, des soldats qui se constitueraient en clubs politiques, éliraient des délégués et passeraient des résolutions sur les hautes questions d'État, se relâcheraient bientôt, échapperaient à tout contrôle, et cesseraient de former une armée pour devenir la pire et la plus dangereuse des multitudes. Il ne

serait pas sage aujourd'hui de tolérer dans un régiment, des assemblées religieuses où un caporal, versé dans l'Écriture sainte, dirigerait la dévotion d'un colonel moins bien doué que lui, et admonesterait un major infidèle. Mais telles étaient l'intelligence, la gravité, la domination sur eux-mêmes des soldats formés par Cromwell, que, dans leur camp, une organisation politique et une organisation religieuse pouvaient exister, sans détruire l'organisation militaire. Les mêmes hommes qui, leur devoir militaire accompli, se faisaient remarquer comme démagogues et prédicateurs en plein vent, étaient remarquables par leur régularité, leur esprit d'ordre, leur prompte obéissance au poste, à la manœuvre, sur le champ de bataille.

Cette étrange force était irrésistible dans la guerre. Le courage opiniâtre qui caractérise le peuple anglais fut, par le système de Cromwell, réglé et stimulé à la fois. D'autres chefs d'armée ont maintenu l'ordre aussi strictement que lui; d'autres encore ont inspiré à leurs soldats un zèle aussi ardent. Dans son camp seul la discipline la plus rigide a pu marcher de pair avec l'enthousiasme le plus exalté. Ses troupes, qui brûlaient du violent fanatisme des croisés, marchaient au combat avec la précision de machines. Cette armée, depuis le moment où elle fut réorganisée jusqu'au moment où elle fut dissoute, ne rencontra jamais, ni dans les îles britanniques, ni sur le continent, un ennemi qui pût résister à son premier choc. En Angleterre, en Écosse, en Irlande, en Flandre, les soldats puritains, souvent environnés d'énormes obstacles, et quelquefois ayant à lutter contre des troupes trois fois plus nombreuses, non-seulement remportèrent toujours la victoire, mais encore ne manquèrent jamais de détruire et réduire à néant toutes les forces qui leur furent opposées. Ils en vinrent, à la fin, à considérer le jour du combat comme un jour de triomphe certain, et à marcher contre les bataillons les plus renommés de

l'Europe avec une confiance dédaigneuse. Turenne tressaillit en entendant le cri d'austère exaltation de ses alliés anglais marchant au combat, et montra la joie d'un vrai soldat, lorsqu'il apprit que la coutume des piquiers de Cromwell était de saluer avec bonheur la rencontre de l'ennemi; et les Cavaliers exilés ressentirent une émotion d'orgueil national en voyant une brigade de leurs compatriotes, environnée et comme écrasée d'ennemis, abandonnée de ses alliés, chasser devant elle et pousser à une fuite précipitée les plus belles troupes de l'infanterie espagnole, et s'ouvrir un passage dans une contrescarpe réputée imprenable par les plus habiles maréchaux de France.

Mais ce qui distinguait l'armée de Cromwell de toutes les autres armées étaient l'austère moralité et la crainte de Dieu qui avaient pénétré dans tous les rangs. Du témoignage des plus ardents royalistes, on ne vit jamais, dans ce camp singulier, ni jeu ni ivrognerie; on n'y entendit jamais un juron, et, durant la longue domination de l'armée, la propriété du citoyen paisible et l'honneur des femmes ne reçurent jamais une atteinte. Si des outrages furent commis, ce furent des outrages d'un genre tout différent de ceux que commet ordinairement une armée victorieuse. Pas une servante n'eut à se plaindre de la grossière galanterie des habits rouges. Pas une once d'argenterie ne fut enlevée aux boutiques des orfèvres. Mais un sermon pélagien, ou un vitrail sur lequel étaient peints la Vierge et l'enfant Jésus, produisaient dans les rangs puritains une effervescence qui requérait, pour être calmée, les plus extrêmes efforts des officiers. C'était pour Cromwell une grande difficulté d'empêcher ses mousquetaires et ses dragons d'envahir de vive force les chaires des ministres dont les discours, pour employer le langage de cette époque, n'étaient pas savoureux, et un trop grand nombre de nos cathédrales gardent encore les marques de la haine que

ces rigides esprits portaient aux vestiges qui rappelaient la papauté.

Mais tenir en respect le peuple anglais n'était pas, même pour une telle armée, une tâche facile. A peine la première pression du despotisme militaire se fut-elle fait sentir, que la nation, qui n'avait jamais été pliée à une telle servitude, commença à résister vigoureusement. Des insurrections éclatèrent même dans les comtés qui, durant la guerre récente, avaient été le plus soumis au parlement. En réalité, le parlement lui-même abhorrait ses vieux défenseurs plus que ses vieux ennemis, et désirait entrer en accommodement avec Charles aux dépens des troupes. En Écosse, une coalition s'était formée à ce même moment entre les royalistes, et un grand nombre de presbytériens qui voyaient avec horreur les doctrines des Indépendants. Enfin la tempête éclata. Il y eut des soulèvements dans les comtés de Norfolk, de Suffolk, d'Essex, de Kent, dans le pays de Galles. La flotte de la Tamise arbora soudainement les couleurs royales, mit à la mer, et menaça la côte méridionale. Une grande force écossaise passa la frontière et s'avança dans le Lancashire. Ces mouvements, comme on peut croire, étaient vus avec une complaisance secrète par la majorité des lords et des communes.

Mais le joug de l'armée ne devait pas être secoué ainsi. Tandis que Fairfax réprimait les soulèvements dans le voisinage de la capitale, Olivier mettait en déroute les insurgés gallois, et, laissant derrière lui leurs forteresses en ruine, marchait contre les Écossais. Ses troupes étaient faibles, comparées à celles des envahisseurs, mais il avait peu l'habitude de compter ses ennemis. L'armée écossaise fut entièrement détruite. Un changement de gouvernement s'opéra en Écosse. Une administration hostile au roi se forma à Édimbourg, et Cromwell, chéri plus que jamais de ses soldats, revint en triomphe à Londres.

Alors une pensée à laquelle personne, au commencement de la guerre civile, n'eût osé faire allusion, une pensée non moins contraire à la ligue solennelle et au Covenant qu'aux vieilles lois de l'Angleterre, commença à prendre une forme distincte. Les austères guerriers qui gouvernaient la nation avaient, depuis quelques mois, médité de tirer du roi captif une vengeance terrible. Quand et comment ce projet prit naissance; s'il fut insinué par le général aux soldats, ou s'il remonta des soldats au général; s'il doit être attribué à la politique se servant du fanatisme comme d'un instrument, ou au fanatisme soumettant la politique à son irrésistible ascendant, ce sont là des questions auxquelles, même aujourd'hui, on ne peut répondre avec une parfaite certitude. Il paraît probable, en dernier résultat, que l'homme qui semblait commander fut obligé de céder fatalement et de sacrifier, dans cette occasion comme dans une autre qui se présenta quelques années plus tard, ses propres inclinations aux vœux de l'armée; car la force à laquelle Cromwell avait donnée la vie était une force qu'il ne pouvait pas toujours contrôler et à laquelle il lui était nécessaire d'obéir quelquefois, afin de pouvoir la gouverner habituellement. Il déclara publiquement qu'il n'avait rien fait pour mettre en avant cette proposition; que les premières mesures avaient été prises sans sa participation; qu'il n'aurait pas voulu conseiller au parlement de frapper ce grand coup, mais qu'il soumettait ses propres sentiments à la force des circonstances, signes manifestes à son avis des desseins de la Providence. Il a été d'usage de considérer cette explication comme une exemple de l'hypocrisie qui lui est vulgairement imputée; mais même ceux qui l'accusent d'être un hypocrite n'oseront pas le qualifier de fou. Ils sont donc tenus de montrer qu'il avait quelque dessein à mener à fin, en poussant secrètement l'armée à prendre une résolution qu'il n'osait pas ouvertement recom-

mander. Il serait absurde de supposer que cet homme, que ses ennemis loyaux n'ont jamais représenté comme capricieusement cruel ou implacablement vindicatif, ait pris la décision la plus importante de sa vie sous l'influence d'une pure méchanceté. Il était un homme trop sage pour ne pas savoir, quand il consentait à répandre ce sang auguste, qu'il commettait un acte inexpiable, qui exciterait la pitié et l'horreur, non-seulement des royalistes, mais des neuf dixièmes des partisans du parlement. D'autres pouvaient être abusés par des visions de toute sorte, mais lui ne rêvait certainement ni d'une république sur un modèle antique, ni du règne millénaire des saints. S'il aspirait déjà à être le fondateur d'une nouvelle dynastie, Charles Ier était évidemment un compétiteur beaucoup moins redoutable que ne le serait Charles II. Dès l'instant de la mort de Charles Ier, la fidélité de tout Cavalier se porterait tout entière sur Charles II. Charles Ier était captif; Charles II serait en liberté. Charles Ier était un objet de soupçon et de haine pour la grande majorité des hommes qui frissonnaient d'horreur cependant à la pensée d'une exécution; Charles II exciterait tout l'intérêt qui s'attache à la jeunesse et à l'innocence malheureuses. Il est impossible de croire que des considérations si simples, si importantes, aient échappé à l'esprit du plus profond politique de cette époque. La vérité est que Cromwell, pendant un moment, songea à se poser en médiateur entre le trône et le parlement, et à réorganiser par le pouvoir de l'épée, et sous la sanction du nom royal, l'État en dissolution. Il persista dans ce dessein jusqu'à ce qu'il fut forcé d'y renoncer par l'intraitable caractère de ses soldats et l'incurable duplicité du roi. Un parti dans son camp commençait déjà à demander la tête du traître qui voulait traiter avec Agag. Des conspirations se formèrent, des menaces de mise en accusation furent hautement proférées. Une rébellion que toute la vigueur et

toute la révolution d'Olivier purent à peine étouffer éclata ; et, bien qu'il parût réussir par un judicieux mélange de sévérité et de douceur à rétablir l'ordre, il s'aperçut des extrêmes difficultés et des extrêmes périls qu'il y aurait à vouloir lutter contre la rage de soldats qui regardaient le tyran abattu comme leur ennemi et comme l'ennemi de Dieu.

En même temps il devenait plus évident que jamais qu'on ne pouvait se fier au roi. Les vices de Charles n'avaient fait que grandir. Ces vices étaient, à la vérité, de ceux que les difficultés et les perplexités mettent en pleine lumière. La ruse est la défense naturelle des faibles. Un prince qui, au faite de la puissance, a l'habitude de tromper, n'apprendra certainement pas la franchise au milieu des embarras et des revers. Charles n'était pas seulement le moins scrupuleux, c'était encore le plus maladroit des menteurs. Il n'exista jamais un homme politique auquel on pût prouver ses fraudes et ses mensonges avec une évidence plus irréfutable. Il reconnaissait publiquement les chambres assemblées à Westminster comme un parlement légal, et rédigeait en même temps, dans son conseil particulier, la minute secrète d'un acte déclarant nulle cette reconnaissance. Il désavouait publiquement toute idée d'appeler l'étranger à son aide contre son peuple, et en même temps il sollicitait secrètement des secours de France, de Danemark et de Lorraine. Il niait publiquement avoir jamais employé des papistes, et en même temps il envoyait à ses généraux l'instruction secrète d'employer tout papiste qui voudrait servir. Il recevait publiquement la communion à Oxford, comme pour donner l'assurance qu'il n'aurait jamais de connivence avec le papisme ; en même temps, il assurait en secret à la reine que son intention était de tolérer le papisme en Angleterre, et autorisait lord Glamorgan à promettre l'établissement du papisme en Irlande. Il essayait ensuite de se disculper aux dépens de ses agents.

Glamorgan recevait de la main du roi des réprimandes destinées à être lues par d'autres que par lui, et des éloges que lui seul devait voir. Cette dissimulation avait si complétement corrompu la nature entière du roi, que ses amis les plus dévoués ne pouvaient s'empêcher de se plaindre douloureusement et amèrement les uns aux autres de sa politique tortueuse. Ses défaites, disaient-ils, les affligeaient moins que ses intrigues. Depuis qu'il était prisonnier, il n'y avait pas de fraction du parti victorieux qui n'eût été l'objet à la fois de ses flatteries et de ses machinations, mais il ne fut jamais plus malheureux que lorsqu'il essaya à la fois de cajoler Cromwell et de miner son pouvoir par ses menées secrètes.

Cromwell avait à décider s'il jouerait l'attachement de son parti, l'attachement de son armée, sa propre grandeur, bien plus sa vie même, contre une tentative pour sauver un prince que nul engagement ne pouvait lier. Sa décision fut prise après bien des luttes, bien des hésitations, et probablement après bien des prières. Charles fut abandonné à sa destinée. Les saints de l'armée décidèrent, au mépris des vieilles lois du royaume et du sentiment presque universel de la nation, que le roi expierait ses crimes par son sang. Pendant un moment il craignit une mort pareille à celle de ses malheureux prédécesseurs, Édouard II et Richard II ; mais une pareille trahison n'était pas à redouter. Les hommes qui le tenaient entre leurs mains n'étaient pas des égorgeurs de nuit. L'acte qu'ils accomplissaient, ils l'accomplissaient pour être offert en spectacle au ciel et à la terre, et pour que son souvenir vécût éternellement dans les générations futures. Ils jouissaient même vivement du scandale qu'ils donnaient. Précisément parce que l'ancienne constitution et l'opinion publique de l'Angleterre étaient directement opposées au régicide, le régicide exerçait une fascination étrange sur un parti disposé à accomplir une révolu-

tion sociale et politique complète. Il était nécessaire à l'accomplissement de leur dessein de mettre en pièces tous les rouages du gouvernement, et cette nécessité leur était plutôt agréable que pénible. Les communes rendirent un vote tendant à un accommodement avec le roi; les soldats chassèrent la majorité par la force. Les lords rejetèrent à l'unanimité la proposition de mise en jugement du roi; la chambre des lords fut immédiatement fermée. Nulle cour de justice, reconnue par la loi, ne voulut prendre sur elle la responsabilité de juger le roi, source même de la justice; un tribunal révolutionnaire fut créé. Ce tribunal déclara Charles tyran, traître, meurtrier, ennemi public, et sa tête fut tranchée devant des milliers de spectateurs, en face de la salle de banquet de son propre palais.

Il s'écoula peu de temps avant qu'il ne fût manifeste que les fanatiques religieux et politiques, auxquels on doit attribuer cet acte, avaient commis non-seulement un crime, mais encore une erreur. Ils avaient donné à un prince, connu jusqu'alors de son peuple surtout par ses défauts, l'occasion de déployer sur un grand théâtre, aux yeux de toutes les nations et de tous les siècles, quelques-unes des qualités qui attirent irrésistiblement l'admiration et l'amour du genre humain, le courage élevé d'un brave gentilhomme, la patience et la douceur d'un chrétien pénitent. Bien plus, ils avaient exécuté leur vengeance de telle sorte que cet homme, dont toute la vie se composait d'une succession d'attaques contre les libertés de l'Angleterre, semblait maintenant mourir martyr de ces mêmes libertés. Jamais démagogue ne fit autant d'impression sur l'esprit public que ce roi captif qui, gardant dans cette extrémité toute sa dignité royale et affrontant la mort avec un courage indomptable, exprima lui-même les sentiments de son peuple opprimé, refusa virilement de se justifier devant une cour illégalement formée, en appela de la violence militaire aux

principes de la constitution, demanda de quel droit la chambre des communes avait été diminuée de ses membres les plus respectables, de quel droit la chambre des lords avait été privée de ses fonctions législatives, et avertit ses auditeurs, fondant en larmes, qu'il ne défendait pas seulement sa cause, mais la leur. Les longues exactions de son mauvais gouvernement, ses innombrables perfidies, furent oubliées. Sa mémoire s'associa dans l'esprit de la grande majorité de ses sujets avec ces institutions libres que pendant tant d'années il avait travaillé à détruire, car ces institutions libres avaient péri avec lui, et n'avaient été défendues que par sa voix seule, au milieu du morne silence d'une société comprimée par les armes. Dès ce jour commença une réaction en faveur de la monarchie et de la maison royale exilée, réaction qui ne s'arrêta que lorsque le trône eut été rétabli dans toute son ancienne splendeur.

Dans les premiers temps, toutefois, les meurtriers du roi semblèrent tirer une nouvelle énergie de cette communion sanglante qui les avait unis étroitement ensemble, et séparés pour toujours de la grande masse de leurs compatriotes. L'Angleterre fut déclarée république. La chambre des communes, réduite à un petit nombre de membres, fut nominalement le suprême pouvoir de l'État. En réalité, c'étaient l'armée et son grand chef qui gouvernaient tout. Olivier avait fait son choix. Il avait conservé les cœurs de ses soldats et brisé avec presque toutes les autres classes de ses compatriotes. On pouvait à peine dire qu'il eût un parti en dehors de son camp et de ses forteresses. Ces éléments de force qui, lorsque la guerre civile éclata, avaient surgi armés les uns contre les autres, se tournaient tous contre lui; il avait ainsi pour ennemis tous les Cavaliers, la grande majorité des Têtes rondes, l'Église anglicane, l'Église presbytérienne, l'Église catholique romaine, l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande. Cependant tels étaient son gé-

nie et sa résolution qu'il fut capable de dominer et d'écraser tous les obstacles qui lui barraient la route, de se rendre un maître plus absolu qu'aucun roi légitime ne l'avait jamais été, et de faire son pays plus redouté et plus respecté qu'il ne l'avait été depuis bien des générations sous le gouvernement de ses rois légitimes.

L'Angleterre avait déjà cessé de combattre, mais les deux autres royaumes qui avaient été gouvernés par les Stuarts étaient hostiles à la nouvelle république. Le parti des Indépendants était également odieux aux catholiques romains d'Irlande et aux presbytériens d'Écosse. Ces deux contrées récemment révoltées contre Charles Ier reconnaissaient maintenant l'autorité de Charles II.

Mais tout cédait à la vigueur et à l'habileté de Cromwell. En quelques mois, il subjugua l'Irlande comme l'Irlande n'avait jamais été subjuguée pendant les cinq siècles de massacres qui s'étaient écoulés depuis le débarquement des premiers colons normands. Il résolut de mettre fin à ce conflit de races et de religions qui avait si longtemps déchiré l'île, en donnant enfin la prédominance décisive à la population anglaise et protestante. A cette fin, il lâcha les rênes à l'enthousiasme cruel de ses soldats, fit une guerre semblable à celles d'Israël contre les Cananéens, frappa de l'épée sur les idolâtres avec une telle force que de grandes cités furent laissées sans habitants, en chassa plusieurs milliers sur le continent, en embarqua plusieurs autres milliers pour les Indes occidentales, et remplit le vide qu'il avait fait en y versant de nombreux colons de sang saxon et de croyance calviniste. Chose étrange à dire, sous cette verge de fer, la nation conquise commença à présenter l'aspect extérieur de la prospérité. Des districts, qui naguère étaient aussi sauvages que ceux où les premiers colons blancs du Connecticut luttaient contre les peaux rouges, prirent en quelques années la ressemblance du Kent et du Norfolk. On vit surgir de toutes parts de nouveaux

bâtiments, de nouvelles routes, de nouvelles plantations. Le revenu des terres s'éleva rapidement, et bientôt les propriétaires anglais commencèrent à se plaindre de rencontrer sur chaque marché la concurrence des produits de l'Irlande et à réclamer des lois de protection.

D'Irlande, le chef victorieux qui était maintenant de nom ce qu'il avait longtemps été de fait seulement, lord général des armées de la république, se porta en Écosse. Le jeune roi s'y trouvait. Il avait consenti à faire une profession de foi presbytérienne et à souscrire au Covenant ; et en échange de ces concessions, les austères puritains qui dominaient à Édimbourg lui avaient permis de prendre la couronne et de tenir sous leur inspection et leur contrôle une cour solennelle et mélancolique. Cette ombre de royauté fut de courte durée. Cromwell anéantit dans deux grandes batailles les forces militaires de l'Écosse. Charles s'enfuit, et n'échappa qu'avec d'extrêmes difficultés au sort de son père. L'ancien royaume des Stuarts fut réduit pour la première fois à une soumission profonde. Il ne resta aucun vestige de cette indépendance si virilement défendue contre les plus puissants et les plus habiles des Plantagenets. Le parlement anglais fit des lois pour l'Écosse. Des juges anglais tinrent leurs assises en Écosse. Cette indomptable Église elle-même, qui a défendu ses prérogatives contre tant de gouvernements, osa à peine faire entendre un murmure.

Jusqu'à ce moment il y avait eu entre les soldats qui subjuguaient l'Irlande et l'Écosse, et les hommes politiques qui siégeaient à Westminster, au moins une apparence d'harmonie; mais l'alliance qui avait été cimentée par le danger fut dissoute par la victoire. Le parlement oublia qu'il n'était que la créature de l'armée. L'armée était moins disposée que jamais à se soumettre aux ordres du parlement. En réalité, les quelques membres qui composaient ce qu'on appelait avec mépris le *croupion* de la chambre des communes n'avaient pas plus

de droits de se dire les représentants de la nation que les chefs militaires. La dispute arriva bientôt à un dénoûment décisif. Cromwell envahit la chambre avec ses soldats. Le président fut arraché de son fauteuil, la masse enlevée du bureau, la salle évacuée et la porte fermée à clef. La nation qui n'aimait aucune des deux parties contendantes, mais qui était forcée, malgré qu'elle en eût, de respecter la capacité et la résolution du général, regarda faire avec patience, sinon avec complaisance.

Le roi, les lords, les communes avaient maintenant été tour à tour vaincus et détruits, et il semblait que Cromwell restât seul comme l'unique héritier de ces trois pouvoirs. Cependant certaines limites lui étaient imposées par l'armée, à qui il devait son immense autorité. Ce corps singulier était en grande partie composé de zélés républicains. Tout en réduisant leur pays à l'esclavage, ces hommes se leurraient de l'idée qu'ils l'émancipaient. Le livre qu'ils vénéraient avant tout autre leur fournissait un précédent qui se trouvait souvent dans leur bouche. Il était vrai que la nation ignorante et ingrate murmurait contre ses libérateurs; c'est ainsi qu'une autre nation élue murmurait contre le chef qui l'avait conduite, par de terribles et pénibles chemins, de la terre d'esclavage à la terre où coulaient le lait et le miel. Cependant ce chef avait sauvé ses frères malgré eux, et n'avait pas hésité à faire de terribles exemples de ceux qui méprisaient la liberté qu'il leur offrait, et qui regrettaient les viandes et les oignons, les oppresseurs et les idolâtries de l'Égypte. Le but des saints belliqueux qui entouraient Cromwell était l'établissement d'une république libre et religieuse. Ils étaient prêts à employer pour cette fin, sans aucun scrupule, tous les moyens, quelque violents et illégaux qu'ils fussent. Il n'était donc pas impossible d'établir avec leur aide une monarchie absolue en fait, mais il était probable en même temps qu'ils retireraient leur appui au chef qui

oserait prendre le nom et la dignité de roi, même avec des restrictions constitutionnelles.

Les sentiments de Cromwell étaient bien différents. il n'était plus ce qu'il avait été, et il ne serait pas juste de considérer les changements survenus dans ses opinions comme la simple conséquence d'une égoïste ambition. Lorsqu'il vint au long parlement, il n'apportait avec lui, de sa retraite champêtre, que de faibles connaissances, qu'une ignorance absolue des grandes affaires, et un caractère enfiellé par la longue tyrannie du gouvernement et de l'épiscopat. Il avait, pendant les treize années qui suivirent, reçu une éducation politique d'un ordre peu commun; il avait été un des acteurs principaux d'une longue série de révolutions; il avait été longtemps l'âme et enfin la tête d'un parti; il avait commandé des armées, gagné des batailles, négocié des traités, subjugué, pacifié, organisé des royaumes. Il eût été étrange que ses idées fussent restées les mêmes qu'à l'époque où son esprit était principalement occupé de ses champs et de sa religion, et où les grands événements qui jetaient de la diversion dans sa vie étaient une foire aux bestiaux ou un *meeting* de prières à Huntingdon. Il vit que quelques-unes des innovations dont autrefois il était fanatique, qu'elles fussent bonnes ou mauvaises en elles-mêmes, étaient opposées au sentiment général de la nation, et que s'il persévérait à vouloir les faire triompher, il n'avait devant lui que des troubles constants qu'il lui faudrait apaiser par l'usage constant de l'épée. Il désirait donc rétablir, dans toutes ses parties essentielles, cette ancienne constitution que la majorité du peuple avait toujours aimée et vers laquelle elle aspirait encore ardemment. L'entreprise accomplie plus tard par Monk était interdite à Cromwell. Le souvenir d'un jour terrible séparait à jamais le grand régicide de la maison des Stuarts. Il ne lui restait d'autre issue que de monter sur le trône lui-même, et de régner conformément à

l'ancienne constitution anglaise. S'il pouvait accomplir ce dessein, il pouvait espérer que les blessures de l'État déchiré se fermeraient et guériraient vite. Un grand nombre d'hommes honnêtes et paisibles se rallieraient autour de lui. Ceux des royalistes qui étaient plus attachés aux institutions qu'aux personnes, et à l'existence de la royauté qu'au roi Charles Ier ou au roi Charles II, viendraient bientôt baiser la main du roi Olivier. Les pairs, qui boudaient retirés à leurs maisons de campagne, et refusaient de prendre part aux affaires publiques, viendraient avec joie reprendre leurs anciennes fonctions lorsque l'acte de convocation d'un roi en possession du pouvoir les rappellerait à la chambre des lords. Northumberland et Bedford, Manchester et Pembroke seraient fiers de porter la couronne et les éperons, le sceptre et le globe devant le restaurateur de l'aristocratie. Un sentiment de fidélité lierait peu à peu le peuple à la nouvelle dynastie, et à la mort du fondateur de cette dynastie, la dignité royale pourrait passer d'un consentement général à sa postérité.

De l'avis des royalistes les plus intelligents, ce plan était la justesse même, et si Cromwell eût pu suivre son projet, la dynastie exilée n'aurait jamais été rétablie; mais ce plan était en opposition directe avec les sentiments de la seule classe qu'il craignît de mécontenter. Le nom de roi était détesté des soldats. Quelques-uns d'entre eux répugnaient même à voir l'administration entre les mains d'une seule personne. La grande majorité toutefois était disposée à soutenir le général comme premier magistrat électif d'une république contre toutes les factions qui résisteraient à son autorité; mais elle n'aurait pas consenti à ce qu'il prît le titre de roi, ni à ce que cette dignité, juste récompense de son mérite personnel, fût déclarée héréditaire dans sa famille. Tout ce qu'il pouvait faire était de donner à la nouvelle république une constitution aussi semblable à la constitution de la vieille

monarchie que l'armée voudrait le permettre. Afin que son élevation au pouvoir ne parût pas être son seul ouvrage, il convoqua un conseil composé en partie de personnes sur le concours desquelles il pouvait compter, en partie de personnes dont il pouvait en toute sécurité braver l'opposition. Cette assemblée, qu'il appela parlement, et que la populace surnomma *parlement Barebone*, du nom d'un de ses membres les plus en vue, après s'être exposée quelque temps au mépris public, remit au général les pouvoirs qu'elle en avait reçus, et le laissa libre de construire un plan de gouvernement.

Son plan eut dès le début une grande ressemblance avec la vieille constitution anglaise, mais au bout de peu d'années, il jugea sans danger d'aller plus avant et de rétablir sous de nouveaux noms et de nouvelles formes presque toutes les pièces et tous les ressorts de l'ancien système. Le titre de roi ne fut pas rétabli, mais les prérogatives royales furent accordées à un lord Grand Protecteur. Le souverain ne fut pas appelé Majesté, mais Altesse: il ne fut pas oint et couronné à l'abbaye de Westminster, mais il fut solennellement intronisé dans la salle de Westminster, ceint du glaive de l'État, vêtu d'une robe de pourpre, et reçut en présent une magnifique Bible. Ses fonctions ne furent point déclarées héréditaires, mais il lui fut permis de désigner son successeur, et personne ne pouvait douter qu'il ne nommât son fils.

Une chambre des communes était une partie nécessaire de la nouvelle constitution. Dans l'établissement de ce corps, le Protecteur montra une sagesse et un esprit public qui ne furent pas justement appréciés par ses contemporains. Les vices du vieux système représentatif, bien qu'ils fussent infiniment moins sérieux alors qu'ils ne le devinrent plus tard, avaient été déjà remarqués par des hommes pénétrants. Cromwel réforma ce système d'après les mêmes principes que M. Pitt essaya d'appliquer cent trente ans plus tard, et d'après

lesquels de notre temps nous avons accompli la réforme. Il enleva leurs franchises aux petits bourgs même avec moins de ménagements qu'en 1832, et le nombre des représentants des comtés fut grandement augmenté. Parmi les villes non représentées il y en avait peu qui eussent acquis de l'importance. Les plus considérables de ces villes étaient Manchester, Leeds et Halifax; elles eurent toutes trois des représentants. On augmenta le nombre des représentants pour la capitale. La franchise électorale fut établie de telle sorte que tout homme bien établi, qu'il fût ou non propriétaire foncier, eut droit de vote pour le comté où il résidait. Quelques Écossais et quelques-uns des colons anglais établis en Irlande furent appelés à siéger dans cette assemblée, qui devait faire à Westminster les lois applicables à toutes les parties des Iles Britanniques.

Créer une chambre des lords était une tâche moins aisée. La démocratie n'a pas besoin du soutien de la tradition. La monarchie a souvent vécu sans ce soutien. Mais un ordre de patriciens est l'œuvre du temps. Olivier trouvait une noblesse déjà existante, opulente, hautement considérée, et aussi populaire qu'aristocratie l'ait jamais été. S'il eût, comme roi d'Angleterre, sommé les pairs de se réunir au parlement selon l'ancien usage du royaume, beaucoup d'entre eux sans doute auraient répondu à l'appel. Mais il ne pouvait agir ainsi, et ce fut en vain qu'il offrit aux chefs des familles illustres des siéges dans son nouveau sénat. Ils pensaient qu'ils ne pouvaient accepter une nomination dans une assemblée de fraiche date sans nier leur naissance et trahir leur ordre. Le Protecteur se trouva donc obligé de remplir sa chambre haute des hommes nouveaux qui s'étaient fait remarquer dans ces dernières années orageuses. Cette entreprise fut la moins heureuse de toutes les siennes et déplut à tous les partis. Les Niveleurs s'irritèrent contre lui, parce qu'il instituait une classe

privilégiée. La multitude, qui respectait et aimait les grands noms historiques du pays, rit à cœur joie d'une chambre des lords où siégeaient des charretiers et des cordonniers, heureux favoris du sort, dans laquelle peu de membres de l'ancienne noblesse avaient été appelés, et dont s'étaient éloignés avec dédain presque tous ceux qui avaient été invités à y siéger.

Toutefois l'organisation des parlements d'Olivier, qu'elle fût bonne ou mauvaise, avait une mince importance pratique; car il possédait les moyens de diriger l'administration sans leur appui et même en dépit de leur opposition. Son vœu paraît avoir été de gouverner constitutionnellement, de substituer le règne des lois au règne de l'épée. Mais il s'aperçut bientôt que, haï comme il l'était à la fois par les royalistes et par les presbytériens, il n'avait de sécurité que dans l'absolutisme. La première chambre des communes, élue par le peuple, d'après ses ordres, mit en question son autorité et fut dissoute sans avoir passé un seul acte. Sa deuxième chambre des communes le reconnut comme Protecteur, et l'eût nommé roi de bon cœur, mais elle refusa obstinément de reconnaître ses nouveaux lords. Il ne lui restait plus qu'à dissoudre le parlement. « Que Dieu, s'écria-t-il en les renvoyant, soit juge entre vous et moi. »

Cependant l'administration du Protecteur était toujours aussi ferme malgré ces dissensions. Ces mêmes soldats, qui ne voulaient pas souffrir qu'il prît le titre de roi, se rangeaient à ses côtés lorsqu'il lui arrivait d'oser des actes de pouvoir aussi excessifs que ceux d'aucun autre roi d'Angleterre. Le gouvernement, quoique républicain par la forme, était donc, en réalité, un despotisme tempéré seulement par la sagesse, la modération et la magnanimité du despote. Le pays fut divisé en districts militaires, et ces districts placés sous le commandement de majors généraux. Tout mouve-

ment insurrectionnel était promptement réprimé et puni. La crainte inspirée par la puissance d'une épée si forte, si résolue, si experte, amortit l'audace des Cavaliers et des Niveleurs à la fois. La fidèle *gentry* déclarait qu'elle était prête encore à risquer sa vie pour l'ancien gouvernement et l'ancienne dynastie, s'il y avait la moindre espérance de succès; mais que se mettre à la tête de ses serviteurs et de ses fermiers pour affronter les piques de brigades victorieuses, dans cent siéges et cent batailles, ne servirait qu'à faire verser un sang innocent et honorable. Les royalistes et les républicains, n'espérant plus dans la résistance ouverte, commencèrent les uns et les autres à méditer de noirs projets d'assassinat : mais le Protecteur était bien informé; il veillait sans relâche, et toutes les fois qu'il sortait des murs de son palais, les épées nues et les cuirasses de ses fidèles gardes du corps l'entouraient de tout côté d'un épais rempart.

S'il eût été un prince cruel, licencieux et rapace, la nation aurait pu puiser du courage dans son désespoir et faire un effort convulsif pour se délivrer de la domination militaire; mais les vexations dont souffrait le pays, bien qu'excitant un mécontentement sérieux, n'étaient pas assez fortes pour pousser de grandes multitudes à jouer, contre des chances terribles, leur vie, leur fortune, le bonheur de leurs familles. L'impôt plus lourd, à la vérité, que sous les Stuarts, était léger, comparativement à l'impôt des États voisins et aux ressources de l'Angleterre. La propriété était sûre. Le Cavalier qui s'abstenait de troubler le nouvel ordre de choses pouvait jouir en paix des débris de fortune que la guerre civile lui avait laissés. Les lois n'étaient violées que dans les cas où la sécurité de la personne du Protecteur et de son gouvernement était intéressée. La justice entre particuliers était rendue avec une exactitude et une intégrité jusqu'alors inconnues. La

persécution religieuse n'avait jamais été aussi faible sous aucun autre gouvernement anglais depuis la réformation. Les malheureux catholiques romains, il est vrai, étaient presque considérés comme indignes de la charité chrétienne; mais il fut permis au clergé déchu de l'Église anglicane de célébrer son culte, à condition qu'il s'abstiendrait de prêcher sur les matières politiques. Les juifs eux-mêmes, dont le culte public avait toujours été interdit depuis le treizième siècle, furent autorisés à bâtir une synagogue dans la capitale, en dépit de la vive opposition de marchands jaloux et de théologiens fanatiques.

En même temps la politique étrangère du Protecteur arrachait l'approbation de ceux même qui le détestaient le plus. Les Cavaliers ne pouvaient s'empêcher d'exprimer le regret que celui qui avait tant fait pour la renommée du pays ne fût pas un roi légitime. Les républicains étaient forcés d'avouer que le tyran ne permettait à personne, autre qu'à lui, d'opprimer le pays, et que s'il lui avait volé sa liberté, il lui avait au moins donné la gloire en échange. Après un demi-siècle, durant lequel l'Angleterre avait à peine eu plus de poids dans la politique européenne que Venise ou la Saxe, elle devint subitement le plus formidable pouvoir du monde, dicta des termes de paix aux Provinces-Unies, vengea les communes injures de la chrétienté sur les pirates barbaresques, vainquit les Espagnols sur terre et sur mer, s'empara d'une des plus belles îles des Antilles, et acquit sur les côtes de Flandre une forteresse qui consola l'orgueil national de la perte de Calais. Elle domina sur mer. Elle fut à la tête des intérêts protestants. Toutes les Églises réformées, éparses dans les royaumes catholiques romains, reconnurent Cromwell comme leur protecteur. Les huguenots du Languedoc, les bergers qui, dans les hameaux des Alpes, professaient un pro-

testantisme plus ancien que celui d'Augsbourg, furent à l'abri de l'oppression, grâce à la terreur qu'inspirait son grand nom. Le pape lui-même fut forcé de prêcher l'humanité et la modération aux princes papistes, car une voix, qui menaçait rarement en vain, avait déclaré que si les hommes de Dieu n'étaient pas favorablement traités, on entendrait retentir les canons anglais au château Saint-Ange. En réalité, il n'y avait rien que Cromwell eût autant de raisons de désirer, dans son propre intérêt et celui de sa famille, qu'une guerre religieuse générale en Europe. Dans une telle guerre, il aurait été le capitaine des armées protestantes. Le cœur de la nation anglaise aurait été avec lui; ses victoires auraient été saluées avec un enthousiasme unanime, inconnu au pays depuis la déroute de l'Armada, et auraient effacé la tache qu'un seul acte, condamné par la voix générale de la nation, a laissée sur sa splendide renommée. Malheureusement pour lui, il n'eut l'occasion de déployer ses admirables talents militaires que contre les habitants des Iles Britanniques.

Tant qu'il vécut, son pouvoir se maintint ferme, objet de l'aversion, de l'admiration et de la terreur de ses sujets. Peu d'entre eux, il est vrai, aimaient son gouvernement; mais ceux qui le détestaient, le détestaient moins qu'ils ne le craignaient. Si ce gouvernement eût été pire, il eût peut-être été renversé en dépit de toute sa force; s'il eût été plus faible, il eût été certainement renversé en dépit de tous ses mérites; mais il était assez modéré pour s'abstenir de ces oppressions qui poussent les hommes à la folie furieuse, et il avait une force et une énergie que personne, si ce n'est des fous devenus furieux par oppression, n'aurait osé braver.

On a souvent affirmé, mais selon toute apparence avec peu de raison, qu'Olivier mourut en temps opportun pour sa renommée, et que si sa vie se fût prolongée, elle se serait terminée probablement dans la honte et les dés-

astres. Ce qui est certain, c'est qu'il fut jusqu'à la fin respecté de ses soldats, obéi par la population entière des Iles Britanniques, redouté par tous les pouvoirs étrangers, qu'il fut enseveli parmi les anciens souverains de l'Angleterre avec une pompe funèbre telle que Londres n'en avait pas encore vue, et que son fils Richard lui succéda aussi paisiblement que jamais prince de Galles succéda à un roi d'Angleterre.

Pendant cinq mois l'administration de Richard Cromwell marcha si tranquillement et si régulièrement, que toute l'Europe le crut solidement établi au pouvoir. Dans le fait, sa situation offrait, à quelques égards, plus d'avantages que celle de son père. Le jeune homme ne s'était pas fait d'ennemis. Ses mains n'étaient pas tachées du sang de ses concitoyens. Les Cavaliers eux-mêmes le tenaient pour un *gentleman* honnête et d'un bon naturel. Le parti presbytérien, puissant à la fois par le nombre et par la richesse, avait été en guerre ouverte et mortelle avec le dernier Protecteur, mais était disposé favorablement pour le nouveau. Ce parti avait toujours désiré voir rétablir l'ancienne organisation civile du royaume, seulement plus clairement définie et avec quelques garanties plus fortes pour les libertés publiques; mais il avait des raisons nombreuses de redouter le rétablissement de l'ancienne dynastie. Richard était l'homme des politiques de cette catégorie. Son humanité, sa candeur, sa modestie, la médiocrité de ses talents, la docilité avec laquelle il se soumettait à la direction des personnes plus sages que lui, le rendaient admirablement propre à être le chef d'une monarchie limitée.

Il sembla, pendant un moment, extrêmement probable qu'il pourrait accomplir, sous la direction d'habiles conseillers, ce que son père avait en vain tenté. Un parlement fut convoqué, selon l'ancien système. Les petits bourgs, à qui leurs franchises avaient été enlevées, regagnèrent leurs priviléges; Manchester,

Leeds, et Halifax, cessèrent d'envoyer des représentants, et le comté d'York fut de nouveau réduit à deux députés. Il peut sembler étrange à une génération qui a été excitée presque jusqu'à la folie par la question de la réforme parlementaire, que les grands comtés et les grandes villes se soient soumis à ce changement avec patience et même avec complaisance; mais bien que les hommes réfléchis eussent discerné, même à cette époque, les vices du vieux système représentatif, et prévu que ces vices entraineraient tôt ou tard un mal pratique sérieux, ce mal ne s'était pas encore fait sentir. D'un autre côté, le système représentatif d'Olivier, bien que fondé sur les plus solides principes, n'était pas populaire. Les événements qui lui avaient donné naissance et les effets qu'il avait produits concouraient ensemble à mal disposer les esprits en sa faveur. Il était né de la violence militaire, et il n'avait rien engendré que des disputes. La nation était fatiguée du gouvernement de l'épée et aspirait au gouvernement de la loi. Par conséquent, la restauration même des anomalies et des abus qui étaient strictement conformes à la loi, et qui avaient été détruits par l'épée, excita une satisfaction générale.

Dans la chambre des communes, il y avait une forte opposition, composée en partie de républicains avoués, en partie de royalistes cachés; mais en revanche une forte et ferme majorité semblait favorable à l'idée de faire revivre la vieille constitution sous une nouvelle dynastie. Richard fut solennellement reconnu comme premier magistrat de la république. Les communes consentirent non-seulement à diriger les affaires avec les lords nommés par Olivier, mais encore émirent un vote reconnaissant aux nobles qui, dans les derniers troubles, s'étaient rangés du côté des libertés publiques, le droit de siéger dans la chambre haute du parlement sans nouvelle nomination.

Jusque-là les hommes d'État dont Richard prenait les avis avaient réussi. Presque toutes les parties du gouvernement étaient constituées maintenant comme elles l'étaient au commencement de la guerre civile. Si Protecteur et le parlement avaient pu marcher ainsi sans obstacles, il est hors de doute qu'un ordre de choses semblable à celui qui, plus tard, s'établit sous la maison de Hanovre, se serait établi, dès cette époque, sous la maison de Cromwell; mais il y avait dans l'État un pouvoir très-suffisant pour déjouer les plans du Protecteur et du parlement réunis. Richard n'avait sur les soldats d'autre autorité que celle qu'il tirait du grand nom dont il était l'héritier; il ne les avait jamais menés à la victoire, il n'avait même jamais porté les armes. Tous ses goûts et toutes ses habitudes étaient pacifiques. Ses opinions et ses sentiments en matière religieuse n'avaient pas l'approbation des saints militaires. Il était un homme excellent, il en donna de meilleures preuves que de profonds soupirs ou de longs sermons, il le prouva par son humilité et sa douceur, lorsqu'il fut au faîte des grandeurs humaines, par sa gaie résignation au milieu d'infortunes et d'injustices cruelles; mais l'argot religieux, alors parlé dans tout corps de garde, lui inspirait un dégoût qu'il n'avait pas toujours la prudence de cacher. Les officiers, qui exerçaient la plus grande influence sur les troupes établies auprès de Londres, n'étaient point ses amis. Ces officiers étaient des hommes distingués par leur valeur et leur conduite sur le champ de bataille, mais dépourvus de cette sagesse et de ce courage civil si remarquables chez leur ancien chef. Quelques-uns d'entre eux étaient d'honnêtes, mais de fanatiques Indépendants et républicains. Fleetwood était le représentant de cette dernière classe. D'autres étaient impatients d'être ce qu'Olivier avait été. Sa rapide élévation, sa prospérité et sa gloire, son inauguration dans la salle de Westminster, ses somptueuses

obsèques dans l'abbaye avaient enflammé leur imagination. Ils étaient aussi bien nés que lui et aussi bien élevés : ils ne pouvaient pas comprendre pourquoi ils ne seraient pas dignes eux aussi de porter la robe de pourpre et de tenir l'épée de l'État; et ils poursuivaient l'objet de leur étrange ambition, non comme lui avec patience, vigilance, sagacité et détermination, mais avec l'activité inquiète et l'irrésolution qui caractérisent la médiocrité ambitieuse. De toutes les faibles copies de ce grand original, Lambert était le plus remarquable.

Dès le jour même de l'avénement de Richard, les officiers commencèrent à conspirer contre leur nouveau maître. La bonne intelligence qui existait entre le Protecteur et son parlement hâta le moment de la crise. L'alarme et le ressentiment se répandirent dans le camp. Les sentiments religieux et militaires de l'armée se trouvaient du même coup profondément blessés. Il semblait que les Indépendants allaient être soumis aux Presbytériens, et les hommes d'épée aux hommes de robe. Une coalition se forma entre les mécontents militaires et la minorité républicaine de la chambre des communes. Il est douteux que Richard eût pu triompher de cette coalition, quand bien même il eût hérité du courage de fer et du jugement si net de son père; mais il est certain que la simplicité et la douceur n'étaient pas les qualités nécessaires dans de telles circonstances. Il tomba sans gloire et sans aucune tentative de résistance. L'armée s'en servit comme d'un instrument pour accomplir la dissolution du parlement, et puis le mit dédaigneusement de côté. Les officiers, pour témoigner leur gratitude à leurs alliés républicains, déclarèrent que l'expulsion du parlement *croupion* avait été illégale, et invitèrent cette assemblée à reprendre ses fonctions. L'ancien président et un nombre suffisant des anciens membres se réunirent, et furent proclamés

au milieu des rires très-peu retenus et de l'exécration de la nation entière, le suprême pouvoir de l'État. Il fut en même temps expressément déclaré qu'il n'y aurait pas de premier magistrat, ni de chambre des lords.

Mais cet état de choses ne pouvait durer. Le jour même de la résurrection du long parlement vit ressusciter en même temps la vieille querelle de ce parlement avec l'armée. Le parlement *croupion* oublia encore une fois qu'il devait de nouveau son existence au bon plaisir des soldats, et recommença à les traiter comme des sujets. Les portes de la chambre des communes furent de nouveau fermées par la violence militaire, et un gouvernement provisoire, nommé par les officiers, prit la direction des affaires.

Pendant ce temps, le sentiment de grands maux, et la vive crainte de maux plus grands encore et très-prochains, avaient fini par produire une alliance entre les Cavaliers et les Presbytériens. Quelques Presbytériens avaient, il est vrai, été disposés à une semblable alliance même avant la mort de Charles I[er]; mais ce ne fut qu'après la chute de Richard Cromwell que le parti entier commença à se passionner pour la restauration de la maison royale. On ne pouvait plus entretenir raisonnablement l'espérance de voir rétablir sous une nouvelle dynastie la vieille constitution. Il fallait choisir entre les Stuarts et l'armée. La famille bannie avait commis de grandes fautes, mais elle avait chèrement expié ces fautes, et avait reçu une longue, et, on pouvait l'espérer, salutaire instruction à l'école de l'adversité. Il était probable que Charles II aurait tiré du sort de Charles I[er] un terrible enseignement; mais après tout, les dangers qui menaçaient la nation étaient tels qu'il valait bien la peine, pour les détourner, de compromettre quelques opinions et de courir quelques risques. Il n'était que trop probable que l'Angleterre allait tomber sous la plus odieuse et la plus dégradante de toutes les formes de gouvernement, sous un gouvernement unissant tous les

maux du despotisme à tous les maux de l'anarchie. Tout était préférable au joug d'une succession de tyrans incapables et sans gloire élevés au pouvoir, comme les deys de Barbarie, par des révolutions militaires revenant à de courts intervalles. Lambert serait vraisemblablement le premier de ces gouvernants, mais au bout d'un an Lambert devrait céder la place à Desborough, et Desborough à Harrison. Chaque fois que le bâton du commandement passerait d'une de ces faibles mains à une autre, la nation serait mise au pillage, afin de gratifier les troupes de nouveaux dons de joyeux avénement. Si les Presbytériens se tenaient obstinément à l'écart des royalistes, l'Etat était perdu, et on pouvait même douter qu'il pût être sauvé par les efforts réunis des Presbytériens et des royalistes. Car les habitants de l'île entière étaient sous la crainte de cette invincible armée, et les Cavaliers, instruits par cent batailles de l'impuissance du nombre contre la discipline, étaient encore plus complétement atterrés que les Têtes rondes.

Tant que les soldats restèrent unis, tous les complots et tous les soulèvements des mécontents restèrent sans effet. Mais, quelques jours après la seconde expulsion du parlement *croupion*, arrivèrent des nouvelles propres à réjouir tous les cœurs attachés soit à la monarchie, soit à la liberté. Cette force puissante, qui durant tant d'années avait agi comme un seul homme et qui, pendant tout le temps de son union, avait toujours été irrésistible, était enfin divisée contre elle-même. L'armée d'Ecosse avait rendu de grands services à la république, et était dans les meilleures conditions d'agir; elle n'avait pas pris part aux dernières révolutions, et elle les avait vues avec une indignation pareille à celle que les légions romaines, campées sur les rives du Danube ou de l'Euphrate, ressentaient en apprenant que l'empire avait été mis aux enchères par les gardes prétoriennes. Il était intolérable que de certains régiments, par la

seule raison qu'ils étaient cantonnés près de Westminster, pussent à leur fantaisie faire ou défaire plusieurs gouvernements dans l'espace de six mois. S'il était convenable que l'État fût gouverné par l'armée, les soldats qui maintenaient l'ascendant de l'Angleterre au nord du Tweed avaient aussi bien droit à émettre leur voix que la garnison de la Tour de Londres. Il semble qu'il y ait eu moins de fanatisme parmi les troupes stationnées en Écosse que dans le reste de l'armée, et leur général, George Monk, était tout l'opposé d'un bigot. Il avait, au commencement de la guerre civile, porté les armes en faveur du roi, avait été fait prisonnier par les Têtes rondes, avait alors accepté une commission militaire du parlement; et, avec de très-minces prétentions à la sainteté, s'était élevé par son courage et son habileté dans sa profession à de hauts commandements. Il avait été pour les deux Protecteurs un utile serviteur, avait tranquillement fait adhésion lorsque les officiers chassèrent Richard, et rétablirent le long parlement à Westminster, et aurait peut-être adhéré aussi paisiblement à la seconde expulsion du long parlement, si le gouvernement provisoire s'était abstenu de lui donner des motifs de mécontentement et de crainte. Car sa nature était prudente et quelque peu apathique, et il n'était pas disposé à hasarder des avantages sûrs et modérés pour courir la chance d'obtenir même les plus splendides succès. Il semble avoir été poussé à attaquer les nouveaux chefs de la république moins par l'espoir de grandir, s'il les renversait, que par la crainte de n'être pas en sûreté s'il se soumettait à eux. Quels que fussent ses motifs, il se déclara le champion du pouvoir civil opprimé, refusa de reconnaître l'autorité usurpée du gouvernement provisoire, et marcha sur l'Angleterre à la tête de sept mille vétérans.

Cette détermination fut le signal d'une explosion gé-

nérale. Partout le peuple refusa de payer les taxes. Les apprentis de la cité s'assemblèrent par milliers, et demandèrent à grands cris un libre parlement. La flotte remonta la Tamise, et se déclara contre la tyrannie des soldats. Les soldats, de leur côté, qui n'étaient plus soumis au contrôle d'un esprit dominateur, se divisèrent en factions. Chaque régiment, dans la crainte d'être laissé seul et abandonné à la vengeance de la nation opprimée, se hâtait de faire séparément sa paix avec elle. Lambert, qui avait marché en toute hâte à la rencontre de l'armée d'Écosse, fut abandonné par ses troupes et fait prisonnier. Pendant treize ans, le pouvoir civil avait, dans tous les conflits, été forcé de céder au pouvoir militaire. Le pouvoir militaire s'humiliait maintenant devant le pouvoir civil. Le parlement *croupion*, généralement haï et méprisé, mais le seul corps politique dans le pays qui eût encore une ombre d'autorité légale, revint de nouveau à la chambre, d'où il avait été deux fois chassé ignominieusement.

Pendant ce temps, Monk avançait vers Londres. Partout où il passait, la *gentry* se pressait autour de lui, le suppliant d'user de son pouvoir pour rendre la paix et la liberté à cette nation déchirée. Le général, froid, taciturne, n'ayant de passion pour aucune religion ni pour aucune cause politique, se maintenait dans une impénétrable réserve. Quel était son plan, et même en avait-il un à cette époque? Ce sont là des questions incertaines et douteuses. Son but principal probablement était de conserver aussi longtemps que possible la liberté de choisir entre différentes lignes de conduite. Telle est d'ailleurs ordinairement la politique des hommes qui comme lui se distinguent plutôt par la circonspection que par la clairvoyance. Ce ne fut probablement que plusieurs jours après son arrivée dans la capitale qu'il prit son parti. Le cri du peuple entier appelait un libre parlement, et il n'était pas douteux qu'un parlement réellement libre

rappellerait immédiatement la famille exilée. Le parlement *croupion* et les soldats étaient encore hostiles à la maison des Stuarts; mais le parlement *croupion* était universellement détesté et méprisé. Le pouvoir des soldats était encore formidable; à la vérité, mais il avait été grandement affaibli par la discorde. Les soldats n'avaient pas de chefs. Récemment, dans diverses parties du pays, ils avaient pris les armes les uns contre les autres. Le jour même où Monk était arrivé à Londres, il y avait eu un combat dans le Strand, entre la cavalerie et l'infanterie. Une armée unie avait longtemps comprimé une nation divisée, mais la nation était maintenant unie et l'armée divisée.

Pendant quelque temps, la dissimulation ou l'irrésolution de Monk tint tous les partis dans un état de pénible attente; enfin il rompit le silence et se déclara pour un libre parlement.

Aussitôt que sa déclaration fut connue, la nation entière devint folle de joie. Partout où il paraissait, des milliers d'hommes l'entouraient, l'applaudissant et bénissant son nom. Les cloches de toute l'Angleterre sonnèrent joyeusement, l'*ale* coula dans les ruisseaux et plusieurs nuits de suite, le ciel à une distance de cinq milles autour de Londres fut éclairé des reflets rouges d'innombrables feux de joie. Les membres presbytériens de la chambre des communes, qui, quelques années auparavant, avaient été chassés par l'armée, revinrent prendre leurs siéges et furent salués par les acclamations des multitudes qui remplissaient la salle de Westminster et la cour du Palais. Les chefs indépendants n'osaient plus se montrer dans les rues et étaient à peine en sûreté dans leurs demeures. Des mesures de précaution temporaires furent prises par le gouvernement; des ordres furent donnés pour une élection générale, et alors ce mémorable parlement qui, pendant vingt années remplies d'événements, avait éprouvé une

fortune si diverse, qui avait triomphé de son souverain, qui avait été asservi et humilié par ses serviteurs, qui avait été deux fois chassé et deux fois rétabli, décréta solennellement sa propre dissolution.

Le résultat des élections répondit à ce qu'on pouvait attendre des dispositions de la nation. La nouvelle chambre fut composée, à quelques exceptions près, de personnes dévouées à la famille royale. Les Presbytériens formèrent la majorité.

Qu'il y aurait une restauration, cela semblait maintenant à peu près certain; mais s'accomplirait-elle pacifiquement, c'était là le sujet de doutes pénibles. Les soldats étaient dans une humeur sombre et sauvage. Ils détestaient le titre de roi, ils détestaient le nom des Stuarts, ils détestaient beaucoup le presbytérianisme et encore davantage l'épiscopat. Ils voyaient avec une amère indignation s'approcher le terme de leur longue domination et s'avancer en même temps pour eux une nouvelle vie, vie de pénurie et de travail sans gloire. Ils attribuaient leur mauvaise fortune à la faiblesse de certains de leurs généraux, à la trahison de certains autres. Une heure de la vie de leur bien-aimé Olivier aurait suffi même à ce moment pour leur rendre la gloire qui les fuyait. Trahis, désunis, sans chefs auxquels ils pussent se confier, ils étaient cependant encore redoutables. Ce n'était pas une petite chose que d'affronter la rage et le désespoir de cinquante mille hommes armés, dont l'ennemi n'avait jamais vu les talons. Monk et les hommes avec qui il concertait ses actions connaissaient parfaitement tous les dangers de la crise. Ils employèrent toute espèce d'artifices pour apaiser et diviser les soldats mécontents. En même temps on prit de vigoureuses mesures pour le cas d'un conflit. L'armée d'Écosse, maintenant cantonnée à Londres, fut entretenue dans ses bonnes dispositions par des séductions, des flatteries, des promesses. Les citoyens riches ne

refusaient rien à un habit rouge, et étaient même si prodigues de leur meilleur vin, que bon nombre de ces *saints* belliqueux étaient vus maintes fois dans un état qui ne faisait honneur ni à leur caractère religieux, ni à leur caractère politique. Monk s'aventura à licencier quelques régiments réfractaires. En même temps, le gouvernement provisoire, soutenu par l'aide zélé des magistrats et des citoyens, faisait les plus grands efforts pour organiser la milice. Dans chaque comté les milices bourgeoises se tenaient prêtes à marcher, et cette force ne peut pas être estimée moindre de cent vingt mille hommes. Vingt mille citoyens, bien armés et bien équipés, passés en revue dans Hyde Park, montrèrent des dispositions qui justifiaient l'espérance qu'ils sauraient combattre vigoureusement en cas de besoin pour leurs boutiques et leurs foyers. La flotte était unie de cœur à la nation. Ce fut un moment plein d'émotion, un moment d'anxiété et pourtant d'espérance. L'opinion dominante était que l'Angleterre serait délivrée, mais non sans une lutte sanglante et désespérée toutefois, et que la classe d'hommes qui avait longtemps gouverné par l'épée périrait par l'épée.

Heureusement, les dangers d'un conflit furent détournés. Il y eut cependant un moment d'extrême péril. Lambert s'échappa de sa prison et appela ses camarades aux armes : la flamme de la guerre civile fut immédiatement rallumée ; mais, grâce à des efforts prompts et vigoureux, elle fut éteinte avant qu'elle eût eu le temps de propager l'incendie. Le malheureux imitateur de Cromwell fut fait de nouveau prisonnier. L'insuccès de son entreprise abattit le courage des soldats, et ils se résignèrent tristement à leur destinée.

Le nouveau parlement, qui, ayant été convoqué sans lettres royales, est mieux nommé du nom de convention, se réunit à Westminster. Les lords rentrèrent dans cette salle d'où ils avaient été tenus éloignés par la force pendant plus de onze ans. Les deux chambres

invitèrent le roi à revenir dans son pays. Il fut proclamé avec une pompe inconnue jusqu'alors. Une flotte brillante le transporta de la Hollande sur les côtes du Kent. Lorsqu'il débarqua, des milliers de spectateurs, versant presque tous des larmes de joie, couvraient les falaises de Douvres. Le voyage à Londres fut un continuel triomphe. Toute la route, depuis Rochester, était couverte de baraques et de tentes et ressemblait à une interminable foire. Partout les drapeaux flottaient; partout résonnaient les cloches et la musique; partout le vin et l'*ale* coulaient à flots à la santé de celui dont le retour était le retour de la paix, de la loi et de la liberté. Mais au milieu de la joie générale, un point noir présentait un aspect menaçant. A Blackheath, l'armée avait été rangée en ligne pour saluer le souverain. Le roi sourit, s'inclina et présenta gracieusement sa main aux lèvres des colonels et des majors. Toute sa politesse fut vaine. La contenance des soldats était triste et menaçante, et s'ils eussent donné cours à leurs sentiments, la fête pompeuse à laquelle ils prenaient part avec répugnance aurait eu une lugubre et sanglante fin. Mais il n'y avait entre eux aucune entente. La discorde et la défection leur avaient enlevé toute confiance en leurs chefs, toute confiance réciproque les uns dans les autres. La milice entière de la cité de Londres était sous les armes. De nombreuses compagnies s'étaient rassemblées de tous les points du royaume et étaient venues, sous le commandement de nobles et d'hommes dévoués, recevoir le roi. Ce grand jour se termina en paix, et le fugitif rappelé reposa en sûreté dans le palais de ses ancêtres.

CHAPITRE II.

RÈGNE DE CHARLES II.

Conduite injustement critiquée des hommes qui rétablirent la maison des Stuarts — Les fiefs cessent d'être soumis à l'impôt militaire. — Licenciement de l'armée. — Réveil des querelles entre les Cavaliers et les Têtes rondes. — Dissensions religieuses. — Impopularité des Puritains. — Caractère de Charles II. — Caractères du duc d'York et du comte de Clarendon. — Élections générales de 1661. — Violence des Cavaliers dans le nouveau parlement — Persécution des Puritains. — Zèle de l'Église pour la monarchie héréditaire. — Changements dans les mœurs de la société. — Corruption des hommes d'État de cette époque. — État de l'Écosse — État de l'Irlande. — Le gouvernement devient impopulaire en Angleterre. — Guerre avec les Hollandais. — Opposition dans la chambre des communes. — Chute de Clarendon. — État de la politique européenne et ascendant de la France. — Caractère de Louis XIV. — La triple alliance. – Le Parti du Pays. — Relations entre Charles II et la France. — Vues de Louis XIV relativement à l'Angleterre. — Traité de Douvres. — Nature du cabinet anglais. — La Cabale — L'Échiquier suspend ses payements. — Guerre avec les Provinces-Unies et leur extrême danger. — Guillaume, prince d'Orange. — Le parlement se réunit. — Déclaration d'indulgence, elle est repoussée et l'acte du *Test* adopté. — La Cabale dissoute. — Paix avec les Provinces-Unies. — Administration de Danby. — Situation embarrassante du Parti du Pays. — Intrigues de ce parti avec l'ambassade française. — Paix de Nimègue. — Violent mécontentement en Angleterre. — Chute de Danby. — Le complot papiste.—Premières élections générales de 1679. —Violence de la nouvelle chambre des communes. — Temple et son plan de gouvernement. — Caractère d'Halifax. — Caractère de Sunderland. — Prorogation du parlement. — Acte de l'*Habeas corpus*. — Secondes élections générales de 1679. — Popularité de Monmouth. —Lawrence Hyde. — Sidney Godolphin. — Violences des factions au sujet du bill d'exclusion. — Origine des noms de Whig et de Tory. — Réunion du parlement. — Le bill d'exclusion passe à la chambre des communes. — Il est rejeté par la chambre des lords. — Exécution de Stafford. — Élections générales de 1681. — Réunion du parlement à Oxford ; il est dissous. — Réaction tory. — Persécution des Whigs. — La charte de la cité supprimée. — Conspirations whigs. — Elles

sont découvertes. — Sévérité du gouvernement. — Suppression des chartes. — Influence du duc d'York. — Halifax le combat. — Le lord garde des sceaux, Guildford. — Politique de Louis XIV. — État des factions à la cour au moment de la mort de Charles II.

L'histoire de l'Angleterre pendant le dix-septième siècle est l'histoire de la transformation d'une monarchie limitée, constituée d'après les idées du moyen âge, en une monarchie limitée conforme à cet état de société plus avancé, où les charges publiques ne peuvent pas être plus longtemps supportées par les revenus de la couronne, et où la défense publique ne peut pas être confiée plus longtemps à une milice féodale. Nous avons vu que les hommes politiques qui se trouvaient à la tête du long parlement avaient, en 1642, fait de grands efforts pour accomplir ce changement, en transférant directement et formellement aux états du royaume le choix des ministres, le commandement de l'armée et la surveillance de l'administration exécutive tout entière. Ce plan était peut-être le meilleur qu'il fût possible de combiner alors; mais il fut complétement dérangé par la direction que prit la guerre civile. Les chambres triomphèrent, il est vrai, mais seulement après une lutte qui les mit dans la nécessité d'appeler à la vie un pouvoir qu'elles ne purent contrôler, et qui commença bientôt à dominer toutes les classes et tous les partis. Pendant un certain temps, les maux inséparables du gouvernement militaire furent, jusqu'à un certain point, mitigés par la sagesse et la magnanimité du grand homme qui exerçait le suprême pouvoir; mais lorsque l'épée qu'il avait tenue avec énergie, sans doute, mais avec une énergie toujours guidée par le bon sens et généralement modérée par une généreuse nature, eut passé à des capitaines qui ne possédaient ni ses talents, ni ses vertus, il sembla trop probable que l'ordre et la liberté allaient périr dans une même et ignominieuse ruine.

Cette ruine heureusement fut évitée. Les écrivains

zélés pour la liberté ont eu la trop constante habitude de représenter la Restauration comme un événement désastreux, et de condamner la folie ou la bassesse de cette convention, qui rappela la famille royale sans exiger de nouvelles garanties contre une mauvaise administration possible. Ceux qui tiennent ce langage ne comprennent pas la nature réelle de la crise qui suivit la déposition de Richard Cromwell. L'Angleterre était en danger imminent de tomber sous la tyrannie d'une succession de nains, élevés et renversés par le caprice militaire. Délivrer le pays de la domination des soldats était le premier but de tout patriote éclairé ; mais c'était là un but que les hommes les plus confiants ne pouvaient guère espérer d'atteindre tant que l'armée resterait unie. Tout à coup un rayon d'espoir apparut ; l'armée se divisa ; général contre général, régiment contre régiment. La destinée future de la nation dépendait de l'usage qu'on ferait d'un instant propice. Nos ancêtres firent un bon usage de cet instant. Ils oublièrent les vieilles injures, mirent de côté les scrupules mesquins, ajournèrent à une saison plus convenable toute dispute sur les réformes que demandait notre constitution, et s'unirent fortement, Cavaliers et Têtes rondes, Épiscopaux et Presbytériens, pour sauver les vieilles lois du pays du despotisme militaire. L'exacte répartition du pouvoir entre le roi, les lords et les communes, pouvait bien être ajournée, sans inconvénient, jusqu'à ce que la question de savoir si l'Angleterre serait gouvernée par un roi, des lords et des communes, ou par des cuirassiers et des lanciers, eût été résolue. Si les hommes d'État de la convention avaient suivi une autre ligne de conduite, s'ils avaient longuement discuté sur les principes du gouvernement, s'ils avaient esquissé une nouvelle constitution et l'avaient envoyée à Charles, si des conférences avaient été ouvertes et si des courriers avaient passé et repassé pendant plusieurs semaines de Westminster aux Pays-Bas, porteurs de projets et

de contre-projets, des réponses de Hyde et des contre-réponses de Prynne, la coalition d'où dépendait la sécurité publique aurait été dissoute; les Presbytériens et les royalistes se seraient certainement querellés, les factions militaires se seraient peut-être réconciliées, et les amis malavisés de la liberté auraient pu longtemps regretter, sous un gouvernement pire que celui du pire Stuart, l'occasion prospère qu'ils avaient laissé fuir.

La vieille organisation politique fut rétablie, du consentement général des deux grands partis, et redevint exactement ce qu'elle était dix-huit ans auparavant, lorsque le roi Charles I[er] sortit de sa capitale. Tous les actes du long parlement qui avaient reçu la sanction royale furent déclarés posséder encore force de loi. Une nouvelle concession, concession qui intéressait les Cavaliers beaucoup plus encore que les Têtes rondes, fut aisément obtenue du roi. Les fiefs militaires avaient été originairement créés comme moyen de défense nationale; mais par l'effet du temps, tout ce qu'il y avait d'utile dans cette institution avait disparu, et il n'en restait plus que des cérémonies et des vexations. Un propriétaire foncier qui possédait une propriété sous condition de service militaire à la couronne, — et la plus grande partie du sol anglais était possédée à ces conditions, — devait payer un droit très-élevé en entrant en possession. Il ne pouvait pas aliéner un seul acre de sa propriété sans acheter une autorisation. Lorsqu'à sa mort ses domaines passaient à un enfant, le souverain était tuteur et avait le droit, non-seulement de toucher une grande partie des revenus pendant la minorité de l'enfant, mais encore d'exiger, sous peine de lourdes amendes, que son pupille épousât une personne d'un rang conforme au sien. La principale amorce qui attirait à la cour un besoigneux sycophante était l'espoir d'obtenir, en récompense de sa servilité et de sa flatterie, une recommandation royale pour une héritière. Ces abus avaient péri

avec la monarchie; et le vœu de tout gentilhomme propriétaire du royaume était de ne pas les voir renaître avec elle. Ils furent donc abolis solennellement par statut, et on ne laissa subsister aucuns restes des anciens services de la chevalerie, excepté ces services honorifiques qui sont encore, aux époques de couronnement, rendus à la personne du souverain par quelques grands seigneurs.

Il fallait maintenant licencier les troupes. Cinquante mille hommes accoutumés à la profession des armes furent d'un seul coup jetés sur le pavé, et l'expérience semblait autoriser à penser que ce changement allait produire de grandes misères et de grands crimes, qu'on rencontrerait, mendiant dans chaque rue, ces vétérans licenciés qui, peut-être, seraient poussés au pillage par la faim. Rien de semblable n'arriva. Quelques mois après rien n'indiquait que la plus formidable armée du monde venait d'être absorbée dans la masse de la nation. Les royalistes eux-mêmes confessèrent que, dans tous les genres d'honnête industrie, les soldats licenciés prospéraient plus que d'autres; que pas un seul ne fut accusé de vol ou de brigandage; qu'on n'en vit mendier aucun; et que, si quelque part un boulanger, un maçon, un charretier, se faisait remarquer par son activité ou sa tempérance, il était de toute probabilité que cet homme était un des vieux soldats de Cromwell.

La tyrannie militaire avait cessé; mais elle avait laissé dans l'esprit public des souvenirs profonds et durables. Le nom d'armée permanente fut longtemps en horreur, et il est remarquable que ce sentiment était encore plus vif chez les Cavaliers que chez les Têtes rondes. On doit considérer comme une circonstance heureuse que lorsque, pour la première et la dernière fois, notre pays fut gouverné par l'épée, cette épée ait été tenue par les mains, non des princes légitimes, mais des rebelles qui tuèrent le roi et abattirent l'Église. Si un prince ayant d'aussi

légitimes titres que Charles avait commandé une aussi bonne armée que celle de Cromwell, il y aurait eu peu d'espoir que les libertés de l'Angleterre pussent être sauvées. Heureusement cet instrument, qui seul pouvait rendre absolue la monarchie, devint un objet d'horreur et de dégoût au parti monarchique, et continua longtemps à être associé, dans l'imagination des royalistes et des Épiscopaux, avec les souvenirs du régicide et des prêches en plein vent. Un siècle après la mort de Cromwell, les Tories continuaient encore à se récrier contre chaque augmentation de l'armée régulière, et à chanter les louanges d'une milice nationale. Même en 1786, un ministre à qui les Tories accordaient une confiance peu commune ne put jamais vaincre leur aversion pour son projet de fortifier la côte, et lorsque la révolution française vint imprimer à leurs craintes une nouvelle direction, ils ne se soumirent pas sans quelque déplaisir à la nécessité d'une armée permanente.

La coalition qui avait opéré la restauration disparut avec le danger qui l'avait fait naître, et les deux partis hostiles apparurent bientôt en présence, et prêts à lutter. Tous deux, à la vérité, s'accordaient à penser qu'il serait bon d'infliger un châtiment à quelques malheureux qui étaient à ce moment l'objet d'une haine presque universelle. Cromwell n'était plus, et ceux qui avaient fui devant lui furent bien forcés de s'en tenir à la misérable satisfaction de déterrer, de pendre, de couper en quartiers et de brûler, les restes du plus grand prince qui ait jamais gouverné l'Angleterre. On trouva, pour satisfaire ces désirs de vengeance, d'autres victimes, rares, il est vrai, et cependant trop nombreuses encore, dans les chefs du parti républicain. Mais bientôt, les vainqueurs, abreuvés à satiété du sang des régicides, se tournèrent les uns contre les autres. Les Têtes rondes, tout en reconnaissant les vertus du roi défunt, et tout en condamnant la sentence prononcée contre lui par un

tribunal illégal, maintenaient que son administration avait été, sous bien des rapports, inconstitutionnelle, et que les chambres avaient pris les armes contre lui pour de bons motifs et en vertu de principes très-fondés. La monarchie, pensaient ces politiques, n'avait pas de pire ennemi que le courtisan qui élevait la prérogative royale au-dessus de la loi, qui condamnait toute opposition aux empiétements royaux, et qui jetait le nom de traîtres, non-seulement à Cromwell et à Harrison, mais encore à Pym et à Hampden. Si le roi désirait régner tranquille et heureux, il devait se confier à ceux qui, bien qu'ils eussent tiré l'épée pour défendre les priviléges attaqués du parlement, s'étaient cependant exposés à la rage des soldats pour sauver son père, et avaient pris la plus grande part au rappel de la famille royale.

Les sentiments des Cavaliers étaient très-différents. Ils avaient été fidèles à la couronne pendant dix-huit ans, à travers toutes sortes de vicissitudes. Ils avaient partagé la détresse de leur prince ; ne devaient-ils pas partager son triomphe ? Ne devait-on faire aucune distinction entre leurs personnes et le sujet déloyal qui avait combattu contre son légitime souverain, qui avait fait acte d'adhésion au gouvernement de Richard Cromwell, et qui n'avait consenti à concourir à la restauration des Stuarts que lorsqu'il avait été évident qu'aucun autre moyen ne pouvait sauver la nation de la tyrannie de l'armée? Accordons, disaient-ils, que cet homme, par ses services récents, a conquis son pardon ; mais les services rendus par cet ouvrier de la onzième heure pouvaient-ils entrer en comparaison avec les travaux et les souffrances des hommes qui avaient supporté le poids et la chaleur du jour? Devait-il être rangé sur la même ligne que les hommes qui n'avaient pas besoin de la clémence royale, et qui avaient mérité, par les actes de toute leur vie, la reconnaissance royale? Et par-dessus tout, devait-on souffrir qu'il gardât une fortune formée aux

dépens des défenseurs dépouillés du trône? N'était-ce pas assez que sa tête et son patrimoine, cent fois dévolus à la justice, fussent à l'abri, et devait-il participer avec le reste de la nation aux bienfaits de ce doux gouvernement, dont il avait été si longtemps l'ennemi? Était-il nécessaire de récompenser sa trahison au détriment des hommes dont le seul crime était la fidélité avec laquelle ils avaient observé leur serment d'allégeance? Et quel intérêt avait le roi à gorger ses anciens ennemis des dépouilles arrachées à ses anciens amis? Quelle confiance pouvait-on placer dans des hommes qui s'étaient élevés contre leur souverain, lui avaient fait la guerre, l'avaient emprisonné, et qui, aujourd'hui même, au lieu de baisser la tête de honte et de repentir, justifiaient tout ce qu'ils avaient fait, et semblaient penser qu'ils avaient donné une preuve éclatante de fidélité en s'arrêtant tout juste devant le régicide? Il était vrai que récemment ils avaient aidé à relever le trône; mais il n'était pas moins vrai qu'ils l'avaient renversé auparavant, et qu'ils avouaient encore des principes qui pourraient les pousser à le renverser de nouveau. Sans doute il était convenable que des marques de l'approbation royale fussent accordées à ceux des convertis qui avaient été éminemment utiles; mais la politique, aussi bien que la justice et la reconnaissance, faisaient un devoir au roi de donner la plus haute place dans son estime à ceux qui, du commencement à la fin des troubles et dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, avaient soutenu sa maison. Par toutes ces raisons, les Cavaliers demandaient très-naturellement une indemnité pour tout ce qu'ils avaient souffert, et la préférence dans la distribution des faveurs de la couronne. Quelques membres violents allaient plus loin et réclamaient de larges catégories de proscription.

Les querelles politiques étaient, comme de coutume, envenimées par les querelles religieuses. Le roi trouva

l'Église dans un singulier état. Quelque temps avant le commencement de la guerre civile, son père avait donné avec répugnance son assentiment à un bill vigoureusement soutenu par Falkland, qui privait les évêques de leurs siéges dans la chambre des lords; mais l'épiscopat et la liturgie n'avaient jamais été abolis par la loi. Le long parlement, toutefois, avait rendu des ordonnances qui avaient opéré une révolution complète dans le gouvernement de l'Église et dans le culte public. Le nouveau système était en principe presque aussi érastien que celui qu'il remplaçait. Les chambres, guidées principalement par les conseils de cet homme accompli, Selden, s'étaient déterminées à subordonner strictement le pouvoir spirituel au pouvoir temporel. Elles avaient refusé de reconnaître une origine divine à aucune organisation ecclésiastique, et décrété qu'on pourrait en appeler en dernier ressort au parlement des arrêts de toutes les cours ecclésiastiques. En outre de cette réserve si importante, on avait résolu d'établir en Angleterre une hiérarchie ecclésiastique très-ressemblante à celle qui existe maintenant en Écosse. L'autorité de conseils, s'échelonnant par degrés réguliers, fut substituée à l'autorité des évêques et des archevêques. La liturgie anglicane fit place au *directoire* presbytérien. Mais à peine ces nouvelles réglementations avaient-elles été faites, que les Indépendants commencèrent à exercer dans l'État une influence suprême. Les Indépendants étaient peu disposés à imposer les ordonnances concernant les synodes classiques, provinciaux et nationaux. Ces ordonnances ne furent donc jamais complétement exécutées. Le système presbytérien ne fut pleinement établi que dans le Lancashire et le Middlesex. Dans les cinquante autres comtés, il semble que chaque paroisse n'ait eu avec les paroisses environnantes aucun rapport. Dans quelques districts, à la vérité, les ministres formaient des associations volontaires pour se

donner mutuellement conseil et appui; mais ces associations n'avaient aucun pouvoir coërcitif. Les collateurs de cures et de bénéfices, n'étant plus empêchés par l'évêque ni par le presbytère, auraient pu confier le soin des âmes aux hommes les plus scandaleux, sans l'intervention arbitraire d'Olivier Cromwell. Il établit de son autorité privée une commission dont les membres furent nommés *examinateurs*. La plupart de ces personnes étaient des théologiens indépendants; cependant quelques ministres presbytériens et quelques laïques y siégèrent. Le certificat des examinateurs tenait lieu à la fois d'installation et d'investiture, et, sans ce certificat, personne ne pouvait posséder un bénéfice. Cet acte est sans doute un des plus despotiques qu'ait jamais commis un souverain anglais. Cependant, comme on sentait généralement que, sans une précaution de ce genre, le pays tout entier serait couvert d'ignorants, d'ivrognes et de réprouvés portant le nom et recevant le salaire de ministres, quelques personnes extrêmement respectables, qui n'étaient pourtant pas en général amies de Cromwell, déclarèrent qu'en cette occasion il avait mérité le titre de bienfaiteur public. Les candidats que les examinateurs avaient approuvés prenaient possession de leurs rectorats, cultivaient les terres dépendantes de leur cure, levaient les dîmes, priaient sans livre et sans surplis, et administraient la communion aux fidèles assis à de longues tables.

Ainsi l'organisation ecclésiastique du royaume se trouvait plongée dans une inextricable confusion. L'épiscopat était la forme de gouvernement religieux prescrite par les vieilles lois non encore abrogées; le presbytérianisme était la forme prescrite par les ordonnances du parlement. Mais ni les vieilles lois, ni les ordonnances parlementaires n'étaient de fait en vigueur. L'Église alors existante pourrait être définie, un corps irrégulier composé de quelques paroisses

presbytériennes et de quelques congrégations indépendantes, dominées et liées ensemble par l'autorité du gouvernement.

Parmi ceux qui s'étaient employés au retour du roi, beaucoup étaient partisans zélés des synodes et du *directoire* presbytérien, beaucoup d'autres étaient désireux de terminer, par un compromis, les dissensions religieuses qui avaient longtemps agité l'Angleterre. Entre les bigots sectateurs de Laud et les bigots sectateurs de Calvin, il ne pouvait y avoir ni paix ni trêve; mais il ne semblait pas impossible d'effectuer un compromis entre les Épiscopaux modérés de l'école de Usher et les Presbytériens modérés de l'école de Baxter. Les Épiscopaux modérés admettaient qu'un évêque pouvait légalement être assisté d'un concile. Les Presbytériens modérés ne niaient pas que chaque assemblée provinciale ne pût avoir un président permanent, et que ce président ne pût légalement être appelé évêque. On pouvait établir une liturgie corrigée qui ne rejetterait pas les prières spontanément improvisées, un service baptismal dans lequel le signe de croix pourrait être employé ou omis à volonté, un mode de communion, selon lequel les fidèles auraient la faculté de s'asseoir si leur conscience leur défendait de s'agenouiller. Mais la grande majorité des Cavaliers ne pouvait entendre parler d'un tel plan avec patience. Les membres pieux de ce parti étaient consciencieusement attachés au système intégral de leur Église. Cette Église avait été chère à leur roi assassiné. Elle les avait consolés dans la défaite et dans la pauvreté. Ses offices, si souvent murmurés à voix basse durant le temps des épreuves, dans quelque chambre secrète et reculée, avaient un tel charme pour eux qu'ils n'auraient pas voulu en retrancher un seul verset. D'autres royalistes, qui avaient peu de prétentions à la piété, aimaient cependant l'Église épiscopale, parce qu'elle était l'ennemie de leurs ennemis. Ils estimaient une prière ou une cérémonie,

non en raison des consolations qu'ils en retiraient, mais en raison des vexations qu'elle causait aux Têtes rondes, et ils étaient si loin d'être disposés à acheter l'union par des concessions, qu'ils s'opposaient à toute concession, précisément parce qu'elle pouvait produire l'union.

De tels sentiments, bien que blâmables, étaient naturels et n'étaient pas entièrement inexcusables. Les Puritains, au jour de leur puissance, s'étaient montrés incontestablement de cruels provocateurs. Ils auraient pu cependant apprendre par l'histoire de leurs propres mécontentements, de leurs propres luttes, de leur propre victoire et de la chute de cette orgueilleuse hiérarchie qui les avait si lourdement opprimés, qu'en Angleterre, et au dix-septième siècle, il n'était pas au pouvoir du magistrat civil de forcer les esprits des hommes à se conformer au système de théologie préféré et choisi par lui. Ils se montrèrent aussi intolérants que Laud, et aussi enclins à s'immiscer dans les affaires spirituelles d'autrui. Ils défendirent, sous peine de lourdes amendes, l'usage du *livre des prières communes*, non-seulement dans les églises, mais même dans les maisons particulières. C'était un crime, chez un enfant, de lire au chevet d'un père ou d'une mère malade quelques-unes de ces belles oraisons qui ont apaisé les chagrins de quarante générations de chrétiens. Des peines sévères furent portées contre ceux qui oseraient blâmer le culte calviniste. Des ecclésiastiques, d'un caractère respectable, ne furent pas seulement expulsés par centaines de leurs bénéfices, mais furent encore exposés fréquemment aux outrages d'une canaille fanatique. Les églises et les sépulcres, belles œuvres d'art, et restes curieux d'antiquité, subirent de brutales mutilations. Le parlement ordonna que toutes les peintures de la Collection royale, représentant Jésus ou la Vierge Marie, fussent brûlées. La sculpture ne fut pas mieux traitée que la peinture. Les Nymphes et les Grâces,

œuvres du ciseau ionien, furent livrées à des maçons et à des tailleurs de pierre puritains, chargés de les rendre décentes. La faction dominante déclara la guerre aux vices les plus légers avec un zèle que modéraient peu l'humanité et le sens commun. Des lois très-dures furent portées contre les paris. Il fut décrété que l'adultère serait puni de mort. Les relations illicites entre les sexes, même alors qu'il n'était arrivé ni violence ni séduction, même alors qu'aucun scandale public n'avait été donné, et qu'aucun droit conjugal n'avait été violé, furent déclarées délit. Les amusements publics, depuis les mascarades qui se tenaient dans les maisons des grands jusqu'aux luttes des athlètes et aux grimaces des saltimbanques dans les champs de foire des villages, furent vigoureusement attaqués. Une ordonnance décréta que tous les arbres de mai qui se trouvaient en Angleterre devraient être abattus. Une autre ordonnance défendit toutes les représentations théâtrales. Les salles de spectacle devaient être démolies, les spectateurs punis d'amende, les acteurs fouettés. Les danseurs de corde, les marionnettes, les jeux de boules, les courses de chevaux n'étaient pas regardés d'un œil favorable; mais les combats d'ours, amusement favori, à cette époque, des grands et des petits, étaient l'abomination qui excitait le plus fortement la fureur de ces austères sectaires. Il faut remarquer que leur antipathie contre cet amusement n'avait rien de commun avec le sentiment qui a porté, de nos jours, la législature à intervenir dans le but de protéger les animaux contre les caprices cruels de l'homme. Le Puritain haïssait les combats d'ours, non parce que ces jeux causaient à l'ours des souffrances, mais parce qu'ils causaient du plaisir aux spectateurs. Il faisait de son mieux pour se donner le double plaisir de tourmenter à la fois les spectateurs et l'ours [1].

[1] L'extrait suivant d'un opuscule intitulé : *Journal véridique de quelques*

Il n'y a peut-être pas de fait qui explique mieux le caractère de ces rigoristes que leur conduite touchant le jour de Noël. La Noël avait été de temps immémorial une époque de joies et d'affections domestiques : l'époque où les familles s'assemblaient, où les enfants laissaient l'école pour le foyer paternel, où les querelles étaient mises de côté, où les cantiques retentissaient dans toutes les rues, où chaque maison était décorée de verdure, où chaque table était chargée de bonne chère. A cette époque, tous les cœurs qui n'étaient pas entièrement dépourvus de tendresse se dilataient et s'adoucissaient. A cette époque, le pauvre était admis à partager largement le superflu du riche, dont la libéralité était particulièrement agréable à cette saison de l'année où les jours sont les plus courts et la tempé-

événements qui ont eu lieu au parlement et dans d'autres parties du royaume, depuis le lundi 24 juillet jusqu'au lundi 31 juillet de l'année 1643, montrera suffisamment combien la compassion pour l'ours entrait pour peu dans cette affaire. « Lorsque la reine vint de Hollande, outre une compagnie de vauriens presque sauvages, elle amena avec elle une compagnie d'ours sauvages, dans quel dessein, vous en jugerez par ce qui va suivre. Ces ours furent laissés à Newark et furent conduits dans les villages des campagnes pour y donner le spectacle de leurs combats, et cela constamment le jour du Seigneur. Telle est la religion que les gens dont nous parlons voudraient établir parmi nous. Si quelqu'un s'avisait de s'y opposer ou seulement de parler contre leurs damnables profanations, il pouvait être sûr d'être immédiatement noté comme Tête ronde et Puritain et maltraité pour ce fait. Mais quelques-unes des troupes du colonel Cromwell étant venues par hasard dans la ville d'Uppingham, comté de Rutland, le jour du Seigneur, trouvèrent ces ours combattant, les saisirent au beau milieu de leur lutte, les lièrent à un arbre et les tuèrent à coups de feu. » Ce n'est point là un exemple isolé. Le colonel Pride, lorsqu'il était sheriff de Surrey, ordonna de tuer les animaux qui se trouvaient dans la fosse aux ours du jardin de Southwark. Un satirique monarchiste l'a représenté se justifiant ainsi : « La chose qui pèse le plus sur ma conscience est d'avoir fait tuer les ours, ce qui m'a fait haïr du peuple et traiter de tous les noms de l'arc-en-ciel. Mais David n'a-t-il pas tué un ours ? Le lord député Ireton n'a-t-il pas tué un ours ? Un autre de nos lords n'a-t-il pas tué cinq ours ? » — *Derniers discours et dernières paroles de Thomas Pride.*

rature le plus rude. A cette époque, l'intervalle entre le seigneur et le colon, le maître et le domestique, était moins marqué que durant le reste de l'année. Là où il y a tant de joie, il y a naturellement quelques excès; néanmoins, tout compte fait, l'esprit dans lequel nos ancêtres observaient ce saint jour n'était pas indigne d'une fête chrétienne. Le long parlement ordonna, en 1644, qu'un jeûne strict serait observé le 25 décembre, et que tous passeraient ce jour à gémir humblement, en demandant pardon à Dieu pour le grand péché national qu'eux et leurs pères avaient commis à cette même époque, en allant danser si souvent et jouer sous les chênes, en mangeant de la hure de sanglier, en buvant de l'*ale* accompagnée de pommes grillées. Aucun acte public de cette époque ne semble avoir davantage irrité les classes populaires : au premier anniversaire des fêtes de Noël, des émeutes formidables éclatèrent en divers endroits. On résista aux *constables*, on insulta les magistrats, on attaqua les maisons des fanatiques connus, et on lut publiquement dans les églises l'office du jour, bien qu'il eût été prohibé.

Tel était l'esprit des Puritains extrêmes, qu'ils fussent Presbytériens ou Indépendants. Olivier, il est vrai, était peu porté, soit à persécuter autrui pour ses opinions religieuses, soit à vouloir intervenir dans les affaires de sa conscience. Mais Olivier, chef d'un parti, et par conséquent beaucoup son esclave, ne pouvait pas tout à fait gouverner selon ses propres idées. Même durant son administration, bon nombre de magistrats se rendirent aussi odieux que sir Hudibras, en se permettant d'intervenir dans tous les plaisirs des voisinages, de disperser des réunions joyeuses, de mettre des ménétriers en prison. Le zèle des soldats était encore plus formidable. Dans chaque village où ils paraissaient, leur arrivée mettait fin aux danses, au carillon des cloches, aux jeux. A Londres, ils interrompirent plusieurs fois les représentations théâ-

trales que le Protecteur avait le bon sens et l'indulgence de tolérer.

Le mépris se mêlait largement à la crainte et à la haine inspirées par une telle tyrannie. Les bizarreries du Puritain, son habillement, sa physionomie, son langage, ses scrupules étranges, avaient toujours été, depuis l'époque d'Élisabeth, les thèmes favoris des railleurs; mais ces singularités parurent infiniment plus grotesques dans une faction dominatrice d'un grand empire que dans des congrégations obscures et persécutées. Le jargon religieux qui excitait le rire lorsqu'il tombait des tribunes où péroraient *Tribulation-Salutaire* et *Zele-de-la-Terre-Agité*, était encore infiniment plus risible lorsqu'il tombait des lèvres de généraux et de conseillers d'État. Il faut aussi remarquer que pendant les troubles civils, certaines sectes avaient surgi, dont les excentricités dépassaient tout ce qu'on avait vu jusqu'alors en Angleterre. Un tailleur lunatique, nommé Lodowick Muggleton, allait de cabaret en cabaret, s'enivrant d'*ale* et menaçant des peines éternelles tous ceux qui se refusaient à croire, sur son témoignage, que l'Être suprême n'avait que six pieds de haut, et que le soleil était juste à quatre milles de distance de la terre[1]. George Fox avait soulevé une tempête de moqueries, en affirmant que désigner une seule personne par un pronom pluriel était une violation de la sincérité chrétienne, et que se servir encore des mots de janvier et de mercredi était rendre un idolâtre hommage à Janus et à Mercure. Quelques années plus tard, sa doctrine fut embrassée par quelques hommes éminents, et se releva grandement dans l'estime publique; mais à l'époque de la restauration, l'opinion populaire regardait les Quakers comme les plus méprisables des fanatiques. Les Puritains les traitaient sévèrement chez nous, et dans la Nouvelle-

[1] Voyez Penn : *les Nouveaux Apôtres demontrés de vieux hérétiques.* — Œuvres de Muggleton, *passim.*

Angleterre les persécutaient jusqu'à la mort. Néanmoins le public, qui ne distingue jamais bien les nuances, confondait souvent les Puritains avec les Quakers. Les uns et les autres étaient schismatiques et haïssaient également l'Épiscopat et la Liturgie; les uns et les autres avaient d'extravagantes lubies au sujet de l'habillement, des divertissements, de l'attitude. Bien que très-séparés d'opinions, ils étaient regardés également comme des schismatiques hypocrites, et tout ce qu'il y avait de ridicule ou d'odieux dans chacune des deux sectes augmentait le mépris et l'aversion que la multitude ressentait pour toutes deux.

Avant les guerres civiles, les hommes qui détestaient le plus les opinions et les manières des Puritains étaient eux-mêmes forcés d'avouer que, généralement et dans toutes les choses essentielles, leur moralité était sans tache; mais cette louange ne leur était plus accordée, et malheureusement elle n'était plus méritée. La destinée générale des sectes est d'obtenir une grande réputation de sainteté tant qu'elles sont opprimées, et de la perdre aussitôt qu'elles deviennent puissantes, et la raison en est simple. Il est rare qu'un homme s'enrôle dans un parti mis hors la loi par d'autres motifs que des motifs de conscience. Un tel parti, par conséquent, est composé, presque sans une seule exception, de personnes sincères. La discipline la plus rigide qu'il soit possible d'imposer intérieurement à une société religieuse est un instrument de purification bien faible comparé à un peu de persécution venant de l'extérieur. Nous pouvons être certains que parmi les personnes qui demandèrent le baptême à l'époque où Dioclétien persécutait l'Église, ou qui se joignirent aux congrégations protestantes au risque d'être brûlées par Bonner, il y en avait bien peu qui ne fussent pas sérieusement pénétrées de fortes convictions religieuses. Mais lorsqu'une secte devient puissante, lorsque sa faveur devient la route qui con-

luit aux richesses et aux dignités, les hommes ambitieux et mondains viennent la grossir, parlent son langage, se conforment strictement à son rituel, copient ses singularités et même dépassent fréquemment ses membres honnêtes en pratiques extérieures et en zèle apparent. Il n'y a pas de discernement, il n'y a pas de vigilance de la part des chefs ecclésiastiques qui puissent prévenir l'intrusion de ces faux frères ; l'ivraie et le bon grain doivent croître ensemble. Bientôt le monde commence à remarquer que ces saints ne sont pas meilleurs que les autres hommes, et en conclut avec quelque justice que s'ils ne sont pas meilleurs ils doivent de beaucoup être pires. Il faut alors peu de temps pour que ces signes, qui d'abord étaient regardés comme caractéristiques d'un saint, soient regardés comme caractéristiques d'un coquin.

Les choses se passèrent ainsi pour les Non-Conformistes anglais. Ils avaient été opprimés, et l'oppression les avait conservés purs. Ils devinrent ensuite tout-puissants dans l'État ; personne ne pouvait s'élever à une fonction éminente et à un commandement que par leur faveur ; et leur faveur ne pouvait être conquise qu'en échangeant avec eux leurs signes et leurs mots de passe de fraternité spirituelle. Une des premières résolutions adoptées par le parlement Barebone, la plus foncièrement puritaine de toutes nos assemblées politiques, fut que personne ne serait admis à un emploi public avant que la chambre ne fût bien convaincue de la réalité de sa sainteté. Ces choses extérieures considérées comme les marques d'une sainteté réelle, l'habit de couleur sombre, le regard aigre, les cheveux plats, l'accent gémissant et nasillard, la conversation entrelardée de citations affectées des textes sacrés, l'horreur des comédies, des cartes, de la chasse, étaient aisément contrefaites par des hommes à qui toutes les religions étaient indifférentes. Les Puritains sincères se trouvèrent bientôt perdus dans une multitude d'hommes

mondains et mondains de la pire espèce ; car les libertins les plus notoires parmi ceux qui avaient combattu sous l'étendard royal pouvaient être justement réputés vertueux, comparés à quelques-uns de ces hommes qui, tout en parlant sans cesse des *douces expériences* et des *consolantes Écritures*, vivaient dans la pratique constante de la fraude, de la rapine, et dans des débauches secrètes. Le peuple, avec une précipitation de jugement que nous pouvons justement regretter, mais qui ne peut pas nous étonner, attribua au parti tout entier le caractère de ces hypocrites. La théologie, les mœurs, le langage des puritains s'associèrent ainsi dans l'esprit public avec l'idée des vices les plus noirs et les plus bas. Aussitôt que la restauration eut permis de se déclarer en toute sécurité hostile à cette secte, qui avait été si longtemps dominante, il s'éleva de tous les coins du royaume une clameur générale contre le puritanisme, clameur bien souvent grossie par les voix mêmes de ces fourbes dont les turpitudes avaient jeté le déshonneur sur le nom puritain.

Ainsi, les deux grands partis qui, après une longue lutte, s'étaient accordés un moment pour rétablir la monarchie, se trouvaient encore opposés l'un à l'autre en politique et en religion. La grande masse de la nation inclinait vers les royalistes. Les crimes de Strafford et de Laud, les excès de la chambre de l'Étoile et de la haute commission, les grands services que le long parlement avait rendus à l'État pendant la première année de son existence, s'étaient effacés de la mémoire des hommes. L'exécution de Charles I[er], la maussade tyrannie du parlement *croupion*, la violence de l'armée, vivaient seules, objets d'horreur dans tous les souvenirs, et la multitude penchait à regarder tous ceux qui s'étaient opposés au dernier roi comme responsables de sa mort et des désastres qui l'avaient suivie.

La chambre des communes élue au moment où les

Presbytériens dominaient ne représentait, en aucune façon, l'opinion générale du peuple, et se montrait fort disposée à faire opposition à l'intolérant dévouement des Cavaliers. Un membre qui osa déclarer que tous ceux qui avaient tiré l'épée contre Charles Ier étaient tout autant des traîtres que ceux qui l'avaient décapité fût rappelé à l'ordre, traduit à la barre et réprimandé par le président. Le vœu général de la chambre était de terminer les disputes religieuses par un compromis acceptable pour les Puritains modérés; mais la cour et la nation étaient opposées à un tel compromis.

Le roi nouvellement rétabli était, à cette époque, plus aimé de son peuple que ne l'avait été aucun de ses prédécesseurs. Les calamités de sa maison, la mort héroïque de son père, ses longues souffrances et ses aventures romanesques, en faisaient un objet de tendre intérêt. Son retour avait délivré le pays d'un intolérable esclavage. Rappelé par la voix des deux partis en lutte, il se trouvait placé dans une situation qui lui permettait de leur servir d'arbitre, et il était, à quelques égards, bien fait pour cette tâche. Il avait reçu de la nature un heureux caractère et des qualités excellentes. Son éducation avait été bien propre à développer son intelligence et à le former à la pratique de toutes les vertus publiques et privées. Il avait traversé toutes les variétés de la fortune, et avait vu les deux côtés de la nature humaine. Lorsqu'il était tout jeune, il avait passé d'un palais à une vie d'exil, de pénurie et de dangers. A l'âge où l'esprit et le corps sont arrivés à leur plus haut point de perfection, où la première effervescence des passions juvéniles a dû s'apaiser; il avait été rappelé de sa vie errante pour venir porter une couronne. Il avait appris, au prix d'une amère expérience, combien de bassesse, de perfidie et d'ingratitude se cachent sous les obséquieux dehors des courtisans. Il avait rencontré, au contraire, dans les huttes des hommes les plus pauvres, la

vraie noblesse d'âme. Lorsque la richesse était offerte à quiconque voudrait le trahir, lorsque sentence de mort était prononcée contre tous ceux qui lui donneraient asile, des paysans et des hommes de peine avaient gardé fidèlement son secret et avaient baisé sa main sous ses misérables déguisements, avec autant de respect que s'il eût été assis sur le trône de ses ancêtres. On pouvait espérer que formé à une telle école, un jeune homme qui ne manquait ni de talents ni de qualités aimables deviendrait un grand et bon roi. Charles sortit de cette école avec des habitudes de sociabilité, des manières polies et engageantes, un certain talent pour la conversation spirituelle, un penchant démesuré pour les plaisirs sensuels, passionné pour la dissipation et les amusements frivoles, incapable d'abnégation et d'énergie, sans foi dans la vertu humaine et les attachements humains, insouciant de renommée, insensible aux reproches. Selon lui, toute personne était à acheter; seulement, quelques-uns faisaient mieux valoir leur prix que d'autres, et se vendaient à moins bon marché ; et lorsque ce maquignonnage était mené adroitement, il s'appelait de quelque beau nom. La ruse principale dont les hommes habiles se servaient pour maintenir leurs talents à leur juste prix s'appelait intégrité. La ruse principale qu'employaient les belles femmes pour maintenir leur beauté à son juste prix s'appelait modestie. L'amour de Dieu, l'amour de la patrie, l'amour de la famille, l'amitié, étaient des phrases du même genre, des synonymes délicats et commodes du mot amour de soi-même. Pensant ainsi du genre humain, Charles s'inquiétait fort peu de ce que le genre humain pensait de lui. Honneur et honte, ces choses lui étaient presque aussi étrangères que la lumière et les ténèbres à un aveugle. Son mépris de la flatterie a été très-vanté; mais si on le rattache à l'ensemble de son caractère, peut-être ne méritera-t-il pas autant de louanges. On peut être au-dessous

comme au-dessus de la flatterie. Celui qui ne croit à personne ne croira certainement pas aux sycophantes; celui qui n'apprécie pas la gloire réelle n'en appréciera pas la contrefaçon.

On doit lui savoir gré de n'être pas devenu un misanthrope, en pensant aussi mal des hommes. Il ne voyait guère dans les hommes que ce qui était haïssable en eux; cependant il ne les haïssait pas: bien plus, il était tellement humain, que c'était pour lui un extrême tourment que de voir leurs souffrances et d'entendre leurs plaintes. Cette humanité toutefois, bien qu'aimable et louable chez un particulier dont la puissance de soulager ou de blesser est circonscrite dans un cercle étroit, a été souvent chez les princes un vice plutôt qu'une vertu. Plus d'un souverain bien intentionné a abandonné à la rapine et à l'oppression des provinces entières, par l'unique désir de ne voir autour de sa table et dans son palais que des visages contents. Celui qui hésite à désobliger le petit nombre d'hommes qui ont accès auprès de sa personne, pour le bonheur du grand nombre qu'il ne verra jamais, n'est pas fait pour gouverner les grandes sociétés. Charles avait une débonnaireté telle qu'il ne s'en est peut-être jamais rencontrée à ce degré dans un homme d'autant de bon sens. Il était esclave sans être dupe. Des misérables, hommes et femmes, dont il connaissait à fond la nature, qu'il savait dépourvus de toute affection pour lui, indignes de sa confiance, pouvaient aisément l'amener à leur livrer titres, places, domaines, secrets d'État, pardons. Il donnait beaucoup, et cependant il n'éprouva jamais les plaisirs de la bienfaisance et n'acquit jamais le renom d'homme bienfaisant. Il ne donnait jamais spontanément; seulement il lui était pénible de refuser. La conséquence de cette disposition d'âme était que ses largesses ne tombaient généralement jamais sur ceux qui les méritaient le mieux, ni même sur ceux qu'il aimait le plus, mais bien sur le premier sollici-

teur importun et sans honte qui parvenait à obtenir une audience.

Les motifs qui dirigeaient la conduite politique de Charles II différaient profondément de ceux qui animèrent son prédécesseur et son successeur. Il n'était pas homme à s'en laisser imposer par les théories de gouvernement patriarcal et de droit divin. Il était complétement dépourvu d'ambition ; il détestait les affaires et eût plutôt abdiqué sa couronne que de se donner le soin de diriger réellement l'administration. Telles étaient son aversion pour le travail et son ignorance des affaires, que les simples secrétaires qui l'assistaient lorsqu'il présidait le conseil pouvaient à peine retenir leurs rires devant ses remarques frivoles et son impatience enfantine. Ni la reconnaissance ni la rancune ne participaient à la direction de sa conduite, car il n'y eut jamais d'esprit sur lequel les services et les injures laissassent d'aussi faibles et d'aussi passagères impressions. Il désirait simplement être roi à la façon dont Louis XV le fut plus tard en France, roi pouvant puiser sans limites dans le trésor pour satisfaire ses goûts particuliers, pouvant payer par des richesses et des honneurs les personnes capables de l'aider à tuer le temps ; pouvant encore, même dans le cas où l'État serait arrivé, par suite d'une mauvaise administration, au dernier degré d'humiliation et à l'extrême limite de la ruine, exclure du seuil de son sérail la vérité déplaisante et se refuser à voir ou à entendre tout ce qui pourrait troubler son voluptueux repos. C'est dans ce seul but qu'il désirait obtenir le pouvoir arbitraire, si cela lui était possible sans périls et sans troubles. Sa conscience n'était pas du tout intéressée dans les disputes religieuses qui divisaient ses sujets protestants ; car ses opinions flottaient dans une sorte de terme moyen sceptique où il se complaisait, entre l'incrédulité et le papisme. Mais, bien que sa conscience restât neutre dans la querelle entre les Épiscopaux

et les Presbytériens, ses goûts n'avaient pas cette indifférence. Ses vices favoris étaient précisément ceux pour lesquels les Puritains avaient le moins d'indulgence. Il ne pouvait pas se passer un seul jour de ces plaisirs, que les Puritains regardaient comme des péchés. Homme éminemment bien élevé et doué d'un sentiment très-vif du ridicule, les excentricités puritaines le remplissaient d'une gaieté méprisante. Il avait bien, il est vrai, quelques raisons de détester cette secte rigide. A l'âge où les passions sont le plus impétueuses, et où la légèreté est le plus pardonnable, il avait passé quelques mois en Écosse, roi de nom, mais de fait prisonnier d'État entre les mains des austères Presbytériens. Non contents d'exiger de lui qu'il se conformât à leur culte et qu'il souscrivît à leur *covenant*, ils avaient épié tous ses mouvements et lui avaient fait des cours de morale sur toutes ses folies de jeunesse. Il avait été forcé d'assister à contre-cœur à des prières et à des sermons interminables, et avait dû s'estimer fort heureux lorsqu'on ne lui rappelait pas du haut de la chaire ses propres faiblesses, la tyrannie de son père et l'idolâtrie de sa mère. Il avait en vérité été si malheureux pendant cette période de sa vie, qu'il avait bien pu regarder comme une délivrance plutôt que comme une calamité la défaite qui fit de lui un exilé. L'influence de semblables sentiments rendait Charles désireux d'abaisser le parti qui avait résisté à son père.

Le frère du roi, Jacques, duc d'York, suivait la même pensée. Quoique libertin, Jacques était diligent, méthodique, passionné pour l'autorité et les affaires. Son intelligence était singulièrement étroite et lente, son caractère obstiné, âpre, implacable. Qu'un tel prince ait vu d'un mauvais œil les institutions libres de l'Angleterre et le parti qui était particulièrement attaché à ces institutions, cela n'a rien qui puisse surprendre. Le duc se donnait encore, à cette époque, comme un membre de l'Église

anglicane, mais il avait déjà montré des tendances qui alarmaient sérieusement les bons protestants.

La personne sur laquelle retombait, en grande partie, à cette époque, le fardeau du gouvernement était Édouard Hyde, chancelier du royaume, bientôt créé comte de Clarendon. Le légitime respect que nous ressentons pour Clarendon, comme écrivain, ne doit pas nous fermer les yeux sur les fautes qu'il commit comme homme d'État. Quelques-unes de ces fautes, toutefois, peuvent être expliquées et excusées par la malheureuse position dans laquelle il se trouvait. Pendant la première année du long parlement, il s'était fait honorablement distinguer parmi les représentants qui travaillèrent à redresser les griefs de la nation. Un de ces abus les plus odieux, le conseil d'York, avait été aboli, principalement par suite de ses efforts. Lorsque le grand schisme se déclara, lorsque le parti réformateur et le parti conservateur apparurent, pour la première fois, en présence, Hyde, avec beaucoup d'hommes sages et honorables, se rangea du côté des conservateurs. Il suivit, à partir de cette époque, la fortune de la cour, eut, dans la confiance de Charles I[er], une part aussi large que pouvait l'accorder à un ministre un prince d'une nature aussi dissimulée et d'une politique aussi tortueuse, partagea ensuite l'exil et dirigea la conduite politique de Charles II. A la restauration, Hyde devint premier ministre. Quelques mois après on annonça qu'il était étroitement uni à la famille royale par les liens du sang. Sa fille était devenue duchesse d'York par un mariage secret. Ses petits-enfants porteraient peut-être la couronne. Cette illustre alliance l'élevait au-dessus de la vieille noblesse du royaume, et le fit, pendant un certain temps, supposer tout puissant. Il était, à quelques égards, à la hauteur de cette grande situation. Personne ne rédigeait avec plus de talent des papiers d'État. Personne ne parlait avec plus de poids et de dignité dans le conseil ou au parlement. Personne

n'était plus familiarisé avec les maximes générales de la politique. Personne ne discernait d'un œil plus pénétrant les différences des caractères. Il faut ajouter qu'il avait un sentiment profond des obligations morales et religieuses, un respect sincère pour les lois de son pays, un soin scrupuleux de l'honneur et des intérêts de la couronne. Mais son caractère était aigre, arrogant, impatient de toute opposition. Par-dessus tout, il avait été longtemps exilé, et cette circonstance seule aurait suffi pour le rendre impropre à la direction suprême des affaires. Il est presque impossible qu'un homme politique qui a été forcé par les troubles civils de s'exiler, et de passer quelques-unes des meilleures années de sa vie à l'étranger, puisse, dès le jour même de son retour dans sa patrie, être placé à la tête du gouvernement. Clarendon ne fit pas exception à cette règle générale. Il avait quitté l'Angleterre, l'esprit échauffé par le terrible combat qui se termina par la ruine de son parti et de sa propre fortune. Depuis 1646 jusqu'à 1660, il avait vécu au delà du détroit, ne voyant qu'à distance tout ce qui se passait chez nous, et le voyant à travers des verres faux. Il tirait son information des affaires publiques, des rapports de conspirateurs, dont un grand nombre étaient des hommes ruinés et désespérés. Les événements tout naturellement lui semblaient heureux, non en raison de l'accroissement de prospérité et de gloire qu'ils procuraient à la nation, mais en raison de la vitesse avec laquelle ils avançaient l'heure de son propre retour. Son vœu, vœu qu'il n'avait pas déguisé, était que ses contemporains ne pussent jouir ni du repos ni de la liberté jusqu'à ce qu'ils eussent rétabli l'ancienne dynastie. Enfin il revint, et fut placé à la tête du gouvernement sans avoir eu une seule semaine pour se reconnaître, regarder autour de lui, se mêler à la société, noter les changements que quatorze années chargées d'événements avaient opérés dans le caractère et les sentiments nationaux. Dans de telles circonstances

un ministre doué du plus grand tact et de la plus grande souplesse de caractère aurait encore commis probablement de sérieuses erreurs. Mais le tact et la souplesse n'entraient pour rien dans le caractère de Clarendon. L'Angleterre était toujours pour lui l'Angleterre de sa jeunesse, et il fronçait le sourcil devant toute théorie et toute pratique nées pendant son exil. Bien que très-éloigné de la pensée d'attaquer le pouvoir incontestable de la chambre des communes, il voyait avec une extrême inquiétude la croissance de ce pouvoir. La prérogative royale, pour laquelle il avait si longtemps souffert, par laquelle il venait enfin d'être élevé à la richesse et aux dignités, était à ses yeux chose sacrée. Il avait pour les Têtes rondes une aversion à la fois politique et personnelle. Il avait toujours été fortement attaché à l'Église anglicane, et s'était, à diverses reprises, séparé à regret de ses plus chers amis lorsque les intérêts de cette Église étaient en jeu. Son zèle pour l'épiscopat et pour le *livre des prières communes* était maintenant plus ardent que jamais, et se mêlait à une haine vindicative contre les Puritains, qui faisait peu d'honneur à l'homme d'État et au chrétien.

Tant que la chambre des communes qui avait rappelé la famille royale existait encore, il était impossible d'opérer le rétablissement du vieux système ecclésiastique. Non-seulement les intentions de la cour furent cachées avec soin, mais le roi donna, de la manière la plus solennelle, des assurances qui tranquillisèrent les Presbytériens modérés. Il avait promis, avant la restauration, d'accorder à ses sujets la liberté de conscience: il en renouvela la promesse et en ajouta une autre par laquelle il s'engageait à faire tous ses efforts afin d'effectuer un compromis entre les sectes en disputes. Il souhaitait, disait-il, voir la juridiction spirituelle partagée entre les évêques et les synodes. La liturgie devait être révisée par une réunion de savants théologiens, dont une moitié

serait des Presbytériens. Les questions relatives au surplis, à l'attitude qu'on prendrait pour recevoir l'eucharistie, à l'emploi du signe de croix dans les baptêmes, seraient décidées de manière à tranquilliser les consciences délicates. Lorsque le roi eut ainsi endormi la vigilance des hommes qu'il redoutait le plus, il prononça la dissolution du parlement. Il avait déjà donné sa sanction à un acte qui accordait, à quelques exceptions près, l'amnistie à tous les coupables politiques des derniers troubles. Il avait aussi obtenu des communes l'octroi, pour sa vie durant, de taxes dont le produit annuel était estimé à douze cent mille livres sterling. Le revenu positif, il est vrai, pendant plusieurs années, ne s'éleva pas au-dessus d'un million; mais cette somme, réunie aux revenus héréditaires de la couronne, était alors suffisante pour défrayer les dépenses du gouvernement en temps de paix. Aucune somme ne fut allouée pour le maintien d'une armée permanente : la nation était fatiguée même du nom d'armée, et la moindre mention d'une force militaire aurait suffi pour alarmer et échauffer tous les partis.

Une élection générale eut lieu au commencement de 1661. Le peuple était comme fou d'enthousiasme et de dévouement. La capitale était surexcitée par les préparatifs du plus splendide couronnement qui eût été jamais vu, et le résultat de tout cela fut qu'un corps de représentants comme on n'en avait jamais vu non plus fut envoyé au parlement. Un grand nombre des candidats heureux étaient des hommes qui avaient combattu pour la couronne et pour l'Église, et dont les esprits avaient été exaspérés par les nombreuses insultes et les violences que les Têtes rondes leur avaient fait souffrir. Lorsque l'assemblée se réunit, les passions qui animaient chaque membre individuellement s'accrurent par la sympathie mutuelle qu'elles ne pouvaient manquer de s'inspirer. La chambre des communes fut, pendant quelques an-

nées, plus zélée pour la royauté que le roi, plus zélée pour l'épiscopat que les évêques. Charles et Clarendon furent presque terrifiés de leur trop complet succès. Ils se trouvèrent dans une situation assez semblable à celle de Louis XVIII et du duc de Richelieu, lors de la chambre de 1815. Quand bien même le roi aurait été désireux de tenir les promesses qu'il avait faites aux Presbytériens, il n'en aurait pas eu le pouvoir. Ce ne fut même qu'en usant de toute son influence, qu'il put empêcher les Cavaliers victorieux de révoquer l'acte d'amnistie et de se venger sans merci de tous les maux qu'ils avaient soufferts.

Les communes débutèrent par décider que chacun de leurs membres devrait, sous peine d'expulsion, recevoir la communion selon les formes prescrites par la vieille liturgie, et que le *covenant* serait brûlé par le bourreau dans la cour du palais. Elles passèrent un acte par lequel elles reconnaissaient non seulement que le pouvoir militaire appartenait au roi seul, mais encore qu'il n'y avait pas de circonstance si extrême qu'elle fût, qui pût justifier les deux chambres de lui résister par la force. On passa un autre acte par lequel tout magistrat d'une corporation était requis de jurer qu'il tenait la résistance à l'autorité du roi pour illégale dans tous les cas sans exception. Quelques têtes chaudes voulaient même faire passer un bill qui annulerait d'un seul coup tous les statuts émanés du long parlement, et rétablirait la chambre de l'Étoile et la haute commission; mais la réaction, toute violente qu'elle fût, n'alla pas jusque-là. La loi qui ordonnait que le parlement s'assemblerait tous les trois ans fut maintenue; mais les clauses restrictives qui chargeaient les officiers électoraux de procéder à l'élection au temps voulu, même sans lettres de convocation royales, furent rapportées. Les évêques furent rétablis dans leurs siéges de la chambre haute. La vieille constitution ecclésiastique et la vieille liturgie furent rétablies sans aucunes modifications qui pussent

concilier les Presbytériens les plus raisonnables. L'ordination épiscopale devint alors, pour la première fois, une condition indispensable pour remplir les fonctions ecclésiastiques. Près de deux mille ministres à qui leur conscience ne permettait pas de se conformer à ces décrets furent chassés en un seul jour de leurs bénéfices. Le parti dominant rappela, en triomphant, aux victimes, que le long parlement, au comble de son pouvoir, avait destitué un bien plus grand nombre de ministres royalistes. Le reproche n'était que trop bien fondé; mais le long parlement avait au moins accordé aux ministres qu'il destituait des indemnités suffisantes pour les empêcher de mourir de faim, tandis que les Cavaliers, enivrés de haine, n'eurent pas la justice et l'humanité de suivre cet exemple.

Puis vinrent les statuts portant des pénalités contre les non-conformistes, statuts pour lesquels on pouvait aisément trouver des précédents dans la législation puritaine, mais auxquels le roi ne pouvait donner sa sanction sans violer les promesses faites publiquement, à l'époque de la crise la plus importante de sa vie, à ceux dont dépendit alors sa destinée. Les Presbytériens, remplis de terreur et de désespoir, vinrent se jeter aux pieds du trône, rappelèrent leurs services récents et les promesses qu'ils avaient reçues solennellement et à diverses reprises du roi lui-même. Le roi hésita. Il ne pouvait nier ni son écriture, ni son sceau. Il n'avait que trop le sentiment qu'il devait beaucoup aux pétitionnaires. Il avait peu l'habitude de résister aux sollicitations importunes. Son caractère n'était pas celui d'un persécuteur. Il détestait, il est vrai, les Puritains; mais chez lui cette aversion était un sentiment tiède, bien différent de la haine énergique qui avait brûlé dans le cœur de Laud. Il avait en outre une certaine partialité pour la religion catholique romaine, et il savait qu'il serait impossible d'accorder la liberté du culte aux fidèles

de cette religion, sans étendre la même indulgence aux dissidents protestants. Il fit donc une faible tentative pour modérer le zèle intolérant de la chambre des communes ; mais cette chambre était sous l'influence de convictions infiniment plus profondes et de passions infiniment plus fortes que ses convictions et ses passions. Après une faible résistance, il céda, et adhéra avec l'apparence de l'empressement à une série de mesures odieuses contre les séparatistes. Ce fut un crime de se rendre à une église dissidente. Un simple juge de paix pouvait déclarer la culpabilité sans l'assistance d'un jury, et, à la troisième récidive, pouvait prononcer sentence de déportation au delà des mers pour sept années. On prit, avec une cruauté raffinée, des mesures pour que le coupable ne fût pas transporté dans la Nouvelle-Angleterre, où il aurait trouvé des amis et des sympathies. S'il revenait dans son pays avant l'expiration de son exil, il était passible de la peine de mort. Un nouveau et très-déraisonnable serment fut imposé à tous les ministres qui avaient été privés de leurs bénéfices comme non-conformistes, et à tous ceux qui refusèrent de le prêter il fut défendu de résider dans toute ville gouvernée par une corporation, envoyant des représentants au parlement, ou dans laquelle ils auraient exercé leurs fonctions, et dans un rayon de cinq milles autour de ces différentes localités. Les magistrats chargés d'appliquer ces rigoureux statuts étaient en général des hommes enflammés par l'esprit de parti et par le souvenir des maux qu'ils avaient soufferts au temps de la république. Les prisons furent en conséquence bientôt remplies de dissidents, et parmi les victimes se trouvaient quelques hommes dont le génie et la vertu étaient faits pour être l'orgueil de toute société chrétienne.

L'Église d'Angleterre ne paya pas d'ingratitude la protection qu'elle recevait du gouvernement. Dès le premier jour de son existence, elle avait été attachée à

la monarchie; mais pendant le quart de siècle qui suivit la restauration, son zèle pour l'autorité royale et le droit héréditaire dépassa toutes les bornes. Elle avait souffert avec la maison des Stuarts et avait été rétablie avec la maison des Stuarts. Elle était liée à elle par des intérêts communs, des amitiés et des inimitiés communes. Il semblait impossible qu'il pût jamais venir un jour où les liens qui l'unissaient aux enfants de son auguste martyr se briseraient, où la fidélité dont elle se glorifiait cesserait d'être un devoir doux et profitable. Elle exalta donc en phrases pompeuses cette prérogative qui avait été constamment employée à son agrandissement et à sa défense, et réprouva très à son aise la dépravation de ces hommes que l'oppression dont elle était exempte avait poussés à la révolte. Son thème favori était la doctrine de non-résistance. Elle prêcha cette doctrine sans faire aucune réserve et la poussa jusqu'à ses dernières conséquences. Ses disciples ne se fatiguaient jamais de répéter que dans aucun cas possible, quand bien même l'Angleterre serait condamnée à subir un roi semblable à Busiris ou à Phalaris, qui, au mépris de la loi et sans l'ombre de justice, condamnerait chaque jour, par centaines, à la mort ou à la torture, d'innocentes victimes, tous les états du royaume réunis ne seraient pas excusables de résister par la force à sa tyrannie. Heureusement les intérêts fondamentaux de la nature humaine nous donnent la certitude et la garantie que de semblables théories ne seront jamais que des théories. Le jour de l'épreuve arriva, et les mêmes hommes qui avaient professé si hautement et si sincèrement cette extravagante doctrine de soumission apparurent dans presque tous les comtés de l'Angleterre armés contre le trône.

Sur toute la surface du royaume, la propriété changeait encore de mains. Les ventes nationales, n'ayant pas été confirmées par le parlement, étaient regardées comme nulles par les tribunaux. Le souverain, les évê-

ques, les doyens, les chapitres, la noblesse et la *gentry* royalistes rentraient dans leurs propriétés confisquées et en chassaient même les acquéreurs qui les avaient payées leur prix. Les pertes que les Cavaliers avaient supportées pendant la domination de leurs ennemis se trouvaient ainsi réparées en partie, mais en partie seulement. Toutes poursuites pour recouvrement des revenus moyens de ces propriétés étaient empêchées par l'amnistie générale, et les royalistes, qui, pour acquitter les amendes imposées par le parlement, ou pour acheter la faveur des Têtes rondes puissants, avaient vendu des terres à un prix inférieur à leur valeur, ne furent pas dispensés de subir les conséquences de leurs propres actes.

Pendant que ces changements avaient lieu, un changement beaucoup plus important encore s'opérait dans les mœurs et les manières de la société. Ces passions et ces goûts, qui, sous le gouvernement des Puritains, avaient été si sévèrement réprimés, et qui, s'ils avaient reçu par hasard leur satisfaction, ne l'avaient reçue qu'à la dérobée et par contrebande, se déchaînèrent avec une ingouvernable violence aussitôt que le frein leur fut enlevé. Les hommes se plongèrent dans les amusements frivoles et les plaisirs criminels avec l'âpreté fougueuse qu'une abstinence longue et forcée produit naturellement. L'opinion publique imposait peu de contrainte; car la nation, dégoûtée de l'hypocrisie, très-méfiante de toutes les prétentions à la sainteté, se ressentant encore de la tyrannie récente de gouvernants austères dans leur vie et sans cesse en prières, se tourna pour un moment avec complaisance vers des vices plus doux et plus gais. Le gouvernement imposait une contrainte moindre encore. Il n'y a pas d'excès qui ne fût en réalité encouragé par la dissipation qu'étalaient le roi et ses courtisans favoris. Quelques-uns des conseillers de Charles Ier, qui maintenant n'étaient plus jeunes, conservaient la gra-

vité décente qui, trente ans auparavant, avait été de mode à Whitehall. Tels étaient Clarendon lui-même et ses amis : Thomas Wriothesley, comte de Southampton, lord de la trésorerie, et James Butler, duc d'Ormond, qui, après avoir lutté vaillamment et à travers bien des vicissitudes en Irlande, pour la cause du roi, gouvernait maintenant ce royaume comme lord lieutenant. Mais ni le souvenir des services de ces hommes, ni leur grand pouvoir dans l'État, ne pouvaient les protéger des sarcasmes que le vice à la mode aime à lancer contre la vertu surannée. Une réputation de politesse et d'esprit ne pouvait plus s'obtenir que par quelque violation des convenances. De grands talents d'ordres divers contribuaient à répandre la contagion. La philosophie morale avait tout récemment revêtu une forme bien faite pour plaire à une génération également dévouée à la monarchie et au vice. Thomas Hobbes, dans le langage le plus lumineux et le plus précis qu'ait jamais employé un métaphysicien, maintenait que la volonté du prince était le critérium du bien et du mal, et que tout sujet devait être prêt à professer, sur l'ordre du roi, le papisme, le mahométisme ou le paganisme. Des milliers d'individus, incompétents pour apprécier ce qu'il y avait de réellement bon et de vrai dans les spéculations de Hobbes, saluèrent avec enthousiasme une théorie qui, tout en exaltant les prérogatives royales, relâchait les liens de la morale, et abaissait la religion au rang d'une simple affaire politique. Faire profession de hobbisme devint une des conditions essentielles pour être un *gentleman* accompli. Tous les genres de littérature légère étaient entachés de la licence alors en vogue. La poésie se fit l'entremetteuse de tous les désirs bas. L'esprit de satire, au lieu de déverser la honte sur le crime et le mensonge, dirigea ses flèches formidables contre l'innocence et la vérité. L'Église restaurée lutta, il est est vrai, contre l'immoralité dominante, mais lutta

faiblement et avec un demi-courage. Par respect pour son caractère, elle se devait à elle-même d'avertir ses enfants engagés dans les voies de perdition; mais elle donnait ses avertissements d'une manière quelque peu nonchalante. Son attention se portait ailleurs. Elle s'employait de toute âme à écraser les Puritains et à enseigner à ses disciples qu'il fallait rendre à César ce qui appartenait à César. Elle avait été dépouillée et opprimée par le parti qui prêchait une austère moralité; elle avait été rétablie, au contraire, dans son opulence et ses honneurs, par les libertins. Quelque peu disposés que fussent ces hommes de la mode et du plaisir à régler leur vie d'après les préceptes de l'Église, ils étaient prêts cependant à combattre, et à traverser une mer de sang pour la défense de ses cathédrales et de ses palais, de chacune des lignes de son bréviaire, de chacun des fils de ses vêtements. Si le Cavalier débauché hantait les maisons de filles et les maisons de jeu, il fuyait au moins les conventicules puritains. S'il ne pouvait dire un mot sans blasphèmes et sans obscénités, il faisait une sorte d'amende honorable, en s'employant avec ardeur à envoyer en prison, pour leurs prêches et leurs prières, Howe et Baxter. Ainsi le clergé fit, pendant un certain temps, la guerre au schisme, avec tant de vigueur qu'il eut peu de loisirs pour faire la guerre au vice. Les écrits licencieux d'Etherege et de Wycherley étaient, avec l'approbation spéciale du chef de l'Église, récités publiquement par des lèvres de femmes et écoutés par des oreilles de femmes, tandis que l'auteur du *Pilgrim's progress*, languissant dans un cachot, y expiait le crime d'avoir prêché l'Évangile aux pauvres. C'est un fait incontestable et très-instructif que les années pendant lesquelles le pouvoir politique de l'Église anglicane atteignit à son point culminant furent précisément les années pendant lesquelles la vertu nationale descendit le plus bas.

Presque aucun rang, presque aucune profession n'é-

chappa à l'infection de l'immoralité régnante ; mais les hommes qui faisaient des choses politiques leur occupation furent peut-être la partie la plus corrompue de cette société corrompue, car ils n'étaient pas seulement exposés aux influences pernicieuses qui affectaient la nation en masse, mais encore à une contagion plus exceptionnelle et plus maligne. Leur caractère s'était formé au milieu de révolutions et de contre-révolutions fréquentes et violentes. Dans le cours de quelques années, ils avaient vu changer plusieurs fois l'organisation ecclésiastique et civile de leur pays. Ils avaient vu l'Église épiscopale persécuter les Puritains, l'Église puritaine persécuter les Épiscopaux, et l'Église épiscopale persécuter de nouveau les Puritains. Ils avaient vu abolir et rétablir la monarchie héréditaire. Ils avaient vu le long parlement trois fois au faîte du pouvoir et trois fois dissous au milieu des malédictions et des rires de la multitude. Ils avaient vu une nouvelle dynastie rapidement élevée au sommet du pouvoir et de la gloire, et soudainement précipitée sans résistance du plus haut siége de l'Etat. Ils avaient vu inventer, essayer et abandonner un nouveau système représentatif. Ils avaient vu créer et disperser une nouvelle chambre des lords. Ils avaient vu de nombreuses propriétés passer violemment des Cavaliers aux Têtes rondes, et revenir des Têtes rondes aux Cavaliers. Au milieu de tels événements, quiconque voulait être un homme politique, prospère et toujours actif, devait se préparer à changer avec chaque tour de roue de la fortune. C'était seulement dans la solitude qu'il était possible de conserver le caractère d'un ferme royaliste ou d'un ferme républicain. Celui qui, dans une pareille époque, veut s'élever aux grandeurs politiques, doit renoncer à toute constance dans ses opinions. Au lieu d'affecter l'invariabilité au milieu de variations sans fin, il doit toujours veiller pour apercevoir les signes des réactions approchantes. Il doit savoir saisir la minute

exacte où il faut déserter une cause chancelante. Lorsqu'il a suivi jusque dans ses actes les plus extrêmes une faction triomphante, il doit s'en éloigner subitement dès que ses difficultés commencent, l'attaquer, la persécuter et commencer avec de nouveaux alliés une nouvelle carrière de puissance et de prospérité. Sa situation développe en lui tout naturellement, et au plus haut degré, un certain ordre de talents et un certain ordre de vices. Il devient observateur pénétrant et homme à ressources. Il attrape sans efforts le ton de la secte ou du parti où le hasard l'a jeté. Il discerne les signes du temps avec une sagacité qui paraît merveilleuse à la multitude, et qui ressemble à celle qui guide un vieil officier de police dans la poursuite des plus faibles indices d'un crime, ou à celle d'un guerrier mohican suivant une piste à travers les bois. Mais rarement nous trouverons chez un homme d'État, élevé dans de telles circonstances, la constance, l'intégrité ou quelque autre des vertus appartenant à la noble famille de la vérité. Il n'a de foi pour aucune doctrine, de zèle pour aucune cause. Il a vu tant de vieilles institutions renversées, qu'il n'a plus de respect pour la tradition. Il a vu tant de nouvelles institutions dont on attendait des merveilles ne produire que désappointements, qu'il n'a plus d'espoir dans le progrès. Il se raille également, et de ceux qui ont souci de conserver, et de ceux qui ont désir de réformer. Il n'est rien dans l'État qu'il ne puisse aider à défendre ou à détruire sans scrupule ou sans honte. La fidélité aux opinions ou aux amis ne lui semble que stupidité et travers d'esprit. Il regarde la politique non comme une science dont l'objet est le bonheur du genre humain, mais comme un jeu mêlé d'habileté et de hasard, extrêmement entraînant, et où le joueur heureux et adroit peut gagner une fortune, un titre nobiliaire, peut-être même une couronne, et où un seul coup téméraire peut mener à la perte de la fortune et de la vie.

L'ambition qui, aux saines époques et chez les bons esprits, est une demi-vertu, séparée alors de tout sentiment élevé et philanthropique, se transforme en une cupidité égoïste à peine moins ignoble que l'avarice. Parmi tous ces hommes politiques qui, depuis la restauration jusqu'à l'avénement de la maison de Hanovre, furent à la tête des grands partis dans l'État, on en pourrait nommer fort peu dont la réputation n'ait pas été souillée par des vices que, de notre temps, nous appellerions énorme perfidie et énorme corruption. Il est à peine exagéré de dire que les hommes publics les plus dépourvus de principes qui ont pris part aux affaires de notre époque, s'ils étaient jugés d'après les idées morales en vogue durant la dernière partie du dix-septième siècle, mériteraient d'être considérés comme scrupuleux et désintéressés.

Pendant que ces changements politiques, religieux et moraux s'opéraient en Angleterre, l'autorité royale s'était rétablie sans difficulté dans les deux autres parties des îles Britanniques. En Écosse, la restauration des Stuarts avait été saluée avec joie, car là, elle était regardée comme la restauration de l'indépendance nationale. En effet, le joug que Cromwell avait imposé à l'Écosse fut en apparence retiré; les états du royaume s'assemblèrent de nouveau dans leur vieille salle de séances à Édimbourg, les sénateurs du collége de justice appliquèrent de nouveau la loi écossaise dans ses anciennes formes. Cependant l'indépendance de ce petit royaume était plus nominale que réelle; car aussi longtemps que le roi aurait pour lui l'Angleterre, il n'avait pas à redouter la désaffection de ses autres provinces. Il était maintenant en situation de renouveler la tentative qui avait été si fatale à son père, sans avoir à craindre sa destinée. Charles Ier avait essayé d'imposer, en vertu de son pouvoir royal, sa religion aux Écossais, au moment même où sa religion et son pouvoir royal

étaient à la fois impopulaires en Angleterre, et non-seulement il avait échoué, mais il avait excité des troubles qui lui coûtèrent en dernier résultat la couronne et la vie. Les temps étaient changés; l'Angleterre était maintenant remplie de zèle pour la monarchie et l'épiscopat; par conséquent, la tentative qui, sous la précédente génération, avait été de la dernière imprudence, pouvait être essayée de nouveau sans périls pour le trône. Le gouvernement résolut d'établir une Église épiscopale en Écosse. Ce projet fut désapprouvé par tout Écossais dont le jugement méritait considération. Quelques hommes d'État écossais, zélés pour les prérogatives royales, avaient été élevés dans la religion presbytérienne. Bien que peu tourmentés de scrupules, ils conservaient cependant une certaine préférence pour la religion de leur enfance, et ils savaient quel puissant empire avait cette religion sur les cœurs de leurs compatriotes. Ils firent de vives remontrances, mais lorsqu'ils virent que leurs remontrances étaient vaines, le courage leur manqua pour persister dans une opposition qui aurait offensé leur maître, et quelques-uns d'entre eux descendirent dans l'immoralité et la bassesse jusqu'à consentir à la persécution d'une Église, qu'au fond de leur conscience ils considéraient comme la plus pure forme du christianisme. Le parlement écossais était constitué de telle sorte qu'il n'avait jamais pu opposer un obstacle sérieux même à des rois bien plus faibles que ne l'était Charles. L'épiscopat fut donc établi par la loi en Écosse. Quant à la forme du culte, une grande latitude fut laissée au clergé. Dans quelques églises, on employa la liturgie anglicane. Dans d'autres églises, les ministres choisissaient dans cette liturgie les prières et les actions de grâces qui pouvaient être le moins désagréables au peuple; mais en général l'hymne de louanges était chanté à la fin de l'office, et le symbole des apôtres récité lorsque le baptême était admi-

nistré. La nouvelle Église était détestée par la grande majorité des Écossais comme une superstition et une importation de l'étranger, comme un reste des corruptions de Rome, et comme une marque de la domination anglaise. Il n'y eut toutefois pas d'insurrection : le pays n'était plus ce qu'il avait été vingt-deux ans auparavant. Une guerre désastreuse et la domination étrangère avaient dompté l'esprit de son peuple. L'aristocratie, très-respectée des classes moyennes et du populaire, s'était mise à la tête du mouvement contre Charles Ier, mais se montrait obéissante envers Charles II. On ne pouvait plus maintenant attendre de secours des Puritains anglais. Ils n'étaient plus qu'un faible parti, proscrit doublement et par la loi et par l'opinion publique. La masse de la nation écossaise se soumit donc de mauvaise humeur et assista avec bien des remords de conscience aux offices du clergé épiscopal ou des ministres presbytériens qui avaient consenti à accepter du gouvernement une demi-tolérance, connue sous le nom d'*indulgence*. Mais il y avait, et particulièrement dans les basses terres de l'Ouest, bien des hommes ardents et résolus qui soutenaient que l'obligation d'observer le *covenant* passait avant l'obligation d'obéir au magistrat. Ces hommes persistaient, en dépit de la loi, à se réunir pour adorer Dieu selon leur culte. Ils regardaient l'*indulgence* non comme une réparation partielle des injustices infligées à l'Église par le magistrat civil, mais comme une nouvelle injustice encore plus odieuse, parce qu'elle était déguisée sous les apparences d'un bienfait. La persécution, disaient-ils, ne pouvait tuer que le corps, mais cette diabolique indulgence tuait l'âme. Chassés des villes, ils s'assemblaient sur les bruyères et les montagnes. Attaqués par le pouvoir civil, ils repoussaient sans scrupule la force par la force. Ils se rendaient armés à chacun de leurs conventicules. Plusieurs fois, ils se mirent en état de révolte ouverte. Ils étaient aisément vaincus et impitoyablement

punis; mais ni la défaite, ni le châtiment ne pouvaient dompter leur courage. Pourchassés comme des bêtes fauves, et torturés jusqu'à ce que leurs os fussent complètement broyés, emprisonnés par centaines, pendus par vingtaines, exposés aujourd'hui à la cruauté des soldats anglais, abandonnés demain à la merci des bandes de maraudeurs des hautes terres, réduits aux abois enfin, leur colère était encore si terrible que le plus hardi et le plus puissant oppresseur pouvait avec raison redouter l'audace de leur désespoir.

Tel fut, durant le règne de Charles II, l'état de l'Écosse. l'Irlande n'était pas moins agitée. Dans cette contrée existaient des dissensions en comparaison desquelles les plus chaudes animosités des politiques anglais étaient tièdes. L'inimitié entre les Cavaliers irlandais et les Têtes rondes irlandais était pour ainsi dire perdue au milieu de l'inimitié bien plus violente qui divisait les races anglaise et celtique. L'intervalle qui séparait les Presbytériens et les Épiscopaux semblait disparaître en présence de l'intervalle qui séparait les uns et les autres des Papistes. Pendant les derniers troubles civils, la plus grande partie du sol irlandais avait été transportée de la nation vaincue à ses vainqueurs. Très-peu des anciens ou des nouveaux occupants avaient des prétentions aux faveurs de la couronne. Les spoliateurs et les spoliés avaient été également des rebelles. Le gouvernement fut bientôt embarrassé et fatigué des réclamations contradictoires et des accusations mutuelles des deux factions irritées. Ces colons, entre lesquels Cromwell avait partagé le territoire conquis, et dont les descendants sont encore appelés Cromwelliens, représentaient que les habitants aborigènes étaient des ennemis invétérés de la nation anglaise, quelle que fût la dynastie appelée à régner, et de la religion protestante sous toutes ses formes. Ils retraçaient, en les exagérant, les atrocités qui avaient déshonoré l'insurrection de l'Ulster; ils pressaient le roi de suivre avec résolu-

tion la politique du Protecteur, et ils n'avaient pas honte d'insinuer que la paix ne régnerait jamais en Irlande tant que la vieille race irlandaise ne serait pas extirpée du sol. Les catholiques romains faisaient de leur mieux pour atténuer leurs torts et s'étendaient en termes lamentables sur la sévérité de leur châtiment, qui dans le fait avait été rude. Ils suppliaient Charles de ne pas confondre l'innocent avec le coupable, et lui rappelaient que beaucoup de coupables avaient d'ailleurs racheté leurs fautes en revenant à l'obéissance qu'ils devaient au roi et en défendant ses droits contre les meurtriers de son père. La cour, fatiguée des importunités des deux partis qu'elle n'avait aucune raison d'aimer, se débarrassa enfin de cet ennui en dictant un compromis. Ce système cruel, mais très-complet et très-énergique, par lequel Olivier s'était proposé de rendre l'île foncièrement anglaise, fut abandonné. On amena les Cromwelliens à abandonner un tiers de leurs acquisitions. La terre ainsi restituée fut capricieusement partagée entre les réclamants que le gouvernement cherchait à favoriser. Mais beaucoup de ceux qui protestaient de leur innocence, et quelques-uns de ceux qui se vantaient d'avoir toujours montré une fidélité notoire, n'obtinrent ni restitution ni compensation, et allèrent remplir la France et l'Espagne de clameurs contre l'injustice et l'ingratitude de la maison des Stuarts.

Pendant ce temps-là, le gouvernement avait cessé d'être populaire, même en Angleterre. Les royalistes avaient commencé à se quereller avec la cour et à se disputer entre eux; et le parti qui avait été vaincu, foulé aux pieds, et, semblait, annihilé, mais qui conservait encore des éléments vivaces, levait de nouveau la tête et recommençait l'interminable guerre.

L'administration n'eût-elle pas fait de fautes, que l'enthousiasme avec lequel le retour du roi et la fin de la tyrannie militaire avaient été salués n'aurait pu du-

rer; car c'est une loi de notre nature que de tels accès de fièvre soient toujours suivis de prostration. La manière dont la cour abusa de sa victoire rendit la réaction plus prompte et plus complète. Tout homme modéré fut choqué de l'insolence, de la perfidie et de la cruauté avec lesquelles les non-conformistes étaient traités. Les lois pénales avaient été très-efficaces pour purger le parti opprimé de tous les membres hypocrites dont les vices l'avaient déshonoré, et en avaient fait de nouveau un corps d'hommes honnêtes et pieux. Le Puritain conquérant, souverain, persécuteur, confiscateur, avait été détesté. Le Puritain trahi et maltraité, abandonné de tous les serviteurs complaisants qui, à l'époque de sa prospérité, se disaient ses frères, chassé de sa maison, empêché, sous les plus sévères pénalités, de prier ou de recevoir la communion selon sa conscience, ferme cependant dans sa résolution d'obéir à Dieu plutôt qu'à l'homme, fut, en dépit de quelques souvenirs malheureux, un objet de pitié et de respect pour tous les esprits bien faits. Ces sentiments devinrent plus forts lorsque le bruit se répandit que la cour n'était pas disposée à traiter les Papistes avec la rigueur qu'elle avait déployée contre les Presbytériens. Le vague soupçon que le roi et le duc d'York n'étaient pas des protestants sincères, surgit de divers côtés. Bien des personnes également qui avaient été dégoûtées de l'austérité et de l'hypocrisie des Pharisiens de la république commençaient à être encore plus dégoûtées des débauches publiques de la cour et des Cavaliers, et étaient très-disposées à se demander si la maussade rigidité de *Louons Dieu-Barebone* n'était pas préférable à la licence et à l'impiété des Buckingham et des Sedley. Les hommes immoraux eux-mêmes, qui n'étaient pas entièrement dépourvus de bon sens et d'esprit public, se plaignaient que le gouvernement traitât les affaires les plus sérieuses comme des bagatelles, et fît des bagatelles ses plus sérieuses affaires. Dans leur opinion,

un roi était excusable d'amuser ses loisirs avec le vin, l'esprit et la beauté; mais il était intolérable de le voir descendre au rang d'un voluptueux indolent, de voir le service public réduit à ne pouvoir marcher, et les finances de l'État en déficit pour gorger de richesses des parasites et des courtisanes.

Un grand nombre de royalistes faisaient écho à ces plaintes, et y ajoutaient bien des réflexions amères sur l'ingratitude du roi. Son trésor entier, à la vérité, n'aurait pas suffi pour les récompenser dans la mesure de l'opinion qu'ils avaient de leurs mérites. Tout gentilhomme appauvri qui avait combattu sous Rupert et sous Derby considérait ses services comme les plus grands et ses souffrances comme les plus dures de tous les services rendus et de toutes les souffrances subies. Chacun s'était flatté que, quoi qu'il advint aux autres, il serait largement récompensé de tout ce qu'il avait perdu durant les troubles civils, et que la restauration de sa fortune dilapidée suivrait la restauration de la monarchie. Aucun de ces hommes à espérances ne put retenir son indignation lorsqu'il vit qu'il était aussi pauvre sous le roi qu'il l'avait été sous le parlement *croupion* ou sous le Protecteur. La négligence et l'extravagance de la cour excitaient l'amère indignation de ces vieux serviteurs. Ils disaient fort justement que la moitié des sommes que Sa Majesté dépensait pour des concubines ou des bouffons suffirait à contenter des centaines de vieux Cavaliers qui, après avoir coupé leurs bois et fondu leur argenterie pour soutenir son père, en étaient réduits à errer en habits râpés et à ne savoir où ils trouveraient un dîner.

A ce moment même arriva une baisse subite dans les fermages. Le revenu de tout propriétaire foncier fut diminué de cinq shillings par livre sterling. Le cri de la détresse agricole s'éleva de tous les comtés du royaume, et, comme d'habitude, on rendit le gouvernement responsable de cette détresse. La *gentry*, forcée de res-

treindre ses dépenses pour un certain temps, vit avec indignation les splendeurs et les profusions toujours croissantes de Whitehall, et garda la conviction indéracinable que l'argent qui aurait suffi à alimenter ses ménages était allé, par quelque procédé inexplicable, entre les mains des favoris du roi.

Les esprits étaient maintenant dans une telle humeur, que tout acte public excitait le mécontentement. Charles avait pris pour femme Catherine, princesse de Portugal. Ce mariage avait généralement déplu, et les murmures devinrent plus hauts quand il parut probable que le roi n'aurait pas de postérité légitime. Dunkerque, conquis par Olivier sur l'Espagne, fut vendu à Louis XIV, roi de France. Ce marché excita une indignation générale. Les Anglais commençaient déjà à observer avec inquiétude les progrès de la France et à montrer pour la maison de Bourbon les mêmes sentiments que leurs grands-pères avaient montrés pour la maison d'Autriche. Était-il sage, demandaient-ils, d'aider à augmenter la force d'une monarchie déjà trop formidable? Dunkerque était, d'ailleurs, cher au peuple, non-seulement comme place forte et clef des Pays-Bas, mais aussi comme trophée de la valeur anglaise. Cette ville était, pour les sujets de Charles, ce que Calais avait été pour une génération précédente, et ce que le rocher de Gibraltar, si héroïquement défendu pendant des années de désastres et de périls contre les flottes et les armées d'une puissante coalition, est aujourd'hui pour nous. Le prétexte d'économie aurait pu avoir quelque poids venant d'un gouvernement économe; mais il était connu que les dépenses de Dunkerque étaient bien au-dessous des sommes gaspillées par les vices et les folies de la cour. Il devenait insupportable qu'un souverain d'une prodigalité sans exemple, pour tout ce qui regardait ses propres plaisirs, fût d'une telle ladrerie pour tout ce qui regardait la sûreté et l'honneur de l'État.

Le mécontentement public s'accrut encore lorsqu'on apprit que, tandis que Dunkerque était abandonné sous prétexte d'économie, la forteresse de Tanger, qui faisait partie du douaire de la reine Catherine, était réparée et entretenue à grands frais. Cette possession n'était associée à aucun souvenir flatteur pour l'orgueil national; elle ne pouvait servir en rien aux intérêts nationaux; elle nous engageait dans des guerres interminables, sans gloire et sans profit, avec des tribus de Musulmans à demi-sauvages, et était située dans un climat singulièrement défavorable à la santé et à la vigueur de la race anglaise.

Mais les murmures excités par ces fautes étaient peu de chose comparés aux clameurs qui éclatèrent bientôt. Le gouvernement s'engagea dans une guerre avec les Provinces-Unies. La chambre des communes vota sur-le-champ des sommes sans précédent dans notre histoire, des sommes supérieures à celles qui avaient suffi à l'entretien des flottes et des armées de Cromwell, alors que son pouvoir faisait la terreur du monde; mais telles étaient l'extravagance, la malhonnêteté et l'incapacité des hommes qui avaient succédé à son autorité, que cette libéralité eut des résultats plus nuisibles qu'utiles. Les sycophantes de la cour, très-mal préparés pour se mesurer avec les grands hommes qui dirigaient alors les armes de la Hollande, avec un homme d'État comme de Witt et un amiral comme de Ruyter, firent rapidement leur fortune pendant que nos matelots se révoltaient poussés par la faim, que nos arsenaux n'étaient pas gardés, que nos vaisseaux faisaient eau et manquaient de gréement. On se détermina enfin à abandonner tout projet d'une guerre offensive, et il fut bientôt évident qu'une simple guerre défensive était une tâche encore trop rude pour une telle administration. La flotte hollandaise remonta la Tamise, et vint brûler les vaisseaux de guerre qui se trouvaient à Chatham. On raconta que le jour même de

cette grande humiliation, le roi faisait fête avec les dames de son sérail et s'était amusé à poursuivre un papillon autour de la salle du souper. A la fin, une tardive justice fut rendue à la mémoire d'Olivier. Partout on exaltait son génie, sa valeur et son patriotisme; partout on rappelait comment, sous son gouvernement, tous les pouvoirs étrangers avaient tremblé au nom de l'Angleterre; comment les États-Généraux, maintenant si hautains, s'étaient prosternés à ses pieds; comment, à la nouvelle de sa mort, Amsterdam avait illuminé en signe de délivrance, et les enfants couraient le long des canaux, criant avec joie que le diable était mort. Des royalistes même s'écriaient que l'État ne pouvait être sauvé qu'en appelant sous les armes les vieux soldats de la république. Bientôt la capitale commença à sentir les misères d'un blocus. On pouvait à peine se procurer du combustible. Le fort Tilbury, d'où Élisabeth avait, avec un courage tout viril, déversé son mépris le plus amer sur Parme et sur l'Espagne, fut insulté par les envahisseurs. Le grondement des canons étrangers fut, pour la première et pour la dernière fois, entendu par les citoyens de Londres. On proposa sérieusement, dans le conseil, d'abandonner la Tour si l'ennemi s'approchait. Des groupes énormes se formèrent dans les rues, criant que l'Angleterre était vendue et achetée. Les maisons et les voitures des ministres furent assaillies par la populace, et on put croire un instant que le gouvernement aurait à se défendre à la fois contre une invasion et contre une insurrection. Cet extrême péril, à la vérité, s'évanouit bientôt. Un traité fut conclu, très-différent de ceux qu'Olivier avait l'habitude de signer, et la nation se retrouva une fois encore en paix, mais dans des dispositions presqu'aussi violentes et aussi intraitables qu'à l'époque du *ship money*.

Le mécontentement engendré par cette mauvaise administration fut accru par des calamités que le meilleur

gouvernement n'aurait pu détourner. Au plus fort de l'ignominieuse guerre avec la Hollande, Londres eut à souffrir de deux grands désastres, tels qu'aucune cité n'eut jamais à en subir, dans un si court espace de temps. Une peste dépassant en horreur toutes les calamités qui, depuis trois siècles, avaient visité notre île, enleva dans l'espace de dix mois plus de cent mille âmes; et à peine le char mortuaire avait-il cessé de rouler, qu'un incendie, tel qu'on n'en avait pas vu en Europe depuis l'incendie de Rome, sous Néron, fit une ruine de la cité entière, depuis la Tour jusqu'au Temple, et depuis la Tamise jusqu'aux alentours de Smithfield.

S'il y eût eu une élection générale au moment où la nation souffrait de tant de honte et de tant de malheurs, il est probable que les Têtes rondes auraient reconquis l'ascendant dans l'État; mais le parlement était encore le parlement cavalier nommé dans le transport de dévouement qui avait suivi la restauration. Néanmoins, il devint bientôt évident qu'aucune assemblée anglaise, quelque dévouée qu'elle fût, ne consentirait à être ce que le parlement avait été sous les Tudors. Depuis la mort d'Élisabeth jusqu'à la veille de la guerre civile, les Puritains qui prédominaient dans le corps représentatif avaient, par un usage habile du pouvoir de la bourse, empiété sur les terres du gouvernement exécutif. Les hommes qui, après la restauration, vinrent remplir les rangs de la chambre basse ne furent pas fâchés, tout en abhorrant le nom de Puritain, d'hériter des fruits de la politique puritaine. Ils étaient très-disposés à employer le pouvoir qu'ils possédaient dans l'État à rendre leur roi puissant et honoré; mais quant à ce pouvoir lui-même, ils étaient bien résolus à ne pas s'en départir. La grande révolution anglaise du dix-septième siècle, c'est-à-dire le transfert du contrôle suprême de l'administration exécutive, de la couronne à la chambre des communes, avança sans bruit, mais rapidement et

sûrement, pendant la longue existence de ce parlement. Charles, toujours à court, grâce à ses folies et à ses vices, manquait d'argent. Les communes seules pouvaient légalement lui en accorder. Rien ne pouvait les empêcher de faire leurs conditions. Le prix qu'elles mirent à leurs concessions fut qu'il leur serait permis d'entraver chacune des prérogatives du roi, de lui arracher son assentiment à des lois qui lui déplaisaient, de renverser les cabinets, de dicter la politique étrangère à suivre, et même de diriger l'administration de la guerre. Elles professaient hautement et sincèrement le plus vif attachement pour les fonctions et la personne du roi; mais elles ne devaient aucune fidélité à Clarendon et elles se jetèrent sur lui avec autant de fureur que les parlementaires précédents sur Strafford.

Les vertus et les vices de Clarendon contribuèrent également à sa ruine. Il était le chef ostensible du gouvernement, et par conséquent on deversait sur lui la responsabilité même des actes qu'il avait fortement, mais vainement, combattus au conseil. Il était regardé par les Puritains, et par tous ceux qui s'apitoyaient sur leur sort, comme un implacable bigot, comme un second Laud, doué seulement d'une intelligence beaucoup plus forte que celle de Laud. D'un autre côté, il avait, en toute occasion, déclaré que l'acte d'amnistie devait être strictement observé, et cette partie de sa conduite, bien que très-honorable pour lui, le faisait haïr de tous les royalistes qui désiraient réparer leur fortune ruinée par des poursuites contre les Têtes rondes, pour dommages-intérêts et recouvrement de revenus moyens. Les Presbytériens d'Écosse lui attribuaient la chute de leur Église. Les Papistes d'Irlande lui attribuaient la perte de leurs terres. En sa qualité de père de la duchesse d'York, il avait un intérêt évident à désirer une reine stérile; on l'accusa donc d'en avoir, à dessein, recommandé une. La vente de Dunkerque lui était justement imputée. On le rendit

responsable, avec moins de justice, de la guerre avec la Hollande. Son caractère violent, ses manières arrogantes, l'indélicate rapacité avec laquelle il poursuivait les richesses, l'ostentation qu'il mettait à les dépenser, sa galerie de peintures, remplie des chefs-d'œuvre de Van Dyck, autrefois la propriété de Cavaliers maintenant ruinés, son palais qui déployait sa longue et imposante façade vis-à-vis la résidence plus humble de nos rois, lui attiraient des reproches, les uns mérités, les autres injustes. Lorsque la flotte hollandaise parut dans la Tamise, c'est principalement contre le chancelier que se porta sa rage de la multitude. Ses fenêtres furent brisées, les arbres de son jardin coupés, une potence dressée devant sa porte. Mais nulle part il n'était plus détesté que dans la chambre des communes. Il était incapable d'apercevoir le moment très-proche où cette chambre, si elle continuait à exister, deviendrait le principal pouvoir de l'État, où la direction de cette chambre deviendrait l'affaire la plus importante d'un homme politique, où il serait impossible de gouverner sans l'assistance d'hommes possédant sa confiance. Il persistait obstinément à considérer le parlement comme un corps très-peu différent du parlement qui siégeait quarante ans auparavant, alors qu'il commençait à étudier le droit au Temple. Il ne voulait pas priver la législature des pouvoirs qui lui étaient inhérents en vertu de la vieille constitution du royaume, mais le développement nouveau de ces pouvoirs, développement naturel, inévitable, et qu'on ne pouvait arrêter qu'en détruisant ces pouvoirs jusque dans leurs fondements, le dégoûtait et l'alarmait. Rien n'aurait pu le décider à poser le grand sceau de l'État sur une ordonnance pour lever le *ship money*, ou à voter au conseil l'incarcération à la Tour d'un membre du parlement, en punition d'un discours ou d'une opinion, mais son indignation s'enflammait lorsque les communes voulaient savoir de

quelle façon l'argent voté pour la guerre avait été dépensé, ou mettre au jour la mauvaise administration de la marine. De telles investigations, selon lui, étaient en dehors de leurs attributions. Il admettait que la chambre était une assemblée fidèle, qu'elle avait rendu de grands services à la couronne, et que ses intentions étaient excellentes. Mais à chaque occasion, tant en public que dans son particulier, il déplorait que des hommes aussi sincèrement attachés à la monarchie voulussent inconsidérément empiéter sur les prérogatives du monarque. Tout en différant infiniment par l'esprit des membres du long parlement, ils les imitaient, disait-il, en voulant intervenir dans des affaires placées hors de la sphère des états du royaume, et soumises à la seule autorité de la couronne. Le pays ne serait jamais bien gouverné, maintenait-il, tant que les représentants des comtés et des bourgs ne se contenteraient pas d'être ce que leurs prédécesseurs avaient été au temps d'Élisabeth. Il rejetait, comme des projets indigestes, incompatibles avec la vieille constitution anglaise, tous les plans que des hommes, meilleurs observateurs que lui des signes du temps, proposaient dans le but de faire vivre ensemble en bons termes la cour et les communes. Sa conduite envers les jeunes orateurs qui grandissaient en talent et en autorité dans la chambre des communes était peu bienveillante, et il réussit à se faire d'eux, presque sans exception, des ennemis mortels. Une de ses fautes les plus sérieuses fut, en réalité, son mépris absurde pour la jeunesse, et ce mépris était d'autant moins justifiable, que sa propre expérience des affaires politiques anglaises était loin d'être en rapport avec son âge, car une si grande partie de sa vie s'était passée à l'étranger, qu'il connaissait beaucoup moins le monde où il se trouva transporté à son retour, que bien des gens qui auraient pu être ses fils.

Il était, pour toutes ces raisons, détesté par la chambre

des communes. Il était également détesté par la cour, pour des raisons toutes différentes. Ses mœurs, comme sa politique, étaient celles d'une génération antérieure. Même alors qu'il était un jeune étudiant en droit, et qu'il vivait avec des hommes d'esprit et de plaisir, sa gravité naturelle et ses principes religieux l'avaient, en grande partie, préservé de la contagion de la débauche à la mode, et il n'était guère possible que, dans un âge avancé, et avec une santé délabrée, il se fît libertin. Il voyait les vices des gais jeunes gens avec une aversion presque aussi amère et aussi méprisante que celle qu'il ressentait pour les erreurs théologiques des sectaires. Il ne manquait pas une occasion de manifester son mépris pour les bouffons, les joyeux vivants et les courtisanes qui encombraient le palais, et les admonestations qu'il adressait au roi lui-même étaient extrêmement amères et (ce que Charles détestait par-dessus tout) extrêmement longues. Pas une voix ne s'éleva en faveur d'un ministre doublement odieux, et par des défauts qui soulevaient les fureurs du peuple, et par des vertus qui ennuyaient et importunaient le souverain. Southampton n'était plus. Ormond accomplit fidèlement et courageusement les devoirs de l'amitié, mais en vain. Le chancelier tomba avec grand éclat. Le grand sceau de l'État lui fut enlevé; les communes le mirent en accusation; sa tête fut en péril: il sortit du pays; un acte fut passé qui le condamnait à un exil perpétuel, et ceux qui avaient attaqué et miné son pouvoir commencèrent à s'en disputer les débris.

Le sacrifice de Clarendon apaisa jusqu'à un certain point l'appétit de vengeances du public. Cependant, la colère excitée par la prodigalité et la négligence du gouvernement, et par la mauvaise direction de la dernière guerre, n'était pas du tout apaisée. Les conseillers de Charles, témoins de la catastrophe du chancelier, étaient fort soucieux de leur sécurité; ils conseillèrent, en conséquence, à leur maître, d'apaiser

l'irritation dominante, dans le parlement et dans le pays, et prirent à cet effet une mesure qui n'a pas sa pareille dans l'histoire de la maison des Stuarts, et qui était digne de la prudence et de la magnanimité d'Olivier.

Nous sommes maintenant arrivés à une époque où l'histoire de la grande révolution d'Angleterre commence à se mêler à l'histoire de la politique étrangère. Le pouvoir de l'Espagne avait été en déclinant depuis plusieurs années déjà. Elle conservait encore en Europe, il est vrai, le Milanais et les Deux-Siciles, la Belgique et la Franche-Comté. En Amérique, ses possessions s'étendaient encore des deux côtés de l'équateur, bien au delà des limites de la zone torride. Mais ce grand corps avait été frappé de paralysie, et était, non-seulement incapable de donner aucun embarras aux autres nations, mais encore de repousser l'agression s'il n'était pas soutenu. La France était, à cette heure, sans conteste, la plus grande puissance de l'Europe. Ses ressources se sont réellement accrues depuis cette époque, mais non pas dans la proportion de celles de l'Angleterre. Il faut aussi se rappeler, qu'il y a cent quatre-vingts ans, la Russie, aujourd'hui monarchie de premier ordre, était autant en dehors du système de la politique européenne que l'Abyssinie ou le royaume de Siam; que la maison de Brandebourg était à peine plus puissante que la maison de Saxe, et enfin que la république des États-Unis n'existait pas. Le poids de la France en Europe, quoique très-considérable encore, a donc relativement diminué. Son territoire n'était pas, au temps de Louis XIV, aussi étendu qu'aujourd'hui; mais il était vaste, compacte, fertile, bien placé à la fois pour l'attaque et la défense, situé sous un climat heureux et habité par un peuple brave, actif et ingénieux. L'État obéissait implicitement à la direction imprimée par un seul esprit. Les grands fiefs, qui, trois cents ans auparavant, étaient des princi-

pautés indépendantes, avaient été annexés à la couronne. Quelques vieillards seuls pouvaient se rappeler la dernière réunion des états-généraux. La résistance que les Huguenots, la noblesse et les parlements avaient opposée au pouvoir royal avait été anéantie par les deux grands cardinaux qui avaient gouverné la France pendant quarante ans. La forme du gouvernement était alors le despotisme, mais un despotisme doux et généreux (à tout le moins dans ses rapports avec les classes élevées), tempéré par des manières courtoises et des sentiments chevaleresques. Les ressources que le souverain avait à sa disposition étaient, pour cette époque, vraiment formidables. Ses revenus, qui reposaient, il est vrai, sur un système d'impôt dur et inégal, qui pesait lourdement sur les cultivateurs du sol, excédaient de beaucoup ceux de tout autre monarque. Son armée, admirablement disciplinée et commandée par les plus grands généraux de l'époque, s'élevait déjà à plus de cent vingt mille hommes. Un tel déploiement de troupes régulières ne s'était pas vu en Europe depuis la chute de l'empire romain. La France n'était pas la première des nations maritimes; mais, bien qu'elle eût des rivales sur mer, elle n'avait pas encore de supérieure. Telle fut sa force pendant les quarante dernières années du dix-septième siècle, qu'aucun ennemi, réduit à ses propres ressources, ne put lui résister, et que deux grandes coalitions, dans lesquelles entra la moitié de la chrétienté, ne parvinrent pas à triompher.

Les qualités personnelles du roi de France ajoutaient au respect inspiré par la puissance et l'importance de son royaume. Aucun souverain n'a jamais représenté la majesté d'un grand État avec plus de dignité et de grâce. Il se servait à lui-même de premier ministre, et remplissait les devoirs de cette situation difficile avec une habileté et une assiduité qu'on n'aurait pu raisonnablement attendre d'un homme arrivé au trône dès l'en-

fance, et entouré de flatteurs, avant même qu'il pût parler. Il avait montré à un degré éminent deux qualités inappréciables chez un prince : l'art de bien choisir ses serviteurs, et l'art de faire rejaillir sur lui, en grande partie, le mérite et l'honneur de leurs actes. Dans ses relations avec les puissances étrangères, il avait quelque générosité, mais aucune justice. Il étendait sa protection avec un désintéressement romanesque, qui eût été mieux placé chez un chevalier errant que chez un homme d'État, sur de malheureux alliés qui se jetaient à ses pieds et n'avaient de ressources que dans sa compassion; mais il rompait, sans scrupule et sans honte, les liens les plus sacrés de la foi publique, toutes les fois qu'ils contrariaient ses intérêts, ou ce qu'il appelait sa gloire. Sa perfidie et sa violence toutefois lui faisaient moins d'ennemis que l'insolence avec laquelle il rappelait, à chaque instant, à ses voisins, sa grandeur et leur faiblesse. A l'époque où nous sommes arrivés, il ne professait pas encore cette austère dévotion qui donna plus tard à sa cour l'aspect d'un monastère. Il était, au contraire, aussi licencieux que son frère d'Angleterre, sans être en rien frivole et indolent comme lui; mais il était catholique romain sincère, et sa conscience et sa vanité le poussaient à la fois à user de son pouvoir pour la défense et la propagation de la vraie religion, comme ses illustres prédécesseurs Clovis, Charlemagne et saint Louis.

Nos ancêtres virent naturellement avec de sérieuses alarmes la puissance croissante de la France. Ce sentiment, parfaitement raisonnable en lui-même, était mêlé à d'autres sentiments moins honorables. La France était notre vieille ennemie. C'était sur la France qu'avaient été remportées les victoires les plus glorieuses de nos annales. La conquête de la France avait été faite deux fois par les Plantagenets. La perte de la France était longtemps restée dans le souvenir du peuple comme un grand

désastre national. Le titre de roi de France était encore porté par nos souverains. Les fleurs de lis de la France apparaissaient encore mêlées à nos lions sur l'écusson de la maison des Stuarts. Au seizième siècle, la crainte inspirée par l'Espagne avait suspendu l'animosité dont la France avait été autrefois l'objet ; mais cette Espagne si redoutée ne méritait plus maintenant qu'une compassion méprisante, et la France redevint pour nous la grande ennemie. La vente de Dunkerque à la France avait été l'acte le plus généralement impopulaire du roi restauré. Son attachement à la France avait été, parmi tous les crimes imputés à Clarendon par la chambre des communes, celui qu'on lui reprocha le plus. Le sentiment public perçait jusque dans les bagatelles. Une rixe s'étant engagée dans les rues de Westminster entre les gens de l'ambassade de France et ceux de l'ambassade d'Espagne, la populace, que l'on empêcha énergiquement de s'en mêler, donna néanmoins la preuve non équivoque que la vieille antipathie n'était pas éteinte.

La France et l'Espagne étaient alors engagées dans une lutte plus sérieuse qu'une rixe des rues. Un des objets principaux de la politique de Louis pendant toute sa vie fut d'étendre sa domination du côté du Rhin. A cette fin, il avait entamé une guerre avec l'Espagne, et il marchait de conquêtes en conquêtes. Les Provinces-Unies voyaient avec inquiétude le progrès de ses armes. Cette confédération célèbre avait atteint l'apogée de la puissance, de la prospérité et de la gloire. Le territoire batave, conquis sur les vagues et défendu contre elles par l'art de l'homme, était à peine supérieur en étendue à la principauté de Galles ; mais cet étroit espace était une ruche populeuse et active, où chaque jour de nouvelles richesses étaient créées, et où étaient emmagasinés de vastes entassements d'anciennes richesses. L'aspect de la Hollande, sa riche culture, ses innombrables canaux, ses moulins toujours en mouvement, ses multitudes de

barques et de canots, ses grandes villes espacées à de courtes distances, ses ports hérissés de mâts, ses vastes et somptueux palais, ses villas charmantes, ses maisons aux appartements richement meublés, ses galeries de peinture, ses pavillons d'été, ses jardins aux couches de tulipes, produisaient sur le voyageur anglais à cette époque le même effet que produirait aujourd'hui, sur un Norwégien ou un Canadien, le premier aspect de l'Angleterre. Les États-Généraux avaient été obligés de s'humilier devant Cromwell; mais après la restauration, ils avaient pris leur revanche, avaient fait la guerre avec succès contre Charles, et avaient conclu avec lui une paix honorable. Mais, malgré ses richesses et sa considération en Europe, la république n'était pas de force à se mesurer avec Louis. Elle craignait, non sans raison, de voir le royaume de ce prince s'étendre jusqu'à ses frontières, et elle pouvait bien redouter le voisinage immédiat d'un monarque si grand, si ambitieux, si peu scrupuleux. Il n'était pourtant pas aisé de trouver un moyen de détourner le danger. Les Hollandais seuls ne pouvaient faire pencher la balance en leur faveur. On ne pouvait espérer aucun secours du côté du Rhin. Quelques-uns des princes allemands avaient été gagnés par Louis, et l'empereur lui-même était inquiété par les mécontents de Hongrie. L'Angleterre était séparée des Provinces-Unies par le souvenir de cruelles injures récemment infligées et subies, et sa politique depuis la restauration avait été tellement dépourvue de sagesse et de courage, qu'il était à peu près impossible de compter sur un secours efficace de sa part.

Mais la chute de Clarendon et la mauvaise humeur croissante du parlement déterminèrent les conseillers de Charles à adopter tout à coup une politique qui étonna et réjouit la nation.

Le ministre anglais résidant à Bruxelles, sir William Temple, un des diplomates les plus experts et un des

écrivains les plus agréables de cette époque, avait déjà représenté à son gouvernement qu'il serait à la fois désirable et possible d'entrer en arrangements avec les États-Généraux, dans le but de mettre un terme aux progrès de la France. Pendant longtemps ses suggestions avaient été dédaignées, mais à ce moment on jugea utile de les prendre en considération. Il reçut la mission de négocier avec les États-Généraux. Il se rendit à La Haye, et s'entendit bientôt avec Jean de Witt, alors premier ministre de Hollande. La Suède, malgré ses faibles ressources, avait été élevée, quarante ans auparavant, par le génie de Gustave-Adolphe, à un rang supérieur parmi les puissances européennes, et elle n'était pas encore redescendue à sa position naturelle. On lui inspira de se joindre en cette occasion à la Hollande et à l'Angleterre. Ainsi fut formée la coalition connue sous le nom de triple alliance. Louis laissa percer des marques de dépit et de ressentiment, mais ne jugea pas politique d'ajouter l'hostilité d'une telle confédération à celle de l'Espagne. Il consentit donc à abandonner une grande partie du territoire que ses armées avaient occupé. La paix fut rétablie en Europe, et le gouvernement anglais, naguère l'objet d'un mépris général, fut, pendant quelques années, regardé par les puissances étrangères avec un respect presque aussi grand que celui qu'avait inspiré le Protecteur.

En Angleterre, la triple alliance fut populaire au plus haut degré; elle satisfaisait également la haine nationale et l'orgueil national; elle opposait une barrière aux empiétements d'un voisin puissant et ambitieux; elle unissait étroitement les principaux États protestants. Cavaliers et Têtes rondes se réjouirent en commun, mais la joie des Têtes rondes fut encore plus grande que celle des Cavaliers; car l'Angleterre s'alliait étroitement avec un pays républicain en politique, presbytérien en religion, contre un pays gouverné par le pouvoir arbitraire d'un

prince et attaché à l'Église catholique romaine. La chambre des communes approuva hautement le traité, et l'on entendit même quelques grondeurs peu soucieux de politesse déclarer que c'était la seule bonne chose qui eût été faite depuis le retour du roi.

Le roi toutefois s'inquiétait peu de l'approbation de son parlement et de son peuple. Il regardait tout simplement la triple alliance comme un expédient temporaire pour apaiser des mécontentements qui menacaient de devenir sérieux. L'indépendance, la sécurité, la dignité de la nation qu'il gouvernait n'étaient rien pour lui. Il avait commencé à ressentir la gêne des restrictions constitutionnelles; déjà s'était formé dans le parlement un groupe très-nombreux connu sous le nom de *parti du pays*. Ce parti renfermait tous les hommes publics qui inclinaient vers le puritanisme et le républicanisme, et ceux qui, bien qu'attachés à l'Église et à la monarchie héréditaire, avaient été poussés dans l'opposition par crainte du papisme et par dégoût pour l'extravagance, la dissolution et la mauvaise foi de la cour. La puissance de ce groupe politique grandissait constamment. Chaque année quelqu'un des membres envoyés au parlement pendant l'enthousiasme de dévouement de 1661 disparaissait, et les siéges vacants étaient remplis généralement par des hommes moins traitables. Charles ne se croyait pas roi tant qu'une assemblée de ses sujets aurait la prétention de demander à voir ses comptes avant de payer ses dettes, et insisterait pour savoir à laquelle de ses maîtresses, ou auquel de ses joyeux compagnons était allé l'argent destiné à équiper et à armer la flotte. Bien que peu soucieux du qu'en dira-t-on, il avait été blessé par les sarcasmes qui quelquefois étaient lancés au milieu des discussions de la chambre des communes, et dans une certaine occasion il essaya de restreindre la liberté de la parole par des moyens honteux. Un gentilhomme campagnard, sir John Coventry, s'était moqué,

dans un débat de la chambre, des dérèglements de la cour. Sous un des règnes précédents, il aurait été probablement mandé devant le conseil privé et envoyé à la Tour. On prit un autre moyen. Une bande de matamores fut chargée d'aller couper les oreilles au railleur. Cette ignoble vengeance, au lieu d'apaiser l'esprit d'opposition, souleva une telle tempête, que le roi fut obligé de se soumettre à la cruelle humiliation de sanctionner un acte qui atteignait les instruments de sa vengeance et qui lui enlevait le droit de leur pardonner.

Mais impatient comme il l'était des entraves constitutionnelles, quel moyen employer pour s'en affranchir ? Il ne pouvait arriver au despotisme que par le secours d'une grande armée permanente, et cette armée n'existait pas. Ses revenus le mettaient bien à même, à la vérité, d'entretenir quelques troupes régulières, mais ces troupes, assez nombreuses pour exciter la jalousie et l'appréhension de la chambre des communes et du pays, l'étaient à peine assez pour protéger Whitehall et la Tour contre un soulèvement de la populace de Londres. De tels soulèvements étaient à craindre, car on avait calculé que dans la capitale et dans ses faubourgs, il n'habitait pas moins de vingt mille des vieux soldats d'Olivier.

Le roi étant décidé à s'émanciper du contrôle du parlement et ne pouvant compter, pour une telle entreprise, sur aucun secours à l'intérieur, devait naturellement en chercher à l'étranger. La puissance et la richesse du roi de France pouvaient suffire à la tâche ardue d'établir en Angleterre la monarchie absolue. Un tel allié exigerait, sans doute, des preuves substantielles de reconnaissance. Charles devrait descendre au rang de grand vassal, devrait faire la paix ou la guerre selon la volonté du gouvernement protecteur. Ses relations avec Louis ressembleraient exactement à celles qui existent aujourd'hui entre le roi d'Oude ou le rajah de Nagpoure et le gouvernement anglais. Ces princes sont obligés d'aider la

compagnie des Indes dans toutes ses guerres offensives et défensives, et ne doivent avoir d'autres relations diplomatiques que celles que la compagnie voudra permettre. La compagnie, en retour, les garantit contre l'insurrection de leurs sujets. Tant qu'ils remplissent fidèlement leurs obligations envers le pouvoir protecteur, ils peuvent disposer d'immenses revenus, remplir leurs palais de belles femmes, s'abrutir en compagnie de leurs parasites favoris, opprimer impunément tout sujet qui pourra encourir leur déplaisir. Une telle situation serait insupportable à un homme d'un esprit élevé et d'une puissante intelligence; mais pour Charles, homme sensuel, indolent, incapable de grands efforts intellectuels, dépourvu également de tout patriotisme et de tout sentiment de dignité personnelle, cette perspective n'avait rien de désagréable.

Il peut sembler extraordinaire que le duc d'York ait concouru au dessein de dégrader cette couronne que, selon toute probabilité, il porterait un jour ; car sa nature était hautaine et impérieuse, et jusqu'à la dernière heure il continua à se débattre et à s'emporter par boutades contre le joug français. Mais il était presque aussi avili par la superstition que son frère par l'indolence et le vice. Jacques était maintenant catholique romain. La bigoterie était devenue le sentiment prépondérant dans son esprit étroit et entêté, et s'était tellement mêlée à son amour du pouvoir, que ces deux passions pouvaient à peine être distinguées l'une de l'autre. Il semblait fort improbable que, sans le secours de l'étranger, il pût obtenir pour sa religion la domination ou même la simple tolérance, et il était d'un caractère à ne voir rien d'humiliant dans un acte, de quelque nature qu'il fût propre à servir les intérêts de la véritable Église.

Une négociation s'ouvrit qui dura plusieurs mois. Le principal agent entre les cours de France et d'Angleterre fut la belle, gracieuse, intelligente Henriette, duchesse

d'Orléans, sœur de Charles, belle-sœur de Louis, également chérie des deux monarques. Le roi d'Angleterre offrit de se déclarer catholique romain, de dissoudre la triple alliance, de s'unir à la France contre la Hollande, si la France voulait s'engager à lui prêter un secours militaire et pécuniaire suffisant pour le rendre indépendant de son parlement. Louis affecta d'abord de recevoir froidement ces propositions, et finit par les accepter de l'air d'un homme qui confère une grande faveur, mais en réalité il ne pouvait rien perdre et n'avait qu'à gagner à la résolution qu'il avait arrêtée.

Il semble certain qu'il ne pensa jamais sérieusement à établir le despotisme et le papisme en Angleterre par la force des armes. Il ne pouvait pas ignorer qu'une telle entreprise serait difficile et hasardeuse au dernier point, qu'elle épuiserait pendant plusieurs années toutes les forces d'énergie de la France, et qu'elle était incompatible avec d'autres projets d'agrandissement plus avantageux, et chers à son cœur. Il aurait très-volontiers recherché le mérite et la gloire de rendre un grand service à l'Église dont il était membre, dans des conditions raisonnables; mais il était peu disposé à imiter ses ancêtres, qui, au douzième et au treizième siècle, avaient conduit à la mort, dans les champs de la Syrie et de l'Égypte, la fleur de la chevalerie française; et il savait qu'une croisade contre le protestantisme dans la Grande-Bretagne ne serait pas moins périlleuse que les expéditions dans lesquelles Louis VII et Louis IX avaient péri. Il n'avait aucun motif qui pût lui faire désirer de voir les Stuarts souverains absolus. Il n'avait aucunement, à l'égard de la constitution anglaise, des sentiments semblables à ceux qui dans ces derniers temps ont porté des princes à faire la guerre aux libres institutions de leurs voisins. De nos jours, il existe un grand parti plein de zèle pour le gouvernement populaire, qui a des ramifications dans toutes les contrées

civilisées. Tout avantage important acquis par ce parti dans une nation quelconque est le signal presque certain d'une commotion générale. Il n'est donc pas étonnant que des gouvernements menacés par un danger commun s'unissent dans un but d'assurance mutuelle; mais au dix-septième siècle un tel danger n'existait pas. Il y avait un gouffre immense entre l'esprit public de la France et l'esprit public de l'Angleterre. Nos institutions et nos partis étaient aussi peu compris à Paris qu'à Constantinople. Il est douteux qu'aucun des quarante de l'Académie française eût un volume anglais dans sa bibliothèque et connût même de nom Shakspeare, Jonson ou Spenser. Quelques Huguenots, qui avaient hérité de l'esprit rebelle de leurs ancêtres, avaient bien peut-être quelques sentiments sympathiques pour leurs frères en religion, les Têtes rondes anglais; mais les Huguenots avaient cessé d'être redoutables. Les Français, attachés en grande majorité à l'Église de Rome, fiers de la grandeur de leur roi et de leur propre fidélité, voyaient nos luttes contre la papauté et le pouvoir arbitraire non-seulement sans admiration et sans sympathie, mais avec une vive désapprobation et un vif dégoût. Ce serait donc une grave erreur que d'assigner la conduite de Louis à des craintes semblables à celles qui de nos jours ont poussé la Sainte-Alliance à intervenir dans les troubles intérieurs de Naples et de l'Espagne.

Néanmoins les propositions faites par la cour de White-hall furent pour lui les bienvenues. Il méditait déjà ces desseins gigantesques, destinés à tenir l'Europe en fermentation constante pendant plus de quarante ans. Il désirait humilier les Provinces-Unies, et annexer à ses domaines la Belgique, la Lorraine et la Franche-Comté. Ce n'était pas tout. Le roi d'Espagne était un enfant maladif; il paraissait probable qu'il mourrait sans postérité. Sa sœur aînée était reine de France. Un jour viendrait certainement et pouvait venir bientôt, où la

maison de Bourbon aurait à faire valoir des droits sur ce vaste empire où le soleil ne se couchait jamais. Une coalition continentale s'opposerait sans doute à l'union de ces deux grandes monarchies sous un même sceptre. Mais la France pouvait à elle seule tenir tête à toute coalition continentale. L'Angleterre pouvait faire pencher la balance; les destinées du monde dépendraient donc de la résolution que prendrait l'Angleterre à l'heure de la crise ; et il était bien connu que le parlement anglais et la nation anglaise étaient fortement attachés à la politique qui avait dicté la triple alliance. Rien ne pouvait donc être plus agréable à Louis que d'apprendre que les princes de la maison de Stuart avaient besoin de son appui et l'achèteraient volontiers au prix d'une complaisance sans bornes. Il se décida à profiter de l'occasion, et se traça un plan qu'il suivit sans déviation jusqu'au moment où la révolution de 1688 vint déranger toute sa politique. Il se disait très-désireux de favoriser les desseins de la cour d'Angleterre ; il promettait de grands secours; de temps à autre il donnait en effet, mais avec parcimonie ; assez pour entretenir les espérances, trop peu pour en ressentir de la gêne ou s'attirer des embarras. Par l'emploi de cette tactique et avec des dépenses bien inférieures aux dépenses faites pour bâtir et décorer Versailles ou Marly, il réussit à faire de l'Angleterre, pendant près de vingt ans, un membre presque aussi insignifiant du système politique de l'Europe que la république de Saint-Marin.

Son but n'était pas de détruire notre constitution, mais de tenir les éléments divers dont elle se composait dans un état de conflit perpétuel, et d'entretenir une inimitié irréconciliable entre le pouvoir de la bourse et le pouvoir de l'épée. Dans cette vue, il excitait et corrompait tour à tour les deux partis, pensionnait à la fois les ministres de la couronne et les chefs de l'opposition, encourageait la cour à résister aux empiétements

séditieux du parlement, et faisait rapporter en dessous au parlement les desseins arbitraires de la cour.

Un des moyens auxquels il eut recours pour obtenir une influence supérieure dans les conseils du gouvernement anglais mérite une mention spéciale. Charles, bien qu'incapable d'amour dans le sens le plus élevé du mot, était l'esclave de toute femme dont la personne excitait ses désirs, et dont les airs et le babil amusaient ses loisirs. Un mari qui supporterait d'une épouse d'un rang élevé et d'une vertu sans tache la moitié des insolences que le roi d'Angleterre supportait de concubines qui, devant tout à sa générosité, se donnaient à ses courtisans pour ainsi dire en sa présence, serait justement ridicule. Il avait supporté patiemment les emportements furieux de Barbara Palmer, et l'impertinente vivacité d'Éléonore Gwynn. Louis pensa que le plus utile ambassadeur qu'il pût envoyer à Londres serait une belle, licencieuse et rusée Française. Cette femme fut Louise de Quérouaille, que nos grossiers ancêtres appelaient madame Carwell. Elle triompha bientôt de toutes ses rivales, fut créée duchesse de Portsmouth, comblée de richesse, et obtint un empire qui ne cessa qu'avec la vie de Charles.

Les conditions les plus importantes de l'alliance entre les deux couronnes furent arrêtées dans un traité secret signé à Douvres, en mai 1670, juste dix ans après le jour où Charles avait débarqué, dans ce même port, au milieu des acclamations et des larmes de joie d'un peuple trop confiant.

Par ce traité, Charles s'engageait à professer publiquement la religion catholique romaine, à unir ses armes à celles de Louis, afin de détruire le pouvoir des Provinces-Unies, à employer toutes les forces de l'Angleterre, sur terre et sur mer, pour soutenir les droits de la maison de Bourbon sur la vaste monarchie espagnole. Louis, de son côté, s'engageait à payer des sub-

sides considérables, et promettait que si une insurrection éclatait en Angleterre, il enverrait à ses frais une armée pour soutenir son allié.

Ce pacte fut conclu sous de sinistres auspices. Six semaines après qu'il eut été signé et scellé, la charmante princesse, dont l'influence sur son frère et son beau-frère avait été si pernicieuse à son pays, n'était plus. Sa mort donna naissance à d'horribles soupçons qui, pendant un moment, semblèrent devoir interrompre l'alliance nouvellement formée entre les maisons de Stuart et de Bourbon; mais bientôt de nouvelles assurances de bon vouloir furent échangées entre les alliés.

Le duc d'York, trop borné pour comprendre le danger, ou trop fanatique pour s'en inquiéter, était impatient de voir exécuter immédiatement l'article relatif à la religion catholique romaine; mais Louis eut la sagesse de comprendre que si cette résolution était prise, il y aurait en Angleterre une telle explosion qu'elle ferait échouer les parties de son plan qui lui tenaient le plus au cœur. Il fut donc décidé que Charles continuerait à s'intituler protestant et à recevoir la communion, les jours de grande fête, selon le rituel de l'Eglise d'Angleterre. Son frère, plus scrupuleux, cessa de paraître à la chapelle royale.

A peu près vers la même époque mourut la duchesse d'York, fille de l'exilé Clarendon. Elle était depuis quelques années secrètement catholique romaine. Elle laissait deux filles, Marie et Anne, qui, plus tard, furent successivement reines de la Grande-Bretagne. Elles avaient été élevées dans le protestantisme sur l'ordre positif du roi, qui savait qu'il serait vain de se déclarer membre de l'Eglise anglicane, si les enfants qui probablement hériteraient de son trône étaient, par sa permission, élevés dans l'Eglise de Rome.

Les principaux serviteurs de la couronne à cette époque étaient des hommes qui avaient justement acquis une notoriété peu enviable. Nous devons, toutefois, nous

garder de charger leur mémoire d'une infamie qui revient de droit à leur maître. Le roi doit porter la principale responsabilité du traité de Douvres. Il eut à ce sujet des conférences avec les agents français, écrivit plusieurs lettres de sa propre main, et ce fut lui qui suggéra le premier quelques-uns des articles les plus honteux de ce traité, dont il cacha soigneusement une certaine partie à la majorité de son cabinet.

Peu de choses sont plus curieuses dans notre histoire que l'origine et le développement du pouvoir que possède aujourd'hui le cabinet. Dès les premiers temps, les rois d'Angleterre avaient été assistés par un conseil privé auquel la loi assignait divers devoirs et diverses fonctions de grande importance. Pendant plusieurs siècles ce conseil délibéra sur les affaires les plus graves et les plus délicates, mais graduellement son caractère changea. Il devint trop nombreux pour l'expédition et le secret des affaires. Le rang de conseiller privé était souvent accordé comme distinction honorifique à des hommes auxquels on ne confiait rien, et dont on ne demandait jamais l'opinion. Le souverain, dans les occasions les plus importantes, prenait l'avis d'un petit groupe de ministres dirigeants. Les avantages et les désavantages de ce système furent de bonne heure indiqués par Bacon avec sa sagacité et son jugement habituels; mais ce ne fut qu'après la restauration que ce conseil intime commença à attirer l'attention générale. Longtemps encore les hommes politiques surannés continuèrent à regarder le cabinet comme un conseil inconstitutionnel et dangereux. Néanmoins, il devint de plus en plus important. Enfin il tira à lui la plus grande partie du pouvoir exécutif, s'en empara, et depuis plusieurs générations il est regardé comme une partie essentielle de notre organisation politique. Chose étrange à dire pourtant, il continue à demeurer inconnu à la loi. Les noms des lords et des *gentlemen* qui le composent ne sont jamais annoncés offi-

ciellement au public. On ne tient aucun procès-verbal de ses réunions et de ses résolutions, et son existence n'a jamais été reconnue par aucun acte du parlement.

Pendant quelques années, le mot cabale fut vulgairement employé comme synonyme du mot cabinet. Il arriva par une bizarre coïncidence, qu'en 1671 les lettres initiales des noms des cinq personnes qui composaient le cabinet : Clifford, Arlington, Buckingham, Ashley et Lauderdale, formaient le mot *cabale*. Ce cabinet fut donc baptisé du nom énergique de cabale, et donna bientôt à ce mot une signification si infâme, que depuis il n'a été employé que comme terme de mépris.

Sir Thomas Clifford était un des commissaires de la trésorerie, et s'était grandement distingué dans la chambre des communes. Il était le plus respectable des membres de la cabale; car à un caractère ardent et impérieux, il joignait un sentiment très-vif, bien que déplorablement perverti, du devoir et de l'honneur.

Henri Bennett, lord Arlington, alors secrétaire d'État, avait, depuis qu'il était arrivé à l'âge d'homme, résidé principalement sur le continent, et là avait été attaqué de cette indifférence cosmopolite pour toutes les constitutions et toutes les religions qu'on peut souvent observer chez les personnes dont la vie s'est passée dans la diplomatie voyageuse. S'il y avait une forme de gouvernement qu'il aimât, c'était celle du gouvernement français. S'il y avait une Église qu'il préférât, c'était celle de Rome. Il avait quelques talents pour la conversation et pour l'exécution des affaires ordinaires de son département. Il avait appris, pendant une vie passée dans les voyages et les négociations, l'art d'accommoder son langage et ses manières à la société dans laquelle il se trouvait. Sa vivacité dans le huis-clos amusait le roi; sa gravité dans les débats et les conférences en imposait au public, et il avait réussi à se faire, en partie par des ser-

vices réels et en partie par des promesses, de nombreux partisans.

Buckingham, Ashley et Lauderdale, étaient des hommes chez lesquels apparaissait, sous sa forme la plus malfaisante, l'immoralité épidémique qui planait sur l'atmosphère politique de cette époque, mais qui variait selon les différences des caractères et des intelligences. Buckingham était un voluptueux blasé, qui s'était tourné vers l'ambition pour y chercher un passe-temps. Il essayait de s'amuser alors au moyen d'une négociation secrète et d'une guerre avec la Hollande, comme il avait essayé de s'amuser avec l'architecture et la musique, la composition de pièces bouffonnes et la recherche de la pierre philosophale. Il avait été déjà infidèle à tous les partis, plutôt par inconstance et amour de la nouveauté que par suite de calculs profonds. A une certaine époque, il s'était rangé parmi les Cavaliers. A une autre époque, on avait lancé contre lui des mandats d'arrêt, pour avoir entretenu une correspondance criminelle avec les débris du parti républicain de la cité. Il était maintenant redevenu courtisan, et ardent à conquérir la faveur du roi par des services qui auraient fait reculer d'horreur les plus illustres d'entre ceux qui avaient combattu et souffert pour la maison royale.

Ashley, avec une tête infiniment plus forte et une ambition infiniment plus âpre et plus violente, avait été tout aussi versatile que Buckingham ; mais sa versatilité était la conséquence, non de la légèreté, mais d'un égoïsme médité. Il avait servi et trahi toute une série de gouvernements ; mais il avait exécuté si à propos ses trahisons, que sa fortune n'avait pas cessé de grandir à travers toutes les révolutions. La multitude, frappée d'admiration par une prospérité qui, pendant que tout changeait constamment, restait invariable, attribuait à Ashley une prescience presque miraculeuse, et le comparait à cet homme d'État hébreu dont il est écrit, que

recevoir ses conseils était comme recevoir un oracle de Dieu.

Lauderdale, tapageur et grossier dans sa joie comme dans sa colère, était peut-être, sous les dehors extérieurs d'une franchise bruyante, le plus malhonnête des membres de la cabale. Il s'était fait remarquer parmi les insurgés écossais de 1638, et avait été plein de zèle pour le covenant. On l'accusait d'avoir trempé dans la trahison qui livra Charles I[er] au parlement anglais, et il était tenu, dans l'opinion des loyaux Cavaliers, pour un traître d'une espèce pire, s'il est possible, que les traîtres qui avaient composé la haute cour de justice. Il parlait souvent avec une gaieté bruyante de l'époque où il était fanatique et rebelle. Il était alors le principal instrument employé par la cour, pour imposer l'épiscopat à ses compatriotes et vaincre leurs résistances, et il n'épargnait pas, pour remplir cette tâche, l'usage impitoyable de l'épée, de la corde et du brodequin ; cependant ceux qui le connaissaient savaient que les trente dernières années n'avaient rien changé à ses sentiments, qu'il détestait toujours la mémoire de Charles I[er], et qu'il préférait la forme de l'Église presbytérienne à toute autre.

On ne jugea pas prudent de confier à Buckingham, à Ashley et à Lauderdale, malgré leur peu de scrupules, l'intention où était le roi de se déclarer catholique romain. Un faux traité leur fut montré, dans lequel l'article concernant la religion était omis. Les noms et les sceaux de Clifford et d'Arlington sont seuls apposés sur le traité original. Ces deux derniers avaient l'un et l'autre une certaine préférence pour la vieille Église, préférence que le brave et fougueux Clifford avoua courageusement peu de temps après, mais qu'Arlington, plus froid et plus vil, cacha jusqu'au moment où l'approche de la mort le força, par ses terreurs, à la sincérité. Les trois autres membres du cabinet n'étaient pas hommes qu'on pût aisément tromper, et en soupçonnèrent probable-

ment plus qu'on ne leur en avouait. Ils étaient certainement informés de tous les engagements politiques contractés avec la France, et n'avaient pas honte de recevoir de Louis des gratifications considérables.

Le premier but de Charles était d'obtenir de la chambre des communes des subsides suffisants pour lui permettre d'exécuter le traité secret. La cabale exerçant le pouvoir à une époque où notre gouvernement traversait une période de transition, réunissait en elle deux espèces de vices appartenant à deux époques et à deux systèmes différents. En même temps que ces cinq mauvais ministres comptent parmi les derniers des hommes d'État anglais qui aient songé sérieusement à détruire le parlement, ils sont les premiers en date qui aient essayé de le corrompre sur une vaste échelle. Dans leur politique, nous trouvons les dernières traces de l'*outrance* de Strafford et les premières origines de cette corruption méthodique que Walpole pratiqua plus tard. Ils ne tardèrent pas à s'apercevoir que la chambre des communes, bien que composée principalement de Cavaliers, et bien que les places et l'or de la France eussent été prodigués à ses membres, ne fournirait jamais une majorité qui voulût soutenir même les moins odieux des articles du traité de Douvres. Il fallait donc avoir recours à la fraude. En conséquence le roi fit parade d'un grand zèle pour les principes de la triple alliance, et prétendit qu'il était nécessaire d'augmenter la flotte, afin de tenir en bride l'ambition de la France. Les communes tombèrent dans ce piége, et votèrent un subside de huit cent mille livres sterling. Le parlement fut immédiatement prorogé, et la cour se mit à procéder à l'exécution de son grand projet.

Les difficultés financières étaient sérieuses. Une guerre avec la Hollande ne pouvait être soutenue qu'à l'aide d'énormes dépenses. Le revenu ordinaire n'excédait pas les dépenses nécessaires du gouvernement en temps de paix. Les huit cent mille livres qu'on venait de soutirer

aux communes ne suffiraient pas à défrayer les dépenses de l'armée et de la flotte pendant une seule année de guerre, et la cabale elle-même ne pouvait pas se hasarder à proposer les dons volontaires et le *ship money*, après la terrible leçon donnée par le long parlement. Dans cette perplexité, Ashley et Clifford proposèrent une infâme violation de la bonne foi publique. Les orfèvres de Londres n'étaient pas seulement des marchands d'objets en métaux précieux, ils étaient aussi des banquiers, et avaient l'habitude d'avancer de fortes sommes d'argent au gouvernement. En retour de ces avances, ils recevaient des bons sur le revenu et étaient payés, prêt et intérêts, à mesure de la rentrée des taxes. Treize cent mille livres sterling environ avaient été confiées de cette manière à l'honneur de l'État. Tout à coup on annonça qu'il n'était pas à la convenance du gouvernement de payer le capital de la dette, et que les prêteurs devraient se contenter des intérêts. Les prêteurs se trouvèrent, en conséquence, dans l'impossibilité de remplir leurs propres engagements. La Bourse fut bouleversée; plusieurs grandes maisons de commerce firent faillite; l'inquiétude et la terreur se répandirent dans tous les rangs de la société. En même temps, on faisait de grands pas vers le despotisme. Plusieurs proclamations suspendant les actes du parlement, et décrétant ce que le parlement seul pouvait légalement décréter, se succédèrent à de courts intervalles. Le plus important de ces édits fut la déclaration d'indulgence, qui suspendait par autorité royale les lois pénales contre les Catholiques romains. Afin de donner le change sur le but réel de cette mesure, les lois contre les Protestants non-conformistes étaient aussi abolies.

Quelques jours après l'apparition de la déclaration d'indulgence, la guerre fut déclarée aux Provinces-Unies. Sur mer, les Hollandais soutinrent la lutte avec honneur, mais sur terre ils furent écrasés par une force

irrésistible. Une grande armée française passa le Rhin. Les forteresses ouvraient successivement leurs portes. Sur les sept provinces dont se composait la confédération, trois étaient occupées par les envahisseurs. Les feux du camp ennemi s'apercevaient de l'Hôtel-de-Ville d'Amsterdam. La république, ainsi attaquée à l'extérieur, était déchirée en même temps par des dissensions intérieures. Le gouvernement était entre les mains d'une oligarchie très-restreinte de bourgeois puissants. En Hollande existaient, dans chaque ville, des conseils municipaux électifs dont chacun exerçait, dans sa sphère, la plupart des droits du pouvoir souverain. Ces conseils envoyaient des délégués aux états provinciaux, et les états provinciaux envoyaient enfin des délégués aux états généraux. Un premier magistrat héréditaire n'était pas une partie essentielle d'une telle organisation politique. Néanmoins une famille singulièrement fertile en grands hommes avait progressivement conquis une autorité immense, et, en quelque sorte, indéfinie. Guillaume, premier du nom, prince d'Orange-Nassau et stathouder de Hollande, avait été le chef de la mémorable insurrection contre l'Espagne. Son fils Maurice avait été capitaine général et premier ministre des États, s'était élevé à un pouvoir presque royal par son éminente habileté, ses services publics, et aussi par quelques actions perfides et cruelles, et avait légué à sa famille une grande partie de son pouvoir. L'influence des stathouders était, pour l'oligarchie municipale, l'objet d'une extrême jalousie; mais l'armée, et cette grande masse de citoyens qui ne participaient en rien au gouvernement, regardaient les bourgmestres et les députés avec un dédain comparable à celui des légions et du peuple de Rome pour le sénat, et étaient aussi dévouées à la maison d'Orange que les légions et le peuple de Rome à la maison de César. Le stathouder commandait les forces de la république, disposait de tous les emplois militaires, exerçait un grand patro-

nage civil, et était environné d'une pompe presque royale.

Le parti oligarchique avait fait une forte opposition au prince Guillaume II. La vie de ce prince s'était terminée en 1650, au milieu de grands troubles civils. Il mourut sans enfants. Les partisans de sa maison restèrent un instant sans chef, et les pouvoirs qu'il avait exercés furent partagés entre les conseils des villes, les états provinciaux et les états généraux.

Mais, quelques jours après la mort de Guillaume, sa veuve, Marie, fille de Charles Ier, roi de la Grande-Bretagne, donna naissance à un fils destiné à porter au plus haut point d'élévation la gloire et l'autorité de la maison de Nassau, à sauver les Provinces-Unies de l'esclavage, à faire plier le pouvoir de la France, et à asseoir la constitution anglaise sur des bases durables.

Ce prince, nommé Guillaume-Henri, fut dès sa naissance un objet de craintes sérieuses pour le parti alors dominant en Hollande, et un objet de loyal attachement pour les anciens amis de sa famille. Il jouissait d'une haute considération comme possesseur d'une splendide fortune, comme chef d'une des plus illustres maisons de l'Europe, comme prince souverain de l'Empire germanique, comme prince du sang royal d'Angleterre; et, par-dessus tout, comme descendant des fondateurs de la liberté batave. Mais les fonctions suprêmes, qui autrefois avaient été considérées comme héréditaires dans sa famille, restaient vacantes, et l'intention du parti aristocratique était de ne plus avoir de stathouder. L'absence d'un premier magistrat était, jusqu'à un certain point, suppléée par le grand pensionnaire de la province de Hollande, Jean de Witt, à qui son habileté, sa fermeté et son intégrité avaient conquis une autorité sans rivale dans les conseils de l'oligarchie municipale.

L'invasion française produisit une révolution complète. Le peuple, effrayé et souffrant, se tourna avec rage contre le gouvernement. Dans sa folie, il attaqua les

plus braves capitaines et les plus habiles hommes d'État de la république en détresse. De Ruyter fut insulté par la populace. De Witt fut mis en pièces devant la porte du palais des états généraux, à La Haye. Le prince d'Orange, qui n'avait point participé au crime, mais qui dans cette occasion comme dans une autre circonstance déplorable, vingt ans plus tard, étendit sur les crimes commis à son avantage une indulgence qui a laissé une tache sur sa gloire, devint le chef sans rival du gouvernement. Tout jeune qu'il fût, son caractère ardent et indomptable, quoique déguisé sous des manières froides et sombres, releva bientôt le courage de ses compatriotes découragés. Ce fut en vain que son oncle et le roi de France essayèrent l'un et l'autre de l'enlever, par des offres magnifiques, à la cause de la république. Il parla aux états généraux un langage élevé et propre à enflammer les cœurs. Il s'aventura même à proposer un plan qui porte un cachet d'héroïsme antique et qui, s'il eût été accompli, aurait été le plus noble sujet d'épopée qu'on pût trouver dans les annales entières de l'histoire moderne. Il dit aux députés que, même le sol natal et les merveilles dont l'industrie humaine l'avait couvert fussent-ils ensevelis sous l'Océan, tout ne serait pas perdu. Les Hollandais pouvaient survivre à la Hollande. La liberté et la pure religion, chassées de l'Europe par les tyrans et les bigots, pourraient se réfugier dans les îles les plus lointaines de l'Asie. Les vaisseaux à l'ancre dans les ports de la république seraient suffisants pour transporter deux cent mille émigrants dans l'archipel indien. Là, la république hollandaise pourrait commencer une nouvelle et plus glorieuse existence, et élever, sous la croix du Sud, parmi les cannes à sucre et les arbres à muscade, la bourse d'une Amsterdam plus opulente et les écoles d'une Leyde plus savante. L'esprit national se souleva d'enthousiasme; les propositions des alliés furent fermement repoussées. On ouvrit les digues. Le

pays tout entier ne fut plus qu'un lac immense d'où jaillissaient, comme des îles, les villes avec leurs remparts et leurs clochers. Les envahisseurs furent obligés de faire une retraite précipitée pour échapper à une destruction complète. Louis, qui, tout en croyant nécessaire de paraître quelquefois à la tête de ses troupes, préférait de beaucoup un palais à un camp, était déjà retourné jouir de l'adulation des poëtes et des sourires des dames, dans les allées nouvellement plantées de Versailles.

Alors la fortune changea rapidement. L'issue de la guerre maritime avait été douteuse. Sur terre, les Provinces-Unies avaient obtenu un répit, et un répit, aussi court qu'il fût, était d'une extrême importance. Alarmées par les vastes desseins de Louis, les deux branches de la grande maison d'Autriche coururent aux armes. L'Espagne et la Hollande, séparées par le souvenir d'anciennes injustices et d'anciennes humiliations, furent réconciliées par l'approche du danger commun. De toutes les régions de l'Allemagne, des troupes se précipitèrent vers le Rhin. Le gouvernement anglais avait déjà dépensé tous les fonds qu'il s'était procurés en pillant les créanciers de l'État. On ne pouvait espérer de la cité aucun emprunt. Une tentative pour lever des taxes par autorité royale aurait immédiatement produit une rébellion, et Louis, qui avait alors à soutenir une lutte contre la moitié de l'Europe, n'était pas en état de fournir les moyens de réprimer le peuple anglais. Il fut donc nécessaire de convoquer le parlement.

Au printemps de 1673, les chambres se réunirent, après une absence de près de deux ans. Clifford, maintenant pair et lord trésorier, et Ashley, maintenant comte de Shaftesbury et lord chancelier, furent les personnes à qui le roi confia principalement la direction des débats parlementaires. Le parti du Pays commença aussitôt à attaquer la politique de la cabale. L'attaque n'éclata pas à la manière d'un orage, mais fut dirigée avec une tac-

tique lente et scientifique. Les communes laissèrent espérer d'abord qu'elles soutiendraient la politique extérieure du roi, mais à condition qu'il payerait leur soutien (et elles insistèrent sur ce point) par l'abandon complet de son système de politique extérieure. Leur premier désir était d'obtenir la révocation de la déclaration d'indulgence. De toutes les mesures impopulaires prises par le gouvernement, celle-là était certainement la plus impopulaire. Les sentiments les plus opposés avaient été blessés par un acte si libéral accompli d'une manière si despotique. Tous les ennemis de la liberté religieuse et tous les amis de la liberté civile se trouvèrent réunis, et ces deux classes d'individus formaient les dix-neuf vingtièmes de la nation. L'Anglican zélé se récriait contre la faveur qu'on accordait et au Papiste, et au Puritain. Le Puritain, tout en se réjouissant de voir suspendues les persécutions dont on l'avait harcelé, se sentait peu de reconnaissance pour une tolérance qu'il devait partager avec l'Antechrist; et tous les Anglais qui aimaient la liberté et la légalité voyaient avec inquiétude le grave empiétement que la prérogative royale avait fait sur les terres du pouvoir législatif.

On doit avouer en toute franchise que la question constitutionnelle n'était pas sans obscurité. Nos anciens rois avaient incontestablement revendiqué et exercé le droit de suspendre l'exécution des lois pénales. Les tribunaux avaient reconnu ce droit, les parlements l'avaient laissé passer sans protestations. Peu de membres du parti du Pays auraient eux-mêmes osé nier, en face des précédents et de leur autorité traditionnelle, qu'un droit à peu près semblable ne fût inhérent à la couronne. Cependant il était clair que, si cette prérogative était illimitée, le gouvernement anglais ne pouvait plus se distinguer du pur despotisme. L'existence d'une limite était pleinement admise par le roi et ses ministres. Toute la question était donc de savoir si la déclaration

d'indulgence était en deçà ou au delà de cette limite; et aucun parti ne réussit à tracer une ligne de démarcation qui pût être raisonnablement admise. Quelques opposants se plaignirent que la déclaration ne suspendit pas moins de quarante statuts. Mais pourquoi pas quarante aussi bien qu'un? Un orateur exprima cette opinion, que le roi pouvait constitutionnellement suspendre les mauvaises lois, mais non pas les bonnes. Il n'est pas nécessaire de faire ressortir l'absurdité de cette distinction. La doctrine qui parait avoir été généralement admise dans la chambre des communes fut que le pouvoir de suspendre les lois pénales était borné aux matières temporelles, et ne s'étendait pas aux lois rendues pour la sécurité de la religion établie. Cependant, comme le roi était le chef de l'Église, il semble que s'il possédait ce pouvoir de dispense, il pouvait logiquement l'exercer dans les matières qui concernaient l'Église. Quant aux courtisans, ils ne réussirent pas mieux que l'opposition à marquer les limites de cette prérogative [1].

La vérité, c'est que ce pouvoir de dispense était une grande anomalie politique. Il était entièrement incompatible en théorie avec les principes du gouvernement mixte; mais il s'était développé à une époque où les hommes s'inquiétaient peu de théories. En pratique, ce pouvoir n'avait jamais été grossièrement abusif; par conséquent, il avait été toléré et avait acquis graduellement une manière de prescription. Enfin, après un long intervalle, à une époque éclairée, dans une occasion importante, il fut appliqué dans une mesure jusqu'alors inusitée et dans un but généralement abhorré. Immédiatement il fut soumis à un examen sévère. Il est vrai qu'on ne se hasarda pas d'abord à le déclarer entièrement inconstitutionnel; mais on commença à s'apercevoir qu'il

[1] Le mot le plus sensé qui fut dit sur ce sujet à la chambre des communes vint de sir William Coventry : « Nos ancêtres ne tracèrent jamais de ligne pour circonscrire la prérogative et la liberté. »

était en opposition directe avec l'esprit de la constitution, et que, si on le laissait sans frein, il ne manquerait pas de changer en monarchie absolue le gouvernement limité de l'Angleterre.

Sous l'influence de telles appréhensions, les communes refusèrent au roi le droit de suspendre, non pas toutes les lois pénales, mais les lois pénales en matières ecclésiastiques, et lui donnèrent clairement à entendre qu'elles ne lui accorderaient aucun subside pour la guerre avec la Hollande, s'il ne renonçait pas à ce droit. Un instant, il se montra disposé à essayer les chances du hasard ; mais Louis lui conseilla vivement de se soumettre à la nécessité, et d'attendre les temps meilleurs où les armées françaises, maintenant engagées dans une lutte difficile avec le continent, pourraient être employées à réprimer les mécontents d'Angleterre. Les signes de désunion et de trahison commencèrent à se manifester dans la cabale elle-même. Shaftesbury, avec sa sagacité proverbiale, vit qu'une violente réaction était proche, et que tout tendait vers une crise pareille à celle de 1640. Il était bien déterminé à ne pas se laisser surprendre par une telle crise dans la situation de Strafford; il tourna donc soudainement, et reconnut dans la chambre des lords que la déclaration était illégale. Le roi, abandonné ainsi par son allié et son chancelier, céda, annula la déclaration, et promit solennellement qu'elle ne serait jamais employée à titre de précédent.

Cette concession fut insuffisante. Les communes, non contentes d'avoir forcé leur souverain à annuler la déclaration d'indulgence, lui arrachèrent malgré sa résistance sa sanction à un acte célèbre, qui continua à avoir force de loi jusqu'au règne du roi George IV. Cette loi, connue sous le nom d'*acte du Test*, portait que toute personne exerçant des fonctions civiles ou militaires prêterait le serment de suprématie, souscrirait à une déclaration contre la transsubstantiation, et recevrait pu-

bliquement l'eucharistie selon les rites de l'Église d'Angleterre. Les considérants de la loi ne marquaient d'hostilité que contre les Papistes; mais les articles n'étaient guère moins défavorables à la portion la plus rigide des Puritains. Ceux-ci, toutefois, terrifiés par le penchant évident de la cour pour le papisme, encouragés par quelques Anglicans à espérer qu'aussitôt les Catholiques romains désarmés, on allégerait cette sévérité pour les Protestants non-conformistes, firent peu d'opposition, et le roi, qui avait un extrême besoin d'argent, n'osa pas refuser son assentiment. L'acte passa, et en conséquence le duc d'York fut obligé de se démettre de ses hautes fonctions de lord grand-amiral.

Jusqu'à ce moment, les communes ne s'étaient pas déclarées contre la guerre avec la Hollande; mais aussitôt que le roi, en retour de subsides prudemment et adroitement accordés, eut abandonné son système de politique intérieure tout entier, elles se jetèrent avec impétuosité sur sa politique extérieure. Elles demandèrent que Buckingham et Lauderdale fussent bannis pour toujours des conseils de la couronne, et nommèrent un comité pour considérer s'il n'y avait pas lieu de mettre Arlington en accusation. Peu de temps après, la cabale n'était plus. Clifford, le seul des cinq ministres qui eût quelques droits au titre d'honnête homme, refusa de prêter le nouveau serment, déposa la verge blanche et se retira à sa maison de campagne. Arlington quitta le poste de secrétaire d'État et l'échangea contre un emploi paisible et élevé dans la maison du roi. Shaftesbury et Buckingham firent leur paix avec l'opposition et se montrèrent bientôt à la tête de l'orageuse démocratie de la cité. Lauderdale continua à administrer les affaires d'Écosse, dans lesquelles le parlement anglais n'avait pas à intervenir.

Les communes pressèrent alors le roi de faire la paix avec la Hollande, et déclarèrent expressément qu'elles

n'accorderaient plus de subsides, à moins qu'elles n'eussent la certitude que l'ennemi se refusait obstinément à traiter à des conditions raisonnables. Charles jugea nécessaire de remettre à un temps plus opportun l'exécution du traité de Douvres, et de cajoler la nation en lui laissant croire qu'il revenait à la politique de la triple alliance. Temple, qui, pendant la domination de la cabale, avait vécu retiré au milieu de ses livres et de ses jardins, fut rappelé de son ermitage. Par son entremise, une paix séparée fut conclue avec les Provinces-Unies ; et il devint de nouveau ambassadeur à La Haye, où sa présence fut considérée comme une garantie suffisante de la sincérité de la cour.

La direction principale des affaires fut confiée à sir Thomas Osborn, baronnet du Yorkshire, qui, dans la chambre des communes, avait montré de grands talents pour les affaires et les discussions parlementaires. Osborn devint lord-trésorier, et fut bientôt créé comte de Danby. Son caractère, jugé d'après les règles d'une morale sévère, ne mérite guère l'estime. Il était avide de richesses et d'honneurs, très-corrompu et très-corrupteur. La cabale lui avait légué l'art de corrompre les parlements, art encore bien grossier et qui ne promettait guère d'arriver à la rare perfection qu'il atteignit dans le siècle suivant. Il améliora sensiblement le système des premiers inventeurs ; ceux-ci n'avaient acheté que des orateurs, mais tout homme qui avait un droit de vote pouvait se vendre à Danby. Il ne faut pas cependant confondre le nouveau ministre avec les négociateurs de Douvres. Il n'était pas sans avoir des sentiments d'Anglais et de protestant, et jamais, dans sa sollicitude pour ses propres intérêts, il n'oublia ceux de sa patrie et de sa religion. Il était à la vérité très-désireux d'agrandir la prérogative royale ; mais les moyens qu'il proposa dans ce but furent très-différents de ceux qu'avaient eus l'intention d'employer Arlington et Clif-

ford. La pensée d'établir le pouvoir arbitraire, en appelant l'aide des forces étrangères et en abaissant le royaume au rang d'une principauté dépendante, n'entra jamais dans son esprit. Son plan était de rallier autour de la monarchie ces classes qui avaient été ses fermes soutiens pendant les troubles de la précédente génération, et que les crimes récents et les erreurs de la cour avaient refroidies. Avec le soutien du vieux parti cavalier, de l'aristocratie, des gentilshommes campagnards, du clergé et des universités, il croyait possible de faire de Charles, non pas à la vérité un souverain absolu, mais un souverain presque aussi puissant qu'Élisabeth l'avait été.

Poussé par ces sentiments, Danby forma le dessein d'assurer au parti cavalier la possession exclusive de tout le pouvoir politique, exécutif et législatif. En conséquence, en l'année 1675, un bill fut présenté à la chambre des lords, portant que personne ne pourrait remplir une charge, ou siéger dans l'une des deux chambres du parlement, sans avoir au préalable déclaré sous serment que, dans toutes les occasions possibles, il considérait comme criminelle la résistance au pouvoir royal, et qu'il n'essayerait jamais de modifier le gouvernement, soit de l'État, soit de l'Église. Les débats, les divisions, les protestations occasionnés par cette proposition tinrent pendant plusieurs semaines le pays dans un état de vive agitation; l'opposition de la chambre des lords, dirigée par les deux membres de la cabale qui désiraient faire leur paix avec la nation, Buckingham et Shaftesbury, fut d'une véhémence et d'une opiniâtreté sans précédents, et triompha à la fin. Le bill ne fut pas rejeté, il est vrai, mais il fut ajourné, mutilé et à la fin abandonné.

Tel était le système arbitraire et exclusif de Danby pour la politique intérieure. Ses opinions sur la politique étrangère lui faisaient plus d'honneur; elles étaient en

opposition directe avec celles de la cabale, et différaient peu de celles du parti du Pays. Il déplorait amèrement la situation dégradante à laquelle l'Angleterre était réduite, et déclarait avec plus d'énergie que de politesse que son vœu le plus ardent était d'inculquer aux Français à coups de bâton le respect de l'Angleterre. Il déguisait si peu ses sentiments, qu'à un grand banquet où étaient assemblés les plus illustres dignitaires de l'Église et de l'État, il porta peu convenablement un toast à la confusion de ceux des assistants qui étaient opposés à une guerre contre la France. Il aurait vu avec joie son pays uni aux puissances coalisées alors contre Louis, et à cette fin il aurait voulu placer Temple, l'auteur de la triple alliance, à la tête du département des affaires étrangères; mais le pouvoir du premier ministre était limité. Dans ses lettres confidentielles, il se plaignait de l'infatuation de son maître, qui empêchait l'Angleterre de prendre son rang légitime parmi les nations européennes. Charles était insatiablement avide d'or français; il n'avait nullement abandonné cette idée qu'un jour, avec l'appui de l'armée française, il pourrait établir la monarchie absolue; et, pour ces deux raisons, il souhaitait de se maintenir en bonne intelligence avec la cour de Versailles.

Ainsi le souverain inclinait vers un certain système de politique étrangère, et le ministre vers un autre diamétralement opposé. Ni le souverain ni le ministre n'étaient à la vérité d'un caractère à poursuivre leur but avec une constance invariable; tour à tour ils cédaient à leurs importunités réciproques, et leurs inclinations contraires et leurs concessions mutuelles donnaient à l'administration tout entière un caractère étrangement capricieux. Charles, quelquefois par légèreté et par indolence, laissait prendre à Danby des mesures que Louis regardait comme des injures mortelles. Danby, d'un autre côté, plutôt que d'abandonner sa haute position, se résignait parfois à

des complaisances qui lui causaient des douleurs amères et dont il rougissait. Le roi fut amené à consentir au mariage de lady Marie, fille aînée et héritière présomptive du duc d'York, et de Guillaume d'Orange, l'ennemi mortel de la France, le champion héréditaire de la réformation. Bien plus, le brave comte d'Ossory, fils d'Ormond, fut envoyé porter secours aux Hollandais avec quelques troupes anglaises, qui, dans la journée la plus sanglante de toute cette guerre, soutinrent dignement la réputation de courage impassible attribuée à la nation. De son côté, le lord-trésorier, non-seulement fut obligé de fermer les yeux sur de scandaleuses affaires d'argent entre son maitre et la cour de Versailles, mais encore d'être bien à contre-cœur, il est vrai, et avec peu d'aménité, un des agents de ces négociations.

En même temps le parti du Pays était tiré par deux sentiments très-puissants, dans deux directions contraires. Les chefs populaires redoutaient la grandeur de Louis XIV, qui non-seulement tenait tête à tout le continent, mais gagnait encore du terrain. Cependant ils n'osaient confier à leur souverain les moyens de faire plier la France, de crainte que ces moyens ne fussent employés à détruire les libertés de l'Angleterre. Le conflit entre ces deux appréhensions, toutes deux parfaitement légitimes, donnait à la politique de l'opposition une apparence d'excentricité et d'inconstance aussi grande que celle de la politique de la cour. Les communes ne cessèrent de demander une déclaration de guerre à la France, jusqu'à ce qu'enfin le roi, pressé par Danby d'accomplir leur désir, parut céder et se mit en mesure de lever une armée. Mais aussitôt qu'elles virent commencer le recrutement, la crainte qu'elles avaient de Louis fit place à une crainte plus immédiate. Elles craignirent que les nouvelles levées ne fussent employées à un service beaucoup plus intéressant pour Charles que la défense des Flandres : elles refusèrent donc les subsides

et demandèrent le licenciement avec d'aussi grands cris qu'elles avaient tout à l'heure demandé l'armement. Les historiens, qui ont sévèrement critiqué cette inconséquence, ne semblent pas s'être suffisamment rendu compte de l'embarrassante situation de sujets qui ont de bonnes raisons de croire que leur souverain conspire avec un pouvoir étranger et ennemi contre leurs libertés. Lui refuser des ressources militaires, c'est laisser l'État sans défense; les lui accorder, c'est peut-être l'armer contre l'État. L'hésitation, en pareille circonstance, ne peut être considérée comme une preuve de mauvaise foi ni même de faiblesse.

Ces jalousies étaient soigneusement fomentées par le roi de France. Il avait longtemps tenu l'Angleterre dans un état passif par la promesse de soutenir le roi contre le parlement. Alarmé maintenant en voyant que les conseils patriotiques de Danby semblaient appelés à prévaloir dans le cabinet, il commença à exciter le parlement contre le trône. Entre Louis et le parti du Pays il y avait un sentiment commun, un seul; ils se défiaient également de Charles. Si le parti du Pays avait été certain que le roi avait seulement l'intention de faire la guerre à la France, il l'aurait ardemment soutenu. Si Louis avait été certain que les nouvelles levées n'étaient faites que dans l'intention de déclarer la guerre à la constitution anglaise, il n'aurait pas essayé de les empêcher. Mais la versatilité et la mauvaise foi de Charles étaient telles, que le gouvernement français et l'opposition anglaise, qui ne s'entendaient sur aucun autre point, s'accordaient à ne pas croire à ses protestations, et étaient également désireux de le maintenir pauvre et sans armée. Des pourparlers eurent lieu entre Barillon, l'ambassadeur de Louis, et ceux des politiques anglais qui avaient toujours professé, et professé sincèrement, une crainte et une aversion extrêmes pour l'influence française. L'homme le plus intègre du parti du Pays, lord William Russell, fils

du comte de Bedford, ne se fit aucun scrupule de concerter, avec un ambassadeur étranger, des plans pour embarrasser son propre souverain. Ce fut là tout le crime de Russell. Ses principes et sa fortune l'élevaient également au-dessus de tentations d'un ordre sordide; mais il y a trop de raisons de croire que quelques-uns de ses associés furent moins scrupuleux. Il serait injuste de leur imputer l'extrême immoralité d'avoir reçu des présents pour nuire à leur patrie: au contraire, ils croyaient la servir; mais il est impossible de nier qu'ils furent assez vils et assez indélicats pour se laisser payer, par un prince étranger, leurs bonnes intentions patriotiques Parmi ceux qu'on ne peut absoudre de cette accusation dégradante, était un homme considéré par l'opinion populaire comme la personnification du courage civil, et qui, en dépit de quelques grandes erreurs morales et intellectuelles, a droit justement aux titres de héros, de philosophe et de patriote. Il est impossible de voir sans douleur un tel nom figurer sur la liste des pensionnaires de la France. Cependant il y a quelques consolations à penser que, de notre temps, il faudrait qu'un homme public eût perdu tout sentiment du devoir et de la honte, pour ne pas repousser dédaigneusement la tentation qui triompha de la vertu et de l'orgueil d'Algernon Sidney.

Ces intrigues eurent pour effet de maintenir l'Angleterre inactive, malgré les airs menaçants qu'elle prenait à l'occasion, jusqu'à ce que la guerre continentale, après une durée de sept ans, se terminât, en 1678, par le traité de Nimègue. Les Provinces-Unies qui, en 1672, avaient paru sur le penchant d'une ruine complète, obtinrent des conditions honorables et avantageuses. Cet heureux changement de fortune fut attribué généralement à l'habileté et au courage du jeune stathouder. Sa réputation fut grande dans toute l'Europe, et spécialement chez les Anglais, qui le regardaient comme un de leurs propres princes, et se réjouissaient de le voir le

mari de leur future reine. La France garda plusieurs villes importantes des Pays-Bas, et la grande province de la Franche-Comté. Les pertes de la guerre furent presque toutes supportées par la monarchie espagnole en décadence.

Quelques mois après la fin des hostilités sur le continent, une grande crise éclata dans la politique anglaise. Les choses avaient tendu vers cette crise depuis dix-huit ans. Depuis longtemps le capital de popularité, tout considérable qu'il fût, avec lequel le roi avait commencé son administration, était épuisé. A l'enthousiasme de fidélité avait succédé une désaffection profonde. L'esprit public avait refait à reculons tout le chemin qu'il avait fait de 1640 à 1660, et se trouvait encore une fois dans les mêmes dispositions qu'à l'époque de la réunion du long parlement.

Ce mécontentement général se composait de divers sentiments, dont l'un était l'orgueil national blessé. La génération alors vivante avait vu, pendant plusieurs années, l'Angleterre alliée à la France sur un pied d'égalité, victorieuse de la Hollande et de l'Espagne, maîtresse de la mer, terreur de Rome, tête des intérêts protestants. Ses ressources n'avaient point diminué, et l'on aurait pu espérer qu'elle jouirait de la considération européenne tout autant pour le moins sous un roi légitime, fort de l'affection et de l'obéissance volontaire de ses sujets, que sous un usurpateur dont la vigilance et l'énergie étaient presque insuffisantes pour tenir dans la soumission un peuple indocile. Cependant l'Angleterre, par suite de l'imbécilité et de la bassesse de son gouvernement, était tombée si bas, que toute principauté allemande ou italienne qui pouvait mettre cinq mille hommes en campagne était un membre plus important de la république des nations.

Au sentiment de l'humiliation nationale se mêlait l'inquiétude pour la liberté civile. Des rumeurs encore con-

fuses, mais par cela même d'autant plus alarmantes peut-être, imputaient à la cour un plan très-arrêté contre toutes les libertés constitutionnelles anglaises. On avait même chuchoté que ce plan devait être mis à exécution par l'intervention des armes étrangères. La pensée d'une telle intervention faisait bouillir dans leurs veines le sang des Cavaliers eux-mêmes. On entendit alors quelques-uns de ceux qui avaient toujours prêché la doctrine de non-résistance dans toute son extension murmurer qu'il y avait une limite à cette doctrine. Si une force étrangère était appelée pour contraindre la nation, ils ne répondaient pas de leur propre patience.

Mais ni l'orgueil national, ni l'inquiétude pour la liberté publique, n'avaient, sur l'esprit du peuple, une aussi grande influence que la haine de la religion catholique romaine. Cette haine était devenue une des passions dominantes de la société, et était aussi forte chez les ignorants et les profanes que chez les protestants convaincus. Les cruautés du règne de Marie, cruautés qui, même dans les récits les moins exagérés et les plus exacts, excitent une juste exécration, et qui n'étaient ni modérément ni exactement racontées dans les martyrologes populaires; les conspirations contre Élisabeth, et par-dessus tout la conspiration des poudres, avaient laissé dans l'esprit du vulgaire un sentiment amer et profond qu'entretenaient des commémorations annuelles, des prières, des feux de joie, des processions. Il faut ajouter que les classes particulièrement attachées au trône, le clergé et la *gentry* campagnarde, avaient des raisons spéciales de haïr l'Église de Rome. Le clergé tremblait pour ses bénéfices, la *gentry* pour ses abbayes et ses grandes dîmes. Tant que le souvenir du règne des Saints fut encore récent, la haine du papisme fit jusqu'à un certain point place à la haine du puritanisme; mais pendant les dix-huit années qui s'étaient écoulées depuis la restauration, la haine du puritanisme

s'était affaiblie, la haine du papisme s'était accrue. Les stipulations du traité de Douvres n'étaient connues avec exactitude que d'un petit nombre de personnes; mais quelques soupçons s'étaient répandus. L'impression générale était qu'on se préparait à frapper un grand coup sur la religion protestante. Beaucoup de gens soupçonnaient le roi de pencher vers Rome. Son frère et son héritier présomptif était connu comme catholique romain fanatique. La duchesse d'York était morte catholique romaine. Jacques avait pris depuis pour seconde femme, en dépit des remontrances des communes, une autre catholique romaine, la princesse Marie de Modène. S'il naissait des enfants mâles de ce mariage, il était à craindre qu'ils ne fussent élevés dans la religion catholique romaine, et qu'une longue succession de princes hostiles à la religion établie ne s'assît sur le trône d'Angleterre. La constitution avait été récemment violée dans le but d'exempter les catholiques romains des lois pénales portées contre eux. L'allié étranger qui, depuis plusieurs années, avait dirigé la politique anglaise était, non-seulement un catholique romain, mais un persécuteur des Églises réformées. Dans de telles circonstances, il n'est pas étonnant que le peuple fût porté à appréhender le retour des temps de cette souveraine, qu'il appelait la sanglante Marie.

La nation était donc dans des dispositions telles, que la plus petite étincelle suffisait pour allumer un incendie. A ce moment même l'étincelle fut lancée, de deux côtés différents à la fois, sur cette masse énorme de matières inflammables, et en un instant tout fut en feu.

La cour de France, qui connaissait Danby pour un ennemi mortel, machina habilement sa ruine en le faisant passer pour son ami. Louis, par le moyen de Ralph Montague, un homme sans foi ni honte, qui avait résidé en France comme ministre d'Angleterre, remit à la chambre des communes des preuves que le lord trésorier avait été

impliqué dans une demande d'argent faite par la cour de Whitehall à la cour de Versailles. Cette découverte produisit ses effets naturels. Le lord trésorier fut livré à la vengeance du parlement, non en réalité à cause de ses fautes, mais à cause de ses mérites, non parce qu'il avait été le complice d'une transaction criminelle, mais parce qu'il avait été un complice peu complaisant et peu serviable. Ses contemporains ignoraient les circonstances qui atténuent grandement sa faute devant la postérité. Il était à leurs yeux le courtier qui avait livré l'Angleterre à la France. Il était évident que son pouvoir était arrivé à son terme, et douteux qu'il pût sauver sa tête.

Cependant l'ébullition excitée par cette découverte fut légère, comparée à la commotion qui éclata lorsque le bruit se répandit de la découverte d'un grand complot papiste. Un certain Titus Oates, membre du clergé anglican, s'était attiré, par sa vie désordonnée et ses doctrines hétérodoxes, la censure de ses supérieurs spirituels, avait été forcé de quitter son bénéfice et avait mené depuis une vie honteuse et vagabonde. Il s'était, à un certain moment, posé comme catholique romain, et avait passé quelque temps dans les colléges des jésuites anglais sur le continent. Dans ces séminaires, il avait entendu beaucoup de propos saugrenus sur les meilleurs moyens de ramener l'Angleterre à la véritable Église. Il construisit, sur de telles données, un hideux roman plutôt semblable aux rêves d'un malade qu'à un événement possible dans le monde réel. Le pape, disait-il, avait confié aux jésuites le gouvernement de l'Angleterre. Les jésuites avaient, par des brevets signés de leur sceau, nommé à tous les plus hauts emplois dans l'Église et dans l'État des ecclésiastiques, des nobles et des gentilshommes catholiques. Les Papistes avaient naguère incendié Londres, ils avaient essayé de le brûler une seconde fois; à ce moment même ils méditaient un plan pour mettre le feu à tous les vais-

seaux de la Tamise. A un signal donné, ils devaient se lever ensemble et massacrer tous leurs voisins protestants. Une armée française devait en même temps débarquer en Irlande. Tous les hommes d'État et tous les théologiens éminents de l'Angleterre devaient être assassinés. On avait formé trois ou quatre plans d'assassinat contre le roi : il devait être poignardé ; il devait être empoisonné avec une médecine ; on devait tirer sur lui avec des balles d'argent. L'esprit public était si susceptible et si excitable, que ces mensonges trouvèrent aisément du crédit auprès du vulgaire, et deux événements qui se succédèrent à peu de distance l'un de l'autre conduisirent même quelques hommes capables de réflexions à soupçonner que cette histoire, bien qu'évidemment exagérée et altérée, pouvait bien avoir quelque fondement.

Édouard Coleman, intrigant catholique très-remuant et très-peu honnête, était au nombre des personnes accusées. Une recherche fut faite dans ses papiers. On reconnut qu'il venait à l'instant même d'en détruire la plus grande partie ; mais quelques-uns de ceux qui restaient contenaient certains passages qui, pour des esprits fortement prévenus, pouvaient sembler une confirmation de la véracité d'Oates. Ces passages, pourtant, lorsqu'on les examine avec candeur, ne paraissent exprimer autre chose que les espérances que devaient naturellement exciter, dans l'esprit d'un catholique vivement attaché aux intérêts de son Église, la situation des affaires, les prédilections de Charles, les prédilections plus marquées encore de Jacques, les relations existantes entre les cours d'Angleterre et de France. Mais le pays n'était guère en disposition d'examiner avec candeur les lettres des Papistes, et on allégua avec quelque apparence de raison que si les papiers que le coupable avait négligés comme sans importance contenaient des choses aussi suspectes, les documents qui avaient été soigneusement livrés aux flammes

devaient contenir quelque grand mystère d'iniquité.

Quelques jours après, on apprit que sir Edmondsbury Godfrey, magistrat éminent, qui avait reçu les dépositions d'Oates contre Coleman, avait disparu. Des recherches furent faites, et le cadavre de Godfrey fut découvert dans un champ, près de Londres. Il était évident qu'il avait péri de mort violente; il était également évident qu'il n'avait pas été attaqué par des voleurs. Son sort est resté un secret jusqu'à ce jour. Quelques-uns croient qu'il se tua de sa propre main, d'autres qu'il fut assassiné par un ennemi particulier. La supposition la plus improbable est qu'il fut massacré par le parti hostile à la cour, afin de donner une couleur de probabilité à l'histoire du complot. La supposition la plus probable parait être, en résumé, celle-ci : quelque Catholique à tête chaude, poussé à la fureur par les mensonges d'Oates et les insultes de la multitude, et n'établissant pas de différence entre l'accusateur parjure et le magistrat innocent, aura exercé une vengeance dont l'histoire des sectes persécutées ne fournit que trop d'exemples. S'il en fut ainsi, l'assassin dut, par la suite, amèrement exécrer sa perversité et sa folie. La capitale et la nation entière devinrent folles de haine et de crainte. Les lois pénales, qui commençaient à s'émousser, furent aiguisées de nouveau. Partout les magistrats furent occupés à fouiller des maisons et à saisir des papiers. Toutes les prisons se remplirent de Papistes. Londres prit l'aspect d'une ville en état de siége. La milice était sous les armes toute la nuit. On fit des préparatifs pour barricader les grandes voies publiques. Des patrouilles montaient et descendaient les rues. Des canons furent placés autour de Whitehall. Nul citoyen ne se croyait en sûreté s'il ne portait sous ses vêtements un petit fléau à tête de plomb pour assommer les sicaires du pape. Le cadavre du magistrat assassiné fut exposé pendant plusieurs jours à la vue de multitudes immenses, et fut en-

suite confié à la tombe avec des cérémonies étranges et terribles, qui indiquaient plutôt la terreur et la soif de vengeance que la douleur et l'espérance religieuse. Les chambres exigèrent que des gardes fussent placés dans les souterrains, sous la salle des séances, pour les protéger contre une seconde conspiration des poudres. Toutes les mesures qu'elles prirent furent de même nature que cette demande. Depuis le règne d'Élisabeth, le serment de suprématie avait été exigé des membres de la chambre des communes. Toutefois, quelques catholiques s'étaient arrangés de manière à donner à ce serment une telle interprétation, qu'ils pouvaient le prêter sans scrupule. Un serment plus strict fut ajouté à l'ancien, et les lords catholiques furent pour la première fois exclus de leurs siéges au parlement. Des mesures rigoureuses contre la reine furent adoptées. Les communes jetèrent en prison un des secrétaires d'État, pour avoir contresigné des actes confiant des fonctions à des hommes qui n'étaient pas bons protestants. Elles accusèrent de haute trahison le lord trésorier. Bien plus, elles oublièrent tellement la doctrine qu'elles avaient hautement professée, alors que le souvenir de la guerre civile était encore récent, qu'elles tentèrent d'arracher des mains du roi le commandement de la milice. Dix-huit années d'un mauvais gouvernement avaient conduit à une telle irritation le parlement le plus monarchique que l'Angleterre ait jamais eu.

Il peut sembler étrange, malgré l'extrême gravité des circonstances, que le roi se soit hasardé à faire appel au peuple, car le peuple était encore plus irrité que ses représentants. La chambre basse, toute mécontente qu'elle fût, contenait un plus grand nombre de Cavaliers que n'en contiendrait probablement une nouvelle chambre; mais on pensa qu'une dissolution arrêterait les poursuites exercées contre le lord trésorier, poursuites qui probablement mettraient en

pleine lumière tous les mystères coupables de l'alliance française, et pourraient ainsi causer à Charles d'extrêmes ennuis personnels et de grands embarras. En conséquence, en janvier 1679, le parlement, qui existait depuis le commencement de 1661, fut dissous, et les ordonnances royales pour une élection générale furent publiées.

Pendant quelques semaines, la lutte fut dans tout le pays d'une violence et d'une opiniâtreté sans exemple. Des sommes infiniment plus considérables qu'à l'ordinaire furent dépensées dans ces élections. De nouvelles tactiques furent employées. Les pamphlétaires de cette époque remarquèrent que les chevaux pour le transport des électeurs étaient loués à des prix fabuleux. L'habitude de diviser les propriétés, afin de multiplier les votes, date de cette lutte mémorable. Des prédicateurs dissidents qui, cachés dans des coins paisibles, s'étaient tenus à l'écart de la persécution, sortirent alors de leurs retraites, et allèrent de village en village pour tâcher de rallumer le zèle du peuple dispersé de Dieu. Le flux de l'opinion montait contre le gouvernement. Beaucoup des nouveaux membres vinrent à Westminster dans des dispositions très-peu différentes de celles du parlement qui avait envoyé à la Tour Strafford et Laud.

Pendant ce temps-là, les cours de justice, qui, au milieu des commotions politiques, auraient dû être des lieux de refuge assurés pour les innocents de tous les partis, se déshonoraient par des passions plus sauvages et des corruptions plus sales encore que les passions et les corruptions qui en ce moment s'étalaient sur les *hustings*. Le conte d'Oates, qui avait bien pu suffire pour mettre tout le royaume en convulsion, n'aurait pas pu jusqu'à nouvelles preuves suffire pour condamner les plus humbles des accusés. En effet, d'après les vieilles lois anglaises, il faut deux témoins pour établir une accusation de trahison. Mais le succès du premier imposteur

produisit ses conséquences naturelles. En quelques semaines, il s'était élevé de la pénurie et de l'obscurité à l'opulence, à un pouvoir qui le rendait redoutable aux nobles et aux princes, et à cette notoriété qui, pour les âmes basses et méchantes, a toutes les séductions de la gloire. Il ne fut pas longtemps sans associés et sans rivaux. Un misérable, nommé Carstairs, qui avait gagné sa vie, en Écosse, en se rendant déguisé dans les conciliabules presbytériens et en faisant ensuite des rapports contre les prédicateurs, ouvrit la marche. Bedloe, filou notoire, le suivit, et bientôt de tous les mauvais lieux, de toutes les maisons de jeu, de tous les lieux de détention pour dettes de Londres, sortirent de faux témoins prêts à jurer et à compromettre la vie des catholiques romains. L'un d'eux vint avec une histoire d'une armée de trente mille hommes qui, sous le déguisement de pèlerins, devaient s'assembler à la Corogne, et de là faire voile vers le pays de Galles. On avait promis à un autre de le canoniser et de lui donner cinq cents livres s'il voulait tuer le roi. Un autre était entré dans un restaurant de Covent-Garden, et là, avait entendu un grand banquier catholique jurer, devant les consommateurs et les garçons, de tuer le tyran hérétique. Oates, afin de n'être pas éclipsé par ses imitateurs, ajouta de grands embellissements à son récit primitif. Il eut l'étonnante impudence d'affirmer, entre autres choses, qu'étant un jour placé derrière une porte entr'ouverte, il avait entendu la reine déclarer qu'elle se résignait à donner son consentement à l'assassinat du roi. Le vulgaire croyait, et les magistrats faisaient semblant de croire à toutes ces fictions. Les principaux juges du royaume étaient corrompus, cruels et timides. Les chefs du parti du Pays encourageaient l'erreur dominante. Les plus respectables d'entre eux, il est vrai, étaient tellement la proie de cette erreur qu'ils croyaient à la plupart de ces témoignages. Des hommes comme

Shaftesbury et Buckingham s'apercevaient sans doute que le tout n'était qu'un roman; mais c'était un roman qui servait leurs projets, et la mort d'un innocent ne troublait pas plus leurs consciences éteintes que la mort d'une perdrix. Les jurés partageaient les sentiments communs à la nation, et étaient encouragés par les juges à donner libre cours à ces sentiments. La multitude applaudissait Oates et ses associés, huait et poursuivait à coups de pierres les témoins qui comparaissaient en faveur des accusés, et hurlait de joie lorsque le verdict de culpabilité était rendu. C'était en vain que les victimes en appelaient à l'honorabilité de leur vie passée; car l'esprit public était possédé de cette croyance que plus un papiste était consciencieux, plus il était probable qu'il conspirait contre un gouvernement protestant. C'était en vain qu'ils affirmaient leur innocence avant d'expirer; car l'opinion générale était que tout bon papiste considérait les mensonges utiles à son Église, non-seulement comme excusables, mais comme méritoires.

Tandis que le sang innocent était ainsi répandu sous les formes de la justice, le parlement se réunissait, et telle était la violence du parti prédominant, que même les hommes dont la jeunesse s'était écoulée au milieu des révolutions, les hommes qui se rappelaient la mise en accusation de Strafford, l'attentat sur les cinq membres des communes, l'abolition de la chambre des lords, l'exécution du roi, voyaient avec terreur l'aspect des affaires publiques. Les poursuites contre Danby recommencèrent. Il se recommanda du pardon royal. Mais les communes traitèrent avec mépris ce moyen de défense, et insistèrent pour que le procès continuât. Toutefois Danby n'était pas leur principale haine. Elles étaient convaincues que la seule manière efficace d'assurer à la nation ses libertés et sa religion était d'exclure du trône le duc d'York.

Le roi était dans une grande perplexité. Il avait insisté pour que son frère, dont la vue remplissait la populace d'une folie furieuse, se retirât pendant quelque temps à Bruxelles; mais cette concession ne semblait avoir produit aucun effet favorable. Le parti des Têtes rondes prédominait décidément. Les millions d'hommes qui, à l'époque de la restauration, penchaient du côté des prérogatives royales, penchaient maintenant vers ce parti. Parmi les vieux Cavaliers, beaucoup partageaint la crainte générale du papisme, et beaucoup d'autres, amèrement blessés de l'ingratitude du prince pour lequel ils avaient sacrifié tant de choses, voyaient sa détresse avec autant d'insouciance qu'il avait vu la leur. Le clergé anglican lui-même, mortifié et alarmé par l'apostasie du duc d'York, encourageait l'opposition et unissait cordialement sa voix aux clameurs populaires contre les Catholiques romains.

Dans cette extrémité, le roi eut recours à sir William Temple. De tous les hommes publics de cette époque, Temple était celui qui avait conservé le plus honorable caractère. La triple alliance avait été son œuvre. Il avait refusé de participer en rien à la politique de la cabale, et pendant que ce ministère avait dirigé les affaires, il avait vécu dans la plus stricte retraite. Il l'avait quittée à l'appel de Danby, avait conclu la paix entre l'Angleterre et la Hollande, et avait pris une grande part au mariage de Marie avec son cousin le prince d'Orange. Il avait ainsi le mérite des quelques bonnes mesures prises par le gouvernement depuis la restauration. On ne pouvait lui imputer aucun des crimes, aucune des erreurs si nombreuses des dernières dix-huit années. Sa vie privée n'était pas austère, mais était décente; ses manieres étaient populaires, et il n'était pas homme à se laisser corrompre, ni par des titres, ni par de l'argent. Quelque chose toutefois manquait au caractère de ce respectable homme d'État. Son patriotisme

était tiède : il tenait beaucoup trop à son repos et à sa dignité personnelle ; il reculait devant la responsabilité avec une crainte pusillanime. Ses habitudes, il est vrai, ne l'avaient pas préparé à prendre une part active aux luttes de nos factions intérieures. Il avait atteint sa cinquantième année sans avoir jamais siégé au parlement, et son expérience politique s'était presque entièrement formée dans les cours étrangères. Il était justement estimé comme un des premiers diplomates de l'Europe ; mais les talents et les perfections d'un diplomate sont très-différents des talents et des perfections qui rendent un homme politique capable de diriger la chambre des communes dans des temps agités.

Le plan qu'il proposa était singulièrement ingénieux. Bien qu'il ne fût pas un profond philosophe, il avait médité sur les principes généraux du gouvernement beaucoup plus que les hommes du monde jetés dans les affaires ne le font d'ordinaire, et son esprit avait été élargi par des études historiques et des voyages. Il semble avoir discerné beaucoup plus clairement que la plupart de ses contemporains une des causes des difficultés qui embarrassaient le gouvernement. Le caractère de l'organisation politique anglaise changeait peu à peu. Le parlement gagnait lentement, mais constamment du terrain sur la prérogative royale. La ligne de démarcation entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif était en théorie aussi profondément marquée qu'autrefois, mais en pratique elle devenait de jour en jour plus imperceptible. En théorie, la constitution donnait au roi le pouvoir de choisir ses ministres; mais cependant la chambre des communes avait chassé successivement de la direction des affaires Clarendon, la cabale et Danby. En théorie, la constitution attribuait au roi seul le pouvoir de faire la paix et la guerre ; mais la chambre des communes l'avait forcé de faire la paix avec la Hollande, et il s'en était peu fallu qu'elle ne le forçât de déclarer

la guerre à la France. En théorie, la constitution faisait le roi seul juge des cas dans lesquels il lui convenait de pardonner aux coupables; cependant il redoutait tellement la chambre des communes, qu'à ce moment même il n'osait pas arracher à la potence des hommes qu'il savait parfaitement être les victimes innocentes du parjure.

Temple, à ce qu'il semblerait, était désireux de maintenir au pouvoir législatif tous ses droits constitutionnels incontestables, et de l'empêcher, s'il était possible, d'empiéter plus avant sur les domaines du pouvoir exécutif. Dans cette intention, il chercha à interposer entre le souverain et le parlement un corps qui amortirait le choc de leurs conflits. Il y avait un corps ancien, extrêmement respectable, reconnu par la loi, que, dans sa pensée, on pouvait remanier pour le faire servir à cet objet. Il résolut de donner au conseil privé un nouveau caractère et de nouvelles fonctions dans le gouvernement. Il fixa à trente le nombre des conseillers. Une moitié du conseil devait se composer des principaux ministres de l'État, de la justice et de la religion; l'autre moitié devait se composer de nobles et de personnes d'une grande fortune, et d'un caractère respectable, pris en dehors des fonctions officielles. Il ne devait pas y avoir de cabinet intime. Les trente conseillers devaient être dans la confidence de tous les secrets politiques : ils devaient tous être convoqués à chaque réunion, et le roi devait déclarer, en toute occasion, qu'il se guiderait d'après leurs avis.

Temple semble avoir pensé que, par ce mécanisme, il pouvait à la fois mettre la nation à l'abri de la tyrannie de la couronne, et la couronne à l'abri des empiétements du parlement. D'un côté il était extrêmement improbable que des plans pareils à ceux qui avaient été formés par la cabale pussent jamais être proposés à la discussion d'une assemblée composée de trente membres, dont quinze ne seraient attachés à la cour par aucun

lien d'intérêt. D'un autre côté, on pouvait espérer que les communes, satisfaites des garanties que leur fournissait ce conseil privé, contre une mauvaise administration, se renfermeraient plus strictement qu'elles ne l'avaient fait récemment dans leurs fonctions législatives, et ne jugeraient plus nécessaire de s'immiscer dans chaque département de l'administration exécutive.

Ce plan, bien qu'il ne fût pas, à quelques égards, indigne de son auteur, était vicieux en principe. Le nouveau comité était un demi-cabinet et un demi-parlement, et, comme presque tous les autres mécanismes, soit matériels, soit politiques, destinés à servir à une double fin, il ne servait à aucune. Il était trop nombreux et trop divisé pour être un corps utile administrativement. Il était trop étroitement uni à la couronne pour être un bon pouvoir de contrôle. Il contenait tout juste assez d'ingrédients populaires pour faire un mauvais conseil d'État, incapable de garder les secrets, de conduire les négociations délicates, d'administrer les affaires militaires. Cependant ces ingrédients populaires n'étaient aucunement suffisants pour mettre le pays à l'abri d'une mauvaise administration. Ce plan, même quand il aurait été essayé de bonne foi, aurait eu de la peine à réussir, et il ne fut pas essayé de bonne foi. Le roi était inconstant et perfide, le parlement était irrité et déraisonnable, et les éléments dont le nouveau conseil fut composé, bien qu'ils fussent les meilleurs peut-être que cette époque pût fournir, étaient encore mauvais.

Les commencements du nouveau système furent toutefois accueillis avec une joie générale, car le peuple était dans des dispositions à regarder tout changement comme un progrès. Il fut aussi très-satisfait des nouvelles nominations. Shaftesbury, maintenant son favori, fut nommé lord président. Russell et quelques autres membres distingués du parti du Pays furent nommés conseillers. Mais quelques jours après tout était encore dans la con-

fusion. Les inconvénients d'un cabinet si nombreux furent tels que Temple consentit à enfreindre une des règles fondamentales qu'il avait posées, et de devenir membre d'un petit conseil qui en réalité dirigeait tout. Trois autres ministres s'adjoignirent à lui, Arthur Capel, comte d'Essex, George Savile, vicomte Halifax, et Robert Spencer, comte de Sunderland.

Du comte d'Essex, alors premier lord de la trésorerie, il suffit de dire qu'il possédait des qualités solides, quoique peu brillantes, qu'il était d'un caractère grave et mélancolique, qu'il avait été allié au parti du Pays, et désirait honnêtement, à cette époque, accomplir, sur des bases avantageuses pour l'État, une réconciliation entre ce parti et le trône.

Halifax était, par le génie, le premier des hommes d'État de cette époque. Son intelligence était fertile, subtile et étendue. Son éloquence brillante, lumineuse, animée, servie par une voix aux timbres argentins, faisait les délices de la chambre des lords. Sa conversation étincelait de profondeur, d'imagination et d'esprit. Ses traités politiques méritent bien d'être étudiés pour leur valeur littéraire, et lui assignent une juste place parmi les classiques anglais. Il unissait à l'importance que lui donnaient des talents si grands et si divers toute l'influence qui appartient au rang et aux vastes fortunes. Cependant il était moins heureux en politique que bien des hommes en possession d'avantages très-inférieurs aux siens. En réalité, ces originalités intellectuelles qui donnent tant de valeur à ses écrits lui étaient souvent un obstacle dans les luttes de la vie active; car il voyait toujours les événements actuels non au point de vue de celui qui y prend part, mais au point de vue sous lequel ils apparaissent à l'historien philosophe bien des années après. Avec un tel tour d'esprit, il ne pouvait longtemps agir cordialement avec aucun parti. Tous les préjugés, toutes les exagérations des deux grands

partis de l'État excitaient son mépris. Il méprisait les vils artifices et les clameurs insensées des démagogues; il méprisait encore davantage les doctrines du droit divin et de l'obéissance passive; il se moquait impartialement de la bigoterie de l'Anglican et de la bigoterie du Puritain; il lui était impossible de comprendre pourquoi tel homme s'amusait à faire des objections aux fêtes des saints et aux surplis, et pourquoi tel autre se donnait le droit de persécuter le premier pour ses objections. Par tempérament, il était ce que nous appellerions de nos jours un conservateur; en théorie, il était républicain. Même alors que sa crainte de l'anarchie et son dédain pour les illusions du vulgaire le portaient à s'associer pour un moment avec les défenseurs du pouvoir arbitraire, son intelligence restait toujours avec Locke et Milton. Ses plaisanteries sur la monarchie héréditaire auraient été quelquefois plus convenables, à la vérité, chez un membre du *club de la Tête-de-Veau*, que chez un conseiller privé des Stuarts. En religion, il était si loin d'être fanatique, que les gens peu charitables l'appelaient athée; mais il repoussait cette imputation avec véhémence, et véritablement, bien qu'il fît quelquefois scandale par la façon dont il employait ses rares talents d'argumentation et de satire contre des choses sérieuses, il ne semble nullement avoir été incapable de sentiments religieux.

Il était le chef de ces politiques que les deux grands partis appelaient dédaigneusement les *Trimmers* ou *équilibreurs*. Loin d'être choqué de ce sobriquet, il l'acceptait comme un titre d'honneur, et défendait avec une grande vivacité la dignité de ce surnom. Toute chose bonne, disait-il, se trouve dans un juste milieu entre les extrêmes. La zone tempérée occupe un parfait juste milieu entre le pays où les hommes grillent et le pays où ils gèlent. L'Église anglicane est un juste milieu entre la folie anabaptiste et la léthargie papiste. La constitution anglaise

est un juste milieu entre le despotisme turc et l'anarchie polonaise. La vertu n'est qu'un équilibre exact entre des penchants dont chacun, poussé à l'excès, devient un vice. Bien plus, la perfection de l'Être suprême lui-même consiste dans l'exact équilibre de ses attributs, dont aucun ne pourrait prédominer sans troubler l'ordre moral et l'ordre physique de l'univers [1]. Ainsi Halifax était un *équilibreur* par principe, il l'était aussi par la nature même de sa tête et de son cœur. Son intelligence était pénétrante, sceptique, d'une fertilité inépuisable en distinctions et en objections; son goût raffiné; son sentiment du ridicule exquis; son caractère doux et clément, mais difficile à contenter, et aussi peu porté à la malveillance qu'à une admiration enthousiaste. Un tel homme ne pouvait longtemps être l'allié constant d'aucun parti. Il ne faut pas toutefois le confondre avec la foule vulgaire des renégats. Si comme eux il passait d'un parti à un autre, ses défections furent toujours en sens contraire des leurs; il n'avait rien de commun avec les gens qui vont d'un extrême à l'autre, et qui ont pour le parti qu'ils ont déserté une animosité bien plus violente que celle d'ennemis invariables. Il se plaça entre les factions hostiles de la société, et ne dépassa jamais les frontières de l'une ou de l'autre. Le parti auquel il appartenait à un moment donné était toujours le parti qu'il aimait le moins à ce moment-là, parce que c'était celui qu'il voyait de plus près; il fut, en conséquence, toujours très-sévère pour ses violents associés et entretint toujours des relations d'amitié avec ses adversaires modérés. Chaque faction au jour de son triomphe insolent et affamé de vengeances encourut sa censure; chaque faction, lorsqu'elle fut vaincue et persécutée, trouva en lui un protecteur. On doit mentionner à son éternel

[1] On comprend sans doute que nous croyons Halifax l'auteur ou du moins l'un des auteurs du *Caractère d'un équilibreur*, qui pendant quelque temps fut attribué à son parent, sir William Coventry.

honneur qu'il fit tous ses efforts pour sauver ces victimes dont le sort a laissé une si large tache sur le nom Whig et sur le nom Tory.

Il s'était grandement distingué dans l'opposition et s'était ainsi attiré le déplaisir du roi, déplaisir si fort, qu'il ne fut admis dans le conseil des trente qu'avec beaucoup de difficultés, et après de longues altercations; toutefois, aussitôt qu'il eut un pied à la cour, le charme de ses manières et de sa conversation fit de lui un favori. Il était sérieusement alarmé de la violence du mécontentement public; il pensait que, pour le moment, la liberté était sauve, et que l'ordre et l'autorité légitime étaient en danger. En conséquence et selon son habitude, il se rangea dans le parti le plus faible. Peut-être sa conversion n'était-elle pas tout à fait désintéressée, car l'étude et la réflexion, tout en l'affranchissant de bien des préjugés vulgaires, l'avaient laissé l'esclave de bien des désirs vulgaires. D'argent, il n'en avait nul besoin, et il n'existe aucune preuve qu'il s'en soit jamais procuré par des moyens que des censeurs sévères, même à cette époque, pussent considérer comme déshonnêtes; mais les dignités et le pouvoir avaient pour lui de grands attraits. Il disait, il est vrai, qu'il considérait les titres et les grandes charges comme des amorces propres à prendre seulement des fous, qu'il haïssait les affaires, la pompe, les grands apparats; que son vœu le plus cher était d'échapper aux bourdonnements et aux éblouissements de Whitehall pour se retirer dans les bois paisibles qui entouraient son vieux château de Rufford; mais sa conduite s'accordait assez mal avec ces déclarations. La vérité, c'est qu'il désirait attirer à la fois sur sa personne le respect des courtisans et le respect des philosophes, se faire admirer, et pour ses hautes dignités, et pour le mépris qu'il affectait en même temps pour elles.

Sunderland était secrétaire d'État. Dans cet homme

était personnifiée de la manière la plus vivante l'immoralité politique de l'époque. La nature lui avait donné une intelligence pénétrante, un caractère remuant et malfaisant, un cœur froid, un esprit abject. Son être moral avait traversé une éducation qui avait porté tous ses vices au plus haut point de parfaite maturité. A son entrée dans la vie publique, il avait passé plusieurs années à l'étranger dans divers postes diplomatiques, et avait été pendant quelque temps ministre plénipotentiaire en France. Chaque profession entraîne ses vices particuliers. On peut dire sans injustice que les diplomates pris en masse se sont toujours plus distingués par leur adresse, par l'art avec lequel ils savent capter la confiance des personnes à qui ils ont affaire, par l'aisance avec laquelle ils s'assimilent le ton et les manières des sociétés où ils sont admis, que par un généreux enthousiasme et une austère droiture; et d'ailleurs les relations qui existaient entre Charles et Louis étaient telles à cette époque, qu'il était impossible à un gentilhomme anglais de résider longtemps en France sans perdre tout sentiment de patriotisme et d'honneur. Sunderland revint de la mauvaise école où il avait été élevé, rusé, souple, inaccessible à la honte, exempt de tout préjugé et dépourvu de tout principe. Par ses liens de famille, il était Cavalier, mais il n'avait rien de commun avec les Cavaliers. Ceux-ci étaient ardents amis de la monarchie et condamnaient en théorie toute résistance; cependant ils avaient des cœurs chauds et anglais, qui n'auraient jamais enduré un despotisme réel. Lui, au contraire, avait un semblant de goût spéculatif pour les institutions républicaines, qui s'accordait très-bien avec un grand empressement à se faire en pratique l'instrument le plus servile du pouvoir arbitraire. Comme beaucoup d'autres flatteurs et négociateurs accomplis, il était infiniment plus habile dans l'art de lire au fond des caractères et d'utiliser les faiblesses des individus, que

dans l'art de discerner les sentiments des multitudes et de prévoir l'approche des grandes révolutions. Il était adroit dans l'intrigue, et il était difficile, même à des hommes fins, expérimentés et qui avaient eu d'amples occasions de connaître à fond sa perfidie, de résister à la fascination de ses manières et de refuser toute croyance à ses assurances d'attachement. Mais il mit tant d'attention à observer et à flatter les individus, qu'il oublia d'étudier le caractère de la nation : aussi se trompa-t-il grossièrement à l'égard des plus importants événements de son époque. Tous les mouvements importants, toutes les réactions de l'esprit public le prirent au dépourvu, et le monde, incapable de comprendre comment un homme si habile avait pu ne pas voir ce que discernaient très-nettement des politiques de café, attribua quelquefois à de profondes pensées des actes qui en réalité n'étaient que de pures bévues.

Ce n'était que dans les conférences privées que se déployaient ses éminentes qualités. Dans le cabinet ou dans un petit cercle, il exerçait une grande influence ; mais il était taciturne à l'assemblée du conseil, et n'ouvrit jamais la bouche dans la chambre des lords.

Les quatre conseillers confidentiels de la couronne trouvèrent bientôt que leur position était embarrassante et odieuse. Les autres membres du conseil murmuraient contre une distinction qui ne s'accordait pas avec les promesses du roi, et quelques-uns d'entre eux, Shaftesbury à leur tête, recommencèrent une vive opposition dans le parlement. L'agitation qui avait été suspendue par les derniers changements devint bientôt plus violente que jamais. Ce fut en vain que Charles offrit d'accorder aux communes toutes les sécurités qu'elles pourraient désirer en faveur de la religion protestante, pourvu qu'elles ne touchassent pas à l'ordre de succession au trône ; elles ne voulurent entendre parler d'aucun compromis : elles voulaient le bill d'exclusion et

rien que le bill d'exclusion. Alors le roi, quelques semaines après avoir promis publiquement de ne prendre aucune mesure sans l'avis de son nouveau conseil, se rendit, sans lui avoir fait part de son intention, à la chambre des lords et prorogea le parlement.

Le jour de cette prorogation, 26 mars 1679, est une grande date dans notre histoire, car c'est ce jour-là même que l'acte de l'*habeas corpus* reçut la sanction royale. Depuis l'époque de la grande charte, la loi concernant la liberté personnelle des Anglais avait été en substance à peu près la même qu'à présent, mais elle avait été inefficace par manque d'un système rigoureux de procédure. Ce qui manquait, ce n'était pas un droit nouveau, mais un recours prompt et puissant, et ce recours, l'acte de l'*habeas corpus* le fournissait. Le roi aurait volontiers refusé son consentement à cette mesure, mais il allait en appeler de son parlement à son peuple sur la question de la succession au trône, et il n'osait pas, à un moment si critique, rejeter un bill populaire au plus haut degré.

Ce même jour commença pour la presse anglaise une liberté de courte durée. Jadis les imprimeurs avaient été strictement surveillés par la chambre de l'Étoile. Le long parlement avait aboli la chambre de l'Étoile; mais il avait, en dépit des remontrances philosophiques et éloquentes de Milton, établi et maintenu une censure. Aussitôt la restauration, un acte défendant l'impression des livres non autorisés avait été passé, et il avait été admis que cet acte continuerait à avoir force de loi jusqu'à la fin de la première session du prochain parlement. Ce moment était arrivé; et le roi, en même temps qu'il renvoyait les chambres, se trouvait émanciper la presse.

A la prorogation succédèrent peu de temps après une dissolution et une nouvelle élection générale. L'ardeur et la force de l'opposition étaient extrêmes; le cri en faveur

du bill d'exclusion éclatait plus haut que jamais, et à ce cri s'en joignait un autre qui enflammait le cœur de la multitude, mais que tous les amis judicieux de la liberté entendaient avec regret et avec alarme. Non-seulement les droits du duc d'York, papiste avoué, mais ceux de ses deux filles, protestantes sincères et zélées, étaient attaqués. On affirmait confidentiellement que l'aîné des enfants naturels du roi était né d'un légitime mariage et se trouvait ainsi l'héritier légitime de la couronne.

Charles, alors qu'il errait sur le continent, avait rencontré à La Haye Lucy Walters, jeune fille galloise d'une grande beauté, mais d'une faible intelligence et de mœurs dissolues. Elle devint sa maîtresse et lui présenta bientôt un fils. Un amant soupçonneux aurait bien pu avoir des doutes, car la dame avait beaucoup d'admirateurs, et ne passait pas pour être cruelle envers aucun. Charles, toutefois, crut sur-le-champ à sa parole, et se prit à aimer le petit James Crofts (c'est ainsi que l'enfant était alors appelé) avec un excès de tendresse qui ne semblait guère appartenir à sa froide et insouciante nature. Quelque temps après la restauration, le jeune bien-aimé, qui s'était formé en France dans tous les exercices considérés alors comme indispensables à un parfait gentilhomme, fit son entrée à Whitehall. Il fut logé dans le palais, entouré de pages, et eut permission de jouir de quelques-unes des distinctions réservées exclusivement jusqu'alors aux princes de sang royal. Il fut marié, lorsqu'il était encore dans sa première jeunesse, à Anne Scott, héritière de la noble maison de Buccleuch. Il prit son nom et reçut avec sa main la possession de ses vastes domaines. Les propriétés qu'il acquit par ce mariage n'étaient pas estimées à un revenu annuel moindre de dix mille livres sterling. Les titres, et des faveurs plus substantielles que les titres, lui furent prodigués. Il fut créé duc de Monmouth en Angleterre, duc de Buccleuch en Écosse, chevalier de la

Jarretière, grand écuyer, commandant du premier régiment des gardes du corps, grand juge du pays au sud de la Trent, chancelier de l'Université de Cambridge. Il ne semblait pas au public indigne de sa haute fortune. Sa personne était belle et engageante, son caractère doux, ses manières polies et affables. Il avait conquis le cœur des Puritains, malgré son libertinage. Bien qu'il fût connu qu'il avait pris part au honteux guet-apent contre sir John Coventry, il avait aisément obtenu le pardon du parti du Pays. Les moralistes austères eux-mêmes avouaient qu'on ne pouvait guère, au milieu d'une telle cour, attendre une fidélité conjugale stricte de la part d'un homme marié à un enfant, et lorsqu'il n'était lui-même qu'un enfant. Les patriotes également excusaient volontiers un jeune étourdi d'avoir cherché à venger avec excès une insulte faite à son père. Bientôt la tache imprimée sur sa personne par ses amours relâchées et ses querelles nocturnes fut effacée par d'honorables exploits. Lorsque Charles et Louis unirent leurs forces contre la Hollande, Monmouth commanda les auxiliaires anglais envoyés sur le continent, et se montra un vaillant soldat et un assez intelligent officier. Il se trouva à son retour l'homme le plus populaire du royaume. Il pouvait arriver à tout, sauf à la couronne, et encore la couronne ne semblait pas absolument hors de sa portée. La distinction qu'on avait peu judicieusement établie entre lui et les grands seigneurs du royaume avait produit de mauvaises conséquences. Tout enfant, on lui avait permis de garder son chapeau dans la chambre d'audience du roi, tandis que les Howard et les Seymour se tenaient découverts autour de lui. A la mort des princes étrangers, il avait porté le deuil en long manteau de pourpre, ce qu'aucun autre sujet, sauf le duc d'York et le prince Rupert, n'avait le droit de faire. Il était naturel que toutes ces circonstances le conduisissent à se regarder comme un prince légitime de la maison des

Stuarts. Charles, même dans un âge avancé, était esclave de ses plaisirs et insouciant de sa dignité. Il n'était donc pas impossible de croire qu'à vingt ans il avait pu secrètement épouser une dame dont la beauté l'avait fasciné, et qu'il ne pouvait pas posséder à meilleur marché. Pendant que Monmouth était encore enfant, et que le duc d'York passait encore pour protestant, le bruit se répandit à travers le pays, et même dans des cercles qui auraient dû être bien informés, que le roi s'était marié avec Lucy Walters, et que si chacun était à sa place, son fils serait prince de Galles. On parla beaucoup d'une certaine boîte noire qui, selon la croyance populaire, contenait le contrat de mariage. Lorsque Monmouth fut revenu des Pays-Bas avec une grande réputation de bravoure, et que le duc d'York fut devenu membre d'une Église détestée par la majorité de la nation, cette oiseuse histoire prit de l'importance. Elle n'était pas appuyée sur la plus légère preuve; elle avait contre elle la déclaration solennelle du roi, faite devant son conseil et communiquée au peuple par son ordre; mais la multitude, toujours avide d'aventures romanesques, s'attacha passionnément à la fable du mariage secret et du coffret noir. Quelques-uns des chefs de l'opposition agirent en cette occasion comme ils avaient agi à l'égard de la fable plus odieuse d'Oates, et favorisèrent un conte qu'ils auraient dû mépriser. L'intérêt que la populace portait à celui qu'elle regardait comme le champion de la vraie religion et le légitime héritier du trône était entretenu par toute sorte d'artifices. Lorsque Monmouth arriva à Londres, à minuit, les magistrats ordonnèrent aux *watchmen* de proclamer dans toutes les rues de la cité ce joyeux événement; tout le monde se leva; des feux de joie furent allumés, les fenêtres furent illuminées, les églises ouvertes, et un joyeux carillon partit de tous les clochers. Lorsqu'il voyageait, il était reçu partout avec une pompe à peine

inférieure, et un enthousiasme infiniment supérieur à la pompe et à l'enthousiasme avec lesquels les rois avaient été reçus dans leurs tournées à travers le royaume. Il était escorté de château en château par de longues cavalcades de gentilshommes et de riches fermiers armés. La population des villes se précipitait à sa rencontre. Les électeurs s'assemblaient en foule autour de lui pour lui donner l'assurance que leurs votes étaient à sa disposition. Ses prétentions montèrent si haut que non-seulement il portait sur son écusson les lions d'Angleterre et les lis de France, sans la barre senestre qui, selon les lois du blason, devait les traverser en signe de sa naissance illégitime, mais il osait toucher les malades pour les guérir des écrouelles. Il ne négligeait en même temps aucun des moyens de popularité qui pouvaient lui concilier l'amour de la multitude. Il tenait sur les fonts de baptême les enfants des paysans, se mêlait aux jeux rustiques, luttait, jouait du bâton, et tout botté dépassait à la course les plus agiles coureurs, chaussés de souliers.

C'est un fait curieux que dans deux grandes circonstances de notre histoire, les chefs du parti protestant aient commis la même erreur, et mis en danger par cette erreur leur pays et leur religion. A la mort d'Édouard VI, ils opposèrent lady Jeanne, qui n'avait pas l'ombre d'un droit légitime, non-seulement à Marie leur ennemie, mais encore à Élisabeth, la véritable espérance de l'Angleterre et de la réformation. Les plus respectables d'entre les protestants, Élisabeth à leur tête, furent alors obligés de faire cause commune avec les Papistes. Cent trente ans plus tard, une partie de l'opposition, en posant Monmouth comme ayant des droits à la couronne, attaqua d'une manière exactement semblable les droits, non-seulement de Jacques qu'elle regardait justement comme l'ennemi implacable de la religion protestante et des libertés constitutionnelles,

mais encore du prince et de la princesse d'Orange, qui étaient tout particulièrement désignés, et par leur position et par leurs qualités personnelles, pour être les défenseurs de tous les libres gouvernements et de toutes les Églises réformées.

En quelques années, la folie de cette conduite devint manifeste. Pour le moment, la popularité de Monmouth constituait en grande partie la force de l'opposition. Le résultat des élections était contraire à la cour; le jour fixé pour la réunion des chambres s'approchait, et il devenait nécessaire que le roi fît choix d'une ligne de conduite à suivre. Ceux qui le conseillaient discernaient déjà les premiers et faibles signes d'un changement dans l'opinion publique, et espérèrent qu'en retardant le conflit, la victoire resterait au roi. En conséquence, et sans même demander l'opinion du conseil des trente, Charles résolut de proroger le nouveau parlement avant même qu'il entrât en fonctions. En même temps le duc d'York, qui était revenu de Bruxelles, reçut l'ordre de se retirer en Écosse, et fut placé à la tête de l'administration de ce royaume.

Le plan de gouvernement de Temple était maintenant ouvertement abandonné, et il fut bientôt oublié. Le conseil privé redevint ce qu'il avait été. Shaftesbury et les hommes qui marchaient avec lui résignèrent leurs siéges. Temple lui-même, selon son invariable habitude dans les temps agités, se retira dans son jardin et dans sa bibliothèque. Essex quitta le comité de la trésorerie, et se lança dans l'opposition; mais Halifax, dégoûté et alarmé de la violence de ses anciens alliés, et Sunderland, qui ne quittait jamais une place tant qu'il pouvait la garder, restèrent au service du roi.

En conséquence des démissions données à cette occasion, le chemin de la grandeur s'ouvrit devant une nouvelle catégorie d'aspirants. Deux hommes d'État, qui plus tard s'élevèrent au point le plus culminant qu'un

sujet anglais puisse atteindre, commencèrent à attirer sur eux une grande part de l'attention publique. Ces deux hommes étaient Lawrence Hyde et Sidney Godolphin.

Lawrence Hyde était le second fils du chancelier Clarendon et le frère de la première duchesse d'York. Il avait d'excellentes qualités que l'expérience parlementaire et diplomatique avait développées; mais les infirmités de son caractère enlevaient à ses talents beaucoup de leur force d'influence. Tout diplomate et tout courtisan qu'il fût, il n'apprit jamais l'art de maîtriser ou de cacher ses émotions. Lorsqu'il triomphait, il était insolent et vantard; lorsqu'il éprouvait un échec, sa mortification mal déguisée doublait le triomphe de ses ennemis. Les provocations les plus légères suffisaient pour allumer sa colère; et, lorsqu'il était en proie à cette passion, il disait mille choses amères qu'il oubliait aussitôt qu'il reprenait son sang-froid, mais dont les autres se souvenaient pendant des années. Sa vivacité et sa pénétration en auraient fait un homme d'affaires consommé, n'eussent été sa suffisance et son impatience. Ses écrits prouvent qu'il avait plusieurs des qualités de l'orateur; mais son irritabilité lui enlevait tout moyen d'exposer ces qualités sous leur plein jour dans les débats parlementaires, car rien n'était plus facile que de le mettre en fureur, et, du moment qu'il se livrait à sa passion, il était à la merci d'adversaires qui lui étaient infiniment inférieurs en talent.

A l'opposé des chefs politiques de cette génération, il était un homme de parti invariable, hargneux, rancunier, un Cavalier de la vieille école, un zélé champion de la couronne et de l'Église, un ennemi haineux des non-conformistes et des républicains. Il avait, en conséquence, un grand nombre de partisans. Le clergé, spécialement, le regardait comme son homme, et étendait sur ses faiblesses une indulgence dont, pour dire la vé-

rité, il avait grand besoin, car il buvait sec, et lorsqu'il se mettait en colère (et il s'y mettait souvent), il jurait comme un portefaix.

Il remplaça le comte d'Essex à la trésorerie. Il faut observer que la place de premier lord de la trésorerie n'avait pas alors l'importance et la dignité qu'elle possède aujourd'hui. Lorsqu'il y avait un lord trésorier, ce grand fonctionnaire était généralement premier ministre ; mais lorsque les fonctions de la Verge blanche étaient exercées par une commission, le premier commissaire n'occupait pas un rang aussi élevé que les secrétaires d'État. Ce ne fut qu'à dater de Walpole que le premier lord de la trésorerie fut considéré comme le chef du ministère.

Godolphin avait été élevé comme page dans Whitehall même, et avait acquis de bonne heure la souplesse et le sang-froid d'un courtisan blanchi dans le métier. Il était laborieux, avait un esprit net, et était profondément versé dans les détails de finance. Tout gouvernement trouva en lui un utile serviteur, et rien dans son caractère ni dans ses opinions ne s'opposait à ce qu'il servît tout gouvernement. « Sidney Godolphin, disait Charles, ne met jamais de bâtons dans vos roues et ne vous laisse jamais embourbé. » Cette piquante remarque suffit pour expliquer le succès extraordinaire de Godolphin.

Il agit à diverses reprises avec les deux grands partis politiques, mais il ne partagea jamais leurs passions. Comme la plupart des hommes d'un caractère circonspect, et favorisés de la fortune, il était très-disposé à soutenir ce qui existait. Il détestait les révolutions, et les mêmes raisons qui les lui faisaient détester lui faisaient détester les contre-révolutions. Son maintien était singulièrement grave et réservé, mais ses goûts étaient bas et frivoles ; il employait à faire courir des chevaux, à jouer aux cartes, à faire battre des coqs, la plus grande partie du temps qu'il pouvait dérober aux affaires publiques. Il siégeait alors au-dessous de Rochester, dans

la commission de la trésorerie, et s'y distinguait par son assiduité et son intelligence.

Une année entière s'écoula, une année fertile en événements, et qui a laissé des traces durables dans notre langage et dans nos mœurs, avant qu'on permît au nouveau parlement de se réunir pour exercer ses fonctions législatives. La controverse politique n'avait jamais été poussée si loin, et avec tant de liberté. Les clubs politiques n'avaient jamais eu une organisation aussi parfaite et une influence aussi formidable. La question de l'exclusion occupait seule l'esprit public. Toutes les presses et toutes les chaires du royaume prenaient part à la lutte. D'un côté, on soutenait que la constitution et la religion de l'État ne seraient jamais en sûreté sous un roi papiste; de l'autre, on soutenait que le droit de Jacques à la couronne lui venait de Dieu, et ne pouvait être annulé même du consentement de toutes les branches de la législature. Chaque comté, chaque ville, chaque famille étaient dans l'agitation. Les bons rapports et les bons services de voisinage étaient interrompus. Les liens les plus étroits de l'amitié et du sang étaient brisés. Les écoliers eux-mêmes étaient divisés en factions ennemies et furieuses; et le duc d'York et le comte de Shaftesbury avaient de zélés partisans sur les bancs de Westminster et d'Eton. Les théâtres retentissaient des clameurs poussées par les factions en lutte. De zélés protestants mettaient sur le théâtre la papesse Jeanne. Des poëtes pensionnés remplissaient leurs prologues et leurs épilogues d'éloges du roi et du duc d'York. Les mécontents assiégeaient le trône de pétitions demandant que le parlement fût immédiatement convoqué. Les royalistes envoyaient des adresses où ils exprimaient toute leur horreur pour ces hommes qui osaient dicter des ordres au souverain. Les citoyens de Londres s'assemblaient par milliers pour brûler le pape en effigie. Le gouvernement plaça de la cavalerie à Temple-Bar, et de l'artillerie autour de Whitehall.

Durant cette année, notre langue s'enrichit de deux mots : *mob* (populace formant cohue : attroupement), et *sham* (duperie), remarquables souvenirs d'une époque de tumulte et d'imposture [1]. Les opposants à la cour furent appelés les Birminghams, les Pétitionnaires, les Exclusionnistes; les partisans du roi, furent nommés les Antibirminghams, les Abhorrants, les *Tantivies* (gens qui courent à bride abattue). Ces dénominations devinrent bientôt surannées; mais à cette époque, commencèrent à être en vogue deux sobriquets, qui, appliqués d'abord à titre d'insulte, furent bientôt acceptés avec orgueil, qui sont encore employés aujourd'hui, qui se sont répandus dans tous les lieux où la race anglaise s'est établie, et qui vivront aussi longtemps que la littérature anglaise. C'est une curieuse circonstance que l'un de ces sobriquets fut d'origine écossaise et l'autre d'origine irlandaise. La mauvaise administration de Charles avait donné naissance, en Écosse et en Irlande à la fois, à des bandes d'hommes desespérés dont la férocité était excitée par l'enthousiasme religieux. En Écosse, quelques-uns des Covenantaires persécutés, poussés à la folie par l'oppression, avaient récemment assassiné le primat, pris les armes contre le gouvernement, obtenu quelques avantages sur les forces du roi, et n'avaient été domptés que lorsque Monmouth, à la tête de quelques troupes anglaises, les eut mis en déroute au pont de Bothwell. Ces fanatiques étaient surtout nombreux parmi les habitants des basses terres de l'ouest, vulgairement appelés Whigs. Le surnom de Whigs fut ainsi appliqué aux Presbytériens fanatiques d'Écosse, et transporté ensuite à ceux des hommes politiques anglais qui se montraient opposés à la cour, et disposés à traiter les non-conformistes avec indulgence. Les marais de l'Irlande servaient de refuge, à la même époque, à des

[1] North : examen 231, 574.

proscrits papistes très-semblables à ceux qui furent plus tard connus sous le nom de *Whiteboys*. Ces hommes étaient désignés alors sous le nom de *Tories*. Cette désignation fut par suite appliqué à tous les Anglais qui se refusaient à exclure du trône un prince catholique romain.

La rage des factions hostiles eût certes été suffisamment violente, même sans auxiliaires et laissée à ses propres fureurs; mais elle était soigneusement excitée par l'ennemi commun des deux partis. Louis continuait toujours à flatter et à corrompre la cour et l'opposition. Il exhortait Charles à tenir ferme, il exhortait Jacques à soulever la guerre civile en Écosse, il exhortait les Whigs à ne pas reculer, et à se reposer avec confiance sur la protection de la France.

Un œil observateur aurait pu distinguer, à travers toute cette agitation, que l'opinion publique changeait peu à peu. La persécution contre les Catholiques romains continuait, mais les condamnations n'étaient plus comme naguère inévitables. Une nouvelle couvée de faux témoins, dont un scélérat, nommé Dangerfield, fut le plus célèbre, infestait les cours de justice; mais leurs histoires, quoique mieux fabriquées que celle d'Oates, trouvaient moins de crédit. Les jurés n'étaient plus aussi crédules que durant la panique qui avait suivi le meurtre de Godfrey, et les juges, qui, pendant que la frénésie populaire était à son comble, s'étaient faits ses plus obséquieux instruments, s'aventuraient maintenant à exprimer quelque chose de ce qu'ils avaient pensé dès le commencement.

Enfin, au mois d'octobre 1680, le parlement se réunit. Les Whigs avaient une si grande majorité dans la chambre des communes, que le bill sortit sans difficulté triomphant de toutes les épreuves. Le roi savait à peine sur quels membres de son cabinet il pouvait compter. Hyde avait été fidèle à ses opinions tories, et avait fer-

mement soutenu la cause de la monarchie héréditaire. Mais Godolphin, très-soucieux de son repos, et pensant que la tranquillité ne pouvait être rétablie que par cette concession, désirait voir passer le bill. Sunderland, toujours faux et toujours myope, incapable de distinguer les signes de la réaction prochaine, désireux de se concilier le parti qu'il considérait comme irrésistible, se décida à voter contre la cour. La duchesse de Portsmouth supplia son royal amant de ne pas courir étourdiment à sa ruine. S'il y avait un point sur lequel il eût des scrupules de conscience et d'honneur, c'était sur la question de succession; cependant, pendant quelques jours, on put croire qu'il se résignerait. Il hésita, demanda quelle somme les communes consentiraient à lui donner s'il cédait, et entama une négociation avec les chefs whigs. Mais une méfiance profonde et réciproque, qui, depuis bien des années, était allée toujours en grandissant, et avait été soigneusement entretenue par les artifices de la France, rendait une transaction impossible. Aucune des deux parties ne voulait se confier à l'autre. La nation entière, palpitante d'anxiété, tenait maintenant ses yeux fixés sur la chambre des lords. La réunion des pairs fut nombreuse. Le roi, en personne, y assista. Les débats furent longs, passionnés, et par moments furieux. Plusieurs membres portèrent la main sur le pommeau de leur épée, avec des allures qui faisaient revivre le souvenir des orageux parlements de Henri III et de Richard II. A Shaftesbury et à Essex se joignit le traître Sunderland. Mais le génie d'Halifax domina toute opposition. Abandonné par ses collègues les plus importants, ayant à lutter contre une foule d'habiles adversaires, il défendit la cause du duc d'York, dans une suite de discours qu'on rappelait, bien des années après, comme des chefs-d'œuvre de raison, d'esprit et d'éloquence. Il arrive rarement qu'un discours éloquent change les votes; cependant, le témoignage des con-

temporains ne permet pas de douter que, dans cette occasion, les votes n'aient été changés par l'éloquence d'Halifax. Les évêques, fidèles à leurs doctrines, soutinrent le principe du droit héréditaire, et le bill fut rejeté par une forte majorité [1].

Le parti qui dominait à la chambre des communes, amèrement mortifié de cette défaite, s'en consola de son mieux en répandant le sang des Catholiques romains. William Howard, vicomte Stafford, un de ces malheureux, accusé d'avoir pris part au complot, fut amené à la barre, devant ses pairs, et, sur le témoignage d'Oates et de deux autres faux témoins, Dugdale et Tuberville, fut déclaré coupable de haute trahison et exécuté. Mais les circonstances de son procès et de son exécution auraient dû donner aux chefs whigs d'utiles avertissements. Une forte et respectable minorité dans la chambre des lords déclara que l'accusé n'était pas coupable. La multitude, qui, quelques mois auparavant, avait reçu avec des cris d'exécration et des moqueries les déclarations suprêmes des victimes d'Oates, exprima hautement l'opinion que l'exécution de Stafford était un assassinat.

[1] Un pair qui était présent a décrit l'effet de l'éloquence d'Halifax en des termes que je citerai, parce que, bien qu'ils aient été publiés depuis longtemps, ils ne sont probablement que peu connus, même des plus curieux et des plus assidus lecteurs de documents historiques.

« Les ennemis du duc d'York, qui soutenaient le bill, étaient hommes d'une puissante éloquence et de grands talents. Mais un noble lord se leva contre ce bill, surpassa tous les autres et se surpassa lui-même ce jour-là en force d'éloquence, en raison, en excellence d'arguments, touchant les intérêts publics ou privés, en honneur, en conscience, en dignité : sa conduite et ses talents remportèrent enfin la victoire, et il ruina l'habileté et la malice de ce parti. »

Ce passage est extrait d'un mémoire de Henri, comte de Péterborough, dans un volume intitulé *Succinct Genealogies*, par Robert Halstead, in-folio, 1685. Le nom de Halstead est fictif. Les auteurs réels du livre étaient le comte de Péterborough lui-même, et son chapelain. Ce livre est extrêmement rare. On n'en tira que vingt-quatre exemplaires, dont deux sont maintenant au musée Britannique. De ces deux exemplaires, l'un appartenait à George IV et l'autre à M. Grenville.

Lorsqu'en rendant le dernier souffle il protesta de son innocence, le cri général fut celui-ci : « Dieu vous bénisse, mylord ! Nous vous croyons, mylord ! » Un observateur judicieux aurait pu aisément prédire que le sang ainsi répandu appellerait bientôt du sang.

Le roi se décida à se servir encore une fois de l'expédient de la dissolution. Un nouveau parlement, devant se réunir à Oxford, fut convoqué pour mars 1681. Depuis l'époque des Plantagenets, les chambres avaient constamment siégé à Westminster, excepté à l'époque où la peste sévissait sur la capitale; mais des circonstances aussi extraordinaires exigeaient des précautions extraordinaires. Si le parlement se tenait au lieu habituel de ses séances, la chambre des communes pourrait se déclarer permanente, et appeler à son aide les magistrats et les citoyens de Londres. La milice bourgeoise pourrait se lever pour défendre Shaftesbury, comme elle s'était levée quarante ans auparavant pour défendre Pym et Hampden. Les gardes pourraient avoir le dessous, le palais pourrait être forcé, et le roi se trouver prisonnier aux mains de ses sujets révoltés. A Oxford, on n'avait pas à craindre un tel danger. L'université était dévouée à la couronne, et la *gentry* du voisinage était généralement tory. L'opposition avait donc plus de raison que le roi d'y redouter des violences.

Les élections furent vivement contestées : les Whigs composèrent encore la majorité de la chambre des communes; mais il était évident que l'esprit tory faisait des progrès rapides dans tout le pays. Il semble que le sagace et versatile Shaftesbury aurait dû prévoir les prochains changements et consentir au compromis offert par la cour; mais il paraît avoir, en cette occasion, oublié entièrement sa vieille tactique. Au lieu de prendre des dispositions qui, en cas d'événements fâcheux, lui permissent de faire retraite, il prit une position dans laquelle il lui fallait ou triompher, ou périr. Peut-être

sa tête, toute solide qu'elle fût, avait-elle été tournée par la popularité, le succès, et par l'excitation du combat; peut-être avait-il aiguillonné son parti au point de ne plus pouvoir le tenir en bride, et était-il poussé en avant en réalité par ceux qu'il paraissait conduire.

Le jour qui devait enfanter tant d'événements arriva. La réunion des chambres à Oxford ressembla plus à la réunion d'une diète polonaise qu'à celle d'un parlement anglais. Les membres whigs étaient escortés de leurs fermiers et de leurs serviteurs, tous armés et échangeant des regards de défi avec les gardes du roi; la plus légère provocation aurait pu, dans de telles circonstances, produire une guerre civile; mais aucun des deux partis n'osa frapper le premier coup. Le roi offrit encore de consentir à tout ce qu'on lui demanderait, excepté au bill d'exclusion. Les communes étaient déterminées à ne rien accepter que le bill d'exclusion. Quelques jours après, le parlement fut de nouveau dissous.

Le roi avait triomphé. La réaction, qui avait commencé quelques mois avant la réunion des chambres à Oxford, marcha rapidement. La nation était toujours hostile au papisme; mais à mesure que les citoyens repassaient dans leur souvenir l'histoire entière du complot, ils sentaient que leur zèle protestant les avait conduits à la folie et au crime, et pouvaient à peine croire que des contes de nourrices les eussent portés à demander le sang de compatriotes et de chrétiens, leurs frères. L'homme le plus fidèle au roi ne pouvait nier, il est vrai, que l'administration de Charles n'eût commis bien des fautes; mais les contemporains, qui n'avaient pas la connaissance que nous avons de ses intrigues avec la France, et que la violence des Whigs dégoûtait, énuméraient les nombreuses concessions que, pendant les dernières années, il avait faites au parlement, et les concessions plus nombreuses encore qu'il se déclarait disposé à faire. Il avait consenti aux lois qui excluaient

les Catholiques romains de la chambre des lords, du conseil privé, de tous les emplois civils et militaires; il avait sanctionné l'acte de l'*habeas corpus*. Si on n'avait pas pris de plus fortes mesures contre les dangers auxquels pouvaient être exposées la constitution et l'Église sous un souverain catholique, la faute en était, non pas à Charles, qui avait invité le parlement à prendre ces mesures, mais à ces Whigs qui s'étaient refusés à rien accepter en échange du bill d'exclusion. Le roi n'avait refusé qu'une seule chose à son peuple : il avait refusé de dépouiller son frère de ses droits légitimes; et n'existait-il pas de bonnes raisons de croire que ce refus avait été inspiré par de louables sentiments? Quel motif égoïste la faction whig pouvait-elle attribuer à la conduite du roi? le bill d'exclusion ne diminuait en rien ni ses prérogatives ni son revenu. Bien plus, en y consentant, il aurait pu aisément accroître son revenu; et que lui importait qui gouvernerait après lui? Certes, s'il avait des prédilections personnelles, il était bien connu que c'était pour le duc de Monmouth plutôt que pour le duc d'York. L'explication la plus naturelle de sa conduite semblait donc que, tout insouciant de caractère et tout relâché dans ses mœurs qu'il fût, il avait été guidé en cette occasion par un sentiment de devoir et d'honneur. Et s'il en était ainsi, la nation voudrait-elle le forcer à un acte qu'il jugeait criminel et honteux? Peser violemment sur sa conscience, même par des moyens strictement constitutionnels, semblait aux zélés royalistes peu généreux et peu loyal. Mais les moyens strictement constitutionnels n'étaient pas les seuls que les Whigs fussent disposés à employer. Des signes apparaissaient déjà, présages avant-coureurs de grands troubles. Des hommes, qui, au temps de la guerre civile et de la république, avaient acquis une odieuse notoriété, sortaient de l'obscurité dans laquelle ils s'étaient renfermés après la restauration, pour se dérober à la haine générale, mon-

traient partout leurs figures confiantes et affairées, et semblaient attendre un nouveau règne des Saints, une autre bataille de Naseby, une autre haute cour de justice, un autre usurpateur sur le trône, les lords chassés de nouveau de leur salle de séances par la force, les universités purgées de nouveau, l'Église dépouillée et persécutée de nouveau, les Puritains de nouveau triomphants : voilà à quels résultats semblait tendre la politique désespérée de l'opposition.

Animée de tels sentiments, la majorité des classes supérieures et des classes moyennes s'empressa de se rallier autour du trône. La situation du roi ressemblait à s'y méprendre, en ce moment, à celle de son père après que la remontrance eut été votée. Mais la réaction de 1641 n'avait pas pu suivre son cours. Charles I[er], au moment où son peuple, depuis longtemps désaffectionné, revenait à lui avec un cœur disposé à la réconciliation, s'était, par une violation perfide des lois fondamentales du royaume, aliéné à jamais sa confiance. Si Charles II avait imité la conduite de son père, s'il avait fait arrêter les chefs whigs d'une façon irrégulière, s'il les avait fait accuser de haute trahison devant un tribunal dépourvu de toute juridiction légale sur leurs personnes, il est très-probable que les Whigs auraient rapidement reconquis l'ascendant qu'ils avaient perdu. Heureusement pour lui, il fut poussé, dans cette heure de crise, à adopter une politique singulièrement judicieuse. Il se détermina à se conformer à la loi, mais en même temps à faire un usage rigoureux et inflexible de la loi contre ses adversaires. Il n'était pas obligé de convoquer un parlement avant un délai de trois ans ; il n'était pas très-pressé d'argent : le produit des taxes qui lui avaient été accordées pour tout son règne excédait l'estimation ; il était en paix avec tout le monde ; il pouvait retrancher de ses dépenses en abandonnant le dispendieux et inutile établissement de Tanger, et il

pouvait espérer des secours pécuniaires de la France. Il avait donc amplement le temps et les moyens nécessaires pour conduire un siége systématique contre l'opposition, sous des formes constitutionnelles. Les juges étaient révocables à sa volonté ; les jurés étaient nommés par les shérifs, et c'était le roi lui-même qui, dans presque tous les comtés de l'Angleterre, nommait les shérifs. Des témoins, de même ordre que ceux qui avaient récemment prêté serment contre les Papistes, étaient tout prêts à prêter serment contre les Whigs.

La première victime fut College, violent et bruyant démagogue de basse extraction et de basse éducation. Il était menuisier de son état, et s'était rendu célèbre par l'invention du casse-tête protestant [1] ; il était allé à Oxford lorsque le parlement y siégeait, et était accusé d'avoir comploté une attaque et un soulèvement contre les gardes du roi. Les preuves à charge contre lui furent fournies par Dugdale et Tuberville, ces mêmes infâmes qui, quelques mois auparavant, avaient prêté faux témoignage contre Stafford. Tout exclusionniste était certain d'être reconnu coupable par un jury composé de propriétaires campagnards. College fut déclaré coupable. Le verdict fut accueilli par la foule qui remplissait la cour de justice d'Oxford avec un hurlement de triomphe aussi barbare que celui que College et ses compagnons avaient l'habitude de pousser lorsque les Papistes innocents étaient condamnés à la potence. Son exécution fut le commencement d'un nouveau massacre judiciaire non moins atroce que celui auquel, lui-même, avait pris part.

Le gouvernement, enhardi par cette première victoire, essaya de frapper un ennemi d'un ordre bien différent. On décida que Shaftesbury serait mis en jugement. On

[1] Ceci est mentionné dans le livre curieux, intitulé : *Ragguaglio della solenne comparsa fatta in Roma gli otto di Gennaio, 1687, dall' illustrissimo et excellentissimo signor conte di Castlemaine.*

avait recueilli des témoignages suffisants, pensait-on, pour motiver une accusation de haute trahison ; mais on allégua que les faits qu'il était nécessaire de prouver s'étaient passés dans Londres. Les shérifs de Londres, choisis par les citoyens, étaient des whigs zélés ; ils nommèrent un grand jury whig qui rejeta l'accusation. Cette défaite, loin de décourager les conseillers du roi, leur suggéra un projet nouveau et audacieux. Puisque la charte de la capitale leur était un obstacle, cette charte devait être annulée. On prétendit donc que la cité de Londres, par suite de certaines irrégularités, était déchue de ses priviléges municipaux, et on procéda à des poursuites contre la corporation devant la cour du banc du roi. En même temps les lois qui, aussitôt après la restauration, avaient été rendues contre les non-conformistes et qui avaient sommeillé pendant l'ascendant des Whigs, furent mises à exécution de nouveau, dans tout le royaume, avec une rigueur extrême.

Cependant le courage des Whigs n'était pas abattu ; bien que dans une mauvaise situation, ils étaient encore un parti nombreux et puissant, et comme ils se trouvaient dans de grandes villes et spécialement dans la capitale, ils faisaient un bruit et un étalage qui n'étaient pas en rapport avec leur force réelle. Animés par le souvenir des triomphes passés et par le sentiment de l'oppression présente, ils s'exagéraient à la fois leur puissance et l'étendue de leurs maux. Il n'était pas en leur pouvoir d'établir clairement que la situation était assez grave pour justifier ce remède violent, la résistance au gouvernement établi. Malgré tous leurs soupçons, il leur était impossible de prouver que leur souverain avait conclu, avec la France, un traité contre la religion et les libertés de l'Angleterre. Les faits connus n'étaient pas suffisants pour justifier un appel aux armes. Si le bill d'exclusion avait été rejeté, il l'avait été par la chambre des lords,

en vertu d'un droit aussi ancien que la constitution. Si le roi avait dissous le parlement d'Oxford, il l'avait dissous en vertu d'une prérogative qui n'avait jamais été mise en question. Si la cour, depuis la dissolution, s'était permis quelques actes très durs, ces actes étaient en parfaite conformité avec la lettre stricte de la loi et avec la pratique récente des mécontents eux-mêmes. Si le roi avait poursuivi ses adversaires, il les avait poursuivis dans les formes légales et devant des tribunaux compétents. Les témoignages que produisait la couronne étaient pour le moins aussi dignes de crédit que les témoignages en vertu desquels l'opposition avait récemment répandu le plus noble sang du royaume. Le traitement qu'un accusé whig devait attendre maintenant des juges, avocats, shérifs, jurés et spectateurs, n'était pas pire que le traitement que les Whigs avaient naguère jugé assez bon pour un accusé papiste. Si les privilèges de la cité avaient été attaqués, ils ne l'avaient été ni par la violence militaire ni par tout autre exercice contestable de la prérogative royale, mais conformément à la pratique régulière de Westminster-Hall. L'autorité royale n'avait imposé aucune taxe, ni suspendu aucune loi, l'acte de l'*habeas corpus* était respecté, l'acte du *test* même était exécuté. L'opposition ne pouvait donc accuser le roi d'aucune de ces illégalités qui justifient seules l'insurrection, et quand bien même les illégalités de son gouvernement auraient été plus flagrantes qu'elles ne l'étaient, l'insurrection aurait encore été criminelle, car il était presque certain qu'elle échouerait. La situation des Whigs en 1682 différait grandement de celle des Têtes rondes quarante ans auparavant. Les hommes qui prirent les armes contre Charles Ier agirent sous l'autorité d'un parlement qui avait été légalement assemblé et qui ne pouvait être légalement dissous sans son propre consentement. Les adversaires de Charles II étaient au contraire de simples particuliers.

Presque toutes les ressources militaires et navales du royaume étaient entre les mains des hommes qui résistèrent à Charles I[er]. Toutes les ressources militaires et navales du royaume étaient au contraire au pouvoir de Charles II. La chambre des communes avait été soutenue contre Charles I[er] par une moitié au moins de la nation. Les hommes qui étaient disposés à lever l'étendard de la révolte contre Charles II étaient certainement en minorité. Il n'y avait raisonnablement pas à douter qu'ils n'échouassent s'ils tentaient un mouvement. On pouvait encore moins douter que leur insuccès n'aggravât encore les maux dont ils se plaignaient. La vraie politique à suivre pour les Whigs était de se soumettre avec patience à une adversité qui était la conséquence naturelle et la juste punition de leurs erreurs, d'attendre avec patience la réaction du sentiment public qui devait inévitablement arriver, d'observer la loi et de se couvrir de la protection imparfaite sans doute, mais nullement inefficace, qu'elle étendait sur l'innocence. Malheureusement ils prirent un parti bien différent. Quelques-uns de leurs chefs, têtes chaudes sans scrupules, formèrent et discutèrent des plans de résistance, et furent écoutés sinon avec approbation, du moins avec une apparence d'assentiment par des hommes infiniment meilleurs qu'eux-mêmes. On proposa des soulèvements simultanés à Londres, dans le Cheshire, à Bristol et à Newcastle. On ouvrit des négociations avec les Presbytériens mécontents de l'Écosse, qui souffraient sous une oppression telle, que l'Angleterre, même dans ses plus mauvais jours, n'en avait jamais connu de pareille. Pendant que les chefs de l'opposition arrangeaient ainsi des plans de rébellion ouverte, mais n'osaient encore, soit par crainte, soit par scrupule, prendre un parti décisif, quelques-uns de leurs complices méditaient un projet d'un genre bien différent. Il semblait à quelques esprits frénétiques, dépourvus du frein des principes, ou devenus fous à force de fana-

tisme, que tendre un guet-apent et assassiner le roi et son frère était le plus sûr et le plus court moyen de venger la religion protestante et les libertés de l'Angleterre. On désigna un lieu et une époque, et les détails de l'assassinat furent fréquemment discutés, sinon définitivement arrêtés. Ce complot n'était connu que de peu de personnes, et fut caché avec un soin tout spécial au loyal et humain Russell, ainsi qu'à Monmouth, qui, bien qu'il ne fût pas homme d'une conscience délicate, aurait reculé avec horreur devant un parricide. Il y avait donc deux complots entremêlés l'un dans l'autre. Le but du grand complot whig était de soulever la nation contre le gouvernement; le complot inférieur, communément appelé le complot de Rye-House, dans lequel ne trempèrent qu'un petit nombre d'hommes exaspérés, avait pour but l'assassinat du roi et de son héritier présomptif.

Les deux complots furent bientôt découverts. Des traîtres se hâtèrent lâchement de mettre leurs personnes à l'abri, en divulguant tout ce qui s'était passé dans les délibérations du parti, et même davantage. Il est clairement démontré qu'une petite minorité seulement parmi ceux qui méditaient la résistance donnèrent accès dans leur âme à la pensée de l'assassinat; mais, comme les deux conspirations se rattachaient l'une à l'autre, il ne fut pas difficile au gouvernement de n'en faire qu'une des deux. La juste indignation excitée par le complot de Rye-House s'étendit pendant un certain temps à tout le parti whig. Le roi était libre maintenant de tirer pleine vengeance de longues années d'humiliation et de contrainte. Shaftesbury, il est vrai, avait échappé à la destinée que ses perfidies multipliées lui méritaient si bien. Il avait vu venir la ruine de son parti, avait essayé vainement de faire sa paix avec les deux personnes royales, s'était enfui en Hollande et y était mort sous la protection de ce gouvernement qu'il avait si cruellement

outragé. Monmouth se jeta aux pieds de son père et obtint sa grâce, mais il commit bientôt de nouvelles offenses, et jugea prudent de se condamner à un exil volontaire. Essex périt de sa propre main à la Tour. Russell, qui paraît n'avoir été coupable d'aucun crime qu'on pût qualifier de crime de haute trahison, et Sidney, dont la culpabilité ne put être prouvée, furent décapités au mépris de la loi et de la justice. Russell mourut avec la force d'âme d'un chrétien, Sidney avec la force d'âme d'un stoïcien. Quelques hommes politiques, d'un rang secondaire, furent envoyés à la potence. Beaucoup quittèrent le pays. De nombreuses poursuites, pour non révélation du complot, pour libelle, pour conspiration, furent intentées. Les verdicts de culpabilité étaient obtenus sans difficulté des jurés tories, et les châtiments les plus rigoureux infligés par des juges dévoués à la cour. A ces poursuites criminelles se joignirent des poursuites civiles presque aussi formidables. Des actions furent intentées pour diffamation contre le duc d'York, et des dommages-intérêts, équivalant à un emprisonnement perpétuel, furent demandés par le plaignant, et accordés sans difficulté. La cour du banc du roi déclara que les franchises de la cité de Londres lui étaient retirées pour cause de forfaiture. Enivré par cette grande victoire, le gouvernement poursuivit et attaqua les constitutions des autres corporations qui étaient gouvernées par des fonctionnaires whigs, et qui avaient envoyé d'habitude des membres whigs au parlement. Les bourgs furent obligés, l'un après l'autre, de rendre leurs priviléges, et de nouvelles chartes qui donnèrent partout la prédominance aux Tories furent concédées.

Ces poursuites, bien que répréhensibles, avaient pourtant l'apparence de la légalité. Elles furent accompagnées d'un acte destiné à apaiser l'inquiétude avec laquelle bien des sujets fidèles voyaient dans l'avenir l'avénement au trône d'un souverain papiste. Lady Anne, la plus jeune

des filles que le duc d'York avait eu de sa première femme, fut mariée à George, prince de l'orthodoxe maison de Danemark. La *gentry* tory et le clergé pouvaient se flatter de l'espoir que l'Église d'Angleterre était maintenant efficacement garantie sans aucune violation de l'ordre de succession au trône. Le roi et son héritier étaient à peu près du même âge. Tous deux approchaient du déclin de la vie. La santé du roi était bonne. Il était donc probable que Jacques, s'il montait jamais sur le trône, n'aurait qu'un règne de courte durée. Au delà de son règne on apercevait l'heureuse perspective d'une longue série de souverains protestants.

La liberté de la presse, nouvellement affranchie, ne servait que peu ou point au parti vaincu; car les dispositions des juges et des jurés étaient telles qu'un écrivain, poursuivi par le gouvernement pour cause de libelle, n'avait aucun espoir d'échapper à une condamnation. La crainte du châtiment tenait donc lieu d'une censure. En même temps les chaires retentissaient de harangues contre le péché de rébellion. Les traités dans lesquels Filmer soutenait que le despotisme héréditaire était la forme de gouvernement instituée par Dieu, et que la monarchie limitée était une absurdité pernicieuse, venaient de paraître récemment et avaient été favorablement accueillis par une nombreuse fraction du parti tory. L'université d'Oxford, le jour même où Russell était mis à mort, adopta par un acte public et solennel ces étranges doctrines, et ordonna que les œuvres politiques de Buchanan, de Milton et de Baxter, fussent brûlées publiquement dans la cour des écoles.

Le roi, ainsi encouragé, se risqua à dépasser les limites qu'il avait respectées pendant plusieurs années, et à violer la lettre même de la loi. La loi portait qu'il ne devait pas s'écouler plus de trois années entre la dissolution d'un parlement et la convocation d'un nouveau parlement. Mais, trois ans après la dissolution du par-

lement, qui siégea à Oxford, nulle ordonnance pour une nouvelle élection ne fut rendue. Cette infraction à la constitution était d'autant plus répréhensible que le roi n'avait aucune raison de redouter une nouvelle chambre des communes. Les comtés tenaient généralement pour lui, et un nombre si considérable des bourgs, où les Whigs exerçaient l'influence prépondérante, avaient été privés de leurs droits, qu'on pouvait être sûr qu'une nouvelle élection n'enverrait à la chambre que des courtisans.

Peu de temps après la loi fut violée de nouveau, en faveur du duc d'York. Ce prince, en partie à cause de sa religion, en partie à cause de sa nature dure et impitoyable, était si impopulaire qu'on avait jugé nécessaire de l'éloigner pendant la discussion du bill d'exclusion, de crainte que sa présence ne donnât des avantages au parti qui s'efforçait de le dépouiller de ses droits légitimes. On l'avait donc envoyé gouverner l'Écosse, où le sauvage et vieux tyran Lauderdale s'en allait mourir. Jacques surpassa Lauderdale lui-même. Son administration fut signalée par des lois odieuses, des châtiments barbares, des jugements dont l'iniquité n'a pas d'analogue, même à cette époque. Le conseil privé de l'Écosse avait le pouvoir de soumettre à la question les prisonniers d'État. Mais la vue d'un tel spectacle était si horrible, qu'aussitôt que les brodequins apparaissaient, les courtisans les plus serviles et les plus endurcis se hâtaient eux-mêmes de sortir de la salle. Le bureau était quelquefois complétement abandonné, si bien qu'à la fin il fallut ordonner que les membres resteraient à leur place dans ces occasions. On remarqua que le duc d'York, au contraire, semblait prendre plaisir à un spectacle que les pires de tous les hommes étaient incapables de contempler sans pitié et sans horreur. Non-seulement il se rendait au conseil lorsque la question devait être infligée, mais il suivait l'agonie des patients avec cet intérêt

et ce plaisir qu'on met à suivre une expérience scientifique curieuse. C'est ainsi qu'il occupa son temps, à Édimbourg, jusqu'au jour où l'issue du conflit entre la cour et les Whigs ne fut pas plus longtemps douteuse. Il retourna alors en Angleterre, mais il était exclu de tout emploi public par l'acte du *test*, et le roi ne jugea pas d'abord prudent de violer un statut que la grande majorité de ses plus fidèles sujets regardait comme une des garanties principales de la religion et des droits civils des Anglais. Toutefois, lorsqu'il parut démontré, par une série de tentatives heureuses, que la nation avait assez de patience pour endurer tout ce que le gouvernement avait l'audace de faire, Charles se hasarda à se soustraire à la loi en faveur de son frère. Le duc rentra dans le conseil et reprit la direction des affaires maritimes.

Ces infractions à la constitution excitèrent, il est vrai, quelques murmures parmi les Tories modérés, et ne furent pas unanimement approuvées par les ministres du roi. Halifax, en particulier, maintenant créé marquis et lord du sceau privé, avait commencé à devenir whig, du jour même où, grâce à son aide, les Tories avaient conquis l'ascendant. Aussitôt après le rejet du bill d'exclusion, il avait pressé la chambre des lords de prendre des mesures de précaution contre les dangers auxquels les libertés et la religion de l'Angleterre pourraient être exposées sous le règne suivant. Il voyait maintenant avec alarme la violence de cette réaction, qui était en grande partie son œuvre. Il n'essayait pas de cacher le mépris qu'il ressentait pour les doctrines serviles de l'université d'Oxford. Il détestait l'alliance française ; il désapprouvait la longue suspension des parlements ; il regrettait la sévérité avec laquelle le parti vaincu était traité. Lui qui, lorsque les Whigs étaient prédominants, avait osé déclarer que Stafford était innocent, osa, lorsqu'ils furent vaincus et sans appui, intercéder en faveur de Russell. Une scène remarquable se passa à l'un des

derniers conseils que Charles présida. La charte du Massachusetts avait été abrogée. La question de savoir comment à l'avenir la colonie serait gouvernée fut soulevée. L'opinion générale du conseil fut que le pouvoir tout entier, exécutif aussi bien que législatif, relèverait de la couronne. Halifax soutint l'opinion opposée, et argumenta avec une grande vigueur contre la monarchie absolue et en faveur du gouvernement représentatif. Il était insensé, dit-il, de croire qu'une population issue d'une souche anglaise, animée de sentiments anglais, supporterait longtemps d'être privée des institutions anglaises. La vie, s'écria-t-il, n'aurait aucun prix dans un pays où la liberté et la propriété des citoyens seraient à la merci d'un maître despotique. Le duc d'York fut très-courroucé de ce langage, et représenta à son frère le danger de garder au ministère un homme infecté des pires doctrines de Marvell et de Sidney.

Quelques écrivains modernes ont blâmé Halifax d'avoir continué à siéger dans un ministère dont il désapprouvait la politique intérieure et extérieure à la fois. Cette censure est injuste. On doit remarquer que le mot ministère dans le sens moderne était alors inconnu[1]; la chose elle-même n'existait pas, car elle appartient à l'époque où le gouvernement parlementaire fut définitivement établi. Aujourd'hui, les principaux serviteurs de la couronne forment un seul corps, ils sont censés liés les uns aux autres par une confiance amicale, et s'accorder sur les principes d'après lesquels l'administration exécutive doit être conduite. S'il s'élève entre eux une légère différence d'opinion, un compromis est facile; mais si quelqu'un d'eux diffère des autres sur un point de première importance, son devoir est de résigner son emploi. Tant qu'il garde ses fonctions, il est responsable des actes dont il a même essayé de dissuader ses collègues. Au dix-septième siècle, une telle

[1] North, examen 69.

solidarité ne liait pas entre eux les chefs des diverses branches de l'administration. Chacun d'eux était responsable de ses propres actes, de l'usage qu'il faisait de son sceau officiel, des pièces qu'il signait, des conseils qu'il donnait au roi. Aucun homme d'État n'était responsable de ce qu'il n'avait pas fait ou poussé les autres à faire. S'il prenait soin de ne pas être l'agent des actes mauvais et de recommander de bonnes mesures lorsqu'il était consulté, il était exempt de tout reproche. Abandonner son poste pour la raison que ses conseils n'avaient pas été exactement suivis par son maître sur des sujets étrangers à son administration, abandonner l'amirauté, par exemple, parce que les finances étaient en désordre, ou la trésorerie, parce que l'état des affaires étrangères n'était pas satisfaisant, aurait semblé un acte de susceptibilité étrange; il n'était donc nullement rare de voir en même temps au pouvoir des hommes qui différaient d'opinion, autant que Pulteney différait de Walpole, ou Fox de Pitt.

Les conseils modérés et constitutionnels de Halifax étaient timidement et faiblement secondés par Francis North, lord Guildford, qui avait été nommé récemment garde du grand sceau. Le caractère de Guildford a été retracé dans tous ses détails par son frère, Roger North, tory très-intolérant, écrivain affecté, pédantesque, mais observateur attentif de toutes ces circonstances minutieuses qui jettent la lumière sur le naturel des hommes. Il est remarquable que le biographe, bien qu'écrivant sous la puissante influence d'une partialité fraternelle, et évidemment désireux de tracer une ressemblance flatteuse, n'a pu peindre le lord garde des sceaux que comme l'homme le plus ignoble du monde. Cependant l'intelligence de Guildford était nette, son érudition littéraire et scientifique fort suffisante, sa science du droit plus que suffisante. Ses défauts étaient l'égoïsme, la lâcheté et la bassesse; il n'était pas insensible

au pouvoir de la beauté, et se laissait aller assez volontiers à boire avec excès. Cependant, ni le vin ni la beauté ne purent jamais donner à ce prudent et frugal libertin un élan d'indiscrète générosité, même dans sa première jeunesse. Malgré sa noble naissance, il s'éleva dans sa profession par une adulation honteuse pour tous ceux qui possédaient une influence dans les cours de justice. Il devint président de la cour des *plaids communs*, et participa en cette qualité à quelques-uns des plus infâmes meurtres judiciaires dont notre histoire fasse mention. Il avait assez de bon sens pour s'apercevoir dès le commencement qu'Oates et Bedloe étaient des imposteurs; mais le parlement et la nation étaient extrêmement agités; le gouvernement avait cédé à la nécessité, et North n'était pas homme à perdre une bonne place par amour pour la justice et l'humanité. En conséquence, tandis qu'en secret il écrivait une réfutation de tout ce roman du complot papiste, il déclarait en public que la vérité de cette histoire était claire comme le jour, et il n'avait pas honte de déconcerter, du haut de son fauteuil de juge, les malheureux Catholiques romains qui comparaissaient devant lui. Il avait atteint enfin le poste le plus élevé de la magistrature; mais un légiste qui, après de longues années consacrées aux labeurs de sa profession, s'engage pour la première fois dans la politique, à un âge avancé, se distingue rarement comme homme d'État, et Guildford ne fit pas exception à cette règle générale. Il sentait d'ailleurs si bien son insuffisance, qu'il n'assistait jamais aux réunions de ses collègues où se discutaient les affaires étrangères. Même sur les questions qui se rapportaient à ses connaissances professionnelles, son opinion avait moins de poids que celle d'aucun homme qui ait jamais tenu le grand sceau. Toutefois, il employait son influence telle qu'elle était en faveur de la loi, autant du moins qu'il était capable d'oser l'employer à cet usage.

Le principal adversaire d'Halifax était Lawrence Hyde, récemment créé comte de Rochester. De tous les Tories, Rochester était le plus intolérant et le moins conciliant. Les membres modérés de son parti se plaignaient que la faveur de la trésorerie, pendant qu'il en était le premier commissaire, se portât tout entière sur des fanatiques bruyants, dont les seuls titres à l'avancement étaient de boire sans cesse à la confusion du whiggisme, et d'allumer des feux de joie pour brûler le bill d'exclusion. Le duc d'York, séduit par un caractère qui ressemblait si fort au sien, soutenait son beau-frère passionnément et obstinément.

Les efforts des ministres rivaux, pour se dépasser et se supplanter les uns les autres, tenaient la cour dans une incessante agitation. Halifax pressait le roi de convoquer un parlement, d'accorder une amnistie générale, de priver le duc d'York de toute participation au gouvernement, de rappeler Monmouth de l'exil, de rompre avec Louis, et de former une étroite union avec la Hollande sur les principes de la triple alliance. Le duc d'York, d'un autre côté, redoutait la réunion du parlement, regardait toujours les Whigs vaincus avec la même haine, se flattait toujours de l'espérance que le projet formé à Douvres, quatorze ans auparavant, pourrait encore être accompli, représentait chaque jour à son frère tout ce qu'il y avait d'inconvenant à laisser le sceau privé entre les mains d'un homme qui, au fond du cœur, était républicain, et lui recommandait vivement Rochester pour la grande charge de lord trésorier.

Godolphin, silencieux, prudent et laborieux, observait une neutralité complète entre les deux factions en lutte. Sunderland, avec la perfidie inquiète qui lui était habituelle, intriguait à la fois contre toutes les deux. Il avait été renvoyé de ses fonctions et disgracié pour avoir voté en faveur du bill d'exclusion; mais il avait fait sa paix en employant les bons offices de la duchesse de Portsmouth,

et en faisant force courbettes devant le duc d'York, et était redevenu secrétaire d'État.

Cependant Louis XIV n'était ni négligent ni inactif. Tout à ce moment favorisait ses projets. Il n'avait rien à craindre de l'empire germanique, qui luttait alors sur le Danube contre les Turcs. La Hollande ne pouvait pas se hasarder, sans alliés, à lui résister. Il pouvait donc en toute liberté donner carrière à son ambition et à son insolence. Il s'empara de Dixmude et de Courtray. Il bombarda Luxembourg. Il arracha à la république de Gênes la soumission la plus humiliante. La puissance de la France atteignit à cette époque le point le plus élevé qu'elle ait jamais atteint avant ou depuis, pendant les dix siècles qui séparent le règne de Charlemagne du règne de Napoléon. Il n'était pas aisé de dire où ses conquêtes s'arrêteraient, si l'Angleterre pouvait être tenue dans un état de vasselage. Le premier souci de la cour de Versailles était donc d'empêcher la convocation d'un parlement et la réconciliation des partis anglais. A cette fin, les corruptions, les promesses et les menaces, furent employées sans ménagements. Tantôt on alléchait Charles en lui donnant l'espérance d'un subside, tantôt on l'effrayait en lui disant que s'il convoquait les chambres, les articles secrets du traité de Douvres seraient publiés. Quelques-uns des conseillers privés furent achetés; mais toutes les tentatives qu'on fit pour corrompre Halifax furent vaines. Lorsqu'il fut reconnu qu'il était incorruptible, toute l'habileté et toute l'influence de l'ambassade française furent employées pour le faire renvoyer de ses fonctions ; mais son esprit charmant et ses talents variés l'avaient rendu si agréable à son maître, que ce dessein échoua [1].

[1] Lord Preston, qui était alors ambassadeur à Paris, écrivait de cette ville à Halifax les mots suivants : « Je m'aperçois que votre seigneurie est encore soumise à l'infortune de n'être pas en faveur à cette cour ; et monsieur Barillon

Halifax ne voulut pas se contenter de rester sur la défensive. Il accusa ouvertement Rochester de malversation. Une enquête fut faite. On découvrit que quarante mille livres sterling avaient été perdues pour le pays par suite de la mauvaise gestion du premier lord de la Trésorerie. En conséquence de cette découverte, Rochester fut non-seulement obligé d'abandonner l'espoir de tenir la Verge blanche, mais fut renvoyé de la direction des finances pour être élevé au poste plus honorifique, mais moins lucratif et moins important, de lord président. « J'ai vu des gens à qui l'on faisait descendre les escaliers à coups de pieds au derrière, dit Halifax; mais mylord Rochester est le premier que j'aie vu les monter de la même façon. » Godolphin, devenu pair, fut nommé premier lord de la Trésorerie.

La lutte continuait encore, cependant. L'issue dépendait entièrement de la volonté de Charles, et Charles ne pouvait pas arriver à prendre une décision. Dans sa perplexité, il promettait tout à tout le monde, il voulait conserver ses bons rapports avec la France, et il voulait rompre avec la France; il ne voulait pas entendre parler d'un nouveau parlement, et il voulait rendre sans délais des ordonnances pour l'élection d'un nouveau parlement. Il assurait au duc d'York qu'Halifax serait congédié, et à Halifax que le duc serait envoyé en Écosse. Il affectait en public un ressentiment implacable contre Monmouth, et il faisait tenir en particulier à Monmouth des assurances d'inaltérable affection. Combien de temps l'hésitation du roi aurait-elle pu durer si sa vie s'était pro-

n'ose pas vous sourire, parce que son maître vous fait mauvaise mine. Ils connaissent parfaitement les qualités de votre seigneurie, et c'est grâce à elles qu'ils vous craignent et par suite qu'ils vous détestent; et soyez assuré, mylord, que si toute leur puissance peut vous envoyer à Rufford, ils l'emploieront à cette fin. Deux choses, à ce que j'entends dire, leur sont particulièrement désagréables, votre discrétion et leur impuissance à vous corrompre. Je sais qu'ils se sont plaints de ces deux choses, et qu'ils vous condamnent à cause d'elles. » La date de cette lettre est du 5 octobre (nouveau style) 1683.

longée, et quelles auraient été ses résolutions? Ces questions rentrent dans l'ordre des hypothèses. Il mourut dès les premiers jours de 1688, lorsque les partis hostiles attendaient avec inquiétude sa détermination, et une nouvelle scène s'ouvrit. En quelques mois, les excès du gouvernement effacèrent l'impression qu'avaient faite sur l'esprit public les excès de l'opposition. La réaction violente qui avait abattu le parti whig fut suivie d'une réaction plus violente encore dans la direction opposée, et des signes auxquels on ne pouvait se tromper indiquèrent bientôt que le grand conflit entre les prérogatives de la couronne et les priviléges du parlement était sur le point d'arriver à un dénoûment définitif.

CHAPITRE III.

ÉTAT DE L'ANGLETERRE EN 1685.

Grands changements survenus en Angleterre depuis 1685. — Population de l'Angleterre en 1685. — L'accroissement de la population, plus grand dans le Nord que dans le Sud. — Revenu public en 1685. — Système militaire. — La marine. — L'artillerie. — Dépenses de l'armée en non activité. — — Dépenses du gouvernement civil. — Profits énormes des courtisans et des ministres. — État de l'agriculture. — Richesses minérales du pays. — Accroissement du revenu de la terre. — *Country gentlemen.*—Le clergé. — La *Yeomanry.* — Accroissement des villes. — Bristol. — Norwich. — Autres villes de comtés. — Manchester. — Leeds. — Sheffield. — Birmingham. — Liverpool. — Villes de bains, Cheltenham, Brighton.—Buxton; Tunbridge Wells. — Bath — Londres. — La Cité. — La partie fashionable de la capitale. — Police de Londres. — Éclairage de Londres. — *White friars.*—La cour. — Les cafés.— Difficultés des voyages. — Mauvais état des routes. — Voitures publiques. — Voleurs de grands chemins. — Les auberges.— La poste. — Les journaux. — Nouvelles à la main. — *L'Observateur.* — Rareté des livres dans la province. — Éducation des femmes. — Connaissances littéraires des hommes. — Influence de la littérature française. — Immoralité de la littérature anglaise de cette époque. — État de la science en Angleterre. — État des beaux-arts. — État des classes populaires. — Salaire des ouvriers agricoles. — Salaire des ouvriers des manufactures. — Travail des enfants dans les manufactures. — Nombre des pauvres. — Avantages qu'ont retiré les classes populaires des bienfaits de la civilisation.—Illusion qui conduit les hommes à exagérer le bonheur des générations précédentes.

Je me propose de décrire dans ce chapitre l'état de l'Angleterre à l'époque où la couronne passa de Charles II à son frère. Une telle description, tirée de matériaux rares et épars, devra naturellement être imparfaite. Cependant elle pourra corriger quelques fausses opinions

qui rendraient inintelligible et peu instructive la suite de ce récit.

Si nous voulons étudier avec profit l'histoire de nos ancêtres, nous devons nous tenir constamment en garde contre les illusions que les noms bien connus des familles, des lieux et des charges publiques produisent naturellement, et ne jamais oublier que l'Angleterre dont nous lisons l'histoire était une Angleterre bien différente de celle dans laquelle nous vivons. Dans toute science expérimentale, il y a tendance vers la perfection. Dans tout être humain, il y a un désir d'améliorer sa condition. Ces deux principes ont souvent suffi, même lorsqu'ils étaient contrariés par de grandes calamités publiques et par de mauvaises institutions, pour faire avancer rapidement la civilisation. Jamais malheurs publics répétés, jamais mauvais gouvernement passé à l'état d'habitude, ne feront autant pour appauvrir une nation que le progrès constant des sciences physiques, et les efforts constants de tout homme pour améliorer sa condition ne feront pour rendre cette nation prospère. On a souvent remarqué que des dépenses prodigues, de lourds impôts, d'absurdes restrictions commerciales, des tribunaux corrompus, des guerres désastreuses, des séditions, des persécutions, des incendies, des inondations, n'ont pu détruire le capital aussi rapidement que les efforts privés des citoyens le créaient. On peut aisément prouver que dans notre pays la richesse nationale s'est augmentée sans interruption depuis six siècles au moins ; qu'elle était plus grande sous les Tudors que sous les Plantagenets, plus grande sous les Stuarts que sous les Tudors ; qu'en dépit des batailles, des siéges et des confiscations, elle était plus grande le jour où s'opéra la restauration que le jour où le long parlement se réunit ; qu'en dépit de la mauvaise administration, de l'extravagance de la cour, de la banqueroute publique, de deux guerres coûteuses et mal-

heureuses, de la peste et de l'incendie, elle était plus grande le jour de la mort de Charles II que le jour de son avénement. Ce progrès, après avoir ainsi continué proportionnellement durant plusieurs siècles, devint enfin, vers le milieu du dix-huitième siècle, démesurément rapide, et a marché dans le dix-neuvième avec une impétuosité de plus en plus irrésistible. Grâce en partie à notre position géographique, en partie à notre situation morale, nous avons été depuis plusieurs générations exempts des maux qui, partout ailleurs, ont entravé les efforts et détruit les fruits de l'industrie. Tandis que toutes les régions du continent, depuis Moscou jusqu'à Lisbonne, étaient le théâtre de guerres sanglantes et dévastatrices, notre pays n'a vu d'autres étendards ennemis que les trophées conquis. Pendant que des révolutions éclataient de toute part autour de nous, notre gouvernement n'a jamais été renversé par la violence. Depuis cent ans, il n'y a pas eu dans notre île de troubles assez considérables pour mériter le nom d'insurrection. La loi n'a jamais été foulée aux pieds ni par la fureur populaire, ni par la tyrannie royale. Le crédit public a été sacré. L'administration de la justice a été pure. Même dans ces jours que les Anglais peuvent justement appeler mauvais, nous avons joui de la liberté civile et religieuse dans une mesure qui eût paru extrêmement large à tout autre peuple. Chacun s'est tenu pour assuré que l'État le protégerait dans la possession des richesses gagnées par sa diligence et amassées par ses privations. Sous l'influence bienfaisante de la paix et de la liberté, la science a fleuri et a été appliquée aux choses pratiques dans des proportions inconnues jusqu'alors. La conséquence de tout cela est que notre pays a subi une métamorphose dont l'histoire du monde ancien n'offre pas d'exemple. Si l'Angleterre de 1685 pouvait être évoquée à nos yeux par quelque procédé magique, nous ne reconnaîtrions pas un paysage sur cent et un édifice sur dix mille. Le gentil-

homme campagnard ne reconnaîtrait pas ses propres champs, l'habitant de la ville ne reconnaîtrait pas sa propre rue; tout a été changé, sauf les grands traits de la nature et quelques œuvres solides et durables de l'art humain. Nous pouvons retrouver Snowdon et Windermere, les dunes de Cheddar et la pointe de Beachy; nous pouvons retrouver çà et là un monastère normand ou un château témoin de la guerre des deux Roses ; mais sauf ces quelques rares exceptions, tout nous serait étranger. Des milliers de milles carrés, qui sont maintenant de riches terres et de riches prairies, séparées par de vertes haies, parsemées de villages et de charmantes maisons de campagne, nous apparaîtraient sous la forme de bruyères couvertes de genêts et d'ajoncs, ou de marécages abandonnés aux canards sauvages. Là où nous voyons aujourd'hui des villes manufacturières et des ports de mer renommés jusqu'aux extrémités de la terre, nous verrions des huttes éparses, bâties en bois et couvertes de chaume. La capitale elle-même se rapetisserait à une dimension qui n'excéderait pas celle de son faubourg actuel, au sud de la Tamise. Les mœurs et l'habillement du peuple, l'ameublement et les équipages, l'intérieur des boutiques et des maisons, ne nous surprendraient pas moins. Un tel changement dans l'état d'une nation nous semble fait pour attirer l'attention d'un historien, tout autant qu'un changement de dynastie ou de ministère.

Un des premiers objets du curieux qui désire se former une idée exacte de l'état d'une société, à une époque donnée, doit être la recherche du chiffre des personnes qui composaient cette société. Malheureusement on ne peut établir avec une exactitude parfaite le chiffre de la population anglaise en 1685. Nul grand État n'avait alors adopté le sage système des recensements périodiques. Chacun pouvait conjecturer à son aise; et comme, en général, ces conjectures ne reposaient pas sur l'examen

des faits, et dérivaient de l'influence de mesquins préjugés et de violentes passions, elles étaient souvent ridiculement absurdes. D'intelligents habitants de Londres eux-mêmes parlaient ordinairement de la capitale comme contenant plusieurs millions d'âmes. Beaucoup vous auraient confidentiellement assuré que durant les trente-cinq années qui s'étaient écoulées entre l'avénement de Charles Ier et la restauration, la population de la ville s'était accrue de deux millions [1]. Même alors que les ravages de la peste et de l'incendie étaient tout récents, on avait coutume de dire que la capitale contenait un million et demi d'habitants [2]. Quelques personnes, dégoûtées par ces exagérations, se jetaient violemment dans l'exagération contraire. Ainsi Isaac Vossius, homme d'un talent et d'une science incontestables, maintenait intrépidement qu'il n'y avait dans l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande réunies, que deux millions d'habitants [3].

Nous ne sommes cependant pas dépourvus de moyens pour rectifier ces erreurs étranges où certains esprits tombaient par trop de vanité nationale, et d'autres par un amour malsain du paradoxe. Il existe trois supputations qui nous semblent mériter une attention particulière. Elles sont entièrement indépendantes les unes des autres, elles s'appuient sur des principes différents et cependant diffèrent peu quant aux résultats.

Une de ces trois supputations fut faite en 1696 par Gregory King, héraut de Lancastre, statisticien politique d'une grande pénétration et d'un grand jugement. La base de ses calculs fut le chiffre des maisons, donné

[1] *Observations sur les états de mortalité*, par le capitaine John Graunt (sir William Petty). Ch. XI.

[2] «Elle comprend quinze cent mille habitants qui y passent leurs jours.» *Beauté de la Grande-Bretagne*, 1671.

[3] Isaac Vossius, *de Magnitudine urbium Sinarum*, 1685. Vossius, ainsi que nous l'apprend Saint-Evremond, parlait sur ce sujet plus longtemps et plus souvent qu'il ne convenait de le faire dans les cercles du monde élégant, et qu'on ne se souciait de l'écouter.

en 1690 par les fonctionnaires qui perçurent pour la dernière fois l'impôt du fouage. La conclusion à laquelle il arriva fut que la population de l'Angleterre s'élevait à environ cinq millions et demi [1].

A peu près vers le même temps, le roi Guillaume III désira connaître la force comparative des sectes entre lesquelles la société était divisée. Une enquête fut instituée, et des rapports lui arrivèrent de tous les diocèses du royaume. D'après ces rapports, le nombre de ses sujets anglais devait être à peu près de cinq millions et deux cent mille âmes [2].

Enfin, de nos jours, M. Finlaison, archiviste d'une éminente habileté, a soumis les anciens registres des paroisses à toutes les épreuves que les progrès modernes de la science statistique lui permettaient d'employer. Son opinion, c'est qu'à la fin du dix-septième siècle, la population de l'Angleterre était un peu au-dessous de cinq millions deux cent mille âmes [3].

De ces trois estimations, faites par différentes personnes travaillant sur des matériaux différents, la plus élevée, qui est celle de King, n'excède pas d'un douzième celle de Finlaison, qui est la plus faible. Nous pouvons donc affirmer avec confiance qu'à l'époque où régnait Jacques II, l'Angleterre contenait une population de cinq millions à cinq millions cinq cent mille âmes. En prenant l'hypothèse la plus élevée, elle aurait eu moins d'un tiers de sa population présente, et une population

[1] King, *Observations politiques et naturelles*, 1696.— Ce précieux traité, qui doit être lu dans le texte primitif de son auteur et non pas dans le texte mutilé de Davenant, se trouve dans quelques-unes des éditions de l'évaluation de Chalmers (*Chalmers's Estimate*).

[2] Appendice de Dalrymple à la partie II, livre I. — La méthode de recenser la population au moyen des sectes religieuses fut longtemps à la mode Gulliver dit du roi de Brobdingnag : «Il rit beaucoup de ma baroque arithmétique, comme il se plaisait à l'appeler, qui calculait la population de notre pays par le chiffre de nos sectes religieuses et politiques. »

[3] *Préface* au relevé de la population de 1831

à peine trois fois supérieure à celle que contient aujourd'hui sa gigantesque capitale.

L'accroissement de la population, depuis cette époque, a été grand dans tout le royaume, mais a été généralement beaucoup plus grand dans les comtés du Nord que dans les comtés du Sud. Une grande portion du pays au delà de la Trent est, à vrai dire, restée, jusqu'au dix-huitième siècle, dans un état de barbarie. Des causes physiques et morales à la fois concouraient à empêcher la civilisation de se répandre dans cette région. La température y était rigoureuse. Le sol demandait, par sa nature, une culture habile et assidue, et il ne pouvait y avoir ni habileté ni assiduité dans un pays qui était si souvent le théâtre de la guerre, et qui, même lorsqu'il jouissait d'une paix nominale, était constamment désolé par des bandes de maraudeurs écossais. Avant l'union des deux couronnes britanniques, il y avait, et il y eut longtemps encore après cette union, une aussi grande différence entre le Middlesex et le Northumberland que de nos jours entre le Massachusetts et les établissements de ces pionniers qui, à l'ouest du Mississipi, rendent leur sauvage justice avec la hache et le poignard. Sous le règne de Charles II, les traces laissées par des siècles de massacres et de pillages étaient encore très-visibles, à plusieurs milles au sud du Tweed, dans l'aspect du pays et les mœurs anarchiques du peuple. Il y avait encore toute une classe très-nombreuse de bandits dont la profession unique était de piller les maisons et d'enlever des troupeaux entiers de bestiaux. On jugea nécessaire, aussitôt après la restauration, de porter des lois très-sévères, afin de prévenir de tels crimes. Les magistrats du Northumberland et du Cumberland furent autorisés à lever des compagnies de gens armés pour la défense de l'ordre et de la propriété, et il fut pourvu à cette dépense au moyen de taxes locales [1]. Les

[1] Statuts, 14 Car. II, c. 22 ; 18 et 19 Car. II, c. 3 ; 29 et 30 Car. II, c. 2.

paroisses furent tenues d'entretenir des meutes de limiers pour la chasse aux maraudeurs. Bon nombre de vieillards, vivant au milieu du dix-huitième siècle, pouvaient se rappeler l'époque où ces chiens terribles étaient d'un service fréquent [1]. Cependant, même avec de tels auxiliaires, il était souvent impossible d'atteindre les voleurs dans leurs retraites, à travers les montagnes et les marécages, car la géographie de cette région sauvage était très-imparfaitement connue. Même après l'avénement de Georges III, le sentier qui menait à travers les montagnes de Borrowdale à Ravenglas était le secret soigneusement gardé des habitants de la vallée, dont quelques-uns probablement, dans leur jeunesse, s'étaient dérobés par cette route aux poursuites de la justice [2]. Les habitations des propriétaires et les maisons de fermiers considérables étaient fortifiées. La nuit, on parquait les bœufs au-dessous des créneaux de la résidence qu'on désignait sous le nom de *Peel*. Les hôtes de l'intérieur dormaient avec des armes à leur côté. De grosses pierres et de l'eau bouillante étaient toujours là sous la main, pour écraser et brûler le pillard qui oserait assaillir la petite garnison. Un voyageur ne s'aventurait pas dans le pays sans avoir fait son testament. Les juges en tournée, accompagnés de tout le corps des légistes, avocats, procureurs et clercs, ainsi que de leurs serviteurs, allaient à cheval de Newcastle à Carlisle, armés et escortés d'une garde nombreuse commandée par les shérifs. Il était nécessaire de porter des provisions, car le pays était un désert qui n'offrait aucune ressource. La place où la cavalcade faisait halte pour dîner, à l'ombre d'un chêne immense, n'est pas encore oubliée. La vigueur peu régulière avec laquelle était administrée la justice criminelle choquait les spectateurs dont la vie

[1] Nicholson et Bourne. — Discours sur l'ancien État du *Border* (frontière de l'Écosse et de l'Angleterre) 1777.

[2] Gray ; *Journal d'une excursion sur les lacs*. Oct. 3, 1769.

s'était passée dans des districts plus tranquilles. Les jurés, animés par la haine et par un sentiment de danger commun, condamnaient les hommes coupables de vols par effraction et les enleveurs de bestiaux avec la promptitude d'une cour martiale jugeant des insurgés, et les condamnés étaient conduits par vingtaines à la potence[1]. De nos jours même, quelques-uns des hommes que notre génération a connus racontaient que dans leur jeunesse, le chasseur qui s'aventurait à la poursuite du gibier jusqu'aux sources de la Tyne trouvait les bruyères situées autour du château de Keeldar peuplées par une race d'hommes presque aussi sauvages que les Indiens de la Californie, et entendait avec surprise des femmes demi-nues chanter sur un rhythme barbare, tandis que les hommes dansaient une danse de guerre en brandissant des poignards[2].

Ce ne fut que lentement et avec d'extrêmes difficultés que la paix s'établit sur la frontière. L'industrie et tous les arts de la vie arrivèrent à la suite de la paix. En même temps on découvrit que la région au nord de la Trent possédait, dans ses mines de charbon, une source de richesses infiniment plus précieuse que les mines d'or du Pérou. On s'aperçut que des manufactures de toute espèce pourraient s'établir avantageusement dans le voisinage de ces mines. Un flot d'émigration constant commença à couler vers le Nord. Le recensement de 1841 nous a appris que l'ancienne province archiépiscopale d'York contenait les deux septièmes de la population anglaise. A l'époque de la révolution, on croyait que cette province n'en contenait que le septième[3].

[1] North, *Vie de Guildford*. — Hutchinson, *Histoire du Cumberland, paroisse de Brampton*.

[2] Voyez le journal de sir Walter Scott, oct. 7, 1827, dans sa vie, par M. Lockhart.

[3] Dalrymple, Appendice à la partie II, livre I. — Les rôles de l'impôt du fouage conduisent à la même conclusion. Les feux de la province d'York ne faisaient pas un sixième du chiffre des feux de toute l'Angleterre.

Dans le Lancashire, la population est devenue neuf fois plus considérable, tandis qu'elle a à peine doublé dans les comtés de Suffolk, de Norfolk et de Northampton [1].

Nous pouvons parler de l'impôt avec plus de certitude et de précision que de la population. Le revenu public de l'Angleterre, à la mort de Charles II, était faible, comparé aux ressources qu'elle contenait dès lors ou aux taxes qui étaient levées dans les États voisins. Il s'était presque constamment accru depuis la restauration, cependant il s'élevait à peine aux trois quarts du revenu public des Provinces-Unies et au cinquième du revenu public de la France.

Le chapitre le plus important des recettes était celui des contributions indirectes, qui, dans la dernière année du règne de Charles, produisirent cinq cent quatre-vingt-cinq mille livres, tous frais déduits. Le revenu net des douanes s'éleva, la même année, à cinq cent trente mille livres. Ces charges n'étaient pas d'un poids bien lourd pour la nation. L'impôt du fouage, quoique moins productif, excitait de plus grands murmures. Le mécontentement excité par les impôts directs n'est, il est vrai, presque jamais en proportion avec les sommes que ces impôts rendent à l'Échiquier; et la taxe du fouage était, de tous les impôts directs, le plus particulièrement odieux, car il ne pouvait être levé que par le moyen de visites domiciliaires, et l'Angleterre a toujours eu, pour de semblables visites, une aversion dont les autres peuples peuvent difficilement se rendre compte. Les plus pauvres propriétaires de maisons se trouvaient souvent dans l'impossibilité d'acquitter leur taxe le jour même. Lorsque ce cas se présentait, leurs meubles étaient saisis sans pitié, car l'impôt était affermé, et, de tous les créanciers,

[1] Je ne prétends pas naturellement à une exactitude absolue; mais je crois que quiconque prendra la peine de comparer les derniers relevés de l'impôt du fouage sous le règne de Guillaume III avec le récensement de 1841 arrivera à une conclusion peu différente de la mienne.

le fermier des impôts est reconnu proverbialement pour le plus rapace. Les collecteurs étaient hautement accusés de remplir leur devoir, déjà fort impopulaire, avec dureté et insolence. On racontait que dès qu'ils apparaissaient sur le seuil d'une chaumière, les enfants commençaient à pleurer, et les vieilles femmes couraient cacher leur vaisselle. Bien plus, l'unique lit d'une pauvre famille avait été quelquefois enlevé et vendu. Le produit net de cette taxe était annuellement de deux cent mille livres [1].

Si, aux trois grandes sources de revenus que nous avons mentionnées, nous ajoutons les domaines royaux, alors beaucoup plus étendus qu'à présent, les prémices et les dîmes, qui n'avaient pas encore été abandonnés à l'Église, les duchés de Cornouailles et de Lancastre, les confiscations et les amendes, nous trouverons que le revenu annuel de la couronne s'élevait à un total d'environ quatorze cent mille livres. Une partie de ce revenu

[1] On trouve dans la Bibliothèque de Pepys quelques ballades de cette époque sur l'impôt du fouage ; j'en donnerai un ou deux spécimens :

« Les bonnes vieilles dames, dès qu'elles aperçoivent le percepteur de la taxe des feux, — Courent en hâte vers leurs cachettes et y placent leurs pots et leurs marmites. — Vous ne trouveriez pas une vieille femme sur dix, quand vous chercheriez dans toute la nation, — Qui ne se soulage par une ou deux malédictions, si vous parlez du percepteur de la taxe des feux. »

Et encore ;

« Comme des soldats pillards, ils entrent — Et saisissent le mobilier du pauvre ; — Les enfants tout éperdus crient, — Mais cela n'abat en rien leur orgueil insolent. »

On trouve dans la *Bristish Museum* quelques vers burlesques composés sur le même sujet et dans le même esprit.

« Ou si par pauvreté on ne peut pas payer, — Ils ont la cruauté d'enlever l'unique lit, — Sur lequel le pauvre homme repose sa tête fatiguée, — Et le privent à la fois de repos et de pain. »

Je saisis cette occasion, la première qui se présente, de témoigner ma reconnaissance au directeur et au sous-directeur du collége de la Madeleine à Cambridge, pour la manière affectueuse et libérale dont ils m'ont ouvert les précieuses collections de Pepys.

était héréditaire. Le reste avait été accordé à Charles pour toute sa vie, et il pouvait en disposer comme il lui plaisait. Les économies qu'il pouvait faire sur les dépenses publiques augmentaient encore sa bourse. Nous parlerons plus loin de l'administration des postes: les produits de cette administration avaient été accordés par le parlement au duc d'York.

Le revenu du roi était ou plutôt aurait dû être grevé d'un payement annuel d'environ quatre-vingt mille livres, intérêt de la somme frauduleusement retenue dans les caisses de l'État par la cabale. Tant que Danby fut à la tête de l'administration des finances, les créanciers reçurent leurs dividendes, sans la stricte ponctualité des temps modernes, il est vrai; mais les hommes qui lui avaient succédé furent moins habiles ou moins soucieux de maintenir la foi publique. Depuis la victoire remportée par la cour sur les Whigs, pas un liard n'avait été payé, et jusqu'à l'inauguration d'un nouveau système par une nouvelle dynastie, on n'accorda aux plaignants aucune réparation. Il n'y a pas de plus grande erreur que de s'imaginer que le système de pourvoir par des emprunts aux exigences du gouvernement fut importé par Guillaume III. Contracter des dettes avait été depuis un temps immémorial la pratique de tout gouvernement anglais; l'innovation introduite par la révolution fut la pratique de les payer honnêtement [1].

Grâce à ce pillage des créanciers de l'État, et en ajoutant quelques secours tirés de France à l'occasion, il était possible de suffire, avec le revenu de quatorze cent mille livres sterling, aux dépenses nécessaires du gouvernement et aux folles et inutiles dépenses de la cour; car le fardeau qui pesait le plus lourdement sur les finances des grands États du continent était à peine

[1] Mes principales autorités pour cet exposé financier se trouvent dans les procès-verbaux des communes, 1er et 20 mars 1688-1689.

sensible chez nous. En France, en Allemagne et dans les Pays-Bas, des armées telles que Henri IV et Philippe II n'en avaient jamais employé en temps de guerre étaient entretenues en pleine paix. Des bastions et des ravelins, construits sur des principes inconnus au duc de Parme et à Spinola, s'élevaient de toute part. On entassait des amas d'armes et de munitions que Richelieu lui-même, l'homme que la génération précédente avait regardé comme un artisan de prodiges, aurait déclaré fabuleux. On ne pouvait faire quelques lieues dans ces contrées sans entendre les tambours d'un régiment en marche ou sans être arrêté par le qui-vive des sentinelles placées sur le pont-levis d'une forteresse. Dans notre île, au contraire, il était possible de vivre longtemps et de voyager beaucoup sans être averti par aucun appareil et aucun bruit militaires que la défense des nations était devenue une science et une profession. La majorité des Anglais âgés de moins de vingt-cinq ans n'avait probablement jamais vu une compagnie de troupes régulières. Il y avait à peine une de ces villes qui, pendant la guerre civile, avaient vaillamment repoussé l'armée ennemie, qui fût capable maintenant de soutenir un siége. Les portes restaient ouvertes jour et nuit. Les fossés étaient secs; on avait laissé les remparts tomber en ruine, ou bien on ne les avait réparés que pour fournir aux habitants de la ville un lieu de promenade agréable pour les soirs d'été. Bon nombre des vieux châteaux seigneuriaux avaient été démantelés par le canon de Fairfax et de Cromwell, et ne présentaient plus qu'un aspect de monceaux de ruines recouverts de lierre. Ceux qui restaient encore debout avaient perdu leur caractère guerrier, et n'étaient plus que les palais rustiques de l'aristocratie. Les fossés avaient été transformés en réservoirs peuplés de carpes et de brochets. Les remparts avaient été plantés d'arbustes odoriférants, que traversaient des allées en spi-

rale conduisant à des pavillons d'été ornés de miroirs et de peintures [1]. Sur les caps au bord de la mer, ainsi que sur beaucoup de montagnes dans l'intérieur des terres, on pouvait voir encore des poteaux élevés surmontés de barils. Autrefois ces barils avaient été remplis de poix : autour d'eux des sentinelles avaient monté la garde aux époques de danger, et quelques heures après l'apparition d'un vaisseau espagnol dans le détroit, ou la traversée du Tweed par les bandes de maraudeurs écossais, des feux de signaux lançaient leur lumière à cinquante milles à la ronde, et des comtés entiers prenaient les armes; mais bien des années s'étaient écoulées depuis que ces fanaux n'avaient été allumés, et ils étaient regardés maintenant plutôt comme des restes curieux des anciennes mœurs que comme faisant partie d'un ensemble de mesures nécessaires à la sûreté de l'État [2].

La seule armée que reconnût la loi était la milice. Cette force avait été réorganisée sur de nouvelles bases par deux actes du parlement, peu de temps après la restauration. Tout homme possédant cinq cents livres de revenus provenant de biens-fonds, ou six mille livres de fortune mobilière, était tenu de fournir, d'équiper et de payer à ses frais un cavalier. Tout homme possédant cinquante livres de revenu provenant de biens-fonds ou six cents livres de fortune mobilière était tenu de la même façon de fournir, équiper et payer un fantassin, piquier ou mousquetaire. Les propriétaires moins riches étaient groupés en sociétés, pour lesquelles notre langue n'a pas de nom spécial, mais qu'un Athénien aurait nommées *Synteleia*, et chacun de ces groupes était tenu de fournir, suivant ses moyens, un cavalier ou un fantassin. Le chiffre total de la cavalerie

[1] Voyez par exemple le tableau du rempart à Marlborough, dans l'*Itinerarium curiosum* de Stukeley.

[2] Chamberlayne, *État de l'Angleterre*, 1684.

et de l'infanterie ainsi entretenues était généralement estimé à cent trente mille hommes [1].

Le roi, de par l'ancienne constitution du royaume et de par l'assentiment récent et solennel des deux chambres du parlement, était l'unique capitaine général de ces grandes forces. Les lords lieutenants et leurs députés tenaient les commandements sous ses ordres et marquaient l'époque des réunions pour les exercices, et les inspections: le temps employé à ces réunions ne devait pas excéder toutefois plus de quatorze jours par année. Les juges de paix étaient autorisés à infliger de légères punitions pour les infractions à la discipline. Les dépenses ordinaires de cette armée n'étaient pas à la charge de la couronne; mais lorsque les milices étaient conduites à l'ennemi, l'État se chargeait de leur subsistance, et elles étaient soumises à toute la rigueur du code militaire.

Cette milice avait ses ennemis et ses détracteurs. Les hommes qui avaient voyagé sur le continent, qu'avait émerveillés la sévère précision avec laquelle se mouvait et parlait chaque sentinelle dans les citadelles bâties par Vauban, qui avaient vu les puissantes armées qui inondaient toutes les routes de l'Allemagne, pour aller repousser les Ottomans des portes de Vienne, qui avaient été éblouis par la splendeur bien ordonnée des troupes de la maison de Louis XIV, s'amusaient beaucoup de la façon dont les paysans du Devonshire et du Yorkshire marchaient et manœuvraient, portaient leurs mousquets et leurs piques. Les ennemis des libertés et de la religion de l'Angleterre voyaient avec aversion cette force qu'on ne pouvait employer sans d'extrêmes périls contre ces mêmes libertés et cette même religion, et ne laissaient pas passer une occasion de jeter le ridicule sur cette rustique soldatesque [2]. Les patriotes éclairés, com-

[1] 13 et 14 Car. II, c. 3; 15 Car. II, c. 4. —Chamberlayne, *État de l'Angleterre*, 1684.

[2] Dryden, dans son poëme de *Cymon et Iphigénie*, exprime avec sa viva-

parant ces grossières recrues aux bataillons qui pouvaient, en temps de guerre, se transporter en quelques heures sur les côtes du Kent ou du Sussex, étaient forcés de reconnaître que, s'il était dangereux d'entretenir une armée permanente, il était peut-être plus dangereux encore de risquer l'honneur et l'indépendance de la nation sur l'issue d'un combat entre des laboureurs commandés par des juges de paix, et des vétérans commandés par des maréchaux de France. Dans le parlement, il était nécessaire, toutefois, d'exprimer ces opinions avec quelque réserve, car la milice était une institution essentiellement populaire. Toute réflexion faite à son sujet excitait l'indignation des deux grands partis politiques à la fois, et spécialement du parti qui se distinguait par son zèle pour la monarchie et l'Église anglicane. La milice des comtés était commandée presque exclusivement par des nobles et des *gentlemen* tories. Ils étaient fiers de leur rang militaire, et considéraient comme une insulte personnelle toute insulte à l'adresse du corps auquel ils appartenaient. Ils savaient parfaitement que tout ce qu'on disait contre la milice était dit en faveur d'une armée permanente, et le nom d'armée permanente leur était odieux. Une armée permanente avait exercé sa domination en Angleterre, et sous cette domination, le roi avait été décapité, la noblesse humiliée, les propriétaires pillés, l'Église persécutée. Il y avait à peine un grand propriétaire qui n'eût à raconter une histoire d'injustices ou d'insultes subies par lui-même ou par son père, et infligées par les soldats

cité acérée et son énergie habituelle les sentiments qui dominaient parmi les sycophantes de la cour de Jacques II :

« La contrée retentit de cris d'alarme, et la grossière et ignorante milice, bouches sans bras entretenues à grands frais, charge en temps de paix, triste défense en temps de guerre, fourmille dans les champs. Vaillante une fois par mois, elle marche, cette bande fanfaronne, toujours prête excepté quand on a besoin d'elle. C'était le jour où sortant en ordre, par rangs et par files, elle se préparait à faire le court exercice d'un simulacre de guerre, pour se hâter ensuite d'aller s'enivrer, véritable affaire de la journée. »

du parlement. Un des vieux cavaliers avait vu son château sauter en l'air; les ormes séculaires d'un second avaient été abattus; un troisième ne pouvait jamais aller à l'église de sa paroisse sans que l'écusson dégradé et les statues décapitées de ses ancêtres ne lui rappelassent que les habits rouges d'Olivier y avaient autrefois logé leurs chevaux. En conséquence, les mêmes royalistes qui étaient tout prêts à combattre en personne pour le roi étaient les derniers auxquels le roi pût se hasarder à demander les moyens de solder des troupes régulières.

Charles, toutefois, quelques mois après sa restauration, commença à former une petite armée permanente. Il sentit que s'il n'avait pas de meilleure protection que celle des milices bourgeoises et des soldats aux gardes (*beef eaters*, les mangeurs de bœuf), sa personne et son palais ne seraient guère en sûreté dans le voisinage d'une grande cité encombrée des guerriers de la Cinquième Monarchie, récemment licenciés. En conséquence, et malgré son insouciance et sa prodigalité, il s'efforça de prélever sur ses plaisirs une somme suffisante pour entretenir une troupe de gardes du corps. Ses revenus s'accrurent avec l'accroissement du commerce et de la richesse nationale, et il lui fut ainsi possible, en dépit des murmures occasionnels des communes, d'augmenter progressivement ses forces régulières. Une augmentation considérable fut faite quelques mois avant la fin de son règne. Le coûteux, inutile et pestilentiel établissement de Tanger fut abandonné aux barbares qui habitaient ses environs, et sa garnison, qui se composait d'un régiment de cavaliers et d'un régiment de fantassins, revint en Angleterre.

Cette petite armée, ainsi formée par Charles II, fut le germe de cette grande et glorieuse armée qui, dans le siècle actuel, est entrée triomphante dans Madrid et dans Paris, dans Canton et dans Candahar. Les gardes du corps, qui forment maintenant deux régiments, étaient

alors divisés en trois compagnies, chacune de deux cents carabiniers, les officiers non compris. Ce corps, auquel fut confiée la garde du roi et de la famille royale, avait un caractère particulier. Les simples soldats eux-mêmes étaient désignés sous le nom de gentilshommes de la garde. Beaucoup appartenaient à de bonnes familles et avaient exercé des commandements durant la guerre civile. Leur solde était infiniment plus élevée que celle du régiment le plus favorisé de notre époque, et pouvait être regardée alors comme des honoraires très-suffisants pour le fils cadet d'un gentilhomme campagnard. Leurs beaux chevaux, richement harnachés, leurs cuirasses, leurs vêtements de peau de buffle, ornés de rubans de velours et de galons d'or, formaient le plus splendide spectacle dans le parc de Saint-James. A chacune de ces compagnies était attaché un petit corps de grenadiers-dragons, sortis d'une classe inférieure et recevant une solde moins forte. Un autre corps de cavalerie appartenant à la maison militaire du roi, distingué par ses manteaux et son uniforme bleu, et appelé encore aujourd'hui les *Bleus*, était ordinairement caserné dans le voisinage de la capitale. Près de la capitale stationnait aussi le corps qu'on désigne maintenant sous le nom de premier régiment de dragons, mais qui était alors le seul régiment de dragons qu'il y eût dans toute l'armée anglaise. Il venait d'être récemment formé avec les débris de la cavalerie qui était revenue de Tanger. Une compagnie de dragons, qui ne faisait partie d'aucun régiment, stationnait près de Berwick, pour tenir en respect les maraudeurs de la frontière. Le dragon était alors considéré comme particulièrement propre à ce genre de service. Il est devenu depuis un simple cavalier; mais au dix-septième siècle, Montecuculli le décrit exactement comme un fantassin qui ne se sert du cheval que pour arriver plus vite aux lieux où il doit accomplir son service militaire.

L'infanterie de la maison militaire du roi se composait de deux régiments, qui alors, comme aujourd'hui, étaient nommés le premier régiment des gardes à pied et les *Coldstream Guards*. Ils faisaient ordinairement leur service près de Whitehall et du palais de Saint-James. Aussi, comme il n'y avait pas alors de caserne dans ces quartiers, et comme les soldats, de par la *pétition des droits*, ne pouvaient loger dans les maisons particulières, les habits rouges remplissaient tous les cabarets de Westminster et du Strand.

Il y avait cinq autres régiments d'infanterie. L'un d'eux, appelé le régiment de l'amiral, était spécialement destiné à servir à bord de la flotte. Les quatre autres sont encore aujourd'hui nos quatre premiers régiments de ligne. Deux de ces derniers avaient longtemps soutenu sur le continent la réputation du courage anglais. Le premier, nommé le régiment royal, avait pris, sous le grand Gustave, une part importante à la délivrance de l'Allemagne. Le troisième régiment, distingué par ses parements couleur de chair, d'où lui vint son nom bien connu de *Buffs*, n'avait pas combattu moins bravement, sous Maurice de Nassau, pour la délivrance des Pays-Bas. Ces deux vaillantes compagnies avaient, après bien des vicissitudes, été rappelées du service étranger par Charles II, et incorporées dans l'armée anglaise.

Les régiments qui composent maintenant le second et le quatrième régiment de ligne étaient justement revenus de Tanger en 1685, apportant avec eux des habitudes cruelles et licencieuses contractées dans leurs longs combats avec les Maures. Quelques compagnies d'infanterie, qui n'avaient pas été enrégimentées, étaient en garnison à Tilbury Fort, à Portsmouth, à Plymouth, et dans quelques autres positions importantes sur la côte.

Un grand changement s'était opéré dans les armes de l'infanterie, depuis le commencement du dix-septième siècle. Peu à peu la pique avait été remplacée par le

mousquet, et vers la fin du règne de Charles II, la plupart des fantassins étaient des mousquetaires. Cependant il restait encore un grand nombre de piquiers. On apprenait aussi parfois à chacune de ces diverses classes de troupes l'usage de l'arme qui appartenait particulièrement à une autre classe. Tout fantassin avait à son côté une épée pour la mêlée. Le dragon était armé comme un mousquetaire, et était de plus pourvu d'une arme, devenue graduellement en usage depuis longtemps, qui était appelée alors poignard, mais qui, depuis l'époque de notre révolution, est connue chez nous sous son nom français de baïonnette. La baïonnette ne semble pas avoir été à cette époque le terrible instrument de destruction qu'elle est devenue depuis, car elle était fixée dans l'orifice du fusil, et pendant l'action le soldat perdait un temps considérable pour l'enlever d'abord, afin de faire feu, et pour la remettre ensuite, afin de charger.

L'armée régulière de l'Angleterre, au commencement de l'année 1685, se composait, tout compris, d'environ sept mille fantassins et dix-sept cents cavaliers ou dragons. Les dépenses totales s'élevaient à environ deux cent quatre-vingt-dix mille livres par an, moins du dixième de ce que coûtait, en temps de paix, l'armée française. La solde journalière d'un simple soldat dans les gardes du corps était de quatre shillings, dans les *Bleus* de deux shillings et six pence, dans les dragons de dix-huit pence, dans les gardes à pied de dix pence, dans la ligne de huit pence. La discipline était relâchée, et il n'en pouvait être autrement. La loi commune ne reconnaissait pas les conseils de guerre et ne faisait aucune distinction, en temps de paix, entre un soldat et un autre citoyen, et le gouvernement n'aurait pas osé demander, même au parlement le plus dévoué, un bill contre l'insubordination militaire. Par conséquent, un soldat qui frappait son colonel encourait seulement la peine qu'entraînaient d'ordinaire les attaques et voies de fait,

et n'encourait aucune peine légale pour refus d'obéissance, pour désertion ou pour s'être endormi au poste. Les punitions militaires étaient infligées, sans doute, sous le règne de Charles II, mais elles l'étaient très-modérément, et de manière à ne pas attirer l'attention publique et à ne pas donner lieu à un appel devant les cours de justice de Westminster-Hall.

Une telle armée n'était guère propre à réduire à l'esclavage cinq millions d'Anglais. Elle aurait été à peine capable de réprimer une insurrection dans Londres, dans le cas où les gardes bourgeoises de la cité se seraient jointes aux insurgés. Le roi ne pouvait guère non plus espérer du secours de ses autres royaumes, si une insurrection éclatait en Angleterre; car, bien qu'il y eût deux autres établissements militaires en Écosse et en Irlande, ces établissements suffisaient à peine pour contenir les Puritains mécontents du premier de ces royaumes, les Papistes mécontents du second. Le gouvernement avait, toutefois, une ressource militaire importante, qui mérite de n'être pas oubliée. Il y avait, à la solde des Provinces-Unies, six beaux régiments, commandés primitivement par le brave Ossory. De ces six régiments, trois avaient été levés en Angleterre et trois en Écosse. Le roi s'était réservé le droit de les rappeler, s'il avait besoin de leur secours contre un ennemi domestique ou un ennemi étranger. En attendant, ils étaient entretenus sans qu'il lui en coûtât rien, et soumis à une excellente discipline qu'il n'eût pas osé leur imposer lui-même [1].

Si la vigilance jalouse du parlement et de la nation rendait impossible au roi le maintien d'une formidable

[1] La plupart des matériaux dont je me suis servi pour cet exposé de l'état de l'armée régulière se trouvent dans les *Annales historiques des régiments* publiées par l'ordre du roi Guillaume IV, sous la direction de l'adjudant général. Voyez aussi Chamberlayne, *État de l'Angleterre*, 1684; *Abrégé de la discipline militaire anglaise*, imprimé par ordre spécial, en 1686; *Exercice d'infanterie*, imprimé par l'ordre de leurs majestés Guillaume III et Marie, en 1690.

armée permanente, en revanche, aucun obstacle ne l'empêchait de faire de l'Angleterre la première des puissances maritimes. Whigs et Tories étaient prêts à applaudir toute mesure tendant à augmenter la puissance de cette force, qui, en même temps qu'elle était la meilleure protectrice de l'île contre les ennemis étrangers, était impuissante contre les libertés civiles. Les plus grands succès remportés par des soldats anglais, et dont la génération existante eût été témoin, avaient été remportés sur des princes anglais; les victoires de nos marins, au contraire, avaient été remportées sur des ennemis étrangers et avaient détourné de notre sol la destruction et le pillage. La moitié au moins de la nation se rappelait avec horreur la bataille de Naseby, et avec un orgueil mêlé à des sentiments pénibles, la bataille de Dunbar; mais tous les partis se rappelaient avec un enthousiasme sans mélange la défaite de l'Armada et les combats de Blake contre les Hollandais et les Espagnols. Depuis la restauration, les communes, même alors qu'elles avaient été le plus mécontentes et le plus parcimonieuses, s'étaient toujours montrées généreuses jusqu'à la prodigalité toutes les fois que les intérêts de la marine avaient été en question. On leur avait représenté, sous le ministère de Danby, qu'un grand nombre des vaisseaux de la flotte royale étaient vieux et incapables de tenir la mer; et bien qu'elles ne fussent pas à cette époque en humeur de donner, elles avaient accordé un subside d'environ six cent mille livres sterling pour la construction de trente nouveaux vaisseaux de guerre.

Mais les vices du gouvernement avaient rendu stérile cette libéralité de la nation. La liste des vaisseaux du roi avait une belle apparence; elle présentait neuf vaisseaux de premier ordre, quatorze de second ordre, trente-neuf de troisième ordre, et un grand nombre de petits vaisseaux. Les vaisseaux de premier ordre étaient à la vérité inférieurs à ceux du troisième ordre de notre

temps, et les derniers ne soutiendraient pas aujourd'hui la comparaison avec de grandes frégates. Toutefois, si cette force eût été en bon état, elle aurait pu être regardée comme formidable par le plus puissant monarque de cette époque ; mais elle n'existait que sur le papier. A la fin du règne de Charles II, la marine était tombée à un point de décadence et de ruine qui semblerait presque incroyable, s'il ne nous était certifié par les preuves impartiales et unanimes de témoins dont l'autorité est incontestable. Pepys, l'homme le plus capable de l'amirauté anglaise, écrivit en 1684 un mémoire sur l'état de son département, pour l'instruction de Charles. Quelques mois plus tard, Bonrepaux, l'homme le plus capable de l'amirauté française, ayant visité l'Angleterre dans le but spécial de connaître exactement sa force maritime, mit sous les yeux de Louis le résultat de ses recherches. Les deux rapports arrivent aux mêmes conclusions. Bonrepaux déclarait qu'il avait trouvé toutes choses en désordre et dans la plus misérable condition ; qu'on reconnaissait avec jalousie et avec honte à Whitehall la supériorité de la marine française, et que l'état de nos vaisseaux et de nos arsenaux était une garantie suffisante de notre impuissance à intervenir dans les affaires de l'Europe[1]. Pepys informait son maître que l'administration de la marine était un prodige de prodigalité, de corruption, d'ignorance et d'indolence ; qu'on ne pouvait se fier à aucune estimation ; qu'aucun contrat n'était exécuté, qu'aucun contrôle n'était exercé. Les vaisseaux que la récente libéralité du parlement

[1] Je veux parler d'une dépêche de Bonrepaux à Seignelay, datée 8-18 février 1686. Elle fut copiée aux Archives françaises pour M. Fox, pendant la paix d'Amiens, et m'a été confiée, avec les autres matériaux recueillis par ce grand homme, par l'obligeance de feu lady Holland et du lord Holland actuel. Je dois ajouter que, même au milieu des troubles qui ont récemment agité Paris, je n'ai rencontré aucune difficulté à obtenir, de la libéralité des fonctionnaires français, copie des documents qui pouvaient remplir quelques-unes des lacunes laissées dans la collection de M. Fox.

avait mis le gouvernement à même de construire, et qui n'étaient jamais sorti des havres, avaient été construits avec de si mauvais bois, qu'ils étaient encore plus incapables de tenir la mer que les vieilles carcasses qu'avaient délabrées, trente années auparavant, les bordées des Hollandais et des Espagnols. Quelques-uns de ces nouveaux vaisseaux étaient tellement pourris, qu'à moins de réparations très-promptes ils courraient risque de couler bas sous leurs amarres. Les marins étaient payés si peu ponctuellement qu'ils s'estimaient très-heureux de rencontrer un usurier qui voulût leur acheter leurs billets de solde à quarante pour cent de perte. Les commandants qui n'avaient pas d'amis puissants à la cour étaient encore plus maltraités. Plusieurs officiers auxquels étaient dus d'énormes arriérés, après avoir vainement sollicité auprès du gouvernement pendant des années, étaient morts faute d'un morceau de pain.

La plupart des bâtiments à flot étaient commandés par des hommes qui n'avaient pas été élevés pour la mer. Ceci, il est vrai, n'était pas un abus introduit par le gouvernement de Charles. Jamais, avant cette époque, aucun État ancien ou moderne n'avait établi une séparation complète entre le service militaire et le service maritime. Dans les grandes nations civilisées de l'ancien monde, Cimon et Lysandre, Pompée et Agrippa, avaient combattu sur mer aussi bien que sur terre. L'impulsion que les sciences nautiques avaient reçue à la fin du quinzième siècle n'avait produit aucun progrès matériel dans la division du service. A Flodden, l'aile droite de l'armée victorieuse était commandée par l'amiral d'Angleterre. A Jarnac et à Moncontour, l'armée des Huguenots était commandée par l'amiral de France. Ni don Juan d'Autriche, le vainqueur de Lépante, ni lord Howard d'Effingham, à qui fut confié le commandement de la marine anglaise, lorsque les envahisseurs espagnols approchèrent de nos rivages, n'avaient reçu une éducation de marin.

Raleigh, justement célèbre comme chef maritime, avait servi plusieurs années comme soldat en France, dans les Pays-Bas et en Irlande. Blake, avant d'humilier sur l'Océan l'orgueil de la Hollande et de la Castille, s'était distingué par sa défense habile et vaillante d'une de nos villes de l'intérieur. Le même système avait été suivi après la restauration. De grandes flottes avaient été confiées à la direction de Rupert et de Monk ; de Rupert, qui avait surtout la renommée d'un ardent et audacieux officier de cavalerie, et de Monk, qui excitait l'hilarité de son équipage en criant, lorsqu'il voulait que son bâtiment changeât de direction : « Demi-tour à gauche ! »

Mais, vers cette époque, quelques hommes éclairés commencèrent à s'apercevoir que les progrès rapides accomplis à la fois dans l'art de la guerre et dans l'art de la navigation exigeaient la séparation de ces deux professions, jusqu'alors confondues. Le commandement, soit d'un régiment, soit d'un vaisseau, était chose suffisante pour occuper l'attention d'un seul esprit. En 1672, le gouvernement français se détermina à donner, dès leur plus bas âge, à des jeunes gens de bonne famille, une éducation spéciale pour le service de mer. Mais le gouvernement anglais, au lieu de suivre cet excellent exemple, continua non-seulement à distribuer aux officiers de terre les hauts commandements de la marine, mais encore à choisir, pour ces commandements, des officiers à qui on n'aurait dû confier, même sur terre, aucun poste important. Tout adolescent de noble famille, tout courtisan dissolu que recommandait une des maîtresses du roi, pouvait compter que le commandement d'un vaisseau de ligne, et avec lui l'honneur du pays et la vie de centaines de braves gens, lui serait confié. Il importait peu qu'il n'eût jamais navigué que sur la Tamise, qu'il ne pût pas se tenir en équilibre sous un coup de vent, qu'il ignorât la différence entre la latitude et la longitude. Aucune éducation pré-

paratoire n'était jugée nécessaire; tout au plus l'envoyait-on faire une petite excursion sur un vaisseau de guerre, où il n'était soumis à aucune discipline, où il était traité avec un respect marqué, où il vivait au milieu des festins et des amusements. Si, dans les intervalles des longs repas, des orgies et des parties de cartes, il parvenait à apprendre le sens de quelques phrases techniques et les noms des points de la boussole, il était jugé propre à commander un vaisseau à trois ponts. Ceci n'est point imaginaire. En 1666, John Sheffield, comte de Mulgrave, s'engagea comme volontaire, à l'âge de dix-sept ans, pour servir sur mer contre les Hollandais. Il passa six semaines à bord, s'amusant de son mieux, en compagnie de quelques jeunes libertins de son rang, et puis revint en Angleterre prendre le commandement d'une troupe de cavalerie. Depuis ce moment, il ne fit plus aucun voyage sur mer jusqu'en 1672, année où il rejoignit la flotte, et fut presque immédiatement nommé capitaine d'un vaisseau de quatre-vingt-quatre canons, réputé le plus beau de la marine. Il avait alors vingt-trois ans, et n'avait pas passé trois mois à bord pendant toute sa vie. Aussitôt après son retour, il fut nommé colonel d'un régiment d'infanterie. Ce fait est un exemple de la manière dont on octroyait les commandements de la plus haute importance, et un exemple favorable encore, car Mulgrave, qui manquait d'expérience, ne manquait ni de talent ni de courage. D'autres obtinrent un avancement semblable, qui, non-seulement n'étaient pas de bons officiers, mais qui étaient encore intellectuellement et moralement incapables de devenir jamais tels, et dont le seul titre de recommandation était qu'ils s'étaient ruinés par leurs folies et leurs vices. L'amorce qui attirait ces hommes dans le service maritime était surtout le profit qu'on pouvait faire à transporter, de port en port, les lingots et les autres marchandises précieuses, car l'Atlantique et la Méditerranée étaient alors

tellement infestées par les pirates barbaresques, que les marchands refusaient de confier des cargaisons de grand prix à d'autres bâtiments qu'à des bâtiments de guerre. Un capitaine gagnait souvent plusieurs milliers de livres en un court voyage, et, trop souvent, pour cette affaire lucrative, il lui arrivait de négliger les intérêts de son pays et l'honneur de son drapeau, de faire de basses soumissions aux puissances étrangères, de désobéir aux injonctions les plus formelles de ses supérieurs, de rester au port lorsqu'on lui ordonnait de poursuivre un corsaire de Salé, et de se diriger, avec une cargaison de piastres, vers Livourne, lorsque ses instructions lui ordonnaient de se rendre à Lisbonne. Il faisait tout cela avec impunité. Les mêmes protections qui l'avaient élevé à un poste dont il était indigne l'y maintenaient. Il n'y avait pas d'amiral qui, nargué par ces mignons de palais corrompus et dissolus, osât faire plus que de murmurer le nom de cour martiale. Quelque officier montrait-il un sentiment du devoir plus élevé que ses compagnons, il s'apercevait bientôt qu'il y perdait de l'argent sans y acquérir de l'honneur. Un capitaine, pour obéir strictement aux ordres de l'amirauté, et rester fidèle à son devoir, renonça une fois à une cargaison qui lui aurait rapporté quatre mille livres sterling; Charles, avec une ignoble légèreté, le remercia de sa conduite en le traitant de grand fou.

La discipline était à l'unisson du commandement. De même que le capitaine courtisan se moquait de l'amirauté, l'équipage se moquait du capitaine. Il lui était impossible de cacher qu'il était inférieur en science de navigation au premier matelot venu; et il eût été absurde d'espérer que de vieux marins, familiarisés avec les tempêtes des tropiques et les bancs de glaces du pôle arctique, obéiraient promptement et respectueusement à un capitaine qui ne savait des vents et des vagues que ce qu'il en avait pu apprendre en naviguant dans quelque barque

dorée, entre Whitehall Stairs et Hampton-Court. Confier à un tel novice la manœuvre d'un vaisseau était impossible : aussi la direction du bâtiment était-elle enlevée au capitaine et donnée au maître d'équipage; mais cette division dans l'autorité produisait d'innombrables inconvénients. La ligne de démarcation entre ces deux autorités n'était pas, et peut-être ne pouvait pas être tirée avec précision. Il y avait donc de constantes querelles. Le capitaine, d'autant plus confiant en lui-même qu'il était plus ignorant, traitait le maître d'équipage avec un mépris de grand seigneur. Le maître d'équipage, parfaitement instruit du danger qu'il y avait à mécontenter un homme puissant, cédait trop souvent, malgré ses convictions, après une courte résistance, et c'était un bonheur si la perte de l'équipage et du vaisseau n'était pas la conséquence de ce conflit. En général, les moins détestables de ces capitaines aristocratiques étaient ceux qui abandonnaient complétement aux chefs en sous-ordre la direction des vaisseaux, et ne pensaient qu'à faire de l'argent et à le dépenser. La manière dont vivaient ces hommes était si fastueuse et si voluptueuse, que malgré leur avidité du gain, ils devenaient rarement riches. Ils s'habillaient comme pour un gala de Versailles, mangeaient dans de la vaisselle d'argent, buvaient les vins les plus exquis, et entretenaient des harems à bord, tandis que la famine et le scorbut décimaient l'équipage, et que des cadavres étaient chaque jour lancés des sabords à la mer.

Tel était généralement le caractère de ces hommes qu'on appelait les capitaines gentilshommes. Heureusement pour notre pays, il se trouvait à côté d'eux des commandants de marine d'un genre tout différent, dont la vie s'était passée sur l'Océan, qui avaient lutté, et fait leur chemin eux-mêmes, et, qui partis des emplois les plus inférieurs du service maritime, s'étaient élevés au premier rang. Un des plus éminents d'entre ces offi-

ciers fut sir Christophe Mings, qui était entré au service comme mousse, qui périt en combattant vaillamment contre les Hollandais, et que son équipage porta au tombeau avec des pleurs et des cris de vengeance. De lui sortit, par un genre de génération particulier, toute une race de vaillants et habiles marins. Sous ses ordres avait été mousse sir John Narborough, et sir Cloudesley Shovel fut mousse sous les ordres de ce dernier. L'Angleterre doit une dette d'éternelle reconnaissance au ferme bon sens naturel et à l'indomptable courage de cette race d'hommes. Ce fut grâce à ces cœurs résolus, qu'en dépit d'une mauvaise administration et des sottises des amiraux de cour, nos côtes furent protégées et la réputation de notre drapeau soutenue pendant de périlleuses et sombres années. Mais ces loups de mer, comme on les appelait (*tarpaulin*, papa goudron), semblaient une race étrange et à demi sauvage aux hommes de terre. Leur unique science était celle de leur profession, et cette science professionnelle était pratique plus que scientifique. Sortis de leur élément, ils étaient simples comme des enfants. Leurs manières étaient gauches; il y avait de la rudesse jusque dans leur bonne humeur, et leur conversation, lorsqu'elle n'était pas composée de phrases nautiques, était trop ordinairement composée de jurons et d'imprécations. Tels étaient les chefs à la rude école desquels se formèrent ces guerriers intrépides dont Smollett, dans le siècle suivant, nous a tracé les portraits dans ses personnages du lieutenant Bowling et du commodore Trunnion. Mais il ne paraît pas qu'il y ait eu au service d'aucun des Stuarts un seul officier de marine qui fût ce que doit être un officier de marine selon nos idées modernes, c'est-à-dire un homme versé à la fois dans la théorie et la pratique de sa profession, endurci contre les dangers des batailles et des tempêtes, et cependant d'un esprit cultivé et de manières polies. Dans la marine de Charles II, il y avait des marins, et il y

avait des *gentlemen*; mais les marins n'étaient pas *gentlemen*, et les *gentlemen* n'étaient pas marins.

La marine anglaise à cette époque aurait pu, selon les très-exactes évaluations qui sont arrivées jusqu'à nous, être maintenue en bon état à l'aide de trois cent quatre-vingt mille livres sterling par an. La somme dépensée alors annuellement était de quatre cent mille livres sterling, mais elle était dépensée, comme nous l'avons vu, presque en pure perte. Les dépenses de la marine française étaient à peu près les mêmes; celles de la marine hollandaise étaient beaucoup plus considérables [1].

Les dépenses de l'artillerie anglaise, pendant le dix-septième siècle, étaient, comparativement aux dépenses militaires et maritimes, beaucoup plus faibles que de nos jours. Dans la plupart des garnisons il y avait des canonniers, et çà et là, dans les postes importants, un ingénieur. Mais il n'y avait pas de régiment d'artillerie, pas de brigade de sapeurs et de mineurs, pas de collége où les jeunes soldats pussent apprendre la partie scientifique de la guerre. La difficulté de faire mouvoir les pièces de campagne était extrême. Lorsque, quelques années plus tard, Guillaume marcha du Devonshire sur Londres, les trains et les appareils d'artillerie dont il était suivi, bien qu'ils fussent depuis longtemps en usage sur le continent, et d'une forme telle qu'ils seraient de nos jours regardés

[1] J'ai tiré principalement de Pepys mes renseignements sur la marine de cette époque. Son rapport, présenté à Charles II en mai 1684, n'a, je crois, jamais été imprimé. Le manuscrit se trouve au collége de la Madeleine, à Cambridge. Il s'y trouve aussi un manuscrit précieux, contenant un compte détaillé des établissements maritimes du pays en décembre 1684. L'écrit de Pepys intitulé : *Mémoire touchant l'état de la marine anglaise pendant les dix années expirant en decembre* 1688, son Journal et sa Correspondance pendant sa mission à Tanger, sont imprimés. J'en ai largement fait usage Voyez aussi : Mémoires de Sheffield; — Journal de Teonge; — Aubrey, *Vie de Monk; — Vie de sir Cloudesley Shovel,* 1708; — Procès-verbaux des communes, des 1er et 20 mars 1688-1689.

à Woolwich comme grossiers et incommodes, excitèrent chez nos ancêtres une admiration semblable à celle que les Indiens d'Amérique ressentirent devant les arquebuses castillanes. L'approvisionnement de poudre conservé dans les forts et les arsenaux anglais était mentionné vaniteusement par certains écrivains patriotiques comme une chose bien faite pour imposer le respect aux nations voisines. Cet approvisionnement était de quatorze ou quinze mille barils, à peu près le douzième de la quantité qu'on juge aujourd'hui nécessaire d'avoir toujours en magasin. Les dépenses figurant au chapitre de l'artillerie s'élevaient, en moyenne, un peu au-dessus de soixante mille livres par an [1].

Le total des dépenses effectives de l'armée, de la marine et de l'artillerie, était d'environ sept cent cinquante mille livres. Les dépenses non effectives, qui composent maintenant une lourde part des charges publiques, existaient à peine alors. Il n'y avait qu'un très-petit nombre des officiers de marine en non-activité de service qui reçussent une demi-solde. Ainsi sur la liste ne figuraient ni lieutenants, ni capitaines, n'ayant pas commandé un vaisseau de première ou de seconde classe. Comme le pays ne possédait que dix-sept vaisseaux de première et de deuxième classe qui eussent été jamais sur mer, et que la grande majorité des personnes qui commandaient ces bâtiments avaient de bonnes places sur terre, les dépenses de ce chapitre doivent avoir été très-modiques [2]. Dans l'armée, on n'accordait la demi-solde que comme allocation temporaire et spéciale à un petit nombre d'officiers de deux régiments, qui étaient dans une

[1] Chamberlayne, *État de l'Angleterre*, 1684. — Procès-verbaux des communes, 1er et 20 mars 1688-1689. — En 1833 on décida, après une enquête approfondie, que cent soixante-dix mille barils de poudre devraient être constamment conservés en magasin, et cette règle est toujours observée.

[2] D'après les Archives de l'amirauté, il paraît que les officiers de pavillon furent admis à la demi-solde en 1668 ; les capitaines de vaisseaux de première et de seconde classe ne le furent qu'en 1674.

situation particulière [1]. L'hôpital de Greenwich n'avait pas été fondé. L'hôpital de Chelsea était en voie de construction; mais les dépenses de cette institution étaient défrayées en partie par une retenue sur la solde des troupes, en partie par des souscriptions particulières. Le roi n'avait promis que de contribuer pour une somme de vingt mille livres aux dépenses de construction, et pour une somme annuelle de cinq mille livres à l'entretien des invalides [2]; il n'entrait pas alors dans le plan projeté d'admettre des invalides externes. La somme totale des dépenses non effectives pour l'armée et la marine excédait à peine dix mille livres par an. Elle excède aujourd'hui dix mille livres par jour.

Une très-petite portion seulement des dépenses civiles était défrayée par la couronne. La grande majorité des fonctionnaires, chargés d'administrer la justice ou de maintenir l'ordre, donnaient gratuitement leurs services au public, ou bien étaient rémunérés d'une manière qui n'imposait aucune charge au revenu de l'État. Les shérifs, les maires, les aldermen des villes, les gentilshommes campagnards chargés des fonctions de juges de paix, les chefs de bourgs, les baillis, les comptables subalternes, ne coûtaient rien au roi. Les cours supérieures de justice étaient entretenues principalement par des honoraires.

Nos relations avec les puissances étrangères avaient été établies sur le pied le plus économique. Le seul agent diplomatique qui portât le titre d'ambassadeur était le ministre résidant à Constantinople, et il était en grande partie rémunéré par la compagnie turque. L'Angleterre n'avait qu'un envoyé, même à la cour de Versailles, et elle n'en avait pas aux cours de Suède, de

[1] Brevet daté du 26 mars 1678, dans les Archives du ministère de la guerre.

[2] Journal d'Évelyn, 27 janvier 1682. J'ai vu une lettre du sceau privé, datée du 17 mai 1683, qui confirme le témoignage d'Évelyn.

Danemark et d'Espagne. La dépense totale de ce chapitre, dans la dernière année du règne de Charles II, ne peut avoir excédé de beaucoup la somme de vingt mille livres[1].

Il n'y avait rien de louable dans cette parcimonie. Charles était, dans ce cas particulier comme dans tous les autres, avare ou prodigue à contre-temps. Le service public était affamé afin que les courtisans pussent s'engraisser. Les dépenses de la marine, de l'artillerie, des pensions accordées aux vieux officiers nécessiteux, des missions diplomatiques, pourront paraître bien modiques à la génération présente; mais les favoris personnels du souverain, ses ministres et les créatures de ces ministres étaient gorgés des deniers publics. Leurs pensions et leurs salaires paraîtront énormes, si on les compare avec les revenus de la noblesse, de la bourgeoisie, des commerçants et des hommes exerçant les professions libérales. A cette époque, le revenu des plus grandes fortunes du royaume excédait à peine vingt mille livres sterling par an. Le duc d'Ormond avait un revenu de vingt-deux mille livres par an[2]; le duc de Buckingham, avant que ses extravagances eussent entamé ses grandes propriétés, avait un revenu de dix-neuf mille six cents livres par an[3]; George Monk, duc d'Albemarle, qu'on avait récompensé de ses éminents services par d'immenses concessions de terres faisant partie du domaine de la couronne, et dont la cupidité et la parcimonie étaient notoires, laissa en mourant quinze mille livres de rente en biens-fonds et

[1] Jacques II envoya des chargés d'affaires en Espagne, en Danemark et en Suède; et cependant sous son règne, la somme totale des dépenses diplomatiques excéda à peine trente mille livres par an. Voyez les procès-verbaux des communes, 20 mars 1688-1689. Chamberlayne, *État de l'Angleterre*, 1684-1686.

[2] Carte, *Vie d'Ormond*.

[3] Journal de Pepys, 14 février 1668-1669.

un capital de soixante mille livres, qui rapportait probablement sept pour cent [1]. Ces trois ducs passaient pour les trois plus riches sujets de l'Angleterre. Le revenu de l'archevêque de Canterbury ne devait pas être très-supérieur à cinq mille livres [2]. La moyenne du revenu des pairs était, selon les personnes les mieux informées, d'environ trois mille livres; la moyenne du revenu des baronnets, de neuf cents livres; la moyenne du revenu d'un membre des communes, de moins de huit cents livres [3]. Un gain de mille livres par an était jugé très-considérable pour un avocat; il était très-difficile aux avocats de la cour du banc du roi, ceux de la couronne exceptés, d'atteindre à deux mille livres [4]. Il est donc évident qu'un fonctionnaire public aurait été très-bien rétribué s'il eût reçu le quart ou le cinquième de la somme qui serait jugée aujourd'hui un salaire convenable. Toutefois les salaires des hauts fonctionnaires étaient aussi considérables que de nos jours, et souvent même plus considérables. Le lord trésorier, par exemple, recevait huit mille livres par an, et lorsque la trésorerie était en commission, les lords inférieurs recevaient chacun seize cents livres. Le payeur général des forces militaires avait un droit de commission de tant par livre sur tout l'argent qui lui passait entre les mains,

[1] Voyez le rapport du procès entre Bath et Montague, qui fut jugé en décembre 1693 par le lord garde des sceaux Somers.

[2] Pendant les trois quarts de l'année, commençant à la Noël de 1689, les revenus du siége de Canterbury furent perçus par un employé nommé par la couronne. Les rapports de cet employé sont maintenant au British Museum (Lansdowne, Mss. 885). Le revenu total de ces trois trimestres n'était pas tout à fait de quatre mille livres, et la différence entre le revenu total et le revenu net devait être évidemment considérable.

[3] King, *Observations naturelles et politiques.* — Davenant, *Balance du commerce.* Sir William Temple dit : «Les revenus de tous les membres réunis de la chambre des communes ont rarement excédé quatre cent mille livres» (*Mémoires de sir William Temple,* troisième partie.)

[4] Langton, *Conversations avec le chief justice Hale,* 1672.

lequel droit lui rapportait un revenu d'environ cinq mille livres par an. Le gentilhomme de la garde-robe recevait cinq mille livres par an; les commissaires des douanes en recevaient douze cents; les gentilshommes de la chambre, mille [1]. Mais le salaire régulier était la plus petite partie des bénéfices des fonctionnaires de cette époque. Depuis les grands seigneurs qui tenaient la Verge blanche et le grand sceau, jusqu'au plus humble douanier et au dernier rat de cave, tous se livraient sans honte et sans déguisement à des pratiques que nous qualifierions de nos jours du nom d'infâmes corruptions. Titres, places, commissions, grâces, étaient journellement vendus par les grands seigneurs du royaume, qui en tenaient marché ouvert; et le moindre commis imitait de son mieux dans son administration le mauvais exemple qui lui était donné.

Pendant le dernier siècle, aucun premier ministre, quelque puissant qu'il ait été, ne s'est enrichi dans ses fonctions, et quelques-uns même ont dissipé une partie de leur patrimoine pour représenter convenablement les hautes charges qui leur étaient confiées. Au dix-septième siècle, au contraire, un homme d'État placé à la tête des affaires pouvait facilement, sans donner de scandale, et en très-peu de temps, amasser une fortune suffisante pour bien porter le titre de duc. Il est probable que le revenu d'un premier ministre, pendant la durée de ses fonctions, excédait de beaucoup celui de tout autre sujet. La place de lord lieutenant d'Irlande était évaluée à quarante mille livres de revenu annuel [2]. Les profits que firent le chancelier Clarendon, Arlington, Lauderdale et Danby sont énormes. Le palais somptueux auquel la populace de Londres donna le nom de *Dunkirk-House* (palais de Dunkerque), les pavillons princiers, les viviers, le

[1] Procès-verbaux des communes, 17 avril 1689. — Chamberlayne, *État de l'Angleterre*, 1684.

[2] Voyez les *Voyages* du grand-duc Cosme.

parc aux daims et l'orangerie d'Euston, le luxe plus qu'italien de Ham, ses statues, ses fontaines, ses volières, indiquaient assez aux contemporains quelle était la route la plus courte à suivre pour arriver à une fortune illimitée. Cette récompense d'une telle rapacité explique très-bien l'ardeur violente et sans scrupule avec laquelle les hommes d'État de cette époque se disputaient le pouvoir, la ténacité avec laquelle ils s'y cramponnaient en dépit des vexations, des humiliations et des dangers, les complaisances scandaleuses auxquelles ils consentaient pour s'y maintenir. Même de nos jours, quelque formidable que soit le pouvoir de l'opinion publique, quelque élevé que soit le niveau de la moralité générale, on pourrait encore redouter de voir s'accomplir un changement déplorable dans le caractère des hommes publics, si les fonctions de premier lord de la trésorerie ou de secrétaire d'État rapportaient cent mille livres de revenu. Heureusement pour notre pays, les émoluments des fonctionnaires de l'ordre le plus élevé, non-seulement ne se sont pas accrus en proportion du progrès général de nos richesses, mais ont positivement diminué.

Ce fait que le chiffre de l'impôt s'est élevé trente fois plus haut qu'il ne l'était, dans une durée qui n'excède pas celle de deux longues existences humaines réunies, peut paraître étrange, et même au premier aspect effrayant. Mais ceux qui s'alarmeraient de cet accroissement des charges publiques pourront se rassurer, en considérant l'accroissement des ressources publiques. En 1685, la valeur des produits du sol excédait de beaucoup la valeur de tous les autres produits de l'industrie humaine. Cependant l'agriculture était encore dans un état que nous considérerions aujourd'hui comme grossier et imparfait. La terre labourable et les pâturages ne formaient pas, d'après les calculs des plus habiles statisticiens de cette époque, plus de la moitié de la superficie du

royaume[1]. Le reste se composait de bruyères, forêts et marécages. Ces calculs sont pleinement confirmés par les itinéraires et les cartes du dix-septième siècle. Il est évident, d'après ces itinéraires et ces cartes, que beaucoup des routes qui traversent aujourd'hui une succession ininterrompue de vergers, de prairies et de champs ensemencés, ne traversaient alors que des bruyères, des marais et des garennes[2]. Dans les dessins de paysages anglais, exécutés à cette époque pour le grand-duc Cosme, on voit à peine une haie, et de nombreux terrains, richement cultivés aujourd'hui, nous apparaissent aussi nus et aussi stériles que la plaine de Salisbury[3]. A Enfield, presque en vue de la fumée de la capitale, il y avait un espace de vingt-cinq milles de circonférence qui contenait seulement trois maisons et à peine quelques rares terres encloses. Les daims y erraient par milliers, libres comme dans une forêt d'Amérique[4]. On doit remarquer que les bêtes fauves de grande espèce étaient alors infiniment plus nombreuses qu'à présent. Les derniers sangliers qu'on eût conservés pour les divertissements du roi, et qu'on laissait ravager avec leurs défenses les terres cultivées, avaient été tués par les paysans exaspérés, du-

[1] King, *Observations naturelles et politiques*. — Davenant, *Balance du commerce*.

[2] Voyez l'*Itinerarium Angliæ*, 1675, par John Ogilby, cosmographe du roi. Il décrit une grande partie des terres situées des deux côtés des routes, comme se composant de bois, de marais, de bruyères, de marécages. Dans quelques-unes de ses cartes, les routes qui traversent des terres à clôture sont marquées par des lignes, et les routes traversant des terres non closes, par des points. La proportion des terres non closes qui, si elles étaient cultivées, devaient l'être misérablement, semble avoir été très-considérable : d'Abingdon à Gloucester, par exemple, distance de quarante ou cinquante milles, il n'y avait pas un seul enclos, et il y en avait à peine un entre Biggleswade et Lincoln.

[3] De nombreuses copies de ces très-intéressants dessins existent dans la belle collection que M. Grenville a léguée au Musée Britannique.

[4] Journal d'Evelyn, 2 juin 1675.

rant les troubles de la guerre civile. Le dernier loup qu'on ait vu errer dans notre île avait été tué en Écosse, peu de temps avant la fin du règne de Charles II. Mais d'autres espèces d'animaux, quadrupèdes ou oiseaux, maintenant disparues ou très-rares, étaient encore très-communes. Le renard, dont la vie est dans plusieurs de nos comtés regardée comme aussi sacrée que celle de l'homme, était alors regardé comme un simple fléau. Olivier Saint-John dit un jour au long parlement que Strafford devait être considéré non comme un cerf ou un lièvre, animaux auxquels on pouvait laisser quelque trêve, mais comme un renard dont on devait s'emparer par tous les moyens et qu'on devait frapper à la tête sans pitié. Cette image ne serait certes pas heureuse si elle était adressée à des gentilshommes campagnards de notre temps, mais à l'époque de Saint-John, les grandes tueries de renards, auxquelles les paysans accouraient en foule avec tous les chiens qu'ils pouvaient rassembler, n'étaient pas rares. On tendait des filets et des piéges, on ne faisait pas de quartier, et tuer une femelle avec son petit était considéré comme un haut fait qui méritait la reconnaissance du voisinage. Les cerfs communs étaient alors aussi nombreux dans le Gloucerstershire et dans le Hampshire qu'ils le sont aujourd'hui dans les monts Grampians. La reine Anne, dans un voyage à Portsmouth, en vit un troupeau de plus de cinq cents. On trouvait encore errants, dans quelques-unes des forêts du Sud, le taureau sauvage, à crinière blanche. Le blaireau creusait son terrier souterrain et tortueux aux flancs des collines où les taillis étaient le plus épais. On entendait souvent miauler les chats sauvages autour des cabanes des gardes forestiers de Whittlebury et de Needwood. On chassait encore dans Cranbourne-Chase la martre à ventre jaune, pour sa fourrure, qu'on regardait comme à peine inférieure à la fourrure de la martre noire. Des aigles de marais, dont

les ailes mesuraient plus de neuf pieds d'envergure, se trouvaient en quantité sur la côte de Norfolk, où ils se nourrissaient de poisson. Sur toutes les dunes, depuis la Manche jusqu'au Yorkshire, erraient par bandes de cinquante ou soixante d'énormes outardes, qu'on chassait souvent avec des lévriers. D'épaisses nuées de grues couvraient chaque année, pendant plusieurs mois, les marais du Lincolnshire et du Cambridgeshire. Les progrès de la culture ont fait disparaître quelques-unes de ces espèces, et les autres ont tellement diminué, qu'on s'assemble aujourd'hui pour en voir un spécimen comme pour voir un tigre du Bengale ou un ours du pôle [1].

Les progrès de ce grand changement ne sont nulle part plus clairement indiqués que dans le livre des statuts. Le nombre des actes de clôture s'élève, depuis l'avénement au trône du roi Georges II, à plus de quatre mille. La superficie des terres encloses, de par l'autorisation de ces actes, dépasse certainement, et pour prendre un chiffre modéré, plus de dix mille milles carrés. On peut seulement conjecturer le nombre de milles carrés qui, laissés primitivement sans culture ou mal cultivés, ont été pendant la même période enclos et soigneusement cultivés par leurs propriétaires, sans aucune demande d'autorisation à la législature; mais il semble très-probable qu'un quart de l'Angleterre a, dans l'espace de moins d'un siècle, passé de l'état de désert à l'état de jardin.

Même dans les parties du royaume qui étaient le mieux cultivées vers la fin du règne de Charles II, l'exploitation des terres, bien qu'elle se fût fort améliorée depuis la

[1] Voyez White, *Selborne*. — Bell, *Histoire des quadrupèdes de la Grande-Bretagne*. — *La Récréation du gentleman*, 1686. — Aubrey, *Histoire naturelle du Wiltshire*, 1685. — Morton, *Histoire du Northamptonshire*, 1712. — *Ornithologie de Willoughby*, par Ray, 1678. — Latham, *Tableau synoptique général des oiseaux*. — Sir Thomas Browne, *Description des oiseaux qui se trouvent dans le Norfolk*.

guerre civile, n'avait pas fait ce que nous appellerions un progrès intelligent. Jusqu'à présent l'autorité publique n'a pris aucune bonne mesure pour arriver à obtenir une évaluation exacte des produits du sol anglais. L'historien est donc condamné à accepter, quelquefois à contrecœur, l'autorité des statisticiens dont la réputation d'exactitude et de précision est la plus haute. On suppose aujourd'hui que la moyenne des récoltes de l'Angleterre, en blé, seigle, orge, avoine, fèves, dépasse trente millions de *quarters*. Selon les calculs faits en 1696 par Gregory King, la quantité entière des blé, seigle, orge, avoine et fèves, récoltée annuellement dans le royaume, était un peu au-dessous de dix millions de *quarters*. Le blé, qu'on ne cultivait à cette époque que dans les terrains les plus forts, et dont se nourrissaient seulement les personnes aisées, n'atteignait pas tout à fait, selon lui, deux millions de *quarters:* Charles Davenant, politique pénétrant et bien informé, quoique rancunier et sans principes, différait de King sur quelques articles, mais arrivait aux mêmes conclusions générales [1].

L'assolement était très-imparfaitement connu. On savait bien, il est vrai, que quelques-uns des légumes récemment introduits dans notre île, et particulièrement le navet, fournissaient, en hiver, une excellente nourriture pour les moutons et les bœufs; mais on n'avait pas encore l'habitude de nourrir les bestiaux de cette manière. Il n'était donc pas aisé de les faire vivre dans la saison où l'herbe est rare. Au commencement de la froide saison, on les tuait et on les salait en grande quantité; et, pendant plusieurs mois, la *gentry* ellemême ne goûtait pas, pour ainsi dire, de viande fraîche, à l'exception du gibier et du poisson, qui étaient, en conséquence, des articles de ménage beaucoup plus considérables qu'aujourd'hui. Nous voyons, par le livre de dé-

[1] King, *Observations politiques et naturelles.* — Davenant, *Balance du commerce.*

penses de la maison Northumberland, que, sous le règne de Henri VII, les personnes de bonne condition attachées à la maison d'un noble comte ne mangeaient de viande fraiche que durant le court intervalle de temps compris entre la Saint-Jean et la Saint-Michel. Mais une amélioration s'était opérée dans l'espace de deux siècles; et, sous Charles II, les familles ne faisaient guère leurs provisions de viande salée, appelée alors bœuf de la Saint-Martin, qu'au commencement de décembre [1].

Les moutons et les bœufs de cette époque étaient petits, comparés aux moutons et aux bœufs qui sont aujourd'hui amenés dans nos marchés [2]. Nos chevaux indigènes, quoique de bon service, étaient très-peu estimés, et se vendaient à bas prix. Ils n'étaient pas estimés, l'un dans l'autre, par les plus habiles statisticiens, à plus de cinquante shillings. On leur préférait de beaucoup les races étrangères. Les genêts d'Espagne étaient regardés comme les meilleurs chevaux de combat, et on les importait chez nous pour les besoins du luxe et de la guerre. Les voitures de l'aristocratie étaient traînées par de grises juments de Flandre, qui trottaient, pensait-on, avec une grâce toute particulière, et supportaient, mieux que toute autre race chevaline élevée dans notre île, le travail de traîner ces pesants équipages sur les rudes pavés de Londres. On ne connaissait alors ni le moderne cheval de trait, ni le moderne cheval de course. Ce ne fut que plus tard que furent amenés, des marécages du Walcheren, les ancêtres de ces gigantesques quadrupèdes que tous les étrangers rangent aujourd'hui au nombre des principales merveilles de Londres, et que les ancêtres de *Childers* et d'*Eclipse* arrivèrent des sables de l'Arabie. Déjà, toutefois, notre noblesse et notre *gentry* étaient

[1] Voyez les Almanachs de 1684 et 1685.

[2] Voyez M. Mc'Culloch, *Description statistique de l'empire britannique*, partie III, chapitre 1, section 6.

passionnées pour les amusements du *turf*. On sentait très-vivement l'importance d'améliorer nos haras par une infusion de sang nouveau; et, dans ce but, on avait récemment importé dans le pays un nombre considérable de chevaux barbes. Deux hommes, dont l'autorité en ces matières était très-écoutée, le duc de Newcastle et sir John Fenwick, déclaraient que la plus mauvaise haridelle, importée de Tanger, produirait une progéniture infiniment plus belle que celle qu'on pouvait attendre du meilleur étalon de notre race indigène. Ils auraient été bien éloignés de croire qu'un jour viendrait où les princes et les nobles des contrées voisines seraient aussi désireux d'obtenir des chevaux d'Angleterre que les Anglais l'avaient été d'obtenir des chevaux de Barbarie [1].

L'accroissement de nos produits dans le règne végétal et animal, bien que considérable, est faible comparé à l'accroissement de notre richesse minérale. En 1685, l'étain de Cornouailles, qui, plus de deux mille ans auparavant, avait décidé les marins de Tyr à franchir les colonnes d'Hercule, était encore une des productions souterraines les plus précieuses de l'île. La quantité d'étain extraite annuellement de ces mines était, quelques années plus tard, de seize cents tonneaux, un tiers probablement de ce qu'on en retire aujourd'hui [2]. Mais les veines de cuivre qui se trouvent dans la même région étaient, au temps de Charles II, entièrement négligées, et aucun propriétaire

[1] Voyez, comme auparavant, King et Davenant. — Le duc de Newcastle, *De l'Équitation*.—*La Récréation du gentleman*, 1686.—Les juments pommelées de Flandre étaient, du temps de Pope, et furent même plus tard encore, considérées comme une preuve de la richesse de ceux qui les possédaient. Le proverbe vulgaire qu'une jument grise est la meilleure monture a, je présume, son origine dans la préférence généralement donnée aux juments grises de Flandre sur les plus beaux chevaux de trait anglais.

[2] Voyez une note curieuse de Tonkin, dans l'édition donnée par lord De Dunstanville, de la *Description du pays de Cornouailles*, par Carew.

ne les faisait entrer en ligne de compte dans l'estimation de sa propriété. Le pays de Cornouailles et le pays de Galles rendent aujourd'hui annuellement près de quinze mille tonneaux de cuivre, valant environ un million et demi sterling, c'est-à-dire environ deux fois autant que le revenu annuel de toutes les mines anglaises de tout métal au dix-septième siècle [1]. La première couche de sel gemme fut découverte, dans le Cheshire, peu de temps après la restauration, mais il ne paraît pas qu'elle ait été exploitée à cette époque. Le sel qu'on retirait, par un procédé grossier, des salines, était peu estimé. Les chaudières dans lesquelles était opérée la fabrication exhalaient une odeur sulfureuse; et lorsque l'évaporation était achevée, c'est à peine si la substance restante était susceptible d'être employée avec la nourriture. Les médecins attribuaient les maladies scorbutiques et pulmonaires, alors fréquentes en Angleterre, à ce condiment malsain. En conséquence, les classes élevées et moyennes faisaient peu usage de ce sel, et on en importait régulièrement de France une quantité considérable. A présent, nos sources et nos mines non-seulement, suffisent à notre immense consommation, mais encore fournissent annuellement à l'étranger plus de sept cents millions de livres d'excellent sel [2].

Un progrès beaucoup plus important a été le progrès des fonderies de fer. Des forges existaient depuis longtemps dans notre ile, mais elles n'avaient pas prospéré et n'étaient pas vues d'un œil favorable par le gouvernement et par le pays. Il n'était pas encore d'usage d'employer le

[1] Borlase, *Histoire naturelle du pays de Cornouailles*, 1758. — J'ai pris dans les rapports du parlement mes renseignements sur la production actuelle du cuivre. Davenant, en 1700, estimait que le produit annuel de toutes les mines de l'Angleterre allait de sept cent à huit cent mille livres.

[2] *Mémoires philosophiques*, n° 53, novembre 1669; n° 66, décembre 1670; n° 103, mai 1674, n° 156, février 1683-1684.

charbon pour fondre le minerai, et la rapide consommation du bois excitait l'alarme des hommes politiques. Dès le règne d'Élisabeth, on s'était plaint hautement que des forêts entières fussent abattues pour alimenter les fourneaux ; et le parlement était intervenu pour défendre aux maîtres de forges de brûler du bois de charpente. En conséquence, les forges languirent. A la fin du règne de Charles II, une grande partie du fer dont on se servait dans le pays était importé de l'étranger, et la quantité qu'on en coulait en Angleterre annuellement ne paraît pas avoir excédé dix mille tonneaux. A présent, ce commerce est regardé comme étant en souffrance, si la production annuelle est de moins d'un million de tonneaux [1].

Il nous reste à mentionner un minéral plus important peut-être que le fer lui-même. La houille, bien qu'elle fût peu en usage dans les diverses espèces de manufactures, était déjà le combustible ordinaire de quelques districts, assez heureux pour en posséder des couches considérables, et de la capitale, qui pouvait facilement s'en approvisionner par eau. On peut raisonnablement croire que la moitié de la quantité de houille extraite des mines se consommait à Londres. La consommation de Londres semblait énorme aux écrivains de cette époque ; elle était mentionnée par eux comme une preuve de la grandeur de cette cité impériale. Ils s'attendaient à peine à être crus lorsqu'ils affirmaient que deux cent quatre-vingt mille *chaldrons*, c'est-à-dire environ trois cent cinquante mille tonneaux de charbon, avaient été apportés à Londres par la Tamise, durant la dernière année du règne de Charles II. Aujourd'hui la métropole en consomme annuellement près de trois millions et demi de tonneaux,

[1] Yarranton, *Progrès de l'Angleterre sur terre et sur mer*, 1677. — Porter, *Progrès de la nation.* — Voyez aussi un historique remarquablement clair, et en termes très-succincts, des forges anglaises, dans la *Description statistique de l'empire britannique* de M. Mc'Culloch.

et le total du produit annuel ne peut, d'après les chiffres les plus modérés, être estimé à moins de trente millions de tonneaux [1].

A mesure que tous ces grands changements se sont accomplis, la rente de la terre s'est, comme on peut le supposer, accrue constamment. Dans quelques districts, elle a décuplé; dans quelques autres, elle a à peine doublé. En moyenne, il est probable qu'elle a quadruplé.

La plus grande partie du revenu de la terre était répartie entre les gentilshommes campagnards, classe d'individus dont il est très-important de comprendre bien la position et le caractère, car dans plusieurs circonstances très-graves, ils ont par leurs passions et leur influence déterminé les destinées de la nation.

Nous nous tromperions beaucoup si nous nous figurions les *squires* du dix-septième siècle comme ayant une étroite ressemblance avec leurs descendants, que nous sommes habitués à voir représenter leurs comtés ou présider les sessions trimestrielles des assises. Le moderne gentilhomme campagnard reçoit une éducation libérale, passe d'une école renommée à un collége célèbre, et a tous les moyens de devenir un excellent *scholar*. Il a généralement vu quelques-uns des pays étrangers. Une grande partie de sa vie s'est généralement passée dans la capitale, et les raffinements de la capitale l'ont suivi à la campagne. Il n'y a peut-être pas d'habitations plus charmantes que les maisons de campagne de la *gentry* anglaise. Dans les parcs et les jardins, la nature, embellie par l'art sans être étouffée par lui, revêt ses formes les plus

[1] Voyez Chamberlayne, *État de l'Angleterre*, 1684, 1687. — *Angliæ Metropolis*, 1691. — Mc Culloch, *Description statistique de l'empire britannique*, partie III, chapitre II, édition de 1847. — En 1845, la quantité de charbon amenée à Londres a été, d'après les rapports parlementaires, de 3,460,000 tonneaux.

attrayantes. Les tableaux, les instruments de musique, la bibliothèque, suffiraient en tout pays pour indiquer, dans leur propriétaire, un homme poli et accompli; dans les bâtiments, le bon sens et le bon goût se combinent pour produire une heureuse union du confortable et du gracieux. Mais un gentilhomme qui avait été témoin de la révolution ne jouissait probablement pas de plus d'un quart du revenu que ses propriétés rendent aujourd'hui à ses descendants. Il était donc, comparativement à sa postérité, un homme pauvre, et se trouvait généralement dans la nécessité de résider presque toujours dans ses terres. Voyager sur le continent, tenir maison à Londres ou même visiter Londres fréquemment, étaient des plaisirs que pouvaient seuls se permettre les grands propriétaires. On peut affirmer avec assurance que sur le nombre des *squires* qui remplissaient les fonctions soit de juges de paix, soit de lieutenants du roi, il n'y en avait pas un sur vingt qui allât à Londres plus d'une fois en cinq ans, ou qui fût jamais allé jusqu'à Paris. Bon nombre de propriétaires de châteaux n'avaient reçu qu'une éducation peu différente de celle de leurs serviteurs. L'héritier d'un grand domaine passait souvent son enfance et sa jeunesse dans la résidence de sa famille, sans précepteurs plus relevés que les palefreniers et les gardes-chasse, et acquérait à peine une instruction suffisante pour signer son nom au bas d'un *mittimus*. S'il était envoyé à l'école ou au collége, il en revenait, en général, avant sa vingtième année, pour s'enfermer de nouveau entre les quatre murs de la vieille salle féodale, et oubliait bientôt, à moins que son esprit n'eût été heureusement doué par la nature, ses études académiques au milieu des affaires et des plaisirs rustiques. Sa principale occupation sérieuse était le soin de sa propriété. Il examinait des échantillons de grain, estimait des cochons, et, les jours de foire, faisait, le verre en main, des marchés avec les conducteurs de bestiaux

et les brasseurs. Il tirait ses plus grands plaisirs de la chasse et d'une sensualité peu raffinée. Sa prononciation et son langage étaient ceux qu'on pourrait attendre de nos jours du plus ignare manant. Ses jurons, ses grossières plaisanteries, ses termes indécents d'invective et de colère, étaient exprimés avec l'accent le plus prononcé de sa province; dès ses premiers mots il était aisé de reconnaître s'il venait du Somersetshire ou du Yorkshire. Il s'inquiétait fort peu d'orner sa maison, et s'il l'essayait, il n'arrivait qu'à un mauvais goût choquant. La litière des étables était entassée sous les fenêtres de sa chambre à coucher; les choux et les groseilliers poussaient tout contre la porte de sa salle. Sa table était chargée de mets abondants et grossiers, et tout convive y était le bien venu; mais comme l'habitude de boire avec excès était généralement répandue dans la classe à laquelle il appartenait, et que sa fortune ne lui permettait pas d'enivrer tous les jours de nombreuses compagnies avec du vin de Bordeaux ou des Canaries, la bière forte était le breuvage qu'il leur servait d'ordinaire. La quantité de bière que l'on consommait à cette époque était énorme, car pour les classes moyennes et inférieures, la bière était non-seulement, comme aujourd'hui, la boisson ordinaire, mais elle tenait encore la place du vin, du thé et des spiritueux. Ce n'était que dans les grandes maisons ou dans les grandes occasions qu'on servait sur la table des boissons étrangères. Les dames de la maison, dont l'occupation avait été ordinairement de faire la cuisine, se retiraient aussitôt que les mets avaient été dévorés, et laissaient les *gentlemen* à leur ale et à leur tabac. Ce grossier passe-temps de l'après-dîner se prolongeait jusqu'à ce que les convives eussent roulé sous la table.

Ce n'était que bien rarement que le gentilhomme campagnard pouvait jeter un coup d'œil sur le grand monde, et ce qu'il en voyait servait plutôt à embrouiller

qu'à éclairer son intelligence. Ses opinions touchant la religion, le gouvernement, les pays étrangers et les temps passés, dérivant, non de l'étude, de l'observation, de conversations avec des amis éclairés, mais des traditions qui avaient cours dans sa petite sphère, étaient les opinions d'un enfant. Il y tenait néanmoins avec l'obstination qui caractérise en général les hommes habitués à être repus de flatteries. Ses haines étaient nombreuses et pleines de fiel. Il haïssait les Français et les Italiens, les Écossais et les Irlandais, les Papistes et les Presbytériens, les Indépendants et les Baptistes, les Quakers et les Juifs. Il ressentait pour Londres et ses habitants une haine qui plus d'une fois produisit des résultats politiques importants. Sa femme et sa fille étaient, par leurs goûts et leur instruction, inférieures aux femmes de charge et aux servantes de cabaret de notre temps. Elles cousaient et filaient, faisaient du vin de groseilles et des pâtés de venaison.

D'après ce portrait, on pourrait supposer que le *squire* anglais du dix-septième siècle ne différait pas matériellement d'un meunier ou d'un cabaretier de notre époque. Mais il nous faut ajouter encore quelques traits importants de son caractère, qui modifieront grandement cette première appréciation. Tout illettré et impoli qu'il fût, il était pourtant, en bien des points essentiels, un *gentleman*. Il était membre d'une aristocratie altière et puissante, et se distinguait à la fois par les bonnes et les mauvaises qualités qui distinguent les aristocrates. Son orgueil nobiliaire dépassait celui d'un Howard ou d'un Talbot. Il connaissait les généalogies et les armoiries de tous ses voisins, et il pouvait dire lesquels se permettaient, sans aucun droit, d'y mettre des supports, lesquels étaient assez malheureux pour n'être que les arrière-petits-fils de simples *aldermen*. Il était magistrat, et en cette qualité administrait gratuitement à toutes les populations avoisinantes une grossière justice patriarcale

qui, en dépit d'erreurs innombrables et d'actes parfois tyranniques, valait encore mieux que l'absence complète de toute justice. Il était officier dans la milice, et sa dignité militaire, quoique prêtant à rire aux braves qui avaient fait une campagne dans les Flandres, l'élevait très-haut à ses propres yeux et aux yeux de ses voisins. Ses fonctions militaires d'ailleurs étaient injustement un sujet de dérision. Il y avait dans chaque comté de vieux gentilshommes qui avaient vu des combats qui n'étaient pas des jeux d'enfants. Celui-ci avait été fait chevalier par Charles Ier après la bataille d'Edgehill. Celui-là portait encore un emplâtre sur la balafre qu'il avait reçue à Naseby. Un troisième avait défendu son vieux château jusqu'à ce que Fairfax en eût fait sauter la porte avec un pétard. La présence de ces vieux Cavaliers avec leurs vieilles épées, leurs vieux pistolets et leurs vieilles histoires de Goring et de Lunsford, donnait aux réunions de la milice un aspect grave et militaire dont elles auraient manqué sans eux. Les gentilshommes campagnards qui étaient trop jeunes pour avoir échangé des coups de sabre avec les cuirassiers du long parlement avaient été dès leur enfance entourés des traces de la guerre civile, et nourris des récits des exploits militaires de leurs pères et de leurs oncles. Ainsi le caractère du *squire* anglais du dix-septième siècle se composait de deux éléments qui se trouvent rarement réunis. Son ignorance et sa grossièreté, ses goûts vulgaires, sa conversation basse, seraient de nos jours les indices d'une nature et d'une éducation foncièrement plébéiennes. Cependant il était essentiellement un patricien, et avait à un haut degré les vertus et les vices qui se développent chez les hommes placés par leur naissance dans une situation élevée, et accoutumés à l'autorité, à la réserve, au respect de soi-même. Il est difficile à une génération habituée à ne trouver les sentiments chevaleresques qu'en compagnie des études libérales et des manières polies, de se figurer

un homme qui, avec le maintien, le vocabulaire et l'accent d'un charretier, était pointilleux néanmoins sur toutes les matières de généalogie et de préséance, et prêt à risquer sa vie plutôt que de voir une tache sur l'honneur de sa maison. Ce n'est cependant qu'en réunissant ainsi des choses que notre expérience contemporaine nous a rarement ou même ne nous a jamais montrées, que nous pouvons nous faire une juste idée de cette aristocratie rustique qui constitua la principale force de l'armée de Charles Ier, et qui défendit longtemps avec une singulière fidélité la cause de ses descendants.

Ce gentilhomme campagnard, grossier, sans éducation, forcément sédentaire, était ordinairement un tory, mais, bien qu'attaché avec dévouement à la monarchie héréditaire, il n'avait aucune prédilection pour les courtisans et les ministres. Il pensait, non sans raison, que Whitehall était rempli des gens les plus corrompus du genre humain, que les sommes votées, depuis la restauration, pour la couronne par la chambre des communes, avaient été détournées en partie par des hommes politiques rusés, et en partie pour des bouffons et des courtisanes venus de l'étranger. Son altier cœur anglais se gonflait d'indignation à la pensée que le gouvernement de son pays recevait des ordres de la France. Étant généralement ou un vieux Cavalier, ou le fils d'un vieux Cavalier, il critiquait avec un ressentiment amer l'ingratitude dont les Stuarts avaient payé leurs meilleurs amis. Ceux qui l'entendaient se plaindre, en grommelant, de l'insouciance avec laquelle on le traitait, et des profusions dont on accablait les bâtards de Nell Gwynn et de madame Carwell, auraient pu le supposer tout disposé à la révolte. Mais toute cette mauvaise humeur tombait aussitôt que le trône était réellement en danger. C'était précisément à l'heure où ces hommes que le souverain avait comblés de richesses et d'honneurs se retiraient de lui, que les gentilshommes campagnards, si hargneux

et si mutins pendant sa prospérité, se ralliaient en masse autour du trône. Ainsi, après avoir murmuré vingt ans contre le mauvais gouvernement de Charles II, ils vinrent à son secours en ce jour d'extrême danger où ses secrétaires d'État et ses lords de la trésorerie l'avaient abandonné, et le mirent à même de remporter sur l'opposition une victoire complète. Il n'est pas douteux qu'ils n'eussent montré pour son frère Jacques la même fidélité, si Jacques avait voulu s'abstenir, même au dernier moment, d'outrager leurs sentiments les plus enracinés; car il y avait une institution, et une seulement, qu'ils révéraient plus encore que la monarchie héréditaire, et cette institution était l'Église d'Angleterre. Leur amour de l'Église n'était pas, à la vérité, le résultat de l'étude et de la méditation. Bien peu auraient pu expliquer leur adhésion à ses doctrines, à son rituel, à sa constitution, par une raison tirée des Écritures ou de l'histoire ecclésiastique. Pris en masse, ils n'étaient pas, tant s'en faut, observateurs stricts de ce code moral qui est commun à toutes les sectes chrétiennes. Mais l'expérience de bien des siècles nous prouve que les hommes peuvent être prêts à combattre jusqu'à la mort, et à persécuter sans pitié leurs semblables, pour une religion dont ils ne comprennent pas les dogmes, et dont ils ne suivent pas les préceptes[1].

Le clergé des campagnes était encore plus violent dans son torysme que la *gentry* des campagnes, et formait une classe à peu près aussi importante. Il faut observer toutefois que l'ecclésiastique, pris individuellement et comparé au gentilhomme campagnard pris aussi individuellement, disposait de ressources très-inférieures à celles dont il dispose aujourd'hui. L'Église tirait de la dîme sa principale ressource, et la dîme était dans une

[1] Mes renseignements sur le gentilhomme campagnard au dix-septième siècle ont été puisés à des sources trop nombreuses pour pouvoir être citées. Je dois abandonner le portrait que j'ai tracé au jugement des hommes qui ont étudié l'histoire et la littérature légère de cette époque.

proportion beaucoup plus faible qu'aujourd'hui avec le revenu. King estimait le revenu total du clergé des paroisses et des colléges seulement à quatre cent quatre-vingt mille livres par an; Davenant à cinq cent quarante-quatre mille livres. Il est certainement aujourd'hui sept fois plus considérable que la plus élevée de ces deux sommes. La moyenne du revenu des terres ne s'est pas encore accrue dans les mêmes proportions. Il s'ensuit que les recteurs et les vicaires devaient être, relativement aux chevaliers et aux *squires* du voisinage, infiniment plus pauvres au dix-septième siècle qu'ils ne le sont au dix-neuvième siècle.

La position des ecclésiastiques dans la société avait été complétement changée par la révolution. Avant cette époque, les ecclésiastiques formaient la majorité de la chambre des lords. Ils égalaient en splendeur et en richesse et même éclipsaient quelquefois les plus hauts barons temporels, et occupaient généralement les emplois civils les plus élevés. Le lord trésorier était souvent un évêque. Le lord chancelier en était presque toujours un. Le lord garde du sceau privé et le maître des rôles étaient ordinairement des hommes d'Église. C'étaient encore des hommes d'Église qui traitaient les affaires diplomatiques les plus importantes. En réalité, toute cette grande portion de l'administration publique, que les nobles illettrés et guerriers étaient incapables de diriger, était considérée comme appartenant spécialement aux théologiens. En conséquence, les hommes qui n'avaient pas d'inclination pour la vie des camps, et qui en même temps étaient désireux d'arriver à de hautes fonctions dans l'État, se faisaient ordinairement tonsurer. Dans les rangs du clergé se trouvaient des fils de toutes les plus illustres familles et des proches parents de nos souverains, des Scroops, des Neville, des Bourchier, des Stafford, des Pole. Aux maisons religieuses appartenait, avec les revenus d'im-

menses domaines, la plus grande partie des dîmes qui sont maintenant entre les mains des laïques. Jusqu'au milieu du règne de Henri VIII, il n'y avait aucune carrière plus séduisante pour les natures ambitieuses et avides que l'état ecclésiastique. A ce moment survint une violente révolution. L'abolition des monastères priva à la fois l'Église de la plus grande partie de ses richesses et de sa prédominance dans la chambre haute du parlement. On ne vit pas plus longtemps s'asseoir au milieu des pairs du royaume, ou posséder des revenus égaux à ceux du plus puissant comte, un abbé de Glastonbury ou un abbé de Reading. La splendeur princière d'un Guillaume de Wykeham et d'un Guillaume de Waynflete s'évanouit. Le chapeau rouge du cardinal, la croix d'argent du légat disparurent. Le clergé avait perdu l'ascendant qui est la récompense naturelle d'une culture supérieure. Autrefois, cette circonstance qu'un homme savait lire autorisait à supposer qu'il était dans les ordres ; mais à une époque qui produisait des laïques tels que William Cecil et Nicolas Bacon, Roger Ascham et Thomas Smith, Walter Mildmay et François Walsingham, il n'était plus besoin d'arracher des prélats à leurs diocèses pour leur faire négocier des traités, diriger les finances, administrer la justice. Le caractère spirituel cessa non-seulement d'être la condition essentielle pour arriver aux grands emplois civils, mais commença à être considéré comme une condition contraire. Les motifs mondains qui auparavant avaient poussé tant de jeunes gens habiles, ambitieux et de noble famille, à prendre l'habit ecclésiastique cessèrent d'agir. Il n'y avait plus maintenant une paroisse sur deux cents qui pût donner à un homme de noble famille les moyens de soutenir son rang. Il y avait encore de bons lots dans l'Église, mais ils étaient peu nombreux ; et les plus élevés eux-mêmes étaient bien chétifs, comparés à la gloire qui avait autrefois entouré les princes de la hiérarchie.

La pompe que déployaient Parker et Grindall semblait misérable à ceux qui se rappelaient la pompe impériale de Wolsey, ses palais, qui étaient devenus les demeures favorites de la royauté, Whitehall et Hampton-Court, les trois tables somptueusement servies chaque jour dans son réfectoire, les quarante-quatre splendides chapes de sa chapelle, ses coureurs aux riches livrées, ses gardes du corps aux hallebardes dorées. La carrière sacerdotale perdit donc tout son attrait pour les classes élevées. Pendant le siècle qui suivit l'avénement d'Élisabeth, il y eut à peine une seule personne de noble extraction qui prit les ordres. A la fin du règne de Charles II, deux fils de pairs étaient évêques, quatre ou cinq fils de pairs étaient prêtres et avaient de riches bénéfices; mais ces rares exceptions n'effaçaient pas la défaveur qui pesait sur le corps tout entier. Le clergé était considéré, pris en masse, comme une classe plébéienne; et en réalité pour un prêtre qui faisait figure de *gentleman*, il y en avait dix qui n'étaient que des serviteurs à gages. Une grande partie des ministres qui n'avaient pas de bénéfices, ou dont les bénéfices étaient trop faibles pour leur fournir une existence confortable, vivaient dans les maisons des laïques. Depuis longtemps, il était évident que cette habitude tendait à dégrader le caractère sacerdotal. Laud avait essayé d'opérer un changement, et Charles Ier avait à diverses reprises donné des ordres positifs pour qu'il n'y eût que les hommes de haut rang qui entretinssent des chapelains particuliers [1]; mais ces injonctions furent bientôt oubliées. Pendant la domination des Puritains, le plus grand nombre des ministres dépossédés de l'Église d'Angleterre ne pouvaient trouver un abri et un morceau de pain qu'en s'attachant aux maisons des gentilshommes royalistes, et les habitudes qu'ils avaient contractées durant ces

[1] Voyez Heylin, *Cyprianus anglicus*.

temps de troubles continuèrent longtemps encore après le rétablissement de la monarchie et de l'épiscopat. Dans les maisons des hommes à sentiments libéraux et d'une intelligence cultivée, le chapelain était sans nul doute traité avec urbanité et tendresse. Sa conversation, ses connaissances littéraires, ses conseils religieux étaient considérés comme une ample compensation pour sa nourriture, son logement et son salaire. Mais tels n'étaient pas en général les sentiments des gentilshommes campagnards. Le *squire* ignorant et grossier, qui pensait qu'il importait à sa dignité que les grâces fussent dites chaque jour à sa table en grand costume sacerdotal, trouvait moyen de concilier sa dignité et sa parcimonie. Un jeune lévite, telle était alors l'expression consacrée, pouvait être attaché à sa maison pour la table, une petite chambre au grenier et dix livres par an, et moyennant ce prix, le ministre non-seulement devait s'acquitter des devoirs de sa profession, être le plus patient des auditeurs et des plastrons, être toujours prêt dans la belle saison à faire la partie de boules et dans les jours de pluie la partie de galet, mais devait encore épargner à la maison la dépense d'un jardinier ou d'un palefrenier. Tantôt le révérend liait les abricotiers, et tantôt il étrillait les chevaux. Il additionnait les comptes du maréchal ferrant. Il faisait des courses de dix milles pour s'acquitter d'un message ou porter un paquet. On lui permettait de dîner avec la famille, mais on attendait de lui qu'il se contenterait des mets ordinaires. Il pouvait se rassasier de bœuf salé et de carottes, mais aussitôt que les tartes et les gâteaux au fromage paraissaient sur la table, il quittait sa place et se tenait à l'écart jusqu'à ce qu'on l'appelât pour venir rendre grâce à Dieu de ce repas, dont la moitié lui était interdite[1].

[1] Eachard, *Causes du mépris déversé sur le clergé.* — Oldham, *Satire adressée à un ami sur le point de quitter l'université*, et les nos 22, 258

Quelquefois après plusieurs années de service, on lui donnait un bénéfice suffisant pour le faire vivre; mais il était souvent obligé de l'acheter par une espèce de simonie qui a fourni un inépuisable sujet de plaisanteries à trois ou quatre générations de railleurs. En prenant sa cure, il prenait d'habitude une femme. Sa femme avait été ordinairement au service du patron, et c'était heureux lorsqu'elle n'était pas soupçonnée d'avoir été trop en faveur auprès de lui. En réalité, la nature des unions conjugales que les ecclésiastiques de cette époque avaient l'habitude de former est l'indication la plus certaine de la position qu'occupait alors le clergé dans le système social. Un membre de l'université d'Oxford, écrivant quelques mois après la mort de Charles II, se plaignait non-seulement du dédain que montraient pour le ministre de leur paroisse les procureurs et les apothicaires de village, mais encore qu'une des leçons qu'on donnait à toute jeune fille de famille honorable était de ne pas encourager un amant dans les ordres, et que toute jeune dame oublieuse de ce précepte était considérée comme presque aussi déshonorée que par un amour illicite [1]. Clarendon, qui certainement ne voulait point de mal à l'Église, mentionne comme un signe de la confusion des rangs, produite par la grande révolution, le mariage de quelques demoiselles de nobles familles avec des ecclésiastiques [2]. Une femme de chambre était généralement considérée comme la compagne la plus convenable pour un ministre. La reine Élisabeth avait

du *Tatler*. — Le grand-duc Cosme remarque, dans ses *Voyages*, que le clergé anglais était de basse extraction. Voyez ces *Voyages*, appendice A.

[1] *A causidico, medicastro, ipsaque artificium farragine, ecclesiæ rector aut vicarius contemnitur et fit ludibrio. Gentis et familiæ nitor sacris ordinibus pollutus censetur; feminisque natalitio insignibus unicum inculcatur sæpius præceptum, ne modestiæ naufragium faciant, aut (quod idem auribus tam delicatulis sonat), ne clerico se nuptas dari patiantur.* — *Angliæ Notitia*, par T. Wood, de New-College, Oxford, 1686.

[2] *Vie de Clarendon*, II, 21.

semblé sanctionner formellement ce préjugé en donnant des ordres spéciaux pour qu'un ecclésiastique ne pût se permettre d'épouser une servante sans le consentement de ses maîtres[1]. Aussi, pendant plusieurs générations, les amours entre les prêtres et les servantes furent-ils un thème de plaisanteries interminables, et il serait très-difficile de trouver dans la comédie du dix-septième siècle un seul exemple d'un ecclésiastique épousant une femme d'une condition supérieure à celle de cuisinière[2]. Du temps même de Georges II, le plus amer de tous les observateurs des mœurs et de la vie humaine, prêtre lui-même, remarquait que dans les grandes maisons le chapelain était la ressource de la femme de chambre dont la réputation était équivoque, et qui avait dû en conséquence abandonner l'espoir d'attraper le maître d'hôtel[3].

En général, le ministre qui abandonnait ses fonctions de chapelain pour prendre un bénéfice et une femme s'apercevait bientôt qu'il n'avait fait qu'échanger une classe de tourments contre une autre. Il n'y avait pas une cure, sur cinquante, qui permît au titulaire d'élever convenablement une famille. A mesure que les enfants se multipliaient et grandissaient, le ménage du ministre devenait de plus en plus misérable. Les trous de son toit de chaume et de sa soutane s'élargissaient de jour en jour. Ce n'était souvent qu'en travaillant à la terre, en élevant des cochons ou en conduisant des charrettes de fumier, qu'il parvenait à gagner le pain de chaque jour, et ces efforts extrêmes ne parvenaient pas à empêcher

[1] Voyez les injonctions de 1559 dans la collection de l'évêque Sparrow. — Jérémie Collier, dans son *Essai sur l'orgueil*, se plaint de ces injonctions avec une amertume qui prouve que son propre orgueil n'avait pas été bien efficacement dompté.

[2] Roger et Abigail, dans *la Dame dédaigneuse*, de Fletcher; Bull et la Nourrice, dans *la Rechute*, de Vanbrugh; Smirk et Suzanne, dans *les Sorcières du Lancashire*, de Shadwell, en sont des exemples.

[3] Swift, *Instructions aux domestiques*.

toujours les huissiers de saisir sa Bible et son encrier. C'était pour lui un jour heureux et à marquer d'une pierre blanche que le jour où il était admis dans la cuisine d'une grande maison, et régalé par les domestiques d'ale et de viandes froides. Ses enfants étaient élevés comme les enfants des paysans du voisinage : les garçons menaient la charrue; les filles entraient au service. Étudier lui était impossible, car le droit de nomination à son bénéfice aurait à peine produit, s'il l'avait vendu, une somme suffisante pour acheter une bonne bibliothèque de théologie; et on pouvait le considérer comme extraordinairement heureux, lorsqu'il avait sur les planches de son vaisselier dix ou douze volumes écornés enfouis entre ses pots et ses marmites. Une intelligence vive et forte elle-même n'aurait pu que se rouiller dans une si défavorable condition.

Assurément, il ne manquait pas alors dans l'Église d'Angleterre de ministres distingués par leur science et leurs talents; mais il faut observer que ces ministres n'étaient pas disséminés parmi les populations rurales. Ils se trouvaient réunis dans quelques lieux où les moyens d'acquérir de la science abondaient, où les occasions, pour les vigoureuses intelligences, de se déployer, étaient fréquentes [1]. Dans ces lieux, on pouvait trouver des ministres capables, par leurs qualités, leur éloquence, leur profonde connaissance de la littérature, de la science et de la vie, de défendre victorieusement leur Église contre les hérétiques et les sceptiques, de forcer l'attention d'assemblées mondaines et frivoles, de guider les délibérations des parlements, et de faire respecter la religion même dans la plus dissolue des cours. Les uns étaient profondément versés dans les controverses bibliques, les autres sondaient les abîmes de la métaphy-

[1] Cette distinction entre le clergé des campagnes et le clergé des villes est fortement marquée par Eachard, et frappera toute personne qui a étudié l'histoire ecclésiastique de cette époque.

sique sacrée, d'autres encore jetaient la lumière sur les parties les plus obscures de l'histoire ecclésiastique. Ceux-ci étaient passés maîtres dans l'escrime de la logique; ceux-là cultivaient l'éloquence avec une telle assiduité et un tel succès, que leurs discours étaient justement regardés comme des modèles de style. Ces hommes éminents se rencontraient, presque sans exception, dans les universités, dans les grandes cathédrales, ou dans la capitale. Barrow était mort récemment à Cambridge, et Pearson venait d'en sortir pour aller s'asseoir sur le banc des évêques. Cudworth et Henri More y vivaient encore. South et Pococke, Jane et Aldrich, étaient à Oxford, Prideaux dans le cloître de Norwich, et Whitby dans le cloître de Salisbury. Mais la réputation d'éloquence et de science du clergé anglican était surtout soutenue par le clergé de Londres, dont on parlait toujours comme d'une classe à part. Les principales chaires de la métropole étaient occupées, à cette époque, par une foule d'hommes remarquables, et c'était dans leurs rangs qu'étaient choisis, en grande partie, les hauts dignitaires de l'Église. Sherlock prêchait au Temple, Tillotson à Lincoln's Inn, Wake et Jérémie Collier à Gray's Inn, Burnet aux Rolls, Stillingfleet à la cathédrale de Saint-Paul, Patrick à Saint-Paul, quartier de Covent-Garden, Fowler à Saint-Giles de Cripplegate, Sharp à Saint-Giles in the Fields, Tenison à Saint-Martin, Sprat à Sainte-Marguerite, Beveridge à Saint-Pierre, dans Cornhill. De ces douze hommes, tous personnages de renom dans l'histoire ecclésiastique, dix devinrent évêques et quatre archevêques. A cette même époque, les seuls ouvrages théologiques importants sortis d'un presbytère de campagne furent ceux de George Bull, plus tard évêque de Saint-David, et Bull n'aurait jamais pu produire ses ouvrages, s'il n'avait pas hérité d'une propriété dont la vente le mit à même d'assembler une bibliothèque comme n'en possédait probablement

aucun autre ministre de campagne en Angleterre[1].

Ainsi le clergé anglican était divisé en deux classes qui différaient grandement l'une de l'autre par leur instruction, leurs mœurs et leur position sociale. L'une, élevée pour les villes et la cour, comprenait des hommes à qui toute la science ancienne et moderne était familière, des hommes capables de controverser à armes égales avec Bossuet et avec Hobbes, des hommes qui exposaient la majesté et la beauté du christianisme avec une telle justesse de pensées et une telle énergie de langage, que l'indolent Charles secouait sa torpeur pour les écouter, et que le blasé Buckingham oubliait de railler; des hommes que leur adresse, leur politesse et leur science du monde mettaient à même de diriger les consciences des riches et des nobles, avec lesquels Halifax aimait à discuter les intérêts des empires, desquels Dryden ne rougissait pas d'avouer qu'il avait appris l'art d'écrire[2]. L'autre portion du clergé était destinée à des travaux plus humbles et plus rudes. Elle était dispersée dans les campagnes et se composait principalement de personnages qui n'étaient ni plus riches ni plus raffinés que des petits fermiers ou des domestiques de bonne condition. Cependant c'était chez ces prêtres des campagnes, qui ne tiraient qu'une maigre subsistance de leurs dîmes sur les gerbes et les cochons, qui n'avaient pas la plus petite chance d'arriver à une haute position, que l'esprit de corps était le plus marqué. Parmi ces théologiens qui faisaient l'orgueil des universités et les délices de la capitale, et qui avaient

[1] Nelson, *Vie de Bull.*—Sur l'extrême difficulté que le clergé des campagnes trouvait à se procurer des livres, voyez la *Vie de Thomas Bray*, le fondateur de la Société pour la propagation de l'Évangile.

[2] «Je l'ai fréquemment entendu (Dryden) avouer avec plaisir que, s'il avait quelque talent pour écrire la prose anglaise, il le devait à ses lectures fréquentes du grand archevêque Tillotson.» — Congrève, *Dédicace des œuvres théâtrales de Dryden.*

atteint ou pouvaient espérer d'atteindre aux grandeurs et à l'opulence, il y avait un parti très-considérable par le nombre, très-respectable par le caractère, qui penchait vers les principes du gouvernement constitutionnel, vivait en termes de bonne intelligence avec les Presbytériens, les Indépendants et les Baptistes, aurait vu avec joie accorder une entière tolérance à toutes les sectes protestantes, et aurait même consenti à faire quelques changements dans la liturgie, afin de concilier tous les honnêtes et sincères non-conformistes. Mais ce *latitudinairisme* était en horreur au curé de campagne. Il était plus fier de sa soutane en haillons que ses supérieurs de leurs robes d'évêque et de leurs chapeaux écarlates. La conscience qu'il avait d'être peu distingué par sa position sociale et ses habitudes des villageois auxquels il prêchait le conduisait à tenir en estime immodérée la dignité des fonctions sacerdotales, qui étaient son seul titre au respect de ses paroissiens. Ayant toujours vécu dans la retraite, ayant eu peu d'occasions de corriger ses opinions par la lecture et la conversation, il croyait aux doctrines du droit héréditaire imprescriptible, de l'obéissance passive, de la non-résistance, et les enseignait dans leur plus grossière absurdité. Ayant été longtemps engagé dans une guerre misérable avec les dissidents du voisinage, il les haïssait trop souvent pour le mal qu'il leur avait fait lui-même, ne voyait rien à redire à l'*acte des cinq miles*, ni à l'*acte des conventicules*, si ce n'est peut-être qu'ils n'étaient pas encore assez meurtriers. Toute l'importance que lui donnaient ses fonctions, il l'employait avec un zèle passionné au profit du parti tory, et cette influence était immense. Ce serait une grande erreur de croire que parce que le recteur de campagne n'était pas en général considéré comme un *gentleman*, qu'il lui était interdit d'aspirer à la main des jeunes dames du château, qu'il n'était pas admis dans les salons des

grands, et qu'on le laissait au contraire boire et fumer avec le palefrenier et le sommelier, l'influence du clergé fût plus faible que de nos jours. L'influence d'une classe n'est en aucune façon proportionnée à la considération dont jouissent individuellement ses membres. Un cardinal est un personnage plus élevé qu'un moine mendiant; mais on se tromperait gravement si on supposait que le collége des cardinaux a exercé sur l'esprit public de l'Europe une plus grande influence que l'ordre de Saint-François. En Irlande, un pair occupe aujourd'hui une plus haute position dans la société qu'un prêtre catholique romain. Cependant il y a bien peu de comtés dans le Connaught et dans le Munster où une coalition de prêtres n'emporterait pas une élection contre une coalition de pairs. Au dix-septième siècle, la chaire était pour une grande partie de la population ce qu'est maintenant la presse périodique : il n'y avait pour ainsi dire pas un seul des rustres qui venaient à l'église de la paroisse qui eût vu jamais une gazette ou un pamphlet politique. Tout mal informé que fût leur pasteur spirituel, il était encore mieux informé qu'eux : toutes les semaines, il avait l'occasion de les haranguer, et naturellement ses harangues n'étaient jamais réfutées. Dans chaque circonstance importante, des invectives contre les Whigs et des exhortations à l'obéissance envers l'oint du Seigneur tonnaient à la fois dans des milliers de chaires, et l'effet en était formidable. De toutes les causes qui, après la dissolution du parlement d'Oxford, produisirent la réaction violente contre les Exclusionnistes, la plus puissante semble avoir été les prédications du clergé des campagnes.

Le pouvoir qu'exerçaient dans les districts ruraux le gentilhomme compagnard et le ministre de village était jusqu'à un certain point contre-balancé par le pouvoir de la *Yeomanry* (les gros fermiers et les petits propriétaires), race éminemment virile et sincère. Les petits proprié-

taires qui cultivaient leurs propres champs, et jouissaient d'une modeste aisance sans affecter d'avoir des écussons et des cimiers, et sans aspirer à s'asseoir sur le fauteuil du juge, formaient une classe plus importante que de nos jours. S'il faut en croire les meilleurs statisticiens de cette époque, il n'y avait pas moins de cent soixante mille propriétaires, lesquels avec leurs familles devaient faire plus d'un septième de la population du royaume, vivant de petites propriétés franches. La moyenne du revenu de ces petits propriétaires, revenu composé de la rente de la terre, de profits et de salaires, était estimée à soixante ou soixante-dix livres par an. On calculait que le nombre des personnes cultivant leur propre terre était plus élevé que le nombre des personnes qui affermaient les terres d'autrui[1]. Une grande partie de la *Yeomanry* avait, dès l'époque de la réformation, incliné vers le puritanisme, avait suivi le parti du parlement pendant la guerre civile, persisté à assister après la restauration aux prêches des Presbytériens et des Indépendants, soutenu ardemment dans les élections les Exclusionnistes, et continué, même après la découverte du complot de Rye House et la proscription des chefs whigs, à nourrir la même haine pour le papisme et le pouvoir abitraire.

Tout grands qu'aient été les changements accomplis dans la vie rurale de l'Angleterre depuis la révolution, les changements qui se sont accomplis dans les villes sont encore plus extraordinaires. Aujourd'hui un sixième de la nation est entassé dans des villes de province qui ont plus de trente mille habitants. Sous Charles II, aucune ville de province ne contenait cette population, et il n'y en avait que quatre qui eussent dix mille habitants.

Après la capitale, mais à une immense distance, ve-

[1] J'ai pris l'évaluation de Davenant, qui est un peu au-dessous de celle de King.

naient Bristol, alors le premier port de mer, et Norwich, alors la première ville manufacturière du royaume. Toutes deux, depuis cette époque, ont été bien dépassées par leurs jeunes rivales ; cependant toutes deux ont fait des progrès positifs. La population de Bristol a quadruplé; celle de Norwich a plus que doublé.

Pepys, qui visita Bristol huit ans après la restauration, fut frappé de la splendeur de cette ville. Il est vrai que son admiration n'est pas difficile à satisfaire, car il note comme une merveille cette circonstance que dans Bristol on ne peut regarder autour de soi sans y voir des maisons. Il semblerait par là que dans les autres villes qu'il connaissait il n'y en avait aucune, Londres excepté, où les maisons cachassent entièrement les bois et les champs. Quelque grand que parut Bristol à cette époque, elle n'occupait qu'une petite partie de la superficie qu'elle recouvre aujourd'hui. Quelques églises d'une grande beauté s'élevaient au-dessus d'un labyrinthe de ruelles étroites, dont les maisons étaient bâties sur de peu solides fondements. Si une voiture ou une charrette s'engageait dans ces ruelles, il était à craindre qu'elle ne se trouvât prise entre deux maisons ou qu'elle ne s'enfonçât dans les caves. Les marchandises étaient en conséquence transportées à travers la ville dans de petites charrettes traînées par des chiens, et les riches habitants étalaient leur opulence non en se faisant traîner dans des carrosses dorés, mais en se promenant dans les rues avec une escorte de domestiques en riche livrée, et en tenant des tables bien et abondamment servies. La pompe des baptêmes et des enterrements y dépassait tout ce qu'on pouvait voir ailleurs en Angleterre. L'hospitalité de la ville était très-renommée, et surtout les collations dont les raffineurs de sucre régalaient leurs visiteurs. Ce repas, préparé dans le fourneau de l'usine, était accompagné d'un excellent breuvage composé avec les meilleurs vins d'Espa-

gne, et connu, dans tout le royaume, sous le nom de lait de Bristol. Ce luxe était soutenu par un commerce lucratif avec les plantations de l'Amérique du Nord et les Indes occidentales. La passion pour le commerce colonial était si forte qu'il n'y avait pas un petit boutiquier de Bristol qui n'eût une pacotille à bord de quelque vaisseau partant pour la Virginie ou les Antilles. Quelques-unes de ces pacotilles n'étaient pas, il est vrai, de la plus honorable espèce. Il y avait une grande demande d'ouvriers dans les possessions transatlantiques de la couronne, et on y satisfaisait en partie par un système de *presse* et d'enlèvement dans les principaux ports anglais. Nulle part ce système n'était autant pratiqué et avec plus d'activité qu'à Bristol. Les premiers magistrats de cette ville eux-mêmes n'avaient pas honte de s'enrichir par un commerce aussi odieux. Le nombre des maisons de Bristol, d'après les rôles de l'impôt du fouage, parait avoir été juste de cinq mille trois cents en 1685. Nous ne pouvons pas supposer que le nombre des habitants fût plus grand dans une maison de Bristol que dans une maison de la cité de Londres, et dans la cité de Londres nous savons de source certaine qu'il y avait cinquante-cinq personnes par chaque groupe de dix maisons. La population de Bristol devait donc être d'environ vingt-neuf mille âmes [1].

Norwich était la capitale d'une grande et fertile pro-

[1] Voyez Journal d'Evelyn, 27 juin 1654. — Journal de Pepys, 13 juin 1668. — Roger North, *Vies du lord garde des sceaux Guildford et de sir Dudley North*. — Petty, *Arithmétique politique*. — Je me suis servi des faits donnés par Petty ; mais avant d'en tirer des conséquences, j'ai pris pour guides King et Davenant qui, sans être des hommes plus habiles que lui, ont l'avantage d'être venus après lui. Quant aux enlèvements qui faisaient l'infamie de Bristol, voyez North, *Vie de Guildford*, 121, 216, et les harangues de Jeffreys sur ce sujet, dans l'*Histoire impartiale de sa vie et de sa mort*, imprimée avec les *Assises sanglantes*. Son style, comme d'habitude, est grossier, mais je ne saurais compter au nombre de ses crimes sa réprimande aux magistrats de Bristol.

vince. Elle était la résidence d'un évêque et d'un chapitre. Elle était le siége principal des principales fabrications du royaume. Quelques hommes distingués par leur science et leur talent y avaient vécu récemment, et, sauf la capitale et les universités, il n'y avait pas de ville plus séduisante pour le curieux. La bibliothèque, le musée, la volière et le jardin botanique de sir Thomas Browne, étaient jugés très-dignes d'un pèlerinage par les membres de la Société royale. Norwich avait aussi une cour en miniature. Dans le cœur de la cité s'élevait un vieux palais des ducs de Norfolk, qu'on disait la plus grande résidence de ville qu'il y eût dans tout le royaume, Londres excepté. Dans ce palais, auquel étaient adjoints un jeu de paume, un jeu de boule, et un vaste lieu de promenade qui s'étendait le long des bords du Wansum, les membres de la noble famille des Howard résidaient fréquemment, et tenaient état de petits souverains. Les convives buvaient dans des gobelets d'or pur. Les pelles et les pincettes étaient en argent. Les peintures des maîtres italiens ornaient les murs. Les cabinets étaient remplis d'une belle collection de pierres précieuses achetées par ce comte d'Arundel, dont les marbres figurent aujourd'hui parmi les ornements d'Oxford. Là, dans l'année 1671, Charles et sa cour avaient été somptueusement reçus. Là pour tout venant, chaque année, s'ouvraient à pleins battants les portes du palais, depuis Noël jusqu'aux Rois. L'ale coulait à pleins bords pour le bas peuple. Trois carrosses, dont l'un pouvait contenir quatorze personnes et avait coûté cinq cents livres, parcouraient la ville chaque soir pour transporter les dames à des fêtes, et les danses étaient toujours suivies d'un banquet somptueux. Lorsque le duc de Norfolk venait à Norwich, il était reçu comme un roi qui revient dans sa capitale. Les cloches de la cathédrale et de Saint-Pierre Mancroft sonnaient, les canons du château tonnaient, le maire et les aldermen allaient au-devant de leur illustre concitoyen avec

des adresses flatteuses. D'après un recensement fait en 1693, la population de Norwich était de vingt-huit à vingt-neuf mille âmes[1].

Après Norwich venaient quelques autres anciennes capitales de comtés, bien inférieures sans doute à cette dernière, mais encore très-importantes. Il était rare, à cette époque, qu'un gentilhomme campagnard vînt à Londres avec sa famille. La capitale du comté était sa métropole. Quelquefois il y résidait une partie de l'année. De toute manière, d'ailleurs, il y était fréquemment amené par les affaires et les plaisirs, par les assises, par les sessions trimestrielles, par les élections, les réunions de la milice, les fêtes et les courses. Là se voyaient les grandes salles où les juges, en robe écarlate, escortés de soldats et de trompettes, ouvraient deux fois par an la *commission du roi*. Là se tenaient les marchés où se vendaient le blé, les bestiaux, la laine et le houblon du pays d'alentour. Là se tenaient les grandes foires où venaient les marchands de Londres, et où les petits détaillants des campagnes faisaient leurs achats annuels de sucre, de papeterie, de coutellerie, de mousseline. Là étaient ouvertes les boutiques où les meilleures familles du voisinage s'approvisionnaient de mercerie et d'épicerie. Des souvenirs historiques, des cathédrales décorées avec tout l'art et la magnificence du moyen âge, des palais où avait habité une longue succession de prélats, des clos environnés des vénérables demeures des doyens et des chanoines, des châteaux qui, dans les vieux temps, avaient repoussé les Neville ou les De Vere, et qui portaient encore les traces plus récentes des vengeances de Rupert ou de Cromwell, donnaient à quelques-unes de ces villes un intérêt particulier.

York, la capitale du nord, et Exeter, la capitale de

[1] Fuller, *Hommes marquants*. — Journal d'Evelyn, 17 octobre 1671. — Journal de E. Browne, fils de sir Thomas Browne, janvier 1663-1664. — Blomefield, *Histoire du Norfolk*. — *Histoire de la ville et du comté de Norwich*, 2 vol., 1768.

l'Ouest, étaient remarquables parmi ces cités intéressantes. Ni l'une ni l'autre ne contenaient plus de dix mille habitants. Worcester, la reine du pays au cidre, avait environ huit mille habitants; Nottingham probablement le même nombre. Gloucester, renommé par cette défense résolue qui avait été si fatale à Charles Ier, avait certainement de quatre à cinq mille habitants; Derby n'en avait pas tout à fait quatre mille. Shrewsbury était la principale ville d'un district important et fertile. *La Cour des marches* du pays de Galles y siégeait. Dans le langage de la *gentry*, à plusieurs milles autour du Wrekin, aller à la ville voulait dire aller à Shrewsbury. Les beaux esprits et les belles de province imitaient de leur mieux les manières de Saint-Jame's-Park, dans leurs promenades le long de la Saverne. Le nombre des habitants de Shrewsbury était d'environ sept mille [1].

La population de toutes les villes a plus que doublé depuis la révolution; celle de quelques-unes a septuplé. Les rues ont été presque entièrement rebâties. L'ardoise a succédé au chaume et la brique au bois. Le pavage et l'éclairage des rues, le déploiement des richesses dans les principales boutiques, la propreté

[1] La population d'York paraît, d'après un relevé des baptêmes et des décès qui se trouve dans l'Histoire de Drake, avoir été d'environ 13,000 en 1730. Exeter n'avait en 1801 que 17,000 habitants. La population de Worcester avait été recensée avant le siége de 1646. Voyez Nahs, *Histoire du Worcestershire.* J'ai eu égard à l'accroissement qu'on doit supposer avoir eu lieu en quarante ans. En 1740, le recensement donna pour la ville de Nottingham le chiffre juste de 10,000 âmes; voyez l'Histoire de Dering. On peut tirer très-aisément le chiffre de la population de Gloucester, du chiffre des maisons que King trouva inscrit sur les livres de l'impôt du fouage, et du chiffre des maisons et des décès qui nous est donné dans l'Histoire d'Atkyn. La population de Derby était de 4,000 en 1712. Voyez Wolley, histoire manuscrite citée par fragments dans Lyson, *Magna Britannia.* On s'assura en 1695 par un dénombrement de la population de Shrewsbury. Quant aux plaisirs de Shrewsbury, voyez Farquhar, *l'Officier recruteur.* La description de Farquhar est confirmée par une ballade qui se trouve dans la Bibliothèque de Pepys, et dont le refrain est celui-ci : « A moi Shrewsbury. »

luxueuse des habitations occupées par la *gentry* auraient semblé miraculeux au dix-septième siècle. Cependant l'importance relative de ces vieilles capitales de comtés n'est plus du tout ce qu'elle était. Des villes plus récentes, des villes qui ne sont que rarement et ne sont même jamais mentionnées dans notre ancienne histoire, qui n'envoyaient pas de représentants à nos anciens parlements, se sont, de notre temps même, élevées à une grandeur que notre génération contemple avec étonnement et orgueil, mais non sans terreur et sans inquiétude.

Les plus considérables de ces villes étaient, il est vrai, connues au dix-septième siècle comme des centres importants d'industrie. Bien plus, leurs rapides progrès et leur vaste opulence étaient quelquefois décrits dans un langage qui semble ridicule à ceux qui voient leur grandeur actuelle. Une des plus populeuses et des plus prospères était Manchester. Elle avait été autorisée par le Protecteur à envoyer un représentant à son parlement, et elle était citée par certains écrivains du temps de Charles II comme une ville active et opulente. Le coton y était apporté, depuis un demi-siècle, de Chypre et de Smyrne, mais l'industrie manufacturière y était dans son enfance. Whitney n'avait pas encore enseigné les moyens d'obtenir la matière première en quantités presque fabuleuses, et Arkwright n'avait pas encore enseigné à travailler cette matière première avec une rapidité et une précision qui tiennent de la magie. La somme totale des importations annuelles ne s'élevait pas, à la fin du dix-septième siècle, à deux millions de livres sterling, quantité qui ne suffirait pas, de nos jours, à la demande de quarante-huit heures. Ce merveilleux entrepôt, qui, en population et en richesse, surpasse de beaucoup des capitales renommées, telles que Berlin, Madrid et Lisbonne, était alors une petite ville de marché mal bâtie et contenant moins de six mille habitants. Elle n'avait

pas alors une seule presse; elle compte aujourd'hui cent imprimeries. Elle n'avait pas une seule voiture; elle compte aujourd'hui vingt établissements de carrosserie [1].

Leeds était déjà le siége principal des manufactures de laine du Yorkshire, mais les vieillards pouvaient encore se rappeler l'époque où fut bâtie la première maison en briques, appelée alors et longtemps après encore *la maison rouge*. Ses habitants se vantaient hautement de l'accroissement de leurs richesses et des ventes immenses de drap qui se faisaient en plein air sur le pont. Il circulait dans un seul marché, où il s'était fait beaucoup d'affaires, des centaines, des milliers de livres sterling. L'importance croissante de Leeds avait attiré l'attention de plusieurs gouvernements. Charles Ier avait accordé à la ville des priviléges municipaux; Olivier lui avait permis d'envoyer un représentant au parlement. Mais d'après les rôles de l'impôt du fouage, il semble certain que la population entière du bourg, district étendu qui contient plusieurs villages, n'excédait pas sept mille âmes sous le règne de Charles II. En 1841, il en comptait plus de cent cinquante mille [2].

Au sud de Leeds, à une journée de distance environ, sur la lisière d'une vaste étendue de bruyères sauvages, se trouvait un ancien domaine féodal, aujourd'hui richement cultivé, alors stérile et sans clôture, connu sous le nom de Hallamshire. Le fer y abondait, et dès une période très-reculée, les grossiers couteaux qu'on y fabriquait se vendaient dans tout le royaume; Geoffroy Chaucer les avait même mentionnés dans un de ses Contes de Canterbury.

[1] Blome, *Britannia*, 1673. — Aikin, *le Pays autour de Manchester*. — *Indicateur de Manchester*, 1845. — Baines, *Histoire des manufactures de coton*. Les meilleurs renseignements qu'il m'a été possible de trouver sur la population de Manchester au dix-septième siècle sont contenus dans un article du révérend R. Parkinson, publié dans le *Journal de la Société statistique*, octobre 1842.

[2] Thoresby, *Ducatus Leodensis*. — Whitaker, *Loïdis et Elmete*. — Wardell, *Histoire municipale du bourg de Leeds*.

Mais ce genre de manufacture ne paraît avoir fait que très-peu de progrès durant les trois siècles qui suivirent l'époque de Chaucer. Cette lenteur peut être expliquée par ce fait que, durant presque toute cette longue période, le commerce fut soumis aux règlements que le seigneur et sa cour de justice jugeaient convenable d'imposer. Les articles plus achevés de coutellerie étaient fabriqués dans la capitale ou importés du continent. Ce ne fut que sous le règne de Georges I[er] que les chirurgiens anglais cessèrent d'importer de France ces instruments si délicats nécessaires aux opérations chirurgicales. La plupart des forges du Hallamshire étaient réunies dans une ville de marché qui s'était formée auprès du château du propriétaire, et qui sous le règne de Jacques I[er] était une ville singulièrement misérable, contenant environ deux mille habitants, dont un tiers étaient des mendiants à demi affamés et à demi nus. Il paraît certain, d'après les registres de paroisses, qu'à la fin du règne de Charles II la population ne s'élevait pas à plus de quatre mille âmes. Les effets d'un genre de travail, singulièrement défavorable à la santé et à la vigueur de l'homme, étaient dès lors remarqués par tous les voyageurs. Grand nombre de personnes avaient les membres contournés. C'était là le germe de ce Sheffield, qui maintenant, avec ses faubourgs, compte cent vingt mille âmes, et qui envoie jusqu'aux extrémités du monde ses admirables couteaux, ses rasoirs et ses lancettes[1].

On n'avait pas jugé Birmingham d'une assez grande importance pour lui donner le droit d'envoyer un représentant au parlement d'Olivier; cependant les manufacturiers de Birmingham étaient déjà une race active et prospère. Ils se vantaient que leur quincaillerie était renommée, non, à la vérité, comme de nos jours jusqu'à Pékin et à Lima, jusqu'à Bokkara et à Tombouctou,

[1] Hunter, *Histoire du Hallamshire.*

mais jusqu'à Londres et même jusqu'en Irlande. Ils avaient acquis la réputation moins honorable de faux-monnayeurs. Les Tories, par allusion à leurs *groats* (pièces de 40 centimes) falsifiés, avaient donné aux démagogues qui affectaient un zèle hypocrite contre le papisme le sobriquet de *Birminghams*. Cependant, en 1685, la population, qui maintenant n'est pas très-éloignée du chiffre de deux cent mille âmes, ne s'élevait pas à quatre mille. Les boutons de Birmingham commençaient justement alors à être connus. On n'avait pas encore entendu parler des fusils de Birmingham; et la ville d'où devaient sortir, deux générations plus tard, pour aller étonner tous les libraires de l'Europe, les magnifiques éditions de Baskerville, ne contenait pas une seule boutique où l'on pût acheter à volonté une Bible ou un almanach. Les jours de marché, un libraire nommé Michel Johnson, le père du grand Samuel Johnson, venait de Lichfield et tenait un étalage pendant quelques heures. Pendant longtemps cette *offre* de littérature fut jugée en rapport exact avec la *demande* de Birmingham [1].

Ces quatre siéges principaux de nos grandes manufactures méritaient une mention spéciale. Il deviendrait ennuyeux d'énumérer toutes ces ruches populeuses et opulentes de l'industrie qui, il y a cent cinquante ans, étaient des hameaux dépourvus même d'une église de paroisse, ou bien des landes désolées habitées seulement par les coqs de bruyère et les daims sauvages. Les changements qui se sont opérés dans les villes qui servent de

[1] Blome, *Britannia*, 1673. — Dugdale, *Warwickshire*. — North, *examen* 321. — *Préface d'Absalon et Achitophel*. — Hutton, *Histoire de Birmingham*. — Boswell, *Vie de Johnson*. — En 1690, les enterrements à Birmingham furent de 150, les baptêmes de 125. Je crois qu'il est probable que la mortalité annuelle y était de un sur vingt-cinq. A Londres elle était beaucoup plus grande. Un historien de Nottingham, un demi-siècle plus tard, vantait la salubrité extraordinaire de sa ville natale, où la mortalité n'était que de un sur trente. Voyez Dering, *Histoire de Nottingham*.

canaux pour l'écoulement des produits de nos métiers et de nos forges n'est pas moins considérable. Aujourd'hui Liverpool contient environ trois cent mille habitants. D'après les registres du port, les exportations s'élèvent de quatre à cinq cent mille tonneaux. Il a été payé annuellement à son bureau de douane, et plusieurs fois de suite, une somme trois fois plus considérable que le revenu total de la couronne d'Angleterre en 1685. Les recettes de son bureau de poste excèdent, même depuis la grande réduction de la taxe des lettres, la somme que le revenu annuel de toutes les postes du royaume rendait au duc d'York. Ses docks immenses, ses quais, ses magasins sont au nombre des merveilles du monde; et cependant ces docks, ces quais et ces magasins semblent suffire à peine au commerce gigantesque de la Mersey, et déjà une cité rivale grandit rapidement sur la rive opposée. Du temps de Charles II, Liverpool était décrite comme une ville grandissante, qui avait récemment fait de grands progrès et qui entretenait un commerce lucratif avec l'Irlande et les colonies à sucre. Le profit des douanes était devenu, en seize ans, huit fois plus fort, et montait à la somme, considérée alors comme immense, de quinze mille livres sterling par an. Mais la population ne devait guère excéder quatre mille habitants. Ses exportations étaient d'environ quatorze cents tonneaux, chiffre inférieur au tonnage d'un simple bâtiment de première classe de la compagnie des Indes. Le nombre total des matelots appartenant à son port ne s'élevait pas à plus de deux cents [1].

Tel a été le progrès de ces villes où la richesse a été créée et accumulée. Non moins rapide a été le progrès

[1] Blome, *Britannia*. — Gregson, *Antiquités du comté palatin et du duché de Lancastre*, part. II. — Pétition de Liverpool, dans le livre du conseil privé, 10 mai 1686. — En 1690, les enterrements à Liverpool étaient de 151, les baptêmes de 120. En 1844, le revenu net des douanes de Liverpool était de 4,763,526 livres sterling 1 shilling 8 pence.

de villes d'un genre bien différent, de villes où la richesse créée et accumulée ailleurs est dépensée pour des raisons de santé ou de plaisir. Quelques-unes des plus remarquables ne se sont formées que depuis l'époque des Stuarts. Cheltenham est maintenant une ville plus grande qu'aucune de celles que contenait le royaume au dix-septième siècle, Londres excepté; mais au dix-septième siècle et au commencement du dix-huitième, Cheltenham n'était mentionné par les historiens de la localité que comme une paroisse rurale située au-dessous des monts Cotswold et d'un sol excellent, également propre au labourage et au pâturage. Le blé poussait et les bestiaux broutaient un espace couvert aujourd'hui d'une gaie succession de rues et de villas [1]. Brighton était décrit comme une ville qui avait été autrefois prospère, qui avait possédé un grand nombre de petites barques de pêcheurs, qui, au sommet de sa prospérité, comptait environ deux mille habitants, mais qui tombait et décroissait rapidement. La mer gagnait progressivement les maisons, qui finirent par disparaître presque entièrement. Il y a quatre-vingt-dix ans on pouvait voir les ruines d'un vieux fort gisantes au milieu des cailloux et des herbes marines de la plage, et les vieillards pouvaient encore montrer les traces d'une rue de plus de cent cabanes qui avait été recouverte par les vagues. La ville était devenue si misérable après cette calamité, que la place de ministre n'était recherchée par personne. Quelques pauvres pêcheurs continuèrent encore toutefois de faire sécher leurs filets sur les rochers, où maintenant une ville deux fois plus grande et plus peuplée que la Bristol des Stuarts mire dans la mer, sur une étendue de plusieurs milles, sa gaie et fantastique façade [2].

[1] Atkyn, *le Gloucestershire.*

[2] *Magna Britannia.* — Grose, *Antiquités.* — *Indicateur du New-Brighthelmstone*, 1770.

L'Angleterre, toutefois, n'était pas au dix-septième siècle dépourvue de villes de bains. La *gentry* du Derbyshire et des comtés voisins se rendait à Buxton, et là les visiteurs s'entassaient sous des hangars, pour se régaler de gâteaux d'avoine et d'une viande que les hôtes appelaient du mouton, mais que les convives soupçonnaient fort d'être du chien [1]. Tunbridge-Wells, qui se trouvait à une journée de la capitale et dans une des régions les plus riches et les plus civilisées du royaume, avait plus de séduction. Aujourd'hui nous y voyons une ville qui aurait été regardée, il y a cent soixante ans, comme la quatrième ou la cinquième des villes de l'Angleterre. L'éclat des boutiques et le luxe des habitations particulières y surpassent de beaucoup aujourd'hui tout ce que l'Angleterre pouvait montrer alors. Lorsque la cour, peu de temps après la restauration, visita Tunbridge-Wells, elle n'y trouva pas de ville; mais à un mille de la source, des chaumières rustiques, un peu plus propres et plus ornées que les chaumières de cette époque, se rencontraient éparpillées sur la bruyère. Quelques-unes de ces cabanes étaient portatives, et on les roulait sur des traîneaux d'un endroit de la bruyère à un autre. Les gens à la mode, fatigués du tapage et de la fumée de Londres, venaient quelquefois pendant l'été dans ces cabanes pour y respirer un air plus frais et y jouir quelque temps de la vie champêtre. Durant la saison des eaux, il se tenait chaque jour une espèce de foire autour de la source. Les femmes et les filles des fermiers du Kent et des villages voisins s'y rendaient, apportant de la crème, des cerises, des motteux et des cailles. Marchander leurs provisions, badiner avec elles, vanter leurs chapeaux de paille et leur fine chaussure, était un passe-temps agréable et une diversion rafraîchissante pour des voluptueux fatigués des grands airs des ac-

[1] *Excursion dans le Derbyshire*, par Thomas Browne, fils de sir Thomas.

trices et des filles d'honneur. Des merciers, des marchands de jouets, des bijoutiers, venaient de Londres et ouvraient un bazar sous les arbres. Dans une de ces baraques, l'homme politique trouvait son café et la *Gazette de Londres*; dans une autre, on jouait gros jeu à la bassette, et dans les belles soirées les violons arrivaient et on dansait des danses mauresques sur le tapis élastique du boulingrin. En 1685, une souscription venait d'être ouverte, parmi les personnes qui fréquentaient les eaux, pour l'érection d'une église que les Tories, alors triomphants sur toute la ligne, s'obstinaient à dédier à saint Charles le martyr [1].

Mais la principale de ces villes de bains était Bath, sans contredit. Les sources de cette ville étaient renommées dès le temps des Romains. Elle était depuis plusieurs siècles le siége d'un évêché. Les malades s'y rendaient de toutes les parties du royaume. Le roi y tenait quelquefois sa cour. Bath n'était encore néanmoins qu'un labyrinthe de quatre ou cinq cents maisons entassées dans l'enceinte d'une vieille muraille, près des bords de l'Avon. Nous avons encore des peintures où sont représentées ces maisons, que l'on considérait comme les plus belles de l'époque, et elles ressemblent grandement aux plus chétives boutiques de fripiers et aux plus pauvres cabarets du grand chemin de Radcliffe. Dès cette époque, il est vrai, les voyageurs se plaignaient du peu de largeur et de la saleté des rues. Cette belle cité, qui charme même les yeux familiarisés avec les chefs-d'œuvre de Bramante et de Palladio, et dont le génie d'Anstey et de Smollett, de Frances Burney et de Jane Austen a fait une terre classique, n'avait pas encore commencé d'exister; la rue de Milsom elle-même n'était qu'une campagne au delà des murs, et des haies entrecoupaient

[1] Mémoires de Grammont,. — Hasted, *Histoire du Kent*. — *Tunbridge-Wells*, comédie, 1678. — Causton, *Tunbridgialia*, 1668. — *Metellus*, poëme sur Tunbridge-Wells, 1693.

l'espace, couvert aujourd'hui par le Crescent et le Circus. Les malades pauvres à qui les eaux avaient été recommandées étaient couchés sur la paille, dans un lieu qui, pour me servir du langage d'un médecin contemporain, était plutôt un hangar qu'un logement. Quant à l'aisance et au luxe que pouvaient trouver dans les maisons de Bath les voyageurs élégants qui s'y rendaient pour des raisons de santé ou de plaisir, nous avons là-dessus des renseignements plus complets et plus minutieux que ceux qu'on peut généralement obtenir sur de tels sujets. Un écrivain qui publia une description de cette ville, soixante ans environ après la révolution, a décrit minutieusement les changements qui s'y étaient accomplis de son vivant et sous ses yeux. Il nous assure que dans sa jeunesse, les personnes qui se rendaient aux eaux dormaient dans des chambres à peine plus confortables que les greniers qu'il a vus par la suite occupés par les laquais. Les planchers des salles à manger n'avaient pas de tapis, et, pour en cacher la saleté, on les passait en brun au moyen d'une eau mélangée de suie et de petite bière. Pas une boiserie n'était peinte ; pas un foyer, pas une cheminée n'étaient en marbre ; quelques pierres de taille, quelques garnitures en fer de trois ou quatre shillings étaient regardées comme très-suffisantes. Les plus beaux appartements étaient tendus d'une étoffe de laine grossière, et garnis de chaises en paille. Les lecteurs qui s'intéressent aux progrès de la civilisation et des arts utiles sauront gré à l'humble topographe des faits qu'il leur a transmis, et souhaiteront peut-être que des historiens à prétentions plus élevées eussent quelquefois abrégé de quelques pages leurs récits d'évolutions militaires et d'intrigues politiques, pour nous laisser apercevoir la physionomie des salons et des chambres à coucher de nos ancêtres[1].

[1] Voyez Wood, *Histoire de Bath*, 1749. — Journal d'Evelyn, 27 juin 1654. — Journal de Pepys, 12 juin 1668. — Stukeley, *Itinerarium curio-*

Londres, relativement aux autres villes du royaume, était, à cette époque, infiniment plus considérable qu'à présent. Aujourd'hui la population de Londres est six fois plus forte que la population de Manchester ou de Liverpool, mais à l'époque de Charles II, elle était dix-sept fois plus considérable que la population de Bristol ou de Norwich. Il est douteux qu'on puisse citer un autre grand royaume dont la capitale ait possédé une population dix-sept fois plus considérable que celle de sa seconde ville. Il y a lieu de croire qu'en 1685, Londres était, depuis un demi-siècle environ, la capitale la plus populeuse de l'Europe. Le nombre des habitants, qui est aujourd'hui de dix-neuf cent mille au moins, était alors probablement d'un peu plus de cinq cent mille[1]. Londres n'avait, dans le monde, qu'une seule rivale commerciale depuis longtemps dépassée, la puissante et opulente Amsterdam. Les écrivains anglais parlaient avec orgueil de la forêt de mâts et de vergues qui couvraient le fleuve, depuis le pont jusqu'à la Tour, et des sommes extraordinaires perçues au bureau des douanes de Thames Street. Il est hors de doute que le commerce de la métropole était plus considérable qu'aujourd'hui, relativement au commerce entier du pays, et cependant l'honnête orgueil de nos ancêtres peut sembler presque risible à notre génération. Le tonnage du port, que nos ancêtres regardaient comme extraordinairement considérable, ne paraît pas avoir dépassé soixante-dix mille tonneaux. C'était, il est vrai, plus d'un tiers de tout le tonnage du royaume, mais c'est moins d'un quart du tonnage actuel de Newcastle, et c'est à peu près le

sum. — Collinson; *Somersetshire.* — Docteur Peirce, *Histoire et Mémoires de Bath,* 1713, livre I, chap. VIII, observ. 2, 1684. — J'ai consulté quelques vieux plans et quelques vieilles gravures de Bath, particulièrement un plan curieux qui est entouré des vues des principaux bâtiments. Il porte la date de 1717.

[1] D'après King, la population était de 530,000 habitants.

tonnage des bateaux à vapeur de la Tamise. Les droits de douane, à Londres, s'élevaient, en 1685, environ à trois cent trente mille livres par an. De notre temps le revenu net des douanes de Londres excède dix millions [1].

Celui qui examinera les plans de Londres, publiés vers la fin du règne de Charles II, verra qu'il n'existait alors que le noyau de la capitale actuelle. La ville ne venait pas, comme aujourd'hui, se perdre par degrés insensibles dans la campagne. Les longues avenues de villas, entourées de lilas et de faux ébéniers, ne partaient pas comme aujourd'hui du centre de la richesse et de la civilisation, pour s'étendre presque jusqu'aux frontières du Middlesex et plonger jusqu'au cœur du Kent et du Surrey. On n'avait pas encore projeté de construire, à l'est, cette immense ligne de magasins et de lacs artificiels qui s'étend depuis la Tour jusqu'à Blackwall. A l'ouest il existait à peine quelques-unes de ces demeures princières, habitées aujourd'hui par les riches et les nobles ; et Chelsea, qui compte maintenant une population d'environ quarante mille âmes, était un paisible village contenant environ mille habitants [2]. Au nord, les bestiaux paissaient et les chasseurs erraient avec leurs fusils et leurs chiens sur l'emplacement du bourg de Marylebone, et sur la plus grande partie de la surface que recouvrent aujourd'hui les bourgs de Finsbury et de Tower Hamlets. Islington était presque une solitude, et les poëtes aimaient à mettre son silence et sa tranquillité en opposition au fracas et à l'agitation de Londres, le monstre aux mille voix [3]. Au sud, la capitale est mainte-

[1] Macpherson, *Histoire du commerce*. — Chalmers, *Estimation*. — Chamberlayne, *État de l'Angleterre*, 1684. — Le tonnage des bateaux à vapeur appartenant au port de Londres était, à la fin de 1847, de 60,000 tonneaux environ. Les douanes du port, de 1842 à 1845, ont présenté une moyenne approximative de 11,000,000 de livres sterling.

[2] Lysons, *Environs de Londres*. — Les baptêmes de Chelsea, entre les années 1680 et 1690, n'étaient que de quarante-deux par an.

[3] Cowley, *Discours sur la solitude*.

nant réunie à ses faubourgs par plusieurs ponts qui ne sont pas inférieurs en magnificence et en solidité aux plus nobles ouvrages des Césars. En 1685, une unique rangée d'arches irrégulières, encombrées par de vieilles et sordides maisons, et ornées, d'après une coutume digne des barbares du Dahomy, de têtes de criminels tombant en poussière, entravait la navigation du fleuve.

La cité, proprement dite, était la portion la plus importante de la métropole. Du temps de la restauration, elle avait été bâtie, en grande partie, en bois et en plâtre, le petit nombre de briques qu'on avait employées étaient mal cuites; les boutiques où étaient exposées les marchandises en vente s'avançaient très-avant dans les rues, et étaient surplombées par les étages supérieurs. On peut encore voir quelques spécimens de cette architecture dans les quartiers qui n'ont pas été atteints par le grand incendie. Cet incendie avait, en quelques jours, couvert un espace de près d'un mille carré des ruines de quatre-vingt-neuf églises et de treize mille maisons. Mais la cité s'était relevée avec une promptitude qui avait excité l'admiration des nations voisines. Malheureusement on avait, en général, conservé l'ancien alignement des rues, qui, ayant été bâties à une époque où les princesses elles-mêmes voyageaient à cheval, étaient souvent trop étroites pour permettre à deux voitures d'y passer de front, et étaient ainsi mal adaptées pour la résidence des gens riches, à une époque où un des luxes à la mode était une voiture à six chevaux. Le style des édifices de la nouvelle cité était cependant supérieur à celui des édifices de l'ancienne. La matière dont on se servit généralement fut la brique, et une brique de meilleure qualité que l'ancienne. Sur l'emplacement des anciennes églises de paroisse s'était élevée une multitude de nouveaux dômes, de nouvelles tours et de nouvelles flèches qui portent la marque du fertile génie de Wren. Les traces du grand désastre avaient été effacées sur tous les points

hormis un seul; car on pouvait voir encore d'innombrables ouvriers, des échafauds et des masses de pierres taillées à l'endroit où le plus noble des temples protestants s'élevait sur les ruines de la vieille cathédrale de Saint-Paul [1].

Le caractère de la cité a complétement changé depuis cette époque. Aujourd'hui, les marchands, les banquiers et les principaux boutiquiers se rendent dans la cité chaque matin des six jours de la semaine, pour conclure leurs affaires; mais ils habitent dans d'autres quartiers de la métropole ou dans ces villas des faubourgs, enveloppées d'arbrisseaux et de jardins. Cette révolution dans les habitudes privées a produit une révolution politique d'une grande importance. Les riches commerçants n'ont plus, pour la cité, cet attachement que l'homme a naturellement pour le lieu de sa résidence. La cité n'est plus associée, dans leur esprit, avec les affections et les tendresses domestiques. Le coin du feu, la chambre des enfants, la table de famille, le lit paisible, ne sont plus là. Lombard-Street et Threadneedle-Street, ne sont plus que les lieux où des hommes travaillent et s'enrichissent. Ils vont ailleurs se récréer et dépenser. Le dimanche, ou même le soir, après la clôture des affaires, les cours et les allées, qui, quelques heures auparavant, étaient animées par les pas précipités et les figures préoccupées des passants, sont aussi silencieuses que les clairières d'une forêt. Les chefs des intérêts commerciaux ne sont plus des citoyens de la cité. Ils

[1] Les renseignements les plus complets et les plus dignes de foi sur l'état des bâtiments de Londres à cette époque se trouvent dans les plans et les dessins conservés au British-Museum, et dans la Bibliothèque de Pepys. La mauvaise qualité des briques employées dans les vieux bâtiments de Londres est spécialement mentionnée dans les *Voyages* du grand-duc Cosme. On trouve une description des travaux de Saint-Paul dans l'*Espion anglais* de Ward. Je suis honteux de citer ce nauséabond grimaud; mais j'ai été forcé de descendre même plus bas, s'il est possible, pour trouver les matériaux qui m'étaient nécessaires.

évitent, ils méprisent presque les honneurs et les devoirs municipaux. Ces honneurs et ces devoirs sont abandonnés à des hommes qui, bien que très-utiles et très-respectables, appartiennent rarement à ces maisons princières du commerce dont les noms sont célèbres dans le monde entier.

Mais, au dix-septième siècle, la cité était la résidence du marchand. Les demeures des grands bourgeois d'autrefois, qui existent encore, ont été transformées en maisons de banque et en magasins; mais il est évident qu'elles n'étaient pas inférieures en magnificence aux demeures de l'aristocratie d'alors. Quelquefois elles s'élèvent dans des cours obscures et reculées, et ne sont accessibles que par des passages étroits et incommodes; mais leurs dimensions sont vastes et leur aspect imposant. Leur entrée est décorée de colonnes et de portiques richement sculptés. Leurs escaliers et leurs vestibules ne manquent pas de grandeur. Leur parquet est souvent en bois et marqueté, selon la mode française. Le palais de sir Robert Clayton, dans Old-Jewry, contenait une superbe salle de banquet lambrissée de cèdre, et ornée de fresques représentant les combats des dieux et des géants [1]. Sir Dudley North dépensa quatre mille livres, dépense considérable alors même pour un duc, pour le riche ameublement de sa salle de réception dans Basinghall-Street [2]. Les chefs des grandes maisons de commerce vivaient avec magnificence et avec hospitalité dans ces demeures, sous les règnes des derniers Stuarts. Ils étaient attachés au lieu de leur résidence par les liens les plus forts des intérêts et des affections. Là ils avaient passé leur jeunesse, formé leurs amitiés, fait la cour à leurs femmes, vu grandir leurs enfants; là ils avaient confié à la terre dans laquelle ils espéraient aussi reposer un jour les restes de leurs pères. Cet intense patriotisme,

[1] Journal d'Evelyn, 20 septembre 1672.

[2] Roger North, *Vie de sir Dudley North.*

qui est particulier aux sociétés réunies et resserrées dans un étroit espace, était singulièrement développé par toutes ces circonstances. Londres était pour le Londonien ce qu'Athènes était pour l'Athénien du siècle de Périclès, ce que Florence était pour le Florentin du quinzième siècle. Le citoyen était fier de la grandeur de sa cité, pointilleux sur ses droits et le respect qui lui était dû, ambitieux de ses charges municipales, et zélé pour ses franchises.

A la fin du règne de Charles II, l'orgueil des habitants de Londres eut à endurer une cruelle mortification. La vieille charte avait été abrogée, et la magistrature municipale renouvelée. Tous les fonctionnaires civils étaient Tories, et les Whigs, bien que très-supérieurs en nombre et en richesses à leurs adversaires, se trouvèrent exclus de toutes les dignités locales. Néanmoins, la splendeur extérieure du gouvernement municipal fut plutôt accrue que diminuée par ce changement. En effet, sous l'administration de quelques-uns des Puritains qui avaient récemment rempli ces charges, l'ancienne réputation de la cité pour la bonne chère avait diminué; mais, sous les nouveaux magistrats, qui appartenaient à un parti plus disposé aux festins, et dont la table recevait souvent des convives nobles et élégants d'au delà Temple-Bar, Guildhall et les salles des grandes corporations étaient animées par de somptueux banquets. Pendant ces repas, on chantait, avec accompagnement de musique, des odes en l'honneur du roi, du duc d'York et du lord maire, composées par le poëte-lauréat de la corporation. On buvait sec, et on criait très haut. Un observateur tory, qui avait souvent pris sa part de ces banquets, a remarqué que la coutume de pousser des hourras après chaque toast date de cette joyeuse période[1].

[1] North, Examen. Ce très-amusant écrivain a conservé un spécimen des

La magnificence déployée par le premier magistrat de la cité était presque royale. A la vérité, le carrosse doré, qui de nos jours excite, chaque année, l'admiration de la foule, ne faisait pas encore partie de sa pompe. Dans les grandes occasions, il sortait à cheval, suivi d'une cavalcade, qui ne le cédait en magnificence qu'à celle qui escortait le souverain, depuis la Tour jusqu'à Westminster, le jour de son couronnement. Jamais le lord maire ne paraissait en public sans sa riche robe, son chapeau de velours noir, sa chaîne d'or, ses bijoux et une grande escorte de coureurs et de gardes [1]. Personne ne voyait rien de ridicule dans la pompe qui l'entourait constamment, car elle n'était que proportionnée exactement à la place qu'il occupait comme représentant de la puissance et de la dignité de la cité de Londres. Cette cité, non-seulement sans égale dans notre pays, mais encore sans rivale aucune, avait exercé depuis quarante-cinq ans sur les affaires politiques de l'Angleterre, à peu près la même influence que Paris exerce de nos jours sur les affaires politiques de la France. En intelligence, Londres était de beaucoup en avance sur les autres parties du royaume. Un gouvernement qui avait l'appui et la confiance de Londres pouvait en un jour obtenir des secours pécuniaires qu'il aurait fallu plusieurs mois pour recueillir dans le reste de l'île. Lès ressources militaires de la capitale n'étaient pas à mépriser. Le pouvoir que les lords lieutenants exerçaient dans les autres parties du royaume était confié, à Londres, à une commission de citoyens éminents. Douze régiments d'infanterie et deux de cavalerie étaient placés sous les ordres de cette commission. Une armée de commis drapiers et d'ouvriers tailleurs, ayant des conseillers municipaux pour capi-

transports sublimes que se permettait le Pindare de la cité: « Le très-honorable sir John Moor, — Que d'âge en âge son nom soit adoré. »

[1] Chamberlayne, *État de l'Angleterre*, 1684. — *Angliæ metropolis*, 1690. — Seymour, *Londres*, 1734.

taines et des aldermen pour colonels, n'aurait pas été capable, il est vrai, de tenir pied contre des troupes régulières; mais il n'y avait alors que peu de troupes régulières dans le royaume. Une ville qui en une heure de temps pouvait faire sortir de ses maisons une armée de vingt mille hommes, pleins de courage naturel, munis d'armes passables, et non entièrement dépourvus de discipline militaire, ne pouvait être qu'une alliée précieuse et une formidable ennemie. On n'avait pas oublié que Pym et Hampden avaient été protégés contre un acte arbitraire par la milice bourgeoise de Londres, que pendant la grande crise de la guerre civile, cette milice avait marché pour faire lever le siége de Gloucester, et qu'elle avait pris une part signalée dans la réaction contre la tyrannie militaire qui suivit la chute de Richard Cromwell. En réalité, il n'y a pas d'exagération à dire que sans l'hostilité de la cité, Charles I[er] n'aurait jamais été vaincu, et que sans le secours de la cité, la restauration de Charles II ne se serait faite que difficilement.

Ces considérations peuvent servir à expliquer pourquoi, en dépit de l'attraction qui depuis longtemps entraînait peu à peu l'aristocratie à l'ouest de la ville, quelques hommes d'un haut rang ont continué jusqu'à une époque très-récente à habiter dans le voisinage de la Bourse et de Guildhall. Shaftesbury et Buckingham, alors qu'ils étaient engagés dans une opposition violente et peu scrupuleuse contre le gouvernement, avaient pensé que nulle part ils ne pourraient aussi bien et avec autant de sécurité poursuivre leurs intrigues que sous la protection des magistrats et de la milice de la cité. Shaftesbury était donc allé habiter dans Aldersgate-Street une maison, œuvre gracieuse d'Inigo Jones, aisément reconnaissable encore aujourd'hui par ses pilastres et ses guirlandes. Buckingham avait ordonné d'abattre son palais, autrefois la résidence des archevêques d'York, situé près de Charing-Cross, et tandis que s'élevaient sur cet em-

placement les rues et les allées qui portent encore son nom, il habitait dans Dowgate [1].

Toutefois, c'étaient là des exceptions. Presque toutes les familles nobles de l'Angleterre avaient depuis longtemps émigré au delà de ses murs. Le quartier où s'élevaient leurs maisons de ville se trouvait entre la cité et les quartiers qui sont aujourd'hui les quartiers fashionables. Quelques grands seigneurs conservaient encore leurs hôtels héréditaires, situés entre le Strand et la Tamise. Les habitations princières, situées à l'est et à l'ouest de Lincoln's Inn Fields, la place de Covent-Garden, Southampton-Square, aujourd'hui nommé Bloomsbury-Square, Kings'-Square dans Soho-Fields, appelé aujourd'hui Soho-Square, étaient au nombre des quartiers en faveur. On menait les princes étrangers voir Bloomsbury-Square comme une des merveilles de l'Angleterre [2]. Soho-Square, qu'on venait justement de bâtir, était pour nos ancêtres le sujet d'un orgueil que leur postérité sera loin de partager. Monmouth-Square avait été son nom à l'époque où florissait la fortune du duc de Monmouth, dont le palais s'élevait sur le côté situé au sud. La façade de ce palais, bien que disgracieuse, était élevée et richement ornée : les murs de ses principaux appartements, artistement sculptés, représentaient des fruits, des feuillages, des armoiries, et étaient tendus de satin brodé [3]. Toutes les traces de cette magnificence ont depuis longtemps disparu, et on ne trouve aucune demeure aristocratique dans ce quartier, jadis aristocratique. Un peu au nord de Holborn, sur la lisière des pâturages et des champs ensemencés, s'élevaient deux palais célèbres environnés d'immenses jardins : l'un d'eux, appelé alors Southampton-House, et

[1] North, Examen 116. — Wood, Ath. Ox. — Shaftesbury. — *Les Litanies du duc de B***.

[2] *Voyages* du grand-duc Cosme.

[3] Chamberlayne, *État de l'Angleterre*, 1684. — Pennant; *Londres*. — Smith, *Vie de Nollekens*.

depuis Bedford-House, fut démoli il y a environ cinquante ans pour faire place à une nouvelle ville, qui maintenant, avec ses *squares*, ses rues et ses églises, couvre un vaste terrain renommé au dix-septième siècle pour ses pêches et ses bécasses. L'autre, Montague-House, célèbre par ses fresques et son ameublement, fut, quelques mois après la mort de Charles II, brûlé jusqu'aux fondements et remplacé bientôt par un autre Montague-House, supérieur au premier, qui après avoir été longtemps le sanctuaire de trésors précieux et divers de l'art, de la science et de l'érudition, comme on en vit rarement réunis sous un seul toit, vient récemment de céder la place à un édifice plus magnifique encore [1].

Plus près de la cour, sur un terrain appelé Saint-James's-Fields, on venait de bâtir Saint-James's-Square et Jermyn-Street. L'église de Saint-James venait d'être ouverte pour la commodité des habitants de ce nouveau quartier [2]. Golden-Square, qui, dans la génération suivante, fut habité par les lords et les ministres d'État, n'était pas encore commencé. Les seules habitations que l'on pût voir au nord de Piccadilly étaient trois ou quatre palais isolés et presque rustiques, dont le plus célèbre était l'édifice bâti à grands frais par Clarendon et baptisé du sobriquet de maison de Dunkerque (*Dunkirk House*). Il avait été acheté par le duc d'Albemarle après la mort de son fondateur. L'hôtel Clarendon et Albemarle-Street rappellent encore l'emplacement de ce palais.

Celui qui rôdait dans la partie aujourd'hui la plus gaie et la plus encombrée de Regent's-Street se trouvait dans un désert complet, et pouvait avoir quelquefois la chance d'y ajuster un coq de bruyère [3]. Au nord, courait, entre

[1] Journal d'Evelyn, 10 octobre 1683, 19 janvier 1685-1686.

[2] Stat. Jac. I, c. 22. — Journal d'Evelyn, 7 décembre 1684.

[3] Le vieux général Oglethorpe, qui mourut en 1785, se vantait fréquemment d'y avoir tué des oiseaux du temps de la reine Anne. Voyez Pennant, *Londres*, et le *Gentleman's magazine* de juillet 1785.

des haies, la route d'Oxford. A trois ou quatre cents pieds au sud se trouvaient les murs des jardins de quelques grandes maisons qui étaient considérées comme situées tout à fait hors de la ville. A l'ouest était une prairie renommée par une source qui, bien longtemps après, fut l'origine du nom de Conduit-Street. A l'est s'étendait un champ qu'aucun habitant de Londres à cette époque ne traversait sans frissonner. Là, comme en un lieu très-éloigné des demeures des hommes, avait été creusée, vingt ans auparavant, une fosse où, à l'époque de la grande peste, les cadavres avaient été nuitamment jetés par vingtaines. L'opinion populaire était que ce terrain avait, pour ainsi dire, sucé l'infection, et qu'il ne pouvait être remué sans de grands périls pour la vie humaine. Aucuns fondements n'y furent creusés jusqu'à ce que deux générations se fussent écoulées sans qu'aucun retour de la peste eût eu lieu et que ce champ funèbre eût été depuis longtemps entouré de bâtiments [1].

Nous nous tromperions beaucoup si nous supposions que les rues et les *squares* avaient alors le même aspect qu'à présent. La plupart des maisons ont été depuis cette époque rebâties entièrement ou en grande partie. Si les quartiers les plus élégants de la capitale pouvaient être évoqués à nos yeux tels qu'ils étaient alors, nous reculerions de dégoût devant leur aspect sordide, et nous serions empestés par leur atmosphère infecte. Dans Covent-Garden, un marché sale et bruyant se tenait à la porte de la demeure des grands. Les marchandes de fruits criaient, les charretiers se battaient, les fragments de choux et les pommes pourries s'entassaient sur le seuil des demeures de la comtesse de Berkshire et de l'évêque de Durham [2].

[1] On trouvera le *Champ de la peste* marqué sur les plans de Londres jusqu'à la fin du règne de Georges Ier.

[2] Voyez un très-curieux plan de Covent-Garden, dressé vers 1690, et gravé pour l'*Histoire de Westminster* de Smith. Voyez aussi *le Matin* d'Hogarth,

Le centre de Lincoln's Inn Fields était un espace ouvert où la populace s'assemblait tous les soirs, à quelques mètres de distance de Cardigan-House et de Winchester-House, pour entendre les harangues des charlatans, voir danser des ours et combattre des chiens contre des bœufs. Toute cette place était couverte d'immondices. On y exerçait des chevaux. Les mendiants y étaient aussi bruyants et aussi importuns que dans les villes les plus mal administrées du continent. Le mot gueux de Lincoln's Inn était passé en proverbe. Toute la confrérie connaissait les livrées et les armoiries de chacun des grands seigneurs charitablement disposés du voisinage, et aussitôt qu'apparaissaient leurs carrosses à six chevaux, ils accouraient en foule, en boitant et en se traînant pour les obséder. Ces désordres durèrent en dépit de bien des accidents et de quelques poursuites judiciaires, jusqu'à ce que, sous le règne de Georges II, sir Joseph Jekyll, maître des rôles, fut renversé et laissé presque mort au milieu du *square*. On éleva enfin des palissades, et on planta un agréable jardin [1].

Saint-James-Square était le réceptacle de tous les débris, de toutes les cendres, de tous les chiens et chats morts de Westminster. A une certaine époque, un joueur de bâton y faisait faire cercle à la foule. A une autre époque, un impudent envahisseur s'y établit et s'y bâtit

point à l'époque où quelques-unes des maisons de la place étaient encore occupées par des gens du grand monde.

[1] *L'Espion de Londres.* — Tom Brown, *Tableau comique de Londres et de Westminster.* — Turner, *Propositions pour l'occupation des pauvres*, 1678. — *Gazette quotidienne* et *Journal quotidien*, du 7 juin 1733. — *Procès de Michel contre Allestrie*, 1676, 2 Levinz, p. 172. — Michel avait été renversé par deux chevaux qu'Allestrie dressait dans Lincoln's Inn Fields. La déclaration établit que le défendeur : « *Porta deux chivals ungovernable en un coach, et improvide, incaute, et absque debita consideratione ineptitudinis loci la eux drive pur eux faire tractable et apt pur un coach, quels chivals, pur ceo que, per lour ferocite, ne point estre rule, curre sur le plaintiff et le noie.* »

une échoppe, où il recousait des friperies sous les fenêtres des salons dorés où les premiers lords du royaume, les Norfolk, les Ormond, les Kent et les Pembroke, donnaient leurs banquets et leurs bals. Ce ne fut qu'après que ces incommodités eurent duré une génération entière, et lorsqu'on eut beaucoup écrit à leur sujet, que les habitants demandèrent au parlement la permission de poser des grilles et de planter des arbres [1].

Puisque tel était l'état des quartiers habités par la portion la plus élégante de la société, nous pourrons croire aisément que la grande masse de la population souffrait d'inconvénients qui, de nos jours, seraient regardés comme intolérables. Le pavé était détestable; tous les étrangers s'en plaignaient. Le système d'égouts était si mauvais que dans les temps de pluie les ruisseaux se transformaient très-vite en torrents. Quelques poëtes facétieux ont célébré la furie de ces noirs ruisseaux qui se précipitaient de Snow-Hill et de Ludgate-Hill, pour porter à Fleet-Ditch un vaste tribut de détritus animaux et végétaux, tombés des étaux des bouchers et des étalages des fruitiers. Les voitures et les charrettes faisaient abondamment jaillir à droite et à gauche cette eau sordide. Se tenir le plus loin possible des voitures était en conséquence le désir de tout piéton. Les gens doux et timides cédaient le côté du mur; les gens audacieux et athlétiques s'en emparaient. Lorsque deux personnes d'humeur tapageuse se rencontraient, elles se posaient en face l'une de l'autre, et se poussaient jusqu'à ce que l'une des deux fût tombée dans le ruisseau. Si le vaincu n'était qu'un faux brave, il s'esquivait en marmottant qu'on se reverrait une autre fois; s'il était

[1] Stat 12, Geor. I, cap. 25. — Procès-verbaux des communes, 25 février, 2 mars 1725-1726. — *Le Jardinier de Londres*, 1712. — *La Poste du soir*, 23 mars 1731. Il ne m'a pas été possible de trouver ce numéro de *la Poste du soir;* je le cite donc sur la foi de M. Malcolm, qui le mentionne dans son *Histoire de Londres*.

d'humeur belliqueuse, l'incident se terminait par un duel derrière Montague-House [1].

Les maisons n'étaient pas numérotées. Il y aurait eu, il est vrai, peu d'avantages à les numéroter, car il n'y avait que très-peu de cochers, de porteurs de chaises, de portefaix et de commissionnaires qui sussent lire. Il était nécessaire de se servir de signes que les plus ignorants pussent comprendre. Les boutiques étaient donc distinguées par des enseignes peintes qui donnaient aux rues un aspect gai et grotesque. De Charing-Cross à White-Chapell, le promeneur passait au milieu d'une suite indéfinie de Têtes de Sarrasins, de Chênes Royaux, d'Ours Bleus et de Moutons d'Or, qui disparurent lorsqu'ils ne furent plus nécessaires pour montrer aux gens du peuple leur chemin.

Lorsque le soir était arrivé, se promener dans Londres offrait des difficultés et des dangers vraiment sérieux. Les fenêtres s'ouvraient, et on vidait les pots et les ustensiles de ménage, sans égard aucun pour ceux qui passaient. Les chutes, contusions, membres brisés, étaient des accidents ordinaires; car, jusqu'à la dernière année du règne de Charles II, la plupart des rues étaient laissées dans la plus profonde obscurité. Les filous et les voleurs exerçaient leur métier avec impunité, et cependant ils étaient à peine aussi redoutés des citoyens paisibles qu'une autre classe de vauriens. Un des amusements favoris des jeunes *gentlemen* dissolus était de faire tapage dans les rues pendant la nuit, de briser les fenêtres, de renverser les chaises à porteurs, de rosser les gens paisibles, et de faire des caresses grossières aux jolies femmes. Plusieurs dynasties successives de ces tyrans nocturnes avaient dominé dans les rues depuis la restaura-

[1] *Lettres sur les Anglais*, écrites au commencement du règne de Guillaume III. — Swift, *la Ville en temps de pluie*. — Gay, *Trivia*. — Johnson avait coutume de raconter une curieuse conversation qu'il avait eue avec sa mère, sur la convenance qu'il y avait à céder ou garder le côté du mur

tion. Les *Muns* et les *Tityre Tus* avaient fait place aux *Hectors*, et aux *Hectors* avaient succédé les *Scourers*. Plus tard apparurent les *Nickers*, les *Hawcubites* et les *Mohawks*, encore plus redoutés que les autres[1]. Les mesures prises pour maintenir la tranquillité publique étaient complétement dérisoires. Un acte du conseil municipal avait bien décrété, à la vérité, que mille gardiens seraient toujours en alerte dans la cité, depuis le coucher jusqu'au lever du soleil, et que chaque habitant remplirait ces fonctions à son tour; mais cet acte était très-négligemment exécuté. Bien peu des personnes désignées pour ce service quittaient leurs demeures, et les quelques individus qui répondaient à l'appel trouvaient généralement plus agréable de boire dans les cabarets que de parcourir les rues[2].

Il faut mentionner que dans la dernière année du règne de Charles II, commença un grand changement dans la police de Londres, changement qui a peut-être autant contribué au bonheur de la masse du peuple que des révolutions d'une plus grande importance. Un homme à idées ingénieuses, nommé Édouard Heming, obtint par lettres patentes le droit exclusif d'éclairer Londres pour un certain nombre d'années. Il s'engagea, pour un prix modéré, à placer de dix maisons en dix maisons une lanterne, qui serait allumée les soirs où il n'y aurait pas de lune, de

[1] Oldham, *Imitation de la troisième satire de Juvénal*, 1682. — Shadwell, *les Scourers*, 1690. Bien d'autres autorités se présenteront immédiatement à la mémoire de ceux qui ont étudié la littérature populaire de cette époque et de l'époque suivante. On peut supposer que quelques-uns des *Tityre Tus* brisèrent, en bons Cavaliers qu'ils étaient, les fenêtres de Milton quelque temps après la restauration. Je suis certain qu'il pensait à ces vauriens de Londres, lorsqu'il écrivait ces beaux vers:

« Et dans les cités impudiques, lorsque le bruit — Des querelles, des injures et des outrages, — S'élève au-dessus de leurs plus hautes tours, — Lorsque la nuit assombrit les rues, alors s'y répandent — Les fils de Bélial, gorgés de vin et d'insolence. »

[2] Seymour, *Londres*.

six heures à minuit, depuis la Saint-Michel jusqu'à Notre-Dame. Ceux qui voient aujourd'hui la capitale éclairée depuis le crépuscule jusqu'à l'aurore, et d'un bout à l'autre de l'année, d'illuminations devant lesquelles pâliraient les illuminations qui eurent lieu en l'honneur de La Hogue et de Blenheim, souriront peut-être en pensant aux lanternes de Heming éclairant de leur faible lumière une seule maison sur dix pendant une petite partie d'une nuit sur trois. Mais tel ne fut pas le sentiment de ses contemporains : son projet fut applaudi avec enthousiasme et attaqué avec fureur. Les amis du progrès le proclamèrent le plus grand de tous les bienfaiteurs de la ville. Qu'étaient, demandaient-ils, les inventions tant vantées d'Archimède comparées aux découvertes de cet homme, qui avait changé en splendeur lumineuse les ombres de la nuit? Malgré ces louanges éloquentes, les ténèbres avaient aussi leurs défenseurs. Il y eut des fous à cette époque qui s'opposèrent vivement à l'introduction de ce qu'on appelait *la nouvelle lumière*, comme de nos jours il y a eu des fous qui se sont opposés à l'introduction de la vaccine et des chemins de fer; comme il y eut sans doute, à l'époque antérieure à l'aurore de l'histoire, des fous qui s'opposèrent à l'introduction de la charrue et de l'écriture par signes alphabétiques. Bien longtemps après la concession des lettres patentes à Heming, il y avait des quartiers considérables où on ne voyait pas une seule lampe[1].

Nous pouvons aisément nous figurer quel était à cette époque l'état des quartiers de Londres, que peuplait l'écume de la société. Un de ces quartiers avait acquis une scandaleuse prééminence. Sur les confins de la Cité et du Temple, une maison de moines carmélites, reconnaissables à leurs capuchons blancs, avait été

[1] *Angliæ metropolis*, 1690, sect. 17, intitulée : « Des nouvelles lumières. » — Seymour, *Londres*.

fondée au treizième siècle ; l'enceinte de ce couvent avait été avant la réformation un lieu d'asile pour les criminels, et conservait encore le privilége de garantir les débiteurs contre une arrestation. Chaque habitation, de la cave au grenier, était donc remplie de débiteurs insolvables. Une grande partie étaient des coquins et des libertins, et des femmes encore plus dégradées qu'eux-mêmes les suivaient dans leur asile. Le pouvoir civil était impuissant à maintenir l'ordre dans un quartier qui fourmillait de tels habitants, et White-Friars (*les moines blancs*) devint le lieu de rendez-vous de tous les gens désireux de s'affranchir des entraves de la loi. Bien que le privilége légal attaché à ce quartier ne s'étendît qu'aux cas de dettes, les filous, les faux témoins, les faussaires et les voleurs de grand chemin y cherchaient un refuge. Nul officier de paix n'était en sûreté au milieu de cette canaille audacieuse. Dès que retentissait le cri à la rescousse, des spadassins armés d'épées et de bâtons, des mégères furieuses armées de broches et de balais accouraient par centaines, et l'intrus était heureux s'il pouvait s'échapper dans Fleet-Street sans autre mal que d'avoir été bousculé, dépouillé et aspergé. Le mandat du Chief Justice d'Angleterre ne pouvait être exécuté sans le concours d'une compagnie de mousquetaires. Ces vestiges de la barbarie des siècles de ténèbres se rencontraient à peu de distance de la chambre où Somers étudiait l'histoire et la législation, de la chapelle où Tillotson prêchait, du café où Dryden exprimait ses jugements sur les poëmes et les pièces de théâtre, et de la salle où la Société royale examinait le système astronomique d'Isaac Newton.[1]

Chacune des deux cités qui composaient la capitale de l'Angleterre avait son centre d'attraction. Dans la mé-

[1] Stowe, *Description de Londres.* — Shadwell, *le Gentilhomme alsacien.* — Ward, *l'Espion de Londres.* — Stat. 8 et 9, Guil. III, cap. 27.

tropole du commerce, ce centre était la Bourse, dans la métropole de la mode, le Palais. Mais le Palais ne conserva pas son influence aussi longtemps que la Bourse. La révolution vint bientôt transformer complétement les relations entre la cour et les hautes classes de la société. On découvrit peu à peu que personnellement le roi avait bien peu à donner, que les couronnes de baronnets et la jarretière, les évêchés et les ambassades, les places de lord trésorier et de chancelier de l'échiquier, bien plus, les simples charges des haras royaux et de la garde-robe étaient données non par le roi, mais par ses conseillers. Tout homme ambitieux et avide comprit qu'il servirait mieux ses intérêts en acquérant la suprême influence dans un simple bourg de Cornouailles, et en rendant des services au ministère pendant une session difficile, qu'en devenant le compagnon ou même le favori de son roi. Ce fut donc dans les antichambres de Walpole et de Pelham, et non dans celles de Georges I[er] et de Georges II, que se pressa bientôt la foule des courtisans. Il faut aussi remarquer que la même révolution, qui rendit impossible à nos rois l'usage du patronage de l'État pour satisfaire leurs prédilections personnelles, nous donna plusieurs rois incapables par leur éducation et leurs habitudes d'être des hôtes affables et gracieux. Ils étaient nés et avaient été élevés sur le continent. Ils ne se sentirent jamais chez eux dans notre île. Ils parlaient notre langage, ils le parlaient sans élégance et avec effort. Ils ne comprirent jamais parfaitement notre caractère national, et n'essayèrent que rarement d'adopter nos mœurs nationales. Ils accomplirent mieux que tout autre chef d'État précédent la partie la plus importante de leurs devoirs royaux, car ils gouvernèrent strictement selon la loi ; mais ils ne purent jamais être les chefs de la société polie, les premiers *gentlemen* du royaume. Si parfois ils se déridaient, c'était dans un petit cercle où on voyait à peine une figure anglaise, et

ils n'étaient jamais plus heureux que lorsqu'ils pouvaient s'échapper pendant un été, et aller revoir leur pays natal. Ils avaient, il est vrai, leurs jours de réception pour la noblesse et la *gentry*, mais ces réceptions étaient toutes d'étiquette, et finirent par devenir aussi solennelles que des funérailles.

Telle n'était pas la cour de Charles II. Whitehall, lorsqu'il y résidait, était le foyer des intrigues politiques et des plaisirs à la mode. La moitié des tripotages d'argent et des intrigues amoureuses de la capitale avait son palais pour théâtre. Quiconque pouvait se rendre agréable au roi ou s'assurer les bons offices de sa maîtresse pouvait espérer de faire son chemin dans le monde sans avoir à rendre aucun service à l'État, sans même être connu de vue d'aucun ministre. Tel courtisan attrapait une frégate et tel autre une compagnie, un troisième le pardon d'un coupable riche, un quatrième une location de terres de la couronne à de bonnes conditions. Si le roi exprimait le désir qu'un avocat sans cause fût nommé juge ou qu'un baronnet libertin fût nommé pair, ses plus graves conseillers, après avoir un peu murmuré, acquiesçaient à la demande[1]. L'intérêt attirait donc aux portes du palais une queue interminable de solliciteurs, et ses portes restaient toujours toutes grandes ouvertes. Le roi tenait maison ouverte tous les jours, et tout le long du jour pour la bonne société de Londres, les Whigs extrêmes seuls exceptés. Le lever était exactement ce que comporte ce mot. Quelques hommes de qualité se rendaient chaque matin auprès de leur maître, regardaient peigner sa perruque et nouer sa cravate, et l'accompagnaient dans ses promenades matinales à travers le parc. Toutes les personnes qui avaient été régulièrement présentées pouvaient, sans invitation spéciale, venir le voir dîner, souper, danser,

[1] Voyez comment Roger North raconte que Wright devint juge, et Clarendon que sir Georges Savile devint pair.

jouer aux dés, et couraient la bonne fortune de l'entendre raconter des anecdotes (ce dont il s'acquittait à merveille), sur sa fuite de Worcester et sur les misères qu'il avait supportées lorsqu'il était prisonnier d'État entre les mains des hypocrites et indiscrets prédicateurs de l'Écosse. Les assistants que le roi reconnaissait obtenaient souvent un mot gracieux. Cette courtoisie fut pour lui un moyen politique plus profitable que tous ceux qu'avaient employés son père et son grand-père. Il n'était pas facile au plus austère républicain de l'école de Marvel de résister à tant de bonne humeur et d'affabilité, et plus d'un vieux Cavalier, dont le cœur ulcéré gardait le souvenir amer de services et de sacrifices restés sans récompense, trouvait en un instant une compensation à ses blessures et aux confiscations qu'il avait subies par le gracieux signe de tête accompagné d'un : « Dieu vous bénisse, mon vieil ami, » de son souverain.

Whitehall devint naturellement le centre des nouvelles. Dès que le bruit se répandait qu'un événement important était arrivé ou allait arriver, on s'y rendait en toute hâte pour puiser ses informations à la source même. Les galeries présentaient l'aspect d'une salle de club moderne dans un moment d'agitation. Elles étaient encombrées de gens demandant si le courrier de Hollande était arrivé, quelles nouvelles avait apportées l'exprès de France, si Jean Sobiesky avait battu les Turcs, si le doge de Gênes était réellement à Paris. Sur tous ces sujets on pouvait parler haut en toute sécurité; mais il y en avait d'autres dont on ne parlait qu'avec des chuchotements : Halifax l'emporte-t-il sur Rochester? Y aura-t-il un parlement? Le duc d'York va-t-il réellement en Écosse? Monmouth a-t-il été réellement rappelé de La Haye? Chacun s'efforçait de lire sur le visage des ministres qui traversaient la foule en se rendant au cabinet du roi ou en en sortant. On tirait toutes

sortes d'augures du ton dont Sa Majesté avait parlé au lord président, ou du rire dont Sa Majesté avait honoré un bon mot du lord du sceau privé, et en quelques heures les espérances et les craintes inspirées par ces légères indications se répandaient dans tous les cafés depuis Saint-James jusqu'à la Tour[1].

Nous devons parler des cafés avec détail. A cette époque, ils auraient très-bien pu être appelés une institution politique importante. Le parlement ne siégeait plus depuis plusieurs années. Le conseil municipal de la Cité avait cessé d'exprimer l'opinion des citoyens. Les réunions publiques, les harangues, les manifestes et toutes les machines modernes d'agitation n'étaient pas encore de mode. Il n'existait rien qui ressemblât au journal moderne. Les cafés étaient donc les principaux organes par lesquels s'exprimait l'opinion publique de la métropole.

Le premier de ces établissements avait été ouvert, à l'époque de la république, par un marchand de Turquie qui, pendant son séjour chez les mahométans, avait pris goût à leur breuvage favori. La facilité qu'offraient de tels lieux pour donner des rendez-vous dans tous les quartiers de la capitale, et pour passer ses soirées en société à peu de frais, les mit rapidement à la mode et en multiplia le nombre. Tout homme des classes élevées ou des classes moyennes allait chaque jour à son café apprendre les nouvelles et les discuter. Chaque café avait un ou plusieurs orateurs que la foule écoutait avec admiration, et qui devinrent bientôt, comme les journalistes de notre époque, un quatrième pouvoir dans l'État. La cour voyait depuis longtemps avec déplaisir les progrès de ce nouveau pouvoir. Sous l'administration de

[1] Les sources où j'ai puisé mes informations sur l'état de la cour sont trop nombreuses pour être récapitulées. Je citerai entre autres les dépêches de Barillon, de Citters, de Ronquillo et d'Adda ; les *Voyages* du grand-duc Cosme, les journaux de Pepys, d'Evelyn et de Téonge, les Mémoires de Grammont et Reresby.

Danby, on fit une tentative pour fermer les cafés; mais les hommes de tous les partis étant menacés de perdre leurs lieux habituels de rendez-vous, un cri unanime s'éleva contre cette mesure. Le gouvernement n'osa pas, en présence d'une opposition si générale et si marquée, appliquer des règlements dont la légalité était très-contestable. Dix ans s'étaient écoulés depuis cette époque, et durant ce laps de temps le nombre et l'influence des cafés n'avait fait que s'accroître. Les étrangers remarquaient que les cafés étaient ce qui distinguait Londres de toutes les autres villes; que le café était la demeure du Londonien, et que ceux qui désiraient trouver quelqu'un demandaient habituellement, non pas s'il logeait dans Fleet-Street ou Chancery-Lane, mais s'il fréquentait le café Grec ou le café de l'Arc-en-Ciel. Personne n'était exclu; quiconque apportait son *penny* au comptoir était admis. Cependant chaque classe de la société, chaque profession, chaque nuance d'opinion religieuse ou politique avait son point de réunion spécial. Il y avait des cafés près de Saint-James-Park où se réunissaient les petits-maîtres, la tête et les épaules cachées sous des perruques noires ou blondes, tout aussi amples que les perruques que portent de nos jours le chancelier et le président de la chambre des communes. La perruque venait de Paris ainsi que tous les autres ornements du beau *gentleman*, son habit brodé, ses gants à franges, et les glands qui retenaient ses culottes. La conversation se tenait dans ce jargon, qui, longtemps après qu'il fut tombé en désuétude dans les cercles à la mode, continua à exciter le rire des théâtres dans le personnage de lord Foppington[1]. L'atmosphère de ces cafés était celle

[1] Le point principal de ce jargon consistait à prononcer l'O comme l'A dans un grand nombre de mots. Aussi *stork* était prononcé *stark*. Voyez *la Rechute* de Vanbrugh. Lord Sunderland était un des maîtres *de cette musique de la cour*, comme l'appelle sir Roger North, et Titus Oates affectait cette prononciation dans l'espoir de passer pour un *gentleman* de bon ton. *Examen* 77, 254.

d'une boutique de parfumeur. On y tenait le tabac en abomination sous toute autre forme que celle d'une poudre abondamment aromatisée. Si quelque rustre ignorant des usages du lieu demandait une pipe, les rires de toute la société et les réponses brèves et sèches des garçons l'avertissaient qu'il ferait mieux d'aller ailleurs : du reste, il n'avait pas loin à aller, car en général les cafés étaient aussi remplis de fumée qu'un corps-de-garde, et les étrangers exprimaient quelquefois leur étonnement de voir tant de gens abandonner leur coin du feu pour aller s'asseoir au milieu d'un nuage épais et infect. Nulle part on ne fumait autant qu'au café de Will. Cette maison célèbre, située entre Covent-Garden et Bow-Street, était consacrée aux belles-lettres. Là, les conversations roulaient sur les lois de la poésie et les unités de temps et de lieu. Il y avait un parti pour Perrault et les modernes, un parti pour Boileau et les anciens. Dans un groupe, on débattait la question de savoir s'il aurait mieux valu que le *Paradis perdu* fût écrit en vers rimés; dans un autre, un rimailleur envieux démontrait que *Venise sauvée* aurait dû être sifflée. Nulle part on ne pouvait voir une aussi grande variété de personnages : comtes décorés des ordres de l'Étoile et de la Jarretière, ecclésiastiques en soutane et en rabat, pétulants étudiants du Temple et timides étudiants des universités, traducteurs et faiseurs d'index en vieux habits de toile. Mais l'empressement général était d'arriver près du fauteuil de John Dryden. En hiver, ce fauteuil était toujours placé dans le coin le plus chaud de la cheminée; en été, il était placé sur le balcon. Le saluer, écouter son opinion sur la dernière tragédie de Racine, ou le Traité de Le Bossu sur la poésie épique, était regardé comme un privilége. Une prise de tabac offerte par lui était un honneur suffisant pour tourner la tête d'un jeune enthousiaste. Il y avait ensuite des cafés où l'on pouvait consulter les premiers médecins de la ville. Le docteur John

Radcliffe, qui, vers l'année 1685, s'était fait une clientèle considérable, venait chaque jour, à l'heure où la bourse était comble, de sa maison située dans Bow-Street, quartier fashionable alors, chez Garraway, où on pouvait toujours le trouver assis à une table particulière et entouré de chirurgiens et d'apothicaires. Il y avait les cafés puritains où l'on n'entendait jamais un juron, et où des hommes à la chevelure plate discutaient en nasillant sur l'élection ou la réprobation divine; les cafés juifs où venaient pour se rencontrer les changeurs à l'œil sombre, de Venise et d'Amsterdam, et les cafés papistes où, dans l'opinion des bons protestants, les jésuites complotaient en vidant leurs tasses un nouvel incendie de Londres et fondaient des balles d'argent pour tuer le roi [1].

Ces habitudes de sociabilité contribuèrent, en grande partie, à former le caractère du Londonien de cette époque. Le Londonien était un être très-différent de l'habitant des campagnes. Les rapports qui existent aujourd'hui entre ces deux catégories de citoyens n'existaient pas alors. Il n'y avait que les hommes tout à fait considérables qui eussent l'habitude de partager l'année entre la ville et la campagne. Bien peu de *squires* visitaient la capitale seulement trois fois dans toute leur vie. Les citoyens aisés n'avaient pas encore contracté l'habitude d'aller respirer l'air pur des champs et des bois pendant les mois de l'été. Un badaud de Londres excitait autant d'étonnement, lorsqu'il entrait dans un village, que s'il fût entré dans un kraal de Hottentots. De même, lorsque le propriétaire d'un château du Lincoln-

[1] *Lettres sur les Anglais.* — Thomas Brown, *Excursion.* — Ward, *Espion de Londres.* — *Description d'un café*, 1673. — *Règlements et ordonnances des cafés*, 1674. — *Les cafés justifiés*, 1675. — *Satire contre le café.* — North, *Examen* 138; *Vie de Guildford*, 152; *Vie de sir Dudley North*, 149. — *Vie du docteur Radcliffe*, publiée par Curll, en 1715. — La description la plus animée du café de Will se trouve dans *le Rat de ville et le Rat des champs.* On trouvera un remarquable passage sur l'influence des orateurs de café dans Halstead, *Succinct genealogies*, imprimé en 1685.

shire ou du Shropshire apparaissait dans Fleet-Street, on le distinguait aussi facilement de la population résidante que s'il eût été un Turc ou un Lascar; son habillement, sa démarche, son accent, son ébahissement devant les boutiques, ses faux pas dans les ruisseaux, ses chocs contre les portefaix, ses stations sous les gouttières, le désignaient aux filous et aux mauvais plaisants comme une victime excellente à exploiter. Les bravaches le poussaient dans le ruisseau, les cochers de fiacre l'éclaboussaient de la tête aux pieds, les voleurs exploraient en toute sécurité les larges poches de son habit de chasse tandis qu'il contemplait, plongé dans l'extase, les splendeurs de la procession du lord maire. Des escrocs, dont le dos se ressentait encore du fouet du bourreau, liaient connaissance avec lui et lui paraissaient les plus honnêtes et les plus bienveillants *gentlemen* qu'il eût jamais vus. Des femmes, couvertes de fard, rebut de Lewkner-Lane et de Whetstone-Park, se faisaient passer auprès de lui pour des comtesses et des dames d'honneur. S'il demandait le chemin de Saint-James, on l'envoyait à Mile-End. S'il entrait dans une boutique, on le reconnaissait tout de suite pour un homme capable d'acheter ce dont personne ne voulait, les broderies de mauvaise qualité, les bagues en cuivre, les montres qui ne voulaient pas marcher. S'il entrait dans un café à la mode, il devenait le point de mire des insolentes railleries des élégants, ou des espiègleries gravement exécutées des étudiants du Temple. Furieux et mortifié, il revenait à son manoir rustique, et là trouvait dans le respect de ses fermiers et la conversation de ses joyeux compagnons une consolation aux ennuis et aux humiliations qu'il avait éprouvés. Là il se retrouvait comme devant un homme important, et il ne voyait personne qui lui fût supérieur, excepté lorsqu'aux assises il lui fallait aller s'asseoir à côté du juge, ou qu'aux réunions de la milice il lui fallait saluer le lord lieutenant.

La principale cause qui empêchait la fusion des diffé-

rents éléments de la société était l'extrême difficulté des voyages. De toutes les inventions, l'écriture et l'imprimerie exceptées, les inventions qui abrégent les distances sont celles qui ont le plus contribué à la civilisation de l'espèce humaine. Tout progrès dans les moyens de locomotion profite au genre humain moralement et intellectuellement aussi bien que matériellement, facilite non-seulement l'échange des diverses productions de la nature et de l'art, mais tend à effacer les antipathies nationales et provinciales, et à unir toutes les branches de la grande famille humaine. Au dix-septième siècle, les habitants de Londres étaient plus éloignés de Reading qu'ils ne le sont maintenant d'Édimbourg, et plus éloignés d'Édimbourg qu'ils ne le sont maintenant de Vienne.

Les sujets de Charles II n'étaient pas cependant tout à fait ignorants de cette force élémentaire qui, de nos jours, a produit une révolution sans précédent dans les affaires humaines, qui a rendu les flottes capables d'avancer contre vents et marées, et qui transporte à travers les royaumes, et avec une vitesse égale à celle des plus agiles chevaux de course, des bataillons entiers suivis de leurs bagages et de leur artillerie. Le marquis de Worcester avait récemment observé la force expansive des liquides raréfiés par la chaleur. Après de nombreuses expériences, il avait réussi à construire une grossière machine à vapeur qu'il appelait *machine à eau et à feu*, et qu'il déclarait être un admirable et très-puissant instrument de propulsion[1]. Mais le marquis était soupçonné d'être fou et était connu comme papiste. Son invention ne reçut donc pas un accueil favorable. Sa *machine à eau et à feu* put peut-être fournir matière à quelques conversations dans les séances de la Société royale, mais elle ne fut appliquée à aucun usage prati-

[1] *Siècle des inventions*, 1663, n° 68.

que. Il n'y avait pas alors de chemins à rails, excepté quelques-uns construits en bois qui partaient des mines de charbon de la Northumbrie, et qui allaient jusqu'aux bords du Tyne[1]. Il n'y avait que peu de communications intérieures par eau. On avait fait, mais avec peu de succès, quelques essais pour creuser et endiguer les courants. C'est à peine si un seul canal avait encore été projeté. Les Anglais de cette époque avaient l'habitude de parler avec une admiration mêlée de désespoir de l'immense canal par lequel Louis XIV avait opéré la jonction de l'Atlantique et de la Méditerranée. Ils étaient loin de se douter que quelques générations plus tard leur pays serait coupé en tout sens par des rivières artificielles créées aux risques et périls de simples citoyens entreprenants, qui feraient plus de quatre fois la longueur de la Tamise, de la Saverne et de la Trent réunies.

C'était par les grandes routes que les voyageurs et les marchandises passaient généralement de localité en localité, et ces grandes routes paraissent avoir été infiniment inférieures à ce qu'elles auraient dû être, vu le degré de richesse et de civilisation où la nation était alors parvenue. Sur les meilleures de ces lignes de communication, les ornières étaient profondes, les descentes rapides, et la route si mal creusée qu'il était très-difficile dans l'obscurité de la distinguer des bruyères et des marais qui la bordaient des deux côtés. Ralph Thoresby, l'antiquaire, faillit s'égarer sur la grande route du Nord, entre Barnby-Moor et Tuxford, et s'égara très-réellement entre Doncaster et York[2]. Pepys et sa femme, voyageant dans leur propre voiture, s'égarèrent entre Newbury et Reading. Pendant le même voyage ils s'égarèrent encore près de Salisbury, et faillirent passer la nuit dans la plaine[3]. Dans la belle saison seulement, les voitures pouvaient

[1] North, *Vie de Guildford,* 136.

[2] Journal de Thoresby, 21 octobre 1680, 3 août 1712.

[3] Journal de Pepys, 12 et 16 juin 1668.

rouler sur toute la largeur de la route. Les deux cotés de la route étaient souvent enfoncés sous une boue profonde, et un très-étroit sentier de terrain solide courait entre deux fondrières [1]. Alors les encombrements et les querelles étaient fréquents, et le chemin était maintes fois intercepté par deux charretiers dont aucun ne voulait céder. Il arrivait presque tous les jours que des voitures restaient embourbées jusqu'à ce qu'on eût pu se procurer un attelage de bestiaux à quelque ferme voisine pour les retirer de la fondrière. Mais dans les mauvaises saisons, les voyageurs avaient encore à surmonter des difficultés plus sérieuses. Thoresby, qui avait l'habitude de voyager entre Leeds et la capitale, a raconté dans son journal une série de périls et de désastres qui suffiraient pour défrayer un voyage dans l'Océan glacial ou dans le désert de Sahara. Une fois il apprend qu'il y a eu une inondation entre Ware et Londres, que les voyageurs ont été obligés pour se sauver de se jeter à la nage, et qu'un revendeur s'est noyé en essayant de traverser. Par suite de ces nouvelles, il abandonne la grande route, et se fait conduire par certaines prairies qu'il lui faut traverser à cheval, ayant de l'eau jusqu'à la selle [2]. Dans un autre voyage, il faillit être emporté par une inondation de la Trent. Il fut ensuite retenu quatre jours à Stamford à cause de l'état des routes et n'osa continuer son voyage que parce que quatorze membres de la chambre des communes, qui se rendaient ensemble au parlement suivis de guides et d'une escorte nombreuse de serviteurs, le prirent en leur compagnie [3]. Sur les routes du Derbyshire, les voyageurs tremblaient à chaque instant de se rompre le cou, et étaient fréquemment obligés de mettre pied à terre et de conduire leurs mon-

[1] Journal de Pepys, 28 février 1660.
[2] Journal de Thoresby, 17 mai 1695.
[3] Journal de Thoresby, 27 décembre 1708.

tures par la bride [1]. La grande route qui traversait le pays de Galles jusqu'à Holyhead était dans un tel état qu'en 1685, un vice-roi d'Irlande, qui se rendait à son poste, mit cinq heures à faire les quatorze milles compris entre Saint-Asaph et Conway. Entre Conway et Beaumaris, il fut forcé de faire à pied une grande partie de la route et sa femme fut portée en litière. Son carrosse marchait par derrière avec de grandes difficultés, et grâce seulement au nombre de bras qui le portaient. En général les voitures étaient démontées à Conway et portées sur les épaules des robustes paysans gallois jusqu'aux défilés de Menaï [2]. Dans quelques parties du Kent et du Sussex, il n'y avait que les plus forts chevaux qui pussent, en hiver, traverser le marais dans lequel ils s'enfonçaient plus profondément à chaque pas. Les marchés y étaient souvent inaccessibles pendant plusieurs mois. On rapporte que très-souvent on laissait pourrir sur place les fruits de la terre, tandis qu'à une distance de quelques milles, les produits offerts ne suffisaient pas aux besoins de la consommation. Dans ce district, les voitures étaient généralement traînées par des bœufs [3]. Lorsque le prince Georges de Danemark visita le somptueux château de Petworth dans la saison des pluies, il mit six heures à faire neuf milles, et il fallut placer des deux côtés de la voiture, afin de la soutenir, une troupe de vigoureux paysans. Plusieurs des voitures de son escorte furent renversées et fracassées. On conserve une lettre d'un des gentilshommes de sa maison, dans laquelle cet infortuné courtisan se plaint de n'avoir pas mis pied à terre depuis

[1] *Excursion dans le Derbyshire*, par J. Browne, fils de sir Thomas Browne, 1662. — Cotton, *le Pêcheur*, 1676.

[2] *Correspondance de Henri, comte de Clarendon*, 30 décembre 1685; 1er janvier 1686.

[3] Postlethwaite, *Dictionnaire des routes*. — *Histoire de Hawkurst*, dans la Bibliothèque topographique britannique.

quatorze heures, excepté lorsque sa voiture a versé ou s'est embourbée [1].

Les vices de la législation semblent avoir été une des principales causes de ce mauvais état des routes. Chaque paroisse était tenue de réparer les grands chemins qui la traversaient. Les paysans étaient forcés de donner gratuitement leur travail six jours de l'année. Si ce travail gratuit n'était pas suffisant, on employait le travail salarié, et les dépenses étaient payées au moyen d'une taxe paroissiale. Il était évidemment injuste qu'une route, unissant deux villes faisant entre elles un commerce considérable et prospéré, fût réparée et maintenue aux dépens des populations rurales disséminées entre elles deux, et cette injustice était particulièrement flagrante pour la grande route du Nord, qui traversait des districts très-pauvres et très-peu peuplés, et unissait en même temps des districts très-riches et très-populeux. Il n'était véritablement pas possible aux paroisses du Huntingdonshire de réparer le grand chemin détérioré par le roulage continuel entre le West Riding du Yorkshire et Londres. Presque aussitôt après la restauration, cette injustice attira l'attention du parlement, et on passa un acte, le premier de nos actes de péage, imposant une faible taxe sur les voyageurs et les marchandises, afin de tenir en bon état certaines parties de cette importante ligne de communication [2]. Cette innovation, toutefois, excita de nombreux murmures, et les grandes routes aboutissant à la capitale furent longtemps encore entretenues et réparées selon l'ancien système. Un changement s'opéra enfin, mais ce ne fut pas sans de grandes difficultés; car un impôt absurde et injuste, auquel on est habitué, est souvent supporté plus patiemment que l'impôt nouveau le plus raisonnable. Avant qu'un bon système nouveau eût pu s'établir, il y eut bien des bar-

[1] *Annales de la reine Anne*, 1703, Appendice n° 3.

[2] 15, Car. II, c. 1.

rières renversées, bien des charges de la troupe contre le peuple, bien du sang versé; mais peu à peu la raison triompha du préjugé, et notre île est maintenant traversée en tous sens par trente mille milles de routes à péage [1].

Les lourds articles étaient, du temps de Charles II, transportés au moyen de chariots de relais, sur les meilleures de ces routes. Sur la paille de ces véhicules s'entassaient les voyageurs qui n'étaient pas assez riches pour voyager à cheval ou en voiture, et que des infirmités ou le poids de leurs bagages empêchaient de faire la route à pied. La dépense de transport des lourdes marchandises était énorme. De Londres à Birmingham la dépense était de sept livres, et de Londres à Exeter de douze livres par tonneau [2]. C'était environ quinze pence par tonneau pour chaque mille, plus d'un tiers en sus du prix exigé plus tard sur les routes à péage, et quinze fois le prix actuel du transport par les chemins de fer. Le prix du transport équivalait à un droit prohibitif pour beaucoup d'articles utiles. Le charbon, particulièrement, ne se voyait jamais que dans les districts où il était extrait, ou bien encore dans les districts où il pouvait être transporté par mer : aussi dans le Sud de l'Angleterre ne fut-il jamais connu que sous le nom de *charbon de mer*.

Sur les routes de traverse, et généralement dans toute la contrée au nord d'York et à l'ouest d'Exeter, les marchandises étaient transportées par de grandes caravanes de chevaux de bât. Ces animaux, vigoureux et patients, dont la race est aujourd'hui éteinte, étaient conduits par une classe d'hommes qui ressemblaient beaucoup

[1] Les défauts de l'ancien système sont décrits d'une manière frappante dans plusieurs pétitions qu'on trouvera dans les procès-verbaux des communes de 1725-1726. On peut voir dans le *Gentleman's Magazine* de 1749 quelle opposition furieuse rencontra le nouveau système.

[2] Postlethwaite, *Dictionnaire des routes.*

aux muletiers espagnols. Un voyageur de modeste condition se trouvait souvent heureux de faire son voyage monté sur le bat du cheval, entre deux paniers, et placé sous la protection de ces guides robustes. Les dépenses de ce mode de voyage étaient modiques, mais en revanche la caravane n'allait qu'au pas, et en hiver le froid était souvent insupportable [1].

Les riches voyageaient ordinairement dans leurs propres voitures, avec quatre chevaux au moins. Cotton, le poëte facétieux, essaya d'aller de Londres au Peak avec une seule paire de chevaux, mais, à Saint-Albans, il s'aperçut que le voyage finirait par être horriblement ennuyeux, et il modifia son plan [2]. On ne voit jamais de notre temps de carrosse à six chevaux, excepté dans quelques solennités. La fréquente mention de ces carrosses dans les vieux écrivains est en conséquence bien faite pour nous tromper. Nous attribuons à la magnificence ce qui, en réalité, était l'effet d'une très-désagréable nécessité. On voyageait avec six chevaux du temps de Charles II, parce qu'avec un plus petit nombre on risquait fort de rester dans le bourbier. Six chevaux n'étaient même pas toujours suffisants. Vanbrugh, dans la génération suivante, racontait avec beaucoup d'*humour* la manière dont un gentilhomme campagnard, nouvellement élu membre du parlement, s'était rendu à Londres. En cette occasion, les efforts de six chevaux, dont deux avaient été enlevés à la charrue, ne purent empêcher la voiture de famille d'être embourbée dans une fondrière.

Les voitures publiques s'étaient tout récemment beaucoup améliorées. Pendant les années qui suivirent immédiatement la restauration, une diligence faisait en deux jours le voyage de Londres à Oxford. Les voyageurs cou-

[1] *Loidis et Elmete.* — Marshall, *Économie rurale de l'Angleterre.* En 1739, Roderick Random vint d'Écosse sur un cheval de bât.

[2] Cotton, *Épître à J. Bradshaw.*

chaient à Beaconsfield. Enfin, au printemps de 1669, on essaya une grande et audacieuse innovation : on annonça qu'une voiture, qu'on nomma la *voiture volante*, ferait le voyage tout entier entre le lever et le coucher du soleil. Cette téméraire entreprise fut solennellement discutée et sanctionnée par les chefs de l'université, et semble avoir excité le même intérêt que l'ouverture d'un nouveau railway excite de nos jours. Le vice-chancelier, par un avertissement affiché dans tous les lieux publics, fixa l'heure et le lieu du départ. Le succès de l'expérience fut complet. A six heures du matin, la voiture partit de la vieille façade de *All Souls College*, et à six heures du soir, les aventureux *gentlemen* qui avaient consenti à courir les premiers périls furent déposés sains et saufs sur le seuil de leur hôtellerie, à Londres [1]. L'émulation de l'université rivale fut excitée, et bientôt après une diligence fut établie qui transportait en un jour les voyageurs de Cambridge à la capitale. A la fin du règne de Charles II, les diligences partaient de Londres pour les principales villes du royaume trois fois par semaine; mais aucune diligence et même aucune voiture de roulage ne paraît avoir été plus loin que York, au nord, et Exeter, à l'ouest. Une diligence faisait généralement cinquante milles en un jour pendant l'été, et un peu moins de trente en hiver; lorsque les routes étaient mauvaises et les nuits longues, les diligences de Chester, d'York et d'Exeter arrivaient à Londres en quatre jours pendant la belle saison, mais à la Noël, il leur fallait six jours pour y arriver. Les voyageurs, dont le nombre était de six, étaient tous placés dans l'intérieur de la voiture, car les accidents étaient si fréquents qu'il eût été dangereux de monter sur l'impériale. Le prix habituel était de deux pence et d'un demi-penny par mille en été, et d'un peu plus en hiver [2].

[1] *Vie d'Anthony à Wood*, par lui-même.

[2] Chamberlayne, *État de l'Angleterre*, 1684. Voyez aussi la liste des di-

Cette manière de voyager, qui semblerait aux Anglais du dix-neuvième siècle insupportablement lente, semblait à nos ancêtres merveilleusement et même dangereusement rapide. Dans un livre publié quelques mois avant la mort de Charles II, les diligences sont vantées comme bien supérieures à tous les autres véhicules que le monde eût connus. Leur vitesse est le sujet d'un panégyrique spécial, et est mise triomphalement en contraste par l'auteur avec la lenteur des postes du continent. Mais à ces éloges se mêlaient des plaintes et des invectives. Les intérêts de classes très-nombreuses avaient été gravement atteints par l'établissement des nouvelles diligences, et en outre, il ne manquait pas de gens disposés, selon la coutume, à crier par pure obstination et pure stupidité contre la récente innovation, tout simplement parce que c'était une innovation. On avançait donc avec chaleur que ce mode de transport serait fatal à la race chevaline et au noble talent de l'équitation; que la Tamise, qui avait été longtemps une importante pépinière de matelots, cesserait d'être la voie principale de communication de Londres à Windsor et à Gravesend; que les selliers et les éperonniers allaient être ruinés par centaines; que les nombreuses auberges où les voyageurs à cheval avaient l'habitude de s'arrêter seraient abandonnées et ne rapporteraient plus aucun revenu; que les nouvelles voitures étaient trop chaudes en été et trop froides en hiver; que les voyageurs étaient ennuyés par les malades et les enfants; que la voiture tantôt arrivait si tard à l'auberge qu'il était impossible d'avoir à souper, et tantôt partait de si bonne heure qu'il était impossible d'avoir à déjeuner. Pour toutes ces raisons, on proposait gravement de ne pas permettre aux diligences d'avoir plus de quatre chevaux, de partir plus d'une fois par semaine, et de faire

ligences et des chariots de roulage à la fin du livre intitulé : *Angliæ Metropolis*, 1690.

plus de trente milles par jour. On espérait que si ce règlement était adopté, tout le monde, à l'exception des boiteux et des malades, reviendrait à l'ancienne manière de voyager. Des pétitions exprimant des opinions de l'espèce de celles que nous venons d'énumérer furent présentées au conseil du roi par diverses compagnies de la cité de Londres, par diverses villes de province et par les juges de paix de divers comtés. Nous sourions de tout cela, mais il n'est pas impossible que nos descendants ne sourient à leur tour lorsqu'ils liront le récit de l'opposition que la cupidité et les préjugés ont faits aux progrès du dix-neuvième siècle [1].

En dépit des avantages qu'offraient les diligences, les hommes bien portants et vigoureux, et qui n'étaient pas embarrassés par un lourd bagage, préféraient souvent encore faire les longs voyages à cheval. Si le voyageur voulait aller rapidement, il relayait tout le long des grandes lignes de communication; et, à des distances convenables, il pouvait se procurer de nouveaux chevaux de selle et des guides. La dépense était de trois pence par mille pour chaque cheval, et de quatre pence pour le guide par chaque relais. De cette manière, et lorsque les routes étaient bonnes, il fut possible de voyager, pendant longtemps, aussi rapidement que par tous les autres moyens de transport connus en Angleterre, jusqu'à l'emploi de la vapeur. Il n'y avait pas encore de voitures de poste, et ceux qui voyageaient dans leurs propres voitures ne pouvaient, à volonté, se procurer des chevaux de relais. Le roi, toutefois, et les grands officiers de l'État, en avaient à leur service. Ainsi, Charles allait ordinairement en un jour de Whitehall à Newmarket, distance de cinquante-cinq milles environ, sur un pays

[1] *Raisons de John Cressel pour la suppression des diligences*, 1672. Ces raisons furent ensuite insérées dans un pamphlet intitulé : *Le grand intérêt de l'Angleterre exposé*, 1673. Les attaques de Cresset contre les diligences provoquèrent des réponses que j'ai consultées.

de plaines, et ce fait était regardé par ses sujets comme un exemple de grande rapidité. Evelyn fit le même voyage, en compagnie du lord trésorier Clifford. La voiture était traînée par six chevaux, qu'on changea deux fois, à Bishop-Stortford et à Chesterford. Les voyageurs arrivèrent à Newmarket à la nuit. Cette manière de voyager semble avoir été regardée comme un luxe réservé seulement aux princes et aux ministres [1].

Quelle que fût la route parcourue, les voyageurs couraient grand risque, à moins qu'ils ne fussent nombreux et bien armés, d'être arrêtés et pillés. Le voleur de grand chemin, ce type de brigand que notre génération ne connait que par les livres, se rencontrait sur toutes les routes principales. Les vastes étendues de terres en friche qui bordaient les grandes routes près de Londres étaient hantées spécialement par des pillards de cette espèce. La bruyère d'Hounslow, sur la grande route de l'Ouest, et les champs communaux de Finchley, sur la grande route du Nord, étaient peut-être les plus célèbres de ces lieux de rendez-vous des bandits. Les étudiants de Cambridge tremblaient lorsqu'ils approchaient de la forêt d'Epping, même en plein midi. Les marins qui venaient de toucher leur paye à Chatham étaient souvent obligés de laisser leur bourse à Gadshill, lieu célébré, près d'un siècle auparavant, par le plus grand des poëtes, comme le théâtre des brigandages de Poins et de Falstaff. Les autorités publiques paraissent avoir été très-souvent embarrassées de savoir quelle conduite elles devaient tenir avec ces pillards. Un jour, on annonçait, dans la Gazette, que plusieurs personnes, qu'on soupçonnait fortement être des voleurs de grands chemins, mais contre lesquelles on n'avait pas de preuves suffisantes, seraient exposées à Newgate, avec leurs chevaux et leurs habits de voyage, et on invitait tous ceux

[1] Chamberlayne, *État de l'Angleterre*, 1684. — North, Examen, 105. — Journal d'Evelyn, 3 et 10 octobre 1671.

qui avaient été volés à venir inspecter cette exhibition singulière. Une autre fois, on promettait publiquement son pardon à un voleur qui rapporterait quelques diamants bruts d'une immense valeur, qu'il avait dérobés en arrêtant la diligence de Harwich. Quelque temps après, il paraissait une autre proclamation avertissant les aubergistes que le gouvernement avait les yeux sur eux. Leur criminelle connivence, disait-on, permettait aux bandits d'infester les routes impunément. Ces soupçons n'étaient pas toujours dénués de base, ainsi que le prouvent les dernières paroles de plusieurs voleurs repentants de cette époque, qui paraissent avoir reçu des aubergistes des services à peu près semblables à ceux que le Boniface de Farquhar rendait à Gibbett [1].

Il était nécessaire au succès, et même à la sécurité d'un voleur de grands chemins, qu'il fût un cavalier hardi et habile, et que ses manières et son apparence fussent en parfait accord avec la beauté de son cheval. Il occupait donc, en conséquence, une position aristocratique dans la société des voleurs, fréquentait les cafés et les maisons de jeu à la mode, et pariait aux courses avec les gens de qualité [2] ; quelquefois même, il était de bonne famille, et avait reçu une bonne éducation. Un intérêt romanesque s'attachait donc et s'attache encore peut-être aux noms des voleurs de cette catégorie. Le vulgaire se délectait au récit de leurs crimes, de leurs entreprises audacieuses, des actes généreux, et témoignant d'un bon naturel, qu'il leur était arrivé d'accomplir parfois, de leurs amours, de leurs évasions merveilleuses, de leurs luttes désespérées, de leur mâle conte-

[1] Voyez *la Gazette de Londres*, 14 mai 1677, 4 août 1687, 5 décembre 1687. *Les derniers aveux* d'Augustin King, qui était le fils d'un éminent théologien, et qui avait été élevé à Cambridge, mais qui fut pendu à Colchester en mars 1688, sont extrêmement curieux.

[2] Aimwell. — Dites, Monsieur, ne vous ai-je pas vu au café de Will?
Gibbett. — Oui, Monsieur, et au café de White aussi. — (*Le Stratagème des beaux.*)

nance devant la cour de justice et sur l'échafaud. Ainsi, on racontait de William Nevison, le grand voleur du Yorkshire, qu'il levait un tribut sur tous les conducteurs de bestiaux du Nord, et qu'en retour de ce tribut, non-seulement il les épargnait, mais il les protégeait encore contre les autres voleurs; qu'il vous demandait votre bourse de la manière la plus polie; qu'il distribuait largement aux pauvres ce qu'il avait pris aux riches; que la clémence du roi lui avait une fois sauvé la vie, mais qu'ayant voulu tenter encore la destinée, il était mort à la fin sur la potence, à York, en 1685[1]. On racontait aussi comment Claude Duval, page français du duc de Richmond, s'était jeté sur les grandes routes, était devenu le capitaine d'une bande formidable, et avait eu l'honneur d'être nommé le premier, dans une proclamation royale contre les bandits célèbres; comment, à la tête de sa troupe, il arrêta la voiture d'une dame, dans laquelle se trouvait une somme de quatre cents livres, dont il ne prit que cent, à la condition que la dame, en échange du reste, voudrait bien danser avec lui une courante sur la bruyère; comment sa charmante galanterie séduisait le cœur de toutes les femmes, et comment son habileté au pistolet et à l'épée le rendait la terreur de tous les hommes; comment il fut enfin arrêté, en l'année 1670, lorsqu'il était pris de vin; comment des dames de haut rang le visitèrent en prison, et demandèrent sa grâce avec des larmes; comment le roi la lui aurait accordée sans l'opposition du juge Morton, la terreur des voleurs de grands chemins, qui menaça de donner sa démission si la loi n'était pas rigoureusement exécutée; comment enfin,

[1] Gent, *Histoire de York*. Un autre bandit de la même espèce, nommé Biss, fut pendu à Salisbury en 1695. Une ballade qui se trouve dans la Bibliothèque de Pepys le représente se défendant ainsi devant le juge : « Qu'en dites-vous maintenant, mon honoré seigneur ? — Quel mal y avait-il à cela ? — Les riches, opulents avares, étaient en horreur — à Biss, le brave au libre cœur. »

après l'exécution, le cadavre fut placé sur un catafalque entouré d'écussons, de cierges, de draperies funèbres et de gardiens, jusqu'à ce que le même juge, qui s'était opposé à la clémence royale, eût envoyé des officiers pour empêcher les funérailles[1]. Il y a, sans doute, dans ces anecdotes, beaucoup de faussetés, mais elles n'en sont pas moins dignes pour cela d'être rapportées, car la crédulité et l'empressement avec lesquels nos ancêtres accueillaient ces récits vrais ou faux est à la fois un fait historique authentique et un fait moral important.

Tous les dangers qui menaçaient les voyageurs doublaient avec les ténèbres. En conséquence, ils recherchaient un asile pour la nuit, et cet asile n'était pas difficile à trouver. Dès une époque très-reculée, les auberges d'Angleterre jouissaient d'une grande réputation. Le premier de nos grands poëtes a décrit tous les agréments qu'elles offraient aux pèlerins du quatorzième siècle. Les vastes chambres et les grandes écuries de l'auberge du *Tabard*, dans Southwark, pouvaient recevoir vingt-neuf personnes avec leurs chevaux. On y faisait bonne chère, et les vins étaient d'assez bonne qualité pour engager les convives à boire largement. Deux cents ans plus tard, sous le règne d'Élisabeth, William Harrison fit une description animée de l'abondance et du confort qu'on rencontrait dans les grandes hôtelleries. L'Europe continentale, disait-il, ne peut montrer rien de semblable. Il y avait certaines hôtelleries dans lesquelles deux ou trois cents personnes avec leurs chevaux pouvaient sans difficulté trouver à se loger. Les lits, les tapisseries, et par-dessus tout l'abondance, la propreté et la beauté du linge, étonnaient tout le monde. Les tables étaient souvent couvertes d'une argenterie de grand prix. Il y avait des enseignes qui avaient coûté trente ou quarante livres sterling. Au dix-septième siècle, l'An-

[1] Pope, *Mémoires de Duval*, publiés immédiatement après l'exécution. Oates, Εἰκὼν βασιλικὴ, part. I.

gleterre abondait en excellentes auberges de tout rang. Le voyageur trouvait quelquefois dans un petit village un cabaret comme ceux qu'a décrits Walton, où le pavé de briques était soigneusement frotté et lavé, où les murs étaient tapissés de ballades, où les draps de lit sentaient la lavande, et où l'on pouvait se procurer, pour un prix modique, un bon feu, un verre de bonne ale et un plat de truites fraiches pêchées au ruisseau voisin. Dans les hôtels plus relevés, on trouvait des lits tendus en soie, une cuisine recherchée et un vin de Bordeaux d'aussi bonne qualité que celui qu'on buvait à Londres [1]. Les hôteliers anglais, disait-on aussi, ne ressemblaient pas aux hôteliers des autres pays. Sur le continent, l'aubergiste se faisait le tyran de tous ceux qui venaient loger chez lui; en Angleterre il s'en faisait le serviteur. Nulle part un Anglais n'était plus à son aise, et en un mot plus chez lui que dans son auberge. Même les gens riches, qui dans leurs maisons pouvaient se procurer toute espèce de luxe, avaient souvent l'habitude de passer leurs soirées dans la salle de quelque hôtellerie du voisinage. Il semble qu'ils pensaient que nulle part ailleurs ils ne pouvaient jouir aussi parfaitement du bien-être et de la liberté. Ce sentiment fut, pendant plusieurs générations, une des singularités nationales. La liberté et la gaieté des auberges fournirent longtemps des sujets à nos romanciers et à nos auteurs dramatiques. Johnson déclarait qu'une taverne était le trône de la félicité humaine, et Shenstone se plaignait avec douceur que le voyageur ne trouvât sous aucun toit particulier, pas même sous celui d'un ami, un accueil aussi cordial que celui qu'il rencontrait dans une auberge.

On trouve dans nos hôtels modernes bien des commo-

[1] Voyez le prologue des *Contes de Canterbury*. — Harrison, *Description historique de la Grande-Bretagne*. — Pepys, *Récit de son excursion dans l'été de 1668*. L'excellence des auberges anglaises est vantée par le grand-duc Cosme.

dités qui, au dix-septième siècle, étaient inconnues à Hampton-Court et à Whitehall; cependant, et en résumé, le progrès de nos auberges n'a pas marché de pair avec le progrès de nos routes et de nos moyens de transport. Il n'y a là rien d'étonnant, car il est évident, toutes choses égales d'ailleurs, que pires seront les moyens de locomotion, et meilleures seront les auberges. A mesure que le voyage se fait plus vite, il devient moins important pour le voyageur de trouver des lieux de repos nombreux et commodes. Lorsqu'il y a cent soixante ans on venait d'un comté éloigné à la capitale, il fallait d'ordinaire prendre douze ou quinze repas et passer cinq ou six nuits en route. Si le voyageur était un homme considérable, il tenait à ce que la nourriture et le logement fussent confortables et même luxueux. Mais aujourd'hui nous allons d'York ou d'Exeter à Londres en une seule journée d'hiver. Il est donc très-rare qu'un voyageur s'arrête simplement pour le motif de se reposer ou de se rafraîchir. La conséquence de ce fait, c'est que des centaines d'excellentes auberges sont tombées dans le dernier abandon. Dans quelque temps d'ici, on ne trouvera plus de bonnes auberges que dans les lieux où les étrangers pourront être retenus par des motifs d'affaires ou de plaisir.

Le mode de transport des correspondances à cette époque pourrait peut-être exciter le dédain des générations présentes, mais il eût pu exciter l'admiration et l'envie des nations civilisées de l'antiquité et des contemporains de Cecil et de Raleigh. Un grossier et imparfait système de postes pour le transport des lettres avait été établi sous Charles I[er] et avait été emporté par la guerre civile. Le projet fut repris sous la république. Lors de la restauration, le revenu net de la poste aux lettres fut donné au duc d'York. Sur la plupart des routes, les malles-postes ne partaient et ne revenaient que tous les deux jours. On ne recevait les lettres qu'une

fois par semaine dans le pays de Cornouailles, dans les marais de Lincolnshire, dans les collines et près des lacs du Cumberland. Pendant les voyages du roi, des courriers partaient chaque jour de Londres pour l'endroit où séjournait la cour; on établissait aussi des communications quotidiennes entre Londres et les côtes, et on étendait quelquefois ce privilége à Bath et à Tunbridge-Wells, dans la saison où ces lieux étaient encombrés par les grands seigneurs. Les sacs aux lettres étaient portés par des cavaliers marchant nuit et jour, et faisant en moyenne cinq milles par heure[1].

Le revenu de cet établissement ne consistait pas seulement dans le prix perçu pour le transport des lettres. L'administration du *post office* avait seule le droit de fournir des chevaux de poste, et nous pouvons conclure du soin qu'on mettait à conserver ce monopole qu'il était productif[2]. Cependant, quand un voyageur avait attendu une heure sans qu'on lui eût fourni des chevaux, il pouvait en prendre où il en trouvait.

Faciliter les communications dans l'intérieur de la capitale ne fut pas à l'origine un des objets de l'administration des postes; mais, sous le règne de Charles II, un entreprenant citoyen de Londres, William Dockwray, établit à grands frais une poste à un penny, qui portait les lettres et les paquets six ou huit fois par jour dans les rues affairées et encombrées voisines de la Bourse, et quatre fois dans les faubourgs de la capitale. Comme d'habitude, on s'opposa très-vivement à ce progrès. Les commissionnaires se plaignirent que leurs intérêts étaient attaqués, et déchirèrent les placards qui annonçaient au public le nouveau projet. L'effervescence causée par la mort de Godfrey et la découverte des papiers

[1] Stat. 12, Car. II, c. 35. Chamberlayne, *État de l'Angleterre*, 1684. — *Angliæ Metropolis*, 1690. — *Gazette de Londres*, 22 juin 1685, 14 août 1687.

[2] *Gazette de Londres*, 14 septembre 1685.

de Coleman était alors à son comble. On cria donc que la poste à un penny était une invention papiste. Le grand docteur Oates, affirmait-on, avait donné à entendre que les jésuites étaient les instigateurs cachés de ce projet, et que si on examinait les sacs aux lettres, on les trouverait remplis de plans de trahison [1]. Aussitôt qu'il fut bien prouvé que la spéculation serait lucrative, le duc d'York s'en plaignit comme d'une infraction à son monopole, et les cours de justice décidèrent en sa faveur [2].

Le revenu de l'administration des postes était allé toujours en croissant depuis l'origine. L'année même de la restauration, un comité de la chambre des communes, après une investigation stricte, estima à vingt mille livres le revenu net de l'administration. Vers la fin du règne de Charles II, le revenu net était d'un peu moins de cinquante mille livres, et on regardait cette somme comme prodigieuse. Le revenu brut était d'environ soixante-dix mille livres. La taxe pour le transport d'une lettre simple était de deux pence pour quatre-vingts milles, et de trois pence pour une plus longue distance. Le droit de poste augmentait en proportion du poids [3]. Aujourd'hui, une lettre simple est transportée pour un penny jusqu'aux extrémités de l'Écosse et de l'Irlande, et le monopole des chevaux de poste a depuis longtemps cessé d'exister. Cependant la somme totale des recettes annuelles de cette administration ne s'élève pas à plus de dix-huit cent mille livres, et son revenu net à plus de sept cent mille livres. Il est donc impossible de douter que le nombre des lettres délivrées aujourd'hui ne soit soixante-dix fois plus fort qu'il n'était lors de l'avénement de Jacques II.

[1] Smith, *Nouvelles du jour*, 30 mars et 3 avril 1680.

[2] *Angliæ Metropolis*, 1690.

[3] Procès-verbaux des communes, 4 septembre 1660, 1er mars 1688-1689. — Chamberlayne, 684. — Davenant, *du Revenu public*, discours IV.

De tous les messages que transportaient les anciennes malles-postes, aucun n'était plus important que les nouvelles à la main. En 1685, il n'existait et il ne pouvait exister rien de semblable aux journaux quotidiens du Londres actuel. Le capital et l'habileté nécessaires pour la création de tels journaux manquaient complétement. La liberté manquait aussi, et son absence était aussi fatale à la presse que l'absence de capital et de talent. La presse, il est vrai, n'était pas à cette époque soumise à une censure générale. L'acte de licence, passé aussitôt après la restauration, avait légalement cessé d'exister en 1679. Toute personne pouvait imprimer, à ses risques et périls, un sermon, une histoire ou un poëme sans avoir besoin de l'autorisation préalable d'un officier public ; mais les juges étaient unanimement d'opinion que cette liberté ne s'étendait pas aux gazettes, et que, selon la loi commune de l'Angleterre, personne n'avait le droit de publier des nouvelles politiques sans l'autorisation de la couronne [1]. Tant que le parti whig fut encore redoutable, le gouvernement trouva bon de prêter la main à la violation de cette règle. On permit à un grand nombre de journaux : *le Protestant Intelligence*, *le Current Intelligence*, *le Domestic Intelligence*, le *True-News*, *le London-Mercury*, de paraître durant la grande bataille au sujet du bill d'exclusion [2]. Aucun de ces journaux n'était publié plus de deux fois par semaine. Ils ne se composaient que d'une seule petite feuille. Chacun d'eux ne contenait pas plus de matières dans l'espace d'un an que le *Times* n'en contient dans deux numéros. Après la défaite des Whigs, le roi ne crut pas devoir prolonger plus longtemps une liberté que tous les juges déclaraient dépendre indubitablement de sa volonté. A la fin de son règne, aucun

[1] *Gazette de Londres*, 5 et 17 mai 1680.

[2] Il y a une très-curieuse et, je crois, unique collection de ces journaux dans le *British Museum*.

journal ne put plus paraître sans sa permission, et cette permission fut exclusivement donnée à la *Gazette de Londres.* La *Gazette de Londres* paraissait seulement les lundis et les jeudis. Son contenu se composait généralement de quelque proclamation royale, de deux ou trois adresses tories, de l'avis de deux ou trois promotions, du récit d'une escarmouche entre les troupes impériales et les janissaires sur le Danube, du signalement d'un voleur de grands chemins, de l'annonce d'un grand combat de coqs concerté entre deux personnes de haut rang, et d'un avertissement promettant une récompense à celui qui ramènerait un chien égaré. Le tout faisait deux pages, d'un format très-moyen. Tout ce qu'elle communiquait au public sur des sujets de la plus haute importance était exprimé dans le style le plus maigre et le plus officiel. Quelquefois, il est vrai, lorsque le gouvernement était disposé à satisfaire la curiosité publique sur quelque affaire importante, un placard donnant de plus amples détails que la *Gazette* était publié ; mais ni la *Gazette* ni aucun placard supplémentaire ne contenaient d'autres informations que celles qu'il convenait à la cour de publier. Les débats parlementaires, les procès politiques les plus importants de notre histoire étaient couverts du plus profond silence [1]. Dans la capitale, les cafés suppléaient, jusqu'à un certain point, au journal. Les Londoniens y accouraient, comme autrefois les Athéniens sur la place publique, pour recueillir des nouvelles. Là on pouvait apprendre avec quelle brutalité un Whig avait été traité la veille dans Westminster-Hall, quels horribles récits faisaient les lettres venues d'Édimbourg des tortures infligées aux Covenantaires, de combien l'administration de la marine avait volé la couronne sur l'approvisionnement de la flotte, et quelles

[1] Par exemple, il n'y a pas un mot dans la *Gazette* touchant les importantes mesures parlementaires de novembre 1685, ni sur le procès et l'acquittement des sept évêques.

graves accusations avait portées le lord du sceau privé contre la trésorerie au sujet de l'impôt du fouage. Mais les gens qui vivaient loin du grand théâtre des disputes politiques ne pouvaient être régulièrement informés de ce qui se passait que par le moyen de nouvelles à la main. Rédiger ces nouvelles devint une profession comme c'en est une aujourd'hui parmi les indigènes de l'Inde. Le nouvelliste allait de café en café recueillir des faits, se glissait dans la cour d'assises d'Old-Bailey, s'il y avait quelque procès intéressant, et parvenait même peut-être à se glisser dans la galerie de Whitehall pour observer quel état de santé annonçait le visage du roi ou du duc d'York. Il parvenait ainsi à réunir les matériaux d'épitres hebdomadaires destinées à éclairer quelque ville de comté ou quelque cour de magistrats campagnards. Telles étaient les sources où les habitants des plus grandes cités provinciales et les grands corps de la *gentry* et du clergé puisaient toute leur connaissance de l'histoire de leur propre temps. Nous pouvons, sans témérité, supposer qu'à Cambridge il y avait autant de personnes désireuses de savoir ce qui se passait que dans toute autre ville du royaume ; et cependant, à Cambridge, pendant une grande partie du règne de Charles II, les docteurs en droit et les maitres ès-arts n'eurent d'autre moyen d'information que la *Gazette de Londres*. A la fin, on employa les services de l'un des nouvellistes de Londres. Ce fut un jour mémorable que celui où les premières nouvelles à la main, venues de Londres, furent déposées sur la table de l'unique café de Cambridge [1]. Les nouvelles à la main étaient attendues avec impatience à la résidence des gens riches de la campagne. Une semaine après leur arrivée, elles avaient été feuilletées par plus de vingt familles. Elles fournissaient aux *squires* du voisinage une ample matière de conversation pour

[1] Roger North, *Vie du docteur John North*. Au sujet des nouvelles à la main, voyez son *Examen* 133.

les soirées d'automne, et aux recteurs les sujets de sermons acerbes contre le whiggisme et le papisme. Un chercheur actif pourrait sans doute découvrir un grand nombre de ces papiers dans les archives des vieilles familles. On en trouve quelques-uns dans nos bibliothèques publiques, et nous aurons surtout l'occasion, dans le cours de cet ouvrage, d'en citer un recueil qui n'est pas la partie la moins précieuse des trésors littéraires rassemblés par sir James Mackintosh [1].

Il est presque inutile de dire qu'il n'y avait pas de journaux de province. Il existait à peine une imprimerie dans tout le royaume, Londres et les deux universités exceptés. York paraît avoir possédé la seule presse qu'il y eût en Angleterre au nord de la Trent [2].

Ce n'était pas seulement au moyen de la *Gazette de Londres* que le gouvernement essayait d'inculquer au peuple sa politique. Ce journal ne contenait que quelques maigres nouvelles sans commentaires. Un autre journal, publié sous le patronage de la cour, se composait d'articles politiques sans nouvelles. Ce journal, intitulé *l'Observateur*, était édité par un vieux pamphlétaire tory, nommé Roger Lestrange. Lestrange ne manquait ni de facilité ni de finesse, et sa diction, bien que grossière et défigurée par un jargon et un bavardage vulgaires, qui passaient alors pour du bel esprit dans les

[1] Je saisis cette occasion d'exprimer ma vive reconnaissance à la famille de mon cher et honorable ami sir James Mackintosh, pour m'avoir confié les matériaux qu'il avait réunis à une époque où il méditait une œuvre semblable à celle que j'ai entreprise. Je n'ai jamais vu, et je ne crois pas qu'il existe nulle part, sous le même volume, une aussi belle collection d'extraits d'archives politiques et privées. Le jugement avec lequel sir James choisissait ce qui était précieux, et rejetait ce qui était inutile dans ses recherches historiques, ne peut être apprécié que par celui qui a travaillé après lui dans la même mine.

[2] *Vie de Thomas Gent*. On trouvera dans Nichols, *Anecdotes littéraires du dix-huitième siècle*, une liste complète de toutes les imprimeries existantes en 1724. En quelques années, le nombre des presses s'était beaucoup accru, et cependant il y avait trente-quatre comtés où il n'existait pas une imprimerie, et le comté de Lancastre était du nombre.

tavernes et les foyers de théâtre, n'était pas sans mordant et sans vigeur. Mais sa nature à la fois féroce et ignoble perçait dans chacune des lignes qui sortaient de sa plume. A l'époque où les premiers numéros de *l'Observateur* parurent, cette acrimonie pouvait jusqu'à un certain point être excusée. Les Whigs étaient alors tout-puissants, et il avait à lutter contre des adversaires nombreux dont la violence sans scrupules pouvait justifier des représailles impitoyables. Mais en 1685, l'opposition était écrasée. Un esprit généreux aurait dédaigné d'insulter un parti qui ne pouvait pas répondre, et aurait évité d'aggraver les malheurs de prisonniers, d'exilés, de familles privées de leurs chefs; mais le tombeau n'était pas un abri et les maisons en deuil un sanctuaire contre la méchanceté de Lestrange. Dans le dernier mois du règne de Charles II, un pasteur dissident, très-âgé et de grande réputation, nommé William Jenkyn, qui avait été cruellement persécuté pour le seul crime d'avoir adoré Dieu selon le culte généralement adopté par toute l'Europe protestante, mourut de misère et de privations dans la prison de Newgate. L'expression spontanée de la sympathie populaire ne put être réprimée; le cadavre fut accompagné au tombeau par une escorte de cent cinquante voitures. Les courtisans eux-mêmes furent attristés, et l'insouciant monarque donna quelques signes de regret. Lestrange seul poussa un hurlement de triomphe sauvage, se moqua de la compassion puérile des *Equilibreurs*, déclara que ce vieux blasphémateur et imposteur avait subi un juste châtiment, et jura de déclarer à tous les faux saints et à tous les faux martyrs, non-seulement une guerre à mort, mais une guerre qui se poursuivrait jusqu'après la mort [1]. Tel était l'esprit du journal qui était à cette époque l'organe du parti tory, et spécialement du clergé paroissial.

[1] *L'Observateur*, 29 et 31 janvier 1685. — Calamy, *Vie de Baxter*. — *Mémorial non-conformiste*.

Les quelques publications littéraires qui pouvaient être transportées par la poste formaient alors la plus grande partie de la nourriture intellectuelle des ministres et des magistrats de campagne. La difficulté et la dépense de transport de gros paquets étaient si grandes, qu'une œuvre de quelque étendue mettait plus longtemps à aller de Paternoster-Row, dans le Devonshire ou le Lancashire, qu'elle n'en met aujourd'hui à parvenir dans le Kentucky. Nous avons déjà fait remarquer combien un presbytère de campagne était médiocrement pourvu de livres, même des plus nécessaires à un théologien. Les bibliothèques de la *gentry* n'étaient pas mieux montées. Peu de représentants des comtés avaient des bibliothèques aussi bien fournies que celles qu'on pourrait trouver de nos jours dans les appartements des domestiques de grandes maisons, ou dans l'arrière-salon d'un petit boutiquier. Un *squire* passait auprès de ses voisins pour un grand érudit, s'il avait dans l'encoignure de sa fenêtre, pêle-mêle avec ses lignes à pêcher et ses fusils de chasse, *Hudibras*, *la Chronique* de Baker, *les Bons Mots* de Tarlton et *les Sept Champions de la chrétienté*. Il n'existait nulle part, même dans la capitale, de cabinets de lecture et de sociétés littéraires; mais les étudiants qui n'avaient pas les moyens d'acheter beaucoup de livres avaient une autre ressource. Les boutiques des grands libraires, près du cimetière de Saint-Paul, étaient remplies, tout le long du jour, par une foule de lecteurs, et on permettait souvent à un habitué connu d'emporter un livre chez lui. Dans la campagne, cette facilité n'existait pas, et chacun y était dans la nécessité d'acheter les livres qu'il voulait lire [1].

[1] Cotton semble nous dire, dans son *Pêcheur*, que sa bibliothèque se trouvait placée tout entière dans l'encoignure de sa fenêtre; et Cotton était un homme de lettres. A l'époque du voyage de Franklin à Londres, les cabinets de lecture étaient inconnus. La foule qui se pressait chez les libraires du

Quant à la châtelaine et à ses filles, leur bibliothèque se composait d'un livre de prières et d'un livre de ménage; mais, à la vérité, elles ne perdaient rien à vivre dans cette solitude rustique, car, même dans les rangs les plus élevés et dans les conditions les plus favorables au développement intellectuel, les femmes anglaises de cette génération étaient incontestablement les moins instruites qu'on eût vues depuis la renaissance des lettres. A une époque antérieure, elles étudiaient les chefs-d'œuvre du génie antique. Aujourd'hui, elles accordent peu d'attention aux langues mortes; mais, en revanche, les langues de Pascal et de Molière, de Dante et de Tasse, de Gœthe et de Schiller, leur sont familières, et il n'est pas d'anglais plus pur et plus gracieux que celui que parlent et écrivent de nos jours les femmes bien élevées. Mais, pendant la dernière moitié du dix-septième siècle, la culture de l'esprit chez les femmes paraît avoir été entièrement négligée. Quand une demoiselle avait les moindres notions superficielles de littérature, elle était regardée comme un prodige. Des dames très-bien nées, très-bien élevées et d'un esprit vif par nature, étaient souvent incapables d'écrire une ligne dans leur langue maternelle sans faire des solécismes et des fautes d'orthographe que rougirait aujourd'hui de commettre une petite fille des écoles de charité [1].

Ce fait s'explique aisément. Une licence extravagante, conséquence naturelle d'une austérité extravagante, était alors à la mode, et la licence avait produit ses effets or-

quartier de Little-Britain est mentionnée par R. North, dans la *Vie* de son frère John.

[1] Un exemple suffira. La reine Marie avait d'excellentes dispositions naturelles, avait été élevée par un évêque, aimait passionnément l'histoire et la poésie, et était regardée, par des hommes éminents, comme une femme supérieure. Il y a, dans la bibliothèque de La Haye, une superbe Bible anglaise qui lui fut donnée à son couronnement, à Westminster-Abbey ; sur la page du titre se trouvent ces mots écrits de sa propre main : « *This book was given the king and I, at our crounation. Marie R.* »

dinaires, c'est-à-dire la dégradation morale et intellectuelle des femmes. Il était de bon ton de rendre à leur beauté personnelle un hommage impudent et grossier; mais l'admiration et le désir qu'elles inspiraient étaient rarement unis au respect, à l'affection ou à tout autre sentiment chevaleresque. Les qualités qui pouvaient faire d'elles des compagnes, des confidentes, des amies pleines de bons conseils, repoussaient plutôt qu'elles n'attiraient les libertins de Whitehall. A cette cour, une fille d'honneur qui savait s'habiller de manière à faire valoir un beau sein, qui savait lancer des œillades significatives, qui dansait voluptueusement, qui excellait en réparties impertinentes, qui n'avait pas honte de badiner avec les gentilshommes de la chambre du roi et les capitaines des gardes, de chanter des vers équivoques avec une expression sournoise, de se déguiser en page pour quelque mascarade, était plus sûre d'être recherchée et admirée, d'être honorée des attentions royales, et de trouver un mari noble et riche, que ne l'eussent été Jane Grey ou Lucy Hutchinson. Dans de telles circonstances, le niveau du développement intellectuel, chez les femmes, était nécessairement bas, et il était plus dangereux d'être au-dessus qu'au-dessous de ce niveau. L'extrême ignorance et l'extrême frivolité étaient regardées comme plus convenables, chez une femme, que la plus légère teinte de pédanterie. De ces femmes trop célèbres, dont nous admirons encore les portraits à Hampton-Court, très-peu lisaient des choses plus sérieuses que des acrostiches, des épigrammes et des traductions de la *Clélie* et du *Grand Cyrus*.

Les connaissances littéraires, même des hommes les plus accomplis de cette génération, semblent avoir été moins solides et moins profondes qu'elles ne l'étaient avant cette époque, et qu'elles ne l'ont été depuis. L'étude du grec, à tout le moins, ne florissait pas chez nous à l'époque de Charles II, comme elle florissait avant la guerre civile, et comme elle a fleuri de nouveau longtemps

après la révolution. Il y avait incontestablement alors des érudits à qui toute la littérature grecque, depuis Homère jusqu'à Photius, était familière; mais ces érudits se rencontraient presque exclusivement dans le clergé résidant aux universités, et même là, ils étaient peu nombreux et assez mal appréciés. A Cambridge, on ne regardait pas du tout comme nécessaire qu'un théologien pût lire les évangiles dans l'original. Le niveau d'érudition d'Oxford n'était pas plus élevé [1]. Lorsque, sous le règne de Guillaume III, le collége de *Christ-Church* se leva tout entier comme un seul homme pour défendre l'authenticité des épîtres de Phalaris, ce grand collége, alors considéré comme le foyer principal de la science philologique dans le royaume, ne put montrer même la somme de connaissances en langue grecque que possèdent aujourd'hui bien des jeunes gens dans toutes nos grandes écoles publiques. On peut aisément supposer qu'une langue morte, négligée aux universités, n'était pas fort étudiée par les gens du monde. A une époque antérieure, la poésie et l'éloquence de la Grèce avaient fait les délices de Falkland et de Raleigh; à une époque postérieure, elles firent les délices de Pitt et de Fox, de Windham et de Grenville; mais durant la dernière partie du dix-septième siècle, il y avait à peine en Angleterre un homme d'État éminent qui pût prendre du plaisir à lire une page de Sophocle ou de Platon.

Les bons latinistes étaient nombreux. Le langage de Rome n'avait pas encore entièrement perdu sa domination, et dans bien des pays de l'Europe, il était encore presque absolument nécessaire au voyageur ou au négociateur diplomatique. Parler parfaitement le latin était donc un talent beaucoup plus commun que de nos jours, et ni Oxford, ni Cambridge,

[1] Roger North nous raconte que son frère Jean, qui était professeur de grec à Cambridge, se plaignait amèrement de la négligence qu'apportait généralement le clergé à l'étude de cette langue.

ne manquaient de poëtes capables de venir déposer au pied du trône, dans les occasions solennelles, d'heureuses imitations des vers dans lesquels Virgile et Ovide ont célébré la grandeur d'Auguste.

Cependant, la langue latine commençait à céder la place à une plus jeune rivale. La France réunissait à cette époque tous les genres de supériorité. Sa gloire militaire était à son apogée; elle avait vaincu de formidables coalitions, dicté des traités, subjugué de grandes cités et de grandes provinces, forcé l'orgueil castillan à lui céder le pas, obligé les princes italiens à s'humilier à ses pieds. Son autorité était suprême dans toutes les matières de bon ton, depuis le duel jusqu'au menuet; c'était elle qui décidait de la coupe de l'habit d'un gentilhomme, de la longueur de sa perruque; qui décidait si les talons de ses souliers devaient être élevés ou bas; si le galon de son chapeau devait être large ou étroit. En littérature, elle donnait des lois au monde; la renommée de ses grands écrivains remplissait l'Europe. Aucune autre nation ne pouvait montrer un poëte tragique égal à Racine, un poëte comique égal à Molière, un poëte badin aussi agréable que La Fontaine, un orateur aussi puissant que Bossuet. La splendeur littéraire de l'Italie et de l'Espagne s'était éteinte; celle de l'Allemagne ne s'était pas encore levée. Le génie des hommes éminents qui faisaient l'ornement de Paris brillait donc avec un éclat qui s'augmentait encore par le contraste. La France exerçait alors sur le genre humain un empire que la république romaine elle-même n'exerça jamais; car pendant que Rome était prédominante politiquement, elle était en littérature l'humble élève de la Grèce. La France avait à la fois sur les contrées voisines, et l'ascendant que Rome avait sur la Grèce, et l'ascendant que la Grèce avait sur Rome. Le français devenait de plus en plus la langue universelle, la langue de la haute société, la langue de la diplomatie. Dans plusieurs cours étrangères, les princes

et les nobles le parlaient avec plus de propriété d'expressions et d'élégance que la langue de leur pays. Dans notre île, cette servilité fut moindre que sur le continent ; ni nos bonnes ni nos mauvaises qualités ne furent jamais celles des imitateurs. Cependant, même chez nous, cet hommage fut payé à la suprématie littéraire de nos voisins, quoique bien gauchement et comme à contre-cœur. Le mélodieux toscan, si familier aux courtisans et aux dames de la cour d'Élisabeth, tomba dans le mépris. Un *gentleman* qui citait Horace ou Térence dans la bonne compagnie était considéré comme un emphatique pédant ; mais farcir sa conversation de bouts de phrases françaises était la meilleure preuve qu'on pût donner de ses talents et de ses connaissances [1]. De nouvelles règles de critique, de nouveaux modèles de style devinrent à la mode. L'affectation d'ingénuité qui avait déparé les vers de Donne, et jeté une légère tache sur ceux de Cowley, disparut de notre poésie. Notre prose devint moins majestueuse, moins artistement enroulée, moins variée dans sa musique que celle d'une époque précédente, mais plus lucide, plus facile, mieux faite pour la controverse et le récit. Il est impossible de ne pas reconnaître dans ces changements l'influence des préceptes français et des modèles français. De grands maîtres de notre langue, dans leurs compositions les plus élevées, affectaient de se servir de mots français quand ils avaient à leur disposition, pour exprimer la même idée, des mots tout aussi expressifs et tout aussi mélodieux [2]. On importa aussi de France la tragédie en vers rimés, plante exotique qui languit sur notre sol et se dessécha bientôt.

[1] Butler, dans une satire d'une grande amertume, dit : «Car bien que lâcher au hasard des mots grecs et latins compose la rhétorique des pédants futiles et vaniteux, parler le français est chose méritoire.»

[2] L'exemple le plus choquant dont je me souvienne se trouve dans un poëme de Dryden, qui certes ne pouvait faire valoir l'excuse de l'impuissance,

Il eût été bien que nos écrivains eussent également imité la décence qu'observaient, à quelques rares exceptions près, leurs grands contemporains français; car la licence des comédies, des satires, des poésies et des romans de cette époque, est une tache pour notre renommée nationale. On peut aisément remonter à la source du mal. Les beaux esprits et les puritains n'avaient jamais été ensemble dans de bons termes. Il n'y avait aucune sympathie entre ces deux classes d'hommes. Ils voyaient la vie humaine sous un point de vue et sous un jour tout différents. Ce qui faisait le bonheur des uns faisait le tourment des autres. Les jeux les plus innocents de l'imagination semblaient un crime au rigoriste sévère. La solennité des pieux frères fournissait en revanche d'amples sujets de persiflage aux natures légères et portées au plaisir. Depuis la réformation jusqu'à la guerre civile, presque tous les écrivains doués du sentiment du ridicule avaient saisi toutes les occasions d'attaquer ces saints à cheveux plats, nasillards, pleurnicheurs, qui prenaient dans le livre de Néhémie les noms de baptême de leurs enfants, qui grommelaient à la vue de Jack sous la feuillée et regardaient comme une impiété de manger du *plum porridge* le jour de Noël. A la fin, il vint un temps où les rieurs devinrent graves à leur tour. Les gauches et rigides dévots, après avoir fourni le sujet de beaucoup de bonnes plaisanteries à deux générations entières, se levèrent en armes, remportèrent la victoire, gouvernèrent, et foulèrent sous leurs pieds avec un rire amer la foule des railleurs. Ils rendirent avec cette malice sombre et implacable,

pour justifier ses emprunts de mots à une langue étrangère, sur le couronnement de Charles II:

Hither in summer evenings you repair
To taste the *fraîcheur* of the cooler air.

« Là vous vous retirez dans les soirs d'été, pour jouir de la *fraîcheur* de l'air plus *frais*. »

particulière aux bigots, qui prennent leur rancune pour une vertu, les blessures que leur avait faites une gaie et pétulante malice. Les théâtres furent fermés et les acteurs fouettés; la presse fut placée sous la surveillance d'austères censeurs; les muses furent bannies de leurs asiles favoris, Cambridge et Oxford. Cowley, Crashaw et Cleveland furent cassés de leurs fonctions universitaires. Le jeune candidat aux honneurs académiques n'eut plus à écrire des épîtres à la façon d'Ovide, ou des pastorales à la façon de Virgile, mais il était interrogé sévèrement par un synode de sombres supralapsaires, sur le jour et l'heure où il avait senti s'opérer en lui la seconde naissance. Un tel système fut naturellement fertile en hypocrisies. Sous les vêtements austères et les visages d'une sévérité composée se cachèrent, pendant des années, d'excessifs désirs de libertinage et de vengeance. Enfin ces désirs furent satisfaits; la restauration émancipa les esprits d'un joug qui était devenu insupportable. Le vieux combat recommença, mais avec une animosité toute nouvelle : ce ne fut plus alors un combat pour rire, mais une guerre à mort. Les Têtes rondes n'avaient pas à attendre, de ceux qu'ils avaient persécutés, plus de pitié que n'en doit attendre le marchand d'esclaves, d'insurgés qui portent encore les marques de ses colliers de fer et de ses coups de fouet.

La guerre entre le bel esprit et le puritanisme devint bientôt une guerre entre le bel esprit et la moralité. L'hostilité excitée par une grotesque caricature de la vertu n'épargna pas la vertu elle-même. Tout ce que le bigot Tête ronde avait respecté fut insulté; tout ce qu'il avait proscrit devint en faveur. Parce qu'il avait eu des scrupules trop puérils, tous les scrupules furent tournés en dérision; parce qu'il avait couvert ses faiblesses du masque de la dévotion, les vices les plus scandaleux furent étalés sous les yeux du public avec une cynique impudence; parce qu'il avait puni l'amour illicite avec

une sévérité barbare, la pureté virginale et la fidélité conjugale devinrent un sujet de plaisanteries. A ce béat jargon, shibboleth du Puritain, on opposa un autre jargon non moins absurde et beaucoup plus odieux. Comme le Puritain n'ouvrait jamais la bouche sans parler le langage des Écritures, cette nouvelle race de beaux esprits et d'élégants n'ouvrait jamais la sienne sans lâcher des obscénités dont aurait rougi un portefaix, et sans proférer quelque Dieu me damne, Dieu me confonde, Dieu m'anéantisse.

Il n'est donc pas étonnant que notre littérature, réapparaissant avec la restauration de l'ancien régime politique et religieux, ait été profondément immorale. Quelques hommes éminents, qui appartenaient à une époque précédente et meilleure, furent exempts de la contagion régnante. Les vers de Waller respiraient les sentiments qui avaient animé une génération plus chevaleresque. Cowley, distingué et comme royaliste et comme poëte, éleva courageusement la voix contre l'immoralité qui déshonorait à la fois les lettres et le royalisme. Un poëte bien plus puissant que ces derniers, éprouvé à la fois par la souffrance, la pauvreté, le danger, le dédain et la cécité, méditait, sans se laisser troubler par l'obscène tumulte qui faisait tapage autour de lui, un chant si sublime et si saint, qu'il eût pu sortir des lèvres mêmes de ces vertus éthérées qu'il vit, avec cet œil intérieur que ne peut obscurcir aucune calamité, jeter sur le pavé de marbre leurs couronnes d'or et d'amarante. Le vigoureux et fertile génie de Butler, s'il n'échappa pas entièrement à la contagion régnante, n'en fut que légèrement atteint. Mais ces hommes avaient été élevés au milieu d'un monde qui avait disparu : ils cédèrent bientôt la place à une nouvelle génération de beaux esprits, dont le trait caractéristique, depuis Dryden jusqu'à Durfey, est une licence sans entrailles, inaccessible à la honte, fanfaronne, dépourvue à la fois d'élégance et d'humanité.

L'influence de ces écrivains fut nuisible sans doute, moins nuisible cependant qu'elle l'eût été si leur dépravation eût été moins complète. Le poison qu'ils versaient était si violent, qu'en peu de temps le public repoussa avec dégoût la coupe qu'ils lui offraient. Aucun de ces écrivains ne connaissait l'art d'associer les images du plaisir illicite avec tous les sentiments nobles et élevés ; aucun d'eux ne savait qu'une certaine décence est nécessaire même à la volupté ; que la draperie peut être plus séduisante que la nudité, et que l'imagination peut être bien plus fortement excitée par de délicates secousses qui la poussent en dehors d'elle-même et la font voyager, que par de grossières descriptions qui la laissent dans un état passif.

L'esprit de la réaction antipuritaine remplit presque toute la littérature du règne de Charles II ; mais c'est dans le drame comique que se trouve la quintessence de cet esprit. Les théâtres, fermés par les fanatiques au jour de leur puissance, furent de nouveau encombrés après leur réouverture. De nouvelles et plus puissantes séductions furent ajoutées aux anciennes. Une mise en scène, des costumes, des décorations, qui de nos jours paraîtraient misérables ou absurdes, mais qui auraient paru singulièrement magnifiques aux hommes qui, dans les premières années du dix-septième siècle, venaient s'asseoir sur les sales banquettes du théâtre de l'Espérance ou sous le toit de chaume du théâtre de la Rose, éblouissaient les yeux de la multitude. A la fascination de l'art vint se joindre la fascination du beau sexe, et le jeune spectateur vit, avec des émotions inconnues aux contemporains de Shakspeare et de Johnson, les tendres et piquantes héroïnes du drame représentées par de jolies femmes. Dès le jour de leur réouverture, les théâtres devinrent des écoles de vice, et le mal se propagea de lui-même. La licence des représentations éloigna du théâtre tous les gens honnêtes. Les spectateurs dissolus et frivoles qui le fréquentaient exigeaient chaque année

des stimulants de plus en plus violents. Ainsi les artistes corrompirent les spectateurs et les spectateurs les artistes, jusqu'à ce qu'enfin la turpitude du théâtre s'éleva à un tel point, qu'elle put étonner tous ceux qui ne savent pas que l'extrême relâchement est l'effet naturel de l'extrême contrainte, et qu'une époque d'hypocrisie est, par une conséquence logique, suivie d'une époque d'impudence.

Rien n'est plus caractéristique de cette époque que le soin minutieux que prenaient les poëtes de mettre tous leurs vers les plus libertins dans la bouche des femmes. La partie de son œuvre où le poëte prenait les plus grandes licences était l'épilogue. Ils étaient toujours récités par l'actrice en faveur, et rien ne charmait autant l'auditoire que d'entendre des vers grossièrement indécents tomber des lèvres d'une jeune fille qu'on supposait n'avoir pas encore perdu son innocence [1].

Notre théâtre à cette époque emprunta souvent des caractères et des fables dramatiques à l'Espagne, à la France et aux vieux maîtres anglais; mais nos dramaturges souillaient tout ce qu'ils touchaient. Dans leurs imitations, les demeures des nobles et fiers gentilshommes castillans de Calderon devinrent des repaires de vices, la Viola de Shakspeare une entremetteuse, le Misanthrope de Molière un ravisseur, son Agnès une femme adultère : il n'y avait rien de pur et d'héroïque qui ne devînt sale et ignoble en passant par ces sales et ignobles esprits.

Tel était l'état du drame, et le drame était le genre littéraire qui rapportait les plus grands bénéfices aux poëtes. La vente des livres était si minime qu'un auteur, même du plus grand nom, ne pouvait attendre de ses meilleurs écrits que les moyens de ne pas mourir de faim. Il n'est pas d'exemple plus frappant de ce fait que le sort des fables de Dryden, sa dernière production. Ce volume fut publié à l'époque où Dryden était universellement re-

[1] Jeremy Collier a censuré cette odieuse habitude avec sa force et sa pénétration habituelles.

connu le plus grand des poëtes anglais vivants. Il contient environ douze mille vers. La versification en est admirable, les récits et les descriptions en sont pleins de vie. Aujourd'hui encore, *Palamon et Arcite*, *Cimon et Iphigenie*, *Theodore et Honoria*, font les délices à la fois des critiques et des écoliers. Il renferme aussi *la Fête d'Alexandre*, la plus belle ode qu'il y ait dans notre langue. Dryden ne reçut pour ses droits d'auteur que deux cent cinquante livres sterling, somme inférieure à celle dont deux articles de revue ont été quelquefois payés de notre temps[1]. Et cependant le marché ne semble pas avoir été mauvais, car l'édition s'écoula lentement, et on n'eut besoin d'en faire une nouvelle que dix ans après la mort de l'auteur. En écrivant pour le théâtre, il était facile de gagner beaucoup plus d'argent sans se donner autant de mal. Une seule pièce rapporta à Southern sept cents livres[2]. Le succès de *Don Carlos* retira Otway de la mendicité et lui donna une opulence temporaire[3]. Shadwell retira cent trente livres d'une seule représentation du *Gentilhomme d'Alsace*[4]. En conséquence, tout homme obligé de vivre de sa plume écrivait des pièces de théâtre, qu'il eût ou non une vocation particulière pour ce genre littéraire : il en fut ainsi de Dryden. Comme poëte satirique, il avait égalé Juvénal; comme poëte didactique, il aurait pu peut-être, avec du travail et de la méditation, rivaliser avec Lucrèce. S'il n'était pas le plus sublime des poëtes lyriques, il en était le plus brillant et le plus émouvant. Mais la nature, qui lui avait prodigué tant et de si rares dons, lui avait refusé la faculté dramatique. Il dépensa néanmoins dans des compositions dramatiques toute la force de ses meilleures années. Il avait trop de jugement pour ne pas s'apercevoir que la

[1] Le traité se trouve dans l'édition de Dryden par sir Walter Scott.

[2] Voyez la *Vie de Southern*, par Shiels.

[3] Voyez Rochester, *Épreuves des poëtes*.

[4] *Mémoire sur le théâtre*.

puissance de faire saillir des caractères au moyen du dialogue était chez lui très-incomplète. Il faisait de son mieux pour cacher cette insuffisance, tantôt par des incidents inattendus et amusants, tantôt par des vers harmonieux, d'autres fois par des tirades magnifiques, d'autres fois encore par des obscénités trop bien assorties au goût d'un parterre licencieux et impie. Malgré tout cependant, il n'obtint jamais aucun succès égal à ceux de certains hommes qui lui étaient bien inférieurs en talent. Il se regardait comme très-heureux s'il retirait cent guinées d'une de ses pièces de théâtre; maigres profits, mais très-probablement plus grands que ceux qu'il aurait retirés d'une autre œuvre où il aurait employé la même quantité de temps et de travail[1].

La rémunération que les beaux esprits de cette époque retiraient de leurs œuvres était si petite qu'ils étaient dans la nécessité d'augmenter leurs revenus en levant des contributions sur les grands. La maison de tout lord riche et généreux était empestée d'auteurs si importuns dans leurs demandes et si abjects dans leurs flatteries, qu'ils nous sembleraient aujourd'hui des êtres impossibles. Un écrivain qui dédiait son œuvre à quelque grand seigneur attendait en récompense une bonne somme de la part de son patron, et le présent qu'il obtenait ainsi pour la dédicace d'un livre était souvent beaucoup plus considérable que le prix donné pour le manuscrit. Aussi, les livres étaient-ils très-souvent imprimés pour l'unique raison de les dédier à quelque grand seigneur. Ce trafic de flatteries produisit les effets qu'on pouvait en attendre. L'adulation, portée aux dernières limites de l'absurdité et quelquefois même de l'impiété, ne fut plus considérée comme une honte pour le poëte. Le monde n'exigeait de lui ni indépendance, ni véracité, ni respect de lui-même. En réalité, le poëte

[1] *Vie de Southern,* par Shiels.

occupait dans l'échelle morale un rang intermédiaire entre l'entremetteur et le mendiant.

Vers la fin du règne de Charles II, la plus sauvage intempérance de l'esprit de parti vint s'ajouter encore aux autres vices qui déshonoraient le caractère de l'homme de lettres. Les beaux esprits, poussés par leur vieille haine pour le puritanisme, s'étaient jetés en masse dans le parti de la cour, dont ils furent d'utiles alliés. Dryden, en particulier, avait rendu de grands services au gouvernement. Son *Absalon et Achitophel*, la plus remarquable satire des temps modernes, avait étonné la capitale, s'était répandu avec une rapidité inouïe dans les districts ruraux, et avait, partout, fait un mal terrible aux Exclusionistes et relevé le courage des Tories. Mais l'admiration très-naturelle que nous ressentons pour la beauté de la diction et de la versification ne doit pas nous faire oublier la grande distinction entre le bien et le mal. On peut appeler diabolique l'esprit dont Dryden et quelques-uns de ses confrères étaient à cette époque animés contre les Whigs. Les juges et les shérifs serviles de ces mauvais jours étaient impuissants à verser le sang aussi rapidement que les poëtes le réclamaient. Demandes de nouvelles victimes, plaisanteries hideuses sur la pendaison, menaces acerbes contre ceux qui, après avoir soutenu le roi à l'heure du danger, le suppliaient d'agir avec clémence et générosité envers ses ennemis vaincus, tout cela était publiquement récité sur le théâtre, et, pour que rien ne manquât à cette coupable infamie, récité par des femmes qui, ayant depuis longtemps appris à mettre de côté toute pudeur, apprenaient maintenant à mettre de côté toute compassion [1].

C'est un fait remarquable que, tandis que la littéra-

[1] Si quelque lecteur trouve mes expressions trop sévères, je l'engage à lire l'*épilogue du Duc de Guise* de Dryden, et d'observer que cet épilogue était récité par une femme.

ture légère de l'Angleterre devenait ainsi une peste et une honte nationales, le génie anglais accomplissait dans la science une révolution qui, jusqu'à la fin des temps, sera comptée au nombre des plus grandes victoires de l'esprit humain. Bacon avait jeté la bonne semence sur un sol paresseux et dans une saison peu propice. Il ne s'attendait pas à une moisson précoce, et, dans son dernier testament, il léguait solennellement sa renommée au siècle suivant. Durant toute une génération, sa philosophie avait pris racine et mûri lentement dans quelques solides esprits, au milieu des tumultes, des guerres et des proscriptions. Tandis que les factions luttaient l'une contre l'autre pour obtenir la domination, un petit groupe de sages, se détournant de la lutte avec un dédain bien inspiré, s'étaient voués à la tâche plus noble d'étendre le pouvoir de l'homme sur la matière. Aussitôt que la tranquillité fut rétablie, ces éducateurs de l'esprit humain trouvèrent un auditoire attentif; car la discipline par laquelle avait passé la nation avait bien disposé l'esprit public à recevoir la doctrine baconienne. Les troubles civils avaient stimulé les facultés des classes lettrées, et leur avaient donné une activité inquiète et une curiosité insatiable sans précédents dans notre histoire. Cependant ces troubles eurent aussi pour effet de faire généralement regarder avec soupçon et mépris tous les projets de réforme religieuse ou politique. Pendant vingt ans, la principale occupation d'hommes actifs et ingénieux avait été de bâtir des constitutions avec ou sans premiers magistrats, avec des sénats héréditaires ou électifs, annuels ou perpétuels. Rien n'était oublié dans ces plans; tous les détails, toute la nomenclature, tout le cérémonial de ces gouvernements imaginaires étaient exposés d'une manière complète, Polémarques et Phylarques, Tribus et Galaxies, lord Archon et lord Stratége. Quelles urnes de scrutin devaient être vertes et quelles rouges, quelles boules devaient être d'or et quel-

les d'argent; quels magistrats devaient porter des chapeaux et quels des bonnets pointus; comment la masse devrait être portée et à quels moments les hérauts devraient se découvrir: toutes ces puérilités et bien d'autres encore étaient gravement discutées et combinées par des hommes d'une intelligence et d'une science peu communes [1]. Mais le temps de ces visions était passé, et si quelque inébranlable républicain continuait encore à se distraire par leur moyen, la crainte du ridicule public et de poursuites en justice l'engageait à garder pour lui seul ses rêveries. Il était maintenant très-impopulaire et très-périlleux de dire un mot contre les lois fondamentales de la monarchie; mais les hommes ingénieux et audacieux s'en dédommageaient en regardant avec dédain tout ce qu'on avait considéré jusqu'alors comme les lois fondamentales de la nature. Le torrent qu'on avait endigué d'un côté se précipita violemment d'un autre. L'esprit révolutionnaire, cessant d'agir politiquement, commença à déployer dans toutes les branches des sciences physiques une vigueur et une hardiesse inconnues jusqu'alors. L'année 1660, date de la restauration de la vieille constitution anglaise, est aussi la date du triomphe définitif de la nouvelle philosophie. Cette année même la Société royale, destinée à être un des principaux agents d'une si longue série de réformes salutaires et glorieuses, commença son existence [2]. En quelques mois, les sciences expérimentales devinrent à la mode. La transfusion du sang, la pondération de l'air, la fixation du mercure, prirent dans l'esprit public la place qu'y avaient occupée naguère les controverses du tribunal de la Rote. Les rêves de parfait gouvernement firent place à d'autres; on rêva d'ailes artificielles qui permettraient de voler de la Tour à l'Abbaye, et de bâtiments à double quille qui ne pourraient jamais sombrer, même dans les plus terri-

[1] Voyez particulièrement l'*Oceana* d'Harrington.

[2] Voyez Sprat, *Histoire de la Société royale*.

bles tempêtes. Toutes les classes de la société furent entraînées dans le mouvement général. Cavaliers et Têtes rondes, partisans de l'Église et Puritains se trouvèrent alliés pour la première fois. Théologiens, jurisconsultes, hommes d'État, nobles, princes, contribuèrent au triomphe de la philosophie baconienne. Les poëtes chantèrent avec une émulation de ferveur l'approche de l'âge d'or. Cowley, dans des vers pleins de pensées et resplendissant d'esprit, pressait la race choisie de prendre possession de la terre promise où coulaient des ruisseaux de lait et de miel, de cette terre qu'avait aperçue leur grand libérateur et législateur du sommet de son mont Pisgah, mais dans laquelle il ne lui avait pas été permis d'entrer[1]. Dryden, avec plus de zèle que de science, joignait sa voix aux acclamations générales, et prédisait des choses que ni lui ni personne ne comprenait. La Société royale, prédisait-il, nous conduira à l'extrême limite du monde et nous permettra ainsi d'admirer la lune de plus près[2]. Deux prélats habiles et ambitieux, Ward, évêque de Salisbury, et Wilkins, évêque de Chester, se faisaient remarquer parmi les meneurs de ce mouvement, dont l'histoire fut éloquemment écrite par un ecclésiastique plus jeune que les deux prélats, et destiné à s'élever aux plus hautes dignités dans sa profession, Thomas Sprat, plus tard évêque de Rochester. Le lord chief justice Hale et le lord garde des sceaux Guildford employaient les heures qu'ils pouvaient dérober aux affaires de la cour à écrire sur l'hydrostatique. Ce fut même sous la direction immédiate de Guildford que furent construits les premiers baromètres exposés en vente à Londres[3]. La chimie

[1] Cowley, *Ode à la Société royale.*

[2] Et alors nous irons jusqu'aux limites du monde ; — et nous verrons l'Océan se mêler aux cieux ; — de là nous ferons connaissance avec nos voisins errants dans l'espace, — et nous observerons en toute sécurité le monde lunaire. *Annus Mirabilis,* 164.

[3] North, *Vie de Guildford.*

partagea pendant un certain temps avec le vin et l'amour, le théâtre et la table de jeu, les intrigues du courtisan et les intrigues du démagogue, l'attention de l'inconstant Buckingham. Rupert a l'honneur d'avoir inventé la gravure à la *mezzo tinto*, et son nom est resté à ces bulles de verres qui ont été si longtemps l'amusement des enfants et le tourment des philosophes. Charles avait lui-même un laboratoire à Whitehall, et s'y montrait bien plus actif et plus attentif qu'à la table du conseil. Il entrait dans les perfections d'un homme à la mode de pouvoir dire quelque chose sur les machines pneumatiques et les télescopes; et les belles dames elles-mêmes, trouvant parfois de bon ton d'affecter du goût pour les sciences, venaient en carrosses à six chevaux visiter les curiosités de Gresham, et éclataient en cris d'admiration en voyant qu'une pierre d'aimant attirait véritablement une aiguille, et qu'un microscope faisait bien réellement paraître une mouche aussi grosse qu'un moineau [1].

Dans ce mouvement, comme dans toute grande agitation de l'esprit humain, il y eut sans doute bien des choses qui appellent le sourire. C'est une loi universelle que toute poursuite, toute doctrine perdra, en devenant à la mode, quelque chose de la dignité qu'elle possédait lorsqu'elle se trouvait entre les mains d'une très-petite mais toute dévouée minorité, et aimée pour elle-même. Il est très-vrai que les folies de quelques personnes, qui, sans aucune aptitude réelle pour les sciences, professaient pour elles une grande passion, fournirent le sujet de railleries méprisantes à quelques satiriques malicieux appartenant par leur âge à la génération précédente, et peu disposés à désapprendre les leçons de leur jeunesse [2]. Mais il est également vrai que la grande

[1] Journal de Pepys, 30 mai 1667.

[2] Butler fut, je crois, le seul homme d'un génie réel qui, entre la révolution et

œuvre d'interprétation de la nature fut poussée par les Anglais de cette époque plus loin qu'elle ne l'avait été par aucun peuple et dans aucun temps. L'esprit de François Bacon, admirable mélange d'audace et de prudence, errait dans l'air qu'on respirait. On était fermement convaincu que l'univers était plein de secrets de la plus haute importance pour le bonheur de l'homme, et que l'homme avait reçu du Créateur la clef qui, s'il savait s'en servir, lui ouvrirait ces secrets. On était en même temps convaincu qu'il était impossible d'arriver à la connaissance des lois physiques générales autrement que par l'observation minutieuse des faits particuliers. Profondément pénétrés de ces grandes vérités, les professeurs de la nouvelle philosophie se mirent à l'œuvre, et, avant un quart de siècle, ils avaient déjà donné des gages nombreux des progrès qui devaient s'accomplir plus tard. Déjà avait commencé une réforme dans l'agriculture : on cultivait de nouveaux légumes ; on employait de nouveaux outils ; on couvrait le sol de nouveaux engrais [1]. Evelyn, avec l'autorisation formelle de la Société royale, avait donné à ses compatriotes des instructions sur l'art de planter. Temple, dans ses intervalles de loisir, avait fait un grand nombre d'expériences d'horticulture, et prouvé que beaucoup d'arbres fruitiers, originaires de climats plus favorisés, pouvaient, avec le secours de l'art, croître sur le sol anglais. La médecine, qui était encore en France dans un abject esclavage, et qui fournissait à Molière un thème inépuisable de railleries méritées, était devenue en Angleterre une science expérimentale et progressive, et faisait

la restauration, montra une haine violente à la nouvelle philosophie, comme on l'appelait alors. Voyez la *Satire sur la Société royale*, et *l'Éléphant dans la lune.*

[1] L'ardeur que les agriculteurs de cette époque mettaient à faire des expériences et à introduire des améliorations est très-bien décrite pas Aubrey, *Histoire naturelle du Wiltshire*, 1685.

chaque jour un pas nouveau, en dépit d'Hippocrate et de Galien. L'attention des esprits spéculatifs s'était pour la première fois portée vers l'important sujet de la police sanitaire. La grande peste de 1665 les avait amenés à examiner avec soin les défauts de construction des maisons, le mauvais système des égouts, les dangers de la privation d'air. Le grand incendie de 1666 fournit une occasion d'effectuer de vastes améliorations. La question fut examinée avec attention par la Société royale, et c'est aux suggestions de cette société qu'on doit attribuer en partie les améliorations qui, bien que très-éloignées encore des réformes requises par la salubrité publique, établirent cependant une immense différence entre le Londres ancien et le Londres nouveau, et mirent fin probablement aux ravages de la peste dans notre pays[1]. A la même époque, un des fondateurs de la Société royale, sir William Petty, créa la science de la statistique, humble mais nécessaire servante de la philosophie politique. On ne laissa inexploré aucun des royaumes de la nature. C'est à cette époque qu'appartiennent les découvertes chimiques de Boyle et les premières recherches botaniques de Sloane. Ce fut alors que Ray établit une nouvelle classification des oiseaux et des poissons, et que pour la première fois les coquillages et les fossiles attirèrent l'attention de Woodward. L'un après l'autre, les fantômes qui avaient élu domicile dans le monde pendant les âges de ténèbres fuyaient devant la lumière. L'astrologie et l'alchimie devinrent l'objet des railleries générales. Il n'y avait presque plus un seul comté où le juge de paix ne sourît dédaigneusement lorsqu'on amenait devant lui quelque vieille femme accusée d'aller à cheval sur un manche à balai, ou de jeter des sorts sur les bestiaux. Mais ce fut dans

[1] Sprat, *Histoire de la Société royale*.

ces branches plus nobles et plus ardues de la science, où l'induction s'unit à la démonstration mathématique pour la découverte de la vérité, que le génie anglais remporta ses plus mémorables triomphes. John Wallis établit sur de nouveaux fondements tout le système de la statique. Edmund Halley fit des recherches sur les propriétés de l'atmosphère, les causes du flux et du reflux de la mer, les lois du magnétisme, et la marche des planètes, et ni les fatigues, ni les périls, ni l'exil, ne purent le détourner de ses poursuites scientifiques. Pendant que, sur le rocher de Sainte-Hélène, il traçait la carte des constellations de l'hémisphère méridional, notre observatoire national s'élevait à Greenwich, et John Flamsteed, le premier astronome royal, commençait cette longue série d'observations qu'on ne mentionne jamais sur aucun point du globe sans respect et sans reconnaissance. Mais la gloire de ces hommes, quelque éminents qu'ils soient, est rejetée dans l'ombre par le lustre éclatant d'un nom immortel, celui d'Isaac Newton. Dans l'esprit d'Isaac Newton s'unissaient comme ils ne l'avaient jamais été avant lui, et comme ils ne l'ont jamais été depuis, deux genres de facultés intellectuelles qui se trouvent rarement réunies à un très-haut degré de puissance, et qui néanmoins sont toutes deux également nécessaires dans l'étude des hautes sciences physiques. Il a pu y avoir des esprits aussi heureusement constitués que le sien pour la science mathématique pure, et des esprits aussi heureusement constitués pour les sciences purement expérimentales; mais jamais la puissance de démonstration et la puissance d'induction n'ont coexisté dans aucun esprit à ce degré d'excellence suprême et de parfaite harmonie Peut-être à l'époque des Scottistes et des Thomistes, son intelligence se serait-elle gaspillée en pure perte comme se sont gaspillées tant d'autres intelligences inférieures seulement à la sienne. Heureusement l'esprit

du siècle dans lequel il lui fut donné de vivre dirigea son intelligence dans le droit chemin, et son intelligence réagit à son tour sur l'esprit de son siècle avec une force décuple. En l'année 1685, sa renommée, quoique splendide, n'était encore qu'à son aurore; mais son génie était dans son méridien. Sa grande œuvre, l'œuvre qui accomplit une révolution dans les plus importantes branches de la philosophie naturelle, était déjà complète, mais elle n'avait pas encore été publiée, et elle venait justement d'être soumise à l'examen de la Société royale.

Il n'est pas très-aisé d'expliquer pourquoi la nation qui, dans les sciences, était si en avant de ses voisines, était dans les arts tant en arrière d'elles. Tel est pourtant le fait. Il est vrai que dans l'architecture, art qui est une demi-science, art dans lequel un géomètre seul peut exceller, art dans lequel la grâce est subordonnée directement ou indirectement à l'utilité, art qui tire en grande partie, au moins, sa majesté des masses, notre pays peut montrer avec orgueil un véritable grand homme, Christophe Wren. Le grand incendie qui avait fait de Londres un monceau de ruines lui avait donné une occasion, sans précédents dans l'histoire moderne, de déployer ses talents. Comme presque tous ses contemporains, il était peut-être incapable de comprendre et d'imiter l'austère beauté du portique athénien, la sombre sublimité de l'arcade gothique; mais aucun homme né en deçà des Alpes n'a imité avec autant de succès la magnificence de ces églises d'Italie, si semblables à des palais. Le superbe Louis lui-même n'a laissé à la postérité aucune œuvre qui puisse supporter la comparaison avec Saint-Paul. Mais à la fin du règne de Charles II, il n'y avait pas un peintre ou un statuaire anglais dont on se rappelle aujourd'hui le nom. Cette stérilité est quelque peu mystérieuse, car les statuaires et les peintres étaient loin d'être une classe méprisée et mal payée. Leur position sociale était pour le moins aussi élevée

que maintenant; leurs gains, comparés à la richesse de la nation et à la rémunération des autres genres de travaux intellectuels, étaient même plus considérables qu'à présent. Lely, qui nous a conservé les opulentes boucles de cheveux, les lèvres sensuelles et les yeux languissants des fragiles beautés célébrées par Hamilton, était un Westphalien. Il était mort en 1680, après avoir longtemps vécu dans l'opulence, après avoir été créé chevalier et avoir accumulé une fortune considérable avec les fruits de son talent. Sa belle collection de dessins et de peintures fut après sa mort exposée, par la permission du roi, dans la salle de banquet de Whitehall, et vendue aux enchères pour la somme incroyable de vingt-six mille livres, somme plus considérable, proportionnellement aux grandes fortunes de cette époque, que ne le serait aujourd'hui la somme de cent mille livres[1]. A Lely succéda son compatriote Godfrey Kneller, qui fut fait d'abord chevalier et puis baronnet, et qui, après avoir tenu une maison somptueuse et avoir perdu beaucoup d'argent dans des spéculations malheureuses, put encore léguer à sa famille une grande fortune. La libéralité anglaise avait poussé à s'établir chez nous les deux Vandevelde, natifs de Hollande, qui peignirent pour le roi et les courtisans quelques-unes des plus belles marines connues. Un autre Hollandais, Simon Varelst, peignit, à des prix inconnus jusqu'alors, ses admirables tournesols et ses admirables tulipes. Un Napolitain, Verrio, couvrit les plafonds et les escaliers de Gorgones et de Muses, de Nymphes et de Satyres, de Vertus et de Vices, de dieux buvant le nectar à longs traits, et de princes couronnés de lauriers chevauchant en triomphe. Le profit qu'il retira de ses œuvres le mit à même de tenir une des tables les plus dispendieuses de

[1] Walpole, *Anecdotes sur la peinture.* — *Gazette de Londres,* 31 mai 1683. — North, *Vie de Guildford.*

l'Angleterre. Pour les peintures de Windsor seulement, il reçut sept mille livres, somme alors très-suffisante pour permettre à un homme de goûts modérés de vivre dans l'aisance, et dépassant de beaucoup les sommes que Dryden avait reçues des libraires pendant une vie littéraire de quarante années[1]. L'aide principal et le successeur de Verrio, Louis Laguerre, était venu de France. Les deux plus célèbres sculpteurs de cette époque étaient aussi des étrangers. Cibber, dont les statues emblématiques de *la Fureur* et de *la Mélancolie* ornent encore Bedlam, était Danois; Gibbons, à l'imagination gracieuse et à la touche délicate duquel tant de nos palais, de nos églises et de nos colléges doivent leurs plus belles décorations, était Hollandais. Les dessins même des coins de nos monnaies furent faits par des graveurs français. Ce ne fut que sous le règne de Georges II que l'Angleterre put se vanter d'avoir produit un grand peintre, et Georges III était déjà sur le trône avant qu'elle put se vanter de ses sculpteurs.

Il est temps de terminer la description de cette Angleterre que gouverna Charles II. Cependant nous n'avons pas encore dit un mot d'un sujet de la plus haute importance. Nous n'avons encore rien dit de ces grandes masses du peuple, des hommes qui conduisaient la charrue, de ceux qui gardaient les bestiaux, de ceux qui travaillaient aux métiers de Norwich ou qui taillaient la pierre de Portland pour Saint-Paul; et dans le fait, nous ne pouvons en dire grand'chose. La classe la plus nombreuse est précisément celle sur laquelle nous avons les plus maigres renseignements. A cette époque, les philanthropes ne regardaient pas encore comme un devoir sacré de s'étendre sur la détresse des travailleurs, et les démagogues ne s'étaient pas encore aperçus qu'il y avait

[1] Les sommes énormes payées à Varelst et à Verrio sont mentionnées par Walpole dans ses *Anecdotes sur la peinture*.

là une riche mine à exploiter. L'histoire était trop occupée des cours et des camps pour consacrer une ligne à la description de la cabane du paysan ou du grenier de l'ouvrier. Aujourd'hui, la presse jette souvent en un seul jour dans le public plus de discussions et de déclamations sur la condition des classes laborieuses, qu'il n'en fut publié pendant les vingt-huit années qui s'écoulèrent entre la restauration et la révolution. Mais ce serait une grande erreur de conclure d'après l'augmentation des plaintes qu'il y a eu accroissement de misères.

Le grand critérium de l'état des classes populaires est le taux des salaires; et comme les quatre cinquièmes de ces classes étaient employés, au dix-septième siècle, au travail agricole, il est spécialement important de savoir quel était alors le salaire du travail agricole. Nous avons sur ce sujet le moyen d'arriver à des conclusions suffisamment exactes pour le but que nous poursuivons.

Sir William Petty, dont la simple affirmation a par elle-même un grand poids, nous apprend que l'ouvrier des campagnes qui recevait quatre pence par jour, plus sa nourriture, et huit pence sans nourriture, ne pouvait en aucune façon s'estimer malheureux. Quatre shillings par semaine constituaient donc, selon le calcul de Petty, un beau salaire pour un ouvrier des champs [1].

Nous avons des preuves abondantes que ce calcul n'était pas éloigné de la vérité. Vers le commencement de l'année 1685, les magistrats du Warwickshire, usant d'un droit qui leur avait été donné par un acte d'Élisabeth, fixèrent, pendant leurs sessions trimestrielles, un tarif de salaires pour le comté, et décrétèrent que tout maître qui donnerait plus et que tout ouvrier qui recevrait plus que la somme autorisée serait passible d'un châtiment. Les salaires du manœuvre ordinaire des campagnes étaient fixés depuis mars jusqu'en septembre à la somme

[1] Petty, *Arithmétique politique.*

précisément mentionnée par Petty, c'est-à-dire quatre shillings par semaine sans nourriture. Depuis septembre jusqu'en mars, les salaires n'étaient que de trois shillings et six pence par semaine [1].

Mais à cette époque comme dans la nôtre, les salaires du paysan variaient beaucoup avec les différents comtés. Les salaires du Warwickshire atteignaient probablement une juste moyenne, et les salaires des comtés qui avoisinaient la frontière de l'Écosse étaient au-dessous de cette moyenne ; mais il y avait des districts plus favorisés. En 1685 même, un habitant du Devonshire, nommé Richard Dunning, publia un petit traité dans lequel il décrivait la situation des classes pauvres de ce comté. Il n'est pas douteux qu'il comprenait son sujet, car quelques mois plus tard son œuvre fut réimprimée, et fut vivement recommandée à l'attention de toutes les autorités paroissiales par les magistrats assemblés à Exeter pour la session trimestrielle. Selon lui, les gages d'un paysan du Devonshire étaient d'environ cinq shillings par semaine sans la nourriture [2].

La condition des ouvriers rustiques, dans le voisinage de Bury-Saint-Edmund, était encore meilleure. Les magistrats du Suffolk se réunirent au printemps de l'année 1682, pour fixer un tarif des salaires, et décrètèrent que lorsque l'ouvrier ne serait pas nourri il recevrait cinq shillings par semaine en hiver, et six en été [3].

En 1661, les magistrats de Chelmsford avaient fixé le salaire de l'ouvrier rustique, non nourri, du comté d'Essex, à six shillings en hiver et à sept en été. Ce salaire semble le plus fort qui ait été accordé dans le royaume entre la restauration et la révolution, pour le travail

[1] Stat. 5, Eliz. c. 4. — *Archæologia*, vol. XI.

[2] *Méthode simple et facile par laquelle on démontre comment l'administration de la taxe des pauvres devrait être dirigée*, par Richard Dunning, 1re édition, 1685 ; 2e édition, 1686.

[3] Cullum, *Histoire de Hawsted.*

agricole, et il faut observer que l'année où fut fixée ce salaire, les choses nécessaires à la vie étaient exorbitamment chères. Le blé se vendait soixante-dix shillings le quarter, ce qui, même de nos jours, serait regardé comme le prix d'un temps de famine[1].

Ces faits sont en parfait accord avec un autre qui semble mériter considération. Il est évident que dans un pays où personne n'est tenu de devenir soldat, les cadres de l'armée ne pourront être remplis si le gouvernement offre une solde inférieure au salaire du travail agricole ordinaire. Aujourd'hui, la solde et l'argent de bière d'un simple soldat de régiment de ligne s'élèvent à sept shillings et sept pence par semaine. Cette solde, jointe à l'espérance d'une pension, n'est cependant pas assez forte pour attirer la jeunesse anglaise en nombre suffisant sous les drapeaux, et il faut remplir ces vides en pratiquant de vastes enrôlements parmi les plus pauvres populations du Munster et du Connaught. La solde du simple soldat d'infanterie n'était, en 1685, que de quatre shillings et de huit pence par semaine; et, cependant, il est certain que cette année-là, le gouvernement ne rencontra aucune difficulté à réunir en peu de temps plusieurs milliers de recrues anglaises. La solde d'un simple soldat d'infanterie, dans l'armée de la république, était de sept shillings par semaine, c'est-à-dire la solde d'un caporal sous Charles II, et sept shillings par semaine avaient paru une somme suffisante pour remplir les rangs de l'armée d'hommes très-supérieurs à la grande majorité du peuple[2]. En résumé, il semble donc raisonnable de conclure que, sous le règne de Charles II, le salaire ordinaire d'un paysan n'excédait pas quatre shillings par semaine; mais que, dans certaines parties du royaume, on lui donnait cinq, six shil-

[1] Ruggle, *Sur les pauvres.*

[2] Voyez, dans les papiers d'Etat de Thurloe, le memorandum des députés hollandais, daté du 2-12 août 1653.

lings; et, pendant les mois d'été, jusqu'à sept shillings. Aujourd'hui, le district où le laboureur ne gagne que sept shillings par semaine est regardé comme plongé dans un état scandaleux pour l'humanité. La moyenne des salaires est très-au-dessus de cette dernière somme; et, dans les comtés prospères, le salaire hedomadaire des journaliers s'élève à douze, quatorze, et même seize shillings.

Le salaire des ouvriers employés dans les manufactures a toujours été plus élevé que celui des laboureurs du sol. En l'année 1680, un membre de la chambre des communes remarquait que le taux élevé des salaires dans notre pays rendait impossible la concurrence de nos tissus avec les produits des métiers de l'Inde. Un ouvrier anglais, disait-il, au lieu de s'épuiser de travail comme un naturel du Bengale, pour une pièce de cuivre, exigeait un shilling par jour [1]. D'autres preuves existent qui démontrent qu'un shilling par jour était le salaire auquel l'ouvrier des manufactures croyait avoir droit; mais il était souvent forcé de travailler pour moins. Les classes populaires à cette époque n'avaient pas l'habitude de se réunir pour discuter, haranguer et présenter des pétitions au parlement. Il n'y avait pas de journaux qui plaidassent leur cause. C'étaient dans des vers grossiers que s'exprimaient leur amour et leur haine, leurs joies et leur détresse. Une grande partie de leur histoire ne peut s'apprendre que dans les ballades. On peut encore lire, sur le placard original, un des plus remarquables de ces chants populaires qui se chantaient dans les rues de Norwich et de Leeds, du temps de Charles II. C'est le cri véhément et amer du travail contre le capital. Cette ballade décrit le bon vieux temps où tout artisan employé dans les manufactures de laine vivait comme un fermier. Mais ces temps étaient passés. Six pence par jour étaient mainte-

[1] L'orateur était M. John Basset, membre du parlement pour Barnstaple.

nant tout ce qu'on pouvait gagner au dur travail du métier à tisser. Si le pauvre se plaignait de ne pouvoir vivre avec ce maigre salaire, on lui répondait qu'il était libre de le prendre ou de le laisser. C'est pour une aussi misérable rémunération que les producteurs de la richesse étaient obligés de travailler, de se lever matin et de se coucher tard, tandis que le maître drapier mangeait, dormait, flânait à son aise, et s'enrichissait, grâce à leurs efforts. « Un shilling par jour, déclare le poëte, est ce que le tisserand devrait recevoir, si justice lui était faite[1]. » Nous pouvons donc en conclure que, sous la génération qui précéda la révolution, un ouvrier employé dans les principales manufactures de l'Angleterre se considérait comme très-bien payé s'il gagnait six shillings par semaine.

Ici nous devons faire remarquer que l'habitude d'envoyer prématurément les enfants au travail, habitude que l'État, protecteur naturel de tous ceux qui ne peuvent se protéger eux-mêmes, a, de notre temps, sagement et humainement interdite, existait au dix-septième siècle à un point qui, comparativement à l'importance des manufactures de cette époque, paraît presque incroyable. A Norwich, siége principal des manufactures de drap, on regardait une petite créature de six ans

[1] Cette ballade se trouve dans le ***British Museum***. L'année précise n'y est pas marquée, mais l'*imprimatur* de Roger Lestrange fixe suffisamment la date pour le but que je me propose. J'en citerai quelques vers. Le maître drapier y est représenté parlant comme il suit : « Autrefois nous avions l'habitude — de donner à nos ouvriers de quoi vivre comme des fermiers. — Mais les temps sont changés, nous le leur ferons bien voir. — Nous les ferons travailler dur pour six pence par jour, — Bien qu'ils méritassent un shilling, s'ils avaient leur juste salaire. — S'ils murmurent et disent que c'est trop peu, — nous leur dirons de choisir entre ce salaire ou ne pas travailler du tout — Et c'est ainsi que nous gagnerons notre richesse et nos biens, — grâce à de pauvres gens qui travaillent dès le point du jour et tard dans la nuit. — Ainsi donc, vive la draperie ! ça va parfaitement. — Nous ne voulons ni travailler, ni suer, ni nous rendre esclaves. — Nos ouvriers travaillent dur, mais nous, nous vivons à l'aise. — Nous sortons quand nous voulons, nous revenons quand il nous plaît. »

comme propre au travail. Divers écrivains du temps, dont quelques-uns étaient considérés comme des hommes à sentiments philanthropiques, mentionnent avec triomphe ce fait que, dans cette seule ville, des garçons et des filles de l'âge le plus tendre créaient, par leur travail, des richesses qui dépassaient de douze mille livres par an l'argent nécessaire à leur subsistance [1]. Plus nous étudions attentivement l'histoire du passé, et plus nous trouvons de raisons pour différer de sentiment avec les hommes qui s'imaginent que notre époque a été fertile en maux sociaux d'une nouvelle espèce. La vérité, c'est que ces maux sont presque tous très-anciens, et que ce qui est nouveau, c'est l'intelligence qui les discerne et l'humanité qui les guérit.

Si nous passons des tisseurs de laine à une autre classe d'artisans, nos recherches nous conduiront à peu près aux mêmes conclusions. Pendant plusieurs générations, les commissaires de l'hôpital de Greenwich ont tenu un registre des salaires payés aux différentes classes d'ouvriers qui avaient été employés aux réparations de l'édifice. Nous apprenons, par ce précieux document, que dans l'espace de cent vingt ans le salaire quotidien des maçons en briques s'était élevé d'une demi-couronne à quatre shillings dix pence; celui des tailleurs de pierre, d'une demi-couronne à cinq shillings et trois pence; celui des charpentiers d'une demi-couronne à cinq shillings et cinq pence; celui du plombier de trois shillings à cinq shillings et six pence.

Il paraît donc évident que le prix du travail, estimé en argent, n'était pas en 1685 plus de la moitié de ce qu'il est aujourd'hui; et il n'y avait que bien peu d'articles nécessaires au travail dont le prix ne fût en

[1] Chamberlayne, *État de l'Angleterre*. — Petty, *Arithmétique politique*, chap. VIII; — Dunning, *Simple et facile Méthode*. — Firmin, *Proposition pour l'occupation des pauvres*. Il faut observer que Firmin était un philanthrope éminent.

1685 plus du double de ce qu'il est aujourd'hui. La bière était sans contredit à meilleur marché alors qu'à présent ; la viande était aussi à meilleur marché, assez chère pourtant pour que des milliers de familles en connussent à peine le goût [1]. Il y a eu peu de changements dans le prix du blé. Le prix moyen du *quarter*, pendant les douze dernières années du règne de Charles II, était de cinquante shillings. Le pain que l'on donne aujourd'hui aux misérables habitants des *workhouses* ne se voyait que rarement, même sur la table d'un fermier ou d'un boutiquier. La grande majorité de la nation vivait presque entièrement de seigle, d'orge et d'avoine.

Les produits des tropiques, des mines et des machines étaient positivement plus chers alors qu'aujourd'hui. Parmi les articles que l'ouvrier de 1685 avait à payer plus cher que sa postérité, il faut compter le sucre, le sel, le charbon, la chandelle, le savon, les souliers, les bas, et généralement tous les articles de vêtement et tous les articles de literie, et nous devons ajouter que les étoffes et les couvertures d'autrefois étaient non-seulement plus chères, mais moins durables que celles des manufactures modernes.

On doit rappeler que les travailleurs à qui leurs salaires permettaient de s'entretenir eux et leurs familles n'étaient pas, tant s'en faut, les membres les plus nécessiteux de la société. Au-dessous d'eux végétait une classe nombreuse qui ne pouvait subsister sans les secours de la paroisse. Il n'y a pas d'indice plus important de la condition du peuple que la proportion de cette classe avec le reste de la société. Aujourd'hui, les hommes, les femmes et les enfants qui reçoivent des

[1] King, dans ses *Conclusions politiques et naturelles*, estimait en bloc la population des basses classes anglaises à 880,000 familles. Sur ces familles, 440,000, selon lui, mangeaient de la viande deux fois par semaine, les autres 440,000 n'en mangeaient pas du tout, ou n'en mangeaient pas plus d'une fois par semaine.

secours de la charité publique, paraissent d'après les chiffres officiels, composer dans les mauvaises années un dixième de la population anglaise, et dans les bonnes années un treizième. Gregory King estimait que de son temps ils composaient plus d'un cinquième de la nation, et cette évaluation, que, malgré tout notre respect pour l'autorité dont elle émane, nous serions presque tenté d'appeler extravagante, était confirmée par Davenant, qui la déclare extrêmement judicieuse.

Nous ne sommes pas tout à fait dépourvus de moyens de former par nous-mêmes une évaluation. La taxe des pauvres était incontestablement l'impôt le plus lourd qui pesât sur nos ancêtres à cette époque; on l'estimait, sous le règne de Charles II, à près de sept cent mille livres par an, beaucoup plus que le produit, soit de l'accise, soit des douanes; un peu moins de la moitié du revenu total de la couronne. La taxe des pauvres alla en s'augmentant rapidement, et sembles'être élevée en peu de temps à huit ou neuf cent mille livres par an, c'est-à dire au sixième de ce qu'elle est de nos jours. La population était alors inférieure d'un tiers à ce qu'elle est aujourd'hui. Le minimum des salaires estimé en argent était inférieur de moitié à ce qu'il est maintenant; en conséquence, nous pouvons supposer que les secours accordés aux pauvres n'étaient pas en moyenne plus de moitié en sus des secours distribués actuellement. On pourrait donc en conclure que le nombre des individus qui recevaient des secours était infiniment plus considérable que de nos jours. Il est sans doute bon de ne parler sur ces questions qu'avec réserve, mais il n'a certainement jamais été prouvé que le paupérisme fût un fardeau moins pesant ou un mal social moins sérieux pendant le dernier quart du dix-septième siècle que de notre temps[1].

[1] *Quatorzième rapport des commissaires de la loi des pauvres, appen-*

Il faut admettre cependant que sous un certain rapport, les progrès de la civilisation ont diminué les ressources matérielles d'une partie de la classe la plus pauvre. Nous avons déjà mentionné qu'avant la révolution des milliers de milles carrés, maintenant enclos et cultivés, n'étaient que marais, forêts et bruyères. Une grande partie de ces terres incultes était, de par la loi, terrain communal, et la partie qui ne l'était pas avait si peu de valeur, que les propriétaires permettaient qu'elle le fût de fait. Le nombre des pauvres qui y butinaient et y glanaient pour y trouver leur subsistance semblerait incroyable aujourd'hui. Le paysan qui s'y établissait pouvait, à peu de frais et même sans frais aucuns, se procurer de temps à autre quelque supplément agréable à sa maigre nourriture et se fournir de bois pour l'hiver. Là où s'étend aujourd'hui un riche verger avec ses pommiers en fleur, il gardait un troupeau d'oies. Il tendait des piéges aux oiseaux sauvages dans les marais qui ont été depuis desséchés et partagés en champs de blé et de navets; il coupait l'herbe qui croissait entre les ajoncs de landes, aujourd'hui prairies remplies de trèfle et renommées par la saveur que leurs fourrages donnent au beurre et aux fromages. Le progrès de l'agriculture et l'accroissement de la population

dice B, n° 2; appendice C, n° 1, 1848. Des deux estimations que nous avons mentionnées, l'une fut faite par Arthur Moore, l'autre, quelques années plus tard, par Richard Dunning. L'estimation de Moore se trouve dans l'essai de Davenant, intitulé : *Voies et Moyens;* celle de Dunning, dans le précieux ouvrage de sir Frédéric Eden sur les pauvres. King et Davenant évaluaient le nombre des pauvres et des mendiants, en 1696, au chiffre incroyable de 1,330,000, sur une population de 5,500,000. En 1846, le nombre des personnes qui recevaient des secours ne paraît, d'après les registres officiels, avoir été que de 1,332,089, sur une population d'environ 17,000,000. Il faut aussi rappeler que le nom d'un même pauvre peut se trouver inscrit plusieurs fois sur les registres officiels. J'engage le lecteur à consulter le pamphlet de De Foë, intitulé : *Donner des aumônes n'est pas la charité,* et les tables de Greenwich, qu'on trouvera dans le *Dictionnaire commercial* de M. M'Culloch, à l'article Prix.

l'ont nécessairement privé de ces priviléges; mais une longue liste d'avantages nouveaux peut être mise en opposition avec la perte de ces ressources. Une grande partie des bienfaits que la civilisation et la philosophie apportent avec elles sont communes à toutes les classes, et s'ils disparaissaient, leur perte serait sentie par le laboureur aussi bien que par le pair. Le lieu du marché, que le paysan peut atteindre aujourd'hui avec sa charrette en une heure de temps, il ne l'atteignait qu'après un jour de voyage, il y a cent soixante ans. La rue qui offre maintenant à l'artisan pendant toute la nuit une promenade sûre, commode, brillamment éclairée, était, il y a cent soixante ans, si obscure, qu'après le coucher du soleil il n'aurait pas pu voir sa propre main; si mal pavée, qu'il aurait couru constamment le risque de se casser le cou; si mal surveillée, qu'il aurait été en danger imminent d'y être terrassé et volé de ses petites ressources. Le premier maçon venu qui tombe d'un échafaudage, le premier balayeur des rues venu qui est renversé par une voiture, peut maintenant faire panser ses blessures et remettre ses membres fracassés avec une habileté que toute la richesse d'un grand lord, comme Ormond, ou d'un prince des marchands, comme Clayton, n'aurait pas pu acheter il y a cent soixante ans. La science a fait évanouir quelques maladies terribles, la police en a banni quelques autres. La durée de la vie humaine s'est accrue dans tout le royaume, et spécialement dans les villes. L'année 1685 ne fut pas regardée comme une année d'une mortalité extraordinaire, et cependant il mourut en cette année plus d'un habitant sur vingt-trois dans la capitale[1]. Aujourd'hui il n'y meurt annuellement qu'un habitant sur quarante. Comme salubrité, la différence entre le Londres du dix-septième siècle et le Londres du dix-neuvième est plus grande

[1] Les décès furent de 23,222. — Petty, *Arithmétique politique*.

que la différence qui existe aujourd'hui entre Londres en temps ordinaire et Londres en temps de choléra.

Plus importants encore sont les bienfaits que toutes les classes de la société, et plus spécialement les basses classes, ont retirés de l'influence adoucissante de la civilisation sur le caractère national. Le fond de ce caractère est resté le même, il est vrai, à travers toutes les générations, en ce sens que le fond du caractère d'un individu est le même chez l'écolier étourdi et sans culture que chez l'homme raffiné et accompli. Il est consolant de réfléchir que l'esprit public de l'Angleterre s'est adouci à mesure qu'il a mûri, et que nous sommes devenus, par le cours des siècles, un peuple non-seulement plus sage, mais aussi plus tendre. On pourrait à peine trouver une page de l'histoire ou de la littérature légère du dix-septième siècle, qui ne contienne la preuve que nos ancêtres étaient moins humains que leur postérité. La discipline des ateliers, des écoles, des familles, sans être plus efficace que de nos jours, était infiniment plus dure. Des maîtres bien nés et bien élevés avaient l'habitude de battre leurs serviteurs. Les pédagogues ne connaissaient pas de meilleurs moyens d'infuser la science à leurs élèves que les coups. Des maris, même dans les rangs élevés, ne rougissaient pas de battre leurs femmes. L'implacabilité des partis ennemis était telle que nous pouvons à peine la concevoir. Les Whigs étaient disposés à murmurer parce qu'on avait laissé mourir Stafford sans qu'il eut vu ses entrailles brûlées sous ses yeux. Les Tories insultèrent et outragèrent Russell, lorsque sa voiture le transporta de la Tour à l'échafaud dressé dans Lincoln's Inn Fields[1]. La populace montrait tout aussi peu de compassion pour les victimes d'un rang plus humble. Le criminel attaché au pilori était heureux quand il sortait sain et sauf de l'averse de briques et de pavés qui

[1] Burnet, I, 560.

pleuvaient autour de lui[1]. S'il était attaché à la charrette pour subir la peine du fouet, la foule se pressait autour de lui, suppliant le bourreau de bien administrer la correction au camarade et de le faire bien hurler[2]. Des *gentlemen* s'en allaient en partie de plaisir à Bridewell les jours où siégeaient les cours de justice, pour y voir fouetter les misérables femmes qui y battaient le chanvre[3]. Un homme torturé jusqu'à la mort pour avoir refusé de se justifier, une femme brûlée pour crime de fausse monnaie, excitaient moins de sympathie que n'en excitent aujourd'hui un cheval qu'on maltraite ou un bœuf qu'on surmène. Des combats, en comparaison desquels une lutte de boxeurs serait un spectacle raffiné et humain, étaient au nombre des divertissements favoris d'une grande partie de la capitale. La multitude s'assemblait pour voir des gladiateurs se mettre en pièces avec des armes meurtrières, et criait de plaisir lorsqu'un des combattants perdait un doigt ou un œil. Les prisons étaient de véritables enfers sur la terre, écoles de tous les vices et asiles de toutes les maladies. Les criminels, maigres et jaunes, apportaient avec eux de leurs cachots, lorsqu'ils comparaissaient aux assises, une atmosphère de puanteur et de peste, qui quelquefois les vengeait des avocats, des juges et des jurés. Mais la société regardait toutes ces misères avec une profonde indifférence. Nulle part on n'aurait pu trouver cette compassion vive et inquiète qui de nos jours étend une protection puissante sur l'enfant des manufactures, sur la veuve hindoue, sur l'esclave noir, qui inspecte les magasins de vivres et les barriques d'eau de tous les bâtiments d'émigrants, qui tressaille à chaque coup de fouet frappé sur le dos d'un soldat ivre, qui ne souffre pas que le voleur placé

[1] Muggleton, *Actes des témoins de l'esprit.*

[2] Thomas Brown décrit une scène de ce genre dans des vers que je ne me permettrai pas de citer.

[3] Ward, *l'Espion de Londres.*

sur les pontons soit mal nourri ou excédé de travail, et qui tant de fois a essayé de sauver la vie même d'un meurtrier. Il est vrai que cette compassion doit, comme tous les autres sentiments, être soumise au contrôle de la raison, et que faute de ce contrôle elle a produit quelques résultats déplorables et ridicules. Mais plus nous étudions les annales du passé, plus nous nous réjouissons de vivre dans un âge clément d'où la cruauté est bannie, et dans lequel le châtiment, même mérité, n'est infligé qu'à regret et par sentiment du devoir. Toutes les classes ont sans doute beaucoup gagné à ce grand changement, mais celle qui y a le plus gagné est incontestablement la plus pauvre, la plus dépendante, la plus dépourvue de moyens de défense.

L'effet général des preuves que nous avons soumises au lecteur ne nous semble pas de nature à faire hésiter le jugement. Cependant, en dépit de ces preuves, beaucoup de personnes aimeront encore à se figurer que l'Angleterre des Stuarts était un pays plus agréable que l'Angleterre dans laquelle nous vivons. Il peut sembler étrange au premier abord que la société, tout en marchant constamment en avant, avec ardeur et rapidité, se retourne constamment aussi en arrière avec de tendres regrets. Mais ces deux penchants, qui paraissent inconciliables, peuvent être facilement rattachés au même principe. Tous deux sortent de notre impatience pour l'état dans lequel nous vivons. Cette impatience, tout en nous poussant à surpasser les générations antérieures, nous dispose à exagérer leur bonheur. Il y a en un sens de la déraison et de l'ingratitude à être toujours mécontents d'une condition qui s'améliore constamment. Mais, en réalité, le progrès n'est constant que parce que le mécontentement est constant aussi. Si nous étions parfaitement satisfaits du présent, nous cesserions de faire des efforts, de travailler, de conserver en vue de l'avenir; et il est naturel qu'étant peu satisfaits

du présent, nous nous formions une favorable opinion du passé.

En réalité, nous sommes soumis à une illusion semblable à celle qui trompe le voyageur dans les déserts d'Arabie. Sous les pieds de la caravane, tout est sécheresse et stérilité; mais au loin devant elle, et au loin derrière elle, semblent couler des eaux rafraîchissantes. Les pèlerins pressent leur marche, et ne trouvent plus que du sable là où une heure auparavant ils avaient aperçu un lac. Ils tournent la tête, et voient un lac là où une heure auparavant ils marchaient péniblement sur le sable. Une illusion semblable trompe l'esprit des nations à chaque étape de ce long voyage qui les conduit de la pauvreté et de la barbarie à l'extrême opulence et à l'extrême civilisation. Mais si nous poursuivons le mirage derrière nous, nous verrons qu'il reculera, à mesure que nous avancerons, jusque dans les régions de la fabuleuse antiquité. Il est maintenant de mode de placer l'âge d'or de l'Angleterre à l'époque où les nobles étaient dépourvus de jouissances dont la privation semblerait aujourd'hui insupportable à un de leurs laquais, à l'époque où les fermiers et les boutiquiers se nourrissaient d'un pain dont la vue seule occasionnerait une émeute dans une *workhouse* moderne, à une époque où les hommes mouraient plus vite au milieu de l'air pur des campagnes qu'ils ne meurent aujourd'hui dans les culs-de-sac les plus pestilentiels de nos villes, où ils mouraient plus vite dans ces mêmes ruelles qu'ils ne meurent aujourd'hui sur les côtes de la Guyane. Nous aussi, à notre tour, nous serons dépassés et enviés. Peut-être, dans le vingtième siècle, le paysan du Dorsetshire se trouvera-t-il misérablement rémunéré avec un salaire de quinze shillings par semaine; peut-être le charpentier de Greenwich recevra-t-il dix shillings par jour; peut-être l'ouvrier sera-t-il aussi peu habitué à dîner sans viande qu'il l'est aujourd'hui à manger du

pain de seigle; peut-être, grâce à la police sanitaire et aux découvertes médicales, la vie humaine sera-t-elle allongée de quelques années encore; peut-être des jouissances et des commodités, aujourd'hui inconnues ou réservées seulement à un petit nombre, seront-elles à la portée de tout ouvrier économe et actif. Et, cependant, peut-être qu'il sera de mode de prétendre que l'accroissement de la richesse n'a profité qu'au petit nombre aux dépens des masses, et de parler du règne de la reine Victoria comme d'un temps où l'Angleterre était bien véritablement la joyeuse Angleterre, où toutes les classes étaient unies entre elles par des liens de sympathie fraternelle, où le riche n'exploitait pas le pauvre, et où le pauvre n'enviait pas la splendeur du riche.

CHAPITRE IV.

COMMENCEMENTS DU RÈGNE DE JACQUES II, 1685.

Mort de Charles II. — Soupçons d'empoisonnement. — Discours de Jacques II au conseil privé. — Jacques proclamé roi. — État de l'administration. — Nouveaux arrangements. — Sir Georges Jeffreys. — L'impôt levé sans acte du parlement. — Un parlement est convoqué. — Transactions entre Jacques et le roi de France. — Churchill est envoyé ambassadeur en France; son histoire. — Sentiments des gouvernements du continent envers l'Angleterre. — Politique de la cour de Rome. — Lutte dans l'esprit de Jacques. — Fluctuations de sa politique. — Célébration publique des rites catholiques romains dans le palais. — Couronnement de Jacques. — Enthousiasme des adresses tories. — Les élections. — Poursuites contre Oates. — Poursuites contre Dangerfield. — Poursuites contre Baxter. — Réunion du parlement d'Écosse. — Sentiments de Jacques à l'égard des Puritains. — Cruels traitements infligés aux Covenantaires écossais. — Sentiments de Jacques à l'égard des Quakers. — Guillaume Penn. — Faveur particulière montrée aux Catholiques romains et aux Quakers. — Réunion du parlement anglais. — Trevor est choisi pour président. — Caractère de Seymour. — Discours du roi au parlement. — Débats dans les communes. — Discours de Seymour. — Le revenu est voté. — Mesures prises par les communes touchant la religion. — Vote de taxes additionnelles. — Sir Dudley North. — Mesures prises par les lords. — Bill de réhabilitation de Stafford.

La mort du roi Charles II fut pour la nation une surprise. Sa constitution était naturellement vigoureuse et ne paraissait pas avoir souffert de ses excès. Il avait toujours été soigneux de sa santé, même au sein des plaisirs, et ses habitudes étaient de nature à faire espérer une longue existence et une verte vieillesse. Indolent dans toutes les affaires qui demandaient de la tension d'esprit, il était actif et persévérant dans les exercices phy-

siques. Dans sa jeunesse, il avait eu la réputation d'un excellent joueur de paume[1], et il était encore, au déclin de sa vie, un infatigable promeneur. Son pas était si rapide, que les personnes admises à l'honneur de sa société pouvaient très-difficilement conformer leur marche à la sienne. Il se levait de bon matin, et passait d'habitude trois ou quatre heures par jour en plein air. On pouvait le voir dans Saint-James's-Park, avant que le soleil eût pompé la rosée, marcher à grands pas au milieu des arbres, jouer avec ses épagneuls et jeter du grain à ses canards. Ces habitudes le rendaient cher au peuple, qui aime toujours à voir les grands agir familièrement[2].

Mais vers la fin de 1684, une légère attaque de goutte (on supposa telle son indisposition), vint suspendre ses promenades quotidiennes. Il passa dès lors les matinées dans son laboratoire, où il s'amusait à faire des expériences sur les propriétés du mercure. Son caractère sembla se ressentir de cette réclusion forcée. Il n'avait aucun motif apparent d'inquiétude. Son royaume était tranquille; il n'avait pas un pressant besoin d'argent; son pouvoir était plus grand qu'il n'avait jamais été; le parti qui l'avait longtemps contrecarré avait été abattu, et cependant la gaieté qui l'avait soutenu contre la mauvaise fortune s'était évanouie au milieu de cette période de prospérité. Une bagatelle suffisait maintenant pour enlever tout ressort à cet esprit élastique, qui avait su lutter contre la défaite, l'exil et la pénurie. Sa mauvaise humeur se manifestait fréquemment par des gestes et des paroles qu'on n'aurait guère attendu d'un homme si distingué par sa politesse et son enjouement. Toutefois, on ne supposait pas que sa constitution fût sérieusement altérée[3].

[1] Journal de Pepys, 28 décembre 1663; 2 septembre 1667.

[2] Burnet, I, 606. — *Le Spectateur*, n° 462. — Procès-verbaux de la chambre des lords, 28 octobre 1678. — Cibber, *Apologie*.

[3] Burnet, I, 605, 606. — Welwood, 138. — North, *Vie de Guildford*, 251.

Son palais avait rarement présenté une aspect plus gai ou plus scandaleux que le soir du dimanche 1er février 1685[1]. Quelques personnages graves, qui s'y étaient rendus, selon la coutume de l'époque, pour présenter leurs hommages au souverain, et qui s'attendaient à trouver à la cour, en pareil jour, un aspect décent, furent saisis d'étonnement et d'horreur. La grande galerie de Whitehall, admirable souvenir de la magnificence des Tudors, était encombrée de joueurs et de joyeux vivants. Le roi était assis entre trois femmes dont les charmes étaient l'orgueil et les vices la honte de trois nations, badinant et jouant avec elles. L'une d'elles était Barbara Palmer, duchesse de Cleveland, qui, en dépit de la jeunesse évanouie, conservait encore quelques traces de cette beauté superbe et voluptueuse qui, vingt ans auparavant, enlevait les cœurs de tous les hommes. La seconde était la duchesse de Portsmouth, dont les traits doux et enfantins étaient illuminés par la vivacité française. Hortense Mancini, duchesse de Mazarin et nièce du grand cardinal, complétait ce groupe. Hortense avait quitté l'Italie dès sa jeunesse, pour aller vivre à la cour où son oncle était tout-puissant. Le pouvoir de l'oncle et ses charmes séduisants l'avaient entourée d'une cour d'illustres poursuivants. Charles lui-même, pendant son exil, avait vainement sollicité sa main. Aucun des dons de la nature et de la fortune ne semblait lui manquer. Sa figure était belle de toute la riche beauté du Midi, son intelligence vive, ses manières gracieuses, son rang élevé, ses biens immenses; mais ses passions ingouvernables avaient infecté tous ces dons heureux de la nature et du sort. Trouvant intolérable le joug d'une union mal assortie, elle avait quitté son mari, abandonné ses vastes ri-

[1] Je saisis cette occasion de dire que, toutes les fois que je ne donne qu'une seule date, je suis le vieux style qui était en usage en Angleterre au dix-septième siècle, mais je compte l'année à partir du 1er janvier.

chesses, et, après avoir étonné de ses aventures Rome et le Piémont, avait fixé son séjour en Angleterre. Sa maison était le rendez-vous favori des hommes d'esprit et de plaisir, qui, en considération de ses sourires et de ses dîners, lui pardonnaient ses fréquents accès d'insolence et de mauvaise humeur. Rochester et Godolphin oubliaient souvent en sa compagnie les soucis de la politique. Barillon et Saint-Évremond se consolaient dans son salon d'être exilés loin de Paris. Vossius employait sa science, et Waller son esprit, à l'amuser et à la flatter. Mais son esprit corrompu exigeait des stimulants plus énergiques et les cherchait dans la galanterie, le jeu, et l'usage des liqueurs fortes [1]. Tandis que Charles folâtrait ainsi avec ses trois sultanes, le page français d'Hortense, enfant d'une grande beauté, dont la voix mélodieuse faisait les délices de Whitehall et lui valait de nombreux présents de riches vêtements, de poneys et de guinées, chantait des vers amoureux [2]. Une vingtaine de courtisans étaient assis autour d'une grande table de jeu où l'or était entassé par monceaux [3]. Déjà le roi s'était plaint qu'il ne se sentait pas bien. Il n'eut pas d'appétit au souper, il dormit mal la nuit; mais le lendemain il se leva de bonne heure, comme de coutume.

Depuis quelques jours les partis en lutte dans son conseil attendaient avec anxiété cette matinée. La lutte entre Halifax et Rochester semblait approcher d'une crise décisive. Halifax, non content d'avoir déjà chassé son rival de la commission de la trésorerie, avait entrepris de démontrer qu'il s'était rendu coupable d'une telle malhonnêteté ou d'une telle négligence dans la direction

[1] Saint-Évremond, *passim*. — Saint-Réal, *Mémoires de la duchesse de Mazarin*. — Rochester, *Adieu*. — Journal d'Evelyn, 6 septembre 1676; 11 juin 1699.

[2] Journal d'Evelyn, 28 janvier 1684-1685. — Saint-Évremond, *Lettre à Déry*.

[3] Journal d'Evelyn, 4 février 1684-1685.

des finances de l'État, que l'expulsion des emplois publics devrait être la punition nécessaire de ses malversations. On avait même chuchoté que le lord président serait probablement envoyé à la Tour. Le roi avait promis d'examiner l'affaire. Le 2 février avait été le jour fixé pour cet examen, et divers employés des finances avaient reçu l'ordre de venir avec leurs livres ce jour-là[1]. Mais un grand revirement de fortune était proche.

Charles était à peine sorti du lit, que les personnes qui l'assistaient s'aperçurent que sa prononciation était indistincte, et que ses pensées semblaient s'égarer. Diverses personnes de haut rang s'étaient assemblées comme de coutume pour assister à la toilette de leur souverain. Il fit effort pour causer avec elles dans le gai style de conversation qui lui était habituel, mais son aspect sinistre les surprit et les alarma. Bientôt sa figure devint noire, ses yeux tournèrent, il poussa un cri, chancela et tomba dans les bras de Thomas, lord Bruce, fils du comte d'Ailesbury. Un médecin chargé de veiller sur les cornues et les creusets qui servaient aux amusements du roi se trouvait présent ; il n'avait pas de lancette, mais il ouvrit une veine avec un canif. Le sang coula très-librement. Cependant le roi restait toujours évanoui.

On le plaça sur son lit où, pendant quelque temps, la duchesse de Portsmouth veilla sur lui avec la familiarité d'une épouse ; mais l'alarme avait été donnée ; la reine et la duchesse d'York arrivèrent en toute hâte à l'appartement du roi. La concubine favorite fut obligée de se retirer dans ses appartements. Ces appartements avaient été trois fois démolis et trois fois rebâtis par son amant, pour complaire à ses caprices. La garniture

[1] Roger North, *Vie de sir Dudley North*, 170. — *Le Vrai Patriote vengé, ou justification de son excellence le comte de R.* — Burnet, I, 605. — Les livres de la trésorerie prouvent que Burnet était bien informé.

même de la cheminée était en argent massif; quelques belles peintures, propriété personnelle de la reine, avaient été transportées dans la demeure de la maîtresse; les buffets étaient chargés d'argenterie richement travaillée; dans les encoignures de la chambre étaient placés des nécessaires, chefs-d'œuvre de l'art japonais; les tapisseries, sorties des ateliers de Paris, représentaient, avec des couleurs qu'aucune tapisserie anglaise ne pouvait égaler, des oiseaux au plumage éclatant, des paysages, des chasses, la superbe terrasse de Saint-Germain, les statues et les fontaines de Versailles [1]. Au milieu de cette splendeur achetée par le péché et la honte, la malheureuse femme se laissa aller à un excès de douleur qui, pour lui rendre justice, n'était pas entièrement égoïste.

Alors les portes de Whitehall, qui d'ordinaire étaient ouvertes à tout venant, furent fermées. Cependant on permit d'entrer aux personnes dont la figure était connue. Les antichambres et les galeries regorgèrent bientôt de visiteurs, et la chambre même du malade se remplit de pairs, de conseillers privés et de ministres étrangers. Tous les médecins renommés de Londres furent appelés. Telle était alors la force des animosités politiques, qu'on regarda comme une circonstance extraordinaire la présence de quelques médecins whigs [2]. Un catholique romain dont l'habileté était alors très-renommée, le docteur Thomas Short, était du nombre des médecins convoqués. Quelques-unes de leurs ordonnances ont été conservées; l'une d'entre elles porte la signature de quatorze docteurs. Le malade fut largement saigné, on appliqua des fers chauds sur sa tête, on introduisit dans sa bouche un sel volatil, dégoûtant extrait de crânes humains. Le roi reprit ses sens, mais il était évidemment dans une situation d'un extrême danger.

[1] Journal d'Evelyn, 24 janvier 1681-1682; 4 octobre 1683.

[2] Correspondance de Dugdale.

La reine fut pendant quelque temps très-assidue auprès de son époux, et le duc d'York quittait à peine le chevet de son frère. L'archevêque primat et quatre autres évêques se trouvaient alors à Londres. Ils restèrent à Whitehall tout le jour, et se partagèrent la tâche de veiller à tour de rôle pendant la nuit dans la chambre du roi. Les nouvelles de sa maladie remplirent la capitale de chagrin et d'effroi; car son caractère facile et ses manières affables lui avaient conquis l'affection d'une grande partie de la nation, et ceux même qui ne l'aimaient pas préféraient cependant son immorale légèreté à la bigoterie sombre et ardente de son frère.

Le matin du mardi 5 février, la *Gazette de Londres* annonça que le roi allait mieux et était considéré par les médecins comme hors de danger. Les cloches de toutes les églises sonnèrent joyeusement, on fit dans les rues des préparatifs pour des feux de joie; mais le soir on apprit qu'une rechute avait eu lieu, et que les médecins avaient abandonné tout espoir. L'esprit public fut gravement alarmé; mais il n'y avait aucune disposition au trouble. Le duc d'York, qui déjà avait pris sur lui de donner des ordres, s'assura que la Cité était parfaitement calme, et qu'il pourrait sans difficulté être proclamé roi aussitôt après la mort de son frère.

Le roi souffrait beaucoup et se plaignait de sentir intérieurement un feu brûlant; cependant il supportait ses souffrances avec un courage qu'on n'aurait pas supposé compatible avec sa douce et voluptueuse nature. La vue de son état affecta tellement la reine, qu'elle s'évanouit et fut transportée inanimée dans sa chambre. Les prélats qui veillaient autour du lit du roi l'avaient exhorté, dès le commencement, à se préparer à la mort. Ils cruent alors de leur devoir de renouveler leurs instances d'une manière plus pressante. William Sancroft, archevêque de Canterbury, homme honnête et pieux, mais d'un esprit étroit, se permit une grande liberté. « Il est

temps de parler franchement, dit-il, car vous allez apparaître, Sire, devant un juge qui n'a pas égard aux titres des personnes. » Le roi ne répondit pas un mot.

Thomas Ken, archevêque de Bath et de Wells, essaya ensuite ses pouvoirs de persuasion. C'était un homme de talent et de grande science, d'une vive sensibilité et d'une vertu sans tache. Ses ouvrages de longue haleine sont depuis longtemps oubliés, mais ses hymnes du matin et du soir sont encore récités chaque jour dans des milliers de familles. Bien que zélé pour la monarchie comme la plupart de ses collègues, il n'était pas un adulateur. Avant de devenir évêque, il avait maintenu l'honneur de sa robe, en refusant de laisser Éléonore Gwynn loger dans la maison dont il était prébendier [1]. Le roi avait assez de bon sens pour respecter un caractère aussi viril, et de tous les prélats, Ken était celui qu'il aimait le plus. Ce fut en vain cependant que le bon évêque répandit à flots son éloquence. Son exhortation solennelle et pathétique émut et frappa les assistants à un degré tel, que quelques-uns le crurent rempli du même esprit qui, dans les anciens temps, appelait par la bouche de Nathan et d'Élie les princes coupables à la pénitence. Charles, cependant, ne fut pas ému. Il ne fit pas néanmoins d'objection lorsqu'on récita les prières des agonisants. Aux pressantes questions des évêques, il répondit qu'il se repentait du mal qu'il avait pu faire, et il se laissa donner l'absolution selon les formes de l'Église d'Angleterre; mais, lorsqu'on le pressa de déclarer qu'il mourait dans la communion de cette Église, il sembla ne pas entendre ce qu'on lui disait, et rien ne put le déterminer à recevoir l'eucharistie des mains des évêques. On plaça près de son chevet une table où furent posés le pain et le vin sacramentels, mais inutilement. Quelquefois il disait que rien n'était pressé; d'autrefois, qu'il était trop faible.

[1] Hawkin, *Vie de Ken*, 1713.

Quelques-uns des assistants attribuaient cette apathie à son mépris des choses divines; d'autres à la stupeur qui souvent précède la mort. Mais il y avait dans le palais un petit nombre de personnes qui en savaient plus long. Charles n'avait jamais été un membre sincère de l'Église établie. Son esprit avait longtemps oscillé entre le hobbisme et le papisme. Lorsque sa santé était bonne et son esprit en belle humeur, il était sceptique et railleur; dans ses rares moments sérieux, il était catholique romain. Le duc d'York le savait, mais, à ce moment, le soin de ses propres intérêts l'occupait tout entier. Il avait ordonné déjà de fermer tous les ports d'exportation; il avait fait placer des détachements de gardes dans différentes parties de la Cité; il avait obtenu du roi mourant de placer, de sa faible main, sa signature au bas d'un acte par lequel certains impôts, accordés seulement jusqu'à sa mort, étaient affermés de nouveau pour trois années. Ces soins occupaient tellement l'attention de Jacques, que cet homme, d'ordinaire si indiscrètement et si inopportunément empressé de conquérir à son Église de nouveaux prosélytes, ne réfléchissait pas que son frère était en danger de mourir sans avoir reçu les derniers sacrements. Cette négligence était d'autant plus extraordinaire, que la duchesse d'York avait, sur la demande de la reine, suggéré, dès le matin même où commença la maladie du roi, qu'il serait convenable de demander les secours de la religion. Charles dut enfin ce secours à une intervention bien différente de celle de sa pieuse épouse et de sa belle-sœur. Les désordres et les frivolités de son existence n'avaient pas éteint chez la duchesse de Portsmouth tous les sentiments de religion, ni cette sensibilité qui fait la gloire de son sexe. L'ambassadeur français, Barillon, qui était venu au palais demander des nouvelles de la santé du roi, fit une visite à la duchesse. Il la trouva dans un état d'extrême douleur. Elle l'entraîna

dans une chambre secrète, et lui ouvrit son cœur. « J'ai, dit-elle, une chose de grande importance à vous communiquer. Si cette chose était connue, ma tête serait en danger. Le roi est en réalité et au fond du cœur catholique, mais il mourra sans s'être réconcilié avec l'Église. Sa chambre est remplie de prêtres protestants. Je ne puis y entrer sans donner du scandale. Le duc ne pense qu'à lui; parlez-lui; rappelez-lui qu'il y a une âme en péril. Il est le maître maintenant, il peut faire évacuer la chambre. Allez immédiatement, ou il sera trop tard. »

Barillon courut en toute hâte à la chambre du roi, prit le duc à part et lui transmit le message de la favorite. Jacques eut un remords de conscience; il tressaillit comme s'il se réveillait d'un long sommeil, et déclara que rien ne pourrait l'empêcher de s'acquitter d'un devoir sacré dont l'exécution avait été trop longtemps différée. Divers plans furent discutés et rejetés. Enfin le duc commanda à la foule des assistants de se retirer à l'écart, s'approcha du lit, se pencha et chuchota quelques mots qu'aucun des assistants ne put entendre, mais qu'on supposa relatifs aux affaires de l'État. Charles répondit d'une voix très-distincte : « Oui, oui, de tout mon cœur. » Aucun des assistants, excepté l'ambassadeur français, ne soupçonna que le roi exprimait son désir d'être admis dans le sein de l'Église romaine.

« Amènerai-je un prêtre? dit le duc.—Faites, mon frère répondit le malade. Faites pour l'amour de Dieu et ne perdez pas de temps. Mais non, cela pourrait vous attirer des désagréments.— Quand bien même il devrait m'en coûter la vie, dit le duc, j'amènerai un prêtre.»

Cependant trouver un prêtre en un instant et pour un tel dessein n'était pas chose facile; car, selon la loi existante alors, toute personne qui introduisait un prosélyte dans l'Église catholique romaine se rendait coupable d'un

crime capital. Le comte de Castel Melhor, noble portugais, qui, chassé de sa patrie par les troubles politiques, avait reçu l'hospitalité à la cour d'Angleterre, se chargea de trouver un confesseur. Il s'adressa à ceux de ses compatriotes qui faisaient partie de la maison de la reine, mais il se trouva qu'aucun des chapelains ne comprenait assez bien l'anglais ou le français pour confesser le roi. Le duc et Barillon allaient s'adresser au ministre de Venise pour avoir un ecclésiastique, lorsqu'ils apprirent qu'un moine bénédictin, nommé John Huddleston, se trouvait à Whitehall. Cet homme avait, au péril de sa vie, sauvé le roi après la bataille de Worcester, et il avait été pour ce fait très-privilégié depuis la restauration. Le nom d'Huddleston avait été toujours excepté dans toutes les proclamations les plus sévères publiées contre les prêtres catholiques, à l'époque où les faux témoins avaient enflammé la fureur de la nation [1]. Il consentit immédiatement à exposer une seconde fois sa vie pour son prince, mais il restait encore une difficulté. L'honnête moine était si illettré qu'il ne savait pas ce qu'il devait dire au roi dans de telles circonstances. Cependant, grâce à l'intervention de Castel Melhor, il reçut quelques instructions d'un ecclésiastique portugais, et la leçon faite, il fut conduit à l'escalier dérobé, par Chiffinch, domestique de confiance, qui, si nous devons en croire les satires de l'époque, avait souvent introduit par la même entrée des visiteurs d'un genre bien différent. Le duc alors, au nom du roi, ordonna à toutes les personnes présentes de quitter l'appartement, à l'exception de Louis Duras, comte de Feversham, et de John Granville, comte de Bath. Ces deux lords professaient la religion protestante, mais Jacques pensa qu'il pouvait compter sur leur fidé-

[1] Voyez la *Gazette de Londres* du 21 novembre 1678. — Barillon et Burnet disent qu'Huddleston fut excepté dans tous les actes du parlement rendus contre les prêtres catholiques, mais c'est une erreur.

lité. Feversham, Français de noble naissance, et neveu du grand Turenne, occupait un rang élevé dans l'armée anglaise, et était chambellan de la reine. Bath était gentilhomme de la chambre du roi.

On obéit aux ordres du duc, et les médecins eux-mêmes se retirèrent. La porte dérobée s'ouvrit, et le père Huddleston entra. Un manteau avait été jeté sur ses vêtements sacerdotaux, et une immense perruque cachait sa tonsure. «Sire, dit le duc, cet excellent homme vous a autrefois sauvé la vie, il vient maintenant sauver votre âme.» Charles répondit d'une voix faible : « Qu'il soit le bienvenu.» Huddleston s'acquitta de ses fonctions mieux qu'on n'aurait pu l'espérer. Il s'agenouilla près du lit, écouta la confession du roi, prononça l'absolution, et administra l'extrême-onction. Il demanda ensuite au roi s'il désirait recevoir l'eucharistie : « Assurément, répondit Charles, si je n'en suis pas indigne.» L'hostie fut apportée. Charles s'efforça de se lever et de s'agenouiller devant elle. Le prêtre lui recommanda de rester couché, et l'assura que Dieu accepterait l'humiliation de l'âme sans exiger l'humiliation du corps. Le roi éprouva tant de difficulté à avaler l'hostie, qu'on fût obligé d'ouvrir la porte et d'aller chercher un verre d'eau. La cérémonie terminée, le moine plaça un crucifix devant les yeux du pénitent, lui recommanda de fixer ses dernières pensées sur les souffrances du Rédempteur, et se retira. La cérémonie avait duré environ trois quarts d'heure, et pendant ce temps, les courtisans qui remplissaient la pièce voisine s'étaient communiqué réciproquement leurs soupçons par des chuchotements et des regards significatifs. La porte fut enfin ouverte, et la foule vint remplir de nouveau la chambre du mourant.

La soirée était avancée. Le roi semblait très-soulagé par ce qui s'était passé. Ses enfants naturels furent conduits à son chevet : c'étaient les ducs de Grafton, de Southampton et de Northumberland, fils de la duchesse

de Cleveland, le duc de Saint-Albans, fils d'Éléonore Gwynn, et le duc de Richmond, fils de la duchesse de Portsmouth. Charles les bénit tous, mais parla à Richmond avec une tendresse particulière. Il manquait à cette suprême entrevue une autre personne : l'aîné de ses enfants, son bien-aimé, errait dans l'exil ; le roi ne prononça pas une seule fois son nom.

Pendant la nuit, Charles recommanda instamment aux soins de Jacques la duchesse de Portsmouth et son fils : « Et, ajouta-t-il par un mouvement de bon naturel, ne laissez pas mourir de faim la pauvre Nelly. » La reine chargea Halifax d'excuser son absence ; elle était trop violemment émue, disait-elle, pour tenir sa place auprès du lit du roi, et elle implorait son pardon pour les offenses qu'elle aurait pu involontairement commettre à son égard. « Elle demande mon pardon, la pauvre femme ! s'écria Charles, je demande aussi le sien, et de tout mon cœur. »

Les lueurs du matin commençaient à percer à travers les fenêtres de Whitehall, et Charles demanda qu'on ouvrît les rideaux pour qu'il pût voir encore une fois la lumière. Il remarqua que c'était le moment de remonter une pendule placée près de son lit. Ces petites circonstances furent rappelées longtemps après, parce qu'elles prouvaient, sans contestation possible, que le roi était en pleine possession de ses facultés lorsqu'il s'était déclaré catholique romain. Il fit des excuses à ceux qui l'avaient entouré toute la nuit pour l'embarras qu'il leur avait causé. Il avait mis à mourir un temps déraisonnable, leur dit-il, mais il espérait qu'ils voudraient bien lui pardonner. Ce fut le dernier rayon de cette exquise urbanité dont le charme avait si souvent été assez puissant pour apaiser les ressentiments d'une nation justement irritée. Peu de temps après l'aurore, le mourant perdit la parole ; avant dix heures, il avait perdu connaissance. Une foule immense se rendit aux

églises à l'heure du service du matin. Lorsqu'on lut la prière pour le roi, des sanglots et des gémissements montrèrent combien son peuple l'aimait. A midi, vendredi 6 février, il rendit doucement le dernier soupir[1].

A cette époque, les classes populaires dans toute l'Europe, et plus particulièrement encore en Angleterre, avaient l'habitude d'attribuer la mort des princes, surtout lorsqu'ils étaient populaires et que leur mort était inattendue, aux attentats les plus horribles et les plus vils. C'est ainsi que Jacques Ier avait été accusé d'avoir empoisonné le prince Henri, et Charles Ier accusé d'avoir

[1] Clarke, *Vie de Jacques II*, I, 746. Orig. mem. — Barillon, dépêches des 8-18 février 1685. — Citters, dépêches des 3-13 février, et 6-16 février. — Récit d'Huddleston. — *Lettres de Philippe, second comte de Chesterfield*, 277. — Sir H. Ellis, *Lettres originales*, première série, III, 333; seconde série, IV, 74. — Chaillot, MS. — Burnet, I, 606. — Journal d'Evelyn, 4 février 1684-1685. — Welwood, *Mémoires*, 140. — North, *Vie de Guildford*, 252; *Examen*, 648. — Hawkin, *Vie de Ken*. — Dryden, *Threnodia augustalis*. — Sir H. Halford, *Essai sur les morts des personnes éminentes*. Voyez aussi un fragment d'une lettre écrite par lord Bruce, longtemps après qu'il fût devenu comte d'Ailesbury, et qui est imprimé dans l'*European Magazine* d'avril 1795. Ailesbury appelle Burnet un imposteur. Cependant aucun lecteur intelligent et impartial ne trouvera de contradiction entre les deux récits. J'ai vu, dans le *British Museum* et dans la Bibliothèque de l'Institut royal, un curieux placard contenant le récit de la mort de Charles. On le trouvera dans la collection Somers. L'auteur était évidemment un zélé catholique romain, et avait dû prendre ses renseignements à de bonnes sources. Je le soupçonne fort d'avoir été directement ou indirectement en rapport avec Jacques lui-même. On ne donne aucun nom en toutes lettres, mais les initiales sont parfaitement intelligibles, excepté en un seul endroit, où il est dit que le D d'Y fut rappelé à ses devoirs envers son frère par P. M. A. C. F. J'avoue qu'il m'a été impossible de déchiffrer ces cinq dernières lettres. Il est consolant de savoir que sir Walter Scott lui-même ne l'a pu. Depuis la publication de la première édition de mon livre, diverses conjectures fort ingénieuses, touchant ces lettres mystérieuses, m'ont été communiquées; mais je suis convaincu que la véritable explication n'a pas encore été trouvée.

Il semblerait que nul fait historique ne devrait être mieux connu que ce qui se passa autour du lit de mort de Charles II. Nous avons divers récits écrits par des hommes qui se trouvaient à ce moment dans la chambre du roi. Nous avons aussi plusieurs récits faits par des personnes qui, sans

empoisonné Jacques Ier. C'est ainsi qu'à l'époque de la république, lorsque la princesse Élisabeth mourut à Carisbrook, on assura hautement que Cromwell avait été assez barbare, assez lâche et assez misérable, pour mêler des drogues mortelles aux aliments d'une jeune fille dont il n'avait aucun motif de vouloir la mort[1]. Quelques années plus tard, la rapide décomposition du corps de Cromwell fut attribuée, par beaucoup de gens, à des poisons mêlés à ses médicaments. La mort de Charles II ne pouvait manquer d'exciter de telles rumeurs. Le public avait été, à diverses reprises, abusé par des histoires de complots papistes tentés contre la vie du roi.

avoir été témoins oculaires, avaient toute facilité de se renseigner auprès des témoins oculaires. Cependant ceux qui essayeront de tirer de cette vaste masse de matériaux un récit qui ait de l'unité, et ne soit pas inconséquent, ne trouveront pas la tâche facile. Jacques et sa femme ne se trouvèrent même pas d'accord sur certaines circonstances, lorsqu'ils racontèrent cette mort aux religieuses de Chaillot. La reine disait qu'après que Charles eut reçu les derniers sacrements, les évêques protestants avaient renouvelé leurs instances. Le roi dit qu'il n'était rien arrivé de semblable. « Positivement vous me l'avez dit vous-même, dit la reine. — Cela est impossible, répondit le roi ; car il ne s'est rien passé de semblable. »

Il est fort à regretter que sir Henri Halford se soit aussi peu inquiété de s'assurer des faits dont il se fait juge. Il ne semble pas avoir soupçonné l'existence des récits de Jacques, de Barillon et d'Huddleston.

Comme c'est la première fois que je cite la correspondance des ministres hollandais à la cour d'Angleterre, je dois mentionner que la série de leurs dépêches, depuis l'avénement de Jacques II jusqu'à sa fuite, forme une des parties les plus précieuses de la collection Mackintosh. Je me suis procuré à La Haye les dépêches subséquentes jusqu'à l'établissement du gouvernement, en février 1689. Les dépêches hollandaises ont été trop peu explorées. Elles abondent en matériaux intéressants au plus haut degré pour tout Anglais. Elles sont admirablement classées, et sont confiées aux soins d'hommes dont la courtoisie, la libéralité et le zèle pour les intérêts de la littérature ne peuvent être trop loués. Je suis heureux d'exprimer toute ma reconnaissance à M. de Jonge et à M. Van Zwanne, pour les services dont je leur suis redevable.

[1] Clarendon mentionne cette calomnie avec un juste mépris. « Selon les charitables habitudes de l'époque, à l'égard de Cromwell, beaucoup de personnes auraient voulu croire au poison, quoiqu'il n'y en eût pas la moindre apparence, et qu'on ne pût jamais par la suite en donner la preuve. » Livre XIV.

Beaucoup de gens étaient donc fortement prédisposés à croire au poison, et quelques malheureuses circonstances, pour des esprits ainsi prévenus, pouvaient sembler autant d'indications qu'un crime avait été commis. Les quatorze docteurs qui délibérèrent sur la maladie du roi se contredisaient l'un l'autre et se contredisaient eux-mêmes. Quelques-uns pensaient que le roi avait une attaque d'épilepsie, et qu'il fallait laisser l'assoupissement suivre son cours. La majorité déclara que c'était une attaque d'apoplexie, et le tortura pendant quelques heures, comme un Indien lié à un poteau. Puis on se décida à appeler sa maladie du nom de fièvre, et on lui administra de fortes doses de quinquina. Toutefois, un des médecins protesta contre ce traitement, et assura à la reine que ses confrères allaient tuer le roi. On ne pouvait attendre d'une telle multitude de conseillers rien de meilleur que des divergences d'opinion et des contradictions; mais le vulgaire tira de cette perplexité des grands maîtres dans l'art de guérir la conclusion assez naturelle que la maladie avait quelque origine extraordinaire. Il y a lieu de croire qu'un horrible soupçon traversa l'esprit de Short, qui, bien qu'habile dans sa profession, paraît avoir été un homme nerveux, à imaginations chimériques, et dont le jugement fut probablement troublé par la crainte des imputations odieuses auxquelles, en sa qualité de catholique romain, il était particulièrement exposé. Nous ne pouvons donc nous étonner que d'innombrables histoires, toutes parfaitement absurdes, aient été répétées et admises comme vraies par le bas peuple. La langue du roi, disait-on, avait gonflé au point de devenir aussi grosse que la langue d'un bœuf; on avait trouvé dans son cerveau un amas de poudre délétère; il y avait des taches bleues sur sa poitrine; il y avait des taches noires sur ses épaules; on avait mis quelque chose dans sa tabatière; on avait mis quelque chose dans son potage; on avait mi

quelque chose dans son plat favori d'œufs et d'ambre gris; la duchesse de Portsmouth l'avait empoisonné avec une tasse de chocolat; la reine l'avait empoisonné avec un pot de poires sèches. De tels contes méritent d'être conservés, car ils nous donnent la mesure de l'intelligence et de la vertu de la génération qui les dévorait avidement. Si des rumeurs du même genre n'ont pas, dans l'époque présente, trouvé de crédit parmi nous, même lorsque des existences dont de grands intérêts dépendaient ont été tranchées par les attaques imprévues de la maladie, on doit l'attribuer en partie aux progrès des sciences médicales et chimiques, en partie aussi, il faut l'espérer, aux progrès que la nation a faits en bon sens, en justice et en humanité[1].

Quand tout fut accompli, Jacques quitta le lit de son frère, alla dans son cabinet et y resta seul pendant un quart d'heure. En même temps les conseillers privés, qui se trouvaient dans le palais, s'assemblèrent. Le nouveau roi vint et prit sa place à la tête du conseil. Il commença, selon l'usage, son administration par un discours à son conseil. Il exprima ses regrets pour la perte qu'il venait de faire, et il promit d'imiter la remarquable douceur qui avait caractérisé le dernier règne. Il savait, dit-il, qu'on l'avait accusé d'aimer avec passion le pouvoir arbitraire; mais ce n'était pas la seule fausseté qu'on eût répandue sur son compte. Il était résolu à maintenir le gouvernement établi et dans l'État et dans l'Église. Il connaissait la grande fidélité de l'Église

[1] Welwood, 139. — Burnet, I, 609. — Sheffield, *Caractère de Charles II*. — North, *Vie de Guildford*, 252. — *Examen*, 648. — *Révolutions politiques*. — Higgons, *De Burnet*. Ce que North raconte des embarras et des contradictions des médecins est confirmé par les dépêches de Citters. J'ai été fort embarrassé par l'étrange anecdote relative aux soupçons de Short. Pendant un temps, j'inclinais à accepter la version de North ; mais bien que j'attache peu de poids à l'autorité de Welwood et de Burnet dans un tel cas, je ne puis rejeter le témoignage donné à contre-cœur par un homme aussi bien informé que Sheffield.

d'Angleterre; et, en conséquence, il mettrait toujours tous ses soins à la soutenir et à la défendre. Il savait aussi que les lois de l'Angleterre étaient suffisantes pour faire de lui un aussi grand roi qu'il pourrait le désirer. Il n'abandonnerait pas ses propres droits, mais il respecterait ceux des autres. Il avait autrefois risqué sa vie pour la défense de son pays, et il irait maintenant aussi loin que personne pour le soutien de ses justes libertés.

Ce discours n'était pas, comme les discours modernes prononcés dans des occasions semblables, soigneusement préparé par les conseillers du souverain. Il était l'expression spontanée des sentiments du nouveau roi dans un moment de grande émotion. Les membres du conseil éclatèrent en transports de joie et de reconnaissance. Le lord président, Rochester, au nom de ses confrères, exprima le vœu que la gracieuse déclaration de Sa Majesté fût rendue publique. Le *Solicitor general*, Heneage Finch, s'offrit comme secrétaire. Ce dernier était un zélé partisan de l'Église, et, comme tel, désirait naturellement qu'il restât une preuve permanente, et qu'on pût à chaque instant rappeler, des gracieuses promesses qui venaient d'être exprimées. « Ces promesses, dit-il, ont fait sur moi une si vive impression que je puis les rappeler mot pour mot. » Il eut bientôt achevé de rédiger le discours. Jacques lut sa rédaction, l'approuva, et ordonna qu'elle fût publiée. Plus tard, il dit qu'il avait pris cette détermination sans réflexions suffisantes, que ses expressions non préméditées touchant l'Église d'Angleterre étaient trop fortes, et que Finch, avec une dextérité qui, dans le moment même, avait échappé à son attention, les avait rendues encore plus fortes[1].

Le roi avait été épuisé par ses longues veilles et par tant d'émotions violentes. Il se retira pour prendre quelque repos. Les conseillers privés, après l'avoir respec-

[1] *Gazette de Londres,* 9 février 1684-1685. — Clarke, *Vie de Jacques II,* II, 3. — Barillon, 9-19 fevrier. — Journal d'Evelyn, 6 février.

tueusement accompagné à sa chambre à coucher, retournèrent à leurs siéges, et donnèrent des ordres pour la cérémonie de la proclamation. Les gardes prirent les armes; les hérauts se montrèrent avec leurs somptueux costumes; la fête s'accomplit sans obstacle. Des tonneaux de vin furent percés dans la rue, et tous ceux qui passaient étaient invités à boire à la santé du nouveau souverain. Mais bien que çà et là on entendît une acclamation, le peuple, en général, n'était pas d'humeur joyeuse. On voyait des larmes dans bien des yeux, et on remarqua qu'il n'y avait pas une servante à Londres qui n'eût trouvé moyen de se procurer quelque morceau de crêpe noir en l'honneur du roi Charles [1].

Les funérailles soulevèrent de vives critiques. A la vérité, elles auraient à peine été dignes d'un sujet noble et opulent. Les Tories blâmèrent doucement la parcimonie du nouveau roi; les Whigs raillèrent amèrement son manque d'affection naturelle, et les fougueux Covenantaires d'Écosse proclamèrent triomphalement que la malédiction prononcée dès les anciens jours contre les mauvais princes avait été accomplie d'une manière éclatante, car le tyran décédé avait été enterré comme un âne mort [2]. Malgré tout, Jacques commença son administration avec l'appui d'une grande bienveillance publique. Son discours au conseil privé fut publié, et l'impression qu'il produisit fut très-favorable. C'était donc là, disait-on, le prince qu'une faction avait obligé à s'exiler, qu'elle s'était efforcée de priver de ses droits légitimes, sous prétexte qu'il était un ennemi mortel de la religion et des lois de l'Angleterre. Il avait triomphé, il était sur le trône, et son premier acte était de déclarer qu'il défendrait l'Église et respecterait stricte-

[1] Voyez les autorités citées dans la dernière note. *Examen*, 647. — Burnet, I, 610. — Higgons, *De Burnet*.

[2] *Gazette de Londres*, 14 février 1684-1685. — Journal d'Evelyn du même jour. — Burnet, I, 610.

ment les droits de son peuple. L'opinion que tous les partis s'étaient formée de son caractère donnait encore du poids à tous les mots qui tombaient de ses lèvres. Les Whigs le dépeignaient comme un homme hautain, implacable, obstiné, sans souci de l'opinion publique. Les Tories, tout en exaltant ses vertus princières, avaient souvent gémi sur sa négligence des moyens qui assurent la popularité. La satire elle-même ne l'avait jamais représenté comme un homme capable de flatter l'opinion publique, en professant les sentiments qu'il n'avait pas, et en promettant ce qu'il n'avait pas l'intention d'accomplir. Le dimanche qui suivit son avénement, son discours fut cité dans un grand nombre de chaires. « Nous avons maintenant en faveur de notre Église, s'écria un prédicateur royaliste, la parole d'un roi, et d'un roi qui n'a jamais manqué à sa parole. » Ces expressions circulèrent rapidement dans la ville et la campagne, et furent bientôt le mot d'ordre de tout le parti tory [1].

Les grandes charges de la couronne étaient devenues vacantes par le changement de souverain, et il fallait que Jacques désignât les personnes qui devaient les remplir. Peu des membres de l'ancien cabinet avaient des raisons d'espérer sa faveur. Sunderland, qui était secrétaire d'État, et Godolphin, qui était premier lord de la trésorerie, avaient soutenu le bill d'exclusion. Halifax, lord du sceau privé, s'était opposé à ce bill avec une incomparable puissance d'argumentation et d'éloquence. Mais Halifax était l'ennemi mortel du despotisme et du papisme. Il voyait avec terreur le progrès des armes françaises sur le continent, et l'influence de l'or français dans les conseils de l'Angleterre. Si on avait voulu l'en croire, les lois auraient été strictement observées, la clémence royale se serait étendue sur les Whigs vaincus, on aurait convoqué le parlement en

[1] Burnet, I, 628. — Lestrange, *Observateur* 11 février 1684-1685.

temps opportun, on se serait efforcé de réconcilier les partis ennemis, et on aurait dirigé la politique étrangère selon les principes de la triple alliance. Il s'était donc attiré, pour toutes ces opinions, la haine de Jacques. Quant au lord garde des sceaux Guildford, on pouvait dire qu'il n'appartenait à aucun des deux partis qui divisaient la cour. On ne pouvait pas dire qu'il fût un ami de la liberté, et cependant son grand respect pour la lettre de la loi en faisait un instrument peu utile pour le pouvoir arbitraire. Aussi était-il désigné par les véhéments Tories comme *Équilibreur*, et était-il pour Jacques l'objet d'une aversion largement mêlée de mépris. Ormond, qui était lord sénéchal de la maison du roi, et vice-roi d'Irlande, résidait alors à Dublin. Ses droits à la reconnaissance royale étaient supérieurs à ceux de tout autre sujet. Il s'était bravement battu pour Charles Ier; il avait partagé l'exil de Charles II, et, depuis la restauration, il était, en dépit de bien des provocations, resté inébranlablement fidèle à la dynastie. Quoique disgracié pendant la toute-puissance de la Cabale, il n'avait jamais fait d'opposition factieuse; et, aux jours du complot papiste et du bill d'exclusion, le trône l'avait trouvé en tête de ses défenseurs. Il était vieux maintenant, et avait été éprouvé par la plus cruelle de toutes les calamités. Il avait conduit au tombeau un fils qu'on aurait supposé au contraire devoir porter son deuil, le brave Ossory. Les services éminents, l'âge vénérable, les infortunes domestiques d'Ormond, le rendaient l'objet d'un intérêt général. Les Cavaliers le regardaient comme leur chef, et par droit d'ancienneté et par droit de mérite; et les Whigs savaient que, malgré son inébranlable fidélité à la cause de la monarchie, il n'était l'ami ni du despotisme, ni du papisme. Mais, malgré la haute situation que lui faisait l'estime publique, il avait peu de faveurs à attendre de son nouveau maître. Jacques, alors qu'il n'était encore que sujet, avait pressé son frère de

faire un changement complet dans l'administration de l'Irlande. Charles avait consenti, et il avait été décidé que, dans quelques mois, Rochester serait nommé lord lieutenant[1].

Rochester était le seul membre du cabinet qui fût en grande faveur auprès du nouveau roi; on s'attendait généralement à le voir placé à la tête des affaires et à voir changer tous les autres grands officiers de l'État. Cette attente ne se réalisa qu'en partie. Rochester fut nommé lord trésorier et devint ainsi premier ministre. On ne nomma ni lord grand amiral, ni commission de l'amirauté; le nouveau roi, qui aimait le détail des affaires maritimes, et qui aurait fait un commis suffisant à l'arsenal de Chatham, se décida à être lui-même son ministre de la marine. La direction de cette importante administration fut conférée, sous ses ordres, à Samuel Pepys, dont la bibliothèque et le journal ont conservé le nom jusqu'à nous. On ne disgracia publiquement aucun des serviteurs du dernier souverain. Sunderland se remua avec tant d'art et d'adresse, employa tant d'intermédiaires puissants, et était en possession de tant de secrets, qu'on lui laissa les sceaux. On ne pouvait guère se passer de la docile soumission, de l'assiduité, de l'expérience du taciturne Godolphin. Comme on n'avait plus besoin de lui à la trésorerie, on le fit chambellan de la reine. C'est avec ces trois lords que le roi tenait conseil dans toutes les occasions importantes. Quant à Halifax, à Guildford et à Ormond, il ne voulut pas les congédier encore, mais seulement les humilier et les tourmenter.

On annonça à Halifax qu'il devait abandonner le sceau privé et accepter la présidence du conseil. Il céda avec une extrême répugnance, car, bien que le président du conseil eût toujours eu le pas sur le lord du sceau privé,

[1] On trouvera dans la correspondance de Clarendon les lettres échangées à ce sujet entre Rochester et Ormond.

ce dernier était, à cette époque, un ministre beaucoup plus important que le lord président. Rochester n'avait pas oublié le bon mot d'Halifax, fait quelques mois auparavant, lorsqu'il était sorti de la trésorerie, et jouissait à son tour du plaisir de faire monter l'escalier, à coups de pied, à son rival. Le sceau privé fut donné au frère aîné de Rochester, Henri, comte de Clarendon.

Jacques exprima à Barillon sa profonde aversion pour Halifax : « Je le connais bien, dit-il, je ne puis pas me fier à lui. Il n'aura aucune part dans la direction des affaires publiques. Quant à la place que je lui ai donnée, elle ne servira qu'à montrer son peu d'influence. » Mais en même temps il jugeait convenable de tenir à Halifax un tout autre langage. « Tout le passé est oublié, disait le roi, excepté le service que vous m'avez rendu dans la discussion du bill d'exclusion. » Ces paroles ont été souvent citées pour montrer que Jacques n'était pas aussi vindicatif que le disaient ses ennemis. Elles prouvent plutôt qu'il ne méritait pas les louanges que ses partisans donnaient à sa sincérité [1].

On informa très-poliment Ormond qu'on n'avait plus besoin de ses services en Irlande, et on l'invita à revenir à Whitehall pour y remplir les fonctions de lord sénéchal. Il se soumit loyalement, mais il n'affecta pas de cacher la blessure que ce nouvel ordre avait faite à ses sentiments. Le soir de son départ, il donna aux officiers de la garnison un magnifique banquet, à l'hôpital de Kilmainham, qui venait d'être tout récemment achevé. Après le dîner, il se leva, remplit un verre de vin jusqu'aux bords, et le soulevant, demanda s'il avait laissé tomber une seule goutte. « Non, messieurs, quoi qu'en puissent dire les courtisans, je ne suis pas encore tombé en enfance; ma main est encore ferme et n'est pas plus ferme

[1] Ces changements ministériels sont annoncés dans la *Gazette de Londres*, 19 février 1684-1685. Voyez Burnet, I, 621. — Barillon, 9-19, 16-26 février, et 19 février-1er mars.

que mon cœur. A la santé du roi Jacques! » Tel fut le dernier adieu d'Ormond à l'Irlande. Il laissa l'administration dans les mains des lords juges, et retourna à Londres, où il fut reçu avec des marques inusitées de respect public. Plusieurs personnes de haut rang vinrent à sa rencontre sur la route. Une longue suite d'équipages l'escorta jusqu'au Saint-James's-Square où se trouvait son palais, et le *square* était encombré d'une multitude qui le reçut avec de grandes acclamations [1].

On laissa le grand sceau à Guildford, mais on lui fit en même temps un indigne affront. On décida qu'un autre légiste, plus vigoureux et plus audacieux que lui, lui serait adjoint pour l'aider dans son administration. La personne choisie fut sir Georges Jeffreys, premier juge de la cour du banc du roi. La dépravation de cet homme est passée en proverbe. Les deux grands partis anglais ont à la fois attaqué sa mémoire avec une émulation de violence; car les Whigs le considéraient comme leur plus barbare ennemi, et les Tories trouvaient bon de jeter sur son compte tous les crimes qui avaient souillé leur triomphe. Une investigation minutieuse et sincère montre que certaines histoires racontées sur son compte sont fausses ou exagérées, mais l'historien impartial ne pourra cependant jamais diminuer de beaucoup la masse d'infamies qui charge la mémoire de ce misérable juge.

Jeffreys était un homme doué de facultés vigoureuses et vives, mais enclin par nature à l'insolence et à la colère. Au sortir de l'adolescence, il avait exercé sa profession à la cour d'Old-Bailey, cour où les avocats se permettaient des licences de langage inconnues à Westminster-Hall. Là, pendant des années, sa principale occupation avait été d'examiner et de réexaminer les mécréants les plus endurcis de la capitale. Ses disputes quotidiennes avec les prostituées et les voleurs avaient donné à ses facultés

[1] Carte, *Vie d'Ormond.* — *Conseils secrets du parti romain en Irlande,* 1690. — *Mémoires de l'Irlande,* 1716.

une telle tournure, qu'il devint le matamore le plus achevé qu'on ait jamais connu dans sa profession. Tout égard pour les sentiments d'autrui, tout respect de soi-même, tout sentiment de bienséance, furent oblitérés chez lui. Il acquit une supériorité incontestable dans le langage par lequel le vulgaire exprime le mépris et la haine. Ni dans le marché au poisson, ni dans le jardin aux ours, personne n'aurait pu égaler la profusion de malédictions et d'épithètes injurieuses qui composaient son vocabulaire. Sa contenance et sa voix ne durent jamais être aimables, mais il avait perfectionné ces avantages naturels (car il les considérait ainsi, semblerait-il) à un tel point que peu de personnes pouvaient le voir ou l'entendre sans émotion pendant ses paroxysmes de colère. L'impudence et la férocité étaient imprimées sur son front. Le feu de son regard avait une sorte de fascination pour les malheureuses victimes sur lesquelles il le dirigeait. Cependant son front et ses yeux étaient moins terribles, disait-on, que les lignes sauvages de sa bouche. Son hurlement furieux, disait quelqu'un qui l'avait souvent entendu, retentissait comme la trompette du jugement dernier. Tout jeune encore, il transporta du barreau sur le siége du juge ces belles qualités. Il devint de bonne heure *Common Serjeant*, et puis *Recorder* de Londres. Il montra, comme juge, aux sessions de la cité, les mêmes penchants qui plus tard, dans un poste plus élevé, lui ont conquis une peu enviable immortalité. On avait déjà pu remarquer en lui le vice le plus odieux qui puisse déshonorer la nature humaine : il aimait à voir le spectacle de la douleur, il en jouissait sans qu'aucun autre alliage de sentiment mauvais participât à ce plaisir. Il y avait une sorte d'enthousiasme diabolique dans la manière dont il prononçait la sentence contre les accusés. Les pleurs et les supplications des condamnés semblaient le chatouiller voluptueusement, et il aimait à les épouvanter en leur faisant une description minu-

tieuse et détaillée de tout ce qu'ils auraient à souffrir. Ainsi, s'il avait la bonne fortune de condamner au fouet quelque malheureuse aventurière : « Bourreau, s'écriait-il, je vous recommande d'avoir une attention toute spéciale pour cette dame. Fouettez-la-moi vigoureusement, mon homme! fouettez-la jusqu'au sang! Nous sommes à la Noël, un temps un peu froid pour que madame se déshabille; en conséquence ayez soin de lui réchauffer convenablement les épaules[1]. » Il ne fut pas moins facétieux lorsqu'il condamna le pauvre Lodowick Muggleton, le tailleur toujours ivre qui se croyait prophète: « Impudent coquin, hurla Jeffreys, tu auras une douce, douce, douce punition! » Une partie de cette douce punition fut le pilori, où le malheureux fanatique fut presque tué à coups de briques[2].

A cette époque, le cœur de Jeffreys était parvenu à ce degré d'endurcissement que les tyrans recherchent chez leurs vils instuments. Jusqu'alors il avait cherché à s'avancer dans sa profession par la faveur de la corporation de Londres. Il s'était donc déclaré Tête ronde, et se montrait toujours d'une humeur infiniment plus joyeuse lorsqu'il expliquait aux malheureux prêtres papistes qu'ils seraient détachés de la potence encore vivants pour voir brûler leurs entrailles sous leurs yeux, que lorsqu'il prononçait des sentences de mort ordinaire. Mais aussitôt qu'il eut retiré de la cité tout ce qu'elle pouvait lui donner, il se hâta de vendre à la cour son front d'airain et sa langue venimeuse. Chiffinch, qui était habitué de se faire l'intermédiaire de marchés infâmes de plus d'un genre, lui prêta son aide. Il avait conduit bien des intrigues amoureuses et politiques, mais il ne rendit jamais à ses maîtres

[1] Journal des sessions de Noël 1678.

[2] *Les Actes des témoins de l'esprit,* part. V, chap. v. Dans cet ouvrage, Lodowick se venge à sa manière *du Diable beuglant,* comme il appelle Jeffreys, par une série d'épithètes qu'Ernulphe eût enviées. Le procès eut lieu en janvier 1677.

un plus scandaleux service que lorsqu'il introduisit Jeffreys à Whitehall. Le renégat trouva bientôt un patron dans l'obstiné et vindicatif Jacques, mais il fut toujours regardé avec mépris et dégoût par Charles, dont les défauts, quelque grands qu'ils fussent, n'eurent jamais rien de commun avec l'insolence et la cruauté. « Cet homme, disait le roi, n'a ni science, ni bon sens, ni manières, et il a plus d'impudence que dix filles publiques [1]. » Il y avait néanmoins à exécuter une besogne qui demandait un homme sans respect pour la loi et inaccessible à la honte, et c'est ainsi que Jeffreys, à un âge où un avocat s'estime très-heureux si on lui confie une cause importante, fut créé premier juge du banc du roi.

Ses ennemis ne pouvaient nier qu'il ne possédât quelques-unes des qualités d'un grand juge. Ses connaissances en droit, à la vérité, se composaient simplement de ce qu'il avait pu apprendre çà et là dans une pratique d'un ordre inférieur; mais il avait une de ces intelligences heureusement constituées, qui vont droit au fait réel à travers le labyrinthe des sophismes et les masses de faits indifférents. Toutefois il n'avait que rarement le plein usage de ses facultés; même dans les causes civiles, son caractère malveillant et despotique troublait son jugement. Entrer dans la salle où il siégeait était entrer dans la tanière d'une bête fauve que rien ne peut dompter, et que les attaques et les caresses mettent également en fureur. Il versait fréquemment sur les parties plaignantes et défendantes, sur les avocats et les procureurs, les témoins et les jurés, des torrents de frénétiques injures mêlées de jurons et de malédictions. Ses regards et les tons de sa voix inspiraient la terreur lorsqu'il n'était encore qu'un jeune avocat luttant pour se pousser; maintenant qu'il était à la tête du plus formidable tribunal du royaume, presque tout le monde

[1] Cette parole se trouve rapportée dans un grand nombre de pamphlets du temps. Titus Oates ne se lassait pas de la citer. Voyez son Eikon Basilike.

tremblait devant lui. Sa violence était déjà suffisamment effrayante lorsqu'il était à jeun ; mais, en général, sa raison était encore obscurcie et ses mauvaises passions surexcitées par les fumées de l'ivresse. Ses soirées étaient ordinairement consacrées à l'orgie. Ceux qui ne le voyaient qu'en face de sa bouteille auraient pu le prendre pour un homme grossier, abruti, à la vérité, aimant la mauvaise compagnie et les plaisirs bas, mais pour un homme sociable après tout et de joyeuse humeur. Il était toujours entouré, dans ces orgies, de bouffons choisis en grande partie parmi les plus vils avocats de bas étage qui plaidassent devant son tribunal. Ces hommes se bafouaient et s'injuriaient entre eux pour l'amuser; il se joignait à leurs conversations obscènes, chantait avec eux, et lorsque sa tête s'échauffait, il les serrait sur sa poitrine et les embrassait dans un accès de tendresse avinée. Mais le vin, qui semblait d'abord adoucir son cœur, avait, quelques heures après, des effets bien différents. Il se rendait souvent à son siége après avoir longtemps fait attendre la cour et n'avoir cependant secoué qu'à demi son ivresse, les joues enflammées et les regards allumés comme ceux d'un fou. Lorsqu'il était dans cet état, ses joyeux compagnons de la nuit précédente se tenaient à l'écart s'ils étaient sages, car le souvenir de la familiarité qu'il leur avait permis de prendre excitait sa rage, et il ne manquait pas de saisir toutes les occasions de les couvrir de malédictions et d'invectives. Un des traits les plus odieux de son odieux caractère était le plaisir qu'il prenait à mortifier et à humilier ceux que, dans ses accès de tendresse bachique, il avait encouragés à compter sur sa bienveillance.

Jeffreys rendit au gouvernement les services qu'il attendait de lui, non-seulement sans répugnance, mais avec ardeur et avec orgueil. Son premier exploit fut le meurtre judiciaire d'Algernon Sidney. La suite fut en harmonie avec ce début. Les Tories honorables se lamen-

taient sur la honte que la barbarie et l'indécence d'un si grand fonctionnaire déversaient sur l'administration de la justice; mais les excès qui remplissaient tout le monde d'horreur étaient des titres à l'estime de Jacques. Aussi quelque temps après la mort de Charles, Jeffreys obtint-il un siége dans le cabinet et fut-il élevé à la pairie. Ce dernier honneur était une marque signalée de l'approbation royale, car depuis l'époque où le système judiciaire avait été refondu, au treizième siècle, aucun grand juge n'était devenu membre de la chambre des lords[1].

Guildford se trouva ainsi envahi dans toutes ses fonctions politiques et réduit à ses fonctions de juge en équité. Au conseil, Jeffreys le traitait avec une impolitesse marquée. Tout le patronage légal se trouvait dans les mains du grand juge, et tout le monde savait bien au barreau que le meilleur moyen de se le rendre favorable était de manquer de respect au lord garde des sceaux.

Jacques était roi depuis quelques heures à peine, qu'une dispute s'éleva entre les deux chefs de la justice. Le revenu des douanes avait été concédé à Charles pour sa vie seulement, et ne pouvait par conséquent être légalement perçu par le nouveau souverain. Il devait s'écouler quelques semaines avant qu'une nouvelle chambre fût élue. Si les droits de douanes étaient suspendus pendant tout ce temps-là, le revenu en souffrirait; le cours régulier du commerce serait interrompu; les consommateurs ne retireraient de cette suspension aucun bénéfice, et les personnes qui y gagneraient se-

[1] Les principales sources de renseignements sur Jeffreys sont *les procès d'État* et North, *Vie de Guildford*. Je dois aux pamphlets contemporains, en vers et en prose, quelques détails de moindre importance : tels sont *les Assises sanglantes*; *la Vie et la mort de Georges lord Jeffreys*, *Panégyrique du feu lord Jeffreys*; *Lettre au lord chancelier*, *Éloge sur Jeffreys*. Voyez aussi le Journal d'Evelyn, 5 décembre 1683, 31 octobre 1685. J'ai à peine besoin d'avertir le lecteur qu'il doit consulter l'excellent livre de lord Campbell.

raient les heureux spéculateurs dont les cargaisons auraient pu arriver durant l'intervalle compris entre l'avénement du nouveau souverain et la réunion du parlement. Le trésor était assiégé de négociants dont les magasins étaient remplis de marchandises ayant payé les droits, et qui craignaient d'être ruinés par une concurrence vendant à meilleur marché qu'eux. Tout homme impartial admettra que ce cas était un de ceux dans lesquels un gouvernement peut être excusé de ne pas suivre strictement les règles constitutionnelles; mais lorsqu'il est nécessaire de dévier de ces règles, le déviation ne doit pas être plus grande que ne l'exigent les besoins du moment. Guildford le sentit et donna des conseils qui l'honorent. Il proposa que les droits fussent perçus et les recettes gardées à part dans l'Échiquier jusqu'à la réunion du parlement. De cette façon, le roi, tout en violant la lettre de la loi, montrerait qu'il désirait se conformer à son esprit. Jeffreys donna des conseils très-différents : il conseilla à Jacques de rendre un édit déclarant que c'était la volonté et le bon plaisir du roi que les droits continuassent à être payés. Le conseil allait à merveille au caractère du roi. La proposition judicieuse du lord garde des sceaux fut rejetée comme digne d'un Whig, ou, ce qui était pis encore, d'un *Équilibreur*. Il parut une proclamation dans le sens suggéré par Jeffreys. Quelques personnes s'attendaient à ce qu'une explosion violente de l'indignation publique en serait la conséquence; mais elles se trompaient. L'esprit d'opposition ne s'était pas encore ranimé, et la cour pouvait, en toute sécurité, se hasarder à prendre des mesures qui, cinq ans auparavant, auraient produit une rébellion. On entendit à peine un murmure dans cette cité de Londres, naguère si turbulente [1].

[1] *Gazette de Londres*, 12 février 1684-1685. — North, *Vie de Guildford,* 251.

La proclamation qui annonçait que les droits de douane continueraient à être perçus annonçait aussi la prochaine réunion d'un parlement. Ce ne fut qu'avec une extrême répugnance que Jacques consentit à convoquer les états du royaume. Le moment était pourtant très-favorable pour une élection générale. Jamais, depuis l'avénement de la maison des Stuarts, les corps constituants n'avaient été si bien disposés envers la cour; mais l'esprit du nouveau souverain était obsédé par une crainte qu'on ne peut mentionner, même à l'heure où nous écrivons, sans honte et sans indignation. Il craignait d'encourir le déplaisir du roi de France en convoquant son parlement.

Il importait peu au roi de France lequel des deux partis l'emporterait aux élections; car tous les parlements qui s'étaient réunis depuis la restauration, quels que fussent leurs sentiments sur la politique intérieure, s'étaient tous montrés jaloux du pouvoir croissant de la maison de Bourbon. A cet égard, au moins, il y avait peu de différence entre les Whigs et les rudes gentilshommes campagnards qui composaient les principales forces du parti tory. Louis n'avait donc épargné ni les corruptions ni les menaces pour détourner Charles de convoquer les chambres, et Jacques qui, dès l'origine, avait été dans le secret de la politique extérieure de son frère, se trouvait lui aussi, en devenant roi d'Angleterre, devenu le vassal et le salarié de la France.

Rochester, Godolphin et Sunderland, qui formaient maintenant le cabinet intime, savaient parfaitement que leur dernier maître avait eu l'habitude de recevoir de l'argent de la cour de France. Jacques les consulta sur l'opportunité qu'il y avait à convoquer les chambres. Ils reconnaissaient qu'il était très-important de maintenir Louis dans de bonnes dispositions; mais ils étaient d'avis que la convocation du parlement n'était pas une affaire de choix. Quelque patiente que fût la na-

tion, il y avait des bornes à sa patience. Ce principe, que l'argent des sujets ne pouvait être légalement prélevé par le roi sans le consentement des communes, était fermement enraciné dans l'esprit public, et, bien que les Whigs eux-mêmes fussent prêts, dans des circonstances exceptionnelles, à payer, pendant quelques semaines, un impôt non autorisé par la loi, les Tories se révolteraient, eux aussi, si cette taxe irrégulière continuait plus longtemps que les circonstances spéciales qui, seules, la justifiaient. Les chambres devaient donc être convoquées, et, puisqu'il en était ainsi, le plus tôt serait le mieux. Même le court délai qu'on emploierait à en informer la cour de Versailles produirait un mal irréparable. Le mécontentement et le soupçon se répandraient rapidement dans la société. Halifax se plaindrait de la violation des principes fondamentaux de la constitution. Le lord garde des sceaux, comme un lâche et pédantesque formaliste qu'il était, se rangerait du côté d'Halifax. On serait obligé de faire de mauvaise grâce ce qu'on aurait pu d'abord faire de bonne grâce. Les ministres que Sa Majesté désirait le plus abaisser dans l'estime publique gagneraient en popularité à ses dépens. La mauvaise humeur de la nation pourrait faire produire aux élections un mauvais résultat. Il n'y avait rien à répondre à ces arguments. Le roi notifia donc au pays son intention de convoquer un parlement; mais il était désireux de se justifier du crime d'avoir agi déloyalement et irrespectueusement envers la France. Il mena Barillon dans une chambre particulière, et là s'excusa d'avoir osé prendre une mesure aussi importante sans l'approbation préalable de Louis. « Assurez votre maître, dit Jacques, de ma reconnaissance et de mon attachement. Je sais que sans sa protection je ne puis rien ; je sais quels embarras mon frère s'est attirés pour n'avoir pas fermement adhéré à la politique de la France. Je prendrai soin que les chambres ne se mêlent pas de politique étrangère. Si je vois en elles

quelques dispositions à faire le mal, je les enverrai à leurs affaires. Expliquez tout cela à mon bon frère. J'espère qu'il ne prendra pas en mauvaise part que j'aie agi sans le consulter. Il a droit d'être consulté, et c'est bien mon intention de le consulter en toutes choses; mais, dans l'occasion présente, le délai même d'une semaine aurait produit de sérieuses conséquences. »

Ces ignominieuses excuses furent le lendemain matin renouvelées par Rochester. Barillon les reçut avec civilité. Rochester, enhardi, se hasarda à demander de l'argent. « Ce sera de l'argent bien placé, dit-il; votre maître ne peut pas mieux employer ses revenus. Représentez-lui combien il est important que le roi d'Angleterre ne dépende pas de son peuple et ne dépende que de l'amitié de la France[1]. »

Barillon se hâta de communiquer à Louis les désirs du gouvernement anglais; mais Louis les avait déjà devancés. Son premier acte, lorsqu'il apprit la mort de Charles, avait été de rassembler des lettres de change sur l'Angleterre pour une somme de cinq cent mille livres, somme équivalente environ à trente-sept mille cinq cents livres sterling. A cette époque, il n'était pas facile de se procurer à Paris une telle quantité de lettres de change en un moment. En quelques heures cependant l'affaire fut terminée, et un courrier partit pour Londres[2]. Aussitôt que Barillon eut reçu cet envoi d'argent, il courut à Whitehall, et annonça la bonne nouvelle. Jacques n'eut pas honte de répandre ou de faire semblant de répandre des larmes de plaisir et de reconnaissance. « Il n'y a personne comme votre roi, dit-il, pour faire de si gracieuses, de si nobles actions. Je ne pourrai jamais être

[1] Ma principale autorité pour ces transactions est la dépêche de Barillon du 9-19 février 1685. On la trouvera dans l'appendice à l'Histoire de M. Fox. Voyez aussi la lettre de Preston à Jacques, datée du 18-28 avril 1681, dans Dalrymple.

[2] Louis à Barillon, 10-20 février 1685.

assez reconnaissant. Assurez-lui que mon attachement durera jusqu'à la fin de mes jours. » Rochester, Sunderland et Godolphin vinrent l'un après l'autre embrasser l'ambassadeur et lui chuchoter à l'oreille qu'il venait de donner une nouvelle vie à leur royal maître [1].

Mais bien que Jacques et ses trois conseillers fussent ravis de la promptitude que Louis avait montrée, ils ne furent aucunement satisfaits du montant du cadeau. Néanmoins, comme ils craignaient d'offenser par une mendicité importune, ils se bornèrent à faire entendre leurs désirs à demi mot. Ils déclarèrent qu'il n'entrait pas dans leurs intentions de barguigner avec un bienfaiteur aussi généreux que le roi de France, et qu'ils se confiaient entièrement à sa munificence. En même temps ils s'efforcèrent de le bien disposer par un grand sacrifice de l'honneur national. On savait qu'un des buts principaux de sa politique était d'ajouter les provinces belges à sa domination. L'Angleterre s'était engagée par un traité conclu avec l'Espagne, lorsque Danby était lord trésorier, à résister à toutes les tentatives que la France pourrait faire pour s'emparer de ces provinces. Les trois ministres informèrent Barillon que leur maître ne considérait pas plus longtemps ce traité comme obligatoire. Il avait, disaient-ils, été conclu par Charles; il pouvait être obligatoire pour lui, mais son frère ne se considérait pas comme lié par ce traité. Le roi très-chrétien pouvait donc, sans aucune crainte d'opposition de la part de l'Angleterre, procéder à l'annexion du Brabant et du Hainaut à son empire [2].

On résolut en même temps qu'une ambassade extraordinaire serait envoyée à Louis pour l'assurer de la reconnaisance et de l'affection de Jacques. On choisit pour remplir cette mission un homme qui n'occupait pas encore une très-haute position, mais dont le renom,

[1] Barillon, 16-26 février 1685.

[2] Barillon, 16-26 février 1685.

mélange d'infamie et de gloire, devait remplir plus tard tout le monde civilisé.

Peu de temps après la restauration, durant cette période gaie et dissolue célébrée par la vive plume d'Hamilton, Jacques, alors jeune et ardent à la poursuite du plaisir, avait été séduit par Arabella Churchill, une des dames d'honneur de sa première femme. La jeune dame n'était pas belle, mais le goût de Jacques n'était pas exquis, et elle devint sa maîtresse en titre. Elle était la fille d'un pauvre gentilhomme cavalier qui fréquentait Whitehall, et s'était rendu ridicule en publiant un in-folio depuis longtemps oublié, lourd et affecté, à la louange de la monarchie et des monarques. Les besoins des Churchill étaient pressants, leur dévouement était grand, et leur seul sentiment à l'endroit du faux pas d'Arabella semble avoir été la joyeuse surprise de voir une fille si ordinaire honorée d'une si haute faveur.

Sa protection fut en effet d'une grande utilité à ses parents ; mais aucun n'y gagna autant que son frère aîné John, un beau garçon, enseigne dans les gardes à pied. Il s'éleva rapidement à la cour et dans l'armée, et se distingua de bonne heure comme homme d'élégance et de plaisir. Sa stature était imposante, sa figure belle, ses manières singulièrement engageantes, et cependant d'une telle dignité que les fats les plus impertinents ne s'aventuraient jamais à prendre aucune liberté avec lui ; son caractère, même dans les circonstances les plus contrariantes et les plus irritantes, toujours parfaitement maîtrisé. Son éducation avait été tellement négligée qu'il ne pouvait écrire correctement les mots les plus simples de sa langue, mais son intelligence pénétrante et vigoureuse lui tenait amplement lieu de la science des livres. Il n'était pas loquace, mais lorsqu'il était forcé de parler en public, son éloquence naturelle excitait l'envie des rhéteurs les plus consommés. Son courage était singulièrement froid et imperturbable. Pendant

bien des années d'anxiété et de péril, il ne perdit jamais un seul instant, dans aucune occasion, le parfait usage de son admirable jugement.

Dans sa vingt-troisième année on l'envoya avec son régiment se joindre aux troupes françaises alors engagées dans des opérations contre la Hollande. Sa sereine intrépidité le fit distinguer parmi des milliers de braves soldats; son habileté dans sa profession lui attira le respect des vieux officiers: il fut publiquement félicité en tête de l'armée, et reçut de nombreuses marques d'estime et de confiance de Turenne, alors à l'apogée de la gloire militaire.

Malheureusement les splendides qualités de John Churchill étaient mêlées à un alliage de la plus sordide espèce. Certains penchants, singulièrement disgracieux chez un jeune homme, commencèrent de bonne heure à se manifester chez lui. Il était rapace dans ses vices, et il levait d'amples contributions sur les femmes enrichies des dépouilles d'amants plus généreux. Il fut pendant quelque temps l'objet de la passion violente mais inconstante de la duchesse de Cleveland. Une fois il fut surpris avec elle par le roi et forcé de sauter par la fenêtre. Elle récompensa ce périlleux haut fait de galanterie par un présent de cinq mille livres. Avec cette somme, le jeune et prudent héros acheta immédiatement une rente annuelle de cinq cents livres, avec de bonnes garanties sur propriété foncière[1]. Ses tiroirs secrets contenaient déjà des amas de grosses pièces d'or auxquelles il ne toucha jamais, même lorsque, cinquante ans plus tard, il fut devenu duc, prince de l'Empire, et le plus riche sujet de l'Europe[2].

[1] Dartmouth, *Note sur Burnet*, I, 264.—*Lettres de Chesterfield*, 18 novembre 1748. Chesterfield est un témoin irrécusable, puisque l'annuité fut hypothéquée sur les propriétés de son grand-père Halifax. Je crois qu'il n'y a aucun fondement à l'addition que Pope fait à cette histoire : «Le galant auquel elle fit ce cadeau, — Vécut assez pour refuser plus tard à sa maîtresse une demi-couronne.» Curll appelle ceci une diffamation faite à plaisir.

[2] *Pope*, dans les *Anecdotes de Spence*.

A la fin de la guerre, il fut attaché à la maison du duc d'York, accompagna son patron dans les Pays-Bas et à Édimbourg, et fut récompensé de ses services par une pairie écossaise et le commandement de l'unique régiment de dragons qui existât alors dans l'armée anglaise[1]. Sa femme eut une place auprès de la fille cadette de Jacques, la princesse de Danemark.

Lord Churchill fut donc envoyé comme ambassadeur extraordinaire à Versailles. Il était chargé d'exprimer la chaude reconnaissance du gouvernement anglais pour l'argent que Louis XIV avait si généreusement accordé. Il avait été d'abord convenu qu'il demanderait à Louis une somme plus forte ; mais, tout bien et dûment considéré, on craignit que cette indélicate avidité ne dégoûtât un bienfaiteur dont la libéralité spontanée venait de se déployer d'une manière aussi signalée. Churchill reçut donc pour instructions de se borner à offrir des remerciments pour le passé et de ne rien dire sur l'avenir[2].

Mais Jacques et ses ministres, tout en protestant qu'ils ne voulaient pas être importuns, s'efforçaient de faire entendre, et d'une manière très-intelligible, leurs désirs et leurs espérances. Ils avaient dans l'ambassadeur français un intermédiaire adroit, zélé, et peut-être quelque peu intéressé. Louis fit quelques difficultés, probablement dans le but de rehausser la valeur de ses dons. Toutefois, au bout de quelques semaines, Barillon reçut encore de Versailles un nouvel envoi de quinze cent mille livres, avec recommandation de distribuer prudemment cette somme, équivalente à cent douze mille livres

[1] Voyez les *Annales historiques du premier régiment de dragons, ou régiment de royal-dragon*. La nomination de Churchill à ce régiment fut ridiculisée comme un exemple de partialité absurde. Une épigramme du temps, que je ne me rappelle pas avoir vu imprimée, mais dont il existe une copie dans le *British Museum*, contient ces vers : « Comparez notre [illegible] avec son cavalier. — Cela est tout aussi naturel — que de voir Churchill placé — à la tête des dragons. »

[2] Barillon, 16-26 février 1685.

sterling. Il fut autorisé à fournir au gouvernement anglais trente mille livres dans le but de corrompre les membres de la nouvelle chambre des communes, et à garder le reste en réserve pour quelque circonstance extraordinaire, telle qu'une insurrection ou une dissolution [1].

La turpitude de ces transactions est universellement reconnue; mais leur nature réelle est souvent mal comprise; car, bien que la politique extérieure des deux derniers rois de la maison des Stuarts n'ait plus trouvé un apologiste parmi nous depuis que la correspondance de Barillon a été mise sous les yeux du public, il y a encore un parti qui s'efforce de défendre leur politique intérieure. Il est certain cependant qu'il y a une connexion nécessaire et indissoluble entre leur politique extérieure et leur politique intérieure. S'ils avaient soutenu seulement pendant quelques mois l'honneur du pays à l'étranger, ils auraient été obligés de changer tout le système de leur administration à l'intérieur. Il est inconséquent de les louer pour leur refus de gouverner conformément à l'opinion du parlement, et de les blâmer en même temps pour s'être soumis aux volontés de Louis XIV. Ils n'avaient que le choix entre ces deux alternatives : ou dépendre de Louis, ou dépendre du parlement.

Jacques, il faut lui rendre cette justice, aurait été très-heureux de trouver un troisième moyen; mais il n'y en avait pas. Il devint l'esclave de la France; mais il serait inexact de le représenter comme un esclave satisfait. Il avait assez de fierté pour s'emporter contre lui-même à certains moments, se reprocher cet esclavage, et désirer de le secouer; et ces dispositions indépendantes étaient encouragées avec soin par les agents de plusieurs puissances étrangères.

[1] Barillon, 6-16 avril. — Louis à Barillon, 14-24 avril.

Son avénement avait excité des espérances et des craintes dans toutes les cours du continent, et les commencements de son administration étaient observés, par les nations étrangères, avec presque autant d'intérêt que par ses propres sujets. Un seul gouvernement désirait voir éterniser les troubles qui, depuis trois générations, déchiraient l'Angleterre. Tous les autres gouvernements, républicains ou monarchiques, protestants ou catholiques romains, désiraient voir ces troubles se terminer heureusement.

La nature du long différend entre les Stuarts et leurs parlements était, à la vérité, bien imparfaitement comprise par les souverains et les hommes d'État étrangers; mais aucun d'eux ne pouvait ne pas voir l'effet de ce différend sur l'équilibre du pouvoir en Europe. Dans des circonstances ordinaires, les sympathies des cours de Vienne et de Madrid auraient été sans doute du côté d'un prince luttant contre ses sujets, et surtout d'un prince catholique luttant contre des sujets hérétiques; mais ces sympathies étaient dominées par un sentiment plus fort. La haine et la crainte inspirées par la grandeur, l'injustice et l'arrogance du roi de France, étaient à leur comble. Ses voisins ne savaient lequel était le plus dangereux d'être en guerre ou en paix avec lui; car, dans la paix, il ne cessait de les piller et de les outrager, et ils avaient essayé en vain contre lui toutes les chances de la guerre. Dans cette perplexité, ils regardaient avec une excessive inquiétude du côté de l'Angleterre. Agirait-elle conformément aux principes de la triple alliance ou conformément aux principes du traité de Douvres? Du choix qu'elle ferait entre ces deux lignes de conduite dépendait le sort de tous ses voisins. Avec son secours, on pourrait encore résister à Louis; mais il ne fallait espérer ce secours que lorsqu'elle serait en paix avec elle-même. Avant que la lutte entre le trône et le parlement commençât, elle

avait été une puissance de premier ordre; du jour où cette lutte fut terminée, elle redevint une puissance de premier ordre; mais, tant que la victoire resta indécise, elle fut condamnée à l'inaction et au vasselage. Elle avait été grande sous les Plantagenets et les Tudors; elle le fut encore sous les princes qui régnèrent après la révolution; mais, sous les princes de la maison de Stuart, elle ne fut plus qu'un *blanc* sur la carte d'Europe. Elle avait perdu certaines facultés d'énergie sans en acquérir d'autres. Ce genre de force qui, au quatorzième siècle, l'avait mise à même d'humilier la France et l'Espagne, n'existait plus. Cet autre genre de force qui, au dix-huitième siècle, lui permit d'humilier une fois encore la France et l'Espagne, ne s'était pas encore manifesté. Le gouvernement n'était plus une monarchie limitée à la façon des monarchies du moyen âge. Elle n'était pas encore devenue une monarchie limitée, dans le sens moderne du mot. Elle avait les vices des deux systèmes, sans avoir la force d'aucun. Les éléments de notre constitution politique, au lieu de se combiner et de s'harmoniser, se contrariaient et se neutralisaient mutuellement. Tout était transition, conflit et désordre. Le but principal du souverain était d'empiéter sur les priviléges de la législature; le but principal de la législature était d'empiéter sur les prérogatives du souverain. Le roi acceptait avec empressement un secours étranger qui le dispensait de la honte de dépendre d'un parlement rebelle. Le parlement refusait au roi les moyens de défendre l'honneur national à l'extérieur, dans la crainte trop fondée qu'il n'employât ces moyens à rétablir le despotisme à l'intérieur. L'effet de ces jalousies fut que notre pays, avec toutes ses ressources, ne pesait pas, dans la balance de la chrétienté, d'un poids plus lourd que le duché de Savoie et le duché de Lorraine, et pesait certainement d'un poids moins lourd que la petite province de Hollande.

La France était profondément intéressée à prolonger cet état de choses[1]. Toutes les autres puissances étaient, au contraire, profondément intéressées à y mettre fin. Le vœu général de l'Europe était que Jacques gouvernât conformément à la loi et aux désirs de l'opinion publique. L'Escurial lui-même envoya des lettres exprimant ardemment le vœu que le nouveau roi d'Angleterre régnât en bonne intelligence avec son peuple et son parlement[2]. Le Vatican lui-même envoya des conseils de prudence à l'égard des dangers qu'offrait un zèle inconsidéré pour la foi catholique romaine. Benoît Odescalchi, qui occupait le siége pontifical sous le nom d'Innocent XI, ressentait, en sa qualité de prince temporel, toutes les craintes avec lesquelles les autres princes voyaient les progrès de la puissance française : il avait en outre des motifs particuliers d'inquiétude. Ce fut une heureuse circonstance pour la religion protestante qu'au moment où le dernier roi catholique romain de l'Angle-

[1] Je pourrais copier la moitié de la correspondance de Barillon en preuve de mon assertion ; mais je n'en citerai qu'un passage, dans lequel la politique du gouvernement français à l'égard de l'Angleterre est exprimée en termes concis, et avec une clarté parfaite. « On peut tenir pour une maxime indubitable que l'accord du roi d'Angleterre avec son parlement, en quelque manière qu'il se fasse, n'est pas conforme aux intérêts de Votre Majesté. Je me contente de penser cela sans m'en ouvrir à personne, et je cache avec soin mes sentiments à cet égard. » Barillon à Louis, 28 février-10 mars 1687. — Le cabinet de Vienne savait parfaitement que c'était là le secret réel de toute la politique de Louis à l'égard de notre pays. L'empereur Léopold écrivait à Jacques, 30 mars-9 avril 1689 : « *Galli id unum agebant, ut, perpetuas inter Serenitatem vestram et ejusdem populos fovendo simultates, reliquæ christianæ Europæ tanto securius insultarent.* »

[2] « Que sea unido con su reyno, y en todo buena inteligencia con el parlamento. » Dépêche du roi d'Espagne à don Pedro Ronquillo, 16-26 mars 1685. Cette dépêche se trouve dans les archives de Simancas, qui contient une grande masse de papiers se rapportant aux affaires anglaises. Des copies des plus intéressants de ces documents étaient en la possession de M. Guizot, et m'ont été prêtées par lui. C'est avec un plaisir tout particulier que je saisis aujourd'hui l'occasion de reconnaître cette marque d'amitié d'un homme aussi éminent.

terre montait sur le trône, l'Église catholique romaine fût déchirée par des dissensions, et menacée d'un nouveau schisme. Une querelle semblable à celle qui, au onzième siècle, avait armé l'un contre l'autre l'empereur et le souverain pontife, s'était élevée entre Louis et Innocent. Louis, zélé jusqu'au bigotisme pour les doctrines de l'Église romaine, mais inflexible à l'endroit de son autorité royale, accusa le pape d'empiétements sur les droits temporels de la couronne de France, et fut à son tour accusé par le pape d'empiéter sur le pouvoir spirituel du saint-siége. Le roi, tout hautain qu'il fût, se heurta contre un esprit encore plus déterminé que le sien. Innocent était, dans toutes ses relations privées, le plus doux et le plus aimable des hommes; mais lorsqu'il parlait comme souverain de l'Église, du haut de la chaire de Saint-Pierre, il parlait du ton de Grégoire VII et de Sixte V. La querelle devint sérieuse. Les agents du roi furent excommuniés; les adhérents du pape furent bannis. Le roi créa évêques les champions de son autorité. Le pape leur refusa l'institution. Ils prirent possession des palais et des revenus épiscopaux; mais ils n'avaient aucune compétence pour exercer les fonctions épiscopales. Avant la fin de cette querelle, il y avait en France trente évêques qui ne pouvaient ni confirmer, ni ordonner [1].

Tout autre prince que Louis, engagé dans une querelle avec le Vatican, aurait eu pour lui tous les gouvernements protestants; mais la crainte et le ressentiment que l'ambition et l'insolence du roi de France avaient excités étaient tels, que quiconque avait le courage de lui résister résolûment était sûr d'obtenir la sympathie générale. Les Luthériens et les Calvinistes eux-mêmes, qui avaient toujours détesté le pape, ne pouvaient s'empê-

[1] Peu de lecteurs anglais désireront approfondir l'histoire de cette querelle. On en trouvera le résumé dans la *Vie de Bossuet* par le cardinal Bausset, et dans *le Siècle de Louis XIV* de Voltaire.

cher de désirer qu'il triomphât d'un tyran qui aspirait à la monarchie universelle. C'est ainsi que, dans notre siècle, bien des gens qui regardaient Pie VII comme l'Antechrist furent bien aises de voir cet Antechrist affronter le pouvoir gigantesque de Napoléon.

Le ressentiment d'Innocent envers la France le disposa à juger les affaires de l'Angleterre avec des sentiments doux et libéraux. Le retour du peuple anglais au troupeau dont il était le berger aurait incontestablement réjoui son âme ; mais il était trop sage pour croire qu'une nation si hardie et si opiniâtre pût être ramenée à l'Église romaine par l'exercice violent et inconstitutionnel de l'autorité royale. Il n'était pas difficile de prévoir que si Jacques essayait de favoriser les intérêts de sa religion par des moyens illégaux et impopulaires, la tentative échouerait ; que la haine des hérétiques insulaires pour la vraie foi deviendrait plus forte et plus terrible que jamais, et qu'une association indissoluble se ferait dans leurs esprits entre protestantisme et liberté civile, entre papisme et pouvoir arbitraire. En même temps, le roi deviendrait pour son peuple un objet d'aversion et de soupçon. L'Angleterre resterait ce qu'elle avait été sous Jacques I, sous Charles I, sous Charles II, une puissance de troisième ordre, et la France dominerait sans contrôle au delà des Alpes et au delà du Rhin. D'un autre côté, il était probable que Jacques en agissant avec prudence et modération, en observant strictement les lois et en s'efforçant de gagner la confiance du parlement, pourrait obtenir pour les fidèles de sa religion de grandes mesures de soulagement. Les statuts imposant des pénalités disparaîtraient d'abord, et les statuts imposant des incapacités civiles ensuite. Enfin, la nation anglaise et le roi d'Angleterre réconciliés pourraient se placer à la tête de la coalition européenne, et opposer à la cupidité de Louis une insurmontable barrière.

Innocent était confirmé dans son jugement par les principaux Anglais qui résidaient à sa cour. Un de ceux-ci était Philippe Howard, rejeton des plus nobles familles de l'Angleterre, petit-fils d'un comte d'Arundel d'un côté, et d'un duc de Lennox de l'autre. Philippe était depuis longtemps membre du sacré collége; il était ordinairement désigné sous le nom du cardinal d'Angleterre, et il était le principal conseiller du saint-siége dans toutes les affaires relatives à son pays. Il avait été forcé à s'exiler par les menaces des protestants bigots, et un membre de sa famille, l'infortuné Stafford, était tombé victime de leur rage. Ni les injustices subies par le cardinal, ni les injustices subies par sa famille, n'avaient échauffé son esprit au point d'en faire un conseiller téméraire. Toutes les lettres qu'il faisait partir du Vatican pour Whitehall recommandaient la patience, la modération, et le respect pour les préjugés du peuple anglais [1].

L'esprit de Jacques était en proie à un grand conflit. Nous serions injustes envers lui si nous supposions que l'état de vasselage fût agréable à son caractère. Il aimait l'autorité et les affaires; il avait une grande opinion de sa dignité personnelle; bien plus, il n'était pas entièrement dépourvu d'un certain sentiment qui a quelque ressemblance avec le patriotisme. La pensée que le royaume qu'il gouvernait était compté pour moins dans le monde que tant d'autres États qui possédaient de plus petites ressources remplissait son âme d'amertume, et il écoutait avec avidité les ministres étrangers lorsqu'ils le pressaient de soutenir la dignité de son rang, de se placer à la tête d'une grande confédération, de se faire le protecteur des nations outragées, de dompter l'orgueil de cette puissance qui tenait tout le continent dans la crainte. Ces exhortations faisaient gonfler son

[1] Burnet, I, 661; et *Lettre de Rome*. — Dodd, *Histoire de l'Église*, part. VIII, liv. I, art. 1.

cœur d'émotions inconnues à la nature insouciante et efféminée de son frère; mais ces émotions étaient aussitôt étouffées par un sentiment plus violent. Une politique étrangère vigoureuse impliquait nécessairement une politique intérieure conciliante. Il était impossible d'affronter le pouvoir de la France, et en même temps de fouler aux pieds les libertés de l'Angleterre. Le pouvoir exécutif ne pouvait entreprendre rien de grand sans le soutien des communes, et il ne pouvait obtenir leur soutien qu'en agissant conformément à leur opinion. Ainsi Jacques s'apercevait qu'il ne pouvait posséder à la fois les deux choses qu'il désirait le plus. Etre craint et respecté à l'extérieur n'était que le second de ces deux désirs; mais celui qui passait en première ligne, c'était d'être maître absolu dans son royaume. Placé ainsi entre deux désirs incompatibles qui se partageaient son cœur, il fut quelque temps ballotté de l'un à l'autre. La lutte qui se passait dans son âme donnait à ses actes publics une étrange apparence d'indécision et d'hypocrisie. Les hommes qui, sans fil conducteur, essayaient de parcourir le labyrinthe de sa politique, ne pouvaient comprendre comment le même homme pouvait être, dans la même semaine, si humble et si hautain. Louis lui-même était déconcerté par les boutades d'un allié qui passait en quelques heures de l'hommage au défi, et du défi à l'hommage. Cependant, maintenant que toute la conduite de Jacques nous est connue, cette inconséquence s'explique facilement.

Au moment de son avénement au trône, il ne savait si le royaume se soumettrait paisiblement à son autorité. Les Exclusionnistes, naguère si puissants, pouvaient se lever en armes contre lui et il pouvait avoir grand besoin de l'argent de France et des troupes françaises. Pendant quelques jours il se résigna donc au rôle de sycophante et de mendiant. Il s'excusa humblement de la hardiesse qu'il avait eue de convoquer un parle-

ment sans l'autorisation de la France; il mendia servilement un subside français; il pleura de joie à la vue des lettres de change françaises; il envoya à Versailles une ambassade spécialement chargée de présenter à la cour ses assurances de reconnaissance, d'attachement, de soumission. Mais à peine cette ambassade était-elle partie qu'une révolution s'opéra dans ses sentiments. Il avait été proclamé dans toutes les parties du royaume sans qu'il y eut eu une seule émeute, un seul cri séditieux. De toutes les extrémités de l'île on l'informait que ses sujets étaient fidèles et obéissants. Son orgueil parla. La position dégradante qu'il gardait vis-à-vis d'un pouvoir étranger lui parut intolérable; il devint arrogant, pointilleux, hautain, querelleur; il parla si fièrement de la dignité de sa couronne, et de l'équilibre des puissances, que toute sa cour s'attendait à une révolution complète dans le système de politique extérieure de l'Angleterre. Il commanda à Churchill de lui envoyer le récit détaillé des cérémonies de Versailles, afin que les honneurs qu'avait reçus l'ambassade anglaise fussent rendus, et tout juste rendus, à l'ambassadeur français à Whitehall. La nouvelle de ce changement fut reçue avec joie à Madrid, à Vienne et à La Haye[1]. Louis s'en amusa d'abord. « Mon bon allié parle bien haut, dit-il, mais il est aussi friand de mes pistoles que l'était son frère. » Mais bientôt après, le changement de conduite de Jacques, et les espérances que ce changement inspira aux deux branches de la maison d'Autriche, commencèrent à attirer sérieusement son attention. Il existe encore une lettre remarquable dans laquelle le roi de France laissait percer vivement le soupçon d'avoir été dupé, et la crainte que l'argent qu'il avait envoyé à Whitehall ne fût employé contre lui[2].

[1] Consultations du conseil d'État espagnol, 2-12 avril, et 16-26 avril 1685, dans les Archives de Simancas.

[2] Louis à Barillon, 22 mai-1er juin 1685 — Burnet, I, 623.

L'Angleterre s'était remise de la tristesse et de l'inquiétude causées par la mort du bon Charles. Les Tories faisaient de chaudes protestations d'attachement à leur nouveau maître; la crainte faisait taire la haine des Whigs; la grande masse de la nation, qui n'est ni whig ni tory, mais qui incline alternativement vers le whiggisme et le torysme, inclinait encore du côté du parti tory. La réaction qui avait suivi la dissolution du parlement d'Oxford n'avait pas encore épuisé ses forces.

Le roi, dès le début de son règne, mit à l'épreuve la fidélité de ses amis protestants. Lorsqu'il n'était encore que sujet, il avait l'habitude d'entendre la messe, à huis-clos, dans un petit oratoire qui avait été arrangé pour sa femme; mais maintenant il ordonnait que les portes fussent ouvertes, afin que tous ceux qui venaient lui rendre leurs devoirs pussent contempler la cérémonie. A l'élévation de l'hostie, une étrange confusion régnait dans l'antichambre : les Catholiques romains tombaient à genoux; les Protestants se précipitaient hors de la salle. Bientôt une nouvelle chaire où, pendant le carême, une série de sermons furent prêchés par des prêtres catholiques, au grand déplaisir des partisans zélés de l'Église anglicane, fut élevée dans le palais [1].

Une innovation plus sérieuse suivit de près celles-ci. La semaine sainte arriva, et le roi voulut entendre la messe avec la même pompe dont s'environnaient ses prédécesseurs lorsqu'ils se rendaient aux temples de la religion établie. Il annonça son intention aux trois ministres qui composaient son cabinet intime, et les requit d'assister à la cérémonie. Sunderland, à qui toutes les religions étaient indifférentes, y consentit sans difficulté. Godolphin, comme chambellan de la reine, avait déjà l'habitude de lui donner la main lorsqu'elle se rendait à son oratoire, et n'éprouvait aucun scrupule à s'incliner offi-

[1] Clarke, *Vie de Jacques II*, II, 5. — Barillon, 19 février-1er mars 1685. — Journal d'Evelyn, 5 mars 1684-1685.

ciellement dans le temple de Rimmon. Mais Rochester fut grandement embarrassé. Son influence dans le pays avait principalement sa source dans l'opinion que s'étaient formée le clergé et la *gentry* tory de son attachement zélé et inaltérable à l'Église d'Angleterre. Son orthodoxie était considérée comme rachetant entièrement des défauts qui sans elle l'auraient rendu l'homme le plus impopulaire du royaume, comme rachetant son extrême arrogance, son extrême violence de caractère et ses manières presque brutales [1]. Il craignit qu'en accédant aux vœux du roi, il ne perdît beaucoup dans l'estime de son parti. Après quelques altercations, il obtint la permission de passer le temps des fêtes hors de la ville. Tous les autres grands dignitaires civils reçurent l'ordre d'être à leur poste le dimanche de Pâques. Les rites de l'Église de Rome furent une fois encore, après un intervalle de cent vingt-sept ans, célébrés à Whitehall avec une pompe royale. Les gardes du corps formaient la haie; les chevaliers de la Jarretière portaient leurs colliers; le duc de Somerset, le second des pairs temporels du royaume, portait l'épée de l'État; une longue escorte des plus grands lords accompagna le roi jusqu'à son siége; mais on remarqua qu'Ormond et Halifax restèrent dans l'antichambre. Quelques années auparavant, ils avaient vaillamment soutenu la cause de Jacques contre quelques-uns de ceux qui maintenant défilaient devant eux. Ormond n'avait pas pris part au meurtre des catholiques romains; Halifax avait courageusement proclamé l'innocence de Stafford. En voyant ces adorateurs versatiles du fait accompli, qui avaient affecté de frissonner à la seule pensée d'un roi papiste, et avaient versé sans pitié le sang innocent d'un pair papiste, se pousser maintenant pour avancer auprès d'un autel papiste, le parfait *Équi-*

[1] « A ceux qui lui demandent des services, — Il répond en jurant le nom de Dieu, — Et les gourmande comme s'ils venaient pour voler des couverts d'argent. » *Lamentable tory*, ballade, 1684.

ibreur pouvait, avec quelque justice, se glorifier dans son orgueil solitaire de cet impopulaire sobriquet[1].

Une semaine environ après cette cérémonie, Jacques fit un plus grand sacrifice de ses préjugés religieux que tous ceux qu'il avait jusqu'alors exigés de ses sujets protestants. Il fut couronné le 23 avril, jour de la fête du saint patron du royaume. L'abbaye et la salle de Westminster étaient splendidement décorées ; la présence de la reine et des pairesses donnait à la cérémonie un charme qui avait manqué à la magnifique inauguration du dernier règne. Cependant ceux qui se rappelaient cette inauguration déclaraient qu'elle avait été bien supérieure. L'ancien usage était que le roi, avant son couronnement, se rendît à cheval et en grande pompe de la Tour à Westminster, avec tous ses hérauts, juges, conseillers, lords et grands dignitaires. La dernière et la plus brillante de ces cavalcades fut celle qui traversa la capitale alors que les sentiments excités par la restauration étaient dans toute leur force. Des arcs de triomphe étaient dressés sur toute la longueur de la route. Cornhill, Cheapside, la place de l'église de Saint-Paul, Fleet-Street, le Strand, étaient bordés d'amphithéâtres ; toute la ville avait pu contempler ainsi la royauté sous les formes les plus splendides et les plus solennelles que la royauté puisse revêtir. Jacques ordonna de faire une estimation de ce que coûterait une semblable procession, et il se trouva que les dépenses faisaient à peu près la moitié de la somme qu'il se proposait d'employer aux bijoux de la reine. En conséquence, il se décida à être prodigue là où il aurait dû être économe, et à lésiner là où il aurait été excusable d'être prodigue. On dépensa donc plus de cent mille livres pour la toilette de la reine, et on renonça à la procession. La folie de cette conduite est évidente. Si le faste est bon à quelque chose en poli-

[1] Barillon, 20-30 avril 1685.

tique, c'est comme moyen de frapper l'imagination de la multitude. Priver la population d'un spectacle dont le but principal est de produire sur elle une impression est le comble de l'absurdité. Jacques aurait montré une munificence et une parcimonie plus judicieuses s'il eût traversé Londres de l'est à l'ouest avec la pompe habituelle, et fait placer sur les robes de sa femme une couche moins épaisse de diamants et de perles. Son exemple fut néanmoins suivi par ses successeurs, et les mêmes sommes qui, bien employées, eussent procuré un plaisir infini à une grande partie de la nation, étaient dépensées en représentations auxquelles étaient admises trois ou quatre mille personnes privilégiées. On a enfin ressuscité en partie la vieille coutume. Le jour du couronnement de la reine Victoria, il y eut une procession dans laquelle on put remarquer sans doute bien des imperfections, mais qui fut contemplée avec intérêt et plaisir par un demi-million de ses sujets, et qui, sans contredit, donna plus de satisfaction et excita plus d'enthousiasme que le faste plus dispendieux dont un cercle choisi était le seul témoin dans l'abbaye.

Jacques avait ordonné à Sancroft d'abréger le service religieux. La raison qu'on en donna publiquement était que le temps manquerait pour toute la cérémonie, vu la brièveté des jours. Mais si on examine les retranchements qui furent faits, on se convaincra que le but réel était de faire disparaître les parties du service trop offensantes pour les sentiments religieux du roi. Le service de la communion ne fut pas lu. La cérémonie qui consiste à présenter au roi un exemplaire richement relié de la Bible, en l'exhortant à placer au-dessus de tous les trésors de la terre ce livre que, dès son enfance, on avait appris à Jacques à regarder comme gâté par de fausses doctrines, fut également omise. Néanmoins, ce qui restait du service religieux, même après cette mutilation, était bien susceptible encore de faire naître des scrupules dans l'es-

prit d'un homme qui regardait très-sincèrement l'Église d'Angleterre comme une congrégation hérétique, dans le sein de laquelle on ne pouvait trouver le salut. Le roi fit son oblation à l'autel. Il parut se joindre aux prières des litanies chantées par les évêques. Il reçut des mains de ces faux prophètes l'onction, symbole d'une consécration divine, et s'agenouilla avec l'apparence de la dévotion, tandis qu'ils appelaient sur sa tête la bénédiction du Saint-Esprit, dont ils étaient dans son esprit les ennemis invétérés et malfaisants. Telles sont les inconséquences de la nature humaine, que cet homme, qui par suite d'un zèle fanatique pour sa religion laissa échapper trois royaumes de ses mains, aima mieux cependant commettre un acte voisin de l'apostasie, que de renoncer au puéril plaisir de recevoir l'investiture avec tous les hochets symboliques du pouvoir royal [1].

Ce fut Francis Turner, évêque d'Ely, qui prêcha. C'était un de ces écrivains qui affectaient encore le style suranné de l'archevêque Williams et de l'archevêque Andrews. Ce sermon était rempli de pensées affectées qui, soixante-dix ans auparavant, auraient été admirées, mais qui ne pouvaient qu'exciter le dédain d'une génération accoutumée à l'éloquence plus pure de Sprat, de South et de Tillotson. Le roi Salomon était le roi Jacques, Adonijah était Monmouth, Joab était un conspirateur de Rye-House, Shimei un pamphlétaire whig, Abiathar un vieux Cavalier honnête, mais égaré. Une phrase du livre des *Paralipomènes* fut torturée, pour prouver que le souverain était au-dessus du parlement. Une autre fut citée pour prouver que lui seul avait le droit de commander la milice. Vers la fin du discours, l'orateur fit timidement allusion à la nouvelle et embarrassante

[1] D'après la dépêche d'Adda du 22 janvier-1er février 1685, et les expressions du P. d'Orléans (*Histoire des révolutions d'Angleterre*, liv. XI), il est clair que les catholiques rigides regardaient la conduite du roi comme impardonnable.

situation dans laquelle l'Église se trouvait vis-à-vis du souverain, et rappela à ses auditeurs que l'empereur Constance Chlore, quoiqu'il ne fût pas chrétien, avait honoré les chrétiens qui restaient fidèles à leur religion, et avait traité avec mépris ceux qui cherchaient à conquérir sa faveur par l'apostasie. Le service de l'abbaye fut suivi d'un somptueux banquet dans la salle de Westminster, le banquet de brillants feux d'artifice, et les feux d'artifice de beaucoup de mauvaises poésies [1].

Ce moment peut être regardé comme celui où l'enthousiasme du parti tory atteignit son zénith. Depuis son avénement, un déluge d'adresses exprimant la plus profonde vénération pour sa personne et ses fonctions, et la haine la plus amère pour le parti whig, pleuvaient autour du roi. Les magistrats de Middlesex remerciaient Dieu d'avoir confondu les desseins de ces régicides et de ces Exclusionistes qui, non contents d'avoir assassiné un bienheureux monarque, cherchaient encore à détruire les fondements de la monarchie. La ville de Gloucester couvrait d'exécrations ces scélérats sanguinaires qui avaient tenté de priver le roi de ses droits légitimes. Les bourgeois de Wigan assuraient leur souverain qu'ils le défendraient contre les Achitophels conspirateurs et les Absalons rebelles. Le grand jury du Suffolk exprima l'espoir que le parlement proscrirait tous les Exclusionistes. Un grand nombre de corporations prenaient l'enga-

[1] *Gazette de Londres.* — *Gazette de France.* — Clarke, *Vie de Jacques II*, II, 10. — *Histoire du couronnement du roi Jacques II et de la reine Marie,* par Francis Sandford, héraut de Lancastre, in-folio, 1687. — Journal d'Evelyn, 21 mai 1685. — Dépêche des ambassadeurs hollandais, 10-20 avril 1685. — Burnet, I, 628. — Eachard, III, 734. — *Sermon prêché devant leurs majestés le roi Jacques II et la reine Marie, à leur couronnement dans l'abbaye de Westminster,* 23 avril 1685, par Francis, évêque d'Ely, et grand aumônier. J'ai vu un récit italien, qui fut publié à Modène, et qui est surtout remarquable par l'habileté avec laquelle l'écrivain dissimule le fait que les prières et les psaumes furent chantés en anglais, et que les évêques étaient des hérétiques.

gement solennel de ne jamais envoyer à la chambre des communes aucun de ceux qui avaient voté contre les droits du roi. La capitale elle-même se montra très-obséquieuse. Les légistes et les marchands rivalisèrent de servilité. Les cours de justice envoyèrent des professions ferventes d'attachement et de soumission. Toutes les grandes sociétés commerciales, la compagnie des Indes orientales, la compagnie africaine, la compagnie turque, la compagnie moscovite, la compagnie de la baie d'Hudson, les négociants du Maryland, les négociants de la Jamaïque, les négociants de pacotilles, déclarèrent qu'ils se soumettaient avec joie à l'édit royal qui leur ordonnait de continuer à payer les droits de douane. Bristol, la seconde ville de l'Angleterre, fit écho à la voix de Londres; mais nulle part l'esprit de royalisme ne fut plus fort que dans les deux universités. Oxford déclara qu'elle ne s'écarterait jamais de ces principes qui lui commandaient d'obéir au roi sans restriction et sans limite. Cambridge condamna en termes sévères la violence et la perfidie de ces hommes turbulents qui s'étaient méchamment efforcés de changer l'ordre traditionnel de succession au trône [1].

Des adresses semblables remplirent pendant longtemps chaque numéro de la gazette. Mais ce n'était pas la seule manière dont les Tories manifestaient leur zèle. Les ordonnances pour l'élection du parlement avaient été publiées, et le pays était agité par le tumulte inhérent à une élection générale. Jamais élections n'avaient eu lieu au milieu de circonstances si favorables à la cour. Les électeurs que le complot papiste avait jetés par centaines de mille du côté des Whigs avaient été rejetés dans le parti tory par la conspiration de Rye-House. Dans les comtés, le gouvernement pouvait compter sur une majorité écrasante parmi les propriétaires ayant trois cents livres de

[1] Voyez la *Gazette de Londres* des mois de février, mars et avril 1685.

rente et au-dessus, et sur l'unanimité du clergé. Les bourgs qui avaient été récemment les citadelles du whiggisme avaient été privés de leurs chartes par sentence légale, ou avaient évité cette sentence par une démission volontaire : ils étaient maintenant reconstitués de telle sorte qu'on était sûr qu'ils enverraient au parlement des membres dévoués à la couronne. Partout où on ne pouvait pas se fier aux habitants des villes, on avait donné le droit de vote aux *squires* du voisinage. Dans quelques-unes des petites corporations de l'ouest, les corps constituants étaient en grande partie composés de capitaines et de lieutenants des gardes. Partout les officiers électoraux favorisaient les intérêts de la cour. Dans chaque comté, le lord lieutenant et ses députés formaient un comité puissant, actif et vigilant qui mettait tous ses soins à cajoler ou à intimider les propriétaires. De milliers de chaires partait l'avertissement solennel de ne voter pour aucun candidat whig, de crainte d'avoir à répondre de ce crime devant celui qui avait établi les pouvoirs de ce monde, et déclaré que la rébellion était un péché mortel aussi grand que la sorcellerie. Le parti dominant, non-seulement usa de tous ces avantages dans toute leur étendue, mais en abusa avec tant d'impudence, que des hommes graves et réfléchis, qui avaient été fidèles à la monarchie lorsqu'elle avait été en péril, et qui n'aimaient ni les républicains ni les schismatiques, furent frappés d'effroi, et tirèrent de tels débuts l'augure que de mauvais jours approchaient[1].

Cependant les Whigs, quoique subissant la juste punition de leurs erreurs, quoique défaits, découragés et

[1] Il serait aisé de remplir un volume avec ce que les historiens et les pamphlétaires whigs ont écrit sur ce sujet. Je ne citerai qu'un seul témoin, tory et partisan de l'Église : « Les élections, dit Evelyn, furent indécemment emportées dans beaucoup d'endroits. Que Dieu donne à tout ceci une meilleure fin que quelques-uns ne l'espèrent. » 10 mai 1685. Il dit ailleurs : « La vérité, c'est qu'il y a beaucoup de représentants dont la nomination et l'élection sont universellement condamnées. » 22 mai.

désorganisés, ne cédèrent pas sans défense. Ils étaient encore nombreux parmi les marchands et les artisans des villes, et parmi les fermiers et les paysans des campagnes. Dans quelques districts, dans le Dorsetshire, par exemple, et dans le Somerstshire, ils composaient la grande majorité de la population. Dans les bourgs récemment reconstitués, ils étaient impuissants; mais partout où ils avaient une chance de succès, ils luttèrent en désespérés. Dans le Bedfordshire, naguère représenté par le vertueux et infortuné Russell, ils furent victorieux au vote à main levée, mais ils furent battus au vote inscrit[1]. Dans le comté d'Essex, sur dix-huit cents votes, ils en eurent treize cents[2]; dans le Northamptonshire, le petit peuple se montra tellement violent dans son hostilité contre le candidat de la cour, qu'on fit camper sur le marché de la ville du comté un corps de troupes à qui on donna l'ordre de charger à balle[3]. L'histoire de la lutte électorale dans le Buckinghamshire est encore plus remarquable. Le candidat whig, Thomas Wharton, fils aîné de Philippe, lord Wharton, était un homme également distingué par son adresse et son audace, et destiné à jouer dans les affaires politiques de plusieurs règnes successifs un rôle important, sinon toujours honorable. Il avait été un des membres de la chambre des communes qui portèrent le bill d'exclusion à la barre de la chambre des lords. La cour voulait donc l'empêcher d'être élu par toute espèce de moyens. Le lord grand juge Jeffreys se transporta en personne dans le Buckinghamshire pour y soutenir un Tory très-ardent, nommé Hackett. On inventa

[1] D'après une nouvelle à la main, qui se trouve dans la Bibliothèque de l'Institution royale. Citters mentionne la force du parti whig dans le Bedfordshire.

[2] Bramston, *Mémoires.*

[3] *Réflexions sur une remontrance et une protestation de tous les bons Protestants de ce royaume*, 1689. — *Dialogue entre deux amis*, 1689.

un stratagème qui, pensait-on, ne pouvait manquer de réussir. On fit courir le bruit que le *poll* (vote inscrit) aurait lieu à Ailesbury, et Wharton, dont l'habileté dans l'art d'enlever une élection était sans rivale, fit ses arrangements d'après cette supposition. Mais tout à coup le shérif transporta le vote à Newport-Pagnell. Wharton et ses amis y coururent en toute hâte; mais là ils s'aperçurent que Hackett, qui était dans le secret, avait déjà retenu toutes les auberges et tous les logements. Les électeurs whigs furent obligés d'attacher leurs chevaux aux haies et de dormir en plein air dans les prairies qui entourent la petite ville. Ce fut avec les plus grandes difficultés qu'on put se procurer des rafraîchissements pour un si grand nombre d'hommes et de chevaux, bien que Wharton, qui ne regardait pas à l'argent lorsque son ambition et son esprit de parti étaient une fois éveillés, dépensât en un seul jour quinze cents livres, somme énorme pour cette époque. L'injustice semble toutefois avoir excité le courage de ces hommes au cœur vaillant, les fermiers de Buckingham, fils des électeurs de John Hampden; car non-seulement Wharton sortit triomphant du *poll*, mais il put encore faire donner un certain nombre de voix à un homme d'opinions modérées, et exclure ainsi le candidat du lord grand juge[1].

Dans le Cheshire, le combat dura six jours; les Whigs obtinrent environ dix-sept cents votes, les Tories environ deux mille. Le petit peuple, très-passionné pour les Whigs, poussa le cri de : *A bas les évêques!* insulta le clergé dans les rues de Chester, assomma presque un *gentleman* du parti tory, brisa les fenêtres et battit les constables. La milice fut appelée pour apaiser l'émeute et fut maintenue en armes pour protéger le triomphe des vainqueurs. Lorsque le *poll* fut terminé, une salve de cinq coups de canon annonça du château aux cam-

[1] *Mémoires de la vie de Thomas, marquis de Wharton,* 1715.

pagnes avoisinantes le triomphe de l'Église et de la couronne. Les cloches sonnèrent. Les membres élus se rendirent en grande pompe à la croix de la cité, accompagnés d'une troupe de musiciens et d'une longue suite de chevaliers (*knights*) et de *squires*. La procession, à mesure qu'elle marchait, chantait: «Joie au grand César,» ode royaliste récemment écrite par Durfey, et qui, bien que complétement médiocre comme tous les autres écrits de son auteur, était à cette époque presque aussi populaire que le fut plus tard le célèbre *Lillibullero* [1]. La milice se rangea en ordre autour de la croix, on alluma un feu de joie, on brûla le bill d'exclusion, et on porta la santé du roi Jacques au milieu de bruyantes acclamations. Le jour suivant était un dimanche. Dès le matin la milice borda les rues qui conduisaient à la cathédrale. Les deux représentants du comté furent escortés en grande pompe jusqu'au chœur par toute la magistrature de la cité, écoutèrent un sermon du doyen roulant probablement sur le thème de l'obéissance passive, et furent ensuite festoyés par le maire [2].

Dans le Northumberland, le triomphe de sir John Fenwick, courtisan dont le nom acquit plus tard une triste célébrité, fut accompagné de circonstances qui excitèrent de l'intérêt dans Londres, et que les ministres étrangers jugèrent dignes d'être mentionnées dans leurs dépêches. Newcastle s'illumina de feux de joie composés de larges piles de houille: les cloches firent entendre de joyeux carillons. Une copie du bill d'exclusion et un coffret noir semblable à celui qui, selon l'opinion populaire, contenait le contrat de mariage entre Charles II et Lucy Walters, furent publiquement livrés aux flammes au milieu d'immenses acclamations [3].

[1] Voyez *the Guardian*, nº 67; exquis spécimen de la manière d'Addison. Il serait difficile de trouver dans un autre ouvrage une telle bienveillance aussi délicatement tempérée de mépris.

[2] *L'Observateur*, 4 avril 1685.

[3] Dépêche des ambassadeurs hollandais, 10-20 avril 1685.

Le résultat général des élections dépassa les plus ardentes espérances de la cour. Jacques fut surtout charmé de n'avoir pas eu à dépenser un liard pour acheter les votes. Il dit qu'à l'exception d'environ quarante membres, la chambre des communes était justement telle qu'il l'aurait formée [1] ; et cette chambre des communes, il pouvait, selon la loi alors en vigueur, la garder jusqu'à la fin de son règne.

Sûr de l'appui parlementaire, Jacques pouvait maintenant se donner le plaisir de la vengeance. Sa nature n'était pas clémente; et alors qu'il n'était encore qu'un sujet, il avait eu à supporter des insultes et des injustices bien faites pour exciter, même chez une nature clémente, un ressentiment durable et violent. Une certaine catégorie d'hommes surtout, les témoins du complot papiste, avaient attaqué son honneur et sa vie avec une bassesse et une cruauté sans exemple. Il était bien excusable de les haïr, car même aujourd'hui leurs noms ne peuvent être mentionnés sans exciter le dégoût et l'horreur de toutes les sectes et de tous les partis.

Quelques-uns de ces misérables étaient déjà hors des atteintes de la justice humaine. Bedloe était mort persistant dans sa perversité, sans donner signe de remords ou de honte [2]. Dugdale l'avait suivi dans le tombeau, presque fou, poursuivi par les furies de sa conscience, suppliant, avec de grands cris, ceux qui entouraient son lit d'écarter lord Stafford [3]. Carstairs aussi était mort. Sa fin n'avait été qu'horreur et désespoir, et, en rendant son dernier souffle, il avait dit à ceux qui l'assistaient de le jeter comme un chien dans un fossé, car il n'était pas digne de reposer en terre chrétienne [4]. Mais Oates et

[1] Burnet, I, 626.

[2] *Récit fidèle de la maladie, de la mort et de l'enterrement du capitaine Bedloe*, 1680; — *Récit de lord grand juge North*.

[3] Smith, *Intrigues du complot papiste*, 1685.

[4] Burnet, I, 439.

Dangerfield restaient encore au pouvoir du prince impitoyable qu'ils avaient offensé. Jacques, quelque temps avant son avénement, avait dirigé des poursuites civiles contre Oates, pour diffamation, et le jury avait condamné ce dernier à la somme énorme de cent mille livres[1]. Oates avait été exécuté, arrêté, jeté en prison comme débiteur, sans espoir d'être jamais relâché. Deux actes d'accusation pour faux témoignage avaient été lancés contre lui par le grand jury de Middlesex, quelques semaines avant la mort de Charles. Aussitôt après les élections, son procès commença.

Il ne restait pour ainsi dire plus un partisan à Oates parmi les classes moyennes et les classes supérieures. Tous les Whigs intelligents étaient maintenant convaincus qu'en admettant que son récit ait eu quelque fondement, il avait bâti sur ce fondement un vaste édifice de fables. Un grand nombre de fanatiques vulgaires le regardaient pourtant encore comme un bienfaiteur public. Ces gens savaient parfaitement que, s'il était condamné, le châtiment serait sévère; et, en conséquence, ils étaient infatigables dans leurs efforts pour lui faciliter des moyens d'évasion. Bien qu'il ne fût encore détenu que pour dettes, il fut mis aux fers par ordre de la cour du banc du roi, et, malgré ces précautions, il fut assez difficile d'empêcher son évasion. Le dogue qui gardait sa porte fut empoisonné, et, la nuit qui précéda son procès, on introduisit dans sa prison une échelle de cordes.

Le jour où on l'amena à la barre, la salle de Westminster fut encombrée de spectateurs, parmi lesquels étaient un grand nombre de Catholiques romains avides de contempler la misère et l'humiliation de leur persécuteur[2]. Son cou étroit, ses jambes inégales comme celles d'un blaireau, son front bas comme celui d'un babouin, ses joues rouges, son menton démesurément allongé, étaient fami-

[1] Voyez la procédure dans les procès d'État.
[2] Journal d'Evelyn, 7 mai 1685.

lièrement connus, quelques années auparavant, de tous ceux qui fréquentaient les cours de justice. Alors il était l'idole de la nation. Partout où il paraissait, les têtes se découvraient devant lui. L'existence et les biens des plus grands seigneurs du royaume étaient à sa merci. Les temps étaient bien changés. Maintenant beaucoup de ceux qui jadis l'avaient regardé comme le sauveur du pays frissonnaient à la vue de ces traits hideux, sur lesquels la scélératesse semblait avoir été écrite par la main de Dieu[1].

Il fut prouvé, sans possiblité de doute, que cet homme, par ses faux témoignages, avait, de propos délibéré, causé la mort de plusieurs personnes innocentes. Il appela en vain comme témoins à décharge les membres éminents du parlement qui jadis l'avaient récompensé et flatté. Quelques-uns de ceux qu'il avait fait citer ne comparurent pas, et aucun ne prononça une parole tendant à le justifier. Un d'entre eux, le comte de Huntingdon, lui reprocha amèrement d'avoir trompé les chambres, et de les avoir portées à répandre le sang innocent. Les juges humilièrent et insultèrent le prisonnier avec une intempérance de langage qui convient mal au caractère des magistrats, même lorsqu'ils ont à examiner les crimes les plus atroces. Toutefois, il ne laissa percer aucun signe de crainte ou de honte, et affronta avec l'insolence du désespoir la tempête d'invectives que firent éclater sur lui les juges, les avocats et les témoins. Il fut déclaré coupable sur les deux chefs d'accusation. Bien que son crime fût, au point de vue de la morale, un meurtre de la pire espèce, aux yeux de la loi il n'était qu'un simple délit. Le tribunal voulut néanmoins que son châtiment fût plus sévère que celui des félons et des traîtres, et qu'il subît, non pas la mort pure et simple,

[1] Il reste plusieurs portraits d'Oates. Les descriptions les plus frappantes de sa personne se trouvent dans l'*Examen* de North, 225 ; dans l'*Absalon et Achitophel* de Dryden, et dans un placard intitulé : *A huc and cry after T O.*

mais la mort accompagnée de terribles tourments. Il fut condamné à être dépouillé de ses vêtements ecclésiastiques, à être exposé au pilori sur la place du palais, à être promené autour de Westminster-Hall, portant sur la tête un écriteau indiquant son infamie, à être exposé de nouveau au pilori, en face de Royal-Exchange, à être fouetté depuis Aldgate jusqu'à Newgate, et à être fouetté de nouveau après un intervalle de deux jours, depuis Newgate jusqu'à Tyburn. Si, contre toute probabilité, il survivait à cet horrible châtiment, il devait demeurer prisonnier pour le reste de sa vie. Cinq fois par an il devait être retiré de son cachot et exposé au pilori, dans différents quartiers de la capitale [1].

Cette sentence rigoureuse fut rigoureusement exécutée. Le jour où Oates fut mis au pilori dans la cour du palais, il fut impitoyablement lapidé, et faillit même être mis en pièces [2]; mais, dans la Cité, ses partisans s'assemblèrent en grand nombre, s'ameutèrent et renversèrent le pilori [3]. Ils ne purent cependant délivrer leur protégé. On supposa qu'il essaierait d'échapper à l'horrible châtiment qui l'attendait en s'empoisonnant; tout ce qu'il mangeait et buvait fut donc soigneusement examiné. Le matin suivant, on le fit sortir pour recevoir sa première flagellation. De bonne heure, une foule innombrable remplissait déjà toutes les rues, depuis Aldgate jusqu'à Old-Bailey. Le bourreau fit manœuvrer son fouet avec une sévérité inusitée, qui montrait qu'il avait reçu des instructions spéciales. Le sang coulait à flots. Pendant quelque temps le criminel montra une étrange fermeté, mais enfin son courage opiniâtre céda à la douleur. Ses mugissements étaient effrayants à entendre; il s'évanouit plusieurs fois, mais les coups de fouet n'en continuaient pas moins à tom-

[1] La procédure se trouve dans la collection des procès d'État.

[2] *Gazette de France*, 29 mai-9 juin 1685.

[3] Dépêche des ambassadeurs hollandais, 19-29 mai 1685.

ber sur ses membres. Lorsqu'il fut détaché, il sembla qu'il avait supporté tout ce que peut supporter la charpente humaine sans que mort s'ensuive. On pria Jacques de lui faire grâce de la seconde flagellation. Sa réponse fut courte et nette : « Il ira jusqu'au bout, s'il lui reste encore un souffle. » On fit une tentative pour obtenir l'intercession de la reine, mais elle refusa avec indignation de dire un mot en faveur d'un tel misérable. Après un intervalle de quarante-huit heures seulement, Oates fut tiré de son cachot; il était incapable de se tenir debout et on fut obligé de le conduire jusqu'à Tyburn sur un traîneau. Il semblait complétement insensible, et les Tories racontaient qu'il s'était stupéfié en buvant des liqueurs fortes. Au dire d'une personne qui compta les coups de fouet du second jour, il en aurait reçu dix-sept cents. Le misérable échappa à la mort, mais de si peu, que ses ignorants et fanatiques admirateurs regardèrent sa guérison comme miraculeuse, et la citèrent comme une preuve de son innocence. Les portes de la prison se refermèrent sur lui; il resta enchaîné pendant plusieurs mois dans le plus noir cachot de Newgate. On dit que dans ce cachot il se laissa aller au désespoir, et resta des jours entiers les bras croisés, son chapeau enfoncé sur les yeux et poussant de profonds gémissements. Ce ne fut pas en Angleterre seulement que ces événements excitèrent un vif intérêt. Des millions de Catholiques romains, qui ne savaient rien de nos institutions et de nos partis, avaient entendu dire qu'une persécution d'une barbarie singulière avait été dirigée dans notre île contre les hommes fidèles à la vraie foi, qu'un grand nombre d'hommes pieux avaient souffert le martyre, et que Titus Oates avait été leur principal meurtrier. Il y eut donc de grands transports de joie dans les contrées étrangères lorsqu'on apprit que la justice divine l'avait enfin frappé. Des gravures le représentant au pilori, et se tordant derrière la charrette du

bourreau, circulèrent dans toute l'Europe. Les faiseurs d'épigrammes s'amusèrent aussi, en bien des langues diverses, du titre de docteur qu'il prétendait avoir reçu à l'université de Salamanque, et remarquèrent que puisque son front ne pouvait pas rougir, il était juste que son dos rougît à sa place [1].

Tout horribles que fussent les souffrances infligées à Oates, elles n'égalaient pas ses crimes. La vieille loi anglaise, qu'on avait laissée tomber en désuétude, assimilait au meurtrier le faux témoin qui, par ses mensonges, avait causé la mort d'un innocent [2]. Cette loi était sage et juste; car un faux témoin est, en réalité, le pire des meurtriers. Au crime de répandre le sang innocent, il ajoute le crime de violer les engagements les plus solennels qu'un homme puisse contracter avec ses semblables, et de changer les institutions auxquelles le public doit confiance et respect, en instruments d'épouvantable injustice et en objets de méfiance générale. Le mal produit par un assassinat ordinaire ne peut être comparé au mal produit par un meurtre dont

[1] Journal d'Evelyn, 22 mai 1685. — Eachard, III, 741. — Burnet, I, 637. — *L'Observateur*, 27 mai 1685. — Oates, Εἰκών, 89. — Εἰκὼν βροτολοιγός, 1697. — Procès-verbaux des communes, de mai, juin et juillet 1689. — Thomas Brown, *Avis au docteur Oates*. — Quelques circonstances intéressantes sont mentionnées dans un placard imprimé par A. Brooks, Charing Cross, 1685. — J'ai vu des pamphlets français et italiens contemporains contenant l'histoire du procès et de l'exécution. Il fut publié à Milan une image de Titus au pilori, avec la curieuse inscription suivante : « Questo è il naturale ritratto di Tito Otez, o vero Oats, Inglese, posto in berlina, uno de' principali professori della religione protestante, acerrimo persecutore de' cattolici e gran spergiuro. » J'ai vu aussi une gravure hollandaise représentant son châtiment, avec quelques vers latins dont je citerai les suivants comme spécimen :

At doctor fictus non fictos pertulit ictus,
A tortore datos haud molli in corpore gratos,
Disceret ut vere scelera ob commissa rubere.

L'anagramme de son nom « Testis ovat » se trouve sur plusieurs gravures étrangères.

[2] Blackstone, *Commentaires*, chapitre de l'Homicide.

les tribunaux se font les agents. L'extinction de la vie n'est pas ce qu'il y a de plus horrible dans une exécution. La longue agonie morale du patient, la honte et la misère de tous ceux qui lui sont unis par les liens du sang, la tache qui reste imprimée sur ses descendants, jusqu'à la troisième ou à la quatrième génération, sont des choses plus terribles que la mort elle-même. En général, on peut affirmer avec assurance que le père d'une nombreuse famille aimera mieux être privé de tous ses enfants par accident ou par maladie, que d'en voir périr un seul par la main du bourreau. Le meurtre par faux témoignage est donc le plus grave de tous les genres de meurtres, et Oates s'était rendu coupable d'un grand nombre de meurtres semblables; néanmoins, le châtiment qui lui fut infligé ne peut être justifié. En le condamnant à être dépouillé de sa robe ecclésiastique et à être emprisonné pour toute sa vie, les juges semblent avoir dépassé les limites de leur pouvoir légal. Incontestablement ils avaient le droit de lui infliger la peine du fouet, et même la loi ne limitait pas le nombre des coups; mais l'esprit de la loi établissait clairement qu'un délit ne devait pas être puni plus sévèrement que le crime le plus atroce. Le pire scélérat avait droit à n'être que pendu. Les juges condamnèrent (du moins telle fut leur pensée) Oates à mourir sous le fouet. L'imperfection de la loi n'est pas une excuse suffisante, car les lois imparfaites doivent être modifiées par le législateur et non exagérées dans l'interprétation de leur texte par les magistrats, surtout quand cette exagération a pour but d'infliger la torture et de donner la mort. La scélératesse d'Oates n'est pas non plus une excuse suffisante, car les coupables sont toujours les premiers qui souffrent de ces rigueurs, dont on se sert plus tard comme de précédents pour opprimer les innocents. C'est aussi ce qui arriva. La flagellation sans merci devint bientôt la punition ordinaire des délits

politiques les moins graves. Des hommes furent condamnés pour quelques paroles prononcées légèrement contre le gouvernement à des souffrances si atroces, qu'ils demandaient souvent avec instance et très-sincèrement qu'on les condamnât comme criminels et qu'on les envoyât à la potence. Heureusement les progrès de cet abus furent bientôt arrêtés par la révolution, et par l'article de la déclaration des droits qui prohibe toute punition cruelle et inusitée.

La scélératesse de Dangerfield n'avait pas, comme celle d'Oates, fait de nombreuses victimes, car il n'avait embrassé le métier de faux témoin qu'à l'époque où le fantôme de la conspiration s'était déjà évanoui et où les jurés commençaient à devenir incrédules[1]. On lui fit donc son procès, non pour faux témoignage, mais pour le crime moins hideux de diffamation par libelle. Pendant l'agitation causée par le bill d'exclusion, il avait publié un écrit contenant de fausses et odieuses imputations contre le dernier et le nouveau roi. Il fut, après cinq années d'intervalle, subitement arrêté pour cette publication, conduit devant le conseil privé, livré à la justice, jugé, reconnu coupable, et condamné à être fouetté depuis Aldgate jusqu'à Newgate, et depuis Newgate jusqu'à Tyburn. Le misérable se conduisit avec une grande effronterie pendant tout le procès, mais lorsqu'il entendit sa condamnation, il se laissa aller à l'agonie du désespoir, se regarda comme mort, et choisit le texte pour le sermon de ses funérailles. Ses prévisions

[1] Selon Roger North, les juges décidèrent que Dangerfield, ayant préalablement été convaincu de parjure, ne pouvait être admis comme témoin dans l'affaire du complot. Mais c'est là un des nombreux exemples de l'inexactitude de Roger. Il paraît d'après le rapport du procès de lord Castlemaine, en juin 1680, qu'après de longues altercations dans le conseil, et de nombreuses conférences entre les juges des différentes cours de Westminster-Hall, Dangerfield fut admis à prêter serment et à raconter ses fables, mais le jury refusa très-convenablement de le croire.

se réalisèrent. Il ne fut pas, à la vérité, fouetté aussi sévèrement qu'Oates l'avait été, mais il n'avait pas le corps de fer et l'âme d'airain de ce dernier. Après l'exécution, Dangerfield fut mis dans un fiacre et ramené en prison. Comme il passait au coin de Hatton-Garden, un *gentleman* tory de Gray's Inn, nommé Francis, arrêta la voiture et lui demanda avec une ironie brutale : « Eh bien! mon ami, as-tu reçu de quoi te réchauffer ce matin? » Le prisonnier, tout saignant, exaspéré par cette insulte, répondit par une malédiction. Francis le frappa aussitôt de sa canne sur le visage, et le blessa à l'œil. Dangerfield fut ramené mourant à Newgate. Ce lâche outrage excita l'indignation des spectateurs. Ils s'emparèrent de Francis, et ce ne fut qu'avec difficulté qu'on put les empêcher de le mettre en pièces. L'aspect du corps de Dangerfield, que le fouet avait effroyablement lacéré, faisait penser à beaucoup de gens que la cause principale, sinon unique de sa mort, était la flagellation qu'il avait subie. Mais le gouvernement et le grand juge trouvèrent bon d'en rejeter toute la responsabilité sur Francis, qui, coupable seulement, à prendre sa faute au pire; d'homicide sans préméditation, fut condamné et exécuté comme meurtrier. Son dernier discours est un des documents les plus curieux de l'époque. Il conserva jusqu'à la fin le féroce esprit de parti qui l'avait mené à la potence. Il mêla aux dernières paroles, par lesquelles il recommandait son âme à la clémence divine, des professions de foi de royalisme et des injures contre les Whigs. On avait fait courir le bruit que sa femme avait aimé Dangerfield, qui était remarquablement beau et renommé par ses galanteries. Le coup fatal, disait-on, avait été porté par jalousie. L'époux mourant défendit la réputation de sa femme avec une insistance à demi pathétique, à demi ridicule. Elle était, dit-il, une femme vertueuse, elle sortait de bonne souche, et si elle avait eu quelques dispositions à violer le serment du mariage,

elle aurait au moins choisi pour amant un Tory et un partisan de l'Église[1].

A peu près à la même époque, un coupable bien différent d'Oates ou de Dangerfield comparaissait devant la cour du banc du roi. Jamais chef de parti éminent n'avait traversé de longues années de dissensions civiles et religieuses avec plus d'innocence que Richard Baxter. Il appartenait à la fraction la plus modérée et la plus douce du parti puritain. Il était tout jeune lorsque la guerre civile éclata; il pensa que le droit était du côté des chambres, et n'éprouva aucun scrupule à remplir les fonctions de chapelain dans un régiment de l'armée parlementaire; mais son intelligence nette, un peu sceptique, et son grand sentiment de la justice, l'avaient préservé de tout excès. Il s'efforça toujours de réprimer la violence fanatique de la soldatesque. Il condamna les mesures de la haute cour de justice. Sous la république, il eut le courage d'exprimer en plusieurs occasions, et notamment une fois en présence de Cromwell, son amour et son respect pour les anciennes institutions du pays. Tant que dura l'exil de la famille royale, Baxter passa principalement sa vie à Kidderminster, dans l'accomplissement assidu de ses devoirs ecclésiastiques. Il partagea la joie générale à la restauration, et désirait sincèrement amener une réconciliation entre les Épiscopaux et les Presbytériens. Avec une libéra-

[1] Le procès de Dangerfield n'eut pas de compte-rendu, mais j'en ai vu un abrégé dans une pancarte contemporaine. On trouvera dans la *Collection des procès d'État* un extrait des dépositions contre Francis, et son dernier discours. Voyez Eachard, III, 741. Le récit de Burnet contient plus d'erreurs que de lignes. Voyez aussi North, *Examen* [illegible]; l'esquisse de la vie de Dangerfield dans les *Assises sanglantes*; l'*Observateur* du 29 juillet 1685, et le poëme intitulé : *l'Ombre de Dangerfield à Jeffreys*. Dans un livre très-rare intitulé : *Généalogies succinctes*, par Robert Halstead, lord Peterborough dit « que Dangerfield, avec lequel il avait eu quelques relations, était un jeune homme d'un extérieur décent, de manières graves, et laissant échapper des paroles qui n'étaient pas celles d'une intelligence vulgaire. »

lité d'esprit très-rare de son temps, il considérait les questions d'organisation ecclésiastique comme de peu d'importance, comparées aux grands principes du christianisme, et jamais, alors même que l'épiscopat était le plus odieux au pouvoir dominant, il n'avait joint sa voix aux clameurs contre les évêques. Sa tentative pour réconcilier les partis en lutte échoua. Baxter suivit le sort de ses amis proscrits, refusa l'évêché de Hereford, abandonna la cure de Kidderminster et se livra presque exclusivement à l'étude. Ses écrits théologiques, quoique trop modérés pour plaire aux fanatiques de tous les partis, avaient une immense réputation. Les zélés partisans de l'Église anglicane le traitaient de Tête ronde, et grand nombre de non-conformistes l'accusaient d'érastianisme et d'arminianisme. Mais l'intégrité de son cœur, la pureté de sa vie, la vigueur de son intelligence, l'étendue de ses connaissances étaient reconnues par les hommes les meilleurs et les plus sages de toutes les communions. Ses opinions politiques étaient modérées, en dépit de l'oppression que lui et son parti avaient eu à souffrir. Il était en bons termes avec ce petit parti, détesté à la fois des Whigs et des Tories. Il ne pouvait pas, disait-il, anathématiser les *Équilibreurs*, quand il se rappelait quel était celui qui avait béni les pacificateurs[1].

Dans un commentaire sur le Nouveau Testament, il s'était plaint avec quelque amertume des persécutions dont souffraient les dissidents. On regardait alors comme un crime capital contre l'Église et l'État que des hommes chassés de leurs demeures, dépouillés de leurs biens, jetés en prison pour avoir refusé de faire usage du *Common Prayer Book*, osassent faire entendre un murmure. Roger Lestrange, le champion du gouvernement et l'oracle du clergé, sonna la charge guerrière dans *l'Observateur*. Une instruction fut entamée. Baxter demanda

[1] *Préface* de Baxter, *au Jugement sur la nature de la vraie religion* de sir Matthew Hale, 1684.

quelque temps pour préparer sa défense. Ce fut le jour même où Oates fut exposé au pilori sur la place du Palais que le chef illustre des Puritains, accablé par l'âge et les infirmités, vint faire sa requête à Westminster-Hall. Jeffreys entra en fureur : « Pas une minute, s'écria-t-il, pour sauver sa vie. J'agirai avec les saints comme avec les pécheurs. Voilà Oates exposé là sur un des côtés du pilori ; si Baxter était exposé de l'autre, les deux plus grands coquins du royaume se trouveraient réunis. »

Lorsque le procès commença à Guildhall, la cour se remplit de la foule de ses amis et de ses admirateurs. A ses côtés se tenait le docteur William Bates, un des plus éminents théologiens non-conformistes. Deux avocats whigs de grande réputation, Pollexfen et Wallop, étaient ses défenseurs. Pollexfen avait à peine commencé de s'adresser au jury, que le grand juge l'interrompit : « Pollexfen, je vous connais bien ; je me souviendrai de vous. Vous êtes le protecteur de la faction. Cet homme est un vieux coquin, un drôle schismatique, un scélérat hypocrite. Il déteste la liturgie ; il ne voudrait rien que ses interminables prières cafardes improvisées. » A ce moment, sa seigneurie leva les yeux au ciel, et commença à psalmodier d'un son de voix nasillard, imitant ainsi ce qu'il croyait la manière de prier de Baxter : « Seigneur, nous sommes ton peuple, ton peuple élu, ton peuple chéri. » Pollexfen rappela doucement à la cour que feu sa majesté avait jugé Baxter digne d'un évêché. « Et pourquoi donc ce vieil imbécile ne l'a-t-il pas pris ? » s'écria Jeffreys. Sa fureur arriva alors jusqu'à la folie. Il traita Baxter de chien, et jura que ce ne serait que justice de fouetter un tel scélérat dans toute la Cité.

Wallop intervint, mais sans plus de succès que son chef. « Vous vous trouvez dans toutes ces sales causes, monsieur Wallop, dit le juge. Des gens de robe devraient être honteux d'assister de tels coquins factieux. » L'avocat

fit une autre tentative pour obtenir de se faire écouter, mais en vain. « Si vous ne savez pas votre devoir, dit Jeffreys, je vous l'apprendrai. »

Wallop s'assit, et Baxter essaya de dire quelques mots; mais le grand juge étouffa toutes ses remontrances sous un torrent d'obscénités et d'invectives mêlées de citations d'Hudibras. « Mylord, dit le vieillard, j'ai encouru bien des reproches de la part des dissidents, pour avoir parlé respectueusement des évêques. » — « Baxter parlant en faveur des évêques ! s'écria le juge ; c'est une bonne plaisanterie, en vérité. Je sais ce que vous entendez par évêques, de la canaille comme vous, des évêques de Kidderminster, des Presbytériens factieux et pleurnicheurs. » Baxter essaya de nouveau de parler, mais Jeffreys se mit à mugir : « Richard, Richard, crois-tu que nous te laisserons empoisonner la cour ? Richard, tu es un vieux drôle, tu as écrit assez de livres pour charger une charrette, et chacun de ces livres est aussi plein de sédition qu'un œuf est plein de nourriture. Mais, grâce à Dieu, je veillerai sur toi. Je vois ici beaucoup de tes frères qui attendent pour savoir le sort réservé à leur honoré seigneur; et ici même, continua-t-il, en fixant sur Bates son œil sauvage, je vois à tes côtés un des docteurs du parti. Mais, avec la grâce du Dieu tout-puissant, je vous écraserai tous. »

Baxter garda le silence; mais un des jeunes avocats de la défense fit un dernier effort, et essaya de démontrer que les paroles dont on s'était plaint n'avaient pas le sens que leur avait donné la dénonciation : pour le prouver, il commença à lire le texte. A l'instant même il fut interrompu par un rugissement : « Est-ce que vous allez changer la cour en conventicule presbytérien ? » Quelques-unes des personnes qui entouraient Baxter laissèrent entendre des sanglots. « Veaux pleurnicheurs ! » dit le juge.

Les témoins à décharge, dont quelques-uns étaient

membres de l'Église anglicane, étaient présents. Mais le grand juge ne voulut rien entendre. « Votre seigneurie pense-t-elle, dit Baxter, qu'un jury puisse condamner un homme après un procès conduit de la sorte? — Je vous en réponds, monsieur Baxter, répondit Jeffreys; ne vous inquiétez pas de cela. » Jeffreys avait raison. les shériffs étaient des créatures du gouvernement, et le jury, choisi par les shériffs, avait été composé des plus ardents fanatiques du parti tory. Les jurés conférèrent un instant et revinrent avec un verdict de culpabilité. « Mylord, dit Baxter en quittant la cour, il y avait autrefois un grand juge qui m'aurait traité bien différemment. » Il faisait allusion à son savant et vertueux ami, sir Matthew Hale. « Il n'y a pas un honnête homme dans toute l'Angleterre qui ne te regarde comme un coquin, » répondit Jeffreys [1].

La sentence fut douce pour l'époque. On ne peut savoir au juste ce qui se passa dans la conférence des juges. On crut parmi les non-conformistes, et cela est très-probable, que le grand juge fut dominé par ses trois collègues. Il proposa, dit-on, que Baxter fût fouetté à travers les rues de Londres, attaché derrière la charrette du bourreau. La majorité pensa qu'un théologien éminent, à qui on avait offert un évêché vingt-cinq ans auparavant, et qui était maintenant dans sa soixante-dixième année, serait suffisamment puni de quelques paroles acerbes par l'amende et la prison [2].

Le traitement qu'éprouvait Baxter de la part d'un juge qui était membre du cabinet et favori du souverain indiquait, de manière à ne pas s'y méprendre, les sentiments du pouvoir pour les non-conformistes protestants;

[1] Voyez l'*Observateur* du 25 février 1685; l'instruction, qui se trouve dans la *Collection des procès d'État*; le récit de ce qui se passa à la cour, donné par Calamy dans sa *Vie de Baxter*, chap. XIV, et les témoignages extraits des manuscrits de Baxter, dans sa *Vie* publiée par Orme en 1830.

[2] Voyez les manuscrits de Baxter, cités par Orme.

mais déjà ces sentiments s'étaient révélés par des signes plus évidents et plus terribles. Le parlement d'Écosse s'était réuni. Jacques avait à dessein avancé l'époque de sa session, et retardé la session des chambres anglaises, dans l'espérance que l'exemple donné à Édimbourg produirait un bon effet à Westminster. En effet, le parlement de son royaume du Nord était aussi complaisant que ces états provinciaux de Bourgogne ou de Bretagne, à qui Louis XIV laissait l'apparence de leurs anciennes fonctions. Les Épiscopaux seuls avaient le droit de siéger au parlement et même d'élire ses membres, et en Écosse, un Épiscopal était toujours un Tory. On n'avait à redouter d'un corps ainsi constitué que peu ou point d'opposition aux désirs du roi, et d'ailleurs cette assemblée ne pouvait même pas voter une loi qu'elle n'eût été au préalable approuvée par un comité de courtisans.

Tout ce que demanda le gouvernement lui fut immédiatement accordé. Au point de vue des finances, la libéralité des états écossais était de peu de conséquence; néanmoins, ils donnèrent ce que leurs faibles moyens leur permettaient de donner. Ils accordèrent à perpétuité à la couronne les droits de douanes qui avaient été concédés au défunt roi, et qui, sous son règne, avaient été estimés à quarante mille livres sterling par an. Ils accordèrent aussi à Jacques, pour toute sa vie, un revenu annuel de deux cent seize mille livres écossaises, somme équivalente à environ dix-huit mille livres sterling. Tout ce qu'ils purent accorder ne s'élevait donc guère au-dessus de soixante mille livres sterling par an, un peu plus que la somme versée dans les caisses de l'Échiquier chaque quinzaine [1].

Ayant peu d'argent à donner, les états d'Écosse y suppléèrent par des protestations de fidélité et des statuts barbares. Le roi, dans une lettre qui fut lue à

[1] Act. Parl. Car. II, 29 mars 1661; Jac. VII, 28 avril 1685, et 13 mai 1685.

l'ouverture de la session, leur demandait dans un langage véhément de porter de nouvelles lois pénales contre les presbytériens réfractaires, et exprimait tout son regret que les affaires ne lui permissent pas de les présenter lui-même. On obéit à ses ordres. Un statut rédigé par les ministres de la couronne, et dépassant en atrocité tous les autres statuts faits pour ce malheureux pays durant cette déplorable époque, passa sans difficulté. Il fut déclaré en termes brefs, mais énergiques, que quiconque prêcherait dans un conventicule à huis clos, ou assisterait, soit comme prédicateur, soit comme auditeur, à un conventicule à ciel ouvert, serait puni par la mort et la confiscation de ses propriétés [1].

Cette loi, votée sur la demande du roi par une assemblée dévouée à sa volonté, mérite une mention spéciale, car Jacques a été souvent représenté par des écrivains ignorants comme un prince téméraire, à la vérité, et peu judicieux dans le choix des moyens, mais dévoué à un des plus nobles buts qu'un chef d'État puisse poursuivre, l'établissement d'une liberté religieuse complète; et on ne peut nier que quelques-uns de ses actes, détachés du reste de sa vie et superficiellement considérés, ne semblent justifier cette appréciation favorable de son caractère.

Lorsqu'il n'était encore que sujet, il avait été persécuté pendant plusieurs années, et la persécution avait produit sur lui ses effets habituels. Son esprit, quelque lourd et étroit qu'il fût, avait gagné à cette rude discipline. Alors qu'il était exclu de la cour, de l'amirauté, du conseil, et qu'il était menacé d'être également exclu du trône, par la seule raison qu'il ne pouvait renoncer à croire à la transsubstantiation et à l'autorité du pape, il fit de tels progrès dans la doctrine de la tolérance, qu'il laissa bien loin derrière lui Milton et Locke. Qu'y a-t-il de plus in-

[1] Act. Parl. Jac. VII, 8 mai 1685. — *L'Observateur*, 20 juin 1685. — Lestrange désirait évidemment que l'Angleterre suivît ce précédent.

juste, disait-il souvent, que de punir des théories par des châtiments qui devraient être réservés aux actes? Qu'y a-t-il de plus impolitique que de rejeter les services de bons soldats, de bons marins, de bons magistrats, de bons diplomates, de bons financiers, parce qu'ils ont des opinions erronées sur le nombre des sacrements ou la *pluriprésence* des saints? Il apprit par routine ces lieux communs que toutes les sectes répètent si couramment lorsqu'elles sont opprimées, et oublient si aisément quand elles peuvent prendre leur revanche. Il répétait si bien sa leçon, que tous ceux qui l'entendaient parler sur ce sujet lui attribuaient beaucoup plus de bon sens et de facilité d'élocution qu'il n'en avait réellement. Il en imposait par cette profession de foi à quelques personnes charitables, et peut-être s'en imposait-il à lui-même. Mais ce zèle pour les droits de la conscience cessa avec la prédominance du parti whig. Lorsque la fortune changea, lorsqu'il ne craignit plus d'être persécuté, et qu'il fut en son pouvoir de persécuter, alors ses penchants réels commencèrent à se montrer. Il haïssait les sectes puritaines d'une haine compliquée, à la fois religieuse et politique, héréditaire et personnelle. Il regardait les Puritains comme les ennemis du ciel, comme les ennemis de toute autorité dans l'Église et dans l'État, comme les ennemis de ses aïeux, de son père et de sa mère, de son frère et de sa propre personne. L'homme qui s'était plaint si hautement des lois contre les Papistes déclarait maintenant qu'il lui était impossible de comprendre comment il pouvait y avoir des hommes assez impudents pour demander le rappel des lois contre les Puritains[1]. L'homme dont le sujet de plaintes favori était l'injustice qu'il y avait à obliger les fonctionnaires civils

[1] Ce sont ses propres paroles rapportées par lui-même. Clarke, *Vie de Jacques II*, I, 656. *Mémoires originaux*

à prêter des serments religieux avait établi en Écosse, lorsqu'il en était vice-roi, le serment religieux le plus rigoureux que notre île ait jamais connu[1]. L'homme qui avait exprimé une juste indignation lorsqu'on pendait et qu'on coupait par quartiers les prêtres de sa communion avait pris plaisir à entendre les cris et à voir les contorsions des Covenantaires dont on brisait les membres dans les brodequins[2]. C'est dans ces dispositions qu'il commença son règne. Il demanda et obtint immédiatement des obséquieux états de l'Écosse, comme le gage le plus sûr de leur fidélité, la loi la plus sanguinaire qui ait jamais été portée dans notre île contre les Protestants non-conformistes.

L'esprit de tout son système d'administration était en parfaite harmonie avec cette loi. L'atroce persécution qui avait sévi, alors qu'il gouvernait l'Écosse comme vice-roi, se ralluma plus ardente que jamais du jour où il devint souverain. Les comtés où les Covenantaires étaient le plus nombreux furent abandonnés à la licence de l'armée. A l'armée était mêlée une milice composée des plus violents et des plus dissolus Épiscopaux. Les dragons, commandés par James Graham de Claverhouse, se distinguaient surtout parmi les bandes qui opprimaient et dévastaient ces malheureux districts. Le bruit courait que ces misérables s'amusaient dans leurs orgies à jouer aux tourments de l'enfer, et à s'appeler les uns les autres des noms des démons et des âmes damnées[3]. Le chef de cet enfer sur terre, soldat distingué par son courage et son habileté dans sa profession, mais rapace et impie, d'un caractère violent et d'un cœur endurci, a laissé un nom qui, partout où la race écossaise est éta-

[1] Act. Parl. Car. II, 31 août 1681.

[2] Burnet, I, 583. — Wodrow, III, v, 2. — Malheureusement les actes du conseil privé d'Écosse pendant tout le temps de l'administration du duc d'York manquent.

[3] Wodrow, III, ix, 6.

blie sur toute la surface du globe, est mentionné avec une haine d'une énergie toute spéciale. Récapituler tous les crimes par lesquels cet homme et ses semblables exaspérèrent les paysans des basses terres de l'Ouest serait une tâche interminable. Quelques exemples suffiront, et nous les prendrons tous dans l'histoire d'une seule quinzaine, de cette quinzaine où le parlement écossais, sur les pressantes instances de Jacques, porta contre les dissidents cette nouvelle loi d'une sévérité sans précédents.

John Brown, pauvre messager du Lanarkshire, était, à cause de sa grande piété, désigné communément sous le nom du *messager chrétien.* Longtemps après, alors que l'Écosse jouissait du repos, de la prospérité et de la liberté religieuse, les vieillards qui se rappelaient ces mauvais jours le dépeignaient comme un homme versé dans les choses divines, d'une vie irréprochable, et d'habitudes si paisibles que les tyrans ne purent lui imputer d'autre crime que de s'être absenté du service religieux des Épiscopaux. Le 1er mai, comme il était occupé à couper de la tourbe, il fut saisi par les dragons de Claverhouse, sommairement interrogé, convaincu de non-conformité et condamné à mort. On raconte que, même parmi les soldats, il fut difficile de trouver un bourreau; car la femme du pauvre homme était présente; elle tenait un petit enfant par la main, et il était aisé de voir qu'elle allait bientôt donner naissance à un autre; et ces hommes farouches, et au cœur endurci, qui se donnaient entre eux les noms de Belzébuth et d'Apollyon, reculaient eux-mêmes devant le crime d'assassiner son mari sous ses yeux. Cependant, le prisonnier, élevé au-dessus de lui-même par l'approche de l'éternité, priait à haute voix et avec ferveur comme un homme inspiré, lorsque Claverhouse, dans un accès de fureur, l'étendit mort d'un coup de feu. Des témoins dignes de foi racontent que la veuve s'écria dans son

désespoir: « Bien, monsieur, bien! le jour du règlement de compte viendra ; » et que le meurtrier répondit : « Je puis rendre compte à tout homme de ce que j'ai fait, et quant à Dieu, je me charge de son affaire. » Cependant on prétend que les dernières prières de sa victime laissèrent même sur cette conscience flétrie et sur ce cœur de roche une impression ineffaçable[1].

Le 5 mai, deux artisans, Peter Gillies et John Bryce, furent jugés dans le Ayrshire par un tribunal militaire, composé de quinze soldats. L'acte d'accusation existe encore. Les prisonniers furent accusés, non pas d'un acte de rébellion, mais de professer des doctrines qui avaient poussé d'autres personnes à la révolte, et qu'ils n'avaient pas appliquées eux-mêmes, faute d'occasion. La procédure fut sommaire. En quelques heures, les deux accusés furent condamnés, pendus et jetés ensemble dans un trou creusé sous la potence[2].

Le 11 mai fut signalé par plus d'un grand crime. Quelques Calvinistes rigides avaient tiré de la doctrine de la réprobation la conséquence que prier pour toute personne prédestinée à la damnation était faire acte de rébellion contre les décrets éternels de l'Être suprême. Trois pauvres laboureurs, profondément imbus de cette terrible théologie, furent arrêtés par un officier, dans le voisinage de Glasgow. On leur demanda s'ils voulaient prier pour le roi Jacques II. Ils refusèrent de prier, à moins, dirent-ils, que le roi Jacques ne fût un des élus. On fit approcher un détachement de mousquetaires, les prisonniers s'agenouillèrent, on leur banda les yeux, et

[1] Wodrow, III, IX, 6. L'éditeur de l'édition d'Oxford de Burnet essaie d'excuser cet acte, en alléguant que Claverhouse était alors chargé d'intercepter toute communication entre Argyle et Monmouth, et en supposant que John Brown avait été trouvé portant des dépêches entre les deux corps rebelles. Il est malheureux pour cette hypothèse que John Brown ait été tué le 1er mai, époque à laquelle Argyle et Monmouth étaient en Hollande, et où il n'y avait d'insurrection dans aucune partie de notre île.

[2] Wodrow, III, IX, 6.

une heure après leur arrestation, les chiens buvaient leur sang [1].

Tandis que ceci se passait dans le Clydesdale, un acte non moins horrible s'accomplissait dans l'Eskdale. Un Covenantaire proscrit, vaincu par la maladie, avait trouvé un asile dans la demeure d'une respectable veuve, et y était mort. Le cadavre fut découvert par le laird de Westerhall, petit tyran qui, dans les jours du Covenant, professait un zèle outré pour l'Église presbytérienne; qui, depuis la restauration, avait acheté la faveur du gouvernement par l'apostasie, et qui nourrissait contre le parti qu'il avait déserté la haine implacable d'un apostat. Cet homme fit démolir la maison de la pauvre femme, fit enlever son mobilier; et, la laissant errer au milieu des champs avec ses plus jeunes enfants, amena son fils André, encore adolescent, devant Claverhouse, qui se trouvait justement traverser cette partie du pays. Claverhouse était alors en humeur de clémence : quelques-uns disaient qu'il n'était plus le même homme depuis la mort du *messager chrétien*, arrivée dix jours auparavant; mais Westerhall tenait à montrer son royalisme, et il arracha à Claverhouse un consentement donné à contre-cœur. On chargea les fusils, et on dit au jeune homme de ramener son bonnet sur ses yeux. Il refusa, et se tint debout, affrontant ses meurtriers, sa Bible à la main. « Je puis vous regarder en face, dit-il, je n'ai rien fait dont j'aie à rougir. Mais quelle sera votre contenance le jour où vous serez jugés conformément à ce qui est écrit dans ce livre? » Il tomba mort, et fut enseveli dans la bruyère [2].

Le même jour, deux femmes, Marguerite Machlachlan et Marguerite Wilson, la première, veuve âgée, la seconde, jeune fille de dix-huit ans, souffrirent la mort pour leur

[1] Wodrow, III, IX, 6.

[2] Wodrow, *Nuée de témoignages*.

religion dans le Wigtonshire. On offrit de leur faire grâce si elles consentaient à abjurer la cause des Covenantaires insurgés, et d'assister au service religieux des Épiscopaux. Elles refusèrent, et furent condamnées à être noyées. On les amena à une place que la Solway recouvre deux fois par jour, et on les attacha à des poteaux fichés dans le sable, sur le point limitrophe des hautes et des basses eaux. La plus âgée de ces deux martyres fut placée plus près du flux montant, dans l'espoir que son agonie effrayerait la plus jeune, et la déciderait à la soumission. Le spectacle fut terrible; mais le courage de la jeune fille fut soutenu par un enthousiasme aussi élevé que celui des martyrs les plus renommés. Elle vit la mer s'approcher de plus en plus, mais ne donna pas signe d'alarme. Elle pria et chanta les versets des psaumes jusqu'à ce que les vagues eussent étouffé sa voix. Quand elle eut savouré l'amertume de la mort, elle fut, par une cruelle clémence, déliée et rappelée à la vie. Lorsqu'elle revint à elle-même, ses amis et ses voisins, émus de compassion, la supplièrent de céder. « Chère Marguerite, dites seulement : Dieu sauve le roi ! » La pauvre fille, fidèle à sa terrible théologie, répondit avec effort : « Que Dieu le sauve, si telle est sa volonté. » Ses amis s'empressèrent autour de l'officier qui présidait à l'exécution. « Elle l'a dit, monsieur, elle l'a dit véritablement. — Fera-t-elle abjuration? demanda-t-il? — Jamais! s'écria-t-elle, j'appartiens au Christ, laissez-moi mourir! » Et les vagues la recouvrirent pour la dernière fois[1].

C'est ainsi que l'Écosse fut gouvernée par ce prince que des écrivains ignorants ont représenté comme un

[1] Wodrow, III, IX, 6. — L'épitaphe de Marguerite Wilson, dans le cimetière de Wigton, se trouve dans l'appendice, de *Nuée de témoignages*. — Mise à mort pour avoir reconnu le Christ comme chef de son Église, et pour l'unique crime de n'avoir pas reconnu l'épiscopat, et de n'avoir pas abjuré le presbytérianisme; liée à un poteau placé dans la mer, elle souffrit pour l'amour de Jésus-Christ.

ami de la liberté religieuse, dont le malheur fut d'être trop bon et trop sage pour l'époque dans laquelle il vivait. Bien plus, il reprochait aux lois qui l'autorisaient à gouverner ainsi d'être trop douces. Tandis que ses officiers commettaient les meurtres qui viennent d'être rapportés, il pressait le parlement écossais de passer un nouvel acte, en comparaison duquel tous les actes précédents pouvaient paraître cléments.

En Angleterre, son autorité, quoique grande, était limitée par de vieilles et nobles lois que les Tories eux-mêmes ne lui auraient pas permis d'enfreindre. Là il ne pouvait pas envoyer les dissidents devant les tribunaux militaires ou se donner le plaisir de les voir gémir sous la torture, en plein conseil; là il ne pouvait pas noyer des jeunes filles parce qu'elles refusaient d'abjurer, ou fusiller de pauvres paysans parce qu'ils doutaient qu'il fût au nombre des élus. Cependant, il continua à persécuter les Puritains anglais autant que son pouvoir le lui permit, jusqu'à ce que des événements que nous raconterons plus tard firent naître en lui l'idée d'une coalition entre les Puritains et les Papistes, pour humilier et spolier l'Église anglicane.

Il y avait, toutefois, une secte de Protestants dissidents pour laquelle il montra quelque sympathie dès le commencement de son règne, la société des Amis. On ne peut attribuer à la sympathie religieuse sa partialité pour cette société singulière; car, de tous les hommes qui reconnaissent également la mission divine de Jésus, le Catholique romain et le Quaker sont les plus éloignés l'un de l'autre. Il peut sembler paradoxal de dire que ce fut là précisément la circonstance qui établit un lien entre les Catholiques romains et les Quakers: telle est pourtant la vérité. Les uns et les autres s'éloignaient si fort des opinions que la grande majorité de la nation considérait comme vraies, que les hommes mêmes les plus libéraux les regardaient comme placés

en dehors de la tolérance, même entendue de la manière la plus large. C'est ainsi que ces deux sectes extrêmes, précisément parce qu'elles étaient extrêmes, avaient un intérêt commun, distinct de l'intérêt des sectes intermédiaires. Les Quakers étaient de plus innocents de toute offense envers Jacques et sa maison. Ils n'avaient commencé à exister comme société religieuse que vers la fin de la guerre entre Charles Iᵉʳ et le long parlement. Ils avaient été cruellement persécutés par quelques-uns des gouvernements révolutionnaires. Depuis la restauration, en dépit de beaucoup de mauvais traitements, ils étaient restés soumis avec douceur à l'autorité royale. Ils étaient arrivés, tout en partant de prémisses que les théologiens anglicans regardaient comme hétérodoxes, à cette conclusion, qui était également celle des théologiens anglicans, que nul excès de tyrannie de la part d'un prince ne peut justifier une résistance active de la part d'un sujet. Aucun libelle contre le gouvernement n'avait jamais été imputé à un Quaker [1]; jamais un Quaker ne s'était trouvé impliqué dans aucune conspiration contre le gouvernement. La société n'avait pas fait écho aux clameurs demandant le bill d'exclusion, et elle avait solennellement condamné le complot de Rye-House comme un dessein infernal et une œuvre du diable [2]. Les Amis prenaient d'ailleurs, à cette époque, peu de part aux disputes civiles, car ils n'étaient pas, comme maintenant, réunis dans les grandes villes; ils s'occupaient généralement d'agriculture, occupation dont ils ont été peu à peu détournés depuis, par suite des vexations que leur occasionnait leur scrupule étrange à payer la dîme. Ils restaient donc très à l'écart du théâtre des luttes politiques. Ils évitaient en outre toute conversation politique dans l'intimité domestique;

[1] Voyez la *Lettre au roi Charles II*, en tête de l'*Apologie de Barclay*.
[2] Sewel, *Histoire des Quakers*, liv. X.

car de telles conversations étaient, pensaient-ils, défavorables au détachement de l'âme des choses temporelles, et tendaient à troubler l'austère gravité de leurs habitudes. Aux réunions annuelles, les frères étaient avertis de ne pas tenir de discours touchant les affaires de l'État[1]. De nos jours même, certains contemporains peuvent se rappeler ces graves anciens qui conservaient les habitudes d'une génération précédente, et condamnaient systématiquement tout ce bavardage mondain[2]. Il était naturel que Jacques fît une grande différence entre cette secte inoffensive et ces sectes farouches et inquiètes qui considéraient la résistance à la tyrannie comme un devoir chrétien, qui en Allemagne, en France, en Hollande, avaient fait la guerre aux princes légitimes, et qui, pendant quatre générations, avaient voué une haine toute particulière à la maison de Stuart.

En outre, il se trouvait qu'il était possible d'accorder de grands adoucissements aux Catholiques romains et aux Quakers sans mitiger en rien les souffrances des sectes puritaines. Une loi alors en vigueur imposait des pénalités sévères à toute personne qui refusait de prêter le serment de suprématie, lorsqu'elle en était requise. Cette loi n'affectait pas les Presbytériens, les Indépendants ou les Baptistes, car ils étaient tous prêts à prendre Dieu à témoin qu'ils renonçaient à toute alliance spirituelle avec des prélats et des souverains étrangers; mais les Catholiques romains ne pouvaient affirmer sous serment que le pape n'avait aucune juridiction sur l'Angleterre, et les Quakers ne pouvaient prêter aucun serment. D'un autre côté, ni les Catholiques romains ni les Quakers n'étaient atteints par l'acte des cinq miles, qui, de toutes les lois du livre des statuts, était peut-être la

[1] *Procès-verbaux des réunions annuelles*, 1689, 1690.

[2] Clarkson, *du Quakerisme coutumes particulières*, chap. v.

plus vexatoire pour les Protestants non-conformistes[1].

Les Quakers avaient à la cour un avocat puissant et zélé. Bien qu'ils se mêlassent peu au monde comme classe, et qu'ils évitassent la politique comme une occupation dangereuse pour leurs intérêts spirituels, un d'entre eux, très-distingué de tous les autres par sa position et sa fortune, vivait dans les sociétés les plus élevées, et avait toujours accès auprès du roi. Cet homme était le célèbre Guillaume Penn. Son père avait exercé de grands commandements dans la marine, avait été commissaire de l'amirauté, avait été créé chevalier et avait été flatté de l'espoir de la pairie. Le fils avait été libéralement élevé, et destiné à la profession des armes, mais il avait de très-bonne heure compromis son avenir et refroidi ses amis en se joignant à cette société généralement considérée alors comme une bande d'hérétiques maniaques. Il avait été envoyé quelquefois à la Tour et quelquefois à Newgate. Il avait été mis en jugement à Old-Bailey pour avoir prêché au mépris de la loi. Au bout d'un certain temps néanmoins, il s'était réconcilié avec sa famille, et avait réussi à obtenir une protection si puissante qu'il put pendant plusieurs années professer ses opinions sans être inquiété, alors que ses frères remplissaient les prisons de l'Angleterre. Vers la fin du dernier règne, il avait obtenu, en payement d'une vieille créance qui lui était due par la couronne, la concession d'une immense région dans l'Amérique du Nord. Il invita ses amis persécutés à aller s'établir dans cette

[1] Après avoir écrit ce passage, je trouvai dans le British Museum un manuscrit (Harl., Mss. 7506) intitulé : *Exposé des saisies, séquestrations, confiscations et dommages opérés et commis sur les propriétés de certains Protestants dissidents appelés Quakers, en vertu de l'application des vieux statuts portés contre les récusants papistes et catholiques.* Le manuscrit est marqué comme ayant appartenu à Jacques, et semble avoir été donné par son serviteur confidentiel, le colonel Graham, à lord Oxford. Cette circonstance me paraît confirmer l'opinion que j'ai exprimée touchant la conduite de Jacques envers les Quakers.

région, peuplée alors seulement de chasseurs indiens. Sa colonie était encore dans son enfance, lorsque Jacques monta sur le trône.

Depuis longtemps, Jacques et Penn se connaissaient familièrement. Le Quaker devint alors un courtisan et presque un favori. Chaque jour il était appelé de la galerie dans le cabinet du roi, et avait quelquefois de longues audiences, tandis que des pairs attendaient dans les antichambres. Le bruit se répandit qu'il avait plus de pouvoir réel pour le bien et le mal que beaucoup des nobles lords qui occupaient les plus hautes fonctions. Il fut bientôt entouré de flatteurs et de demandeurs. Sa maison à Kensington était souvent encombrée à l'heure de son lever par plus de deux cents solliciteurs. Toutefois, il payait cher cette apparente prospérité. Sa secte elle-même le regardait froidement et le récompensait de ses services en blâmant sa conduite. On l'accusait hautement d'être Papiste et même jésuite. Quelques personnes affirmaient qu'il avait été élevé à Saint-Omer, et d'autres qu'il avait été ordonné prêtre à Rome. Ces calomnies, il est vrai, ne pouvaient trouver du crédit que dans les rangs de l'aveugle multitude, mais à ces calomnies étaient mêlées des accusations beaucoup mieux fondées[1].

Dire toute la vérité sur Penn est une tâche qui demande quelque courage, car il est plutôt un personnage mythique qu'historique. Les nations rivales et les sectes ennemies se sont accordées pour le canoniser. L'Angle-

[1] Les visites de Penn à Witehall et ses levers à Kensington sont décrits avec beaucoup de vivacité, quoique en très-mauvais latin, par Gérard Croese : « *Sumebat, rex sæpe secretum, non horarium vero horarum plurium, in quo de variis rebus cum Penno serio sermonem conferebat, et interim differebat audire præcipuorum nobilium ordinem, qui hoc interim spatio in procœtone, in proximo, regem conventum præsto erant.* » — Croese dit de la foule des solliciteurs à la maison de Penn : « *Vidi quandoque de hoc genere hominum non minus bis centum.* » *Historia Quakeriana*, lib. II, 1695.

terre est fière de son nom. Une grande république au delà de l'Atlantique le considère avec un respect semblable à celui des Athéniens pour Thésée, et des Romains pour Quirinus. La respectable société dont il était membre l'honore comme un apôtre. Il est généralement regardé par les hommes pieux de toutes les communions comme un éclatant modèle de la vertu chrétienne. En outre, des admirateurs d'un genre bien différent ont chanté ses louanges. Les philosophes français du dix-huitième siècle lui ont pardonné ce qu'ils regardaient comme des fantaisies superstitieuses, en considération de son mépris pour les prêtres et de la bienveillance cosmopolite qu'il étendait impartialement à toutes les races et à toutes les croyances. Son nom est devenu ainsi, dans toutes les nations civilisées, le synonyme de probité et de philanthropie.

Cette grande réputation n'est pas entièrement imméritée. Penn était incontestablement un homme de vertus éminentes. Il avait un vif sentiment du devoir religieux, et un désir fervent d'augmenter le bonheur du genre humain. Il avait sur un ou deux points de la plus haute importance des idées infiniment plus justes que celles des esprits les plus étendus de l'époque. Propriétaire et législateur d'une province presque inhabitée lorsqu'il en prit possession, et qui, par conséquent, offrait un champ libre à ses expériences morales, il eut la rare bonne fortune de pouvoir appliquer ses théories sans avoir besoin de faire aucun compromis, ou de battre en brèche aucune institution existante. Il sera toujours mentionné avec honneur comme le fondateur d'une colonie qui, dans ses rapports avec un peuple sauvage, n'abusa jamais de la force que lui donnait la civilisation, et comme un législateur qui fit de la liberté religieuse, dans un siècle de persécution, la pierre angulaire d'une constitution politique. Mais la vie et les écrits de Penn fournissent des

preuves abondantes qu'il n'était pas un homme d'un très-grand sens. Il ne savait pas lire dans le caractère d'autrui. Sa confiance dans des personnes moins vertueuses que lui, lui fit commettre bien des erreurs et entraîna pour lui bien des conséquences fâcheuses. Son enthousiasme pour un grand principe le porta quelquefois à violer d'autres grands principes, qui auraient dû être également sacrés pour lui. Sa droiture ne fut pas toujours à l'abri des tentations auxquelles elle était exposée dans la société brillante et polie, mais profondément corrompue, qu'il fréquentait. A cette époque, la cour entière employait toute son activité et toute son ardeur à des intrigues de galanterie et à des intrigues d'ambition. Le trafic des faveurs, des places et des grâces, était incessant. Il était naturel qu'un homme qu'on voyait fréquemment au palais, et qu'on savait avoir un libre accès auprès de Sa Majesté, fût souvent prié d'user de son influence dans un but que condamne une rigide moralité. L'intégrité de Penn avait fermement résisté à la calomnie et à la persécution. Mais, maintenant attaquée par des sourires royaux, par des caresses de femmes, par l'éloquence insinuante et la délicate flatterie des courtisans et des vieux diplomates, sa fermeté commença à fléchir. Des titres et des formules de politesse qu'il avait souvent condamnés échappaient par moment de ses lèvres et de sa plume. Tout eût été bien néanmoins s'il n'avait pas été coupable d'autre chose que de complaisances aux habitudes du monde. Malheureusement on ne peut cacher que Penn prit une grande part à certaines transactions, condamnées non-seulement par le code rigide de la secte à laquelle il appartenait, mais par le sentiment général de tous les honnêtes gens. Plus tard il protesta solennellement que ses mains étaient pures de tout gain illicite, et qu'il n'avait jamais reçu aucune gratification de ceux qu'il avait obligés, quoiqu'il eût pu aisément, pendant la durée de son influence à la cour, se faire cent vingt mille livres

sterling[1]. Nous devons à cette assertion une entière confiance. Mais on peut offrir des séductions à la vanité aussi bien qu'à la cupidité, et il est impossible de nier que Penn fut entraîné à prendre part à quelques transactions injustifiables dont d'autres recueillirent les profits.

Le premier usage qu'il fit de son crédit est tout à sa louange. Il dépeignit vivement les souffrances des Quakers au nouveau roi, qui vit avec plaisir la possibilité d'user d'indulgence envers ces paisibles sectaires et les Catholiques romains sans montrer une semblable faveur aux autres sectes persécutées. On dressa une liste des prisonniers contre lesquels on avait commencé des poursuites, soit pour refus de serment, soit pour n'être pas allés à l'église, et dont la fidélité au roi avait été attestée au gouvernement par certificat. Ces personnes furent graciées et des ordres furent donnés pour que de semblables poursuites ne fussent pas renouvelées jusqu'à nouvelle signification de la volonté royale. Quinze cents Quakers environ, et un nombre beaucoup plus considérable encore de Catholiques romains recouvrèrent ainsi leur liberté[2].

L'époque de la réunion du parlement anglais était venue. Les membres de la chambre des communes arrivés déjà dans la capitale étaient si nombreux, qu'on doutait fort que la salle des séances, telle qu'elle était disposée alors, pût les contenir tous. Ils employèrent les quelques jours qui précédèrent l'ouverture de la session à s'entretenir des affaires publiques entre eux ou avec les agents du gouvernement. Le parti roya-

[1] « Vingt mille livres pour ma poche, et cent mille pour ma province. » Lettre de Penn à Popple.

[2] Ces ordres, signés par Sunderland, se trouvent dans Sewell, *Histoire des Quakers*. — Ils portent la date du 18 avril 1685. Ils sont rédigés dans un style singulièrement obscur et embrouillé, mais je crois en avoir donné le vrai sens. Je n'ai pu trouver la preuve que ces ordres aient fait mettre en liberté aucune autre personne que des Catholiques romains ou des Quakers. Voyez Neal, *Histoire des Puritains*, vol. II, chap. II. — Gerard Croese, liv. II. — Croese estime à quatorze cent soixante le nombre des Quakers relâchés.

liste tint un grand *meeting*, à la taverne de la Fontaine, dans le Strand, et Roger Lestrange, que le roi avait récemment créé chevalier et que la cité de Winchester avait envoyé au parlement, prit une grande part dans les délibérations de ce parti [1].

On vit bientôt qu'une grande partie des communes avait des opinions qui ne s'accordaient pas entièrement avec celles de la cour. Les gentilshommes campagnards tories s'accordaient à peu près unanimement à désirer le maintien de l'acte du *test* et de l'acte de l'*habeas corpus*, et quelques-uns d'entre eux parlaient de ne voter le revenu que pour une certaine période; mais ils étaient tout disposés à voter des lois sévères contre les Whigs, et auraient vu avec joie déclarer incapables de remplir des fonctions publiques tous ceux qui avaient soutenu le bill d'exclusion. Le roi, de son côté, désirait obtenir du parlement le vote du revenu pour la vie, l'admission des Catholiques romains aux emplois publics et le rappel de l'acte de l'*habeas corpus*. Il avait mis tout son cœur à ces trois mesures, et il n'était pas disposé à accepter à leur place une loi pénale contre les Exclusionistes. Une telle loi lui aurait été d'ailleurs fort désagréable, car il y avait une catégorie d'Exclusionistes qui était très en faveur, la catégorie dont Sunderland était le représentant, la catégorie qui s'était jointe aux Whigs lorsque les Whigs l'emportaient et qui avait changé avec le changement de fortune. Jacques regardait justement ces renégats comme les instruments les plus utiles qu'il pût employer. Ce n'était pas des vaillants Cavaliers qui lui avaient été fidèles dans l'adversité qu'il pouvait espérer, dans ses jours de prospérité, une obéissance abjecte et sans scrupules. Les hommes qui, non par zèle pour la liberté ou la religion, mais par pure

[1] Barillon, 28 mai-7 juin 1685. — *L'Observateur*, 27 mai 1685. — Sir J. Reresby, *Mémoires*.

cupidité et pure crainte égoïstes, avaient aidé à l'opprimer lorsqu'il était faible, étaient les mêmes hommes qui, poussés par la même crainte et la même cupidité, l'aideraient à opprimer la nation maintenant qu'il était fort[1]. Il était vindicatif, sans doute, mais il ne l'était pas indistinctement. On ne pourrait pas citer un seul fait qui pût le montrer animé d'une compassion généreuse pour ceux qui lui firent une opposition loyale et par amour du bien public; mais il épargna souvent et même il favorisa ceux que quelque vil motif avait poussés à lui nuire; car la bassesse qui les désignait comme des instruments disponibles de tyrannie était dans son opinion chose si précieuse, qu'il avait pour elle quelque indulgence, même lorsqu'elle s'était employée contre lui.

Les désirs du roi furent communiqués par différents intermédiaires aux membres tories de la chambre basse. La majorité se laissa facilement persuader d'abandonner toute pensée d'une loi pénale contre les Exclusionistes et de consentir à voter le revenu pour toute la vie de Sa Majesté; mais, touchant l'acte du *test* et l'acte de l'*habeas corpus*, les émissaires de la cour n'obtinrent pas des assurances aussi satisfaisantes[2].

Le 19 mai la session s'ouvrit. Les bancs des communes présentaient un singulier spectacle. Le grand parti qui avait dominé dans les trois derniers parlements était tombé à une infime minorité et ne composait pas plus du quinzième de la chambre. Des cinq cent treize représentants des comtés et des bourgs, il n'y en avait que cent trente-cinq qui eussent

[1] Louis écrit comme il suit à Barillon, touchant cette catégorie d'Exclusionistes : « L'intérêt qu'ils auront à effacer cette tache par des services considérables les portera, selon toutes les apparences, à le servir plus utilement que ne pourraient faire ceux qui ont toujours été les plus attachés à sa personne. » 15-25 mai 1685.

[2] Barillon, 4-14 mai 1685. — Sir John Reresby, *Mémoires*.

siégé dans les assemblées précédentes. Il est évident qu'une réunion d'hommes si novices et si inexpérimentés doit avoir été, sous bien des rapports importants, inférieure en mérite à la moyenne de nos assemblées représentatives [1].

La direction de la chambre des communes fut confiée par Jacques à deux pairs du royaume d'Écosse. L'un Charles Middleton, comte de Middleton, après avoir rempli de hautes fonctions à Édimbourg, avait été nommé, peu de temps avant la mort du dernier roi, membre du conseil privé d'Angleterre et secrétaire d'État; l'autre, Richard Graham, vicomte Preston, avait longtemps occupé le poste d'envoyé à Versailles.

La première affaire des communes était d'élire un président. Quel serait-il ? c'était là une question qu'on avait beaucoup agitée dans le cabinet. Guildford avait recommandé sir Thomas Meres, qui, comme lui, était du parti des *Équilibreurs*. Jeffreys, qui ne manquait pas une occasion de contrecarrer le lord garde des sceaux, avait fait valoir les droits de sir John Trevor. Trevor avait été jadis un composé de petit procureur et de joueur, avait porté dans la vie politique des sentiments et des principes dignes de cette double vocation, était devenu un des parasites du grand juge, et pouvait, à l'occasion, imiter, avec quelque succès, le style injurieux de son patron. Le protégé de Jeffreys fut donc, comme on pouvait s'y attendre, préféré par Jacques, proposé à la chambre par Middleton et élu sans opposition [2].

Tout jusqu'alors marchait parfaitement; mais un adversaire d'une vaillance peu commune était là, attendant son moment : c'était Édouard Seymour, de Berry-Pomeroy-Castle, représentant de la cité d'Exeter. La naissance de Seymour le mettait au niveau des plus nobles sujets

[1] Burnet, I, 626. — Journal d'Evelyn, 22 mai 1685.

[2] Roger North, *Vie de Guildford*, 218. — *Mémoires de Bramston.*

de l'Europe. Il était l'héritier direct et mâle de la famille de ce duc de Somerset qui avait été beau-frère d'Henri VIII et protecteur du royaume d'Angleterre. Lors de la création du duché de Somerset, il avait été établi que le fils aîné du Protecteur devrait céder le premier rang au fils cadet. Les ducs de Somerset descendaient donc du cadet, et de l'aîné descendait la famille établie à Berry-Pomeroy. La fortune de Seymour était grande, et son influence dans l'Ouest de l'Angleterre considérable. Son importance n'avait pas seulement sa source dans la naissance et les richesses ; Seymour était un des orateurs et des hommes d'affaires les plus habiles du royaume. Il avait siégé pendant plusieurs années dans la chambre des communes, en avait étudié toutes les règles et tous les usages, et s'était exactement rendu compte de son tempérament particulier. Il avait été élu président sous le dernier règne, dans des circonstances qui rendaient cette distinction singulièrement honorable. Depuis plusieurs générations, les légistes seuls avaient été appelés à occuper le fauteuil du président, et il fut le premier gentilhomme campagnard qui, par son habileté et ses connaissances, mérita de rompre cette longue tradition. Il avait ensuite occupé de grandes positions politiques et avait siégé dans le cabinet. Mais son caractère hautain et peu pliant lui avait attiré tant de haines, qu'il avait été forcé de se retirer. Il était Tory et partisan de l'Église ; il s'était vaillamment opposé au bill d'exclusion, avait été persécuté par les Whigs au jour de leur prospérité, et pouvait en conséquence oser tenir un langage qui aurait fait envoyer à la Tour toute personne soupçonnée de républicanisme. Il avait été longtemps à la tête d'une forte coalition parlementaire, qu'on appelait l'alliance de l'ouest, et qui comprenait un grand nombre de gentilshommes du Devonshire, du Somersetshire et du comté de Cornouailles[1].

[1] North, *Vie de Guildford*, 228. — *Nouvelles de Westminster*.

Dans toute chambre des communes, un membre qui unira l'éloquence, la science et l'habitude des affaires à l'opulence et à une illustre naissance, jouira toujours d'une grande considération. Mais dans une chambre des communes d'où se trouveront exclus la plupart des orateurs éminents et des tacticiens parlementaires de l'époque, et qui sera remplie de gens qui n'ont jamais assisté à une discussion, l'influence d'un tel homme deviendra singulièrement formidable. Toutefois il manquait à Édouard Seymour l'importance que donne la moralité : il était débauché, licencieux, corrompu, trop orgueilleux pour consentir à la politesse la plus ordinaire, mais moins fier quand il s'agissait d'empocher un gain illicite. Il était un allié utile et un ennemi si dangereux, qu'il était souvent courtisé par ceux-là mêmes qui le détestaient le plus [1].

Il était alors mécontent de la cour. Ses intérêts avaient été atteints dans certaines localités par le remaniement électoral des bourgs de l'Ouest ; son orgueil avait été blessé par l'élévation de Trevor au fauteuil de président, et il saisit la première occasion de se venger qui se présenta.

Le 22 mai, les communes furent invitées à se rendre à la barre de la chambre des lords ; et le roi, assis sur son trône, adressa un discours aux deux chambres. Il se déclara résolu à maintenir le gouvernemeut établi dans l'Église et dans l'État ; mais il affaiblit l'effet de cette déclaration par une admonition extraordinaire qu'il adressa aux communes. Il craignait, dit-il, qu'elles n'eussent de l'inclination à ne lui voter son revenu que pour un temps limité, espérant ainsi qu'elles le forceraient à les convoquer fréquemment. Mais il devait les avertir qu'il n'était pas homme à se laisser jouer ainsi, et que si elles

[1] Burnet, I, 382. — Papiers de Rawdon. — Lord Conway à sir Georges Rawdon, 28 décembre 1677.

désiraient se réunir souvent, elles devaient le bien traiter. Comme il était évident que le gouvernement ne pouvait fonctionner sans argent, ces expressions ne pouvaient signifier rien autre chose, sinon que si on ne lui donnait pas autant d'argent qu'il en désirait, il le prendrait. Chose étrange à dire, cette harangue fut reçue avec de grands applaudissements par les Tories, à la barre de la chambre des lords. Cette coutume d'applaudissements était alors en vogue; elle a été remplacée depuis longtemps par l'usage plus grave et plus décent adopté par le parlement, d'écouter dans un respectueux silence toutes les expressions acceptables ou non qui tombent du trône [1].

Il était alors d'usage que le ministre garde du grand sceau, aussitôt après le discours par lequel le roi expliquait sommairement les raisons qui lui avaient fait convoquer le parlement, exposât aux chambres l'état des affaires publiques. Guildford, à l'imitation de ses prédécesseurs, Clarendon, Bridgeman, Shaftesbury et Nottingham, avait préparé un discours très-élaboré; mais il se trouva, à sa grande mortification, qu'on ne réclama pas ses services [2].

Aussitôt que les communes furent rentrées dans leur salle, on proposa qu'elles se formassent en comité, afin de voter le revenu du roi.

Alors Seymour se leva. Les portraits qui nous restent de lui peuvent nous aider à nous représenter l'attitude et le regard de ce chef d'une *gentry* dissolue et ardente, les longues boucles de sa perruque, inondant ses épaules avec profusion et élégance, l'œil et la lèvre pleins d'une vive expression, mélange de volupté et de dédain. « Il ne désirait pas, — ainsi parla ce hautain Cavalier, — que le parlement refusât à la couronne les moyens de gouverner.

[1] *Gazette de Londres*, 25 mai 1685. — Journal d'Evelyn, 22 mai 1685.
[2] North, *Vie de Guildford*, 256.

Mais existait-il, en réalité, un parlement? N'y avait-il pas là, sur les bancs des communes, bien des membres qui, comme tout le monde le savait, n'avaient pas le droit d'y siéger, bien des membres dont les élections étaient entachées de corruption, ou qui avaient été imposés par intimidation à des électeurs pleins de répugnance pour eux, ou qui avaient été nommés par des corporations sans existence légale? Est-ce que les corps constituants n'avaient pas été remaniés au mépris des chartes royales et d'une tradition immémoriale? Est-ce que les officiaux électoraux n'avaient pas été partout les agents sans scrupules de la cour? En voyant comment le principe de la représentation nationale avait été systématiquement attaqué, il ne savait en vérité de quel nom appeler la réunion d'hommes qu'il voyait autour de lui. Cependant, il n'y avait jamais eu une époque où il importât plus au bonheur public que la réputation du parlement fût irréprochable. De grands dangers menaçaient la constitution ecclésiastique et civile du royaume. C'était un fait de notoriété publique, un fait qui n'avait pas besoin d'être prouvé, que l'acte du *test*, ce rempart de la religion, et l'acte de l'*habeas corpus*, ce rempart de la liberté, avaient été désignés pour la destruction. Avant de faire des lois sur des questions si importantes, dit-il, assurons-nous au moins que nous sommes réellement une législature. Que notre première occupation soit de rechercher la manière dont les élections ont été conduites, et veillons à ce que cette enquête soit impartiale; car si la nation s'aperçoit qu'elle ne peut obtenir aucune réparation par des voies paisibles, nous pourrions peut-être avant longtemps être les victimes de la justice que nous refusons de lui rendre. » Il conclut en proposant qu'avant d'accorder aucun subside, la chambre prît en considération les pétitions envoyées contre différentes élections, et retirât tout droit de voter aux membres dont la nomination serait contestée.

On n'entendit pas un applaudissement. Personne n'osa soutenir la motion. Seymour, en effet, en avait dit plus que n'en aurait pu dire tout autre membre sans impunité. La proposition tomba à terre, et ne fut pas même mentionnée dans le procès-verbal; mais elle produisit un effet puissant. Barillon informa son maître que beaucoup de ceux qui n'avaient pas osé applaudir ce remarquable discours l'avaient au fond du cœur approuvé; qu'il était le sujet universel des conversations dans Londres entier, et que l'impression qu'il avait faite sur le public semblait devoir être durable [1].

Les communes se formèrent immédiatement en comité, et votèrent au roi, pour sa vie durant, le même revenu dont avait joui son frère [2].

Les partisans zélés de l'Église, qui composaient la majorité de la chambre, semblent avoir cru que leur promptitude à satisfaire les désirs de Jacques touchant le revenu leur donnait droit d'espérer quelques concessions de sa part. Ils disaient qu'ils avaient beaucoup fait pour le contenter, et qu'ils devaient faire maintenant quelque chose pour contenter la nation. En conséquence la chambre se forma en comité de religion, afin de considérer quels étaient les meilleurs moyens de pourvoir à la sécurité de l'Église. Deux résolutions furent unanimement adoptées dans ce comité. La première exprimait un attachement fervent à l'Église d'Angleterre; la seconde mettait le roi en demeure de faire exécuter les lois pénales contre toutes les personnes qui n'appartenaient pas à cette Église [3].

[1] Burnet, I, 639. — Journal d'Evelyn, 22 mai 1685. — Barillon, 23 mai-2 juin; et 25 mai-4 juin 1685. Le silence des procès-verbaux a embarrassé M. Fox, mais ce silence s'explique par cette circonstance que la motion de Seymour ne fut pas appuyée.

[2] Procès-verbaux des communes, 22 mai. Stat. Jac. II, I, 1.

[3] Procès-verbaux des communes, 26, 27 mai. — *Mémoires de sir J. Reresby.*

Les Whigs auraient incontestablement désiré voir tolérer les dissidents, et persécuter seulement les Catholiques romains; mais les Whigs étaient en petite minorité, et très-découragés. Ils se tinrent donc le plus possible à l'écart, turent même leur nom de parti, s'abstinrent d'exprimer leurs opinions particulières devant un auditoire hostile, et soutinrent invariablement toute proposition tendant à troubler l'harmonie qui existait entre le parlement et la cour.

La colère du roi fut grande lorsque les résolutions du comité de religion furent connues à Whitehall. Nous ne pouvons pas le blâmer de cette colère contre la conduite des Tories. Puisqu'ils étaient si bien disposés à requérir la rigoureuse exécution des lois pénales, ils auraient dû soutenir le bill d'exclusion; car placer un Papiste sur le trône et insister ensuite pour qu'il persécutât à mort les ministres de cette religion, hors de laquelle, selon ses principes, il n'y avait pas de salut, était une chose monstrueuse. En mitigeant, par une application plus douce, la sévérité des lois cruelles d'Élisabeth, le roi ne violait aucun principe constitutionnel. Il exerçait simplement un pouvoir qui avait toujours appartenu à la couronne. Il ne faisait que ce que firent après lui une suite de souverains, tous zélés pour les doctrines de la réformation : Guillaume, Anne, les princes de la maison de Brunswick. S'il avait permis que les prêtres catholiques romains, dont il pouvait épargner la vie sans porter atteinte à aucun intérêt, fussent pendus et écartelés, pour avoir accompli ce qu'ils considéraient comme un devoir, il se serait attiré la haine et le mépris même des hommes aux préjugés desquels il eût fait une concession si honteuse, et s'il s'était contenté d'accorder aux membres de son Église une tolérance pratique, en usant largement de son incontestable prérogative du droit de faire grâce, la postérité l'aurait unanimement applaudi.

Les communes réfléchirent probablement qu'elles

avaient agi d'une manière absurde; elles furent aussi fort troublées en apprenant la grande colère de ce roi, pour lequel elles avaient un respect superstitieux. Elles se hâtèrent donc de racheter leur faute; elles rejetèrent à l'unanimité, dans la chambre, la décision qu'elles avaient unanimement adoptée en comité, et votèrent une proposition portant qu'elles s'en remettaient, avec une entière confiance, à la gracieuse promesse faite par Sa Majesté de protéger cette religion qui leur était plus chère que la vie elle-même [1].

Trois jours après, le roi informa la chambre que son frère avait laissé quelques dettes, et que les approvisionnements de la marine et de l'artillerie étaient presque épuisés. On décida aussitôt que de nouvelles taxes seraient imposées. La personne à qui fut dévolue la tâche de trouver les voies et moyens d'établir ces nouvelles taxes fut sir Dudley North, frère cadet du lord garde des sceaux. Dudley North était un des hommes les plus capables de son époque. Tout jeune, il avait été envoyé dans le Levant, où il avait été longtemps engagé dans des entreprises commerciales. Bien des hommes placés dans une telle situation auraient laissé se rouiller leurs facultés, car on trouvait peu de livres et peu de compagnons intelligents à Smyrne et à Constantinople, mais le jeune négociant avait une de ces intelligences vigoureuses qui sont indépendantes de tout aide extérieur. Il avait profondément médité, dans sa solitude, sur la philosophie du commerce, et s'était formé graduellement une théorie complète et admirable, la même en substance que celle que cent ans plus tard exposa Adam Smith. Après un exil de plusieurs années, Dudley North revint en Angleterre avec une grande fortune, et ouvrit une maison de commerce dans la cité de Londres pour les produits de la Turquie. Sa connaissance pro-

[1] Procès-verbaux des communes, 27 mai 1685.

fonde, spéculative et pratique à la fois des affaires commerciales, la clarté et la vivacité avec lesquelles il exposait ses vues, attirèrent bientôt sur lui l'attention des hommes d'État. Le gouvernement trouva en lui un conseiller éclairé et un esclave sans scrupules ; car, à ses rares qualités intellectuelles, il joignait des principes relâchés et un cœur sec. Alors que la réaction tory était dominante, il avait consenti à se laisser nommer shérif, avec le parti pris bien déterminé d'aider aux vengeances de la cour. Les jurés nommés par lui ne manquaient jamais de rendre des verdicts de culpabilité, et un certain jour, après une boucherie judiciaire, il arriva que des chariots, chargés des membres des Whigs écartelés, vinrent, à la grande horreur de sa femme, s'arrêter devant sa belle maison de Basinghall-Street, pour recevoir des ordres. On avait récompensé ses services par le titre de chevalier, par la robe d'alderman et par les fonctions de commissaire des douanes. Il avait été nommé membre du parlement par Banbury, et, quoiqu'il fût un membre nouveau, c'était sur lui que comptait particulièrement le lord trésorier pour la direction des affaires de finances dans la chambre basse [1].

Malgré leur consentement unanime à accorder à la couronne un subside nouveau, les communes n'étaient nullement d'accord quant aux sources d'où ces subsides devaient être tirés. On avait immédiatement décidé qu'une partie de la somme demandée serait fournie au moyen d'une taxe additionnelle sur le vin et le vinaigre, imposée pour un terme de huit années ; mais cela ne suffisait pas. On mit en avant divers plans absurdes. Un grand nombre de gentilshommes campagnards proposaient d'imposer une lourde taxe sur toutes les maisons nouvelles que l'on bâtirait dans la capitale,

[1] Roger North, *Vie de sir Dudley North.* — *Vie de lord Guildford*, 166. — M' Culloch, *Littérature de l'économie politique.*

espérant que cette taxe arrêterait la croissance d'une ville que l'aristocratie rurale regardait depuis longtemps avec jalousie et avec aversion. La plan de Dudley North était d'imposer des taxes additionnelles pour un terme de huit années sur le sucre et le tabac. De grandes clameurs s'élevèrent. Les marchands coloniaux, les épiciers, les raffineurs de sucre, les marchands de tabac, envoyèrent des pétitions à la chambre et assiégèrent les administrations. La population de Bristol, qui avait tant d'intérêts engagés dans le commerce avec la Virginie et la Jamaïque, envoya une députation qui fut entendue à la barre des communes. Rochester fut un moment ébranlé, mais North, par sa présence d'esprit et sa parfaite connaissance du commerce, l'emporta contre toute opposition, et dans la trésorerie et dans le parlement. Les anciens membres furent étonnés de voir un homme qui n'avait pas encore siégé une quinzaine dans la chambre, et dont la vie s'était passée en grande partie dans les contrées étrangères, se charger avec confiance et s'acquitter avec habileté de toutes les fonctions d'un chancelier de l'échiquier [1].

Son plan fut adopté, et la couronne se trouva ainsi en possession d'un revenu net d'environ dix-neuf cent mille livres sterling perçu en Angleterre seulement. Un tel revenu était alors plus que suffisant pour les besoins du gouvernement en temps de paix [2].

Les lords, pendant ce temps-là, avaient discuté diverses questions importantes. Le parti tory avait toujours été fort parmi les pairs; il comprenait le banc des évêques tout entier, et avait été renforcé, pendant les quatre années écoulées depuis la dissolution, de plusieurs membres de création recente. Les plus remarquables des nouveaux nobles étaient le lord trésorier Rochester, le

[1] *Vie de Dudley North*, 173. — *Mémoires de Lonsdale*. — Van Citters, 12-22 juin 1685.

[2] Procès-verbaux des communes, 1er mars 1689.

lord garde des sceaux Guildford, le lord grand juge Jeffreys, lord Godolphin et lord Churchill qui, après son retour de Versailles, avait été créé baron d'Angleterre.

Les pairs prirent d'abord en considération la situation de quatre de leurs membres qui, décrétés d'accusation sous le dernier règne, n'avaient jamais été jugés, et qui, après un long emprisonnement, avaient été admis à fournir caution par la cour du banc du roi. Trois de ces nobles étaient catholiques romains; le quatrième était un protestant d'une grande influence et d'une grande réputation, le comte de Danby. Depuis qu'il était tombé du pouvoir et avait été accusé de trahison par les communes, quatre parlements avaient été dissous; mais il n'avait été ni acquitté, ni condamné. En 1679, les lords avaient débattu, au sujet de sa situation, la question de savoir si une mise en accusation était ou n'était pas annulée par une dissolution du parlement. Ils avaient déclaré, après de longs débats et un examen très-complet des précédents, que l'accusation était toujours pendante. Ils annulèrent maintenant cette décision. Quelques nobles Whigs protestèrent contre cette mesure, mais sans résultat. Les communes acquiescèrent silencieusement à la décision de la chambre haute. Danby reprit son siége parmi ses collègues et devint un membre actif et puissant du parti tory [1].

La question constitutionnelle sur laquelle les lords prononcèrent ainsi deux décisions diamétralement opposées dans le court espace de six ans sommeilla plus d'un siècle, et fut réveillée enfin par la dissolution qui eut lieu durant le long procès de Warren Hastings. Il fallut alors décider laquelle des deux décisions, celle de 1679 ou celle de 1685, devait être tenue pour la loi du pays. Ce point fut longtemps débattu dans les deux chambres, et les plus grands talents de jurisconsultes

[1] Procès-verbaux des lords, 18, 19 mars 1679; 22 mai 1685.

et d'orateurs d'une époque éminemment fertile en talents judiciaires et parlementaires prirent part à la discussion. Les jurisconsultes furent à peu près également divisés. Thurlow, Kenyon, Scott et Erskine soutinrent que la dissolution avait mis fin à la mise en accusation. La doctrine contraire fut soutenue par Mansfield, Camden, Loughborough et Grant. Mais il y eut peu de différence d'opinion parmi ces hommes d'État qui fondaient leurs arguments non sur des précédents et des analogies techniques, mais sur de larges et profonds principes constitutionnels. Pitt et Grenville, aussi bien que Burke et que Fox, déclarèrent que l'accusation était toujours pendante. Les deux chambres rejetèrent, à une grande majorité, la décision de 1685, et déclarèrent que la décision de 1679 était conforme à la loi du parlement.

De tous les crimes nationaux commis durant la panique excitée par les fables d'Oates, le plus signalé avait été le meurtre judiciaire de Stafford. La sentence prononcée contre cet infortuné gentilhomme était maintenant regardée comme injuste par toutes les personnes impartiales. Le principal témoin du procès avait été convaincu d'une série de hideux faux témoignages; il était du devoir de la législature, dans de telles circonstances, de rendre justice à la mémoire d'un condamné innocent, et d'effacer une tache imméritée d'un nom depuis longtemps illustre dans nos annales. Un bill pour la réhabilitation de Stafford passa à la chambre haute en dépit des murmures de quelques pairs, qui ne voulaient pas admettre qu'ils avaient versé le sang innocent. Les communes lurent deux fois le bill sans passer au vote et l'envoyèrent à un comité; mais au jour marqué par le comité pour la discussion du bill, arrivèrent les nouvelles d'une formidable insurrection qui avait éclaté dans l'ouest de l'Angleterre. Il fallut ajourner bien des affaires importantes. La réhabilitation de Stafford fut retardée pour quelque temps

seulement, pensait-on; mais la mauvaise administration de Jacques changea complétement en quelques mois le courant de l'opinion publique. Pendant plusieurs générations, les catholiques romains n'eurent plus la faculté de demander réparation des injustices commises contre eux, et se regardèrent comme très-heureux qu'on les laissât vivre sans les molester, dans l'obscurité et le silence. Enfin, sous le règne de Georges IV, plus de cent quarante ans après le jour où le sang de Stafford fut versé à Tower-Hill, la tardive réparation s'accomplit. Une loi annulant le bill d'*attainder*, et restituant à la famille lésée ses anciennes dignités, fut présentée au parlement par les ministres de la couronne, approuvée chaleureusement par les hommes publics de tous les partis et votée sans une voix d'opposition [1].

Je dois maintenant retracer l'origine et le cours de cette rébellion qui vint soudainement interrompre les délibérations des chambres.

[1] Stat. 5, Georg. IV, c. 46.

CHAPITRE V.

CONSPIRATIONS DU COMTE D'ARGYLE ET DU DUC DE MONMOUTH. — LES ASSISES SANGLANTES, 1685.

Les réfugiés whigs sur le continent. — Leurs correspondants en Angleterre. — Caractère des principaux réfugiés. — Ayloffe. — Wade. — Goodenough. — Rumbold. — Lord Grey. — Monmouth. — Ferguson. — Les réfugiés écossais. — Le comte d'Argyle. — Sir Patrick Hume. — Sir John Cochrane. — Fletcher de Saltoun. — Conduite déraisonnable des réfugiés écossais. — Préparatifs pour une tentative en Angleterre et en Écosse. — John Locke. — Préparatifs faits par le gouvernement pour la défense de l'Écosse. — Conversation de Jacques avec les ambassadeurs hollandais. — Efforts impuissants du prince d'Orange et des états généraux pour empêcher le départ d'Argyle. — Départ d'Argyle de la Hollande. — Il débarque en Écosse. — Ses disputes avec ses compagnons. — Dispositions de la nation écossaise. — Les forces d'Argyle sont dispersées. — Argyle fait prisonnier. — Son exécution. — Exécution de Rumbold. — Mort d'Ayloffe. — Dévastation de l'Argyleshire. — Efforts impuissants pour empêcher Monmouth de quitter la Hollande. — Son arrivée à Lyme. — Son manifeste. — Sa popularité dans l'ouest de l'Angleterre. — Rencontre de la milice et des rebelles à Bridport. — Rencontre des rebelles et de la milice à Axminster. — Les nouvelles de la rebellion arrivent à Londres. — Fidélité du parlement. — Réception de Monmouth à Taunton. — Il prend le titre de roi. — Sa réception à Bridgewater. — Préparatifs du gouvernement pour lui résister. — Monmouth songe à prendre Bristol. — Il abandonne ce dessein. — Escarmouche à Philip's-Norton. — Désespoir de Monmouth. — Il retourne à Bridgewater. — L'armée royale campe à Sedgemoor. — Bataille de Sedgemoor. — Poursuite des rebelles. — Exécutions militaires. — Fuite de Monmouth. — Il est fait prisonnier. — Sa lettre au roi. — Il est amené à Londres. — Son entrevue avec le roi. — Son exécution. — Sa mémoire chérie par le peuple. — Cruautés des soldats dans l'Ouest. — Kirke. — Jeffreys part pour sa tournée judiciaire dans l'ouest. — Procès d'Alice Lisle. — Les assises sanglantes. — Abraham Holmes. — Christophe Battiscombe

— Les frères Hewling. — Punition de Tutchin. — Les rebelles sont déportés. — Confiscations et extorsions. — Rapacité de la reine et de ses femmes. — Affaires de Grey, de Cochrane et de Storey. — Affaires de Wade, de Goodenough et de Ferguson. — Jeffreys nommé lord chancelier. — Procès et exécution de Cornish. — Procès et exécution de Fernley et d'Élisabeth Gaunt. — Procès et exécution de Bateman. — Cruelles persécution contre les Dissidents protestants.

Vers la fin du règne de Charles II, quelques-uns des Whigs les plus compromis dans le complot qui avait été si fatal à leur parti, et les plus assurés d'une mort certaine, avaient cherché un asile dans les Pays-Bas.

Ces réfugiés étaient en général des hommes d'un caractère ardent et d'un jugement faible. Ils étaient aussi sous l'influence de cette illusion particulière qui semble inséparable de la condition de proscrit. Un homme politique, condamné au bannissement par un parti ennemi, voit presque toujours à travers des verres faux la société qu'il a quittée. Tout est décomposé et décoloré par ses regrets, ses espérances et ses ressentiments. Le plus petit mécontentement de l'opinion lui semble un présage de révolution. Toute émeute est une rébellion. Il ne peut se persuader que son pays ne soupire pas après lui, autant qu'il soupire après son pays. Il s'imagine que ses anciens alliés, qui habitent encore leurs foyers et jouissent encore de leur fortune, ressentent les mêmes sentiments qui le torturent. Plus l'exil se prolonge, plus cette hallucination devient forte. Le cours du temps, qui refroidit l'ardeur des amis qu'il a laissés derrière lui, enflamme au contraire la sienne. Chaque mois augmente son impatience de revoir sa patrie, et chaque mois sa patrie se souvient un peu moins de lui et l'oublie un peu plus. Cette illusion devient presque de la folie, lorsque plusieurs exilés, souffrant pour la même cause, se trouvent rassemblés sur un même rivage étranger. Leur principale occupation est de parler de ce qu'ils étaient autrefois et de ce qu'ils pourraient

être encore, de s'exciter mutuellement à la haine contre l'ennemi commun, de se nourrir d'extravagantes espérances de victoire et de vengeance. C'est ainsi qu'ils arrivent à tenter des entreprises qui seraient déclarées impossibles par tout homme que la passion n'aurait pas privé du jugement nécessaire pour en calculer les chances.

La plupart des proscrits assemblés sur le continent étaient dans ces dispositions. La correspondance qu'ils entretenaient avec l'Angleterre n'était capable, en général, que d'exciter leurs passions et d'égarer leur jugement. Leurs informations sur les dispositions de l'esprit public venaient principalement des pires membres du parti whig, de conspirateurs et de libellistes de profession, traqués par les officiers de justice, forcés de se tenir cachés et déguisés sur les derrières des rues, vivant quelquefois même, durant des semaines entières, dans des greniers et dans des caves. Les hommes d'État qui avaient été l'ornement du parti du Pays, les hommes d'État qui, plus tard, dirigèrent les conseils de la Convention, eussent donné à ces proscrits des conseils bien différents de ceux qu'ils recevaient d'hommes tels que John Wildman et Henri Danvers.

Wildman avait servi, quarante ans auparavant, dans l'armée parlementaire, mais s'était plus distingué comme agitateur que comme soldat, et avait de bonne heure quitté la profession des armes pour des occupations plus conformes à son caractère. Sa haine de la monarchie l'avait jeté dans une série de conspirations, d'abord contre le Protecteur, ensuite contre les Stuarts. Mais à son fanatisme Wildman joignait le soin prudent de sa sécurité. Il avait une adresse merveilleuse pour s'arrêter au bord de la haute trahison. Personne ne savait mieux pousser autrui à des entreprises désespérées au moyen de paroles qui, répétées devant un jury, paraissaient innocentes ou au pire ambiguës. Telle était son ha-

bileté, que conspirateur incessant, connu pour tel en tout temps, surveillé longtemps et avec ardeur par un gouvernement vindicatif, il échappa à tout danger et mourut dans son lit, après avoir vu deux générations de ses complices mourir sur la potence [1]. Danvers était un homme de la même catégorie, d'une tête chaude, mais d'un cœur pusillanime, constamment poussé par son fanatisme sur le bord de l'abîme, constamment retenu et sauvé par sa lâcheté. Il avait une influence considérable sur une fraction des Baptistes, avait beaucoup écrit pour la défense de leurs opinions, et avait attiré sur lui la censure sévère de plusieurs Puritains respectables pour avoir essayé de pallier les crimes de Matthias et de Jean de Leyde. Il est probable que s'il eût eu un peu de courage, il aurait marché sur les traces des misérables qu'il défendait. A cette époque, il se dérobait aux recherches des officiers de justice, car des mandats d'arrêt avaient été lancés contre lui au sujet d'un libelle grossièrement diffamatoire dont le gouvernement l'avait reconnu pour l'auteur [2].

Il est aisé d'imaginer quels renseignements et quels conseils pouvaient donner de tels hommes aux proscrits des Pays-Bas. On pourra se former une idée de leur caractère général par le portrait de quelques-uns d'entre eux.

Un des plus remarquables était John Ayloffe, légiste uni aux Hyde par des liens de famille et par eux allié à Jacques. Ayloffe s'était fait remarquer de bonne heure par une insulte grotesque qu'il fit au gouvernement. A

[1] Clarendon, *Histoire de la rébellion,* liv. XIV. — Burnet, *Histoire de son temps,* I, 546-625. — Récits de Wade et d'Ireton, Lansdowne, Mss., 1152. — Révélations de West dans l'Appendice au *Récit véridique* de Sprat.

[2] *Gazette de Londres*, 4 janvier 1684-1685. — Manuscrit de Ferguson dans l'histoire d'Eachard, III, 764. — Récit de Grey. — *Récit véridique* de Sprat. — Danvers, *Traité sur le Baptême.* — Danvers, *l'Innocence et la Vérité vengées.* — Crosby, *Histoire des Baptistes anglais.*

l'époque où l'ascendant de la cour de Versailles excitait un déplaisir général, il s'était avisé de placer sur le fauteuil du président des communes un sabot, symbole admis alors en Angleterre de la tyrannie française. Il fut plus tard impliqué dans le complot whig; mais il n'y a pas lieu de croire qu'il ait participé au projet d'assassinat contre les deux frères royaux. C'était un homme de talent et de courage, mais son caractère moral n'était pas très-élevé. Les docteurs puritains chuchotaient qu'il était un insouciant Gallio ou même quelque chose de pis, et que, quel que fût le zèle qu'il professât pour la liberté civile, les Saints feraient bien d'éviter toute relation avec lui[1].

Nathaniel Wade était, comme Ayloffe, un légiste. Il avait longtemps résidé à Bristol, et s'était fait dans son voisinage une grande réputation de chaud républicain. A une certaine époque, il avait eu le dessein d'émigrer dans le New-Jersey, espérant y trouver des institutions plus conformes à son goût que les institutions de l'Angleterre. Son activité dans les menées électorales l'avait fait remarquer de quelques grands seigneurs whigs. Ils l'avaient d'abord employé comme avocat, et admis ensuite dans leurs conseils les plus secrets. Il avait pris une très-grande part aux projets d'insurrection, et devait se mettre à la tête du mouvement de Bristol. Il avait été aussi dans le secret de l'autre complot, beaucoup plus odieux, contre la vie de Jacques et de Charles; mais il avait toujours déclaré que, bien qu'il en eût eu connaissance, il avait toujours abhorré ce complot, et avait cherché à dissuader ses complices d'exécuter leur projet. Quoique destiné à une carrière civile, Wade semble avoir

[1] Sprat, *Récit véridique*. — Burnet, I, 634. — Aveux de Wade, Harl. Mss. 6845. Lord Howard de Escrick accusa Ayloffe d'avoir proposé d'assassiner le duc d'York; mais lord Howard était un impudent menteur. Cette histoire ne se trouve pas dans sa déposition originale, mais y fut ajoutée par forme de supplément, et ne mérite aucune croyance.

eu à un degré peu commun cette espèce d'habileté et ce nerf qui font les bons soldats. Malheureusement, ses principes et son courage ne se trouvèrent pas assez forts pour le soutenir lorsque la lutte fut finie, et qu'une fois en prison il eut à choisir entre la mort et l'infamie [1].

Un autre de ces fugitifs était Richard Goodenough, autrefois sous-shérif de Londres. Son parti l'avait longtemps employé à des services d'une espèce peu honorable, et spécialement à choisir des jurés qui ne fussent pas tourmentés par des scrupules de conscience dans les procès politiques. Il avait eu la main dans ces manœuvres ténébreuses et atroces du complot whig, qu'on avait cachées soigneusement aux Whigs les plus respectables. Il ne lui était pas possible de dire pour s'excuser qu'il avait été égaré par un zèle exagéré pour le bien public, car on verra plus tard qu'après avoir déshonoré par ses crimes une noble cause, il la trahit afin d'échapper au juste châtiment qui l'attendait [2].

Très-différent était le caractère de Richard Rumbold. Il avait exercé un commandement militaire dans le régiment même de Cromwell, avait gardé l'échafaud, devant la salle du banquet, le jour de la grande exécution; avait combattu à Dunbar et à Worcester, et avait toujours montré au plus haut degré les qualités distinctives de l'invincible armée dans laquelle il servait, c'est-à-dire un courage de l'espèce la plus réelle et la plus vraie, un ardent enthousiasme religieux et politique à la fois, uni à toute la domination sur soi-même qui caractérise les hommes instruits dans les camps bien disciplinés à commander et à obéir. Lorsque les troupes républicaines furent licenciées, Richard Rumbold se jeta dans le commerce de la drèche, et s'établit près d'Hoddesdon, dans cette maison

[1] Aveux de Wade, Harl, Mss. 6845. — Lansdowne, Mss. 1152. — Récit d'Holloway, dans l'Appendice au *Récit véridique* de Sprat. Wade avoua qu'Holloway avait dit la vérité.

[2] Sprat, *Récit véridique*, et Appendice, *passim*.

d'où le complot de Rye-House tira son nom. On avait projeté, mais non absolument décidé, dans les conférences des plus violents et des moins scrupuleux des mécontents, que des hommes armés stationneraient dans Rye-House pour attaquer les gardes qui escorteraient Charles et Jacques de Newmarket à Londres. Rumbold avait pris à ces conférences une part qui l'aurait fait reculer d'horreur si sa claire intelligence n'avait pas été obscurcie et son mâle cœur corrompu par l'esprit de parti [1].

Bien supérieur par sa position aux exilés que nous avons mentionnés jusqu'à présent était Ford Grey, lord Grey de Wark. Il avait été Exclusioniste ardent, avait pris part au projet d'insurrection et avait été envoyé à la Tour; mais il avait réussi, après avoir enivré ses gardiens, à s'évader et à se réfugier sur le continent. Ses talents étaient assez remarquables et ses manières étaient charmantes; mais sa vie avait été souillée par un grand crime domestique. Sa femme était une fille de la noble maison de Berkeley. Sa belle-sœur, lady Henriette Berkeley, entretenait avec lui des rapports d'amitié et de correspondance comme une belle-sœur peut en entretenir avec un beau-frère. Une fatale passion en sortit. Le caractère ardent et les passions de lady Henriette mirent bientôt de côté toutes les entraves de la vertu et de la décence. Un scandaleux enlèvement apprit bientôt à tout le royaume la honte de deux familles illustres. Grey et quelques-uns des agents qui l'avaient servi dans son amour furent cités en jugement sous l'inculpation d'association illégale. Une scène sans pareille dans notre histoire judiciaire se passa à la cour du banc du roi. Le séducteur comparut la tête haute, accompagné de sa maîtresse; les grands lords whigs ne se séparèrent pas de leur ami même dans cette circonstance extrême, et

[1] Sprat, *Récit véridique*, et Appendice. — Procès de Rumbold dans la *Collection des procès d'État*. — Burnet, *Histoire de son temps*, I, [illegible]. — Appendice à l'Histoire de Fox, n° IV.

se rangèrent à ses côtés ; les personnes qu'il avait offensées étaient placées en face de lui et éclataient en transports furieux, excités par la vue des coupables. Le vieux comte de Berkeley déversa sur la malheureuse Henriette un torrent de reproches et de malédictions. La comtesse fit une déposition entrecoupée de sanglots et finit par s'évanouir. Le jury rendit un verdict de culpabilité. Lorsque la cour se leva, le comte de Berkeley appela tous ses amis à son aide pour s'emparer de sa fille. Les partisans de Grey entourèrent lady Henriette. Les épées furent tirées des deux côtés ; Westminster-Hall fut le théâtre d'un combat, et ce fut avec difficulté que les juges et les huissiers séparèrent les combattants. De notre temps, un tel procès serait fatal à l'honneur d'un homme d'État ; mais à cette époque, le niveau moral de la société était si peu élevé et l'esprit de parti était si violent, que Grey continua à jouir d'une influence considérable, bien que les Puritains qui formaient une fraction importante du parti whig lui battissent quelque peu froid [1].

Une des particularités du caractère, ou peut-être seulement de la destinée de Grey, mérite une mention spéciale. Il était reconnu que partout, excepté sur le champ de bataille, il montrait un grand courage. Plus d'une fois, dans des circonstances embarrassantes, alors que sa vie et sa liberté étaient en danger, la dignité de son maintien et sa parfaite domination sur toutes ses facultés arrachèrent des louanges même à ceux qui ne l'aimaient ni ne l'estimaient. Mais comme soldat, il encourut, moins peut-être par sa faute que par sa mauvaise fortune, la dégradante imputation de lâcheté.

Sous ce rapport il différait grandement de son ami le duc de Monmouth. Ardent et intrépide sur le champ de

[1] Récit de Grey. — Son procès dans la *Collection des procès d'État*. — Sprat, *Récit véridique*.

bataille, Monmouth était partout ailleurs efféminé et irrésolu. Le hasard de sa naissance, son courage personnel, ses grâces extérieures, lui avaient donné une position pour laquelle il n'était point fait. Après avoir été témoin de la ruine du parti dont il était le chef nominal, il s'était retiré en Hollande. Le prince et la princesse d'Orange avaient cessé de le considérer comme un rival. Ils le reçurent avec une grande hospitalité, car ils espéraient en le traitant avec tendresse obtenir quelques droits à la reconnaissance de son père. Ils savaient que l'affection paternelle de Charles n'était pas éteinte, que des lettres et des secours d'argent, envoyés de Whitehall, arrivaient secrètement à Monmouth, et que le roi fronçait le sourcil devant ceux qui essayaient de le flatter en parlant mal de son fils exilé. Le duc avait été encouragé à espérer que sous peu de temps, s'il ne donnait pas de nouveaux motifs de déplaisir, il serait rappelé dans sa patrie et rétabli dans tous ses honneurs et dans tous ses titres. Animé de ces espérances, Monmouth avait été pendant le dernier hiver l'éclat et la vie de La Haye. Il avait été le personnage en vue d'une succession de bals donnés dans cette splendide salle d'Orange, qu'illuminent de toutes parts les peintures éclatantes de Jordaens et de Hondthorst[1]. Il avait appris aux dames hollandaises notre contredanse anglaise, et celles-ci, en retour, lui avaient appris à patiner sur les canaux. La princesse l'avait accompagné dans ses expéditions sur la glace, et la figure qu'elle faisait, glissant sur une jambe et vêtue de jupons plus courts que n'ont l'habitude d'en porter généralement les grandes dames aussi strictement décentes qu'elle, avait quelque peu étonné et égayé les ministres étrangers. La sombre gravité qui avait caractérisé la cour du stathouder semblait s'être évanouie de-

[1] Dans la collection de Pepys, il y a une gravure représentant un des bals que Guillaume et Marie donnèrent vers cette époque dans l'Orange-Zaal.

vant l'influence du séduisant Anglais. Le triste et pensif Guillaume lui-même se laissait aller à la bonne humeur dès qu'apparaissait son hôte brillant[1].

Monmouth évitait avec soin tout ce qui aurait pu offenser ceux dont il attendait la protection. Il voyait peu de Whigs réfugiés, et ne voyait aucun de ces hommes violents qui avaient été compromis dans la portion la plus criminelle du complot whig. Aussi était-il accusé par ses anciens alliés d'inconstance et d'ingratitude[2].

Aucun des exilés ne formulait cette accusation avec plus de véhémence et d'amertume que Robert Ferguson, le Judas de la grande satire de Dryden. Ferguson était Écossais de naissance, mais avait longtemps résidé en Angleterre. A l'époque de la restauration, il desservait même une cure dans le comté de Kent. Il avait été élevé dans le presbytérianisme, mais les Presbytériens l'ayant rejeté, il s'était fait Indépendant. Il avait été chef d'un collége que les dissidents avaient établi à Islington, comme rival de l'école de Westminster et de celle de *Charter-House*, et avait prêché devant de grandes congrégations à Moorfields. Il avait aussi publié quelques traités théologiques qu'on peut encore trouver dans les recoins poudreux de quelques vieilles bibliothèques; mais quoique les textes des Écritures fussent toujours sur ses lèvres, ceux qui eurent avec lui des transactions pécuniaires ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'il n'était pas autre chose qu'un escroc.

Enfin Ferguson détourna son attention de la théologie et la porta sur la pire espèce de politique. Il appartenait à cette classe de coquins fanatiques dont l'office est de rendre aux partis exaspérés, dans les moments de troubles civils, ces services qui font reculer de dégoût les

[1] Avaux, nég. 25 janvier 1685. — Lettre de Jacques à la princesse d'Orange, datée de janvier 1684-1685, dans les extraits de Birch, au British Museum.

[2] Récit de Grey. — Aveux de Wade, Lansdowne, Mss. 1152.

hommes honnêtes, et hésiter les hommes prudents. Violent, méchant, sans souci de la vérité, insensible à la honte, insatiable de réputation, aimant le mal, l'intrigue et le tumulte pour eux-mêmes, il travailla pendant bien des années aux menées les plus souterraines des factions. Il vécut avec des libellistes et des faux témoins. Il était le caissier de fonds secrets où des agents, trop vils pour être reconnus par le parti whig, trouvaient leur salaire, et le directeur d'une presse clandestine d'où des pamphlets, sans nom d'auteur, sortaient chaque jour. Il se vantait d'être parvenu à semer des épigrammes et des satires sur les terrasses de Windsor, et d'en avoir placé jusque sous l'oreiller du roi. Menant ce genre de vie, il fut nécessairement souvent réduit aux expédients, et forcé de prendre de faux noms; à un certain moment il eut, dans divers quartiers de Londres, quatre logements différents. Il fut très-compromis dans le complot de Rye-House; il y a même des raisons de croire qu'il fut originairement l'auteur de ces plans sanguinaires qui jetèrent tant de discrédit sur tout le parti whig. Lorsque la conspiration fut découverte, et que ses complices étaient en proie à la terreur, il leur fit ses adieux en se moquant d'eux et en les traitant de novices, tandis que lui, leur dit-il, accoutumé à fuir, à se cacher, à se déguiser, il ne cesserait de conspirer qu'avec la mort. Il se réfugia sur le continent. Mais, sur le continent même, il n'était pas en sûreté. Les envoyés anglais des cours étrangères reçurent ordre de le rechercher. Le gouvernement français offrit une récompense de cinq cents pistoles à celui qui s'en emparerait. Il ne lui était pas aisé, du reste, d'échapper sans être remarqué. Son accent écossais des plus prononcés, sa taille élevée et maigre, ses joues creuses, le feu de ses yeux extrêmement vifs, et toujours cachés à demi sous sa perruque, son teint bourgeonné, ses épaules courbées, sa démarche singulièrement traînante

le faisaient partout reconnaître. Mais, bien qu'il parût poursuivi avec un acharnement tout particulier, on chuchotait que cet acharnement était feint, et que les officiers de justice avaient secrètement reçu l'ordre de ne pas le trouver. Il est à peu près impossible de douter qu'il ne fût pas réellement un mécontent haineux; mais il y a tout lieu de croire qu'il pourvoyait à sa sécurité en se faisant, à Whitehall, l'espion des Whigs, et en fournissant au gouvernement tout juste assez de renseignements pour conserver son crédit. Cette hypothèse suffit pour expliquer cette témérité et cette audace qui semblaient si extraordinaires à ses complices. Exempt de tout danger, il donnait son adhésion aux projets les plus violents et les plus périlleux, et raillait fort à son aise ceux qui, n'ayant pas pris les mêmes infâmes précautions que lui, regardaient à deux fois avant de jouer, sur un coup du hasard, leur vie et des objets plus chers que leur vie [1].

Dès son arrivée dans les Pays-Bas, il commença à former de nouveaux projets contre le gouvernement anglais, et trouva, dans ses compagnons d'exil, des hommes tout disposés à prêter l'oreille à ses mauvais conseils. Monmouth, toutefois, se tenait obstinément à l'écart, et sans le secours de l'immense popularité de Monmouth, il n'était possible d'arriver à rien. Telles étaient cependant l'impatience et la témérité des exilés, qu'ils essayèrent de trouver un autre chef. Ils envoyèrent une ambassade à cet ermitage solitaire, sur les bords du lac Léman, où Edmond Ludlow, autrefois fameux parmi les chefs de l'armée parlementaire et les membres de la haute cour de justice, se dérobait, depuis bien des années, à la vengeance des Stuarts restaurés. Le vieux et austère régicide refusa de quitter son ermitage. Il avait

[1] Burnet, I, 542. — Wood Ath. Ox, sous le nom d'Owen. — *Absalon et Achitophel*, part. II. — Eachard, III, 682-697. — Sprat, *Récit véridique*, passim. — *Mémorial du non-conformiste.* — North, *Examen*, 399.

fini son œuvre, répondit-il ; si l'Angleterre devait être sauvée, elle devait l'être par des hommes plus jeunes que lui[1].

La mort inattendue de Charles II changea complétement l'aspect des affaires. Toutes les espérances de retour paisible dans leur patrie, que pouvaient avoir caressées les Whigs exilés, furent éteintes par la mort d'un prince insouciant et bon, et par l'avénement d'un roi obstiné en toute chose, mais surtout dans ses vengeances. Ferguson, au contraire, nageait dans son élément. Dépourvu des talents de l'écrivain et de l'homme d'État, il avait au suprême degré les qualités peu enviables d'un tentateur : il allait donc maintenant, de proscrit en proscrit, avec toute l'activité malfaisante et toute la dextérité d'un démon, chuchotant à chaque oreille, et excitant dans chaque cœur des haines sauvages et des désirs insensés.

Il ne désespéra plus de pouvoir séduire Monmouth. La situation de ce malheureux jeune homme avait complétement changé. Tandis qu'il dansait et patinait à La Haye, attendant chaque jour de Londres des lettres de rappel, il fut bouleversé par les nouvelles de la mort de son père et de l'avénement de son oncle. Ceux qui logeaient près de lui purent entendre distinctement, pendant la nuit qui suivit l'arrivée des nouvelles, ses sanglots et ses cris déchirants. Il quitta La Haye le jour suivant, après avoir solennellement promis au prince et à la princesse d'Orange de ne faire aucune tentative contre le gouvernement de l'Angleterre, et avoir reçu d'eux quelque argent pour faire face à ses besoins les plus pressants[2].

L'avenir qui s'ouvrait devant Monmouth n'était pas brillant. Il n'était pas probable qu'il fût rappelé de

[1] Aveux de Wade, Harl. Mss., 6845.

[2] Avaux, nég. 20-27 février, 1685. — Lettre de Monmouth à Jacques, écrite de Ringwood.

l'exil. Il ne pourrait plus passer sa vie sur le continent parmi les splendeurs et les fêtes d'une cour. Ses cousins l'avaient traité, à La Haye, avec une grande bienveillance, mais ils ne pouvaient plus la lui continuer ouvertement sans courir le risque d'amener une rupture entre l'Angleterre et la Hollande. Guillaume donna à Monmouth un conseil judicieux, et qui était d'un véritable ami. La guerre que se faisaient en Hongrie l'empereur et les Turcs excitait alors en Europe presque autant d'attention et d'intérêt que les croisades en avaient excité cinq cents ans auparavant. Beaucoup de braves gentilshommes, catholiques et protestants, partaient comme volontaires pour aller servir la cause commune de la chrétienté. Le prince conseilla à Monmouth de se rendre au camp impérial, l'assurant que s'il suivait ce conseil, il lui fournirait les ressources nécessaires pour y tenir le rang qui convenait à un grand seigneur anglais[1]. Ce conseil était excellent, mais le duc ne put se résoudre à le suivre. Il se retira à Bruxelles, accompagné d'Henriette Wentworth, baronne Wentworth de Nettlestede, demoiselle de haut rang et de grande fortune, qui l'aimait passionnément, qui lui avait sacrifié son honneur de vierge et l'espérance d'une alliance splendide, qui l'avait suivi en exil, et qu'il considérait comme sa femme devant Dieu. Sous la douce influence de cette amitié féminine, l'esprit ulcéré de Monmouth guérit rapidement. Il semblait avoir trouvé le bonheur dans l'obscurité et le repos, avoir oublié qu'il avait été l'ornement d'une cour splendide et le chef d'un grand parti, qu'il avait commandé des armées et aspiré à un trône.

Mais on ne le laissa pas longtemps tranquille. Ferguson employa tous ses moyens de tentation. Grey, qui ne savait pas où trouver une pistole, et qui était prêt à se jeter dans les entreprises les plus désespérées, prêta son

[1] *Histoire du roi Guillaume III*, deuxième édition, 1703, vol. I, 160

aide à Ferguson. On ne négligea aucun des artifices qui pouvaient arracher Monmouth de sa retraite. Aux premières offres qui lui furent faites par ses anciens complices, Monmouth répondit presque par un refus. Il déclara que les difficultés d'une descente en Angleterre étaient insurmontables, qu'il était fatigué de la vie politique, et pria qu'on le laissât jouir du bonheur qu'il avait nouvellement rencontré. Mais il n'avait pas l'habitude de résister à une importunité habile et pressante. On dit aussi que la même influence qui avait charmé sa solitude le poussa à en sortir. Lady Wentworth voulait le voir roi. Elle mit à sa disposition ses revenus, ses diamants, son crédit. L'esprit de Monmouth ne fut pas convaincu; mais il n'eut pas assez de fermeté pour résister à de telles sollicitations [1].

Il fut applaudi par tous les exilés anglais, et accepté à l'unanimité comme leur chef; mais il y avait une autre catégorie d'émigrants qui n'étaient pas disposés à reconnaître son autorité. Un gouvernement pire que n'en ait jamais connu la partie méridionale de notre île avait chassé d'Écosse sur le continent bon nombre de fugitifs, dont le fanatisme religieux et politique s'était accru en proportion de l'oppression qu'ils avaient subie. Ces hommes répugnaient à marcher sous un chef anglais. Ils conservaient, même dans l'exil et la misère, leur susceptible orgueil national, et ne voulaient pas consentir à ce que leur patrie descendît, par leur fait, au rang de province. Ils avaient un chef de leur race,

[1] Welwood, *Mémoires*, app. XV. — Burnet, I, 613. Grey raconte une histoire un peu différente, mais il la raconta pour sauver sa vie. L'ambassadeur espagnol à la cour d'Angleterre, don Pedro de Ronquillo, dans une lettre écrite à peu près vers cette époque, au gouvernement des Pays-Bas, se moque de Monmouth, le représente comme vivant des libéralités d'une femme amoureuse, et laisse percer le soupçon, trop peu fondé, que la passion du duc était entièrement intéressée. « Hallandose hoy tan falto de medios que la [illegible] subsistir. » — Ronquillo à Grana, 10 mars - 9 avril 1685.

Archibald, neuvième comte d'Argyle, qui, comme chef de la grande tribu des Campbell, était connu parmi les populations des Highlands sous le nom orgueilleux de Mac Callum More. Son père, le marquis d'Argyle, avait été le chef des Covenantaires d'Écosse, et avait grandement contribué à la ruine de Charles I[er]. Les royalistes n'avaient pas jugé qu'il eût suffisamment effacé cette offense en accordant à Charles II le vain titre de roi et un palais pour prison. Après le retour de la famille royale, le marquis fut mis à mort. Son marquisat s'éteignit; mais on permit à son fils d'hériter de l'ancien titre de comte, et le comte d'Argyle se trouva encore un des nobles les plus considérables d'Écosse. Sa conduite pendant les vingt années qui suivirent la restauration avait été, comme il le jugea plus tard, criminellement modérée. Il s'était, en certaines occasions, opposé à l'administration qui opprimait son pays; mais son opposition avait été tiède et prudente. Ses complaisances dans toutes les affaires ecclésiastiques avaient scandalisé les Presbytériens rigides, et il s'était montré si éloigné de toute pensée de résistance, que lorsque les Covenantaires, poussés à bout par la persécution, s'étaient insurgés, il avait mis en campagne, pour soutenir le gouvernement, un grand nombre de ses dépendants.

Telle avait été sa conduite politique jusqu'à l'époque où le duc d'York vint à Édimbourg, armé de toute l'autorité royale. Le despotique vice-roi s'aperçut bientôt qu'il ne pouvait pas attendre d'Argyle un entier concours. Comme on ne pouvait gagner le chef le plus puissent du royaume, on résolut de le détruire. Il fut accusé de haute trahison, convaincu et condamné à mort sur des motifs si frivoles que l'esprit de parti et l'esprit de chicane eux-mêmes en rougirent. Les partisans des Stuarts assurèrent plus tard qu'on n'avait jamais eu l'intention d'appliquer cette sentence, qu'on avait voulu seulement l'effrayer, afin de le forcer par là à céder sa

puissante juridiction sur les Highlands. On ne peut dire aujourd'hui si, comme ses ennemis l'en soupçonnèrent, Jacques eut l'intention de commettre ce meurtre, ou s'il eut seulement l'intention, comme ses amis l'affirmèrent, de commettre une extorsion, en menaçant de commettre un meurtre. « Je ne connais pas la loi écossaise, dit Halifax à Charles II; mais je sais bien qu'en Angleterre nous ne pourrions pas pendre un chien sur les motifs pour lesquels mylord Argyle a été condamné [1]. »

Argyle s'échappa en Angleterre à l'aide d'un déguisement et de là passa en Frise. Son père avait jadis acheté une petite propriété dans cette province retirée, comme lieu de refuge pour la famille dans les temps de troubles civils. On disait parmi les Écossais que cet achat avait été fait à cause des prédictions d'un prophète celtique auquel il avait été révélé que Mac Callum More serait un jour chassé de l'ancienne demeure de ses pères à Inverary [2]; mais il est probable que le politique marquis avait été beaucoup mieux averti par les signes du temps que par les révélations des prophètes. Le comte Archibald se tint si tranquille en Frise pendant quelque temps, qu'on ne savait pas généralement où il s'était enfui. De sa retraite il entretint une correspondance avec ses amis de la Grande-Bretagne, fit partie de la conspiration whig, et concerta avec les chefs de cette conspiration un plan pour l'invasion de l'Écosse [3]. Ce plan échoua par suite de la découverte du complot de Rye-House, mais il devint de nouveau l'objet de ses méditations après la mort de Charles II.

Pendant sa résidence sur le continent, il avait réfléchi

[1] Procès d'Argyle, dans la *Collection des procès d'État*. — Burnet, I, 521. — *Simple et véridique Exposé des découvertes faites en Écosse*, [illegible]. — *Le Brouillard écossais éclairci*. — *Justification de sir George Mackenzie*. — Lord Fountainhall, *Notes chronologiques*.

[2] Déposition de Robert Smith, dans l'appendice au *Récit véridique* de Sprat.

[3] *Simple et véridique Exposé des découvertes faites en Écosse*.

sur les questions religieuses plus profondément qu'il ne l'avait fait antérieurement. A un certain égard, ces réflexions avaient eu sur son esprit un effet pernicieux. Sa préférence pour la forme presbytérienne dans le gouvernement de l'Église allait maintenant jusqu'à la bigoterie. Lorsqu'il se rappelait combien de temps il s'était conformé au culte de l'Église établie, il était accablé de honte et de remords, et ne se montrait que trop disposé à racheter sa défection par la violence et l'intolérance. Toutefois il eut bientôt l'occasion de montrer que la crainte et l'amour du Tout-Puissant l'avaient rendu assez fort pour soutenir les plus terribles combats qui puissent éprouver la nature humaine.

Son assistance était du plus grand secours à ses compagnons d'infortune. Quoique proscrit et fugitif, il était encore dans un certain sens le plus puissant sujet des trois royaumes. Il était probablement inférieur en richesses, même avant sa condamnation, non-seulement aux grands seigneurs anglais, mais encore à quelques-uns des opulents *esquires* du Kent et de Norfolk ; mais son autorité patriarcale, autorité qu'aucune fortune ne pouvait lui donner et qu'aucune condamnation ne pouvait lui enlever, le rendait vraiment formidable comme chef d'insurrection. Il n'y avait pas un lord dans le Sud qui fût sûr d'avoir avec lui ses propres gardes-chasse et ses propres piqueurs s'il entreprenait de résister au gouvernement : un comte de Bedford, un comte de Devonshire n'auraient pu s'engager à mettre dix hommes en campagne. Mac Callum More, dépouillé de sa fortune et privé de son comté, pouvait, à n'importe quel moment, soulever une guerre civile sérieuse. Il n'avait qu'à se montrer sur la côte de Lorn, et au bout de quelques jours une armée se serait réunie autour de lui. Les forces qu'il pouvait mettre en campagne dans les circonstances favorables se composaient de cinq mille hommes, dévoués à son service, exercés au tir et au maniement du sabre, capables de se rencontrer avec

des troupes régulières en rase campagne, et supérieurs peut-être aux troupes régulières par les qualités requises pour la défense des défilés de montagnes sauvages cachées dans le brouillard et creusées par d'impétueux torrents. Ce que pouvait faire une telle force, bien dirigée, même contre des régiments de vieux soldats et contre d'habiles généraux, c'est ce qu'on vit, quelques années plus tard, à Killiecrankie.

Mais tout grands que fussent les titres d'Argyle à la confiance des Écossais proscrits, il y avait parmi eux une faction qui ne le voyait pas de bon œil et qui désirait se servir de son nom et de son influence sans lui donner aucun pouvoir réel. Le chef de cette faction était un gentilhomme des basses terres, qui avait été impliqué dans le complot whig et qui avait échappé avec difficulté à la vengeance de la cour, sir Patrick Hume, de Polwarth, dans le Berwickshire. On a mis fort en question, mais sans raisons suffisantes, son intégrité. On doit toutefois reconnaître qu'il fit autant de tort à sa cause par perversité qu'il lui en aurait fait par trahison. C'était un homme incapable à la fois de commander et d'obéir, vain, susceptible, mauvaise tête, bavard sempiternel, inerte contre l'ennemi, et n'ayant d'activité que contre ses alliés. Son ami intime était un autre exilé d'une grande naissance, qui possédait, bien qu'à un moindre degré, plusieurs des mêmes défauts, sir John Cochrane, second fils du comte de Dundonald.

Andrew Fletcher de Saltoun, homme distingué par la science et par l'éloquence, par le courage, le désintéressement et le patriotisme, mais d'un caractère irritable et intraitable, appartenait à une classe d'esprits plus élevée. Comme beaucoup de ses illustres contemporains, Milton, Harrington, Marvel et Sidney, Fletcher avait conçu, par suite du mauvais gouvernement d'une succession de mauvais princes, la haine la plus profonde pour la monarchie héréditaire. Il n'était cependant pas

démocrate; il était chef d'une ancienne famille normande et était fier de son origine ; il était beau parleur et habile écrivain, et était fier de sa supériorité intellectuelle. En sa qualité de gentilhomme et en sa qualité de savant, il regardait le bas peuple avec dédain, et était si peu disposé à lui confier une part de pouvoir politique, qu'il le jugeait même incapable de jouir de la liberté personnelle. C'est une circonstance curieuse que cet homme, le plus hardi, le plus honnête, le moins disposé aux compromis des républicains de son temps, ait été l'auteur d'un plan pour réduire en esclavage une grande partie des classes laborieuses de l'Écosse. Il avait, en réalité, une grande ressemblance avec ces sénateurs romains qui, tout en détestant le nom de roi, défendaient avec un inflexible orgueil les priviléges de leur ordre contre les empiétements de la multitude, et gouvernaient leurs esclaves mâles et femelles avec le bâton et le fouet.

Amsterdam fut la ville où les chefs émigrés écossais et anglais se rassemblèrent. Argyle s'y rendit de la Frise, et Monmouth, du Brabant. On put s'apercevoir bientôt que les émigrés n'avaient rien de commun, si ce n'est leur haine pour Jacques et l'impatience de voir finir leur exil. Les Écossais étaient jaloux des Anglais, les Anglais des Écossais. Les hautes prétentions de Monmouth étaient désagréables à Argyle, qui, fier de son ancienne noblesse et de sa légitime descendance royale, n'était nullement disposé à rendre hommage au rejeton d'un amour bas et de hasard. Mais de tous les dissentiments qui divisèrent la petite bande des proscrits, la plus sérieuse fut celle qui s'éleva entre Argyle et une partie de ses propres compagnons. Quelques-uns des exilés écossais étaient arrivés, par l'effet d'une longue opposition à la tyrannie, à un état d'esprit et de caractère maladif, qui leur rendait insupportables les contraintes les plus justes et les plus nécessaires. Ils savaient que sans Argyle ils ne pouvaient rien. Ils auraient dû

savoir qu'à moins de vouloir courir à leur perte tête baissée, ils devaient mettre en leur chef une entière confiance ou abandonner toute pensée d'une entreprise militaire. L'expérience a pleinement démontré que dans la guerre toutes les opérations, depuis la plus grande jusqu'à la plus petite, doivent être soumises à la direction absolue d'un seul esprit, et que chaque agent subordonné doit obéir sans mot dire, obéir bravement et avec l'apparence de la gaieté, aux ordres qu'il désapprouve ou dont les raisons lui sont cachées. Les assemblées représentatives, les discussions publiques et tous les autres freins par lesquels on empêche, dans les affaires civiles, les gouvernants d'abuser de leur pouvoir, sont déplacés dans un camp. Machiavel attribuait justement la plupart des désastres de Venise et de Florence à la jalousie qui poussait ces républiques à intervenir dans tous les actes de leurs généraux[1]. L'habitude hollandaise d'envoyer aux armées des députés sans le consentement desquels on ne pouvait frapper un grand coup était presque également pernicieuse. Il est incontestable qu'on ne peut jamais être assuré que le général revêtu d'un pouvoir dictatorial à l'heure du péril consentira à s'en démettre tranquillement à l'heure du triomphe; et c'est une des nombreuses raisons qui doivent faire longtemps hésiter les hommes avant de se résoudre à défendre, par les armes, les libertés publiques; mais s'ils se déterminent à tenter les chances de la guerre, ils devront confier, s'ils sont sages, à leurs chefs cette autorité absolue, sans laquelle la guerre ne peut être bien dirigée. Il est possible que s'ils lui donnent cette autorité, ce chef devienne un Cromwell ou un Napoléon; mais il est certain que s'ils la lui refusent, leurs entreprises finiront comme l'entreprise d'Argyle.

Quelques-uns des chefs écossais, échauffés par l'es-

[1] *Discours sur la première décade de Tite Live*, liv. I, chap. xxx.

thousiasme républicain et complétement dépourvus de l'habileté nécessaire à la conduite des grandes affaires, employaient tout leur zèle et toute leur industrie, non à rassembler des ressources pour l'entreprise qu'ils allaient tenter contre un formidable ennemi, mais à inventer des moyens de restreindre le pouvoir de leur chef et de se garantir contre son ambition. La stupidité satisfaite d'elle-même, avec laquelle ils s'obstinaient à organiser une armée comme ils auraient organisé une république, serait incroyable si elle n'avait pas été franchement et même complaisamment rapportée par l'un d'eux [1].

Enfin, tous ces dissentiments arrivèrent à un compromis. On arrêta qu'une tentative serait faite immédiatement sur la côte occidentale de l'Écosse, et qu'elle serait promptement suivie d'une descente en Angleterre.

Argyle devait être le chef nominal de l'expédition en Écosse, mais il fut placé sous le contrôle d'un comité qui se réserva toutes les parties les plus essentielles de l'administration militaire. Ce comité eut le pouvoir de décider le point de débarquement de l'expédition, de nommer les officiers, de surveiller la levée des troupes, de fournir les provisions et les munitions. Tout ce qu'on laissa au général fut le soin de diriger les évolutions de l'armée sur le champ de bataille, et encore fut-il forcé de promettre que, même sur le champ de bataille, sauf dans un cas de surprise, il ne ferait rien sans l'assentiment d'un conseil de guerre.

Monmouth devait commander en Angleterre. Son esprit malléable avait, comme d'habitude, pris l'empreinte de la société qui l'entourait. Des espérances ambitieuses qui semblaient éteintes s'étaient réveillées dans son cœur. Il se rappelait l'affection avec laquelle il avait été constamment reçu par le peuple des villes

[1] Voyez le Récit de sir Patrick Hume, *passim*.

et des campagnes, et s'attendait à le voir se lever en masses énormes pour le recevoir de nouveau. Il se rappelait le bon vouloir que les soldats lui avaient toujours montré, et se flattait de l'espoir de les voir venir à lui par régiments entiers. Des messages encourageants, venant de Londres, se succédaient à courts intervalles. On l'assurait que la violence et l'injustice avec lesquelles avaient été faites les élections avaient exaspéré la nation, que toute la prudence des chefs whigs avait suffi à grand'peine pour empêcher une émeute sanglante le jour du couronnement, et que tous les grands lords qui avaient voté le bill d'exclusion étaient impatients de se rallier autour de lui. Wildman, qui aimait à parler de conspirations par paraboles, lui faisait dire que le comte de Richmond, deux cents ans auparavant, avait débarqué en Angleterre avec une poignée d'hommes, et avait été, quelques jours après, couronné roi sur le champ de bataille de Bosworth avec le diadème enlevé à la tête de Richard. Danvers se chargeait de soulever la cité. Le duc était leurré de l'espérance de voir se lever en armes, aussitôt qu'il aurait déployé son étendard, le Bedfordshire, le Buckinghamshire, le Hampshire, le Cheshire[1]. En conséquence, il se passionna pour l'entreprise dont il s'était écarté quelques semaines auparavant. Ses compatriotes ne lui imposèrent pas des restrictions aussi absurdes que les restrictions imposées à Argyle par les émigrants écossais. Tout ce qu'on exigea de lui fut la promesse qu'il ne prendrait pas le titre de roi, jusqu'à ce que ses prétentions eussent été soumises au jugement d'un parlement libre.

Il fut décidé que deux Anglais, Ayloffe et Rumbold, accompagneraient Argyle en Écosse, et que Fletcher irait avec Monmouth en Angleterre. Fletcher avait dès le commencement mal auguré de l'entreprise; mais son

[1] Récit de Grey. — Aveux de Wade, Harl. Mss. 6845.

esprit chevaleresque ne lui permettait pas de reculer devant un péril que ses amis semblaient appeler avec ardeur. Lorsque Grey répéta en les approuvant les paroles de Wildman sur Richmond et sur Richard, l'érudit et méditatif Écossais remarqua avec justesse qu'il y avait une grande différence entre le quinzième et le dix-septième siècle. Richmond était sûr des grands barons, dont chacun pouvait mettre en campagne une armée de vassaux, et Richard n'avait pas un seul régiment de troupes régulières [1].

Les exilés purent réunir, en partie par leurs propres ressources, en partie par les contributions de leurs partisans en Hollande, une somme suffisante pour deux expéditions. On obtint peu de chose de Londres ; on en avait espéré six mille livres sterling ; mais en place d'argent, Wildman envoya des excuses qui auraient dû ouvrir les yeux de tous ceux qui n'étaient pas volontairement aveugles. Le duc combla le déficit en engageant ses propres diamants et ceux de lady Wentworth. On acheta armes, munitions et provisions, et on affréta plusieurs vaisseaux à Amsterdam [2].

Il est remarquable que l'homme le plus illustre et le plus grossièrement calomnié de ces exilés anglais se tint tout à fait à l'écart de ces projets téméraires. John Locke détestait la tyrannie et la persécution, en sa qualité de philosophe, mais son caractère et son intelligence le préservaient de la violence des hommes de parti. Il avait entretenu avec Shaftesbury des relations confidentielles et avait ainsi encouru le déplaisir de la cour. La prudence de Locke avait été telle cependant, que, malgré ce mauvais vouloir de la cour, il eût été inutile ou à peu près de livrer sa conduite à l'examen des tribunaux de cette époque, tout corrompus et tout partiaux qu'ils

[1] Burnet, I, 631.
[2] Récit de Grey.

fussent. Néanmoins, il était vulnérable à un certain endroit. Il était attaché au collége de *Christ-Church*, université d'Oxford. On résolut de chasser de ce célèbre collége l'homme le plus illustre dont il puisse se vanter; mais ce n'était pas chose aisée. Locke s'était abstenu à Oxford d'exprimer aucune opinion sur les affaires politiques du jour. On l'avait entouré d'espions. Des docteurs en théologie et des maîtres ès arts n'avaient pas été honteux de remplir le plus vil de tous les offices, celui d'épier les paroles qui sortent des lèvres d'un collègue, afin de les répéter pour le perdre. Dans la salle du collége, on avait tourné à dessein les conversations sur les sujets les plus irritants, sur le bill d'exclusion, sur le caractère du comte de Shaftesbury; mais tout cela en vain. Locke n'avait ni éclaté, ni dissimulé, mais avait gardé un silence si absolu et un tel calme de physionomie et de maintien, que les instruments du pouvoir furent forcés d'avouer avec dépit que jamais homme n'avait été si complétement maître de sa langue et de ses passions. Lorsqu'on vit que la trahison était impuissante, on eut recours à l'arbitraire. Après avoir vainement essayé de faire commettre une faute à Locke, le gouvernement résolut de le punir sans motifs. Des ordres portant qu'il devait être exclu vinrent de Whitehall, et le doyen et le conseil canonique se hâtèrent d'obéir à ces ordres.

Locke voyageait sur le continent pour sa santé, lorsqu'il apprit qu'on venait de le priver de son asile et de son pain, sans jugement, même sans avertissement. L'injustice avec laquelle on l'avait traité l'aurait rendu excusable de chercher, par des moyens violents, une réparation, mais il n'était pas homme à se laisser aveugler par le ressentiment personnel. Il augurait mal des plans des proscrits rassemblés à Amsterdam, et il se rendit tranquillement à Utrecht, où il s'occupa à écrire sa lettre célèbre sur la tolérance, tandis que ses compa-

gnons d'infortune traçaient le plan de leur propre ruine [1].

Le gouvernement anglais fut de bonne heure informé qu'il se méditait quelque chose parmi les proscrits. Il ne semble pas qu'on se soit attendu d'abord à une descente en Angleterre; mais on craignait qu'Argyle n'apparût bientôt en armes au milieu de son clan. On publia, en conséquence, une proclamation ordonnant que l'Écosse fût mise en état de défense; on ordonna en même temps que la milice fût prête à agir. Tous les clans hostiles au nom de Campbell furent mis en mouvement. John Murray, marquis d'Athol, fut nommé lord lieutenant de l'Argyleshire, et occupa le château d'Inverary à la tête d'un nombre considérable de ses hommes. Quelques personnes suspectes furent arrêtées; d'autres furent obligées de donner des otages. Des vaisseaux de guerre furent envoyés en croisière près de l'île de Bute, et une partie de l'armée d'Irlande fut dirigée sur la côte de l'Ulster [2].

Pendant que ces préparatifs se faisaient en Écosse, Jacques appelait dans son cabinet Arnold Van Citters, qui avait longtemps résidé en Angleterre comme ambassadeur des Provinces-Unies, et Everard Van Dykvelt, qui, après la mort de Charles, avait été envoyé par les états généraux, chargé d'une mission spéciale de condoléance et de félicitations. Le roi leur dit qu'il avait reçu de source certaine avis des projets que formaient contre son trône ses sujets exilés en Hollande. Quelques-uns de ces proscrits, ajouta-t-il, étaient des coupe-

[1] Le Clerc, *Vie de Locke.* — Lord King, *Vie de Locke.* — Lord Grenville, *Oxford et Locke.* Locke ne doit pas être confondu avec l'Anabaptiste Nicolas Look, dont le nom est écrit Locke dans les Aveux de Grey, et mentionné dans le Mss. 1152 de Lansdowne, et dans le Récit de Buccleuch, ajouté à la dissertation de M Rose. Je n'aurais pas jugé nécessaire de faire cette remarque, si la similitude des deux noms n'avait pas induit en erreur une personne aussi bien informée de l'histoire de cette époque que le président Onslow. Voyez sa note sur Burnet, I, 629.

[2] Wodrow, liv. III, chap. IX. — *Gazette de Londres,* 11 mai 1685. — Barillon, 11-21 mai.

jarrets que la providence de Dieu avait seule empêchés de commettre le plus infâme meurtre, et parmi eux se trouvait le propriétaire de la maison qui avait été désignée pour être le théâtre du crime. « Argyle, dit le roi, est de tous les hommes celui qui possède les plus grands moyens de me nuire ; et de tous les pays, la Hollande est celui d'où un grand coup peut être le mieux frappé contre moi. » Citters et Dykvelt assurèrent à Sa Majesté que ses paroles seraient immédiatement rapportées au gouvernement qu'ils représentaient, et exprimèrent la conviction qu'on ferait tous les efforts nécessaires pour lui donner satisfaction[1].

La conviction exprimée par les ambassadeurs fut justifiée. Le prince d'Orange et les états généraux étaient, à cette époque, fort désireux qu'on n'abusât pas de l'hospitalité de leur pays par des actes dont le gouvernement anglais pourrait justement se plaindre. Jacques avait tout récemment tenu un langage qui indiquait qu'il ne se soumettrait pas patiemment à l'ascendant de la France. Il semblait probable qu'il consentirait à former une étroite alliance avec les Provinces-Unies et la maison d'Autriche. On était donc, à La Haye, extrêmement désireux d'éviter tout motif d'offense ; de plus, dans cette occasion, les intérêts de Guillaume étaient d'accord avec ceux de son beau-père.

Mais la circonstance était une de celles qui demandent une action rapide et vigoureuse, que la nature des institutions bataves rendait presque impossible. L'Union d'Utrecht, grossièrement formée, au milieu des troubles d'une révolution, afin de répondre aux besoins du moment, n'avait jamais été révisée ni perfectionnée dans les temps de tranquillité. Chacun des sept États qui composaient cette union conservait presque tous les droits de souveraineté et les défendait ombrageusement contre

[1] Procès-verbaux des états généraux, 2-12 mai 1685.

le pouvoir central. De même que les autorités fédérales n'avaient pas les moyens d'exiger une prompte obéissance des autorités provinciales, de même les autorités provinciales n'avaient pas les moyens d'exiger une prompte obéissance des autorités municipales. La Hollande, seule, contenait dix-huit villes dont chacune était à bien des égards un État indépendant, jaloux de toute intervention extérieure. Si les autorités de la ville recevaient de La Haye des ordres qui leur déplaisaient, ils étaient ou entièrement négligés, ou exécutés lentement et avec tiédeur. Dans quelques-uns des conseils des villes, l'influence du prince d'Orange était, il est vrai, toute-puissante. Mais, malheureusement, la ville où s'étaient assemblés les exilés anglais, où leurs vaisseaux avaient été équipés, était la riche et populeuse Amsterdam, et les magistrats d'Amsterdam étaient les chefs du parti hostile au gouvernement fédéral et à la maison de Nassau. L'administration maritime des Provinces-Unies était dirigée par cinq commissions d'amirauté. Une de ces commissions siégeait à Amsterdam, était en partie nommée par les autorités de la ville, et semble avoir été entièrement animée de leur esprit.

Tous les efforts du gouvernement fédéral pour donner satisfaction aux désirs de Jacques échouèrent, grâce au mauvais vouloir des fonctionnaires d'Amsterdam et aux bévues du colonel Bevil Skelton, qui venait d'arriver à La Haye, comme envoyé de l'Angleterre. Skelton était né en Hollande pendant les troubles d'Angleterre, et on le supposait, à cause de cela, particulièrement propre à ce poste [1]; mais la vérité, c'est qu'il n'était propre ni à celui-là, ni à aucun autre. D'excellents juges du caractère humain l'avaient déclaré le plus superficiel, le plus inconstant, le plus violent, le plus

[1] Ce fait est mentionné dans ses lettres de créance, datées du 16 mars 1684-1685.

présomptueux et le plus bavard des hommes[1]. Il ne donna une attention sérieuse aux préparatifs des réfugiés que lorsque trois des vaisseaux équipés pour l'expédition furent sortis sains et saufs du Zuyderzée, que lorsque les armes, les munitions, les provisions et les passagers furent à bord et embarqués. Alors, au lieu de s'adresser, comme il aurait dû le faire, aux états généraux, qui siégeaient à côté de sa porte, il envoya un messager aux magistrats d'Amsterdam pour demander que les vaisseaux suspects fussent retenus. Les magistrats d'Amsterdam répondirent que l'embouchure du Zuyderzée était en dehors de leur juridiction, et le renvoyèrent au gouvernement fédéral. Il était évident que ce n'était là qu'une excuse, et que si on avait eu à l'hôtel de ville d'Amsterdam la volonté réelle d'empêcher Argyle de mettre à la voile, rien n'eût été plus facile. Skelton s'adressa alors en personne aux états généraux. Ils se montrèrent empressés de faire droit à sa demande, et comme le cas était urgent, ils se départirent du cours ordinaire qu'ils suivaient dans l'expédition des affaires. Le jour même où il fit sa demande, un ordre, rédigé dans un sens exactement conforme à sa réclamation, fut envoyé à Amsterdam; mais cet ordre, par suite de mauvais renseignements reçus par l'envoyé anglais, ne désignait pas exactement la position des vaisseaux. On disait qu'ils étaient dans le Texel; ils étaient dans le Vlie. L'amirauté d'Amsterdam profita de cette erreur pour ne rien faire; et, avant que l'erreur eût pu être rectifiée, les trois vaisseaux avaient mis à la voile[2].

Les dernières heures qu'Argyle passa sur la côte de

[1] Bonrepaux à Seignelay, 4-14 février 1686.

[2] Avaux, nég. 24 avril-10 mai; 1-11 mai; 5-15 mai 1685. — Récit de sir Patrick Hume. — Lettre de l'amirauté d'Amsterdam aux états généraux, datée du 20 juin 1685. — Mémoire de Skelton, remis aux états généraux, le 10 mai 1685.

Hollande furent des heures de grande anxiété. Près de lui se trouvait un vaisseau de guerre hollandais dont une seule bordée aurait suffi pour mettre en un instant fin à son expédition. Autour de sa petite flotte circulait un bateau contenant quelques personnes armées de longues-vues, qu'il soupçonna d'être des espions; mais on ne prit aucune mesure efficace pour le retenir; et, dans l'après-midi du 2 mai, il mit en mer sous une brise favorable.

Le voyage fut heureux. Le 6, les Orcades étaient en vue. Argyle jeta très-imprudemment l'ancre devant Kirkwall, et permit à deux de ses hommes d'aller à terre. L'évêque donna ordre de les arrêter. Les réfugiés commencèrent alors à engager un débat long et animé sur cette mésaventure; car, du commencement à la fin de l'expédition, quelque faible et irrésolue que fût leur conduite, ils ne manquèrent ni d'ardeur, ni de persévérance pour la discussion. Quelques-uns voulaient une attaque contre Kirkwall; d'autres voulaient qu'on se rendît sans retard dans l'Argyleshire. Enfin, le comte fit prisonnier quelques personnes qui résidaient près de la côte, et fit proposer à l'évêque un échange de prisonniers. L'évêque ne répondit pas, et la flotte, après avoir perdu trois jours, remit à la voile.

Ce retard était gros de dangers. On sut bientôt à Édimbourg que l'escadre rebelle avait touché aux Orcades. Des troupes furent immédiatement mises en mouvement. Lorsque le comte arriva dans sa province, il s'aperçut qu'on avait déjà fait des préparatifs pour le repousser. A Dunstaffnage, il débarqua son second fils Charles, pour aller appeler le clan des Campbells aux armes. Mais Charles revint avec de sinistres nouvelles. Les bergers et les pêcheurs étaient tout prêts, il est vrai, à se rallier autour de Mac Callum More; mais tous les chefs du clan étaient en prison ou en fuite. Les gentilshommes qui étaient restés dans leurs demeures étaient ou très-

affectionnés au gouvernement, ou effrayés de prendre part au mouvement, et ils avaient refusé même de voir le fils de leur chef. De Dunstaffnage, la petite armée marcha vers Campbell-Town, près de l'extrémité sud de la presqu'île de Kintyre. Là le comte publia un manifeste rédigé en Hollande, sous la direction du comité, par James Stewart, avocat écossais, qui, quelques mois plus tard, employa sa plume bien différemment. Dans cette proclamation étaient exprimés, avec une force de langage approchant quelquefois de la grossièreté, bien des griefs réels, et quelques griefs imaginaires. On y donnait à entendre que le dernier roi était mort empoisonné. On y déclarait qu'un des buts principaux de l'expédition était l'entière suppression, non-seulement du papisme, mais de l'épiscopat, qu'on nommait la *racine amère* et le rejeton du papisme; et tous les bons Écossais y étaient exhortés à combattre vaillamment pour la cause de leur pays et de leur Dieu.

Tout zélé que fût Argyle pour ce qu'il considérait comme la pure religion, il ne se fit pas scrupule d'accomplir une cérémonie à moitié papiste, à moitié païenne : la croix mystérieuse de bois d'if, d'abord livrée à l'action du feu, éteinte ensuite dans le sang d'un bouc, fut envoyée dans le clan pour appeler aux armes tous les Campbells, depuis seize ans jusqu'à soixante. L'isthme de Tarbet fut choisi pour lieu de rendez-vous. Le rassemblement, quoique faible, comparé à ce qu'il eût été si le courage et la force du clan n'avaient pas été abattus, fut cependant formidable. Il se monta environ à dix-huit cents hommes. Argyle divisa ses montagnards en trois régiments, et s'occupa de nommer des officiers.

Les dissentiments qui avaient commencé en Hollande ne s'étaient pas arrêtés un seul instant pendant tout le cours de l'expédition; mais à Tarbet, ils devinrent plus violents que jamais. Le comte voulut intervenir même

dans la domination patriarcale du comte sur les Campbells, et ne voulut pas lui permettre d'établir, de sa seule autorité, le rang militaire des hommes de son clan. Pendant que ces disputeurs cherchaient à le dépouiller de son autorité sur les hautes terres (*Highlands*), ils entretenaient une correspondance avec les basses terres (*Lowlands*), recevaient et envoyaient des lettres qui n'étaient jamais communiquées au chef nominal de l'entreprise. Hume et ses affidés s'étaient réservé la surintendance des approvisionnements, et dirigeaient cette branche importante de l'administration de la guerre avec une nonchalance peu différente de l'improbité, laissaient les armes se détériorer, gaspillaient les vivres, et vivaient dans l'orgie alors qu'ils auraient dû donner à tous ceux qui étaient placés sous leurs ordres l'exemple de la sobriété.

La grande question était de savoir si l'on placerait le théâtre de la guerre dans les hautes ou dans les basses terres. La première chose à faire pour Argyle était d'établir son autorité sur ses propres domaines, de chasser les clans envahisseurs venus du Perthshire dans l'Argyleshire, et de prendre possession de l'ancienne demeure de sa famille à Inverary. Il pouvait alors espérer d'avoir sous ses ordres quatre ou cinq mille claymores. Avec une telle force, il était en état de défendre cette région sauvage contre toute la puissance du royaume d'Écosse, et s'assurait de plus par là une excellente base d'opérations pour des mesures offensives. C'était, à ce qu'il semble, le plus sage parti qu'il pût prendre. Rumbold, qui avait été élevé à une excellente école militaire, et qu'on pouvait regarder en sa qualité d'Anglais comme un arbitre impartial entre les factions écossaises, fit tout ce qu'il put pour fortifier le pouvoir du comte. Mais Hume et Cochrane furent intraitables. Leur jalousie contre Argyle était plus forte en réalité que leur désir de voir réussir l'expédition. Ils voyaient que, placé au milieu de ses

lacs et de ses montagnes, à la tête d'une armée composée principalement d'hommes de son clan, il serait en état d'abattre leur opposition et d'exercer toute l'autorité d'un général. Ils marmottaient que les seuls hommes qui eussent à cœur la bonne cause étaient les hommes des basses terres, et que les Campbells ne prenaient les armes ni pour la liberté, ni pour l'Église de Dieu, mais pour Mac Callum More seul. Cochrane déclara qu'il irait dans le Ayrshire, dût-il y aller seul et quand il ne devrait avoir pour toute arme qu'une fourche. Argyle, après une longue résistance, consentit, contre son opinion, à diviser sa petite armée : il demeura avec Rumbold dans les Highlands; Cochrane et Hume furent mis à la tête des forces qui s'embarquèrent pour envahir les basses terres.

L'Ayrshire était donc le point où voulait débarquer Cochrane; mais la côte de l'Ayrshire était gardée par des frégates anglaises, et les aventuriers se trouvèrent dans la nécessité de remonter l'embouchure de la Clyde jusqu'à Greenock, alors petit village de pêcheurs, composé d'une unique rangée de cabanes à toits de chaume, aujourd'hui port florissant et dont le produit des douanes s'élève à plus de cinq fois le revenu total que les Stuarts retiraient du royaume d'Écosse. Un corps de milice se trouvait à Greenock; mais Cochrane, qui manquait de provisions, était déterminé à y débarquer. Hume fit des objections. Cochrane fut intraitable, et ordonna à un officier nommé Elphinstone de prendre avec lui vingt hommes dans un canot et d'aller à terre. Mais l'esprit disputeur des chefs avait infecté tous les rangs. Elphinstone répondit qu'il n'était tenu d'obéir qu'à des ordres raisonnables; qu'il considérait cet ordre comme extravagant, et qu'en un mot il n'obéirait pas. Le major Fullarton, homme courageux, estimé par tous les partis, mais particulièrement attaché à Argyle, offrit de débarquer avec douze hommes, et le

fit en dépit des coups de feu qu'on tirait de la côte. Un léger engagement s'ensuivit; la milice se retira. Cochrane entra à Greenock, se procura des vivres, mais ne trouva pas le peuple disposé à l'insurrection.

Le fait est que l'état de l'esprit public en Écosse n'était pas ce que l'avaient supposé les exilés, égarés par ce vertige qui, à toutes les époques, a caractérisé les proscrits. Le gouvernement, il est vrai, était haïssable et haï; mais les mécontents étaient divisés en partis presque aussi hostiles les uns aux autres qu'ils l'étaient au gouvernement, et aucun de ces partis ne se montrait très-empressé de venir se joindre aux envahisseurs. Beaucoup pensaient que l'insurrection n'avait pas de chances de succès. Une longue et cruelle oppression avait réussi à briser l'énergie de beaucoup d'autres. Il y avait bien à la vérité une classe d'enthousiastes qui n'avaient pas l'habitude de calculer les chances de succès, et que l'oppression, loin de dompter, avait rendus furieux. Mais ces hommes ne voyaient pas de différence entre Argyle et Jacques. Leur rage avait été chauffée à une telle température, que ce que les autres hommes auraient appelé zèle bouillant leur paraissait tiédeur laodicéenne. La vie passée du comte avait été souillée par ce qu'ils regardaient comme la plus vile des apostasies. Ces mêmes Highlanders, qu'il appelait aujourd'hui aux armes pour extirper l'épiscopat, il les avait appelés autrefois pour le défendre. Des esclaves, qui ne savaient rien de la religion, qui ne s'en souciaient en rien, qui étaient prêts à combattre pour le gouvernement des synodes, pour l'épiscopat, pour le papisme, selon qu'il plairait à Mac Callum More, étaient-ils des alliés convenables pour le peuple de Dieu? Le manifeste, tout indécent et intolérant qu'il fût, paraissait à ces fanatiques une œuvre lâche et mondaine. Une constitution religieuse, telle qu'Argyle l'aurait établie, telle qu'un libérateur plus puissant et plus heureux l'établit plus

tard, ne leur semblait pas valoir un effort. Ce qu'il leur fallait, ce n'était pas seulement la liberté de conscience pour eux-mêmes, mais la domination absolue sur la conscience d'autrui, ce n'était pas seulement la doctrine, la constitution, le culte presbytériens, mais le covenant dans toute sa rigueur. Rien n'aurait pu les contenter que le sacrifice de toutes les fins pour lesquelles existe la société civile, au triomphe d'un système théologique. Ceux qui ne croyaient pas qu'une forme de gouvernement ecclésiastique valût la peine d'enfreindre la charité chrétienne, qui recommandaient la tolérance et la liberté, se tenaient, selon leur expression, entre les autels de Jéhovah et les autels de Baal. Celui qui condamnait des actes pareils aux meurtres du cardinal Beatoun et de l'archevêque Sharpe tombaient dans le péché qui avait fait perdre à Saül sa domination sur Israël. Toutes les lois qui, chez tous les peuples chrétiens et civilisés, adoucissent les horreurs de la guerre, étaient des abominations aux yeux du Seigneur. On ne devait ni donner ni recevoir quartier. Un Malais furieux, un chien enragé poursuivi par la foule étaient les modèles que devaient imiter les guerriers combattant pour leur légitime défense. Quant aux raisons qui guident la conduite des hommes d'État et des généraux, elles étaient entièrement inaccessibles aux esprits de ces fanatiques. L'homme qui osait recommander de telles raisons montrait suffisamment par là qu'il n'était pas un des fidèles. Si la grâce divine se retirait, on n'avait que peu de chose à attendre de rusés diplomates, de vieux capitaines, de caisses d'armes venues de Hollande ou de régiments de Celtes non régénérés par la vraie foi, sortis des montagnes de Lorn. Si, au contraire, le temps du Seigneur était venu, il pouvait encore, comme autrefois, confondre les sages par les fous, et sauver également le monde par de gros bataillons ou par de petites bandes. Les sabres d'Athol et les baïonnettes de Claverhouse

seraient brisés alors par des armes aussi insignifiantes que la fronde de David ou le vase de terre de Gédéon [1].

Cochrane n'ayant pu soulever la population au sud de la Clyde rejoignit Argyle, qui se trouvait dans l'île de Bute. Le comte proposa de nouveau de faire une tentative sur Inverary, et de nouveau il rencontra une opposition obstinée. Les marins se rangèrent du côté de Hume et de Cochrane. Les Highlanders étaient entièrement aux ordres de leur chef. Il était à redouter que les deux partis n'en vinssent aux coups, et la crainte d'un tel désastre porta le comité à faire quelques concessions. Le château d'Ealan Ghierig, situé à l'embouchure de Loch Riddan, fut choisi pour quartier général. On y débarqua les munitions. L'escadre fut amarrée sous les murs du château, dans un endroit où elle était protégée par les rochers et les bas-fonds, et où on pensait que nulle frégate ne pourrait passer. On éleva des ouvrages extérieurs et on établit une batterie avec quelques petits canons enlevés des vaisseaux. Le commandement du fort fut très-imprudemment donné à Elphinstone, qui s'était déjà montré beaucoup plus disposé à disputer avec ses chefs qu'à combattre l'ennemi.

Ces préparatifs accomplis, il y eut pendant quelques heures une apparence d'énergie. Rumbold prit le château d'Ardkinglass. Le comte livra quelques escarmouches heureuses aux troupes d'Athol et allait s'avancer sur Inverary, lorsque des nouvelles alarmantes venues des vaisseaux et les factions du comité le forcèrent à rétrograder. Les frégates du roi s'étaient approchées beaucoup plus qu'on ne l'avait cru possible du château d'Ealan Ghierig. Les gentilshommes des basses terres refusèrent positivement d'aller plus avant dans les

[1] S'il se trouvait quelque personne qui pût croire que j'ai exagéré l'absurdité et la férocité de ces hommes, je l'engage à lire deux livres, qui la convaincront que j'ai plutôt adouci qu'exagéré leur portrait. Voyez *la Biche lâchée*, et *Contestations religieuses exposées*.

Highlands. Argyle revint en toute hâte à Ealan Ghierig. Là il proposa de faire une attaque contre les frégates. Ses vaisseaux étaient, il est vrai, mal en état de soutenir une telle rencontre; mais ils auraient été renforcés par une flottille de trente grands bateaux pêcheurs, montés par des Highlanders armés. Le comité ne voulut pas entendre parler de ce plan et en rendit l'exécution impossible en excitant une révolte parmi les matelots.

Tout fut alors confusion et découragement. Les provisions avaient été tellement gaspillées par le comité qu'il ne restait plus de vivres pour les troupes. Les Highlanders, en conséquence, désertaient par centaines; et le comte, le cœur brisé par tous ces malheurs, céda à l'exigence de ceux qui insistaient obstinément pour marcher dans les basses terres.

La petite armée alla donc en toute hâte au rivage de Loch Long, passa ce détroit, pendant la nuit, sur des bateaux et débarqua dans le Dumbartonshire; là, on apprit le lendemain matin que les frégates s'étaient forcé un passage, que tous les vaisseaux du comte avaient été pris et qu'Elphinstone s'était enfui d'Ealan Ghierig, sans tirer un coup de canon, en laissant le château et les munitions à l'ennemi.

Le seul parti qui restât était de faire une irruption dans les basses terres, au milieu de toutes sortes de désavantages. Argyle résolut de pousser hardiment jusqu'à Glasgow; mais aussitôt que cette résolution fut annoncée, les mêmes hommes qui jusqu'alors l'avaient pressé de descendre dans les basses terres s'effrayèrent, disputèrent, firent des remontrances, et lorsqu'ils virent qu'arguments et remontrances étaient inutiles, formèrent le projet de s'emparer des bateaux, de s'échapper et de laisser leur général vaincre ou périr sans secours avec les hommes de son clan; mais ce dessein échoua, et les poltrons qui l'avaient formé furent obligés de parta-

ger avec des hommes plus braves qu'eux les périls de la dernière aventure.

Pendant leur marche à travers la campagne qui s'étend entre Loch Long et Loch Lomond, les insurgés furent constamment inquiétés par des détachements de la milice. Quelques escarmouches eurent lieu et l'avantage resta au comte; mais les détachements qu'il avait repoussés devant lui le précédant répandirent la nouvelle de son approche, et bientôt après qu'il eut passé la rivière Leven, il aperçut un corps considérable de troupes régulières et irrégulières tout prêt à le combattre.

Il était d'avis de livrer bataille. Ayloffe partageait la même opinion. Hume, au contraire, déclarait que livrer bataille serait une folie. Il voyait un régiment d'habits rouges, il devait y en avoir d'autres par derrière. Attaquer une telle force était courir à une mort certaine. Le mieux était de se tenir tranquille jusqu'à la nuit, et alors d'esquiver l'ennemi.

Une vive altercation, qui fut à grand'peine apaisée par la médiation de Rumbold, s'ensuivit. On était au soir; les armées ennemies campaient à peu de distance l'une de l'autre. Le comte proposa une attaque nocturne qui fut encore rejetée.

Puisqu'on était décidé à ne pas combattre, il ne restait plus qu'à prendre le parti que Hume avait recommandé. On avait chance, en décampant secrètement et en faisant hâte toute la nuit à travers les bruyères et les marécages, de gagner plusieurs milles sur l'ennemi et d'arriver au Glasgow sans rencontrer de nouveaux obstacles. On laissa donc brûler les feux de bivouac et la marche commença; mais alors les désastres se succédèrent. Les guides perdirent leur chemin sur les bruyères et conduisirent l'armée dans des terrains marécageux. L'ordre militaire ne put être maintenu parmi des soldats indisciplinés et découragés, marchant par une nuit sombre et sur un sol dangereux et inégal. Les terreurs paniques se

succédaient dans les rangs rompus de l'armée. Tous les bruits qu'on entendait, tous les objets qu'on voyait semblaient indiquer l'approche des ennemis. Quelques-uns des officiers contribuaient à répandre la terreur qu'il était de leur devoir de calmer. L'armée était devenue une foule confuse, et cette foule diminuait rapidement. Un grand nombre de soldats s'étaient enfuis à la faveur de la nuit. Rumbold et quelques autres hommes courageux, que le danger ne pouvait pas écarter de leur devoir, perdirent leur chemin et ne purent rejoindre le corps principal. Lorsque le jour se leva, cinq cents hommes seulement, découragés et harassés, se trouvèrent rassemblés à Kilpatrick.

Il ne fallait plus songer à continuer la guerre, et il était évident que les chefs de l'expédition auraient déjà grand'peine à sauver leur vie. Ils s'enfuirent dans différentes directions. Hume atteignit le continent sain et sauf; Cochrane fut pris et envoyé à Londres. Argyle espérait trouver un asile sûr sous le toit d'un de ses vieux serviteurs qui habitait près de Kilpatrick, mais cette espérance fut trompée et il lui fallut passer la Clyde. Il prit l'habit d'un paysan et se fit passer pour le guide du major Fullarton, dont la courageuse fidélité était à l'épreuve de tous les dangers. Les deux amis voyagèrent ensemble à travers le Renfrewshire jusqu'à Inchinnan. A cet endroit, le Black-Cart et le White-Cart, deux courants qui coulent maintenant à travers des villes prospères et font tourner les roues de nombreuses manufactures, mais qui coulaient alors paisiblement à travers les bruyères et les pâturages, mêlent leurs eaux avant de se jeter dans la Clyde. Le seul gué par lequel les voyageurs pussent passer était gardé par la milice. On leur adressa quelques questions. Fullarton essaya d'attirer tous les soupçons sur lui, afin que son compagnon pût s'échapper sans être remarqué. Mais il vint à l'esprit des questionneurs que le guide n'était pas le grossier paysan qu'il semblait être; ils mirent la main sur lui. Argyle se dé-

barrassa d'eux et sauta dans l'eau, mais fut immédiatement poursuivi. Il tint tête pendant quelque temps à cinq assaillants, mais il n'avait pas d'armes, à l'exception de ses pistolets de poche, qui étaient si mouillés qu'ils ne purent partir. Il fut étendu à terre d'un coup de sabre et on s'empara de lui.

Il avoua qu'il était le comte d'Argyle, probablement dans l'espérance que son grand nom inspirerait le respect et la pitié à ceux qui s'étaient emparés de lui, et ils furent en effet très-émus; car ils étaient de simples Écossais, d'humble condition, et bien qu'ils eussent pris les armes en faveur de la couronne, ils avaient probablement une préférence secrète pour l'Église et le culte calvinistes, et avaient été accoutumés à révérer leur captif comme le chef d'une illustre famille et comme un des champions de la religion protestante. Mais malgré leur émotion évidente et les pleurs que versèrent quelques-uns d'entre eux, ils n'étaient pas disposés à abandonner une grande récompense et à encourir la vengeance d'un implacable gouvernement; ils emmenèrent donc leur prisonnier à Renfrew. L'homme qui prit la principale part dans cette arrestation se nommait Riddell. Pendant plus d'un siècle, toute la race des Riddell fut, à cause de ce fait, un objet d'horreur pour toute la tribu des Campbell. Des contemporains peuvent encore se rappeler le temps où un Riddell était obligé de prendre un faux nom lorsqu'il voulait se rendre dans une foire de l'Argyleshire.

C'est alors que commença pour Argyle la plus brillante partie de sa carrière. Son entreprise n'avait jusqu'alors attiré sur lui que la honte et la dérision. Sa grande faute fut de ne pas avoir résolûment refusé le nom de général, lorsqu'il n'en avait pas le pouvoir. S'il fût resté tranquillement dans la Frise, il eût été rappelé avec honneur dans son pays quelques années plus tard, et eût été l'un des ornements et l'un des soutiens les plus remarquables de la monarchie constitutionnelle.

S'il eût dirigé l'expédition selon ses vues, et s'il n'eût emmené avec lui que des compagnons prêts à obéir sans mot dire à tous ses ordres, il eût peut-être accompli quelque chose de grand. Ce qui lui manqua comme capitaine, ce ne fut ni le courage, ni l'activité, ni l'habileté, mais tout simplement l'autorité. Il aurait dû savoir que de toutes les choses nécessaires à un général, l'autorité est la plus importante et celle dont l'absence est le plus fatal. Des armées ont triomphé sous des chefs qui ne possédaient aucune qualité bien éminente, mais une armée commandé par un club disputeur a-t-elle jamais échappée à la défaite et à la honte?

La grande infortune d'Argyle eut au moins l'avantage de lui servir à montrer, par des preuves irrécusables, quel homme il était. Depuis le jour où il avait quitté la Frise jusqu'au jour où ses compagnons se séparèrent à Kilpatrick, il n'avait jamais agi librement. Il avait porté la responsabilité d'une longue série de mesures que son jugement désapprouvait. Il était seul, enfin. La captivité lui avait rendu la plus noble espèce de liberté, la liberté de se gouverner dans toutes ses paroles et dans toutes ses actions selon son propre sentiment du droit et des convenances. Dès ce moment, il fut comme inspiré d'une nouvelle sagesse et d'une nouvelle vertu. Son intelligence sembla s'être fortifiée et concentrée, son caractère moral s'être élevé et adouci. L'insolence des vainqueurs n'épargna aucun des moyens capables de mettre à l'épreuve l'âme d'un homme fier d'une ancienne noblesse et d'un pouvoir patriarcal. Le prisonnier fut promené en triomphe à travers les rues d'Édimbourg. Il traversa à pied et tête nue cette rue magnifique, sur laquelle jettent leurs ombres de noirs et gigantesques édifices, et qui conduit d'Holyrood-House au château. Devant lui marchait le bourreau, portant le sinistre instrument avec lequel devait être coupé en quartiers le corps du prisonnier. Le parti victorieux n'a-

vait pas oublié que, trente-cinq ans auparavant, le père d'Argyle avait été à la tête de la faction qui mit Montrose à mort. Avant cet événement, les deux familles des Graham et des Campbell ne se portaient aucun bon vouloir, mais depuis elles se haïssaient mortellement. On eut soin de faire passer le prisonnier par la même porte et à travers les mêmes rues par lesquelles Montrose avait passé pour aller au supplice. Les troupes qui suivaient le triste cortége étaient sous les ordres de Claverhouse, le plus cruel et le plus impitoyable de tous les Graham. Lorsque le comte arriva au château, on lui mit les fers aux jambes et on l'avertit qu'il n'avait plus que quelques jours à vivre. On avait décidé qu'on ne le mettrait pas en jugement pour sa récente offense, mais qu'on l'exécuterait en vertu de la sentence prononcée contre lui plusieurs années auparavant, sentence si monstrueusement injuste, que les légistes les plus serviles et les plus endurcis de cette détestable époque ne pouvaient en parler sans honte.

Mais ni cette procession ignominieuse dans High-Street, ni l'approche de la mort n'eurent la puissance d'ébranler la douce et majestueuse patience d'Argyle. Sa force d'âme fut mise à l'épreuve par un moyen plus rude encore. Une série d'interrogations écrites lui fut remise par ordre du conseil privé. Il fit les réponses qu'il pouvait faire sans danger pour ses amis, et refusa d'en dire davantage. On lui dit que, s'il ne répondait pas pleinement aux questions, il serait mis à la torture. Jacques, qui regrettait sans doute de ne pouvoir jouir du plaisir de voir mettre les brodequins à Argyle, envoya à Édimbourg des ordres positifs pour que rien ne fût omis de ce qui pourrait arracher au traître des aveux contre tous ceux qui avaient pris part à la rébellion. Mais les menaces furent vaines. Avec les tourments et la mort en perspective, Mac Callum More s'inquiétait cependant beaucoup moins de lui-même que des pauvres gens de son

clan. « Je m'étais occupé aujourd'hui, écrit-il de sa prison, de traiter pour eux, et j'avais quelque espérance. Mais ce soir est arrivé l'ordre de me faire mourir lundi ou mardi, et je serai mis à la torture si je ne réponds pas à toutes les questions. Cependant j'espère que Dieu me soutiendra. »

La torture ne fut pas infligée. Peut-être la magnanimité de la victime avait-elle inspiré aux vainqueurs une compassion inusitée. Il remarquait lui-même que d'abord ils avaient été très-durs pour lui, mais qu'ils n'avaient pas tardé à le traiter avec respect et douceur. Dieu, disait-il, avait touché leurs cœurs. Ce qui est certain, c'est qu'il ne trahit aucun de ses amis pour échapper aux cruautés extrêmes dont le menaçaient ses ennemis. Le dernier jour de sa vie il écrivit ces mots : « Je n'ai nommé personne de manière à lui nuire. Je remercie Dieu de m'avoir si merveilleusement soutenu. »

Il composa lui-même son épitaphe, petit poëme plein de pensées et de verve, d'un style simple et énergique, et d'une versification qui n'est pas sans mérite. Dans ce petit poëme, il se plaignait que ses amis eussent été bien plus cruels que ses ennemis, qui pourtant avaient, à diverses reprises, décrété sa mort. On trouve, dans une lettre adressée à une dame résidant en Hollande, un commentaire de ces expressions. Elle lui avait fourni une somme considérable pour l'expédition, et il pensa qu'elle avait droit à être entièrement informée des causes de son insuccès. Il amnistiait ses alliés du reproche de trahison, mais il dépeignait leur folie, leur ignorance et leur perversité factieuse, en termes que leur propre témoignage justifia depuis amplement. Il craignit ensuite d'avoir employé un langage trop sévère pour un chrétien mourant, et dans un papier séparé, il suppliait son amie de taire tout ce qu'il avait dit de ces hommes. « Je ne dois avouer, ajoutait-il doucement, que cette seule chose : ils étaient ingouvernables. »

La plupart des heures qui lui restaient à vivre furent passées dans la prière et dans des entretiens affectueux avec quelques membres de sa famille. Il n'exprima aucun repentir touchant sa dernière entreprise, mais regretta, avec une grande émotion, ses anciennes concessions à la volonté du gouvernement dans les choses de la religion. Il en était justement puni, dit-il. Celui qui avait été si longtemps coupable de lâcheté et de dissimulation n'était pas digne d'être l'instrument du salut de l'Église et de l'État. Cependant la cause qu'il avait servie, répéta-t-il fréquemment, était la cause de Dieu, et triompherait infailliblement. «Je n'ai point, dit-il, la prétention d'être un prophète, mais j'ai la conviction profonde que la délivrance arrivera subitement.» Il n'est pas étonnant que quelques zélés Presbytériens aient conservé dans leur cœur cette parole et l'aient attribuée plus tard à l'inspiration divine.

Sa foi et son espérance religieuses, unies à son courage naturel et à sa sérénité, donnèrent à son âme une telle tranquillité que, le jour où il dut mourir, il dîna avec appétit, conversa à table avec gaieté, et, après son dernier repas, s'étendit sur son lit, selon son habitude, pour goûter un court sommeil, afin que son corps et son esprit fussent dans toute leur vigueur à l'heure où il monterait sur l'échafaud. A ce moment un des lords du conseil, qui probablement avait été élevé dans le presbytérianisme, et que l'intérêt avait poussé à se joindre aux oppresseurs de l'Église dont il avait été autrefois membre, vint au château avec un message de ses collègues, et demanda à être admis auprès du comte. On répondit que le comte dormait. Le conseiller privé pensa que c'était un subterfuge et insista pour entrer. On ouvrit doucement la porte de la prison, et là on vit Argyle étendu sur son lit, les fers aux pieds, et sommeillant du paisible sommeil de l'enfance. La conscience du renégat eut un remords. Il se détourna le cœur abattu, sortit en toute hâte du

château et se réfugia dans la maison d'une dame de sa famille qui demeurait près de là. Il se jeta sur un lit et s'abandonna à l'agonie de son remords et de sa honte. Sa parente, alarmée par sa physionomie et ses soupirs, crut qu'il venait d'être saisi d'un malaise subit, et l'engagea à boire un verre de xérès. « Non, non, dit-il, cela ne me ferait aucun bien. » Elle le pria de lui dire la cause de son trouble. « Je suis allé, répondit-il, dans la prison d'Argyle. Je l'ai vu, lui qu'une heure sépare de l'éternité, dormir du plus doux sommeil qu'un homme ait jamais goûté. Mais, quant à moi... »

Le comte, cependant, s'était levé, et avait fait ses préparatifs pour sa dernière souffrance. Il fut d'abord conduit, à travers High-Street, à la chambre du conseil, où il devait rester pendant les quelques instants qui devaient s'écouler avant l'exécution. Là il demanda une plume et de l'encre, et écrivit à sa femme : « Chère amie, Dieu ne change pas. Il a toujours été pour moi bon et miséricordieux ; peu importe le lieu où je me trouve, il ne change rien à ses bienfaits. Pardonne-moi toutes mes fautes, et confie-toi en celui dans le sein duquel peut seulement être trouvée la véritable consolation. Que le Seigneur soit avec toi, te bénisse et te console, ma très-chère. Adieu. »

Le moment était venu de quitter la salle du conseil. Les ministres qui assistaient le prisonnier n'étaient pas de sa communion ; mais il les écouta avec politesse, et les exhorta à prémunir leurs brebis contre ces doctrines que toutes les Églises protestantes condamnent unanimement. Il monta sur l'échafaud, où l'attendait l'ancienne et grossière guillotine d'Écosse, nommée *maiden* (la jeune fille), et adressa au peuple un discours empreint de la phraséologie particulière à sa secte, mais où respirait l'esprit d'une piété sereine. Il pardonnait à ses ennemis, disait-il, comme il espérait être pardonné. Il ne lui échappa qu'une expression amère. Un des ecclé-

siastiques épiscopaux qui l'assistaient s'avança sur le bord de l'échafaud, et cria à haute voix : « Mylord meurt protestant. » « Oui, répondit le comte, en s'avançant à son tour, je meurs non-seulement protestant, mais ennemi invétéré du papisme, de l'épiscopat et de toutes les superstitions. » Il embrassa alors ses amis, leur remit quelques gages de souvenir pour sa femme et ses enfants, s'agenouilla, baissa la tête sur le billot, pria quelque temps, et donna le signal à l'exécuteur. Sa tête fut attachée au faîte du Tolbooth, où était jadis tombée en poussière la tête de Montrose [1].

La tête du brave et sincère, sinon toujours irréprochable Rumbold, était déjà attachée au West-Port d'Édimbourg. Entouré d'associés lâches et factieux, il s'était, pendant toute la campagne, conduit comme un soldat élevé à l'école du grand Protecteur, avait dans le conseil soutenu de toutes ses forces l'autorité d'Argyle, et sur le champ de bataille s'était distingué par sa calme intrépidité. Après la dispersion de l'armée, il fut attaqué par un détachement de la milice. Il se défendit en désespéré, et se serait ouvert un passage au milieu des ennemis, s'ils n'avaient pas coupé les jarrets à son cheval. Il fut amené à Édimbourg mortellement blessé. Le désir du gouvernement était qu'il fût exécuté en Angleterre; mais il était si près de la mort, que s'il n'était pas pendu en Écosse, il ne serait pas pendu du tout, et le plaisir de le pendre était un de ceux dont les vainqueurs ne voulaient pas se priver. On ne devait pas attendre de

[1] Les auteurs d'où j'ai tiré l'histoire de l'expédition d'Argyle sont sir Patrick Hume, qui fut un témoin oculaire des faits qu'il a racontés, et Wodrow, qui eut connaissance de documents de la plus grande valeur, et entre autres des papiers du comte. Toutes les fois qu'il y a entre Hume et Argyle une question de bonne foi, je ne doute pas qu'il ne faille suivre l'opinion du dernier. Voyez aussi Burnet, I, 631, et la *Vie de Bresson*, publiée par le docteur Mac Crie. Le récit de la révolte d'Écosse, dans la *Vie de Jacques II*, par Clarke, est un roman ridicule, composé par un Jacobite qui ne s'est même pas donné la peine de voir la carte du pays où se fit la guerre.

leur part qu'ils traiteraient avec beaucoup de douceur l'homme qu'on regardait comme le chef du complot de Rye-House, et qui était le propriétaire de la maison d'où le complot avait tiré son nom ; mais l'insolence avec laquelle ils traitèrent cet homme déjà mourant semble incroyable dans notre époque plus humaine. Un des conseillers privés de l'Écosse lui dit qu'il était un maudit scélérat. « Je suis en paix avec Dieu, répondit Rumbold avec calme, comment pourrais-je être maudit? »

Il fut rapidement jugé, reconnu coupable, et condamné à être pendu et coupé en quartiers sous quelques heures, près de la croix de la cité, dans High-Street. Tout incapable qu'il fût de se tenir debout sans le secours de deux hommes, il conserva sa force d'âme jusqu'à la fin, et sous le gibet éleva sa faible voix contre le papisme et la tyrannie avec une telle véhémence, que les officiers ordonnèrent aux tambours de battre, de crainte que le peuple ne l'entendît. Il était, dit-il, partisan de la monarchie limitée; mais il ne pouvait pas croire que la Providence eût créé quelques hommes tout bottés et éperonnés, et le plus grand nombre tout sellés et bridés. « Je veux, s'écria-t-il, bénir et glorifier le saint nom de Dieu de ce que je suis ici non pour avoir commis un crime, mais pour avoir défendu sa cause dans de mauvais jours. Si chaque cheveu de ma tête était un homme, je les risquerais tous pour cette cause. »

Pendant son procès et pendant son exécution, il parla de l'assassinat avec l'horreur d'un bon mourant et d'un brave soldat. Il protesta, sur la foi d'un chrétien, n'avoir jamais eu la pensée de commettre un tel crime; mais il avoua franchement que, dans une conversation avec les conspirateurs ses complices, il avait désigné sa maison comme un lieu d'où Charles et Jacques pourraient être attaqués avec avantage; qu'on avait beaucoup parlé à ce sujet, et qu'on n'avait rien décidé. Cet aveu peut sembler, au premier abord, contredire la dé-

claration qu'il avait toujours eu la plus profonde horreur pour l'assassinat; la vérité, c'est que l'esprit de Rumbold était imbu d'une distinction qui égara beaucoup de ses contemporains. Rien n'aurait pu le déterminer à jeter du poison dans les aliments des deux princes ou à les poignarder dans leur sommeil; mais faire une sortie inattendue sur les gardes du corps qui entouraient la voiture du roi, croiser l'épée et échanger des coups de feu avec eux, se mettre dans le cas de tuer ou d'être tué, c'était là, dans son opinion, une très-légitime opération militaire. Les embuscades et les surprises étaient au nombre des incidents ordinaires de la guerre. Tout vieux soldat, Cavalier ou Tête ronde, s'était trouvé engagé dans de telles entreprises. S'il arrivait que le roi tombât pendant l'escarmouche, il tombait sous une attaque loyale et non par le meurtre. Le même raisonnement fut exactement employé, après la révolution, par Jacques lui-même et par les plus braves et les plus dévoués de ses serviteurs, pour justifier un criminel attentat contre la vie de Guillaume III. Une bande de Jacobites reçut l'ordre d'attaquer le prince d'Orange dans ses quartiers d'hiver; mais le sens caché de cette phrase spécieuse était de couper la gorge au prince lorsqu'il se rendrait dans sa voiture, de Richmond à Kensington. Il peut sembler étrange que de tels sophismes, rebuts de la casuistique des Jésuites, aient eu le pouvoir d'inspirer à des hommes d'un esprit héroïque, Whigs et Tories, la pensée d'un crime que les lois divines et humaines ont justement marqué d'infamie. Mais il n'est pas de sophisme assez grossier pour ne pouvoir égarer des âmes envenimées par l'esprit de parti[1].

[1] Wodrow, III, IX, 10. — *Martyrologe de l'Ouest.* — Burnet, I, 633. —Fox, *Histoire*, appendice IV. Je ne peux pas trouver d'autre moyen que celui que j'ai mentionné dans le texte pour concilier la dénégation de Rumbold, de n'avoir jamais un seul instant admis la pensée de l'assassinat, avec son aveu d'avoir désigné sa propre maison comme un lieu propre à une attaque

Argyle, qui ne survécut à Rumbold que quelques heures, rendit témoignage en mourant aux vertus du vaillant Anglais. « Le pauvre Rumbold, dit-il, m'a été d'un grand secours : c'était un brave soldat, et il est mort chrétiennement [1]. »

Ayloffe montra autant de mépris de la mort qu'Argyle ou Rumbold, mais sa fin ne fut pas, comme la leur, édifiante pour les âmes pieuses. Quoique ses sympathies politiques l'eussent attiré du côté des Puritains, il ne sympathisait pas religieusement avec eux, et les Puritains le considéraient presque comme un athée. Il appartenait à cette fraction des Whigs qui cherchait ses modèles plutôt parmi les patriotes de la Grèce et de Rome que parmi les prophètes et les juges d'Israël. Il fut fait prisonnier et emmené à Glasgow. Là, il essaya de se donner la mort avec un petit canif; mais aucune des nombreuses blessures qu'il se fit ne fut mortelle, et il se trouva avoir conservé assez de force pour supporter un voyage à Londres. Il fut amené devant le conseil privé et interrogé par le roi; mais il avait l'esprit trop élevé pour chercher à se sauver en dénonçant ses complices. L'anecdote suivante circula parmi les Whigs : « Vous feriez mieux d'être franc avec moi, monsieur Ayloffe, lui aurait dit le roi. Vous savez qu'il est en mon pouvoir de vous pardonner. » Alors le prisonnier, rompant son morne silence, lui aurait répondu, dit-on : « Oui, il peut être en votre pouvoir de pardonner, mais cela n'est pas dans votre nature. » Il fut exécuté devant la porte du

contre le roi et son frère. La distinction que je lui prête avait été faite par un autre conspirateur de Rye-House, comme lui ancien soldat de la république, le capitaine Walcot. Le jour du procès de Walcot, West, un des témoins de la couronne, dit : « Capitaine, vous aviez consenti à être un de ceux qui devaient attaquer les gardes du corps ? — Et pour quelle raison alors, ne voulait-il pas tuer le roi ? demanda le chief-justice Pemberton. — Il disait, répondit West, que c'était une chose vile que de tuer un homme désarmé, et qu'il ne le ferait pas. »

[1] Wodrow, III, IX, 9.

Temple, en vertu de l'ancienne sentence rendue autrefois contre lui, et mourut avec un calme stoïque [1].

Pendant ce temps, la vengeance du vainqueur frappait sans pitié sur les habitants de l'Argyleshire. Un grand nombre de Campbells furent pendus sans jugement par Athol, que le conseil privé eut beaucoup de peine à empêcher de commettre encore plus de meurtres. Tout le pays, à trente milles autour d'Inverary, fut ravagé: les maisons furent incendiées, les meules des moulins mises en pièces, les arbres fruitiers coupés et leurs racines elles-mêmes brûlées. Les filets et les bateaux des pêcheurs, seuls moyens d'existence des habitants de la côte, furent détruits. Plus de trois cents rebelles ou mécontents furent transportés aux colonies. Beaucoup furent condamnés à la mutilation: le bourreau d'Édimbourg coupa en un seul jour les oreilles à trente-cinq prisonniers. Plusieurs femmes furent transportées au delà de l'Atlantique, après avoir été marquées à la joue avec un fer rouge. On comptait même obtenir du parlement un acte qui proscrirait le nom de Campbell, comme le nom de Mac-Gregor avait été proscrit quatre-vingts ans auparavant [2].

L'expédition d'Argyle semble avoir produit peu de sensation dans le Sud de la Grande-Bretagne. Les nouvelles de son débarquement arrivèrent à Londres justement à l'époque où le parlement allait se réunir. Le roi mentionna ces nouvelles dans son discours de la couronne, et les chambres l'assurèrent qu'elles le soutiendraient contre tout ennemi. On ne leur demanda rien de plus, car elles n'avaient pas d'autorité sur l'Écosse. Cette guerre, dont le théâtre était si éloigné et dont

[1] Récit de Wade, Harl. Mss. 6845. — Burnet, I, 634. — Dépêche de Citters, du 30 octobre 9 novembre 1685. — Journal de Luttrell, même date.

[2] Wodrow, III, IX, 4, et III, IX, 10. — Wodrow donne, d'après les actes du conseil, les noms de tous les prisonniers qui furent transportés, mutilés ou marqués.

l'issue pouvait être aisément prédite dès le commencement, n'excita donc à Londres qu'un faible intérêt.

Mais une semaine avant la complète dispersion de l'armée d'Argyle, l'Angleterre fut agitée par la nouvelle qu'un envahisseur beaucoup plus redoutable avait débarqué sur ses propres rivages. Il avait été convenu entre les réfugiés que Monmouth quitterait la Hollande six jours après le départ des Écossais. Il avait retardé quelque temps son entreprise, probablement dans l'espoir qu'on enverrait dans le Nord la plus grande partie des troupes qui se trouvaient dans le Sud de l'île, aussitôt que la guerre aurait éclaté dans les Highlands, et qu'ainsi il ne trouverait pas de forces prêtes à s'opposer à lui. Lorsqu'il voulut enfin s'embarquer, il se trouva que le vent était devenu contraire et violent.

Pendant que sa petite flotte, ballottée par la tempête, était retenue dans le Texel, il s'engageait un conflit entre les autorités hollandaises : d'un côté étaient les états généraux et le prince d'Orange, de l'autre les magistrats et l'amirauté d'Amsterdam.

Skelton avait remis aux états généraux une liste des réfugiés dont la résidence dans les Provinces-Unies inquiétait son maître. Les états généraux, désireux d'accéder à toute demande raisonnable de Jacques, envoyèrent aux autorités provinciales des copies de cette liste. Les autorités provinciales, à leur tour, en envoyèrent des copies aux autorités municipales. Les magistrats de toutes les villes reçurent l'ordre de prendre les mesures nécessaires pour empêcher les réfugiés whigs d'inquiéter le gouvernement anglais. Ces ordres furent généralement exécutés. Rotterdam en particulier, où l'influence de Guillaume était toute-puissante, déploya une activité dont Jacques témoigna sa reconnaissance dans les termes les plus vifs. Mais Amsterdam était le principal lieu de résidence des émigrés, et le corps municipal d'Amsterdam ne voulait rien voir, rien entendre,

rien savoir. Le grand bailli de la ville, qui était en relations quotidiennes avec Ferguson, écrivait à La Haye qu'il ne savait où trouver un seul des réfugiés, et le gouvernement fédéral fut obligé de se contenter de cette excuse. La vérité est qu'ils étaient aussi bien connus dans Amsterdam et y étaient aussi curieusement regardés des habitants que s'ils eussent été des Chinois [1].

Quelques jours après, Skelton reçut de son gouvernement l'ordre de demander, vu les dangers qui menaçaient le trône de son maître, que les trois régiments écossais qui étaient au service des Provinces-Unies fussent envoyés sans retard dans la Grande-Bretagne. Il s'adressa au prince d'Orange, et le prince se chargea d'arranger l'affaire, mais en prédisant qu'Amsterdam soulèverait quelques difficultés. La prédiction se trouva juste : les députés d'Amsterdam refusèrent leur consentement, et réussirent à occasionner quelque retard. Mais la question n'était pas une de celles où, en vertu de la constitution de la république, le veto d'une seule ville

[1] La lettre de Skelton est datée du 7-17 mai 1686. On la trouvera, ainsi qu'une lettre du *schout* ou grand bailli d'Amsterdam, dans un petit volume publié quelques mois plus tard, et intitulé : *Histoire des événements tragiques d'Angleterre.* Les documents insérés dans cet ouvrage sont, autant que j'ai pu en juger après examen, exactement extraits des Archives hollandaises, sauf quelques légères corrections au français de Skelton, qui n'est pas des plus purs. Voyez aussi le récit de Grey.

Goodenough, lorsqu'il fut interrogé après la bataille de Sedgemoor, dit : « Le *schout* d'Amsterdam était un partisan décidé de cette dernière entreprise. » Mss. Lansdowne, 1152.

Il ne vaut pas la peine de réfuter les écrivains qui représentent le prince d'Orange comme un complice de l'entreprise de Monmouth. La circonstance sur laquelle ils s'appuient principalement pour soutenir cette opinion, c'est que les autorités d'Amsterdam ne prirent pas de mesures effectives pour empêcher l'expédition de mettre à la voile. Cette circonstance est précisément la preuve la plus forte que Guillaume ne favorisait pas l'expédition. Personne, à moins qu'il ne soit profondément ignorant des institutions et de la politique de la Hollande, ne rendra le stathouder responsable de la conduite des chefs du parti Lœvestein.

pût empêcher le vœu de la majorité d'avoir son effet. L'influence de Guillaume l'emporta, et les troupes furent embarquées avec une grande célérité [1].

Skelton faisait en même temps des efforts, mais peu modérés et peu judicieux, pour empêcher le départ des vaisseaux équipés par les réfugiés anglais. Il fit en termes très-vifs des remontrances à l'amirauté d'Amsterdam. La négligence de cette administration, disait-il, avait déjà permis à une bande de rebelles d'envahir la Grande-Bretagne. Il ne pourrait pas y avoir d'excuse pour une seconde faute du même genre. Il demanda péremptoirement qu'un grand vaisseau, nommé le *Helderenbergh*, fût retenu. On prétendit que ce vaisseau était en partance pour les colonies; mais en réalité il avait été frété par Monmouth, contenait vingt-six canons et était chargé d'armes et de munitions. L'amirauté d'Amsterdam répondit que la liberté du commerce ne pouvait pas être entravée pour des motifs futiles, et qu'on ne pouvait arrêter le *Helderenbergh* sans un ordre des états généraux. Skelton, dont la pratique uniforme semble avoir été de commencer toujours par où il fallait finir, eut recours alors aux états généraux. Les états généraux donnèrent les ordres nécessaires; mais alors l'amirauté d'Amsterdam prétendit qu'il n'y avait pas une force navale suffisante dans le Texel pour arrêter un aussi grand bâtiment que le *Helderenbergh*, et permit ainsi à Monmouth de mettre à la voile sans être inquiété [2].

Le temps fut mauvais, le voyage long, et plusieurs navires de guerre anglais croisaient dans le détroit;

[1] Avaux, négociations, 7-17, 8-18, 14-24 juin 1685. — Lettre du prince d'Orange à lord Rochester, [illegible].

[2] Citters, 9-19 juin, 12-22 juin 1685. La correspondance de Skelton avec les états généraux et l'amirauté d'Amsterdam se trouve dans les Archives de La Haye. On trouvera en outre quelques documents dans *les Événements tragiques d'Angleterre*. Voyez aussi Burnet, I, 640.

mais Monmouth échappa à la fois aux dangers de la mer et à l'ennemi. Lorsqu'on arriva près des falaises du Dorsetshire, on jugea utile d'envoyer sur la plage un bateau avec un des réfugiés du nom de Thomas Dare. Cet homme, malgré ses manières et son esprit vulgaires, avait une grande influence à Taunton. Il reçut pour instructions de se rendre dans cette ville, en traversant le pays, et d'apprendre à ses amis que Monmouth serait bientôt sur le sol de l'Angleterre[1].

Le 11 juin, au matin, le *Helderenbergh*, accompagné de deux bâtiments moins considérables, apparut devant le port de Lyme. Cette ville est une réunion de ruelles escarpées et étroites, bâties sur une côte sauvage, pleine de rochers et battue par une mer orageuse. Elle était alors principalement remarquable par une jetée qu'on y avait construite, au temps des Plantagenets, en pierres non taillées et non cimentées. Cette ancienne construction, connue sous le nom de Cob, renfermait le seul havre où, sur une étendue de plusieurs milles, les pêcheurs pussent trouver un refuge contre les tempêtes du détroit.

L'apparition de ces trois vaisseaux, de construction étrangère et sans pavillon, inquiéta les habitants de Lyme, et l'inquiétude augmenta lorsqu'on ne vit pas revenir les employés des douanes, qui, selon l'usage, étaient allés à bord. Les gens de la ville montèrent sur les falaises, regardèrent longtemps et avec préoccupation, mais sans pouvoir trouver l'explication de ce mystère. Enfin sept bateaux se détachèrent du plus considérable de ces mystérieux navires et ramèrent vers le rivage. De ces bateaux débarquèrent quatre-vingts hommes environ, tous bien armés et bien équipés. Parmi eux étaient Monmouth, Grey, Fletcher, Ferguson, Wade

[1] Voyez les Aveux de Wade dans les *Hardwicke papers;* Harl. Mss. 6845.

et Anthony Buyse, officier qui avait été au service de l'électeur de Brandebourg[1].

Monmouth ordonna le silence, s'agenouilla sur le rivage, remercia Dieu d'avoir préservé des périls de la mer les amis de la liberté et de la pure religion, et appela les bénédictions divines sur ce qui leur restait encore à accomplir sur terre. Il tira ensuite son épée et conduisit ses hommes des falaises dans la ville.

Aussitôt qu'on sut sous quel chef et dans quel but arrivait l'expédition, l'enthousiasme de la population n'eut plus de bornes. La petite ville fut bientôt remplie du bruit et du tumulte des hommes qui couraient çà et là en criant : Monmouth! Monmouth! la religion protestante! Un drapeau bleu, étendard des aventuriers, fut arboré sur la place du marché. Les provisions et les munitions furent déposées dans l'hôtel de ville, et un manifeste, exposant les motifs et le but de l'expédition, fut lu dans les carrefours[2].

Ce manifeste, chef-d'œuvre du génie de Ferguson, n'avait pas le ton grave qui convient à un chef de parti tirant l'épée pour une grande cause publique, mais était un libelle de la plus basse espèce, tant par le langage que par les sentiments[3]. Il contenait sans doute bien des accusations fondées contre le gouvernement ; mais ces accusations étaient formulées dans le style prolixe et boursouflé d'un mauvais pamphlet, et il en contenait d'autres dont toute la honte retombe directement sur leurs inventeurs. On y affirmait en termes positifs que le duc d'York avait incendié Londres,

[1] Voyez, dans la *Collection des procès d'État*, la déposition de Buyse contre Monmouth et Fletcher.

[2] Procès-verbaux de la chambre des communes, 13 juin 1685. — Harl. Mss. 6845. — Lansdowne, Mss. 1152.

[3] Burnet, I, 641. — Avis de Goodenough dans Lansdowne, Mss. 1152. Les copies du manifeste, tel qu'il fut originairement imprimé, sont très-rares, mais il y en a une au British Museum.

étranglé Godfrey, assassiné Essex et empoisonné le dernier roi : en raison de ces crimes infâmes et contraires à la nature, mais surtout de ce fait exécrable, l'horrible et barbare parricide, — tels étaient l'abondance et le tour heureux du style de Ferguson, — Jacques était déclaré un ennemi irréconciliable et sanguinaire, un tyran, un meurtrier et un usurpateur. On ne ferait avec lui aucun compromis ; l'épée ne serait remise dans le fourreau que lors qu'il aurait reçu le châtiment qui lui était dû en sa qualité de traître ; le gouvernement serait établi sur des principes favorables à la liberté ; toutes les sectes protestantes seraient tolérées ; les chartes annulées seraient rendues ; le parlement serait réuni chaque année, et ne pourrait plus être prorogé ou dissous selon le caprice royal ; la seule force armée permanente serait la milice, qui serait commandée par les shérifs choisis par les électeurs. Enfin Monmouth déclarait qu'il pourrait prouver que, né d'un légitime mariage, il était par les droits du sang roi d'Angleterre ; mais, ne voulant pas pour le moment insister sur ses droits, qu'il laissait à l'examen et au jugement d'un libre parlement, il désirait n'être considéré que comme le capitaine général des protestants anglais armes contre la tyrannie et le papisme.

Tout déshonorant que fût ce manifeste pour ceux qui le publièrent, il était cependant assez adroitement rédigé pour stimuler les passions du vulgaire. Son effet, dans l'Ouest, fut grand. La *gentry* et le clergé de cette partie de l'Angleterre étaient tories, à peu d'exceptions près. Mais les *yeomen*, les marchands des villes, les paysans, les artisans étaient en général animés du vieil esprit des Têtes rondes. Beaucoup d'entre eux étaient dissidents, avaient été irrités par de mesquines persécutions, et étaient d'humeur à prendre part à toute entreprise désespérée. La grande masse de la population abhorrait le papisme, et adorait Monmouth. Il n'était point pour

elle un étranger. Son voyage dans le Somersetshire et le Devonshire, pendant l'été de 1680, était encore présent au souvenir de tous. Il avait été, dans cette occasion, somptueusement reçu par Thomas Thynne, à Longleat-Hall, qui était alors et qui est encore peut-être la plus magnifique maison de campagne de l'Angleterre. De Longleat à Exeter, les deux côtés de la route étaient remplis de spectateurs enthousiastes. Le chemin avait été jonché de feuilles et de fleurs. La multitude, avide de voir et de toucher son favori, brisait les palissades des parcs, et assiégeait les châteaux où il était reçu. A son arrivée à Chard, son escorte se composait de cinq mille cavaliers. A Exeter, tout le Devonshire s'était rassemblé pour le recevoir, et l'une des choses les plus remarquables de ce spectacle fut une compagnie de neuf cents jeunes hommes, en uniforme blanc, qui ouvrirent la marche, à son entrée dans la ville [1]. Les changements de fortune qui lui avaient aliéné la *gentry* n'avaient produit aucun effet sur le peuple. Il était toujours pour les multitudes le bon duc, le duc protestant, le légitime héritier du trône qu'une vile conspiration privait de ses droits. Elles vinrent donc se réunir sous ses étendards en si grand nombre qu'il n'avait pas assez de greffiers pour inscrire les noms des recrues. Il n'avait pas encore passé vingt-quatre heures en Angleterre, qu'il était déjà à la tête de quinze cents hommes. Dare arrivait en même temps de Taunton à la tête de quarante cavaliers d'aspect peu martial à la vérité, et apportait de bonnes nouvelles de l'état de l'esprit public dans le Somersetshire. Tout jusqu'alors se présentait bien et sous des apparences pleines de promesses [2].

Mais des troupes se rassemblaient à Bridport, pour

[1] *Récit historique de la vie et des actions magnanimes du très-illustre prince protestant Jacques II, duc de Monmouth*, 1683.

[2] Aveux de Wade, dans les papiers de Hardwicke. — Papiers d'Axe; Harl. Mss. 6845.

s'opposer aux insurgés. Le 13 juin, le régiment rouge de la milice du Dorsetshire arriva dans cette ville. Le régiment du Somersetshire ou régiment jaune, dont sir William Portman, gentilhomme tory très-marquant, était colonel, devait arriver le lendemain [1]. Le duc se détermina à frapper un coup subit. Un détachement de ses troupes se préparait à marcher sur Bridport, lorsqu'un événement désastreux vint jeter tout le camp dans la confusion.

Fletcher de Saltoun avait été nommé commandant de la cavalerie, sous Grey. Fletcher était mal monté, car il y avait bien peu de chevaux dans le camp qui n'eussent été pris à la charrue. Lorsqu'il reçut l'ordre de marcher sur Bridport, il pensa que l'urgence et l'occasion exceptionnelle l'autorisaient à prendre, sans en demander la permission, un beau cheval appartenant à Dare. Dare se blessa de ce sans-façon, et accabla Fletcher de grossières injures. Fletcher se contint mieux qu'on n'aurait pu s'y attendre, vu son caractère bien connu. Enfin Dare, enhardi par la patience avec laquelle Fletcher supportait son insolence, s'avisa d'agiter sa cravache trop près du noble et fier Écossais. Le sang de Fletcher s'alluma, il tira un pistolet et tua Dare. Cette soudaine et violente vengeance n'aurait étonné personne en Écosse, où la loi avait toujours été faible, où celui qui ne se faisait pas justice de sa propre main courait risque de n'en obtenir aucune, et où, par conséquent, la vie humaine avait aussi peu de prix que dans les provinces les plus mal gouvernées de l'Italie. Mais le peuple de l'Angleterre n'était pas habitué à voir employer des armes meurtrières, et répandre le sang à propos d'un mot ou d'un geste grossiers, sauf dans un duel à armes égales entre gentilshommes. Un cri général de vengeance s'éleva contre l'étranger qui avait assassiné un

[1] Harl, Mss. 6845.

Anglais. Monmouth ne put résister à ces clameurs. Fletcher, qui, son premier moment de rage passé, se trouvait confondu de honte et de remords, chercha un refuge à bord du *Helderenbergh*, s'enfuit sur le continent, et se rendit en Hongrie, où il combattit bravement contre l'ennemi commun de la chrétienté [1].

Dans la situation des insurgés, la perte d'un homme de talent et d'énergie n'était pas facile à réparer. Le lendemain matin, 14 juin, Grey, accompagné de Wade, se mit en marche de bonne heure avec cinq cents hommes pour attaquer Bridport. Il s'engagea une action confuse et indécise, telle qu'on pouvait l'attendre de deux bandes de laboureurs, commandées par des gentilshommes campagnards et des avocats, opposées l'une à l'autre. Pendant quelque temps, les hommes de Monmouth poussèrent la milice devant eux; mais la milice fit ensuite résistance, et les hommes de Monmouth se retirèrent en désordre. Grey et sa cavalerie ne s'arrêtèrent que lorsqu'ils se retrouvèrent en sûreté à Lyme; mais Wade rallia l'infanterie, et la ramena en bon ordre [2].

Des clameurs violentes s'élevèrent contre Grey, et quelques-uns des aventuriers pressèrent Monmouth de se montrer sévère. Monmouth refusa toutefois de suivre ces conseils. Sa douceur a été attribuée, par quelques écrivains, à sa bonté naturelle, qui allait souvent jusqu'à la faiblesse; d'autres ont supposé qu'il n'avait pas voulu traiter avec rigueur le seul pair qui servit dans son armée. Mais il est probable que le duc, qui sans être un général de premier ordre comprenait beaucoup mieux la guerre que les avocats et les discoureurs qui l'accablaient de conseils, tint compte de certaines choses dont ne pouvaient tenir compte des hommes sans expé-

[1] Dépositions de Buyse dans la *Collection des procès d'État*, [illegible], t. 642. — Mss. de Ferguson, cité par Eachard.

[2] *Gazette de Londres*, 18 juin 1685. — Aveux de Wade. — Papers d'Hardwicke.

rience des affaires militaires. Pour être juste envers un homme qui a eu peu de défenseurs, il faut observer que la tâche qui fut assignée à Grey, pendant tout le cours de la campagne, était telle, qu'eût-il été le plus brave et le plus habile des soldats, il aurait eu de la peine à s'en acquitter. Il était commandant de la cavalerie. Il est reconnu qu'il faut plus de temps pour former un cavalier que pour former un fantassin, et plus de temps encore pour dresser le cheval que pour former le cavalier. On peut faire quelque chose d'une infanterie grossière et sans éducation militaire, qui a de l'enthousiasme et du courage physique; mais il n'y a absolument rien à faire d'une cavalerie inexpérimentée, composée de fermiers et de marchands montés sur des chevaux de chariots ou de poste; et telle était cependant la cavalerie que Grey commandait. La merveille n'est pas que ces hommes n'aient pas osé affronter résolûment le feu de l'ennemi ou se servir vigoureusement de leurs armes, mais qu'ils aient été capables de rester en selle.

Les recrues cependant arrivaient par centaines; tout le long du jour on s'occupait à les armer et à les exercer. Pendant ce temps-là les nouvelles de l'insurrection s'étaient répandues au loin. Le soir même du jour où le duc avait débarqué, Grégory Alford, maire de Lyme, Tory zélé et persécuteur acharné des non-conformistes, envoya ses domestiques répandre l'alarme parmi la *gentry* du Somersetshire et du Dorsetshire, et monta lui-même à cheval pour se rendre dans l'Ouest. Il s'arrêta tard dans la nuit à Honiton, et, de là, expédia à Londres quelques lignes tracées à la hâte pour apprendre les mauvaises nouvelles [1] : puis il poussa jusqu'à Exeter, où il trouva Christophe Monk, duc d'Albemarle. Ce gentilhomme, fils et héritier de Georges Monk, le restaurateur des Stuarts, était lord lieutenant

[1] Procès-verbaux des lords, 13 juin 1685.

du Devonshire, et passait à ce moment une revue de la milice; quatre mille hommes de gardes bourgeoises se trouvaient alors sous ses ordres. Il semble avoir pensé qu'avec cette force il pourrait en un seul moment écraser la rébellion; il se mit donc en marche pour Lyme.

Mais lorsque, dans l'après-midi du lundi, 15 juin, il arriva à Axminster, il trouva les insurgés qui étaient venus à sa rencontre. Ils lui firent face résolûment; quatre pièces de canon étaient pointées sur les troupes royales; les haies épaisses qui, de chaque côté, bordaient les sentiers étroits, étaient garnies de tirailleurs. Albemarle, toutefois, était moins alarmé par les dispositions de l'ennemi que par l'esprit qui se manifestait dans les rangs de ses propres soldats. Telle était la popularité de Monmouth, parmi le peuple du Devonshire, que si la milice avait pu apercevoir seulement une fois sa personne, elle eût passé en masse dans les rangs de son armée.

Albermale jugea donc prudent de se retirer, malgré la supériorité de ses forces. Sa retraite devint bientôt une déroute. Toute la campagne était jonchée d'armes et d'uniformes jetés par les fugitifs, et si Monmouth eût poussé la poursuite avec vigueur, il aurait probablement pris Exter sans coup férir. Mais se contentant de l'avantage qu'il avait remporté, il crut préférable de former un peu mieux ses soldats avant de les employer dans une entreprise hasardeuse. Il marcha donc vers Taunton, où il arriva le 18 juin, juste une semaine après son débarquement [1].

La cour et le parlement avaient été grandement agités par les nouvelles arrivées de l'Ouest. A cinq heures du matin, le samedi 13 juin, le roi reçut la lettre que le maire de Lyme avait envoyée d'Honiton. Le conseil privé fut im-

[1] Aveux de Wade. — Mss de Ferguson. — Papiers d'Axe, Harl. Mss. 6845. — Oldmixon, 701, 702. — Oldmixon, qui était alors enfant, habitait près de la scène de ces événements.

médiatement convoqué ; des ordres furent donnés pour augmenter les forces de toutes les compagnies d'infanterie et de cavalerie ; on décréta la levée de nouveaux régiments. La dépêche d'Alford fut envoyée aux lords, et on en communiqua la substance aux communes par un message. Les communes interrogèrent les courriers qui venaient d'arriver de l'Ouest, et, immédiatement, ordonnèrent qu'un bill, décrétant Monmouth de haute trahison, serait lancé contre lui. On vota des adresses dans lesquelles on assurait au roi que ses pairs et son peuple étaient déterminés à le soutenir, de leur vie et de leur fortune, contre tous ses ennemis. A la séance suivante, les chambres ordonnèrent que la déclaration des rebelles serait brûlée de la main du bourreau, et le bill d'*attainder* fut définitivement voté. Ce bill reçut le même jour la sanction royale, et une récompense de cinq mille livres sterling fut promise à celui qui arrêterait Monmouth [1].

Le fait de la prise d'armes de Monmouth contre le gouvernement était si notoire, que le bill d'*attainder* passa sans obstacle, sauf une ombre d'opposition de la part d'un ou deux pairs, et que les historiens whigs l'ont à peine condamné. Cependant, si nous considérons combien il est important que la distinction entre les fonctions législatives et les fonctions judiciaires soit maintenue ; que la rumeur publique, quelque forte et générale qu'elle soit, ne soit pas admise comme une preuve légale de culpabilité, et que personne ne soit condamné à mort sans avoir le moyen de se défendre ; si nous considérons enfin la facilité et la rapidité avec lesquelles s'élargissent les brèches faites à ces grands principes, nous serons disposés à penser que la conduite du parlement, en cette occasion, n'est pas sans reproche.

[1] *Gazette de Londres*, 18 juin 1685. — Procès-verbaux des lords et des communes, 13 et 15 juin. — Dépêche hollandaise, 16-26 juin

Aucune des deux chambres n'était en possession d'aucun témoignage, qu'un juge même aussi corrompu que Jeffreys eût pu recommander à un jury comme preuve de la culpabilité de Monmouth. Les messagers interrogés par les communes n'avaient pas prêté serment, et pouvaient, en conséquence, avoir raconté de pures fables sans encourir la punition du parjure. Les lords, qui auraient pu déférer le serment, ne semblent avoir interrogé aucun témoin, et n'avoir eu en leur possession d'autres preuves que la lettre du maire de Lyme, qui, aux yeux de la loi, n'était pas le moins du monde une preuve. L'extrême danger, il est vrai, justifie les remèdes extrêmes; mais le bill d'*attainder* était un remède qui ne pouvait opérer que lorsque le danger serait passé, et qui devenait superflu au moment où on pourrait l'appliquer. Tant que Monmouth était en armes, il était impossible de l'exécuter, et, une fois vaincu et pris, il n'existait aucune difficulté qui pût empêcher de le mettre en jugement. On se rappela plus tard, comme une curieuse circonstance, que, parmi les zélés Tories qui portèrent le bill de la chambre des communes à la barre de la chambre des lords, était sir John Fenwick, membre du parlement pour le Northumberland [1]. Ce même gentilhomme, quelques années plus tard, eut occasion de revenir sur la question, et arriva à la conclusion que les actes d'*attainder* sont entièrement injustifiables.

Le parlement donna encore, dans cette heure de péril, d'autres preuves de sa fidélité. Les communes autorisèrent le roi à lever une somme de quatre cent mille livres pour les nécessités présentes, et afin qu'il n'éprouvât pas de difficulté à trouver cet argent, elles s'occupèrent de créer de nouveaux impôts. Le projet de taxe

[1] Oldmixon se trompe en disant que Fenwick proposa le bill. Il fut proposé, comme le témoignent les procès-verbaux, par lord Ancram.

sur les maisons récemment construites dans la capitale fut remis sur le tapis et vigoureusement défendu par les gentilshommes campagnards. On résolut, non-seulement de taxer les nouvelles maisons, mais encore de porter un bill défendant de bâtir dans toute la circonscription de Londres. Cette résolution, toutefois, n'eut pas de suites. Les hommes puissants qui possédaient des propriétés dans les faubourgs, et qui espéraient voir s'élever sur leurs terrains des rues et des places nouvelles, employèrent toute leur influence contre le projet. On s'aperçut, en outre, qu'il faudrait du temps pour arranger tous les détails de cette loi, et les besoins du roi étaient si pressants, qu'il crut nécessaire d'aiguillonner la chambre en l'exhortant doucement à se hâter. On abandonna donc ce plan de taxe sur les maisons, et on frappa de nouveaux droits, pour un espace de cinq années, sur les soies, les toiles et les spiritueux étrangers [1].

Les Tories de la chambre basse présentèrent aussi ce qu'ils appelaient un bill pour la conservation de la personne et du gouvernement du roi. Ils proposaient qu'on regardât comme un crime de haute trahison de dire que Monmouth était légitime, d'exprimer des paroles tendant à exciter à la haine ou au mépris de la personne ou du gouvernement du souverain, de faire une motion au parlement pour changer l'ordre de la succession au trône. Quelques-unes de ces propositions excitèrent le mépris et l'alarme du public. Les Whigs, tout faibles et peu nombreux qu'ils fussent, essayèrent de se rallier, et se trouvèrent bientôt renforcés par un nombre considérable de modérés et sages Cavaliers. Un honnête homme, disait-on, peut facilement se tromper sur la signification des mots, et un coquin peut aisément les détourner

[1] Procès-verbaux des communes des 17, 18, 19 juin 1685. — *Mémoires de Reresby.*

de leur sens. On prendra au sens littéral ce qui n'a été dit que par métaphore. Une particule, le temps ou le mode d'un verbe, une certaine prononciation, pourront établir toute la différence entre la culpabilité et l'innocence. Le Sauveur du genre humain lui-même, dont la sainte vie n'offrait aucun acte dont la malice pût s'emparer, fut accusé pour ses paroles. De faux témoins supprimèrent une syllabe qui eût prouvé que ses paroles n'avaient qu'un sens figuré, et fournirent ainsi au sanhédrin le prétexte du plus hideux assassinat judiciaire qui ait jamais été commis. Après un tel exemple, qui pouvait affirmer que la vie du plus fidèle sujet pût être en sûreté, si les paroles étaient assimilées à une trahison positive? Ces arguments produisirent un si puissant effet, que des amendements qui mitigeaient grandement la sévérité du bill furent adoptés par le comité; mais la clause qui déclarait coupable de haute trahison tout membre du parlement qui proposerait d'exclure du trône un prince du sang ne souleva aucun débat et fut maintenue. Elle n'avait, il est vrai, aucune importance, excepté comme preuve de l'ignorance et de l'inexpérience des fougueux royalistes qui remplissaient la chambre des communes. S'ils avaient eu les premiers éléments de législation, ils auraient vu que la clause à laquelle ils attachaient une si grande valeur serait superflue tant que le parlement serait disposé à maintenir l'ordre de succession, et serait rappelée aussitôt qu'un autre parlement serait disposé à changer l'ordre légitime d'hérédité [1].

Le bill ainsi amendé passa à la chambre des lords, mais ne devint pas définitivement une loi. Le roi avait obtenu du parlement tous les secours pécuniaires qu'il

[1] Procès-verbaux des communes, 13-19 juin 1685. *Mémoires de lord Lonsdale*, 8, 9. — Burnet, I, 640. Ce bill, tel qu'il fut amendé par le comité, se trouve dans l'ouvrage historique de M. Fox, appendice III. Si le récit de Burnet est exact, les crimes qui ne sont punis, dans le bill amendé, que par des incapacités civiles, sont punis, dans le bill original, de la peine capitale.

pouvait en espérer, et il pensa que tant que la rébellion serait menaçante, sa fidèle noblesse lui serait plus utile dans les comtés qu'à Westminster. Il hâta donc la clôture des délibérations, et le 2 juillet prononça la fin de la session. Le même jour, il donna sa sanction à une loi qui faisait revivre la censure de la presse, qui n'existait plus depuis 1679. Quelques mots mis à la fin d'un statut qui prolongeait la durée de plusieurs actes suffirent pour atteindre ce but. Les courtisans ne crurent pas avoir remporté un grand triomphe. Les Whigs ne firent pas entendre un murmure. Ni à la chambre des lords, ni à la chambre des communes, il n'y eut de vote par division; il n'y eut même pas, à notre connaissance, de débat sur une question qui, de nos jours, bouleverserait le système de la société. A la vérité, le changement était léger, et pour ainsi dire imperceptible; car, depuis la découverte du complot de Rye-House, la liberté de la presse n'existait que de nom. Depuis plusieurs mois, il n'avait été publié contre le pouvoir aucun pamphlet, si ce n'est clandestinement, et on pouvait encore en publier de semblables de la même manière [1].

Les chambres se séparèrent ensuite; elles ne furent pas prorogées, mais seulement ajournées, afin que, lorsqu'elles se réuniraient de nouveau, elles pussent reprendre leurs affaires juste au point où elles les avaient laissées [2].

Tandis que le parlement lançait ainsi des lois sévères contre Monmouth et ses partisans, le duc trouvait à Taunton une réception bien faite pour entretenir en lui l'espérance que son entreprise aurait une heureuse issue. Taunton, comme beaucoup d'autres villes du Sud de l'Angleterre, était alors plus importante qu'à présent. Ces villes n'ont pas décliné; au contraire, elles sont

[1] 1 Jac. II, c. 17. — Procès-verbaux des lords, 2 juillet 1685.

[2] Procès-verbaux des lords et des communes, 2 juillet 1685.

à peu d'exceptions près, plus grandes et plus riches, mieux bâties et plus peuplées qu'au dix-septième siècle; mais quoiqu'elles aient positivement avancé, elles ont relativement rétrogradé. Elles ont été très-dépassées en richesses et en population par les grandes villes commerçantes et manufacturières du Nord, par des villes qui, du temps des Stuarts, commençaient à peine à être connues comme sièges de l'industrie. Taunton était une ville extrêmement prospère lorsque Monmouth y arriva. Ses marchés étaient abondamment pourvus. Ses manufactures de laine étaient renommées. Ses habitants se vantaient de vivre dans une terre où coulaient le miel et le lait, et ce langage n'était pas seulement celui d'habitants partiaux; car tout étranger qui montait au haut de la gracieuse tour de Sainte-Marie-Madeleine était forcé d'avouer qu'il voyait étendue sous ses yeux la plus fertile des vallées anglaises. C'était une campagne couverte de vergers et de gras pâturages, que parsemait et égayait une riante abondance de châteaux, de villas, de clochers. Les habitants de la ville inclinaient depuis longtemps vers les doctrines presbytériennes et les opinions whigs. Pendant la grande guerre civile, Taunton était restée fidèle au parlement à travers toutes les vicissitudes de la lutte, avait été deux fois assiégée et sur le point d'être emportée par Goring, et avait été deux fois défendue avec une valeur héroïque par Robert Blake, qui plus tard fut le célèbre amiral de la république. Des rues entières avaient été détruites par les mortiers et les grenades des Cavaliers. Les vivres avaient été si rares, que l'indomptable gouverneur avait annoncé l'intention de nourrir la garnison avec de la chair de cheval; mais le courage de la ville n'avait pu être dompté ni par le feu ni par la faim [1].

La restauration n'altéra point les opinions des habi-

[1] Toulmin, *Histoire de Taunton*, édition de Savage.

tants de Taunton. Ils continuèrent encore à célébrer l'anniversaire du jour heureux où l'armée royale avait levé le siége de leur ville, et leur opiniâtre attachement à la vieille cause excita tant de craintes et de ressentiments à Whitehall, que leurs fossés furent comblés et leurs remparts entièrement détruits par ordre du roi[1]. L'esprit puritain avait été entretenu chez eux et conservé dans toute son ardeur par les préceptes et l'exemple d'un des membres les plus célèbres du clergé dissident, Joseph Alleine. Alleine était l'auteur d'un traité intitulé : *Cri d'alarme pour les non-convertis*, qui est encore populaire en Angleterre et en Amérique. De la prison où il avait été renfermé par les Cavaliers victorieux, il adressa à ses bien-aimés frères de Taunton des épîtres où respirait l'esprit d'une piété vraiment héroïque. Son corps succomba bientôt sous le poids de l'étude, du travail et de la persécution, mais sa mémoire fut longtemps entourée d'un amour et d'un respect profonds par tous ceux qu'il avait exhortés et catéchisés[2].

Les fils des hommes qui avaient défendu, quarante ans auparavant, les remparts de Taunton contre les royalistes reçurent Monmouth avec des transports de joie et d'affection. Toutes les portes et toutes les fenêtres étaient ornées de guirlandes de fleurs. Personne ne paraissait dans les rues sans porter à son chapeau un bouquet de feuilles vertes, symbole et couleurs de la cause populaire. Les demoiselles des meilleures familles de la ville brodèrent des drapeaux pour les insurgés. Un de ces drapeaux, particulièrement, magnifiquement orné des emblèmes de la puissance royale, fut offert à Monmouth par une députation de jeunes filles. Il reçut ce présent avec la séduisante courtoisie qui le distinguait. La dame qui marchait en tête du cortége lui présenta

[1] Sprat, *Récit véridique*. — Toulmin, *Histoire de Taunton*.

[2] *La Vie et la Mort de Joseph Alleine*, 1672. — *Mémorial non-conformiste*.

aussi une petite Bible d'un grand prix. Il la prit avec toutes les apparences du respect, et dit : « Je viens pour défendre les vérités contenues dans ce livre et pour les sceller, s'il le faut, de mon sang[1]. »

Cependant Monmouth, tout en jouissant des applaudissements de la multitude, ne pouvait s'empêcher de remarquer, avec crainte et souci, que les classes élevées étaient presque, sans exception, hostiles à son entreprise, et qu'il n'y avait eu de soulèvement que dans les comtés où il avait apparu en personne. Ses agents, qui prétendaient tirer leurs informations de Wildman, lui avaient affirmé naguère que toute l'aristocratie whig brûlait de prendre les armes. Il y avait cependant plus d'une semaine que l'étendard bleu avait été arboré à Lyme. Des journaliers, des petits fermiers, des boutiquiers, des apprentis, des prédicateurs dissidents, s'étaient rendus en foule dans le camp des rebelles, mais pas un pair, pas un baronnet, pas un chevalier, pas un membre de la chambre des communes ne s'étaient joints aux envahisseurs; à peine leurs rangs s'étaient-ils recrutés d'un *esquire* assez notable pour pouvoir être juge de paix. Ferguson qui, depuis la mort de Charles, avait été le mauvais ange de Monmouth, avait une explication toute prête. Le duc, disait-il, s'était mis dans une fausse position en déclinant le titre de roi. S'il s'était déclaré souverain de l'Angleterre, sa cause aurait eu toutes les couleurs de la légalité. Maintenant, au contraire, il était impossible de réconcilier sa déclaration avec les principes de la constitution. Il était de toute évidence que l'un des deux, ou Monmouth, ou son oncle, était le roi légitime. Monmouth n'avait pas osé se déclarer le roi légitime, et cependant il niait que son oncle le fût. Ceux qui combattaient pour Jacques combattaient pour la seule personne qui osât se dire légitime souverain, et ils

[1] Harl. Mss. 7006. — Eachard, III, 763.

remplissaient, par conséquent, leur devoir conformément aux lois du royaume. Ceux qui combattaient pour Monmouth combattaient pour une constitution inconnue, qui devait être établie par une convention dont l'existence était encore à venir. Personne ne pouvait s'étonner que des hommes d'un rang élevé et d'une grande fortune se tinssent à l'écart d'une entreprise qui menaçait de la destruction ce système à la stabilité duquel ils étaient si profondément intéressés. Si le duc, au contraire, affirmait sa légitimité et prenait la couronne, il détruisait cette objection. La question cesserait d'être posée entre une ancienne et une nouvelle constitution : elle ne serait plus qu'une question de droit héréditaire entre deux princes.

C'est par ces arguments que Ferguson, presque aussitôt après le débarquement, avait vivement pressé le duc de se déclarer roi, et Grey était du même avis. Monmouth aurait volontiers suivi ce conseil ; mais Wade et les autres républicains s'y étaient opposés, et leur chef, avec sa flexibilité ordinaire, avait cédé à leurs arguments. A Taunton, la question fut remise sur le tapis. Monmouth conféra en particulier avec les opposants, leur assura qu'il ne voyait pas d'autre moyen d'obtenir le concours d'une partie de l'aristocratie, et parvint à leur arracher un consentement qu'ils donnèrent à contrecœur. Le matin du 20 juin il fut proclamé sur la place du marché de Taunton. Ses partisans acclamèrent son nouveau titre avec transport. Mais, comme il aurait pu arriver quelque confusion si on l'eût appelé le roi Jacques II, on se servit généralement, pour le désigner, du nom étrange de roi Monmouth, et bien des gens encore vivants peuvent se rappeler d'avoir entendu les habitants des comtés de l'Ouest mentionner sous ce nom leur idole infortunée[1].

[1] Aveux de Wade. — Aveux de Goodenough. Harl. Mss. 1152. —

Vingt-quatre heures après avoir pris le titre de roi, Monmouth publia diverses proclamations revêtues de sa signature. L'une d'elles mettait à prix la tête de son rival. Une autre déclarait illégal le parlement siégeant à Westminster, et ordonnait à ses membres de se dissoudre. Une troisième défendait au peuple de payer les taxes à l'usurpateur, et une quatrième déclarait Albemarle traître [1].

Albemarle envoya ces proclamations à Londres comme de simples échantillons de folie et d'impertinence ; elles ne produisirent d'autre effet que l'étonnement et le mépris, et Monmouth n'eut guère lieu de penser qu'il eût amélioré sa position en prenant le titre de roi. Il ne s'était écoulé qu'une semaine depuis qu'il s'était solennellement engagé à ne pas prendre la couronne jusqu'à ce qu'un libre parlement eût reconnu ses droits. En rompant cet engagement, il avait encouru l'imputation de légèreté, sinon de perfidie. La classe qu'il avait espéré se concilier se tenait toujours à l'écart. Les raisons qui empêchaient les grands lords et les chefs éminents du parti whig de le reconnaître comme leur roi étaient pour le moins aussi fortes que les raisons qui les avaient empêchés de le reconnaître comme leur capitaine général. Ils détestaient, il est vrai, la personne, la religion et la politique de Jacques ; mais Jacques n'était plus jeune. Sa fille aînée était justement populaire ; elle était attachée à la religion réformée ; elle était mariée à un prince qui était le chef héréditaire des protestants du continent, à un prince qui avait été élevé dans une république, et qu'on pouvait supposer animé des sentiments qui conviennent à un roi constitutionnel. Était-il

Oldmixon, 702. — La déposition de Ferguson ne mérite aucun crédit. Une copie de cette proclamation se trouve dans les Harl. Mss. 7006.

[1] Des copies des trois dernières proclamations se trouvent au British Museum, Harl. Mss. 7006. Je n'ai jamais vu la première, mais elle est mentionnée par Wade.

sage de s'exposer aux horreurs de la guerre civile, pour tenter simplement la chance d'accomplir immédiatement le changement que, selon toute probabilité, la nature accomplirait avant peu d'années, sans violation aucune des lois, sans effusion de sang? Il était possible qu'il existât des raisons pour renverser Jacques ; mais existait-il des raisons pour élever Monmouth sur le trône? Exclure un prince du trône en raison de son incapacité était une mesure en harmonie avec les principes whigs ; mais il n'y avait aucun principe qui autorisât à exclure des héritiers légitimes qui étaient considérés par tous les partis non-seulement comme innocents, mais comme éminemment dignes de la confiance publique. Que Monmouth fût légitime, bien plus, qu'il crût lui-même à sa légitimité, aucun homme intelligent ne pouvait l'admettre. Il était donc non-seulement un usurpateur, mais encore un usurpateur de la pire espèce, c'est-à-dire un imposteur. S'il parvenait à se donner quelque apparence de droits, ce ne pouvait être que par les moyens du faux et du parjure. Toutes les personnes honnêtes et sensées se refusaient à l'idée de voir récompenser par la couronne d'Angleterre une fraude qui, employée pour acquérir une fortune, eût été punie du fouet et du pilori. La vieille noblesse du royaume ne pouvait supporter l'idée que le bâtard de Lucy Walters commandât aux descendants légitimes des Fitzalans et des De Veres. Ceux qui étaient capables de lire dans l'avenir pouvaient prévoir que si Monmouth réussissait à renverser le gouvernement existant, il éclaterait encore une guerre entre lui et la maison d'Orange, guerre qui pourrait durer plus longtemps et produire plus de malheurs que la guerre des Roses, guerre qui partagerait probablement les protestants de l'Europe en partis ennemis, qui pourrait armer l'Angleterre et la Hollande l'une contre l'autre, et faire de ces deux pays une proie facile pour la France. L'opinion de tous les chefs whigs semble donc avoir été

que l'entreprise de Monmouth ne pouvait manquer de finir par quelque grand désastre pour la nation, et que sa défaite serait après tout un moins grand désastre que sa victoire.

L'inaction de l'aristocratie whig ne fut pas le seul mécompte des envahisseurs. La richesse et la puissance de Londres avaient suffi durant la précédente génération, et pouvaient encore suffire à faire pencher la balance dans un conflit civil. Les habitants de Londres avaient donné des preuves nombreuses de leur haine pour le papisme et de leur affection pour le duc protestant. Ce dernier avait été trop prompt à croire qu'il y aurait un soulèvement dans la capitale, aussitôt après son débarquement. Bien qu'on lui eût donné avis que des milliers de citoyens s'étaient enrôlés pour la bonne cause, rien, en réalité, n'avait été accompli. La vérité, c'est que lorsque le moment critique arriva, le cœur manqua aux agitateurs qui avaient poussé Monmouth à envahir l'Angleterre, qui lui avaient promis de se lever au premier signal et qui s'étaient imaginés peut-être, alors que le danger était éloigné, qu'ils auraient le courage de tenir leur promesse. La frayeur de Wildman fut telle, qu'il sembla en avoir perdu la raison. Le lâche Danvers s'excusa d'abord de son inaction en disant qu'il ne prendrait les armes que lorsque Monmouth serait proclamé roi, et lorsque Monmouth eut pris le titre de souverain, il fit volte-face et déclara que les bons républicains étaient déliés de tous leurs engagements envers un chef qui avait si honteusement menti à sa parole. Dans tous les siècles, les plus vils échantillons de la nature humaine se sont trouvés parmi les démagogues [1].

Le lendemain du jour où Monmouth eut pris le titre de roi, il marcha de Taunton à Bridgewater. On remarqua qu'il avait peu de bonne humeur et de confiance. Les

[1] Récit de Grey. — Manuscrit de Ferguson. — Eachard, III, 754.

acclamations des multitudes dévouées qui l'environnaient partout où il passait ne parvenaient pas à dissiper la sombre tristesse répandue sur son visage. Ceux qui l'avaient vu pendant son voyage à travers le Somersetshire, cinq ans auparavant, ne pouvaient observer sans pitié les traces du malheur et de l'inquiétude sur les traits doux et charmants qui avaient conquis tant de cœurs [1].

Ferguson était d'une humeur bien différente. Cet homme unissait à sa scélératesse une vanité excentrique qui ressemblait à de la folie. La pensée qu'il avait excité une révolte et fait un roi lui avait tourné la tête. Il allait, faisant le rodomont, brandissant son épée nue et criant à la foule des spectateurs qui s'étaient assemblés pour voir l'armée sortir de Taunton : « Regardez-moi! vous avez entendu parler de moi ; c'est moi qui suis le fameux Ferguson dont on a mis la tête à un si haut prix.» Et cet homme sans principes et d'un cerveau malade disposait cependant de l'intelligence et de la conscience du malheureux Monmouth [2].

Bridgewater était une des quelques villes qui avaient encore des magistrats whigs. Le maire et les aldermen vinrent en costume officiel recevoir Monmouth, marchèrent en procession devant lui jusqu'à la place publique, et là le proclamèrent roi. Ses troupes trouvèrent d'excellents quartiers, et les habitants de la ville et du voisinage leur fournirent pour rien, ou presque rien, tout ce dont elles pouvaient avoir besoin. Il établit sa résidence au château, édifice qui jadis avait été honoré de visites royales. Son armée campait autour. Elle se composait d'environ six mille hommes, et n'eût été le manque d'armes, elle aurait pu aisément être de plus du double. Le duc n'a-

[1] *La Persécution exposée* par John Whiting.

[2] Harl., Mss. 6845

vait apporté avec lui du continent qu'un petit nombre de piques et de mousquets. Beaucoup de ses hommes n'avaient donc d'autres armes que celles qu'ils s'étaient faites avec leurs outils de laboureurs et de mineurs. Le plus formidable de ces grossiers instruments de guerre était celui que l'on fabriquait en attachant le fer d'une faux tout droit au bout d'un long bâton [1]. Les sous-constables des environs de Taunton et de Bridgewater reçurent l'ordre de chercher partout des faux et d'apporter au camp toutes celles qu'ils pourraient trouver. Il fut impossible, même par ce moyen, d'en trouver un grand nombre; et il fallut, en conséquence, renvoyer beaucoup de gens qui demandaient à s'enrôler [2].

L'infanterie fut divisée en six régiments. Beaucoup des hommes qui la composaient avaient servi dans la milice et portaient encore leurs uniformes rouges et jaunes. La cavalerie se composait d'un millier d'hommes environ, dont la plupart étaient montés sur de gros poulains de l'espèce de ceux qu'on élevait alors par grands troupeaux dans les marais du Somersetshire, pour fournir Londres de chevaux de voiture et de chariot. Ces animaux étaient si peu dressés pour le service militaire, qu'ils savaient à peine obéir à la bride, et devenaient rétifs aussitôt qu'ils entendaient tirer un canon ou battre un tambour. Une petite compagnie de gardes du corps, composée de quarante jeunes gens armés et équipés à leurs propres frais, escortait Monmouth. Les gens de Bridgewater, qui s'étaient enrichis par la prospérité de leur commerce côtier, fournirent à Monmouth une petite somme d'argent [3].

En même temps les forces du gouvernement se ras-

[1] On peut encore voir dans la Tour un de ces instruments.

[2] Récit de Grey, et Récit de Ferguson dans l'appendice à *Justification par Heywood*.

[3] Oldmixon, 702.

semblaient avec rapidité. A l'ouest de l'armée rebelle se tenait toujours Albemarle avec un corps considérable de la milice du Devonshire. A l'est, les gardes bourgeoises du Wiltshire s'étaient réunies sous le commandement de Thomas Herbert, comte de Pembroke. Au nord-est, Henri Somerset, duc de Beaufort, était sous les armes. La puissance de Beaufort avait quelque ressemblance avec celle des grands barons du quinzième siècle. Il était président du pays de Galles, et lord lieutenant de quatre comtés anglais. Ses tournées officielles à travers la vaste région où il représentait la majesté du trône étaient à peine inférieures en pompe aux voyages royaux. L'état de sa maison, à Badminton, était réglé d'après la mode des précédentes générations. Il faisait valoir lui-même les terres qui s'étendaient autour de ses parcs, et les laboureurs qui les cultivaient faisaient partie de sa famille. Neuf tables étaient tous les jours dressées sous son toit pour deux cents personnes. Une foule de gentilshommes et de pages étaient sous les ordres de son intendant. Une troupe entière de cavalerie obéissait à son grand écuyer. Sa cuisine, sa cave, ses chiens et ses chevaux étaient renommés dans toute l'Angleterre. Les gentilshommes campagnards, à plusieurs milles à la ronde, étaient fiers de la magnificence de leur puissant voisin, et étaient en même temps charmés de son affabilité et de sa bienveillance. Il était un zélé Cavalier de la vieille école. Il usa donc, dans cette crise, de toute son influence et de toute son autorité en faveur de la couronne, et occupa Bristol avec les gardes bourgeoises du Gloucestershire, qui semblent avoir été mieux disciplinées que la plupart des troupes du même genre[1].

Dans les comtés plus éloignés du Somersetshire, les

[1] North, *Vie de Guildford*, 132. — Le compte-rendu des tournées de Beaufort dans le pays de Galles et les comtés voisins se trouve dans les *Gazettes de Londres* de juillet 1684. — Lettre de Beaufort à Clarendon, 19 juin 1685.

défenseurs du trône étaient sur le qui-vive. La milice du Sussex commençait à marcher vers l'Ouest, sous le commandement de Richard, lord Lumley, qui, bien qu'il eût tout récemment abjuré la foi catholique romaine, n'en restait pas moins fidèlement attaché à un roi catholique romain. James Bertie, comte d'Abingdon, convoquait la milice de l'Oxfordshire. John Fell, évêque d'Oxford, qui était également doyen du collége de Christ-Church, appelait les étudiants de son université à prendre les armes pour la défense de la couronne. Ils s'empressèrent de se faire inscrire. Christ-Church fournit à lui seul près de cent piquiers ou mousquetaires. De jeunes nobles et des *gentlemen* étudiants de l'université servirent d'officiers à cette troupe, dont le colonel fut le fils aîné du lord lieutenant[1].

Mais c'était principalement sur les troupes régulières que comptait le roi. Churchill avait été envoyé dans l'Ouest avec les *bleus*, et Feversham allait suivre avec toutes les forces qu'on pourrait retirer des environs de Londres. On avait fait partir pour la Hollande un courrier porteur d'une lettre ordonnant à Skelton de demander le renvoi immédiat, sur les bords de la Tamise, des trois régiments anglais au service des Provinces-Unies. Lorsque cette demande fut faite, le parti hostile à la maison d'Orange, ayant à sa tête les députés d'Amsterdam, essaya d'occasionner quelque retard. Mais l'énergie de Guillaume, qui avait autant à perdre que Jacques, et qui voyait avec une sérieuse inquiétude les progrès de Monmouth, surmonta cette opposition, et quelques jours après les troupes s'embarquèrent[2]. Les trois régiments écossais étaient déjà en Angleterre. Ils étaient arrivés en bon état à Gravesend, et Jacques les avait passés en revue à Blackheath. Il répéta à plusieurs reprises, à l'ambassadeur hollandais,

[1] L'évêque Fell à Clarendon, 16 juin ; — Abingdon à Clarendon, 20, 25, 26 juin 1685. — Lansdowne, Mss. 846.

[2] Avaux, 7-17 ; 6-16 juillet 1685.

qu'il n'avait de sa vie vu de plus belles troupes et mieux disciplinées, et avait exprimé les plus vifs remerciements au prince d'Orange et aux états-généraux pour un renfort si précieux et si opportun. Cette satisfaction n'était cependant pas sans mélange. Malgré leurs belles manœuvres, ces troupes n'étaient pas sans quelque teinture de la politique et des opinions religieuses hollandaises. Un de ces soldats fut fusillé, et un autre fut fouetté pour avoir porté la santé du duc de Monmouth. On ne jugea donc pas prudent de les placer au poste du danger. On les garda dans le voisinage de Londres jusqu'à la fin de la campagne. Mais leur arrivée permit au roi d'envoyer dans l'Ouest quelques troupes d'infanterie dont, sans cela, il aurait eu besoin dans la capitale [1].

Tout en se préparant ainsi à un combat en règle avec les rebelles, le gouvernement ne négligeait point des précautions d'un autre genre. Dans Londres, seul, on arrêta deux cents personnes qu'on soupçonnait capables de se mettre à la tête d'un mouvement whig. Parmi les prisonniers se trouvaient plusieurs marchands de grande importance. Tous ceux qui pouvaient être suspects à la cour étaient dans la crainte. Une tristesse générale planait sur la capitale. Les affaires étaient languissantes à la bourse, et les théâtres si généralement déserts, qu'un nouvel opéra, écrit par Dryden, et monté avec un luxe de décors inconnu jusqu'alors, fut retiré parce que les recettes ne pouvaient pas couvrir les dépenses de la représentation [2]. Les magistrats et le clergé se montraient partout très-actifs. Les dissidents étaient partout strictement surveillés. Le Cheshire et le Shropshire furent en proie à une violente persécution ; dans le Northamptonshire, les arrestations furent nombreuses, et la geôle d'Oxford se remplit de prisonniers. Pas un ministre

[1] Citters, 30 juin-10 juillet ; 3-13 juillet ; 21-31 juillet 1685. — Avaux, nég., 5-15 juillet. — *Gazette de Londres*, 6 juillet.

[2] Barillon, 6-16 juillet 1685. — *Préface* de Scott à *Albion et Albanius*.

puritain, quelque modérées que fussent ses opinions, quelque réservée que fût sa conduite, n'était assuré de ne pas être arraché à sa famille et jeté en prison[1].

Cependant Monmouth, sorti de Bridgewater, avançait toujours, harcelé pendant tout le cours de sa marche par Churchill, qui semble avoir fait tout ce qu'il était possible à un brave et intelligent officier de faire avec une poignée d'hommes. L'armée rebelle, très-fatiguée, et par l'ennemi et par une grande pluie, s'arrêta, dans la soirée du 22 juin, à Glastonbury. Les maisons de cette petite ville ne pouvaient pas suffire à loger une armée si nombreuse. Une partie des soldats s'établirent donc dans les églises, et les autres allumèrent leurs feux au milieu des ruines de l'abbaye, autrefois la plus riche des maisons religieuses de notre île. De Glastonbury, le duc se rendit à Wells, et de là à Shepton Mallet[2].

Jusque-là il avait erré de ville en ville, sans autre but, semblerait-il, que celui de réunir des troupes. Maintenant il devenait nécessaire de former quelque plan d'opérations militaires. Sa première idée fut de s'emparer de Bristol. Un grand nombre des habitants de cette ville importante étaient Whigs. Une des ramifications du complot whig s'était étendue jusque-là. La garnison ne se composait que des gardes bourgeoises du Gloucestershire. Si Beaufort et ses paysans pouvaient être dispersés avant l'arrivée des troupes régulières, les rebelles se trouveraient en possession d'amples ressources pécuniaires; la confiance au succès des armes de Monmouth s'accroîtrait, et ses amis dans tout le royaume auraient plus de courage pour se déclarer ouvertement. Bristol avait des fortifications, faibles au nord de l'Avon, du

[1] Abingdon à Clarendon, 20 juin 1685. — *Vie de Philippe Henri*, par Bates.

[2] *Gazette de Londres*, 22 et 25 juin 1685. — Aveux de Wade. — Oldmixon, 703. — Harl., Ms. 6845.

côté du Gloucestershire, mais beaucoup plus fortes au sud, du côté du Somersetshire. On se détermina donc à faire l'attaque du côté du Gloucestershire; mais, pour cela, il fallait faire un détour et traverser l'Avon à Keynsham. Le pont de Keynsham avait été démoli en partie par la milice et était pour lors impraticable. On dépêcha en avant un détachement pour faire les réparations nécessaires. Les autres troupes suivirent plus lentement, et firent halte le soir du 24 juillet, à Pensford, pour se reposer. Là elles n'étaient qu'à cinq milles de Bristol, du côté du Somersetshire; mais le côté du Gloucestershire, qu'on ne pouvait atteindre qu'en tournant Keynsham, était éloigné d'une bonne journée de marche[1].

Cette nuit fut à Bristol une nuit de grand tumulte et de longue attente. Les partisans de Monmouth savaient qu'il était presque en vue de la ville, et s'imaginaient qu'il y serait entré avant l'aurore. Une heure environ après le coucher du soleil, un bâtiment marchand amarré au quai prit feu. Une telle circonstance, dans un port encombré de vaisseaux, ne pouvait qu'exciter de grandes alarmes. Le fleuve tout entier se remplit de mouvement et de bruit. Les rues s'encombrèrent. Des cris séditieux se firent entendre au milieu des ténèbres et de la confusion. Plus tard, Whigs et Tories s'accordèrent à dire que l'incendie avait été allumé par les partisans de Monmouth, dans l'espoir que les gardes bourgeoises étant occupées à empêcher le feu de s'étendre, l'armée rebelle pourrait pendant ce temps-là faire une attaque hardie et entrer dans la ville par le côté du Somersetshire. Si tel était le dessein des incendiaires, il échoua complétement. Beaufort, au lieu d'envoyer ses hommes sur le quai, les tint toute la nuit sous les armes autour de la belle église de Sainte-Marie Redcliff, au sud de l'Avon.

[1] Aveux de Wade.

Il aimerait mieux, disait-il, voir brûler la ville, il la brûlerait lui-même, plutôt que de la voir occupée par les traîtres. Il était en mesure, grâce au secours de quelques troupes de cavalerie régulière qui étaient venues de Chippenham quelques heures auparavant, de prévenir une insurrection. Il lui aurait été impossible, cependant, de résister à la fois aux mécontents de la ville et à une attaque extérieure, mais cette attaque n'eut pas lieu. On voyait très-distinctement de Pensford l'incendie qui causait tant d'émotion dans Bristol. Monmouth, toutefois, ne crut pas devoir changer son plan. Il resta tranquille jusqu'au lever du soleil, et marcha alors sur Keynsham. Il trouva le pont réparé. Il se décida à laisser reposer son armée pendant l'après-midi et à marcher sur Bristol aussitôt que la nuit serait venue [1].

Mais il était trop tard. Les forces du roi approchaient. Le colonel Oglethorpe, à la tête d'environ cent hommes des gardes du corps, fondit sur Keynsham, dispersa deux corps de cavalerie rebelle qui osèrent lui résister, et se retira sans grande perte, après avoir fait beaucoup de mal. Dans ces circonstances, on jugea nécessaire d'abandonner l'attaque de Bristol [2].

Qu'y avait-il à faire alors? Plusieurs plans furent proposés et discutés. On suggéra que Monmouth pouvait se rendre à Gloucester, y traverser la Saverne, briser le pont derrière lui, et, protégé ainsi sur son flanc droit par le fleuve, traverser le Worcestershire et se rendre dans le Shropshire et le Cheshire. Il avait jadis fait un voyage dans ces comtés et y avait été reçu avec autant d'enthousiasme que dans le Somersetshire et le Devonshire. Sa présence pourrait y ranimer l'ardeur de ses anciens amis, et son armée, au bout de quelques jours, pourrait se trouver doublée.

[1] Aveux de Wade. — Oldmixon, 701. — Harl., Mss. 6845. — Requisitoire de Jeffreys devant le grand jury de Bristol, 21 septembre 1685.

[2] *Gazette de Londres*, 29 juin 1685. — Aveux de Wade.

Toutefois, après ample examen, on s'aperçut que ce plan, quoique spécieux, était impraticable. Les rebelles, mal chaussés pour les marches qu'ils venaient de faire, étaient exténués de fatigue à cause des boues profondes qu'il leur avait fallu traverser chaque jour sous une pluie battante. Harcelés et arrêtés à chaque instant, comme ils le seraient, par la cavalerie ennemie, ils ne pouvaient espérer d'arriver à Gloucester sans être atteints par le principal corps des troupes royales, et forcés à une action générale dans les conditions les plus désavantageuses.

On proposa alors d'entrer dans le Wiltshire. Des gens qui prétendaient connaître parfaitement ce comté assuraient que le duc y serait rejoint par des renforts assez considérables pour le mettre en état de livrer bataille [1].

Il suivit ce conseil, et se dirigea vers le Wiltshire. Il somma d'abord Bath de se rendre; mais Bath avait une forte garnison qui tenait pour le roi, et Feversham approchait. En conséquence, les rebelles ne firent aucune tentative, mais se dirigèrent en toute hâte vers Philip's-Norton, où ils firent halte, le soir du 26 juin.

Feversham les y suivit, et, le 27 de grand matin, les rebelles furent alarmés par la nouvelle de son approche. Ils se mirent sous les armes, et se placèrent en file le long des haies de la route qui conduisait à la ville.

L'avant-garde de l'armée royale apparut bientôt. Elle se composait d'environ cinq cents hommes, commandés par le duc de Grafton, jeune homme d'un caractère hardi et de manières rudes, qui tenait probablement à montrer qu'il n'était pour rien dans les projets séditieux de son demi-frère. Grafton se trouva bientôt dans un chemin creux bordé de haies des deux côtés, d'où partait un feu bien nourri. Il poussa hardiment cependant jusqu'à l'entrée de Philip's-Norton. Là il fut arrêté par

[1] Aveux de Wade.

une barricade et accueilli de front par une troisième fusillade. Ses hommes perdirent courage, et se retirèrent du mieux qu'ils purent. Avant qu'ils fussent sortis du sentier, ils avaient eu plus de cent hommes tués ou blessés. La retraite de Grafton fut interceptée par quelques cavaliers de l'armée rebelle; mais il s'ouvrit vaillamment un passage au milieu d'eux et s'en tira sain et sauf[1].

L'avant-garde ainsi repoussée se replia sur le gros de l'armée royale. Les deux armées se trouvèrent alors face à face, et on échangea quelques coups de feu qui n'eurent que peu d'effet. Aucun des deux partis ne désirait en venir aux mains. Feversham ne voulait engager le combat qu'après l'arrivée de son artillerie, et se retira à Bradford. Monmouth, aussitôt que la nuit fut complétement venue, abandonna sa position, marcha vers le Sud, et au point du jour arriva à Frome, où il espérait trouver du renfort.

Frome était aussi dévouée à sa cause que Taunton ou Bridgewater, mais ne pouvait rien faire pour lui. Il y avait eu une insurrection dans cette ville quelques jours auparavant, et la déclaration de Monmouth avait été affichée sur la place du marché. Mais les nouvelles de ce mouvement furent apportées au comte de Pembroke, qui était tout près de là, avec la milice du Wiltshire. Il avait immédiatement marché sur Frome, avait mis en déroute une troupe de paysans qui essayaient de lui résister avec leurs faux et leurs fourches, était entré dans la ville et avait désarmé les habitants. Il ne leur restait donc plus aucune arme, et Monmouth n'était pas en état de leur en fournir[2].

L'armée rebelle était en mauvaise situation. La marche de la nuit précédente avait été accablante. La pluie

[1] *Gazette de Londres*, 2 juillet 1685. — Barillon, 6-16 juillet. — Aveux de Wade.

[2] *Gazette de Londres*, 29 juin 1685. — Citters, 30 juin-10 juillet.

tombait par torrents, et les routes étaient de vraies fondrières. On n'entendait pas parler des secours promis par le Wiltshire. Un messager apporta la nouvelle de la dispersion des troupes d'Argyle en Écosse. Un autre vint apprendre que Feversham, ayant été rejoint par son artillerie, était sur le point de se mettre en marche. Monmouth connaissait trop bien la guerre pour ne pas savoir que ses hommes, malgré tout leur courage et tout leur zèle, étaient incapables de tenir tête à des troupes régulières. Il s'était jusqu'alors flatté de l'espoir que quelques-uns des régiments qu'il avait autrefois commandés passeraient sous ses drapeaux, mais il était forcé maintenant de renoncer à cette espérance. Son cœur se troubla. Il pouvait à peine trouver assez de force pour donner des ordres. Dans son abattement, il se plaignit amèrement des conseillers perfides qui l'avaient poussé à quitter son heureuse retraite du Brabant. Il s'emporta particulièrement contre Wildman en imprécations violentes[1]. Puis une pensée honteuse s'éleva dans son esprit faible et agité. Il eut l'intention d'abandonner à la merci du gouvernement les milliers d'hommes qui, à son appel et par amour pour lui, avaient quitté leurs champs et leurs habitations paisibles, de s'échapper avec ses principaux officiers, de gagner quelque port de mer avant qu'on ne pût soupçonner sa fuite, de se sauver sur le continent et d'y aller oublier son ambition et sa honte dans les bras de lady Wentworth. Il discuta sérieusement ce projet avec ses principaux conseillers. Quelques-uns d'entre eux, tremblants pour leur tête, l'approuvèrent; mais Grey, qui, de l'aveu même de ses détracteurs, était toujours intrépide quand il n'entendait pas les épées s'entre-choquer et les canons tonner autour de lui, s'opposa avec véhémence à ce lâche projet, et supplia le duc d'affronter tous les périls

[1] Harl., Mss. 6845. — Aveux de Wade.

plutôt que de récompenser par l'ingratitude et la trahison l'attachement dévoué des paysans de l'Ouest [1].

Le projet de fuite fut abandonné, mais il n'était pas facile de former maintenant un plan de campagne. Avancer sur Londres eût été un acte de folie, car la route traversait la plaine de Salisbury, et dans ce vaste espace découvert, les troupes régulières, et surtout la cavalerie régulière, auraient agi avec tout avantage contre des hommes non disciplinés. A ce moment, on apprit que les paysans des marais aux environs d'Axbridge s'étaient levés pour la défense de la religion protestante, armés de fléaux, de gourdins et de fourches, et s'étaient réunis par milliers à Bridgewater. Monmouth se détermina à y retourner pour se renforcer par ces nouveaux alliés [2].

Les rebelles se mirent donc en marche pour Wells, et y arrivèrent assez mal disposés. Ils étaient, à peu d'exceptions près, hostiles à l'épiscopat, et manifestèrent leur hostilité d'une manière qui leur fit peu d'honneur. Ils ne se contentèrent pas d'enlever le plomb qui formait le toit de la magnifique cathédrale pour en faire des balles, acte pour l'excuse duquel ils auraient pu alléguer les nécessités de la guerre, mais ils mutilèrent par caprice les décorations de l'édifice. Grey eut beaucoup de peine à préserver l'autel des insultes de quelques misérables qui voulaient s'en servir comme de table pour boire et s'enivrer, même en se plaçant devant son épée nue à la main [3].

Le mercredi 2 juillet Monmouth entra pour la seconde fois à Bridgewater dans des circonstances bien moins heureuses que lorsqu'il était arrivé dans cette ville dix

[1] Aveux de Wade. — Eachard, III, 764.

[2] Aveux de Wade.

[3] *Gazette de Londres*, 6 juillet 1685. — Citters, 3-13 juillet. — Oldmixon, 703.

jours auparavant. Les renforts qu'il y trouva étaient peu considérables. L'armée royale le serrait de près. Un moment il pensa à fortifier la ville, et des centaines de laboureurs furent appelés pour creuser des tranchées et élever des remparts. Puis il reprit l'idée de marcher dans le Cheshire, idée qu'il avait rejetée comme impraticable lorsqu'il était à Keynsham, et qui assurément ne l'était pas moins maintenant qu'il était à Bridgewater[1].

Tandis qu'il flottait ainsi entre des projets également désespérés, les troupes du roi apparurent. Elles se composaient d'environ deux mille cinq cents hommes de troupes régulières, et de quinze cents hommes de la milice du Wiltshire. Elles quittèrent Somerton de grand matin, le dimanche 5 juillet, et plantèrent leurs tentes le même jour, à trois milles environ de Bridgewater, sur la plaine de Sedgemoor.

Le docteur Peter Mew, évêque de Winchester, les accompagnait. Ce prélat avait dans sa jeunesse porté les armes pour Charles Ier contre le parlement. Ni ses années ni sa profession n'avaient pu entièrement éteindre son ardeur militaire, et il pensait probablement que la présence, dans le camp du roi, d'un père de l'Église protestante pourrait raffermir la fidélité de quelques hommes honnêtes qui balançaient entre leur horreur pour le papisme et leur horreur pour la rébellion.

Le clocher de l'église paroissiale de Bridgewater est, dit-on, le plus élevé du Somersetshire, et commande une vue étendue sur tout le pays voisin. Monmouth, accompagné de quelques-uns de ses officiers, monta sur le sommet de la tour carrée d'où s'élance la flèche, et observa à l'aide d'une lunette la position de l'ennemi. Sous ses pieds s'étendait une plaine, maintenant couverte de champs de blé et d'arbres fruitiers, mais qui

[1] Aveux de Wade.

n'était alors en grande partie, comme son nom l'indique, qu'un triste marécage. Lorsque les pluies étaient fortes et que le Parrett et ses affluents débordaient, cette plaine était souvent inondée. Elle faisait anciennement partie de ce grand marais célèbre, dans nos vieilles chroniques, pour avoir arrêté le progrès de deux races successives d'envahisseurs. Il avait protégé longtemps les Celtes contre les agressions des rois du Wessex, il avait fourni un asile à Alfred contre les recherches des Danois. Dans ces temps reculés, cette région ne pouvait être traversée qu'en bateaux. C'était un vaste étang, parsemé de nombreux îlots d'un sol mouvant et perfide, couvert d'épais fourrés, qui fourmillaient de daims et de cochons sauvages. Même à l'époque des Tudors, le voyageur qui se rendait d'Ilchester à Bridgewater était forcé de faire un détour de plusieurs milles pour éviter les eaux. Mais à l'époque où Monmouth, du haut du clocher de Bridgewater, contemplait Sedgemoor, ce vaste marécage avait été en partie corrigé et transformé par l'art de l'homme, et était coupé par des tranchées larges et profondes, que dans ce pays on appelle *rhines*. Au centre du marécage s'élevaient, groupés autour de leur église, quelques villages dont les noms semblent indiquer qu'ils étaient autrefois entourés par les eaux. Dans un de ces villages, nommé Weston-Zoyland, campait la cavalerie royale, et Feversham y avait établi son quartier général. Plusieurs personnes encore vivantes ont connu la fille de la servante qui le servit à table, et on conserve encore soigneusement dans le voisinage un grand plat de faïence qui fut placé sur sa table. Il faut remarquer que la population du Somersetshire ne se compose pas, comme celle des districts manufacturiers, d'émigrants venus de localités éloignées. Il n'est point du tout rare d'y trouver des fermiers qui cultivent le même morceau de terre que cultivaient leurs ancêtres à l'époque où les Plantagenets régnaient sur l'Angleterre. Les tra-

ditions du Somersetshire sont donc d'une grande valeur pour l'historien [1].

A une plus grande distance de Bridgewater se trouve le village de Middlezoy. C'est dans ce village et dans son voisinage qu'était campée la milice du Wiltshire, sous le commandement de Pembroke.

Non loin de Chedzoy, quelques bataillons d'infanterie régulière campaient au milieu de la plaine. Monmouth, en les contemplant, devint sombre. Il ne pouvait oublier que quelques années auparavant, à la tête d'une colonne composée de quelques-uns de ces mêmes hommes, il avait mis en déroute et chassé devant lui les farouches enthousiastes qui défendaient le pont de Bothwell. Il pouvait distinguer, dans les rangs ennemis, cette troupe vaillante qu'on appelait alors, du nom de son colonel, le régiment de Dumbarton, qui, depuis, a été connu sous le nom de premier régiment de ligne, et qui a noblement soutenu dans le monde entier son ancienne réputation. « Je connais ces hommes, dit Monmouth, ils se battront. Si seulement je les avais, tout irait pour le mieux [2]. »

Toutefois, l'aspect de l'ennemi n'était pas entièrement décourageant. Les trois divisions de l'armée royale campaient à de grandes distances les unes des autres. Il y avait dans tous leurs mouvements une apparence de négligence et de discipline relâchée; on avait rapporté que les soldats s'enivraient avec le cidre de Zoyland. L'incapacité de Feversham, qui commandait en chef, était

[1] Matt. West. Flor. Hist., A. D. 788; chronique manuscrite citée par M. Sharon Turner. dans son *Histoire des Anglo-Saxons*, liv. IV, chap. XIX.— Drayton; *Polyolbion*, III. — Leland, *Itinéraire*. — Oldmixon, 703. Oldmixon était alors à Bridgewater, et vit probablement le duc sur la tour de l'église; le plat que nous avons mentionné est en la possession de M. Stradling, qui a pris des soins dignes d'éloges à conserver les reliques et les traditions de l'insurrection de l'Ouest.

[2] Oldmixon, 703.

notoire; même à ce moment de crise décisive, il ne songeait qu'à manger et à dormir. Churchill, il est vrai, était un capitaine capable d'accomplir des tâches beaucoup plus difficiles que celle de disperser une bande de paysans mal armés et mal disciplinés; mais l'homme de génie qui devait, plus tard, vaincre six maréchaux de France, n'était pas à sa place. Feversham l'entretenait peu et ne l'encourageait nullement à lui donner son avis. Le lieutenant, convaincu de sa capacité et de sa science supérieure, impatient du contrôle d'un chef qu'il méprisait et tremblant pour le sort de l'armée, sut néanmoins conserver sur lui-même cette domination qui le caractérisait et si bien dissimuler ses sentiments, que Feversham fit l'éloge de son ardeur soumise et promit d'en faire mention au roi [1].

Monmouth, après avoir observé les dispositions des forces royales, et avoir reçu avis de l'état dans lequel elles se trouvaient, pensa qu'une attaque de nuit pourrait être couronnée de succès. Il résolut d'en courir la chance et fit immédiatement ses préparatifs.

C'était un dimanche, et ses hommes, qui avaient été, pour la plupart, élevés dans la discipline puritaine, passèrent une grande partie du jour dans des exercices religieux. Le *Castle Field*, dans lequel campait l'armée, présenta ce jour-là un spectacle tel que l'Angleterre n'en avait pas vu depuis la dissolution de l'armée de Cromwell. Les prédicateurs dissidents, qui avaient pris les armes contre le papisme et dont quelques-uns avaient probablement combattu pendant la grande guerre civile, priaient et prêchaient en habits rouges, en larges bottes à genouillère et l'épée au côté. Ferguson était au nombre des harangueurs. Il prit pour texte de son discours l'effrayante imprécation par laquelle les Israélites qui habitaient au delà du Jourdain se disculpè-

[1] Churchill à Clarendon, 4 juillet 1685.

rent de l'accusation aveuglément portée contre eux par leurs frères de l'autre rive du fleuve. « Le Seigneur Dieu, le Seigneur Dieu des dieux le connaît et Israël le connaîtra. Si c'est par rébellion contre le Seigneur et en transgression de ses lois, qu'il ne nous épargne pas en ce jour [1]. »

L'attaque, qui devait être faite à la faveur de la nuit, n'était pas un secret à Bridgewater. La ville était pleine de femmes qui s'y étaient rendues des contrées avoisinantes pour voir une fois encore leurs maris, leurs fils, leurs amants et leurs frères. Il y eut ce jour-là de bien tristes adieux; beaucoup se séparèrent pour ne plus jamais se revoir [2]. Le bruit de l'attaque projetée arriva aux oreilles d'une jeune fille dévouée à la cause du roi. Quoique d'un caractère timide, elle eut le courage de se résoudre à aller en personne informer Feversham de ce fait. Elle se glissa hors de Bridgewater et parvint jusqu'au camp de l'armée royale. Mais ce camp n'était pas un lieu où l'innocence d'une femme pût être en sûreté. Les officiers eux-mêmes, méprisant également et les forces irrégulières qu'ils avaient à combattre et le général indolent qui les commandait, s'étaient permis de copieuses libations et se trouvaient tout disposés à n'importe quel excès de licence et de cruauté. Un d'entre eux saisit la malheureuse jeune fille, refusa d'écouter son message et l'outragea brutalement; elle s'enfuit en proie aux tourments de la rage et de la honte, abandonnant à son destin cette coupable armée [3].

Le moment suprême où le destin allait être tenté approchait. La nuit se présentait assez bien pour une telle

[1] Oldmixon, 703. — *Observateur*, 1er août 1685.

[2] Récit de Paschall dans l'appendice d'Heywood.

[3] Kennet, édition de 1719, III, 432. — Je suis forcé de tenir pour vraie cette lamentable histoire. L'évêque déclare qu'elle lui fut racontée en 1718 par un brave officier des *bleus*, qui avait combattu à Sedgemoor, et qui avait vu la pauvre fille partir désespérée.

entreprise. La lune, à la vérité, était dans son plein, et les lueurs boréales étaient fort brillantes; mais le brouillard du marais enveloppait Sedgemoor d'un voile de vapeurs tellement épais qu'on ne pouvait distinguer aucun objet à la distance de cinquante pas[1].

L'horloge sonna onze heures. Le duc et ses gardes du corps sortirent du château. Monmouth n'était pas dans la disposition d'esprit qui convient à un homme se disposant à frapper un coup décisif. Les enfants eux-mêmes, qui se pressaient pour le voir passer, remarquèrent et se rappelèrent longtemps son regard triste et plein de mauvais présages. Son armée se dirigea, par un détour d'environ six milles, vers le camp royal de Sedgemoor. Une partie de la route qu'elle suivit s'appelle encore aujourd'hui le *sentier de la guerre*. L'infanterie était conduite par Monmouth en personne. La cavalerie fut confiée à Grey, en dépit des remontrances de ceux qui se rappelaient le désastre de Bridport. On donna l'ordre d'observer le plus strict silence, de ne pas battre du tambour, de ne pas tirer. Le mot d'ordre par lequel les insurgés devaient se reconnaître dans l'obscurité était *Soho*. Il avait été choisi sans doute par allusion au quartier de Soho-Fields, dans Londres, où s'élevait le palais de Monmouth[2].

[1] Récit d'un officier des gardes du corps, dans Kennet, édition de 1719, III, 432. — Journal manuscrit de la rébellion de l'Ouest tenu par M. Edouard Dummer. — Dryden, *la Biche et la Panthère*, partie II. Les vers de Dryden sont remarquables. « Tels étaient les signes de triomphe que le ciel fit briller en l'honneur de la victoire nocturne de Jacques, les gages de l'amour de son tout-puissant patron, les feux d'artifice de ses anges gardiens. J'ai vu moi-même la légère et glissante lumière dorer de ses rayons les ombres sombres et chasser la nuit. Le messager, portant des nouvelles qui rendaient la paix à trois nations en proie à l'anarchie, fut rapide, mais le messager du ciel était arrivé avant lui. »

[2] Plusieurs écrivains, et entre autres Pennant, ont dit que le quartier de Londres appelé Soho tirait son nom du mot d'ordre des troupes de Monmouth à Sedgemoor. On trouvera le quartier de Soho-Fields mentionné dans les livres imprimés avant l'insurrection de l'Ouest, par exemple dans Chamberlayne, *État de l'Angleterre*, 1684.

Vers une heure du matin (lundi, 6 juillet), les rebelles se trouvèrent dans la plaine, mais ils étaient séparés de l'ennemi par trois larges fossés remplis d'eau et de boue. Monmouth savait qu'il fallait traverser deux de ces fossés, nommés *le Black-Ditch* et *le Langmoor-Rhine*; mais, chose étrange à dire, aucun de ses éclaireurs ne lui avait mentionné l'existence d'une troisième tranchée appelée *le Bussex-Rhine,* qui protégeait le camp royal, placé dans son voisinage immédiat.

Les chariots qui transportaient les munitions restèrent à l'entrée du marais. L'infanterie et la cavalerie, en une longue et étroite colonne, passèrent *le Black-Ditch* sur une chaussée. Il y avait une semblable chaussée sur *le Langmoor-Rhine*, mais le guide perdit sa route dans le brouillard; il y eut quelque retard et quelque tumulte avant que l'erreur pût être réparée. Enfin le passage s'effectua; mais dans la confusion un pistolet partit. Quelques gardes du corps, qui étaient en vedette, entendirent le coup, et aperçurent à travers le brouillard une troupe nombreuse qui s'avançait. Ils déchargèrent leurs carabines et galopèrent dans différentes directions pour donner l'alarme. Quelques-uns se dirigèrent en toute hâte sur Weston-Zoyland, où campait la cavalerie; un autre courut à bride abattue jusqu'au camp de l'infanterie, et cria que l'ennemi s'approchait. Les tambours du régiment de Dumbarton battirent le rappel, et les soldats furent bientôt en ordre. Il était temps, car Monmouth préparait déjà ses troupes pour l'action. Il ordonna à Grey d'ouvrir la marche avec sa cavalerie, et il le suivit à la tête de l'infanterie. Grey poussa en avant, jusqu'à ce que sa marche fût inopinément arrêtée par *le Bussex-Rhine*. De l'autre côté de la tranchée, l'infanterie royale se formait en toute hâte en ordre de bataille.

«Pour qui êtes-vous? cria un officier des gardes à pied. — Pour le roi,» répondit une voix sortie des rangs de la

cavalerie rebelle. — Pour quel roi? » demanda-t-on alors. La réponse fut la clameur : « Pour le roi Monmouth, » mêlée au cri de guerre : *Dieu avec nous*, qui, quarante ans auparavant, était inscrit sur les drapeaux des régiments parlementaires. Les troupes royales envoyèrent immédiatement une volée de coups de feu qui chassa la cavalerie rebelle dans toutes les directions. On s'est généralement accordé à attribuer cette déroute ignominieuse à la pusillanimité de Grey. Il n'est cependant pas clair le moins du monde que Churchill lui-même eût mieux réussi que Grey avec des hommes qui n'avaient jamais combattu à cheval, et dont les chevaux n'étaient pas habitués au feu, ni même à la bride.

Quelques minutes après que la cavalerie du duc eut été dispersée dans le marais, son infanterie arriva au pas de course, guidée par les feux du régiment de Dumbarton.

Monmouth fut anéanti en apercevant qu'une large et profonde tranchée le séparait du camp qu'il avait espéré enlever par surprise. Les insurgés s'arrêtèrent sur le bord du fossé et firent feu. Une portion de l'infanterie royale, placée sur le bord opposé, répondit par une décharge. Pendant trois quarts d'heure le bruit de la mousqueterie fut incessant. Les paysans du Somersetshire se comportèrent comme s'ils eussent été de vieux soldats, si ce n'est qu'ils ajustaient trop haut.

Mais les autres divisions de l'armée royale se mirent alors en mouvement. Les gardes du corps et les *bleus* arrivèrent au galop de Weston-Zoyland, et dispersèrent en un instant quelques hommes de la cavalerie de Grey qui essayaient de se rallier. Les fugitifs jetèrent la panique parmi leurs camarades de l'arrière-garde qui avaient la charge des munitions. Les fourgons partirent au galop et ne s'arrêtèrent qu'à plusieurs milles du champ de bataille. Monmouth s'était jusque-là comporté comme un bon et brave soldat. On l'avait vu, à pied, la pique en main, encourageant son infanterie de la voix et de l'exem-

ple; mais il avait une trop grande connaissance des affaires militaires pour ne pas savoir que tout était fini. Ses hommes avaient perdu l'avantage que leur avaient donné la surprise et les ténèbres. Ils avaient perdu leur cavalerie et leurs fourgons. Les troupes du roi, au contraire, étaient maintenant toutes réunies et en bon ordre. Feversham, qui avait été réveillé par le bruit de la fusillade, était sorti du lit, avait mis sa cravate avec soin, s'était contemplé dans son miroir, et était venu voir ce que faisaient ses hommes. En attendant, chose beaucoup plus importante, Churchill avait disposé rapidement l'infanterie royale sur un nouveau plan. Le jour allait paraître. L'issue d'un engagement en rase campagne et au grand jour ne pouvait être douteuse. Cependant Monmouth aurait dû sentir que ce n'était pas à lui de fuir, tandis que des milliers d'hommes qui, par affection pour lui, étaient allés au-devant de la mort, combattaient courageusement pour sa cause; mais de vaines espérances et un excessif amour de la vie l'emportèrent. Il vit que s'il tardait plus longtemps la cavalerie royale lui couperait bientôt la retraite. Il monta à cheval et s'enfuit loin du champ de bataille.

Cependant son infanterie, quoique abandonnée à elle-même, fit une vaillante résistance. Les gardes du corps attaquèrent sur la droite, les *bleus* sur la gauche; mais les campagnards du Somersetshire firent face à la cavalerie royale, avec leurs faux et les crosses de leurs fusils, comme de vieux soldats. Oglethorpe fit une vigoureuse tentative pour les disperser et fut vaillamment repoussé. Sarsfield, brave officier irlandais, dont le nom obtint plus tard une triste célébrité, les chargea d'un autre côté. Ses hommes furent également repoussés, il fut lui-même jeté à terre et y resta un moment comme mort. Mais la lutte de ces hardis paysans ne pouvait pas durer; ils avaient épuisé leur poudre et leurs balles. On entendit crier : Des munitions! au nom de Dieu, des

munitions! Mais il n'y avait pas de munitions. Alors arriva l'artillerie royale. Elle avait été placée à un demi-mille de là, sur la grande route de Weston-Zoyland à Bridgewater. L'organisation d'une armée anglaise, à cette époque, était si défectueuse, qu'on aurait eu de grandes difficultés à traîner les gros canons à l'endroit où la bataille était engagée, si l'évêque de Winchester n'avait pas offert pour cela ses chevaux de voiture et ses harnais. Cette intervention d'un prélat chrétien dans une affaire sanglante a été condamnée avec une étrange inconséquence par quelques écrivains whigs, qui ne voient rien de criminel dans la conduite des nombreux ministres puritains qui avaient pris les armes contre le gouvernement. On manquait tellement d'artilleurs, même après l'arrivée des canons, qu'un sergent du régiment de Dumbarton fut obligé de se charger du service de plusieurs pièces[1]. Mais l'artillerie, quoique mal servie, mit bientôt fin à l'engagement. Les piques des bataillons rebelles commencèrent à s'ébranler : les rangs se rompirent ; la cavalerie royale fit une nouvelle charge et dispersa tout devant elle; l'infanterie royale se précipita à travers le fossé. Cependant, même dans cette extrémité, les mineurs de Mendip conservèrent bravement leurs armes et vendirent chèrement leur vie. Trois cents soldats avaient été tués ou blessés, et plus de mille rebelles laissèrent la vie sur le champ de bataille[2].

[1] « Il existe un ordre de Jacques pour le payement de quarante livres sterling au sergent Weems du régiment de Dumbarton, en raison du bon service qu'il a rendu à la bataille de Sedgemoor, en manœuvrant les gros canons contre les rebelles. » — Registre historique du 1er régiment royal d'infanterie.

[2] Récit de la bataille de Sedgemoor par Jacques II, dans les papiers d'État de lord Hardwicke. — Aveux de Wade. — Récit Mss. de Ferguson, dans Eachard, III, 768. — Récit d'un officier des gardes à cheval, dans Kennet, édition de 1719, III, 432. — *Gazette de Londres*, 9 juillet 1685. — Oldmixon, 703. — Récit de Paschall. — Burnet, I, 643. — Journal d'Evelyn, 8 juillet. — Citters, 7-17 juillet. — Barillon, 9-19 juillet. — *Mémoires de Reresby*. — *Bataille de Sedgemoor*, farce par le duc de Buckingham. — Journal Mss. de

Ainsi finit le dernier engagement, méritant le nom de bataille, qui ait eu lieu sur le sol anglais. L'impression qu'il fit sur les simples habitants du voisinage fut profonde et durable. Cette impression, il est vrai, a été fréquemment renouvelée, car, même de nos jours, la charrue et la pioche découvrent souvent de lugubres témoignages du massacre : des crânes, des ossements et des armes étranges faites avec des outils de laboureur. Les vieux paysans racontaient, très-récemment encore, que dans leur enfance ils avaient l'habitude d'aller sur la bruyère jouer au combat entre les hommes du roi Jacques et les hommes du roi Monmouth, et que ces der-

la rébellion de l'Ouest, tenu par M. Edouard Dummer, servant dans le train d'artillerie, envoyé par Sa Majesté pour combattre cette rébellion. — Ce dernier manuscrit se trouve dans la Bibliothèque de Pepys et est extrêmement précieux, non par rapport aux faits qu'il contient (il en contient peu de remarquables), mais par rapport aux plans qui nous montrent la bataille à cinq ou six moments différents.

« L'histoire d'une bataille, dit le plus grand des généraux vivants, ressemble assez à l'histoire d'un bal. Plusieurs individus peuvent se rappeler tous les petits événements dont le résultat général est la perte ou le gain de la bataille, mais personne ne peut se rappeler l'ordre dans lequel les faits se sont succédé ni le moment exact où ils se sont présentés, ce qui établit toute la différence entre eux pour la valeur ou l'importance. Pour vous montrer le peu de confiance qu'on doit accorder aux récits de bataille, même à ceux que l'on regarde comme les meilleurs, je déclare qu'il y a plusieurs circonstances mentionnées dans le récit du général *** qui ne se sont point présentées comme il les raconte. Il est impossible de dire quand et dans quel ordre de succession elles sont arrivées. » — Papiers de Wellington, 8 et 17 août 1815.

La bataille dont parlait ainsi Wellington était celle de Waterloo, qui s'était livrée quelques semaines auparavant, en plein jour, sous son œil vigilant et expérimenté. Quelle doit donc être la difficulté quand il faut rechercher, dans douze ou treize narrations différentes, le récit d'une bataille livrée il y a plus de cent soixante ans, dans de telles ténèbres, qu'aucun de ceux qui s'y trouvaient ne pouvait voir à cinquante pas devant lui ! Or la difficulté s'accroît encore par cette circonstance que les témoins les mieux placés pour savoir la vérité n'avaient aucun intérêt à la dire. Le document que j'ai placé en tête de la liste de mes autorités historiques est évidemment très-partial en faveur de Feversham. Wade écrivait sous la crainte du bourreau. Ferguson, qui était rarement scrupuleux dans ses assertions, ment dans cette occasion comme

niers ne manquaient jamais de faire entendre le cri de Soho [1].

Ce qui semble le plus extraordinaire dans la bataille de Sedgemoor, c'est que l'issue en ait pu être douteuse un seul instant et que les rebelles aient pu résister si longtemps. On regarderait aujourd'hui comme un miracle que cinq ou six mille charbonniers et laboureurs pussent lutter pendant une heure avec la moitié moins de troupes de cavalerie et d'infanterie régulières. Notre étonnement diminuera peut-être, si nous nous rappelons qu'au temps de Jacques II la discipline de l'armée régulière était extrêmement relâchée, et que, d'un autre côté, les paysans étaient habitués à servir dans la milice. Par conséquent, la différence entre un régiment de gardes à pied et un régiment de paysans, enrôlés de la veille, quoique incontestablement considérable, n'était pas du tout ce qu'elle est aujourd'hui. Monmouth conduisait donc autre chose qu'une simple cohue contre des soldats exercés; car ses compagnons d'armes n'étaient pas sans quelque teinture du

Bobadil ou Parolles. Oldmixon, qui était encore un enfant lorsque la bataille fut livrée, et qui passa dans ces lieux une grande partie de sa vie, était tellement sous l'influence des passions locales, que sa connaissance du pays ne lui servit à rien. Son désir d'exalter la valeur des paysans du Somersetshire, valeur que leurs ennemis reconnaissaient, et qui n'avait pas besoin du secours de l'exagération et de la fiction, le conduisit à composer un roman absurde. L'éloge que fit de l'armée rebelle Barillon, Français habitué à mépriser les troupes irrégulières et mal disciplinées, a une bien plus grande valeur. « Son infanterie fit fort bien, on eut de la peine à la rompre, et les soldats combattaient avec les crosses de mousquet et les scies qu'ils avaient au bout de grands bâtons au lieu de piques. »

Il y a peu de chose à apprendre aujourd'hui en visitant le champ de bataille, car la physionomie du pays a singulièrement changé, et le vieux *Bussex-Rhine*, sur les bords duquel eut lieu le grand combat, a depuis longtemps disparu.

J'ai tiré grand profit du récit que M. Roberts a composé de cette bataille. *Vie de Monmouth*, chapitre XXII. Son récit est en général confirmé par les plans de Dummer.

[1] J'ai appris ces détails de personnes qui habitent près de Sedgemoor.

métier des armes, et les troupes de Feversham, si on les compare aux troupes anglaises de notre époque, pourraient être également appelées une cohue.

Il était quatre heures, le soleil se levait, et l'armée en déroute rentrait précipitamment dans Bridgewater. Les clameurs, le sang, les blessures, les lugubres physionomies des mourants qui tombaient pour ne plus se relever, tout cela répandit dans la ville l'horreur et l'effroi. Les troupes qui poursuivaient les fugitifs approchaient. Les habitants qui avaient favorisé l'insurrection, s'attendant au sac et au massacre, implorèrent la protection de ceux de leurs voisins qui professaient la religion catholique romaine ou qui s'étaient fait remarquer par leurs opinions tories, et les historiens whigs les plus passionnés se sont accordés à reconnaître que cette protection leur fut généreusement et affectueusement accordée [1].

Pendant toute cette journée, les vainqueurs continuèrent à poursuivre les fugitifs. Les paysans des alentours se rappelèrent longtemps avec quel bruit de chevaux et quels tonnerres d'imprécations passa ce tourbillon de cavalerie. Avant le soir, cinq cents prisonniers étaient entassés dans l'église paroissiale de Weston-Zoyland. Quatre-vingts d'entre eux étaient blessés, et cinq expirèrent dans l'enceinte du temple. Un grand nombre de paysans furent mis en réquisition pour ensevelir les morts, et quelques-uns, dont l'affection pour le parti vaincu était connue, furent spécialement choisis pour remplir l'odieuse fonction de couper en quartiers les captifs. Les sous-constables des paroisses voisines furent employés à préparer des gibets et à chercher des chaînes. Pendant ce temps-là, les cloches de Weston-Zoyland et de Chedzoy carillonnaient joyeusement, et les soldats chantaient et buvaient sur la bruyère au milieu des cadavres, car les fermiers du voisinage s'é-

[1] Oldmixon, 704.

taient hâtés, aussitôt que l'issue du combat fut connue, d'envoyer aux vainqueurs, comme offrandes de paix, des barils de leur meilleur cidre[1].

Feversham passait pour un homme doux, mais il était étranger, ignorant des lois nationales, et peu soucieux de l'affection des Anglais. Il était accoutumé à la licence militaire des Français, et avait appris à l'école de son illustre parent, le conquérant du Palatinat, non pas il est vrai la manière de vaincre, mais la manière de dévaster. Un grand nombre de prisonniers furent immédiatement désignés pour être exécutés. Dans ce nombre se trouvait un jeune homme renommé pour son agilité à la course. On lui fit espérer grâce pour sa vie, s'il pouvait gagner à la course un des poulains du marais. L'espace pendant lequel l'homme lutta de vitesse avec le cheval est encore marqué sur la bruyère par des bornes bien connues, et est environ de trois quarts de mille. Feversham n'eut pas honte, après avoir assisté à ce spectacle, d'envoyer à la potence le malheureux coureur. Le jour suivant, une longue rangée de gibets bordait la route de Bridgewater à Weston-Zoyland. A chaque gibet était suspendu un prisonnier. On laissa quatre des patients pourrir dans leurs fers[2].

Pendant ce temps-là, Monmouth, accompagné de Grey, de Buyse et de quelques autres amis, s'enfuyait loin du champ de bataille. A Chedzoy il s'arrêta un moment pour changer de cheval, et cacher son ruban bleu et sa décoration de l'ordre de Saint-Georges, puis il marcha en toute hâte vers le canal de Bristol. De l'éminence qui s'élève au nord du champ de bataille, il vit l'éclair et la fumée de la dernière décharge tirée par les partisans qu'il abandonnait. Avant six heures du matin il était à vingt milles de Sedgemoor. Quelques-uns de ses compa-

[1] Locke, la Rebellion de l'Ouest. — Stradling, Chilton Priory.

[2] Locke, la Rebellion de l'Ouest. — Stradling, Chilton Priory. — Oldmixon, 704.

gnons lui conseillèrent de passer l'eau et de chercher un refuge dans le pays de Galles. C'était incontestablement le meilleur parti qu'il pût prendre. Il serait arrivé dans le pays de Galles longtemps avant que les nouvelles de sa défaite y fussent parvenues, et dans un pays si sauvage et si éloigné du siége du gouvernement, il aurait pu rester longtemps caché sans être découvert. Il se décida à se diriger vers le Hampshire, dans l'espoir qu'il pourrait se cacher dans les cabanes des braconniers, sous les chênes de *New-Forest*, en attendant qu'il pût se procurer les moyens de gagner le continent. En conséquence, il tourna vers le sud-est accompagné de Grey et de l'Allemand Buyse. Mais la route était semée de périls. Les trois fugitifs avaient à traverser un pays où tout le monde connaissait l'issue de la bataille, et où aucun voyageur d'apparence suspecte ne pouvait échapper à un minutieux examen. Ils marchèrent tout le jour, évitant les villes et les villages. Cela n'était pas aussi difficile que nous pouvons nous le figurer aujourd'hui, car des contemporains se rappelaient encore le temps où les daims sauvages couraient librement à travers une longue suite de forêts, qui allait des bords de l'Avon, dans le Wiltshire, jusqu'à la côte méridionale du Hampshire[1]. Enfin à Cranbourne-Chase les chevaux ne purent plus marcher. Les fugitifs les laissèrent aller en liberté et cachèrent les brides et les selles. Ils se procurèrent des habits de paysan, se déguisèrent et s'avancèrent à pied vers New-Forest. Ils passèrent la nuit en plein air, mais avant l'arrivée du matin ils se trouvèrent de toute part environnés d'embûches. Lord Lumley, qui campait à Ringwood avec un corps considérable de la milice du Sussex, avait envoyé des détachements dans toutes les directions. Sir William Portman, avec la milice du Somerset, avait formé une ligne de postes qui allait de la

[1] Aubrey, *Histoire naturelle du Wiltshire*, 1691.

mer à l'extrémité nord du comté de Dorset. A cinq heures du matin, 7 juillet, Grey, qui s'était écarté de ses compagnons, fut saisi par deux des éclaireurs du Sussex. Il se soumit à sa destinée avec le calme d'un homme pour qui l'incertitude est plus intolérable que le malheur irrémédiable. « Depuis que je suis débarqué, dit-il, je n'ai pas eu un repas agréable et une nuit tranquille. » Il n'y avait plus à douter que le principal rebelle ne fût dans les environs. On redoubla donc d'activité et de vigilance. Les chaumières disséminées sur cet espace de bruyères, qui forme les limites du Dorsetshire et du Hampshire, furent soigneusement fouillées par Lumley, et le paysan avec qui Monmouth avait changé d'habits fut découvert. Portman arriva avec un fort détachement d'infanterie et de cavalerie pour seconder les recherches. L'attention ne tarda pas à se porter sur un endroit bien disposé pour servir d'abri à des fugitifs. C'était un vaste espace de terrain séparé du reste de la campagne par une clôture et divisé par de nombreuses haies en petits champs. Le seigle, les fèves, les avoines, étaient dans quelques-uns de ces champs assez hauts pour cacher un homme. Les autres étaient couverts de bruyères et de ronces. Une pauvre femme rapporta qu'elle avait vu deux étrangers se cacher dans le fourré. L'espoir de la récompense animait le zèle des soldats. Il fut convenu entre eux que tous ceux qui s'acquitteraient bien de leur devoir dans cette circonstance auraient une part des cinq mille livres sterling promises. La clôture extérieure fut étroitement gardée, l'espace intérieur fut examiné avec une diligence infatigable, et plusieurs limiers furent lâchés dans les buissons. Le soir arriva sans qu'on eût pu atteindre le résultat désiré; mais on veilla soigneusement toute la nuit. Vingt fois les fugitifs cherchèrent à franchir la haie, mais toujours ils trouvèrent une sentinelle en alerte. Une fois ils furent aperçus et on fit feu sur eux; enfin ils se séparèrent et se cachèrent dans différents endroits.

Le lendemain, au lever du soleil, la recherche recommença, et Buyse fut découvert. Il avoua qu'il ne s'était séparé du duc que depuis quelques heures. On battit alors avec plus de soin que jamais les champs de blé et les taillis. Enfin, on découvrit dans un fossé un personnage décharné. Les soldats s'élancèrent sur leur proie. Quelques-uns allaient faire feu; mais Portman défendit tout acte de violence. Les habits du prisonnier étaient ceux d'un berger; sa barbe, prématurément grise, était longue de plusieurs jours; il tremblait beaucoup, et ne pouvait parler. Ceux mêmes qui l'avaient vu autrefois doutèrent d'abord que ce fût réellement le brillant et gracieux Monmouth. Ses poches furent fouillées par Portman, qui y trouva, avec une poignée de pois qu'il avait sans doute cueillis dans les angoisses de la faim, une montre, une bourse pleine d'or, un petit traité sur les fortifications, un album rempli de chants, de recettes, de prières et de formules magiques, et la croix de Saint-Georges, dont plusieurs années auparavant le roi Charles II avait décoré son fils favori. On dépêcha immédiatement à Whitehall des messagers pour porter ces bonnes nouvelles, avec la croix de Saint-Georges comme preuve de leur exactitude. Le prisonnier fut amené, sous bonne escorte, à Ringwood [1].

Tout était donc fini, et il ne restait plus à Monmouth qu'à se préparer à mourir comme il convenait à un homme qui ne s'était pas cru indigne de porter la couronne de Guillaume le Conquérant et de Richard Cœur de Lion, du héros de Crécy et du héros d'Azincourt. Le captif pouvait aussi se rappeler aisément d'autres exemples plus analogues à sa position. Dans l'espace de cent ans, deux personnes souveraines, dont le sang coulait

[1] *Récit de la manière dont fut pris le duc de Monmouth, publié par ordre de Sa Majesté.* — *Gazette de France,* 18-28 juillet 1685. — Eachard, III, 770. — Burnet, I, 644, avec la note de Dartmouth. — Citters, 10-20 juillet 1685.

dans ses propres veines, et dont l'une était une femme délicate, s'étaient trouvées dans la même situation que lui. Toutes deux avaient montré en prison et sur l'échafaud une vertu dont elles avaient paru incapables au jour de leur prospérité, et avaient à demi racheté de grands crimes et de grandes erreurs par la résignation chrétienne et la dignité royale avec lesquelles elles avaient supporté tout ce que pouvaient leur infliger des ennemis victorieux. Monmouth n'avait jamais été accusé de lâcheté, et eût-il même manqué de courage physique, on pouvait croire que l'orgueil et le désespoir y suppléeraient. Les yeux du monde entier étaient fixés sur lui. Les générations futures les plus lointaines sauraient un jour quelle avait été sa conduite à cette heure suprême. Il devait aux braves paysans de l'Ouest de montrer qu'ils n'avaient pas répandu leur sang pour un chef indigne de leur attachement; il devait à cette femme, qui avait tout sacrifié par amour pour lui, de se conduire de telle sorte qu'elle n'eût pas à rougir de celui qu'elle allait pleurer. Ce n'était pas à lui de se plaindre et de supplier. La raison aussi aurait dû lui dire que les lamentations et les supplications ne serviraient à rien. Ce qu'il avait fait était un de ces actes qui ne se pardonnent pas, et il était au pouvoir de quelqu'un qui ne pardonna jamais.

Mais le courage de Monmouth n'était pas un de ces courages élevés qui prennent leur source dans la réflexion et le respect de soi-même; et la nature ne lui avait pas donné un de ces cœurs intrépides auxquels ni l'adversité ni le péril ne peuvent arracher un signe de faiblesse. Son courage s'élevait ou s'affaissait avec l'ardeur du sang et selon son état physique du moment. Il était soutenu sur le champ de bataille par la chaleur de l'action, par l'espoir de la victoire, par l'étrange influence de la sympathie. Mais tous ces appuis extérieurs lui manquaient maintenant. L'enfant gâté de la cour et de la populace, habitué à être

fêté et idolâtré partout où il apparaissait, était entouré de durs geôliers dans les yeux desquels il lisait son sort. Encore quelques heures d'une triste prison, et il lui faudrait mourir d'une mort violente et honteuse. Le cœur lui manqua. La vie lui sembla digne d'être achetée au prix d'une humiliation, et son esprit faible en tout temps, et maintenant égaré par la terreur, n'était pas capable de lui montrer que cette humiliation pouvait bien le dégrader, mais non pas le sauver.

Aussitôt arrivé à Ringwood il écrivit au roi. Sa lettre était celle d'un homme que la lâcheté de ses craintes avait rendu insensible à la honte. Il exprimait en termes véhéments les remords que lui causait sa trahison. Il affirmait que, lorsqu'il avait promis à ses cousins de La Haye de ne pas exciter de troubles en Angleterre, il avait fermement l'intention de tenir sa parole. Malheureusement, il avait été ensuite détourné de la soumission par des gens abominables, qui avaient échauffé son esprit par leurs calomnies et qui l'avaient égaré par leurs sophismes : mais maintenant il les abhorrait, il s'abhorrait lui-même. Il demandait, dans les termes les plus piteux, à être admis en la royale présence de son oncle. Il savait un secret qu'il ne pouvait pas confier au papier, un secret qui était contenu dans un seul mot, qu'il lui dirait, et qui assurerait son trône contre tout danger. Le jour suivant, il écrivit à la reine douairière et au lord grand trésorier pour les supplier d'intercéder en sa faveur [1].

Lorsqu'on sut dans Londres à quel point il s'était abaissé, la surprise générale fut grande, et personne ne fut plus étonné que Barillon, qui avait résidé en Angleterre à l'époque de deux sanglantes proscriptions, et avait vu les nombreuses victimes, soit de l'opposition, soit de

[1] La lettre au roi fut imprimée à cette époque, par ordre de l'autorité; on trouvera, dans les lettres originales de sir H. Ellis, la lettre à la reine douairière, et dans la correspondance de Clarendon, la lettre à Rochester.

la cour, se soumettre à leur sort sans lamentations et prières dignes tout au plus de femmelettes [1].

Monmouth et Grey restèrent deux jours à Ringwood. Ils furent ensuite amenés à Londres sous la garde d'une forte escorte, composée de troupes régulières et de milice. Dans la même voiture que le duc était un officier qui avait ordre de poignarder le prisonnier, en cas de tentative d'enlèvement. A chaque ville, tout le long de la route, on trouvait les milices des environs rassemblées sous le commandement des principaux membres de la *gentry*. Le voyage dura trois jours, et se termina à Vauxhall, où un régiment commandé par Georges Legge, lord Dartmouth, se tenait prêt à recevoir les prisonniers. On les plaça à bord d'une barque de l'État, et on leur fit descendre la Tamise jusqu'à Whitehall. Lumley et Portman avaient alternativement surveillé le duc jour et nuit, jusqu'au moment de son arrivée dans les murs du palais [2].

Le contraste entre la conduite de Monmouth et celle de Grey, pendant tout ce voyage, remplit de surprise tous les témoins. Monmouth était entièrement abattu; Grey était non-seulement calme, mais encore enjoué; il parla gaiement de chevaux, de chiens, de chasse, et fit même quelques allusions plaisantes à sa triste situation.

On ne peut blâmer le roi d'avoir résolu la mort de Monmouth. Tout homme qui se met à la tête d'une rébellion contre un gouvernement établi joue sa tête, et la rébellion était le moindre des crimes de Monmouth. Il avait déclaré à son oncle une guerre sans merci. Dans le manifeste publié à Lyme, Jacques avait été voué à l'exécration comme un incendiaire, comme

[1] «On trouve, écrivait-il, fort à redire ici qu'il ait fait une chose si peu ordinaire aux Anglais.» 13-23 juillet 1685.

[2] *Récit de la manière dont fut pris le duc de Monmouth.* — Gazette, 16 juillet 1685. — Citters, 14-24 juillet.

un assassin qui avait fait étrangler un homme innocent et coupé la gorge à un autre homme, enfin comme l'empoisonneur de son propre frère. Épargner un ennemi qui avait été assez peu scrupuleux pour recourir à de tels moyens eût été un acte de générosité rare et peut-être blâmable; mais consentir à le voir, et ne pas l'épargner ensuite, était un outrage à l'humanité et à la décence [1]. Le roi résolut de commettre cet outrage. Le prisonnier, les bras liés derrière le dos par un cordon de soie, fut conduit en présence de l'implacable parent qu'il avait offensé.

Alors Monmouth se jeta à terre, et se traîna aux pieds du roi. Il pleura; il essaya d'embrasser de ses bras garrottés les genoux de son oncle; il supplia qu'on lui laissât la vie, rien que la vie seulement, la vie à tout prix. Il avoua qu'il s'était rendu coupable d'un grand crime; mais il essaya d'en rejeter le blâme sur d'autres, particulièrement sur Argyle, qui se serait plutôt laissé mettre à la torture que de consentir à sauver sa vie par une telle bassesse. Le malheureux supplia Jacques, au nom des liens du sang qui les unissaient, au nom de la mémoire du feu roi, qui avait été le plus sincère et le meilleur des frères, de montrer quelque pitié. Jacques répondit gravement que son repentir venait trop tard, qu'il était désolé du malheur que le prisonnier avait attiré sur sa tête, mais que le cas n'était pas un de ceux où la clémence pût s'appliquer. Une proclamation remplie d'atroces calomnies avait été publiée. Le titre de roi avait été usurpé. Pour des trahisons si énormes, il ne pouvait pas y avoir de pardon en ce monde. Le pauvre duc, terrifié, jura qu'il n'avait jamais voulu prendre la couronne, qu'il avait été entraîné par d'autres à commettre cette faute. Quant à la déclaration, il ne l'avait pas écrite, il

[1] Barillon en fut évidemment très-scandalisé. « Il vient, dit-il, de se passer ici une chose bien extraordinaire et fort opposée à l'usage ordinaire des autres nations. » 13-23 juillet 1685.

ne l'avait pas lue, il l'avait signée sans la regarder ; elle était tout entière l'œuvre de cet infâme et sanguinaire Ferguson. « Espérez-vous me faire croire, dit Jacques avec un mépris trop bien mérité, que vous avez apposé votre signature à un document d'une pareille importance sans savoir ce qu'il contenait ? » Il ne restait plus qu'un échelon d'infamie à descendre, et le prisonnier le descendit. Il était avant tout le champion de la religion protestante. Les intérêts de cette religion avaient été le prétexte de ses conspirations contre le gouvernement de son père, et le motif qu'il avait mis en avant pour attirer sur son pays les calamités de la guerre civile ; il n'eut cependant pas honte de dire qu'il était disposé à se réconcilier avec l'Église de Rome. Le roi lui offrit avec empressement l'assistance spirituelle nécessaire, mais ne parla ni de pardon, ni de sursis. « Il n'y a donc aucun espoir ! » dit Monmouth. Jacques se détourna sans répondre : alors Monmouth s'efforça de rassembler tout son courage, se leva et se retira avec une fermeté qu'il n'avait pas montrée depuis sa défaite[1].

Grey fut ensuite introduit. Il se conduisit avec une convenance et un courage qui émurent l'implacable et vindicatif roi lui-même, s'avoua franchement coupable, ne fit pas d'excuses, et ne s'humilia pas un instant pour demander grâce. Les deux prisonniers furent envoyés à la Tour, par la Tamise. Il n'y eut pas de troubles ; mais des milliers d'hommes du peuple, l'inquiétude et le chagrin peints sur le visage, essayèrent d'apercevoir les prisonniers. Le courage du duc l'abandonna aussitôt qu'il eut quitté le roi. Pendant tout le trajet du palais à la prison, il ne cessa de se lamenter, accusa ses compagnons, et implora bassement l'intercession de Dartmouth. « Je sais, mylord, lui dit-il, que vous aimiez

[1] Burnet, I, 644. — Journal d'Evelyn, 15 juillet. — *Mémoires de sir J. Bramston.* — *Mémoires de Reresby.* — Lettre de Jacques au prince d'Orange, 14 juillet 1685. — Barillon, 16-26 juillet. — Buccleuch, Mss.

mon père. Pour l'amour de lui, pour l'amour de Dieu, voyez s'il n'y a aucun espoir de pardon. » Dartmouth répondit que le roi avait bien parlé, et qu'un sujet qui avait usurpé le titre royal s'était retranché toute espérance de pardon [1].

Aussitôt que Monmouth fut arrivé à la Tour, on l'informa que sa femme avait été, par ordre du roi, envoyée pour le voir. Elle était accompagnée du comte de Clarendon, garde du sceau privé. Son mari la reçut très-froidement, et parla presque tout le temps à Clarendon, dont il implora avec instance l'intercession. Clarendon ne lui donna aucune espérance, et le même soir, deux prélats, Turner, évêque d'Ély, et Ken, évêque de Bath et de Wells, arrivèrent à la Tour avec un message solennel de la part du roi. On était au lundi au soir, le mercredi au matin Monmouth devait mourir.

A cette nouvelle il fut très-agité; ses joues pâlirent, et il fut quelque temps avant de pouvoir parler. Il employa le peu de temps qui lui restait à vivre en vaines tentatives pour obtenir, sinon un pardon, au moins un sursis. Il écrivit les lettres les plus humbles au roi et à divers courtisans, mais en vain. La cour lui envoya quelques prêtres catholiques; mais ces derniers s'aperçurent bientôt que Monmouth, tout disposé qu'il fût à racheter sa vie en renonçant à la religion dont il s'était proclamé le défenseur spécial, aimerait autant, s'il devait mourir, mourir sans leur absolution [2].

Ken et Turner ne furent guère plus satisfaits de ses dispositions d'esprit. La doctrine de non-résistance était à leurs yeux, comme aux yeux de la plupart de leurs confrères, la marque distinctive de l'Église anglicane. Les

[1] Lettre de Jacques au prince d'Orange, 14 juillet 1685. — Dépêche hollandaise de la même date. — Journal de Luttrell. — Note de Dartmouth sur Burnet, I, 646.

[2] Buccleuch, Mss.—Clarke, *Vie de Jacques II*, II, 37. — Mémoires originaux. — Citters, 14-24 juillet 1685. — *Gazette de France*, 1-11 août.

deux évêques insistèrent pour faire avouer à Monmouth qu'en tirant l'épée contre le gouvernement il avait commis un grand péché, mais ils le trouvèrent sur ce point obstinément hétérodoxe. Ce n'était pas sa seule hérésie. Il maintint que ses relations avec lady Wentworth étaient innocentes aux yeux de Dieu. Il avait été marié, dit-il, lorsqu'il n'était qu'un enfant. Il n'avait jamais aimé la duchesse. Il avait cherché dans une suite d'amours déréglés, condamnés par la religion et par la morale, le bonheur qu'il n'avait pas trouvé à son foyer. Henriette l'avait retiré d'une vie de désordre. Il lui avait été scrupuleusement fidèle. Tous deux, d'un consentement mutuel, avaient adressé de ferventes prières à Dieu pour obtenir sa direction sainte. Ils avaient reconnu qu'après ces prières leur affection mutuelle s'était encore accrue, et ils n'avaient pu plus longtemps douter que leur union ne fût légitime aux yeux de Dieu. Les évêques furent tellement scandalisés de cette manière d'envisager les relations conjugales, qu'ils refusèrent d'administrer la communion au prisonnier. Tout ce qu'ils purent obtenir de lui fut la promesse qu'il prierait, pendant la dernière nuit qui lui restait, pour demander à Dieu de l'éclairer s'il était dans l'erreur.

Le mercredi matin, à sa demande spéciale, le docteur Thomas Tenison, alors vicaire de Saint-Martin, et qui s'était acquis l'estime publique dans cette importante cure, se rendit à la Tour. Le duc s'attendait à plus d'indulgence de la part de Tenison, dont les opinions modérées étaient connues, que de la part des évêques Ken et Turner. Mais Tenison, quelles que fussent en théorie ses opinions sur la non-résistance, jugeait la dernière rébellion folle et coupable, et considérait la manière de voir de Monmouth sur le mariage comme une très-dangereuse illusion. Monmouth resta inébranlable à cet endroit. Il avait, dit-il, imploré l'assistance divine. Ses sentiments restaient absolument les mêmes, et

il ne pouvait douter de leur conformité aux lois divines. Les exhortations de Tenison furent faites d'un ton plus doux que celles des évêques; mais il jugea comme eux qu'il serait inexcusable s'il administrait l'eucharistie à un coupable dont le repentir était si peu satisfaisant [1].

L'heure approchait; tout espoir était perdu, et Monmouth avait passé d'une crainte pusillanime à l'apathie du désespoir. Ses enfants lui furent amenés, afin qu'il pût leur faire ses adieux, et sa femme vint ensuite. Il lui parla avec bonté, mais sans émotion. Quoiqu'elle eût une grande force d'âme et qu'elle eût peu de raisons de l'aimer, elle montra un tel désespoir, qu'aucun des assistants ne put retenir ses larmes; lui seul ne fut pas touché [2].

Il était dix heures. La voiture du lieutenant de la Tour était prête. Monmouth pria ses conseillers spirituels de l'accompagner jusqu'au lieu de l'exécution, et ils y consentirent; mais en lui disant que dans leur opinion il allait mourir dans le plus dangereux état d'esprit, et que s'ils l'accompagnaient, il serait de leur devoir de l'exhorter jusqu'à la fin. En passant devant les gardes, le duc les salua d'un sourire; puis il monta à l'échafaud d'un pied ferme. Tower-Hill était couvert jusqu'aux toits d'une multitude innombrable de spectateurs qui écoutèrent, dans un silence respectueux, brisé seulement par le bruit des soupirs et des sanglots, les derniers accents de l'enfant chéri du peuple. « Je parlerai peu, dit-il en commençant : je viens ici, non pour parler, mais pour mourir. Je meurs protestant de l'Église d'Angleterre. » Les évêques l'interrompirent en lui disant qu'il n'était pas membre de leur Église, s'il ne reconnaissait pas comme un péché la résistance au roi. Il

[1] Buccleuch, Mss. — Clarke, *Vie de Jacques II*, II, 37, 38. — Mémoires originaux. — Burnet, I, 645. — Récit de Tenison dans Kennet, III, 432, édition de 1719.

[2] Buccleuch, Mss

parla ensuite de son Henriette. Elle était, dit-il, une jeune femme vertueuse et honorable. Son amour pour elle allait cesser seulement avec son dernier souffle, et il ne pouvait consentir à mourir sans déclarer ses sentiments. Les évêques intervinrent de nouveau et le supplièrent de ne pas prononcer de telles paroles. Quelque altercation s'ensuivit. On a accusé les évêques de s'être montrés durs envers cet homme qui allait mourir; mais il semble cependant qu'ils ne firent que s'acquitter de ce qu'ils considéraient comme un devoir sacré. Monmouth connaissait leurs principes, et s'il désirait s'éviter leurs importunités, il n'avait qu'à les dispenser de l'accompagner. Leurs arguments théoriques contre la résistance n'eurent aucun effet sur lui; mais lorsqu'ils rappelèrent à son souvenir la ruine qu'il avait attirée sur des compagnons braves et dévoués, le sang qui avait été répandu, tant d'âmes qui avaient été envoyées à l'improviste par la mort devant le tribunal de Dieu, avant qu'elles eussent pu se préparer à rendre leurs comptes, il fut touché et dit d'une voix affaiblie : « Je conviens de cela, je suis désolé que cela soit arrivé. » Ils prièrent ensemble longtemps et avec ferveur, et le duc unit ses demandes à celles qu'ils adressaient au ciel jusqu'au moment où ils appelèrent les bénédictions divines sur la tête du roi. Alors il resta silencieux. « Monseigneur, dit un des assistants, ne voulez-vous pas prier avec nous pour le roi? » Monmouth resta silencieux un moment, et après une lutte intérieure, s'écria : « Amen. » Mais ce fut en vain que les prélats le supplièrent d'adresser aux soldats et au peuple quelques mots sur l'obéissance qu'ils devaient au gouvernement. « Je ne ferai pas de discours, s'écria-t-il. — Quelques mots seulement, Monseigneur. » Il se retourna sans répondre, appela son domestique et lui mit dans la main un étui à cure-dents, dernier souvenir d'un amour malheureux. « Donne-le, dit-il, à la personne que tu sais. »

Il s'approcha ensuite de John Ketch, le bourreau, misérable qui avait exécuté tant de braves et de nobles victimes et dont le nom a, pendant un siècle et demi, été donné par le peuple à tous ceux qui lui ont succédé dans cet odieux office [1] : « Voilà six guinées pour vous, dit le duc, tâchez de bien frapper et de ne pas me manquer comme vous avez manqué mylord Russell. J'ai entendu dire que vous l'avez frappé deux ou trois fois. Mon domestique vous donnera encore de l'or, si vous vous acquittez bien de votre office. » Puis il se déshabilla, essaya avec la main le tranchant de la hache, exprima la crainte qu'elle ne fût pas assez affilée, et posa sa tête sur le billot. Pendant tout ce temps les évêques ne cessèrent de répéter avec véhémence : « Que Dieu accepte votre repentir ; que Dieu accepte votre imparfait repentir. »

Le bourreau se mit ensuite en devoir de faire son office; mais il avait été troublé par ce que le duc lui avait dit. Le premier coup ne fit au patient qu'une légère blessure. Le duc se débattit, se souleva de dessus le billot et jeta sur le bourreau un regard de reproche. Sa tête s'affaissa de nouveau. Plusieurs coups furent frappés successivement; mais la tête n'était pas encore séparée du tronc qui continuait à s'agiter. Des hurlements de rage et d'horreur s'élevèrent de la foule. Ketch jeta la hache avec une imprécation : « Je ne puis le faire, dit-il, le cœur me manque. — Reprenez la hache, cria le shérif. — Jetez-le par-dessus la balustrade, » rugit la

[1] Le nom de Ketch fut souvent associé à celui de Jeffreys dans les épigrammes du temps. « Lorsque Jeffreys siége au tribunal, Ketch siége sous le gibet, » dit un poëte. Dans l'année qui suivit l'exécution de Monmouth, Ketch fut renvoyé de son emploi pour avoir insulté un shérif, et fut remplacé par un boucher nommé Rose. Mais quatre mois après Rose fut lui-même pendu à Tyburn, et Ketch fut réintégré dans ses fonctions. Journal de Luttrell, 20 janvier et 28 mai 1686. Voyez une curieuse note du docteur Grey sur Hudibras, partie III, chant II, vers 1504.

foule. Enfin la hache fut reprise. Deux nouveaux coups achevèrent d'épuiser ce qui restait de vie chez le patient ; mais il fallut employer un couteau pour séparer la tête des épaules. La foule, exaspérée, était arrivée à un tel degré de rage, que l'exécuteur courut risque d'être mis en pièces, et qu'on fut obligé de le faire accompagner par une forte escorte[1].

Alors bien des mouchoirs furent trempés dans le sang du duc, car il était regardé, par une grande partie de la multitude, comme un martyr qui était mort pour la religion protestante. La tête et le corps furent placés dans un cercueil couvert de velours noir et déposés secrètement sous la table de la communion, dans la chapelle de Saint-Pierre, à la Tour. Quatre ans après, les dalles du sanctuaire étaient encore remuées, et les restes de Jeffreys déposés à côté des restes de Monmouth. En réalité, il n'y a pas dans le monde de lieu plus lugubre que ce petit caveau. La mort n'y est pas associée, comme dans l'abbaye de Westminster, au génie et à la vertu, à la vénération publique et à un impérissable renom, ni, comme dans les plus humbles de nos églises et de nos cimetières, à tous les plus doux sentiments de la vie domestique et sociale ; mais associée à tout ce que la nature et la destinée humaines contiennent de plus hideux, au sauvage triomphe d'ennemis implacables, à l'inconstance, l'ingratitude et la lâcheté des amis, à toutes les misères de la grandeur déchue et du renom flétri. Là ont été déposés successivement, de siècle en siècle, par la main grossière des geôliers, et sans un ami fidèle qui les accompagnât, les restes sanglants d'hommes qui avaient été capitaines d'armées, chefs de partis, oracles des parlements et ornements des cours. Là fut porté, devant la fenêtre où priait Jane Grey, le

[1] Récit de l'exécution de Monmouth signé par les prélats qui l'accompagnèrent. — Buccleuch, Mss. — Burnet, I, 646. — Citters, 17-27 juillet 1685. — Journal de Luttrell. — Journal d'Evelyn, 15 juillet. — Barillon, 19-29 juillet.

corps mutilé de Guilford Dudley. Là repose, à côté du frère qu'il assassina, Édouard Seymour, duc de Somerset et protecteur du royaume. Là s'est réduit en cendres le tronc décapité de John Fisher, évêque de Rochester et cardinal de Saint-Vitalis, homme digne de vivre dans un meilleur temps et de mourir pour une meilleure cause. Là gisent John Dudley, duc de Northumberland, lord grand amiral, et Thomas Cromwell, comte d'Essex, lord grand trésorier. Un autre Essex s'y trouve aussi, homme à qui la nature et la fortune avaient prodigué en vain tous leurs dons, et que la valeur, la grâce, le génie, la faveur royale, les applaudissements populaires ne conduisirent qu'à une mort prématurée et ignominieuse. Non loin de là dorment deux chefs de la grande famille des Howard, Thomas, quatrième duc de Norfolk, et Philippe, onzième comte d'Arundel. Çà et là, au milieu des tombes des hommes d'État turbulents et ambitieux, dorment des victimes plus aimables et plus douces : Marguerite de Salisbury, la dernière héritière du grand nom de Plantagenet, et ces deux belles reines que fit périr la jalouse rage d'Henri VIII. Telles étaient les cendres auxquelles vinrent se mêler les cendres de Monmouth [1].

Quelques mois après, le paisible village de Toddington, dans le Bedforshire, fut témoin de funérailles plus tristes encore. Près de ce village s'élevait un grand et magnifique manoir, résidence des Wentworth. Le chœur de l'église paroissiale leur servait depuis longtemps de lieu de sépulture. C'est là qu'au printemps qui suivit la mort de Monmouth fut porté le cercueil de la jeune baronne Wentworth de Nestlestede. Sa famille lui éleva un somptueux mausolée; mais on put longtemps contempler avec un bien plus vif intérêt un moins

[1] Je ne puis m'empêcher d'exprimer mon dégoût pour la stupidité barbare qui a transformé cette intéressante petite église en une espèce de chapelle dissidente de ville manufacturière.

orgueilleux souvenir de sa personne : son nom, gravé de la main de celui qu'elle n'avait que trop aimé, pouvait encore se lire, il y a quelques années, sur un des arbres du parc.

Ce ne fut pas par lady Wentworth seulement que la mémoire de Monmouth fut chérie d'un amour idolâtre : son souvenir ne s'effaça du cœur du peuple qu'avec la génération qui l'avait connu. Des rubans, des boucles, d'autres petits articles de toilette qu'il avait portés furent recueillis et conservés comme de précieuses reliques par ceux qui avaient combattu sous ses ordres à Sedgemoor. Des vieillards, qui lui survécurent longtemps, exprimèrent en mourant le désir que ces objets fussent ensevelis avec eux. On peut voir encore, dans une maison qui domine le champ de bataille, un bouton en filigrane d'or, qui a échappé par hasard à ce destin commun de toutes ces reliques. Tel fut l'attachement du peuple pour son infortuné favori, que bien des gens, malgré les preuves les plus évidentes qui puissent témoigner d'un décès, continuèrent à entretenir l'espérance que Monmouth vivait encore et qu'il reparaîtrait un jour en armes. On raconta qu'une personne qui ressemblait singulièrement à Monmouth s'était sacrifiée pour sauver le héros protestant. Le vulgaire continua longtemps, à chaque crise importante, à chuchoter que les temps étaient proches, et que le roi Monmouth se montrerait bientôt. En 1686, un coquin qui prétendait être le duc, et qui avait levé des contributions dans plusieurs villages du Wiltshire, fut saisi et fouetté depuis Newgate jusqu'à Tyburn. En 1698, alors que l'Angleterre jouissait de la liberté constitutionnelle sous une nouvelle dynastie, le fils d'un aubergiste se fit passer auprès des fermiers du Sussex pour leur bien-aimé Monmouth, et réussit à tromper beaucoup de personnes qui n'étaient pas de la plus basse classe. On lui réunit une somme de cinq cents livres ; les fermiers lui fournirent un cheval ; leurs

femmes lui envoyèrent des poulets et des canards, et furent même, dit-on, prodigues de faveurs plus tendres; car, en fait de galanterie, la copie représentait assez bien l'original. Lorsque cet imposteur fut jeté en prison pour ses fraudes, ses partisans l'y maintinrent dans le luxe; quelques-uns d'entre eux se rendirent même à la cour pour soutenir son courage, lorsqu'il fut jugé aux assises d'Horsham. Cette illusion dura si longtemps, que Georges III était depuis plusieurs années sur le trône, lorsque Voltaire crut devoir réfuter gravement cette hypothèse, que le masque de fer était le duc de Monmouth [1].

Un fait non moins remarquable est peut-être celui-ci: de nos jours même, les habitants de certaines régions de l'Ouest de l'Angleterre se croient en droit de réclamer l'appui du duc de Buccleuch, descendant du malheureux chef pour lequel leurs ancêtres versèrent leur sang, lorsque la chambre des lords propose quelque bill qui affecte leurs intérêts.

L'histoire de Monmouth suffirait seule pour réfuter le reproche d'inconstance qu'on adresse si fréquemment au peuple. Le peuple est quelquefois inconstant, car il est composé d'hommes; mais on peut nier en toute confiance qu'il soit inconstant si on le compare aux classes éclairées, aux aristocraties ou aux princes. Il serait facile de

[1] *L'Observateur*, 1 août 1685. — *Gazette de France*, 2 novembre 1686. — Lettre de Humphrey Wanley, datée du 25 août 1698, dans la collection Aubrey. — Voltaire, *Dictionnaire philosophique*. — Il y a dans la collection de Pepys plusieurs ballades écrites après la mort de Monmouth, qui le représentent comme vivant, et prédisent son retour prochain. J'en citerai deux spécimens : — «Quoique ce soit une lugubre histoire, — Que celle de la chute de mon entreprise, — Cependant je reviendrai dans ma gloire, — Si je vis jusqu'en quatre-vingt-neuf, — Car j'aurai une plus forte armée — Et abondance de munitions.» Et cet autre fragment : «Alors Monmouth dans toute sa gloire — Apparaîtra à ses amis anglais, — Et mettra fin à toutes ces histoires — Que l'on vend maintenant; partout — Alors on verra que je n'étais pas si misérable — Que d'être pris cueillant des pois — Ou caché dans une meule de foin. — Quelles étranges histoires sont celles-ci!»

nommer des démagogues dont la popularité a persisté sans avoir subi aucune altération, pendant que des souverains et des parlements retiraient leur confiance à une longue succession d'hommes d'État. Swift avait survécu à ses facultés depuis plusieurs années, que la populace irlandaise continuait encore à allumer des feux de joie à l'anniversaire de sa naissance, en commémoration des services qu'elle croyait qu'il avait rendus à son pays, alors que son esprit était dans toute sa vigueur. Pendant que sept administrations successives étaient élevées au pouvoir et en étaient précipitées par les intrigues de la cour et les changements d'opinion des plus hautes classes de la société, le méprisable Wilkes conservait toujours les affections d'une populace qu'il exploitait et dont il se moquait. Les politiques qui, en 1807, avaient cherché à gagner la faveur de Georges III en défendant Caroline de Brunswick n'eurent pas honte, en 1820, de chercher à gagner la faveur de Georges IV en la persécutant. Mais en 1820 comme en 1807, la masse entière des classes laborieuses resta fanatiquement attachée à la cause de Caroline. Il en fut de même pour Monmouth. En 1680, il avait été également idolâtré par la *gentry* et les paysans de l'Ouest. Il revint en 1685 ; il n'était plus alors pour la *gentry* qu'un objet d'aversion ; mais les paysans l'aimaient encore d'un amour fort comme la mort, d'un amour que ne purent éteindre ni ses malheurs, ni ses fautes, ni la fuite de Sedgemoor, ni la lettre de Ringwood, ni ses larmes et ses abjectes supplications à Whitehall. Le reproche que l'on peut adresser avec justice au peuple, ce n'est pas d'être inconstant ; c'est de choisir presque invariablement si mal ses favoris, que sa fidélité est un vice plutôt qu'une vertu.

Pendant que l'exécution de Monmouth occupait l'attention des habitants de Londres, les comtés qui s'étaient insurgés contre le gouvernement souffraient tout ce que peut faire souffrir une soldatesque féroce. Feversham

avait été appelé à la cour où l'attendaient des honneurs et des récompenses qu'il méritait peu. Il fut créé chevalier de la Jarretière et capitaine du premier régiment des gardes du corps, poste très-lucratif ; mais la cour et la ville se moquèrent également de ses exploits militaires, et l'esprit de Buckingham jeta un dernier et faible éclair aux dépens du général qui gagnait les batailles dans son lit[1]. Feversham laissa pour commander à sa place, à Bridgewater, le colonel Percy Kirke, aventurier militaire, dont les vices s'étaient développés à la pire de toutes les écoles, Tanger. Kirke avait commandé pendant plusieurs années la garnison de cette ville, et y avait été constamment occupé à combattre des tribus barbares ignorantes des lois qui règlent la guerre entre les nations civilisées et chrétiennes. A l'intérieur de la forteresse, il était un prince despotique. Le seul frein que connût sa tyrannie était la crainte d'avoir à rendre compte de sa conduite à un gouvernement éloigné et insouciant. Il pouvait donc se livrer en toute sécurité aux excès les plus audacieux de la rapacité, de la licence et de la cruauté. Il vivait dans la débauche la plus complète, et se procurait par des exactions le moyen de satisfaire ses vices. Aucune marchandise ne pouvait être mise en vente, avant que Kirke eût déclaré n'en pas vouloir. Aucun procès ne pouvait être décidé avant que Kirke eût reçu un pot-de-vin. Un jour, poussé par un caprice de méchanceté, il fit défoncer tous les tonneaux qui se trouvaient dans la cave d'un marchand de vin. Une autre fois, il chassa tous les juifs de Tanger. Il en envoya deux à l'inquisition espagnole, qui les fit immédiatement brûler. C'est à peine si sous cette domination de fer on entendit une plainte, car la haine était dominée et désarmée par la terreur. Deux personnes qui avaient fait quelque résistance furent trouvées as-

[1] *Gazette de France*, 3 août 1685. — *La Bataille de Sedgemoor*, farce.

sassinées, et la croyance universelle fut qu'elles l'avaient été par l'ordre de Kirke. Lorsque ses soldats le mécontentaient, il les faisait fouetter sans pitié, mais il les indemnisait de cette sévérité en leur permettant de dormir lorsqu'ils étaient de garde, de parcourir ivres les rues de la ville, de voler, de battre et d'insulter les marchands et les artisans.

Lorsque Tanger fut abandonné, Kirke revint en Angleterre. Il continua à commander à ses vieux soldats qu'on désignait tantôt sous le nom de premier régiment de Tanger, tantôt sous le nom de régiment de la reine Catherine. Comme ils avaient été levés dans le but de faire la guerre à une nation infidèle, ils portaient sur leur drapeau un emblème chrétien, l'agneau pascal. Par allusion à cet emblème, et par une ironie amère, on appelait ces soldats, les plus grossiers et les plus féroces de l'armée anglaise, les *agneaux* de Kirke. Ce régiment, aujourd'hui le second régiment de ligne, conserve encore cet ancien emblème, mais effacé et comme enseveli sous les insignes nouveaux conquis en Égypte, en Espagne et jusque dans le cœur de l'Asie[1].

Tel était le capitaine et tels étaient les soldats qu'on venait de lâcher sur le peuple du Somersetshire. De Bridgewater, Kirke se rendit à Taunton. Il était suivi de deux chariots remplis de rebelles blessés dont les plaies n'avaient pas été pansées, et d'une longue file de prisonniers qui allaient à pied, enchaînés deux à deux. Il pendit plusieurs de ces prisonniers, sans aucune forme de procès, dès son arrivée à Taunton. On ne leur permit même pas de prendre congé de leurs plus proches parents. L'enseigne de l'auberge du *Cerf blanc* servit de potence. On dit que ces exécutions eurent lieu en face des fenêtres où les officiers du régiment de Tan-

[1] Journal de Pepys, tenu à Tanger. — Registres historiques du second régiment royal d'infanterie ou régiment de la reine.

ger étaient occupés à boire, et qu'à chacun des toasts qu'ils portaient, on pendait un de ces pauvres diables. Lorsque les membres du mourant s'agitaient dans une suprême agonie, le colonel ordonnait aux tambours de battre, afin, disait-il, d'unir la musique à la danse. La tradition raconte qu'un de ces captifs ne put même pas obtenir la faveur d'une mort rapide. Deux fois il fut suspendu à l'enseigne, et deux fois il en fut détaché. Deux fois on lui demanda s'il se repentait de sa trahison, et deux fois il répondit que, si la chose était à refaire, il la referait. On le pendit alors pour la dernière fois. On coupa tant de cadavres en quartiers, que le bourreau avait du sang jusqu'à la cheville. Il était assisté dans son office par un pauvre homme dont on suspecta la fidélité, et qui, pour racheter sa vie, fut forcé de tremper les restes de ses amis dans de la poix. Ce malheureux paysan, après avoir consenti à remplir ce hideux office, revint ensuite à sa charrue. Mais il était comme marqué du sceau de Caïn. Il ne fut plus connu, dans tout son village, que sous l'horrible surnom de *Tom le bouilleur d'hommes*. Longtemps les paysans racontèrent que, bien qu'il eût échappé par son action honteuse et criminelle à la vengeance des *agneaux*, il n'avait pas échappé à la vengeance d'un pouvoir plus terrible. Pendant un grand orage, il chercha un abri sous un chêne et il y fut frappé de la foudre[1].

Le nombre des personnes qui furent ainsi massacrées ne peut être aujourd'hui constaté exactement. Les registres de la paroisse de Taunton en mentionnent neuf, mais ces registres ne contiennent que les noms de ceux qui reçurent une sépulture chrétienne. Ceux qui furent pendus dans leurs chaînes, et dont les têtes et les membres furent envoyés aux villages voisins, doivent avoir été

[1] *Les Assises sanglantes.*—Burnet, I, 647.—Journal de Luttrell, 15 juillet 1685.— Locke, *la Rébellion de l'Ouest.*— Toulmin, *Histoire de Taunton*, éditée par Savage.

beaucoup plus nombreux. A Londres, l'opinion générale, à cette époque, fut que Kirke avait mis à mort une centaine de prisonniers pendant la semaine qui suivit la bataille[1].

La cruauté n'était pas la seule passion de cet homme. Il aimait l'argent et n'était pas novice dans l'art d'en extorquer. On pouvait acheter de lui un sauf-conduit pour trente ou quarante livres, et ce sauf-conduit, bien que sans valeur légale, permettait à l'acheteur de traverser, sans être inquiété, les postes des *agneaux*, de gagner un port de mer et de fuir en pays étranger. Les vaisseaux en partance pour la Nouvelle-Angleterre furent en ce moment tellement encombrés de fuyards de Sedgemoor, qu'il y eut fort à craindre que l'eau et les provisions ne manquassent[2].

Kirke était aussi à sa manière (manière grossière et féroce, il est vrai) un homme de plaisir, et il est très-probable qu'il employa son pouvoir à satisfaire ses appétits licencieux. On raconta qu'il avait triomphé de la vertu d'une belle femme en lui promettant d'épargner la vie d'un homme qui lui était cher, et qu'après qu'elle eut cédé, il lui montra, suspendus à la potence, les restes inanimés de celui pour lequel elle avait sacrifié son honneur. Un juge impartial doit rejeter cette anecdote : elle ne s'appuie sur aucune preuve, et la première autorité qui la rapporte est Pomfret, dans un de ses poëmes. Les historiens dignes de foi de cette époque, qui tous s'étendent longuement sur les crimes de Kirke, omettent de mentionner ce crime atroce, ou ne le mentionnent que comme une rumeur sans preuves. Ceux qui racontent cette histoire la racontent avec de telles variantes, qu'elle perd toute authenticité. Quelques-uns mettent la scène à Taunton, d'autres à Exeter.

[1] Journal de Luttrell, 15 juillet 1685. — Toulmin, *Histoire de Taunton*.
[2] Oldmixon, 705. — *La Vie et les Erreurs de John Dunton*, chapitre VI.

Quelques-uns font de l'héroïne une jeune fille, d'autres une femme mariée. Le parent pour lequel elle paya cette rançon honteuse est son père, selon les uns ; selon d'autres, son frère, selon d'autres encore, son mari. Enfin cette histoire est une de celles qu'on a racontées d'une foule d'autres oppresseurs, bien longtemps avant que Kirke fût né, et a été un thème favori pour les romanciers et les poëtes dramatiques. Deux hommes politiques du quinzième siècle, Rhynsault, favori du duc de Bourgogne, Charles le Téméraire, et Olivier le Dain, favori de Louis XI de France, ont été accusés du même crime. Cintio l'a pris pour sujet d'un roman ; Whetstone a tiré du récit de Cintio sa pièce grossière de *Promos et Cassandra*, et Shakspeare a emprunté à Whetstone l'intrigue de sa belle tragi-comédie de *Mesure pour mesure*. Kirke ne fut donc pas le premier, et il ne fut pas non plus le dernier auquel fut attribué par le peuple cet excès de perversité. Pendant la réaction qui suivit la tyrannie des Jacobins en France, une accusation toute semblable fut portée contre Joseph Lebon, un des agents les plus odieux du comité de salut public, et, après enquête, fut déclarée sans fondement par les ennemis même de Lebon [1].

Le gouvernement fut mécontent de Kirke, non à cause de la barbarie avec laquelle il avait traité les prisonniers pauvres, mais à cause de la clémence intéressée qu'il avait montrée aux délinquants riches [2]. Il fut bientôt

[1] Le silence d'Oldmixon et des compilateurs du *Martyrologe de l'Ouest* me paraît à lui seul décider la question. Il est bon de remarquer que l'histoire de Rhynsault est racontée par Steele dans *le Spectateur*, nº 491. Il est assurément difficile de croire que, si un crime eût été commis en Angleterre par un officier de Jacques II, Steele, qui se plaisait à tout propos à étaler son whighisme, n'y eût pas fait allusion. Pour l'affaire de Lebon, voyez le *Moniteur* du 4 messidor an III.

[2] Sunderland à Kirke, 14 et 28 juillet 1685. — « Sa Majesté, écrit Sunderland, me commande de vous signifier son déplaisir de ces mesures, et désire que vous preniez des précautions pour qu'il ne s'échappe aucune des personnes

rappelé de l'Ouest. Un massacre beaucoup moins irrégulier et beaucoup plus cruel allait commencer. La vengeance cependant fut retardée de quelques semaines. On jugea bon de ne pas commencer la tournée judiciaire de l'Ouest avant que les autres tournées ne fussent achevées. En attendant, les prisons du Somersetshire et du Dorsetshire se remplirent de milliers de prisonniers. Le principal ami et protecteur de ces malheureux dans leur détresse fut un homme qui abhorrait leurs opinions religieuses et politiques, un homme appartenant à un ordre qu'ils avaient toujours haï, un homme qu'ils avaient outragé sans raison, l'évêque Ken. Ce bon prélat usa de toute son influence pour adoucir les geôliers, et diminua les dépenses de sa maison pour être à même d'ajouter quelque chose aux grossières et minces rations de ceux qui avaient dégradé sa bien-aimée cathédrale. Sa conduite, en cette occasion, fut d'accord avec toute sa vie. Son intelligence était certainement obscurcie par bien des superstitions et bien des préjugés, mais son caractère moral, lorsqu'on le juge avec impartialité, peut soutenir la comparaison avec tous ceux que présente l'histoire ecclésiastique, et nous semble approcher, autant que le permet l'infirmité humaine, de l'idéale perfection des vertus chrétiennes[2].

Son œuvre d'amour et de miséricorde ne fut pas de longue durée. On s'apprêtait à vider les prisons par des moyens rapides et efficaces. Dans les premiers jours de

impliquées dans la rébellion. Il est juste d'ajouter que, dans la même lettre, Kirke est blâmé pour avoir permis à ses soldats de se relâcher de la discipline.

[2] Je serais très-heureux de pouvoir ajouter foi à cette histoire populaire qui raconte que Ken, immédiatement après la bataille de Sedgemoor, représenta aux chefs de l'armée royale l'illégalité des exécutions militaires. Sans doute, s'il eût été présent, il aurait employé toute son influence en faveur de la loi et de la clémence, mais il n'existe aucune preuve digne de foi qu'il fût alors dans l'Ouest. Il est certain, d'après les procès-verbaux de la chambre des lords, que le jeudi avant la bataille il était à Westminster. Il est également certain que le lundi après la bataille il était avec Monmouth à la Tour.

septembre, Jeffreys, accompagné de quatre autres juges, partit pour une tournée, dont le souvenir durera aussi longtemps que notre race et notre langue. Les officiers qui commandaient les troupes dans les districts qu'il devait traverser avaient ordre de lui prêter toute l'assistance militaire qu'il pourrait réclamer. Son caractère n'avait certes pas besoin de stimulants, et cependant on le stimula. La santé et le courage du lord garde des sceaux s'étaient affaiblies. Il avait été profondément humilié par la froideur du roi et l'insolence du grand juge, et il ne pouvait guère trouver de consolation dans les souvenirs de sa vie passée, pure, il est vrai, de tout crime atroce, mais souillée en revanche par la lâcheté, l'égoïsme et la servilité. Le malheureux se sentait si profondément abaissé que, la dernière fois qu'il parut dans la salle de Westminster, il prit un bouquet pour se cacher le visage, n'osant, ainsi qu'il l'avoua plus tard, supporter les regards du barreau et de l'auditoire. La perspective de sa fin prochaine semble lui avoir inspiré un courage inaccoutumé. Il se détermina à décharger sa conscience, demanda une audience au roi, lui parla avec chaleur des dangers inséparables des actes violents et arbitraires, et condamna les cruautés illégales que les soldats avaient commises dans le Somersetshire. Il se retira bientôt après de Londres et mourut. Il rendit le dernier souffle quelques jours ap[...] le départ des juges pour l'Ouest. On fit immédiatem[...] savoir à Jeffreys qu'il pouvait compter sur le grand sce[...] comme récompense de ses loyaux et énergiques servi[...]s[1].

Le grand juge ouvrit d'abord l[...] assises à Winchester. Le Hampshire n'avait pas été l[...]héâtre de la guerre, mais un grand nombre de rebelles, comme leur chef lui-même, y avaient cherché un refuge. Deux d'entre

[1] North, *Vie de Guildford*, 260, 263, 273. — Mackintosh, *Aperçu du règne de Jacques II*, note de la page 16. — Lettre de Jeffreys à Sunderland, 5 septembre 1685.

eux, John Hickes, ministre non-conformiste, et Richard Nelthorpe, avocat, qui avait été mis hors la loi pour sa participation au complot de Rye-House, avaient cherché un asile dans la maison d'Alice, veuve de John Lisle. John Lisle avait siégé au long parlement et dans la haute cour de justice, avait été commissaire du grand sceau pendant la république et créé lord par Cromwell. Les titres donnés par le Protecteur n'avaient été reconnus par aucun des ministères qui avaient gouverné l'Angleterre depuis la chute de sa famille, mais ils paraissent avoir été souvent accordés dans la conversation, même par les royalistes. La veuve de John Lisle était donc généralement désignée sous le nom de lady Alice. Elle était alliée à plusieurs familles respectables et à quelques familles nobles, et elle était généralement estimée, même par les Tories de son comté, car ils savaient qu'elle avait profondément regretté la part que son mari avait prise à quelques actes violents, qu'elle avait répandu des larmes sur le sort de Charles Ier, et qu'elle avait soulagé plus d'un Cavalier dans la détresse. La même bonté féminine qui l'avait conduite à assister les royalistes dans leur période de malheur ne lui permettait pas de refuser un morceau de pain et une retraite aux malheureux qui lui demandaient sa protection. Elle les reçut dans sa maison, leur donna à boire et à manger, et leur montra l'endroit où ils pouvaient reposer. Le lendemain matin, sa demeure était entourée de soldats. On fit de strictes recherches : on trouva Hickes caché dans la brasserie et Nelthorpe dans la cheminée. Si lady Alice savait que ses hôtes avaient pris part à l'insurrection, elle s'était incontestablement rendue coupable d'un crime capital, à prendre la chose dans un sens strict et étroit, car la loi sur la haute trahison, qui ne fait aucune distinction entre le principal et l'accessoire, était et est encore aujourd'hui dans un état honteux pour la jurisprudence anglaise. Dans tous les autres crimes, on fait

entre le principal et l'acccessoire une distinction fondée sur la justice et la raison. Celui qui dérobe à la justice un homme qu'il sait être un meurtrier, quoique passible d'une peine, n'est point passible de la peine réservée à l'assassinat; mais, selon tous nos jurisconsultes, celui qui cache un homme qu'il connaît pour un coupable politique est coupable de haute trahison. Il est inutile de faire remarquer l'absurdité et la cruauté d'une loi qui range dans la même catégorie et punit du même châtiment des offenses placées aux deux extrémités de l'échelle de la culpabilité. Le sentiment qui fait reculer le sujet le plus fidèle devant la pensée de livrer à une mort honteuse le rebelle qui, vaincu, traqué, en proie à une agonie mortelle, implore un morceau de pain et un verre d'eau, peut être une faiblesse, mais assurément c'est une faiblesse qui touche de bien près à la vertu, et que, si nous considérons l'état et la constitution de l'être humain, nous ne pourrions arracher de l'âme sans en arracher en même temps bien des sentiments nobles et bienveillants. Un bon et sage gouvernement peut se refuser à sanctionner cette faiblesse, mais en général il la tolérera ou ne la punira que légèrement, et jamais il ne consentira à la considérer comme un crime d'une nature absolument impardonnable. Si Flora Macdonald fit bien de cacher l'héritier proscrit des Stuarts, et si, de nos jours même, un brave officier fit bien d'aider à l'évasion de Lavalette, ce sont là des questions sur lesquelles les légistes peuvent différer d'opinion; mais assimiler de telles actions aux crimes de Guy Faux et de Fieschi est un outrage à l'humanité et au sens commun. C'est là pourtant ce que fait notre loi. Il est évident que cette loi n'est supportable qu'à la condition d'être appliquée avec clémence; et il est juste de dire que, pendant une longue série de générations, aucun gouvernement anglais, un seul excepté, n'a traité avec rigueur les personnes coupables seulement d'avoir donné un asile aux

rebelles vaincus et fugitifs. Aux femmes surtout, on a toujours accordé, par une sorte de consentement tacite, le droit d'exercer, au milieu des troubles et des vengeances, cette compassion qui est le plus séduisant de tous leurs charmes. Depuis le commencement de la grande guerre civile, bien des rebelles, dont quelques-uns étaient d'une tout autre importance que Nelthorpe et Hickes, ont été protégés contre la sévérité des gouvernements victorieux par l'adresse et la générosité des femmes; mais aucun des gouvernements ainsi frustrés dans leurs vengeances, celui de l'implacable Jacques excepté, n'a eu la barbarie de songer à punir d'une mort cruelle et honteuse une femme coupable d'un délit si véniel et si sympathique.

Tout odieuse que fût la loi, on la tortura encore afin de perdre Alice Lisle. Selon la doctrine des autorités les plus compétentes, elle ne pouvait être mise en jugement qu'après la condamnation des rebelles qu'elle avait reçus à son foyer[1]. Elle fut cependant envoyée devant la cour avant que Hickes et Nelthorpe eussent été jugés. Il n'était pas aisé d'obtenir un verdict favorable à la couronne. Les témoins usaient de faux-fuyants. Le jury, composé des principaux habitants du Hampshire, reculait devant la pensée d'envoyer une créature humaine au bûcher pour une faute qui semblait mériter plutôt la louange que le blâme. La rage mit Jeffreys hors de lui. C'était le premier procès de haute trahison de sa tournée, et, selon toute probabilité, sa proie allait lui échapper. Il tempêta, jura, menaça dans un langage qu'aucun homme bien élevé n'aurait osé employer, même dans une course de chevaux ou un combat de coqs. Un témoin nommé Dunne, en partie par l'intérêt que lui inspirait lady Alice, en partie par la crainte des menaces et des imprécations du grand juge, perdit entièrement la tête et finit par ne pouvoir dire

[1] Voyez le préambule de l'acte du parlement qui la réhabilita.

un mot. « Oh ! comme la vérité est dure à sortir de la bouche d'un fieffé menteur de Presbytérien, » dit Jeffreys. Le témoin, après un court silence, balbutia quelques mots vides de sens. « Y eut-il jamais sur la terre un pareil scélérat ? s'écria le juge avec une imprécation. Crois-tu qu'il y ait un Dieu ? Crois-tu au feu de l'enfer ? J'ai vu bien des témoins, mais je n'ai jamais rencontré ton pareil. » Le pauvre homme, que l'épouvante rendait entièrement stupide, restait toujours muet, et la rage de Jeffreys éclata de nouveau. « J'espère, messieurs les jurés, que vous prenez note de l'horrible conduite de ce drôle. Comment pourrait-on s'empêcher de haïr ces gens-là et leur religion ? Un Turc est un saint à côté d'un gaillard de cette espèce. Un païen aurait honte d'une telle infamie. Ah ! seigneur Jésus ! au milieu de quelle race de vipères vivons-nous ? — Je ne sais pas ce qu'il faut dire, » bégaya Dunne. Un tonnerre d'imprécations sortit de la bouche du juge. « Y eut-il jamais une aussi impudente canaille ? Approchez la lumière, afin que nous puissions contempler son front d'airain. Vous, messieurs les avocats du conseil de la couronne, veillez à ce qu'on dresse une accusation contre ce faquin pour faux témoignage. » Après qu'on eut procédé de cette manière à l'audition des témoins, lady Alice fut appelée à se défendre. Elle commença par dire, ce qui peut-être était vrai, que bien qu'elle sût que Hickes était poursuivi lorsqu'elle l'avait reçu, elle ignorait qu'il eût pris part à la rébellion. Hickes était un ministre, un homme de paix. Il ne lui était donc jamais venu à l'esprit qu'il eût pu prendre les armes contre le gouvernement, et elle avait supposé qu'il cherchait à se cacher à cause de mandats d'arrêt lancés contre lui pour prédications en plein champ. Le grand juge commença à tempêter. « Je vous dirai ce qui en est, moi. Il n'y a pas un de ces menteurs, de ces pleurnicheurs, de ces hypocrites de Presbytériens, qui d'une manière ou d'une autre n'ait pris part à la ré-

bellion. Le presbytérianisme contient toutes les scélératesses. Le presbytérianisme seul a pu faire de Dunne le drôle qu'il est. Montrez-moi un Presbytérien, et je vous montrerai un fieffé menteur. » Il fit le résumé de l'affaire dans le même style, déclama pendant une heure contre les Whigs et les dissidents, rappela au jury que le mari de l'accusée avait pris part à la mort de Charles Ier, fait qui n'était aucunement prouvé, et qui, eût-il été prouvé, n'avait absolument rien à faire dans la question. Le jury se retira et resta longtemps à délibérer. Le grand juge s'impatienta. Il ne pouvait concevoir, dit-il, comment pour une affaire si simple ils avaient eu même besoin de quitter leurs bancs. Il leur envoya dire que, s'ils ne revenaient pas immédiatement, il ajournerait la cour et les enfermerait pour toute la nuit. Ainsi harcelés, ils revinrent, mais seulement pour dire qu'ils doutaient que l'accusation eût été prouvée. Jeffreys leur fit des remontrances véhémentes, et après une nouvelle délibération, ils rendirent à contre-cœur un verdict de culpabilité.

Le lendemain matin, la sentence fut prononcée. Jeffreys donna des ordres pour qu'Alice Lisle fût brûlée vive dans l'après-midi de ce même jour. Cet excès de barbarie excita la pitié et l'indignation même de cette classe qui était par-dessus toutes les autres dévouée à la couronne. Le clergé de la cathédrale de Winchester fit des remontrances au grand juge, qui, tout brutal qu'il fût, n'était pas assez fou pour aller se quereller sur un tel sujet avec un corps aussi respecté du parti tory. Il consentit à retarder l'exécution de cinq jours. Les amis de la prisonnière employèrent ce délai à implorer la clémence de Jacques. Des dames de haut rang intercédèrent pour elle. Feversham, dont la récente victoire avait accru l'influence à la cour, et qui, dit-on, avait reçu de l'argent pour prendre le parti de la pitié, parla en sa faveur. Clarendon, le beau-frère du roi, plaida sa cause, mais ce fut en vain. Tout ce qu'on put obtenir fut qu'Alice

Lisle serait décapitée au lieu d'être brûlée. Elle fut mise à mort sur un échafaud dressé au milieu du marché de Winchester, et subit son sort avec un calme courage[1].

Dans le Hampshire, Alice Lisle fut la seule victime; mais le jour qui suivit son exécution, Jeffreys arriva à Dorchester, la principale ville du comté où Monmouth avait débarqué, et le massacre judiciaire commença.

Par ordre du grand juge, la cour fut tendue de rouge, et cette innovation parut à la multitude un présage d'actes sanglants. On raconta aussi que lorsque l'ecclésiastique qui prêchait le sermon pour l'ouverture des assises avait insisté sur l'obligation de la clémence, une grimace de mauvais présage avait contourné la bouche féroce du grand juge. Tout cela faisait donc mal augurer de ce qui allait arriver[2].

Il y avait à juger plus de trois cents prisonniers. La tâche était lourde; mais Jeffreys avait sa méthode pour la rendre légère. Il fit très-clairement entendre que la seule chance d'obtenir grâce ou sursis était de s'avouer coupable. Vingt-neuf personnes qui voulurent en appeler au jury furent condamnées et pendues sur-le-champ. Les autres prisonniers se déclarèrent coupables par douzaines. Deux cent quatre-vingt-douze furent condamnés à mort. Dans le Dorsetshire, le nombre total des personnes pendues fut de soixante et quatorze.

De Dorchester, Jeffreys se rendit à Exeter. La guerre civile avait à peine effleuré la frontière du Devonshire. Il y eut donc dans ce comté peu d'exécutions capitales comparativement. Le Somersetshire, principal siége de la rébellion, avait été réservé pour la dernière et la plus terrible vengeance. Dans ce comté, deux cent trente-trois prisonniers furent en quelques jours pendus, écartelés et coupés en quartiers. A tous les carrefours des

[1] Procès d'Alice Lisle, dans la *Collection des procès d'État*. — Statut, I, Guillaume et Marie. — Burnet, I, 649. — *Caveat contre les Whigs*.

[2] *Les Assises sanglantes*.

routes, sur toutes les places de marché, sous les ombrages de tous les villages considérables qui avaient fourni des soldats à Monmouth, on voyait des cadavres chargés de chaînes se balancer au vent, des têtes et des membres fichés sur des pieux qui empoisonnaient l'air et remplissaient le voyageur d'effroi. Dans nombre de paroisses les paysans ne pouvaient s'assembler dans la maison de Dieu sans apercevoir la tête effrayante de quelqu'un de leurs voisins leur envoyant ses grimaces sinistres du haut du portail. Le grand juge nageait dans la joie. Sa bonne humeur augmentait avec les supplices. Il riait, beuglait, plaisantait et jurait avec un tel entrain, que beaucoup le croyaient ivre du matin au soir; mais il était difficile de distinguer en lui la folie produite par les mauvaises passions de la folie produite par l'eau-de-vie. Un prisonnier affirmait que les témoins qui avaient déposé contre lui ne méritaient aucun crédit. L'un d'eux, dit-il, était un Papiste, et l'autre une prostituée. « Impudent rebelle! cria le juge, oses-tu bien récriminer contre les témoins du roi! Je te vois, scélérat, je te vois déjà avec la corde autour du cou. » Un autre fit témoigner qu'il était bon protestant. « Protestant! dit Jeffreys, vous voulez dire Presbytérien. J'offre d'en faire le pari. Je flaire un Presbytérien à quarante milles de distance. » Un pauvre homme excitait la pitié des Tories les plus invétérés eux-mêmes. « Mylord, dirent-ils, cette pauvre créature vit des secours de la paroisse. — Ne vous inquiétez pas, répondit Jeffreys, je débarrasserai la paroisse de ce fardeau. » Ce n'était pas seulement contre les prisonniers qu'il exhalait sa fureur. Les nobles et les personnes de la plus grande considération et du royalisme le plus dévoué, s'ils se hasardaient à lui faire remarquer quelque circonstance atténuante, étaient presque toujours sûrs de s'attirer ce qu'il appelait, dans le grossier jargon qu'il avait appris dans les cabarets de Whitechapel, « une léchée du côté rude de sa langue. »

Pour punir un pair tory, lord Stawell, qui ne pouvait cacher l'horreur que lui inspirait l'impitoyable boucherie qu'on faisait de ses pauvres voisins, il fit suspendre un cadavre enchaîné à la porte de son parc[1]. C'est dans ces spectacles que prirent naissance bien des contes terribles que les fermiers du Somersetshire racontèrent longtemps en buvant leur cidre, au coin de leur feu, durant les soirées d'hiver. Il n'y a pas quarante ans, les paysans, dans quelques districts, connaissaient encore les endroits maudits, et ils n'y passaient pas volontiers après le coucher du soleil[2].

Jeffreys se vantait d'avoir fait pendre plus de traîtres que tous ses prédécesseurs ensemble depuis la conquête. Il est certain que le nombre des personnes qu'il fit exécuter en un seul mois, et dans un seul comté, dépassa de beaucoup le nombre de tous les condamnés politiques qui ont été exécutés dans notre île depuis la révolution. Les rébellions de 1715 et de 1745 durèrent bien plus longtemps, s'étendirent bien plus loin et eurent un aspect bien plus formidable que la rébellion qui fut abattue à Sedgemoor. On s'accorde assez généralement à dire que, soit après la rébellion de 1715, soit après celle de 1745, la maison de Hanovre n'a pas péché par excès de clémence. Cependant les exécutions de 1715 et de 1745, mises ensemble, ne présenteraient qu'un chiffre très-minime comparativement au chiffre des exécutions qui déshonorèrent les *assises sanglantes*. Le nombre des rebelles que Jeffreys fit pendre dans cette tournée fut de trois cent vingt[3].

De tels massacres auraient excité le dégoût, quand

[1] Locke, *la Rébellion de l'Ouest.*

[2] Je puis attester le fait d'après mes souvenirs d'enfance.

[3] Lord Lonsdale dit sept cents; Burnet, six cents. J'ai suivi la liste que les juges envoyèrent à la trésorerie, et qu'on trouve dans la *Letter Book* de 1685. — Voyez *les Assises sanglantes.* — Locke, *Rébellion de l'Ouest.* — *Le Panégyrique de lord Jeffreys.* — Burnet, I, 648. — Eachard, III, 775. — Oldmixon, 705.

bien même les victimes auraient été généralement détestées; mais la plupart étaient au contraire des personnes d'une vie sans tache et d'une profonde piété; elles se regardaient, et leurs voisins les regardaient généralement non comme des coupables, mais comme des martyrs qui avaient scellé de leur sang les vérités de la religion protestante. Peu de condamnés exprimèrent un repentir : beaucoup, au contraire, animés par le vieil esprit puritain, souffrirent la mort, non-seulement avec courage, mais avec enthousiasme. C'était en vain que les ministres de l'Église établie les sermonnaient sur la culpabilité de la rébellion et sur la nécessité de l'absolution ecclésiastique; les prétentions du roi à une autorité illimitée dans les choses temporelles, et les prétentions du clergé au pouvoir spirituel de lier et de délier, excitaient le profond mépris des intrépides sectaires. Quelques-uns composèrent des hymnes en prison et les chantèrent sur le fatal tombereau. « Christ, chantaient-ils pendant qu'ils se déshabillaient pour le massacre, Christ viendra bientôt pour secourir Sion et faire la guerre à Babylone; il déploiera son étendard, sonnera de sa trompette, et fera payer au décuple à ses ennemis ce qu'ils ont fait souffrir à ses serviteurs. » On retint les dernières paroles de ces hommes, on conserva leurs lettres d'adieux comme des trésors. Ainsi se forma, avec l'aide d'un peu d'invention et d'exgération, un volumineux supplément au martyrologe de la reine Marie[1].

Quelques-uns de ces procès méritent une mention spéciale. Abraham Holmes, ancien officier de l'armée parlementaire et l'un de ces fanatiques qui ne reconnaissaient d'autre roi que le roi Jésus, fut pris à Sedgemoor. Un de ses bras avait été horriblement mutilé et

[1] On trouve dans *les Assises sanglantes* quelques-unes des hymnes, prières et exhortations des victimes.

fracassé sur le champ de bataille, et comme aucun chirurgien ne se trouvait là, l'intrépide vétéran s'amputa lui-même. Il fut amené à Londres et interrogé par le roi dans son conseil, mais il ne voulut faire aucune soumission. « Je suis un vieillard, dit-il, et ce qui me reste de vie ne vaut pas la peine d'être conservé au prix d'un mensonge ou d'une bassesse. J'ai toujours été républicain et je le suis encore. » Il fut ramené dans l'Ouest et pendu. Le peuple remarqua avec étonnement et stupeur que les chevaux qui devaient le mener à la potence étaient devenus rétifs et reculaient. Holmes lui-même ne douta point que l'ange du Seigneur ne se tînt sur la route, comme dans les anciens jours, l'épée à la main, invisible aux yeux mortels, visible seulement aux créatures inférieures. « Arrêtez, messieurs, cria-t-il, laissez-moi aller à pied. Ce fait en dit plus que vous ne pensez. Rappelez-vous que l'âne vit celui que le prophète ne pouvait voir. » Il marcha courageusement à la potence, harangua le peuple en souriant, pria avec ferveur pour que Dieu hâtât la chute de l'Antechrist et la délivrance de l'Angleterre, et monta l'échelle en s'excusant de la monter si gauchement. « Mais vous voyez, dit-il, je n'ai qu'un bras [1]. »

Non moins courageusement mourut Christophe Battiscombe, jeune étudiant en droit, de bonne famille et de grande fortune, qui, à Dorchester, charmante ville de province, fière de son élégance et de ses bonnes manières, était regardé par tout le monde comme le type d'un parfait *gentleman*. On fit de grandes démarches pour le sauver. On racontait comme certain, dans l'Ouest de l'Angleterre, que sa fiancée, jeune personne de sang noble et sœur du shérif, s'était jetée aux pieds de Jef-

[1] *Les Assises sanglantes.*—Locke, *la Rébellion de l'Ouest.*—*Mémoires de lord Lonsdale.* — Récit de la bataille de Sedgemoor dans les papiers d'Hardwicke. — Le récit de Clarke, dans la *Vie de Jacques II,* II, 43, n'est pas tiré des manuscrits du roi, et se réfute suffisamment de lui-même.

freys pour lui demander grâce, et que le grand juge l'avait repoussée avec une plaisanterie si hideuse, que la rapporter serait faire injure à la décence et à l'humanité. Son fiancé mourut à Lyme, avec piété et courage [1].

La mort de deux nobles frères, William et Benjamin Hewling, excita un intérêt plus grand encore. Ils étaient jeunes, beaux, accomplis, de bonne famille. Leur grand-père du côté maternel se nommait Kiffin; il était l'un des premiers marchands de Londres et était considéré généralement comme le chef des Baptistes. Le grand juge traita William Hewling avec la brutalité qui le caractérisait. « Vous avez un grand-père, dit-il, qui mérite d'être pendu aussi bien que vous. » Le pauvre garçon, qui n'avait que dix-neuf ans, souffrit la mort avec tant de douceur et de courage, qu'un officier de l'armée, qui assistait à l'exécution et qui s'était fait remarquer par sa rudesse et sa sévérité, fut singulièrement ému et dit : « Je ne crois pas que mylord le grand juge lui-même pût être à l'épreuve d'un tel spectacle. » On se berçait de l'espoir que Benjamin serait pardonné. Assurément c'était assez pour une seule famille de fournir une victime d'un âge aussi tendre. Jeffreys lui-même penchait, ou faisait semblant de pencher vers la clémence. La vérité, c'est qu'un de ses parents, dont il attendait un riche héritage et qu'il ne pouvait par conséquent traiter comme il traitait généralement ses victimes, plaida avec énergie en faveur de la malheureuse famille; on accorda un sursis pour en référer à Londres. La sœur du prisonnier alla porter une pétition à Whitehall. Beaucoup de personnes de la cour faisaient des vœux pour qu'elle réussit, et Churchill, qui ne donna jamais place à la cruauté parmi ses nombreux défauts, obtint pour elle une audience. « Je

[1] *Les Assises sanglantes. — Locke, Rébellion de l'Ouest. — Humble pétition des veuves et des orphelins de l'Ouest de l'Angleterre. — Panégyrique de lord Jeffreys.*

vous souhaite bonne chance dans votre entreprise, dit-il à la jeune fille, pendant qu'ils attendaient dans l'antichambre. Mais ne vous bercez pas de trop grandes espérances. Ce marbre — et il posa la main sur le manteau de la cheminée — n'est pas plus dur que le roi.» La prédiction se réalisa; Jacques fut inexorable. Benjamin Hewling mourut avec un courage intrépide, au milieu des lamentations du peuple, auxquelles les soldats qui montaient la garde autour de la potence ne purent s'empêcher de se joindre[1].

Cependant les rebelles condamnés à mort furent moins à plaindre que quelques-uns des survivants. Divers prisonniers contre lesquels Jeffreys fut incapable de porter l'accusation de haute trahison furent poursuivis pour délits et condamnés à des flagellations non moins terribles que celle qu'avait subie Titus Oates. Une femme, pour quelques paroles en l'air, telles qu'en avait dû dire la moitié des femmes dans les districts où la guerre avait éclaté, fut condamnée à être fouettée dans toutes les villes à marché du comté de Dorset. Elle subit une partie de son châtiment avant que Jeffreys fût revenu à Londres; mais lorsqu'il ne fut plus dans l'Ouest, les geôliers, de connivence avec les magistrats, prirent sur eux la responsabilité de lui épargner de nouvelles tortures. Une sentence encore plus terrible fut prononcée contre un jeune garçon nommé Tutchin, mis en jugement pour paroles séditieuses. Comme d'habitude, il fut interrompu dans sa défense par les injures grossières et le langage ordurier du grand juge. « Vous êtes un rebelle, et toute votre famille est rebelle depuis Adam. On me dit que vous

[1] Sur la mort des Hewlings, j'ai suivi les Mémoires de Kiffin et le récit de M. Hewling Luson, que l'on trouvera dans la seconde édition de la *Correspondance de Hughes*, vol. II, appendice. Les récits que donnent Locke, *Rébellion de l'Ouest,* et le *Panégyrique de Jeffreys,* sont pleins d'erreurs. Une grande partie du récit des *Assises sanglantes* fut écrite par Kiffin, et s'accorde mot pour mot avec ses Mémoires.

êtes poëte ; nous réciterons des vers ensemble. » La sentence prononcée contre cet enfant portait qu'il serait emprisonné pendant sept ans, et fouetté chaque année dans toutes les villes de marché du Dorsetshire pendant cette période. Les femmes qui se trouvaient dans les galeries fondaient en larmes. Le greffier des mises en accusation se leva, en proie à une vive émotion : « Mylord, dit-il, le prisonnier est très-jeune ; les villes à marché sont nombreuses dans notre contrée ; la sentence équivaut à une flagellation toutes les quinzaines pendant sept ans. — Si c'est un jeune homme, répondit Jeffreys, en revanche, c'est un vieux coquin. Mesdames, vous ne connaissez pas le scélérat comme je le connais. Le châtiment est de moitié trop doux pour lui : les prières de toute l'Angleterre ne me détermineraient pas à le modifier. » Tutchin, dans son désespoir, demanda, et probablement avec sincérité, à être pendu. Heureusement pour lui, il fut justement en cette occurrence atteint de la petite vérole et tenu pour mort. Comme il semblait très-improbable que la sentence fût jamais exécutée, le grand juge consentit à la remettre, moyennant un pot-de-vin, qui réduisit le prisonnier à la pauvreté. Le caractère de Tutchin, qui n'était déjà pas doux par nature, fut exalté jusqu'à la folie furieuse par le traitement qu'il avait subi. Il vécut pour se faire connaître comme un des ennemis les plus invétérés et les plus acharnés de la maison des Stuarts et du parti tory[1].

Le nombre des prisonniers que Jeffreys fit transporter fut de huit cent quarante-un. Ces hommes, plus malheureux que ceux de leurs compagnons qui avaient subi la mort, furent divisés par bandes et concédés à des personnes favorisées par la cour. Les conditions de cette concession furent que les condamnés seraient transportés au delà des mers comme esclaves ; qu'ils ne pourraient

[1] Voyez le récit que Tutchin a fait lui-même de ses procès dans les *Assises sanglantes*.

pas être émancipés avant dix ans, et que le lieu de leur exil serait une des îles des Indes occidentales. Ce dernier article était habilement conçu pour aggraver les souffrances des exilés. Dans la Nouvelle-Angleterre et dans le New-Jersey, ils auraient trouvé une population très-bien disposée en leur faveur et un climat qui n'eût pas été défavorable à leur santé et à leur vigueur. Aussi se détermina-t-on à les envoyer dans des colonies où un Puritain ne pût espérer d'inspirer beaucoup de sympathie, et où un travailleur né sous la zone tempérée ne pût espérer de jouir d'une bonne santé. La demande était si forte sur le marché aux esclaves, que ces captifs, malgré la longueur de la traversée et les maladies qui ne pouvaient manquer de les assaillir, se trouveraient encore d'un grand prix. Jeffreys estima qu'en moyenne, toutes dépenses payées, chacun d'eux vaudrait de dix à quinze livres sterling. Aussi la concurrence pour obtenir ces concessions fut-elle très-animée. Quelques Tories de l'Ouest pensèrent que leur dévouement et les dommages qu'ils avaient soufferts pendant l'insurrection leur donnaient droit à une part de ce profit, que leur escamotaient avec empressement les sycophantes de Whitehall. Toutefois, les courtisans l'emportèrent[1].

Les souffrances des exilés égalèrent celles des nègres qui de nos jours sont transportés du Congo au Brésil. Il paraît, d'après les meilleures sources, qu'un cinquième des transportés fut jeté en pâture aux requins avant la fin du voyage. Cette cargaison humaine fut entassée à fond de cale dans de petits bâtiments. Les malheureux, dont beaucoup souffraient encore de blessures non complétement cicatrisées, ne pouvaient se coucher sans s'étendre les uns sur les autres. On ne leur permettait jamais de monter sur le pont; l'écoutille était constamment gardée par des soldats armés de sabres et d'espin-

[1] Lettres de Sunderland à Jeffreys, 14 septembre 1685; et de Jeffreys au roi, 19 septembre 1685, dans les archives des papiers d'État.

goles. Dans cette prison, tout était ténèbres, infection, gémissements, maladie et mort. Sur quatre-vingt-dix-neuf condamnés transportés sur un seul vaisseau, vingt-deux moururent avant d'arriver à la Jamaïque, malgré la rapidité inaccoutumée du voyage. Les survivants, lorsqu'ils arrivèrent à la terre d'esclavage, étaient à l'état de purs squelettes. Depuis quelques semaines, le mauvais biscuit et l'eau fétide qu'on leur donnait leur avaient été distribués en si petites quantités, que chacun d'eux aurait pu aisément consommer la ration de cinq. Ils étaient donc dans un tel état, que les marchands auxquels ils avaient été consignés jugèrent nécessaire de les engraisser avant de les vendre[1].

En même temps les propriétés des rebelles qui avaient subi la mort, et de ces malheureux plus infortunés encore qui dépérissaient sous le soleil des tropiques, étaient disputées par une nuée de dénonciateurs rapaces. D'après la loi, tout sujet convaincu de haute trahison perd tous ses droits de propriété, et cette loi fut appliquée après les assises sanglantes avec une rigueur cruelle et grotesque à la fois. Les veuves désolées et les orphelins dénués de ressource des paysans dont les cadavres pendaient aux carrefours des routes furent sommés de comparaître devant les agents du trésor, pour rendre compte de ce qu'étaient devenus un panier, une oie, un pan de lard, une feuillette de cidre, un sac de fèves, une botte de foin[2]. Tandis que les agents subalternes du gouvernement pillaient ainsi les familles des

[1] Le meilleur récit des souffrances endurées par les rebelles condamnés à la transportation se trouve dans une curieuse relation écrite par John Coad, honnête et pieux charpentier qui se joignit à Monmouth, fut grièvement blessé à Philip's-Norton, fut jugé par Jeffreys et envoyé à la Jamaïque. Le manuscrit original m'a été obligeamment prêté par M. Phippard, à qui il appartient.

[2] On trouvera dans les registres de la trésorerie, pour l'automne de 1685, plusieurs lettres ordonnant de faire des recherches pour des bagatelles de cette espèce.

paysans massacrés, le grand juge se ramassait une fortune avec les dépouilles des Whigs d'une classe plus élevée. Il faisait largement le commerce des pardons. Son marché le plus lucratif en ce genre fut celui qu'il passa avec un *gentleman* du nom d'Edmond Prideaux. Il est certain que Prideaux n'avait pas pris les armes contre le gouvernement, et il est probable que son seul crime fut la fortune dont il avait hérité de son père, avocat éminent qui avait rempli de hautes charges sous le Protecteur. On fit tous les efforts possibles pour trouver un prétexte à une accusation. On offrit leur grâce à plusieurs prisonniers, à condition qu'ils témoigneraient contre Prideaux. Ce malheureux, depuis longtemps en prison, vaincu enfin par la crainte du gibet, consentit à payer quinze mille livres sterling pour sa délivrance. Jeffreys reçut cette somme énorme, et s'en servit pour acheter une propriété à laquelle le peuple donna le nom d'Haceldama, en souvenir du champ maudit qui fut acheté avec le prix du sang innocent [1].

Il fut assisté, dans cette œuvre d'extorsions, par cette foule de parasites qui avaient l'habitude de boire et de rire avec lui. L'office de ces hommes était de conclure de durs marchés avec les condamnés en proie aux terribles frayeurs de la mort, et avec les parents qui tremblaient pour la vie de leurs enfants. Jeffreys abandonnait à ses agents une partie des dépouilles. On raconte que, dans une orgie, il jeta par-dessus la table, à un de ses compagnons de débauche, le pardon d'un riche condamné. Il n'était pas prudent d'avoir recours à d'autre intercession qu'à celle de ses créatures, car il veillait avec un soin jaloux à ce que cet avantageux monopole de clémence n'échappât pas de ses mains. On soupçonna même qu'il avait envoyé plusieurs personnes au gibet, unique-

[1] Procès-verbaux des communes, 9 octobre, 10 novembre, 26 décembre 1690 — Oldmixon, 706. — *Panégyrique de Jeffreys.*

ment pour avoir sollicité la clémence royale par des intermédiaires indépendants de sa personne[1].

Quelques courtisans parvinrent néanmoins à se faire une petite part dans ce trafic. Les dames de la maison de la reine principalement se distinguèrent par leur rapacité et leur dureté de cœur. Une partie de la honte dont elles se couvrirent doit retomber sur leur maîtresse, car c'est seulement à cause de leur position qu'elles purent s'enrichir par un si odieux commerce, et il n'est pas douteux qu'un mot ou un regard de la reine n'eussent pu les retenir. Mais, au contraire, elle les encouragea par son détestable exemple, sinon par son approbation expresse. La reine semble avoir fait partie de cette très-nombreuse classe de personnes qui supportent l'adversité beaucoup mieux que la prospérité. Lorsque son mari était sujet et exilé, exclu de tous les emplois publics, et en danger imminent de se voir privé de ses droits, la douceur charmante et la modestie de ses manières lui avaient concilié l'affection même de ceux qui détestaient le plus sa religion ; mais, avec l'heureux retour de la fortune, disparurent ces bonnes qualités. La douce et affable duchesse fit place à une reine maussade et hautaine[2]. Les malheurs qu'elle eut à endurer par la suite l'ont rendue l'objet d'un certain intérêt, mais cet intérêt s'accroîtrait bien davantage si on pouvait dire qu'à l'époque de sa prospérité elle arracha ou s'efforça d'arracher une seule victime à la plus terrible proscription que l'Angleterre ait jamais vue. Malheureusement la seule demande que l'on connaisse d'elle, relativement aux rebelles, fut une demande pour obtenir la concession de cent déportés[3]. Le profit qu'elle retira

[1] *La Vie et la Mort de lord Jeffreys.* — *Panégyrique de Jeffreys.* — *Mémoires de Kiffin.*

[2] Burnet, I, 368. — Journal d'Evelyn, 6 février 1684-85, 13 juillet 1686. — On trouve ces vers dans une [illegible] du temps : « Lorsque elle était duchesse, [illegible] ; reine, elle s'est montrée [illegible]. »

[3] Sunderland à Jeffreys, 14 septembre 1685.

de cette cargaison, tous comptes faits, et en retranchant des bénéfices les pertes occasionnées par ceux des déportés qui moururent de faim ou de fièvre pendant la traversée, ne peut être estimé à moins de mille guinées. Nous ne pouvons nous étonner que ses suivantes aient imité une cupidité si contraire aux devoirs des princes, et une cruauté si contraire à la nature de la femme. Elles arrachèrent mille livres à Roger Hoare, marchand de Bridgewater, qui avait contribué à fournir de l'argent à la caisse militaire de l'armée rebelle. Mais la proie sur laquelle elles s'abattirent avec le plus d'avidité fut une de celles que les plus dures natures auraient épargnées. Quelques-unes des jeunes filles de Taunton qui avaient offert un étendard à Monmouth avaient déjà cruellement expié leur offense. L'une d'elles avait été jetée dans une prison où sévissait une maladie contagieuse. Elle y tomba malade et y mourut. Une autre se présenta au tribunal, devant Jeffreys, pour demander grâce : « Prenez-la, geôlier, » vociféra le juge avec un de ces froncements de sourcils qui maintes fois avaient frappé de terreur des cœurs plus intrépides que celui de la jeune fille. Elle fondit en larmes, baissa son capuchon sur sa figure, sortit de la cour avec le geôlier, tomba malade de frayeur, et n'était plus qu'un cadavre au bout de quelques heures. Toutefois, la plupart des jeunes filles qui avaient composé le cortége vivaient encore. Quelques-unes avaient moins de dix ans. Toutes avaient agi d'après les ordres de leur maîtresse d'école, et sans savoir qu'elles commettaient un crime. Les dames d'honneur de la reine demandèrent au roi la permission de faire payer rançon aux parents de ces pauvres enfants, et la permission fut accordée. On envoya à Taunton l'ordre de faire saisir et emprisonner toutes ces petites filles. Sir Francis Warre, de Hestercombe, représentant tory de Bridgewater, fut chargé d'exiger les rançons. On lui ordonna de déclarer, dans les termes les plus formels, que les dames d'hon-

neur ne souffriraient aucun retard, qu'elles étaient décidées à poursuivre la mise hors la loi, si une somme raisonnable n'était pas payée, et que, par ce terme général, *somme raisonnable*, il fallait entendre sept mille livres sterling. Warre s'excusa et refusa de prendre part à une transaction si scandaleuse. Les dames d'honneur prièrent alors Guillaume Penn de se charger de la commission, et Penn accepta. Il semblerait cependant qu'un peu de cette opiniâtreté scrupuleuse qu'il avait souvent déployée pour ne pas ôter son chapeau et autres choses semblables eût été assez bien à sa place en cette occasion. Il imposa probablement silence aux avertissements de sa conscience, en se répétant à lui-même que pas un sou de l'argent qu'il allait extorquer n'entrerait dans sa poche; que, s'il refusait, les dames d'honneur trouveraient des agents moins humains que lui; qu'en consentant, il augmenterait son influence à la cour, et que cette influence lui avait déjà permis et lui permettrait encore davantage de rendre de grands services à ses frères persécutés. Les dames d'honneur cependant furent obligées, à la fin, de se contenter de moins du tiers de la somme qu'elles avaient demandée[1].

Aucun souverain anglais n'a donné de plus grandes preuves d'une nature cruelle que Jacques II. Sa cruauté cependant n'était pas plus odieuse que sa clémence, et peut-être serait-il plus exact de dire que sa clémence et sa cruauté étaient également infâmes et se prêtaient réciproquement l'infamie qui leur était propre à chacune. L'horreur que nous cause le sort des simples paysans, des jeunes gens, des femmes délicates envers lesquels il se montra si impitoyable, s'accroît encore lorsque nous

[1] Locke, *la Rébellion de l'Ouest*. — Toulmin, *Histoire de Taunton*, éditée par Savage. — Lettre du duc de Somerset à sir F. Warre. — Lettre de Sunderland à Penn, 13 février 1685-86, tirée des Archives des papiers d'État, dans la collection Mackintosh.

voyons envers quelles personnes il fut clément et pour quelles raisons il le fut.

La règle qui doit guider un prince dans le choix des rebelles à punir après une révolte est simple et évidente. Les meneurs, les hommes d'un haut rang, d'une fortune et d'une éducation élevées, dont l'influence et les artifices ont induit en erreur la multitude, doivent être l'objet de sa sévérité. La multitude égarée, au contraire, une fois que la répression est complète et la bataille gagnée, ne saurait être traitée avec trop de douceur. Cette règle, si évidemment conforme à la justice et à l'humanité, non-seulement ne fut pas suivie, mais fut encore intervertie. Pendant qu'on massacrait par centaines les gens qu'on aurait dû épargner, on épargnait les quelques hommes qu'on aurait pu avec justice abandonner à la dernière rigueur des lois. Cette clémence excentrique a surpris plusieurs historiens et a inspiré à d'autres des éloges ridicules ; mais elle n'était ni surprenante ni digne de louange. On peut très-aisément la rapporter en toute occasion à un motif sordide ou cruel, la soif de l'or ou la soif du sang.

A l'égard de Grey, il n'y avait aucune circonstance atténuante. Ses talents et ses connaissances, le rang qu'il occupait dans l'État par droit de naissance, le commandement supérieur qu'il avait exercé dans l'armée rebelle, l'auraient désigné à un gouvernement juste comme méritant sa sévérité bien plutôt qu'Alice Lisle, que William Hewling, que ces centaines de malheureux paysans dont les têtes et les membres étaient exposés sur toute la surface du Somersetshire. Mais les propriétés de Grey étaient considérables et substituées de manière à échapper à la confiscation. Il n'avait qu'un intérêt viager sur ses propriétés, et on ne pouvait lui confisquer rien de plus que ce qu'il possédait. S'il mourait, ses terres passaient à l'instant à son plus proche héritier. Si on le laissait vivre, il pourrait payer une forte

rançon. On lui permit donc de se racheter en souscrivant au lord trésorier une somme de quarante mille livres et des sommes moins considérables à d'autres courtisans [1].

Sir John Cochrane avait occupé parmi les rebelles écossais le même rang que Grey parmi les rebelles de l'Ouest de l'Angleterre. Il semblait incroyable que Cochrane fût pardonné par un prince vindicatif au delà de toute expression. Mais Cochrane était le fils cadet d'une famille riche; on ne pouvait par conséquent en retirer de l'argent qu'en l'épargnant. Son père, lord Dundonald, offrit un présent de cinq mille livres sterling aux chapelains de la maison du roi, et le pardon fut accordé [2].

Samuel Storey, agent de sédition bien connu, qui avait été commissaire de l'armée rebelle, et qui avait enflammé la populace ignorante du Somersetshire par ses harangues véhémentes, dans lesquelles Jacques était représenté comme un incendiaire et un empoisonneur, reçut sa grâce. La raison, c'est que Storey pouvait aider puissamment Jeffreys à extorquer à Prideaux les quinze mille livres [3].

De tous les traîtres, Wade, Goodenough et Ferguson étaient ceux qui devaient le moins compter sur la faveur de la cour. Ces trois chefs de la rébellion s'étaient enfuis du champ de bataille de Sedgemoor et avaient atteint la côte en toute sûreté. Mais ils avaient trouvé une frégate qui croisait près de l'endroit où ils avaient espéré s'embarquer. Alors ils se séparèrent. Wade et Goodenough furent bientôt découverts et conduits à Londres. Profondément compromis dans le complot de Rye-House,

[1] Burnet, I, 646, ainsi que la note du président Onslow. — Clarendon à Rochester, 8 mai 1686.

[2] Burnet, I, 646.

[3] *Mémoires de Calamy*. — Procès-verbaux des communes, 26 décembre 1690. — Sunderland à Jeffreys, 14 septembre 1685. — Livre du conseil privé, 26 février 1686.

chefs importants de l'insurrection de l'Ouest, on les laissa vivre parce qu'ils pouvaient fournir des renseignements qui mettaient le roi à même de massacrer et de piller certaines personnes qu'il haïssait, mais qu'il n'avait pu jusqu'alors convaincre d'aucun crime[1].

Comment Ferguson échappa à la mort fut alors et est encore aujourd'hui un mystère. De tous les ennemis du gouvernement, il était sans contredit le plus criminel; il était le principal auteur du complot qui avait eu pour but l'assassinat du roi et de son frère; il avait écrit cette fameuse déclaration qui, pour l'insolence, la malignité, la fausseté, reste sans rivale, même parmi les libelles de cette orageuse époque. C'est lui qui avait poussé Monmouth d'abord à envahir le royaume, ensuite à usurper la couronne. On pouvait raisonnablement supposer que de strictes recherches seraient faites pour atteindre l'archi-traître, comme on l'appelait souvent, et il était difficile qu'un homme d'une physionomie et d'un accent aussi singuliers pût échapper à ces recherches. On raconta dans les cafés de Londres que Ferguson était pris, et cette rumeur trouva du crédit chez des hommes qui avaient toute opportunité de connaître la vérité; puis, après cette rumeur, la première nouvelle qu'on apprit touchant sa personne fut qu'il était arrivé sain et sauf sur le continent. On le soupçonna beaucoup d'avoir été en relations constantes avec ce gouvernement contre lequel il complotait perpétuellement, et d'avoir, en même temps qu'il poussait ses complices aux actes les plus téméraires, envoyé assez de renseignements sur leurs projets et leur conduite pour sauver sa tête. En conséquence, toujours dans cette hypothèse, on aurait donné des ordres pour le laisser échapper[2].

Maintenant Jeffreys avait achevé sa tâche et revenait

[1] Lansdowne, Mss. 1152. — Harl. Mss, 6845. — *Gazette de Londres*, 20 juillet 1685.

[2] Beaucoup d'écrivains ont affirmé, sans la moindre preuve, que Jac-

réclamer sa récompense. Il se rendit à Windsor, laissant derrière lui, dans l'Ouest, le carnage, le deuil et la terreur. La haine que lui portèrent les populations du Somersetshire est sans exemple dans notre histoire. Ni le temps, ni les changements politiques ne purent l'éteindre; elle se transmit de génération en génération, et éclata avec violence contre son innocente descendance. Il était mort depuis longtemps, depuis longtemps aussi son nom et son titre étaient éteints, lorsque sa petite-fille, la comtesse de Pomfret, voyageant dans l'Ouest, fut insultée par la populace, et dut renoncer à s'aventurer davantage parmi les descendants des hommes qui avaient été témoins des assises sanglantes [1].

Mais à la cour Jeffreys reçut une réception cordiale; car il était un juge selon le cœur de son maître. Jacques avait suivi avec intérêt et délices les détails de sa tournée. Dans son salon et à sa table, il parlait souvent du massacre de ses sujets révoltés avec une gaieté qui frappait d'horreur les ministres étrangers. Il avait, de sa propre

ques avait fait grâce à Ferguson. Quelques-uns ont été assez absurdes pour citer ce pardon imaginaire (qui, s'il était réel, prouverait seulement que Ferguson était un espion de la cour) comme preuve de la magnanimité et de la bonté du prince qui fit décapiter Alice Lisle et brûler Elisabeth Gaunt. Non seulement Ferguson ne fut pas gracié, par faveur spéciale, mais encore il fut nominalement exclu de l'amnistie générale publiée au printemps suivant. (*Gazette de Londres*, 15 mars 1685-1686.) Si, comme le public le soupçonna et comme cela semble probable, Jacques montra de l'indulgence pour Ferguson, c'était une indulgence dont il rougissait non sans raison, et qu'il fit tenir secrète autant que possible. Les bruits qui couraient à Londres à cette époque sont mentionnés dans *l'Observateur* du 1er août 1685.

Sir John Reresby, qui aurait dû être bien informé, affirme positivement que Ferguson fut pris trois jours après la bataille de Sedgemoor. Mais sir John se trompe certainement quant à la date, et peut par conséquent se tromper sur tout le reste de l'histoire. D'après la *Gazette de Londres* et les *Aveux de Goodenough*, il est évident que quinze jours après la bataille de Sedgemoor, Ferguson n'était pas arrêté, et qu'on le croyait caché en Angleterre.

[1] Granger, *Histoire biographique*, article Jeffreys.

main, esquissé le récit de ce qu'il appelait facétieusement la campagne de l'Ouest de son lord grand juge. Quelques centaines de rebelles, écrivait Sa Majesté à La Haye, ont été condamnés; quelques-uns ont été pendus; il en sera pendu beaucoup plus encore, et les autres seront envoyés aux plantations. Ce fut en vain que Ken écrivit pour demander grâce en faveur de malheureux égarés, et dépeignit, avec une pathétique éloquence, l'état lamentable de son diocèse. Il raconta avec douleur qu'il était impossible de passer sur les grands chemins sans contempler quelque terrible spectacle, et que l'air du Somersetshire tout entier était imprégné de mort. Le roi lut ces remontrances et resta, selon l'expression de Churchill, froid et dur comme le marbre de la cheminée de Whitehall. Le grand sceau de l'Angleterre fut remis à Windsor entre les mains de Jeffreys, et il fut solennellement déclaré, dans la *Gazette de Londres*, que cet honneur était la récompense des nombreux, éminents et fidèles services qu'il avait rendus à la couronne [1].

Plus tard, alors que les hommes de tous les partis parlaient avec horreur des assises sanglantes, le mauvais juge et le mauvais roi essayèrent de se justifier en se rejetant mutuellement le blâme. Jeffreys, détenu à la Tour, déclarait que, dans ses cruautés les plus extrêmes, il n'avait pas outrepassé les ordres de son maître, et qu'au contraire il était resté en deçà. Jacques, à Saint-Germain, aurait volontiers voulu faire croire qu'il penchait du côté de la clémence, et que c'était la violence de son ministre qui lui avait attiré ces reproches immérités. Mais aucun de ces deux hommes au cœur de pierre ne doit être absous aux dépens de l'autre. L'excuse donnée par Jacques peut être démentie par les écrits mêmes

[1] Burnet, I, 648. — Jacques au prince d'Orange, 10 et 24 septembre 1685. — *Mémoires de lord Lonsdale.* — *Gazette de Londres*, 1er octobre 1685.

sortis de sa main. L'excuse de Jeffreys, fût-elle vraie, n'aurait encore aucune valeur.

Le massacre de l'Ouest était terminé; le massacre de Londres allait commencer. Le gouvernement était principalement désireux de trouver des victimes parmi les grands commerçants whigs de la cité. Sous le dernier règne, ils avaient composé la partie la plus formidable de l'opposition. Ils étaient riches, et leurs richesses n'étaient pas, comme celles des nobles et des gentilshommes campagnards, protégées contre la confiscation par des substitutions. Dans des procès comme celui de Grey et des hommes de sa condition, il était impossible de satisfaire à la fois la rapacité et la cruauté; un riche marchand, au contraire, pouvait à la fois être pendu et pillé. Toutefois, ces grands commerçants, bien qu'hostiles en général au papisme et au pouvoir arbitraire, avaient été jusqu'alors trop timides ou trop scrupuleux pour s'exposer à encourir une accusation de haute trahison. Un des plus considérables d'entre eux était Henri Cornish. Il avait été alderman sous le régime de la vieille charte, et avait rempli l'office de shérif à l'époque où le bill d'exclusion occupait tous les esprits. En politique il était Whig, en religion il penchait vers le presbytérianisme; mais son caractère était prudent et modéré. Aucune preuve digne de foi ne laisse supposer qu'il s'exposa même au soupçon de trahison, et bien plus, pendant qu'il était shérif, il s'était montré peu disposé à employer comme son adjoint un homme aussi violent et aussi immoral que Goodenough. Lorsque le complot de Rye-House fut découvert, on avait grandement espéré à Whitehall que Cornish s'y trouverait impliqué; mais ces espérances furent désappointées. Un des conspirateurs, John Rumsey, était bien, il est vrai, prêt à témoigner tout ce qu'on voudrait, mais un seul témoin ne suffisait pas, et on ne put en trouver un second. Plus de deux ans s'étaient écoulés depuis cette époque. Cornish se

croyait en sûreté; mais l'œil du tyran était fixé sur lui. Goodenough, terrifié par la perspective de la mort, et gardant toujours rancune à son ancien supérieur de l'opinion défavorable qu'il avait eue de lui, consentit à fournir ce second témoignage qui avait manqué jusque-là. Cornish fut arrêté pendant qu'il faisait des affaires à la bourse, jeté en prison, tenu au secret pendant quelques jours, et amené ensuite à la barre d'Old-Bailey sans qu'il eût pu se préparer. L'accusation portée contre lui reposait entièrement sur les témoignages de Rumsey et de Goodenough. Tous deux, de leur propre aveu, avaient fait partie du complot dont ils accusaient le prisonnier. Tous deux étaient poussés par l'aiguillon de la crainte à l'incriminer. On fournit la preuve que Goodenough agissait sous l'influence d'une inimitié personnelle. La déposition de Rumsey ne s'accordait pas avec la déposition qu'il avait faite lorsqu'il avait témoigné contre lord Russell. Mais c'est en vain qu'on fit remarquer toutes ces circonstances. Sur le banc des magistrats siégeaient trois juges qui avaient accompagné Jeffreys dans l'Ouest, et ceux qui observaient leur conduite avaient remarqué qu'ils étaient revenus du carnage de Taunton dans un état de surexcitation féroce. Il n'est que trop vrai que le goût du sang est un goût que contractent rapidement par l'habitude les hommes mêmes qui ne sont pas naturellement cruels. Les juges et les avocats s'unirent pour déconcerter le malheureux Whig. Le jury, nommé par un shérif dévoué à la cour, prononça sans hésitation un verdict de culpabilité, et, malgré les murmures d'indignation du public, Cornish subit la mort dix jours après son arrestation. Afin que la dégradation fût complète, on éleva le gibet au point d'intersection de King-Street et de Cheapside, en vue de la maison où il avait longtemps vécu entouré de l'estime générale, en vue de la bourse où son crédit avait toujours été puissant, et de Guildhall où il s'était distingué comme magistrat popu-

laire. Il mourut avec courage et en prononçant des paroles pleines de piété ; mais ses regards et ses gestes exprimaient un tel ressentiment de la barbarie et de l'injustice avec laquelle on l'avait traité, que ses ennemis répandirent sur son compte des propos calomnieux. Il était ivre ou fou, dirent-ils, lorsqu'il fut pendu. Mais Guillaume Penn, qui se trouvait près du gibet, et dont toutes les préventions étaient en faveur du gouvernement, dit plus tard qu'il n'avait vu dans la conduite de Cornish que l'indignation naturelle d'un homme innocent, assassiné avec toutes les apparences hypocrites de la légalité. La tête du magistrat supplicié fut placée au-dessus de Guildhall [1].

Tout horrible que fût ce procès, ce ne fut pas le plus horrible de ceux qui déshonorèrent cette session d'automne à la cour d'Old-Bailey. Parmi les personnes compromises dans le complot de Rye-House se trouvait un homme nommé James Burton. De son propre aveu, il était présent lorsque fut discuté le projet d'assassinat du roi et de son frère. Lorsque la conspiration fut découverte, on promit une récompense à qui l'arrêterait. Il fut sauvé par une vieille dame appartenant à la communion baptiste, et nommée Élisabeth Gaunt. Cette femme, avec les manières et la phraséologie qui distinguaient alors particulièrement sa secte, avait une grande charité. Elle passait sa vie à soulager les malheureux, à quelque secte religieuse qu'ils appartinssent, et était fort connue surtout par ses visites assidues aux prisons. Ses opinions politiques et religieuses, aussi bien que ses dispositions charitables, la poussèrent à aider Burton de tout son pouvoir. Elle se procura un bateau qui le conduisît à Gravesend, et là il monta sur un vaisseau qui se rendait à Amsterdam. Au moment du départ, elle lui mit dans

[1] Procès de Cornish dans la Collection des procès d'État. — Sir John Hawles, *Remarques sur le procès de M. Cornish*. — Burnet, I, 634. — *Les Assises sanglantes*. — Stuart, I, Guillaume et Marie.

la main une somme d'argent très-considérable pour sa fortune. Burton, après avoir vécu quelque temps en exil, revint en Angleterre avec Monmouth, combattit à Sedgemoor, s'enfuit à Londres et se réfugia dans la maison de John Fernley, barbier du quartier de Whitechapel. Fernley était très-pauvre ; il était assiégé de créanciers ; il savait qu'une récompense de cent livres avait été offerte par le gouvernement à celui qui arrêterait Burton. Mais cet honnête homme était incapable de trahir celui qui dans un péril extrême était venu se cacher sous son toit. Malheureusement le bruit se répandit que la colère de Jacques était plus forte encore contre ceux qui cachaient des rebelles que contre les rebelles eux-mêmes. Il avait déclaré publiquement que, de toutes les formes de la trahison, la soustraction des traîtres à sa vengeance était la plus impardonnable. Burton apprit tout cela. Il se livra lui-même au gouvernement, et dénonça Fernley et Élisabeth Gaunt. Ils furent mis en accusation. Le misérable dont ils avaient sauvé la vie eut le cœur et l'audace de venir déposer contre eux comme témoin principal. Ils furent condamnés, Fernley à la potence, Élisabeth Gaunt au bûcher. Beaucoup de gens, même après avoir vu toutes les horreurs de cette année, croyaient impossible que ce jugement fût exécuté. Mais le roi fut sans pitié. Fernley fut pendu ; Élisabeth Gaunt fut brûlée vive à Tyburn le jour même où Cornish subissait la mort à Cheapside. Elle laissa un écrit, rédigé, il est vrai, en style peu orné, mais qui fut lu avec horreur et compassion par des milliers de personnes. « Ma faute, disait-elle, fut une de celles qu'un prince pourrait pardonner sans danger. Je n'ai fait que soulager une pauvre famille, et, hélas ! c'est pour cela qu'il me faut mourir. » Elle se plaignait de l'insolence des juges, de la férocité du geôlier, et de la tyrannie de cet homme, le plus élevé de tous, au bon plaisir duquel elle et tant d'autres victimes avaient été sacrifiées. Elle leur pardonnait le mal

qu'ils lui avaient fait à elle personnellement ; mais, comme par là ils étaient les implacables ennemis de la bonne cause, qui devait un jour revivre et triompher, elle les abandonnait au jugement du roi des rois. Elle conserva jusqu'à la fin un tranquille courage, qui rappela aux spectateurs les plus héroïques des morts qu'ait racontées Fox. Guillaume Penn, pour qui les spectacles que les hommes compatissants évitent généralement avaient, paraîtrait-il, un grand attrait, alla en toute hâte de Cheapside, où il venait de voir pendre Cornish, à Tyburn, afin d'y voir brûler Élisabeth Gaunt. Il raconta plus tard qu'en la voyant disposer avec calme la paille autour d'elle de manière à abréger ses souffrances, tous les spectateurs fondirent en larmes. On fit la remarque qu'au moment où s'accomplissait le plus infâme meurtre judiciaire qui ait déshonoré ces mauvais jours eux-mêmes, une tempête avait éclaté, telle qu'on n'en avait pas vu depuis le grand ouragan qui s'était déchaîné au moment de la mort d'Olivier Cromwell. Les Puritains opprimés firent avec une sombre satisfaction le compte des maisons qui avaient été renversées et des bâtiments qui avaient fait naufrage, et tirèrent quelque consolation de la pensée que le ciel se déclarait ainsi contre l'iniquité qui désolait la terre. Depuis ce terrible jour, aucune femme n'a été exécutée en Angleterre pour crime politique[1].

On ne jugeait pas que Goodenough eût encore assez fait pour gagner son pardon. Le gouvernement voulait absolument perdre une autre victime d'un rang assez humble, un chirurgien de la cité, nommé Bateman. Il avait été le chirurgien de Shaftesbury, et ardent Exclusioniste ; peut-être avait-il eu connaissance du complot whig, mais il est certain qu'il n'avait pas été un des chefs de la conspiration, car, dans l'énorme masse de dépositions

[1] Procès de Fernley et d'Élisabeth Gaunt, dans la Collection des procès d'État. — Burnet, I, 649. — Les Lettres confisquées. — Mémoires de sir J. Bramston. — Journal de Luttrell, 23 octobre 1685.

publiées par le gouvernement, son nom ne se rencontre qu'une fois, et il s'y rencontre sans rapports avec aucun crime qui touche à la haute trahison. D'après l'acte d'accusation et les quelques détails qui nous restent de son procès, il semble clair qu'il ne fut même pas accusé d'avoir participé au projet d'assassinat contre le roi et son frère. L'acharnement avec lequel était poursuivi un homme si obscur, coupable d'une faute si légère, pendant que des traîtres, bien autrement criminels et bien plus éminents, obtenaient leur grâce en témoignant contre lui, semblait demander une explication, et on en donna une honteuse. Lorsque Oates, après sa flagellation, fut amené à Newgate sans connaissance et, de l'opinion de tout le monde, à l'agonie, Bateman l'avait saigné et avait pansé ses blessures. C'était là une offense qu'on ne pouvait pardonner. Bateman fut arrêté et décrété d'accusation. Les témoins qui déposaient contre lui étaient des hommes d'une réputation infâme, et des hommes qui, en outre, témoignaient pour sauver leur vie. Aucun d'eux n'avait encore obtenu son pardon, et le peuple disait qu'ils pêchaient leur proie comme les cormorans privés, la corde au cou. Le prisonnier, stupéfié par la maladie, était incapable d'articuler un mot et de comprendre ce qui se passait. Son fils et sa fille étaient assis à la barre, à ses côtés. Ils lurent, de leur mieux, quelques notes qu'il avait rédigées, et discutèrent les dépositions des témoins à charge. Ce fut en vain ; il fut condamné, pendu, et coupé en quartiers [1].

Jamais, pas même sous la tyrannie de Laud, la condition des Puritains n'avait été aussi malheureuse qu'à cette époque. Jamais les espions n'avaient été aussi activement employés à découvrir les réunions religieuses. Jamais les magistrats, les jurés d'accusation, les rec-

[1] Procès de Bateman, dans la *Collection des procès d'État.* — *Remarques de sir John Hawles.* Il vaut la peine de comparer la déposition de Thomas Lee en cette occasion avec ses aveux antérieurement publiés par l'autorité.

teurs et les marguilliers, ne s'étaient donné tant de mouvement. Un grand nombre de dissidents furent cités devant les cours ecclésiastiques. D'autres furent obligés d'acheter le silence des agents du gouvernement par des présents de barriques de vin et de gants bourrés de guinées. Il était impossible aux Séparatistes de prier en commun sans prendre les précautions qu'employaient les faux-monnayeurs et les recéleurs de marchandises volées. On changeait souvent les lieux de réunion. Le culte était célébré quelquefois à la pointe du jour et quelquefois au fort de la nuit. Des sentinelles veillaient autour de la maison où le petit troupeau était réuni, pour donner l'alarme s'il voyait approcher un étranger. Le ministre déguisé était introduit par le jardin ou la porte de derrière. Dans quelques maisons il y avait des trappes, par lesquelles on pouvait descendre en cas de danger. Lorsque deux maisons habitées par des non-conformistes étaient contiguës, on perçait souvent les murs et on établissait des portes secrètes qui ouvraient passage de l'une à l'autre. On ne chantait pas de psaumes, et on employait toutes sortes de moyens pour que la voix du prédicateur, lorsqu'elle s'élevait dans les moments de ferveur, ne fût pas entendue. Cependant, malgré toutes ces précautions, il était souvent impossible d'échapper à la vigilance des dénonciateurs. Dans les faubourgs de Londres particulièrement, la loi était appliquée dans toute sa rigueur. Quelques personnes opulentes furent accusées de tenir des conventicules. Leurs maisons furent soigneusement visitées, et l'on fit des saisies qui s'élevèrent à plusieurs milliers de livres sterling. Les plus hardis et les plus fanatiques de ces sectaires, chassés ainsi des maisons où ils se réunissaient, s'assemblèrent en plein air et résolurent de repousser la force par la force. Un juge de paix du Middlesex, qui avait appris qu'une réunion se tenait de nuit dans une sablonnière à deux milles de Londres environ, prit avec lui un détache-

ment considérable de constables, surprit l'assemblée et s'empara du prédicateur. Mais la congrégation, qui se composait d'environ deux cents hommes, vint aussitôt au secours de son pasteur et mit en fuite le magistrat et les constables [1]. C'était là, toutefois, un fait exceptionnel. En général l'esprit puritain semblait, à cette époque, plus abattu qu'il ne l'avait jamais été, avant ou depuis. Les pamphlétaires tories disaient triomphalement que pas un de ces fanatiques n'osait remuer la langue ou la plume pour défendre ses opinions religieuses. Les ministres dissidents, quelque irréprochable que fût leur vie, quelque éminents qu'ils fussent par leur science et leurs talents, n'osaient sortir dans les rues, de crainte d'outrages, qui, bien loin d'être punis, étaient au contraire encouragés par ceux dont le devoir était de maintenir l'ordre. Quelques docteurs de grande réputation étaient en prison. De ce nombre était Richard Baxter. D'autres qui, pendant un quart de siècle, avaient résisté à l'oppression, perdirent alors courage et quittèrent le royaume. De ce nombre fut John Howe. Beaucoup de personnes qui avaient coutume de fréquenter les conventicules se rendirent aux églises paroissiales. On remarqua que les schismatiques, que la terreur avait portés à cette apparente orthodoxie, pouvaient être distingués aisément par la difficulté avec laquelle ils trouvaient les prières dans leurs livres, et par la manière gauche dont ils s'inclinaient au nom de Jésus [2].

[1] Citters, 13-23 octobre 1685.

[2] L'*Histoire des puritains* de Neal, le *Mémoire sur les ministres expulsés* de Calamy, et le *Mémorial non-conformiste* contiennent des preuves abondantes de la sévérité de cette persécution. On trouvera la lettre d'adieu de Howe à son troupeau dans la vie intéressante de ce grand homme, par M. Rogers. Howe se plaint de ne pouvoir sortir dans les rues de Londres, et de perdre sa santé faute d'air et d'exercice. Mais la peinture la plus vive des souffrances des non-conformistes est celle que nous a donnée leur plus mortel ennemi, Lestrange, dans les numéros de *l'Observateur* de septembre et d'octobre 1685.

Les non-conformistes se rappelèrent longtemps l'automne de 1685 comme une époque de malheur et de terreur. Cependant, dès ce même automne, on pouvait distinguer les premiers et faibles signes d'un grand changement de fortune; et, avant que dix-huit mois se fussent écoulés, le monarque intolérant et l'Église intolérante se disputaient avec acharnement l'appui du parti que tous deux avaient si cruellement persécuté.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

HISTOIRE DE L'ANGLETERRE AVANT LA RESTAURATION.

CHAPITRE II

RÈGNE DE CHARLES II.

CHAPITRE III.

ÉTAT DE L'ANGLETERRE EN 1685.

CHAPITRE IV.

COMMENCEMENTS DU RÈGNE DE JACQUES II, 1685.

CHAPITRE V.

CONSPIRATION DU COMTE D'ARGYLE ET DU DUC DE MONMOUTH. — LES ASSISES SANGLANTES. 1685.

FIN DE LA TABLE.

